



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

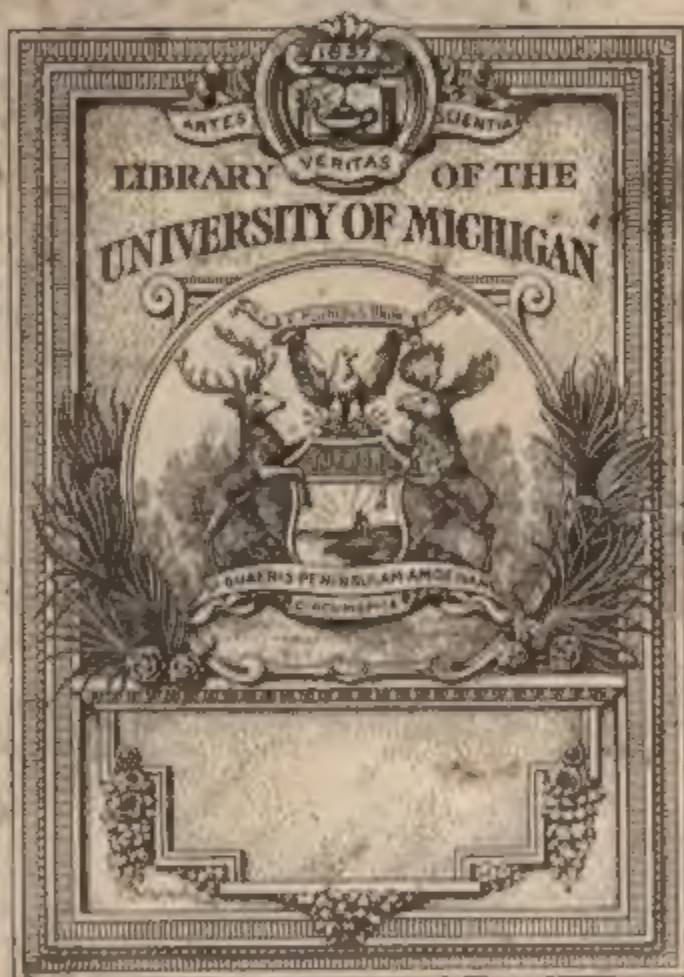
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>









1  
G  
1



983

**PRINCIPES  
DE COLONISATION  
ET DE  
LÉGISLATION COLONIALE**

PAR  
**Arthur GIRAULT**

PROFESSEUR D'ÉCONOMIE POLITIQUE À L'UNIVERSITÉ DE POITIERS  
MEMBRE DE L'INSTITUT COLONIAL INTERNATIONAL

**TROISIÈME ÉDITION**  
revue et augmentée

**TOME I**

**LIBRAIRIE**  
**LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY & DU JOURNAL DU PALAIS**

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL  
22, Rue Soufflot, 5<sup>e</sup> arrdt.

**L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs**

—  
1907











**PRINCIPES**  
**DE COLONISATION**  
**ET DE**  
**LÉGISLATION COLONIALE**

L'introduction (*Théorie générale de la colonisation et de la législation coloniale*) et la première partie (*La colonisation française avant 1845*) elles-mêmes, qui pouvaient sembler à l'abri de tous ces bouleversements, ont dû être tenues au courant des travaux plus récents. Le chapitre III de la première partie (*La législation coloniale sous l'ancien régime*), qui m'avait paru insuffisant, comprend 32 pages au lieu de 20.

Dans la seconde partie (*Les colonies françaises depuis 1845*) tous les passages relatifs à l'Indo-Chine ont été considérablement développés (nos 65, 66, 78, 79, 80, 92, 117 à 125, 138, 157, 158, 180, 188, 199, 203, 223, 267). La législation applicable à un pays de 20 millions d'habitants a en fait une importance autrement grande que celle en vigueur dans nos autres colonies lesquelles sont incomparablement moins peuplées et m'a semblé mériter pour cette raison un examen plus complet. Le chapitre consacré à l'*Organisation judiciaire* a été augmenté de notions plus complètes sur le droit privé et le droit pénal des colonies; un § 2 de ce chapitre est consacré à l'étude des *législations et des tribunaux indigènes*. Le chapitre primitivement consacré aux *Libertés locales*, désormais intitulé *Les droits politiques*, a été également augmenté d'un nouveau § intitulé *Le citoyen*. La partie économique, un peu sacrifiée dans la première édition, fait l'objet de développements plus complets : chap. VIII, *Le colon* (nos 208-216); chap. IX, *Le régime des terres* (nos 217 à 230); chap. X, *La main-d'œuvre* (nos 231-239); chap. XI, *Le Crédit* (nos 240-250); chap. XII, *Le régime douanier et le commerce extérieur* (nos 251-262); chap. XIII, *Les travaux publics* (nos 263-271); chap. XIV, *La colonisation pénale* (nos 273-287). Quant à l'ancien chapitre II (*Les habitants*), où avaient été réunies des notions assez disparates, il a cessé d'exister. Les matières qui le composaient ont été réparties suivant leur nature entre les nouveaux chapitres I (anc. n° 79), IV (anc. nos 83, 84, 92, 97, 98), VI (anc. nos 180, 86, 91, 94, 95, 96), VII (anc. n° 93), VIII (anc. nos 81 et 82) et X (anc. nos 85, 87, 88, 89, 90).

Enfin, une TROISIÈME PARTIE toute nouvelle est consacrée à *l'Algérie et la Tunisie*.

Ainsi développés, les *Principes de colonisation et de législation*

*colontale* formeront deux volumes. La séparation entre les deux tomes a été faite de telle manière que les matières historiques, administratives et juridiques se trouvent condensées dans le premier volume, le second comprenant les matières économiques et la troisième partie. L'éditeur a de cette façon toute facilité pour vendre chaque volume séparément, ce qui peut offrir au public une certaine commodité.

En m'efforçant de perfectionner cet ouvrage, je me suis attaché cependant à lui conserver le caractère élémentaire d'un livre destiné à l'enseignement. Je l'ai écrit non pour ceux qui savent — ceux-là pourraient trouver facilement que je n'ai pas été assez complet — mais pour ceux qui veulent apprendre.

Le fonds même des doctrines a peu changé. J'ai été heureux de voir se réaliser dans ces dernières années plusieurs des réformes que j'avais appelées de mes vœux dans ma première édition. Il y en a d'autres — telles que le rattachement de l'armée coloniale au ministère des Colonies — qui n'ont pas été encore faites mais qui, je l'espère, finiront bien par arriver. Parfois, une étude plus approfondie m'a amené à rectifier mon appréciation première : dans ce cas, j'ai reconnu nettement mon erreur (nos 54 et 131). J'ai maintenu, quelque estime que j'aie pour ceux qui les combattent, les opinions que l'étude et la réflexion n'ont fait que confirmer (p. 87, note 1 et n° 192). Ceci est un livre de bonne foi.

En offrant cette seconde édition au public, je prie à nouveau le lecteur de vouloir bien m'indiquer les imperfections, les erreurs ou les lacunes qu'il croira y rencontrer. Un livre de ce genre en contient forcément. Le plus grand service que l'on puisse rendre à un auteur consiste à les lui signaler.

En terminant, il me reste à remercier tous ceux qui ont mis à ma disposition leur expérience des choses coloniales ou les documents qui étaient en leur possession. Je dois un témoignage tout particulier de gratitude à M. *Henri Froideraux*, qui a bien voulu se donner la peine de revoir avec un soin minutieux la partie historique de mes *Principes*. Tous ceux qui, dans ces dix der-

nières années, ont étudié l'histoire coloniale de la France, se plaisent à reconnaître en M. Froidevaux le guide le plus sûr et le maître le plus obligeant. C'est pour moi un très vif plaisir que de pouvoir dire ici publiquement tout ce que je lui dois.

Poitiers, le 8 octobre 1903.

ARTHUR GIRAULT.

---

# PRÉFACE

DE LA PREMIÈRE ÉDITION



La législation coloniale fait l'objet d'un cours semestriel à option, introduit dans le programme de la licence en droit par le décret du 24 juillet 1889, mais qui n'existe réellement que depuis l'année scolaire 1891-1892, époque à laquelle les premiers étudiants soumis au régime inauguré par ce décret ont accompli leur troisième année d'études. Même à l'heure actuelle, il s'en faut de beaucoup qu'elle soit enseignée partout, chaque Faculté de province n'offrant en général à ses étudiants que quelques-uns seulement des neuf cours à option prévus par le décret de 1889. Poitiers est une de ces Facultés, malheureusement encore trop peu nombreuses, qui ont fait une place à la législation coloniale dans leur programme. J'ai été chargé de ce cours lorsqu'il y a été créé. Je l'ai fait pendant trois années (1891-1892, 1892-1893, 1893-1894). Je livre aujourd'hui à la jeunesse des écoles de droit le résultat de mes efforts.

Je ne rappelle l'origine de ce petit livre que pour marquer plus nettement son caractère distinctif et la nature précise du besoin spécial auquel il a pour but de satisfaire. Sans doute, les questions coloniales ont fait dans notre pays l'objet de publications nombreuses, surtout dans ces dernières années. Mais les unes ont le caractère de travaux géographiques : ce sont principalement des relations de voyage, des récits d'explorateurs; d'autres émanent d'historiens jaloux de ressusciter les gloires de notre passé ou d'hommes politiques passionnés pour l'expansion fu-

ture de la France ; des économistes se sont préoccupés de l'avenir des pays neufs et du développement des relations commerciales que le Vieux-Monde peut entretenir avec eux ; de savants traités sur la législation et l'organisation des colonies ont été écrits à l'usage des fonctionnaires et des apprentis fonctionnaires. De ces travaux si différents, beaucoup sont remarquables, mais aucun ne pouvait convenir aux étudiants des Facultés de droit. Il leur fallait un ouvrage élémentaire, où les questions coloniales fussent envisagées principalement dans leurs rapports avec les principes du Droit et de l'Économie politique.

❧ Voilà ce que j'ai voulu leur offrir. Je ne sais si j'y ai réussi, mais, dans tous les cas, je suis convaincu de la fécondité du point de vue auquel je me suis placé.

L'intérêt que présente l'étude de la législation coloniale pour l'intelligence des principes juridiques n'apparaît sans doute pas tout d'abord. Elle semble à première vue n'être qu'un amas de décisions isolées, contradictoires, dont quelques-unes même sont d'une légalité discutable. C'est un véritable chaos de décrets éphémères, se répétant ou s'abrogeant les uns les autres, se succédant quelquefois avec une telle rapidité qu'on a peine à les suivre. L'arrivée au pouvoir d'un sous-secrétaire d'État ou d'un ministre imbu d'idées opposées à celles de son prédécesseur, peut suffire à bouleverser toute l'organisation des colonies. Des règles aussi fragiles que l'autorité de l'homme dont le caprice leur a donné naissance ne sauraient, semble-t-il, servir de base à une étude scientifique.

Cette impression est facile à expliquer. Elle a pour cause première le *régime des décrets*, dont nous aurons à faire la critique dans le cours de cet ouvrage. En France, c'est encore aujourd'hui le pouvoir exécutif qui fait en principe la loi aux colonies à coups de décrets. Avec ce régime, il n'y a pas de ces *travaux préparatoires*, exposés des motifs, rapports des commissions, discussions publiques dans les Chambres, dont l'examen est si précieux pour celui qui veut démêler la raison d'être et la portée de la règle nouvelle. Tout au plus, en effet, le décret est-il précédé d'un rapport du ministre au chef de l'État, rapport généralement très sec, et qui ne présente dans tous les cas qu'un côté de la question, sans s'attarder à développer et à réfuter les objections possibles. Aussi est-il souvent difficile de trouver un motif à ces changements incessants dont les véritables raisons nous échappent.

La seconde cause de cette impression, c'est l'absence d'œuvres doctrinales. Les principes, en effet, ne se dégagent pas tout seuls. C'est la tâche des juriconsultes de les mettre en relief, de les coordonner, en un mot de donner au droit, par leur enseignement ou leurs travaux écrits, une physionomie scientifique. Or, jusqu'à ces dernières années, la législation coloniale leur est restée complètement étrangère. Elle se trouve à l'état inorganique ou, etait le droit civil au v<sup>e</sup> siècle de Rome, lorsque Cn. Flavius divulga les archives pontificales jusque-là soigneusement cachées au public, et lorsque Corneilius enseigna le droit pour la première fois. Quoi d'étonnant dès lors à ce que ce sol vierge présente l'aspect primitif qu'aurait encore aujourd'hui le droit privé si pendant dix mille ans il n'avait été fouillé et retourné en tous sens par une légion de juriconsultes?

Mais comme il est fertile, ce nouveau champ d'études! Il n'est pas besoin de le parcourir pendant longtemps pour que cette impression première, dont nous avons montré les causes toutes contingentes, s'efface. La législation coloniale a tout d'abord des principes qui lui sont propres : nous verrons que le choix entre trois idées générales directrices la domine tout entière. Mais, de plus, son étendue éclaire d'un jour nouveau toutes les autres branches du droit. Tous les principes fondamentaux du droit public, separation des pouvoirs et des autorités, arrêt d'action gouvernementale, décentralisation, droit de suffrage, vote de l'impôt, etc., ont en notre matière des applications ou des exceptions également intéressantes, sans compter les particularités caractéristiques que l'on peut glaner chemin faisant en traitant de la justice administrative, de la domanialité publique ou du régime minier. Par les protectorats et les traités la délimitation de sphère d'influence, les questions coloniales rentrent dans le droit international. La colonisation pénale est un des problèmes les plus délicats de la science pénitentiaire. Quant au droit privé, qui le prime d'abord semble sans utilité, quel merveilleux champ d'expérience et de démonstration peuvent lui fournir les colonies! Dans son livre sur *La politique expérimentale*, M. Leon Donnat nous s'inspire que toute réforme législative devrait faire l'objet d'un essai partiel temporaire ou facultatif avant d'être appliquée d'une manière générale et définitive à tout le monde. On pourrait ainsi se rendre compte du mérite de l'innovation proposée. On verrait ensuite à l'accepter ou à la rejeter suivant les résultats favorables ou contraires de l'expérience. Une colonie est un terrain tout marqué

pour des épreuves de ce genre. C'est une table rase où l'on peut mettre par exemple à l'essai un nouveau régime hypothécaire ou un nouveau Code de procédure sans craindre de troubler les situations acquises et les habitudes des populations.

L'intérêt économique du problème colonial dépasse peut-être encore son intérêt juridique. Cela est si vrai qu'il est difficile aujourd'hui d'ouvrir un numéro d'un journal ou d'une revue quelconque d'économie politique sans trouver un article où il soit question des colonies. En cette matière également, nous trouvons d'abord des questions spéciales que fait naître l'existence des colonies : rôle de l'État en matière de colonisation, monopole des compagnies, main-d'œuvre et régime des terres, système colonial, etc. Nous touchons de plus à de nombreux problèmes généraux de l'économie politique : émigration, banques d'émission, crédit agricole, crédit foncier, monnaie, impôts, régime douanier : on voit par cette énumération que ce ne sont pas les moins importants.

Telle est la très grande variété des questions qui trouveront place dans ce livre.

Ainsi compris, un cours sur la colonisation et la législation coloniale forme un complément intéressant et précieux des études économiques et juridiques. Touchant à la fois au Droit, à l'Économie politique et à l'Histoire, il contribue à ce rapprochement des différentes branches de la science sociale, qui est devenu aujourd'hui une condition de progrès. Par cette raison, et aussi parce qu'il oblige à regarder plus loin que l'Europe occidentale, à parcourir par la pensée les états de civilisation les plus divers et les plus mobiles, il contribue, mieux que tout autre cours, à élargir les idées du maître et des élèves, à reculer l'horizon, autrefois trop borné, des Facultés de Droit.

Ce n'est pas là la seule utilité de ce cours. Outre l'avantage spécial qu'il offre pour les jeunes gens qui aspirent à servir la France aux colonies en les préparant à leur tâche future, il présente, à un point de vue plus général, une utilité peut être encore plus considérable. Quand un pays de suffrage universel, où l'opinion publique est toute-puissante, possède un empire colonial et aspire à le développer, il est essentiel qu'il contienne le plus grand nombre possible d'hommes instruits, ayant puisé dans un enseignement scientifique une idée d'ensemble et des vues suffisamment larges sur les problèmes coloniaux, s'intéressant à ces questions, se tenant au courant des publications qu'elles occasionnent,

capables d'avoir en ces matières un avis éclairé et de le faire partager à ceux qui les entourent. L'intérêt public exige que les questions coloniales soient familières à d'autres que ceux qui, par profession, ont besoin de les connaître. Il faut éclairer sur ces points l'opinion publique, en instruisant ceux qui, suivant toutes les probabilités, auront le plus d'action sur elle, si l'on veut que l'avenir ne voie pas se reproduire les fautes du passé.

En présence de cet intérêt vital, il faut souhaiter que l'enseignement de la législation coloniale sorte le plus tôt possible de la situation insuffisante et précaire qui lui est faite dans les Facultés de droit. La durée de ce cours, notamment, est beaucoup trop brève. En ne donnant que les renseignements historiques et géographiques strictement indispensables pour l'intelligence de la matière, en élaguant les détails et en condensant les principes, il est à peu près impossible, à moins de se résigner à de grosses lacunes, d'épuiser le sujet en un semestre, et cela, même en le limitant de la manière la plus étroite, c'est-à-dire en excluant les systèmes coloniaux étrangers, dont l'étude est cependant singulièrement instructive, et en n'envisageant que les colonies françaises au sens légal du mot, autrement dit les pays dont le gouvernement est confié au ministère des Colonies et à ses agents. Le professeur qui veut entreprendre une étude tant soit peu approfondie, doit se résigner à ne traiter chaque année qu'une partie seulement des matières qui rentrent normalement dans ce cours. Il y a là incontestablement une situation fâcheuse qu'il est bon de signaler.

Je tiens en terminant à remercier ici, d'une manière générale et sans distinction, toutes les personnes qui ont bien voulu faciliter ma tâche par les documents qu'elles ont mis à ma disposition ou par les entretiens qu'elles m'ont accordés. Je sens combien, malgré leur secours, mon travail renferme d'imperfections : je prie ceux qui le liront de me signaler les erreurs ou les lacunes qu'ils croiront y rencontrer; j'accepterai avec plaisir toutes les critiques profitables qui me seront faites, et je serai très heureux d'en tenir compte.

Quant aux opinions émises dans ce livre, elles ne sauraient évidemment plaire à tout le monde. Par la force même des choses, j'ai été amené à prendre parti dans beaucoup de questions, alors que parfois, pour des raisons trop délicates pour être exprimées ici, le terrain devenait singulièrement brûlant. Je n'ai pas

cru devoir, sous le prétexte commode que j'écrivais pour des étudiants, me borner à un exposé sec et froid des solutions actuellement suivies. Je me suis efforcé d'en faire comprendre les motifs et de les rendre vivantes, en recherchant leur origine et en discutant leur mérite. J'ai examiné avec impartialité les réformes proposées, et j'ai soutenu l'opinion qui m'a semblé tout à la fois la plus équitable et la plus avantageuse pour les colonies comme pour la France. Je ne prétends pas avoir toujours eu raison et, sur ce terrain encore, je fais appel à la critique. Mais, je puis l'affirmer, il n'y a pas dans ce livre une seule ligne dictée par un sentiment autre que ceux qui seuls doivent inspirer un ouvrage sorti de l'Université et destiné à l'enseignement.

J'ai remanié bien souvent le plan de ce cours pendant ces trois années. Je me suis arrêté définitivement au suivant dont l'expérience m'a révélé les avantages. D'abord une Introduction contenant des idées générales sur la colonisation et la législation coloniale et où se trouvent exposés les principes fondamentaux qui dominent le cours. Me cantonnant ensuite dans l'étude spéciale de la colonisation française, je divise cet ouvrage en deux parties correspondant à deux périodes nettement tranchées dont la première finit et dont la seconde commence en 1815. Chaque partie est divisée elle-même en chapitres qui se succèdent de telle manière que chacun soit éclairé par ceux qui le précèdent et que le lecteur n'ait pas besoin de se reporter à ceux qui le suivent pour le comprendre. J'ai été ainsi amené à mélanger à chaque instant les questions juridiques et les questions économiques, les matières de droit public et celles de droit privé. La véritable clarté ne consiste pas toujours dans les divisions symétriques dont la netteté apparente séduit au premier abord. Toutes les questions s'enchaînent. L'essentiel est d'être véritablement compris et de laisser dans l'esprit du lecteur une impression d'ensemble conforme à la réalité.

Poitiers, le 3 août 1894.

ARTHUR GIRAULT.

---

# INTRODUCTION

## § I. — THÉORIE GÉNÉRALE DE LA COLONISATION<sup>1</sup>

**1. — Définition de la colonisation.** — Tout le monde sait plus ou moins ce que c'est que la colonisation. Cepen-

<sup>1</sup> BIBLIOGRAPHIE. — Ouvrages généraux en français. — PALL LEROY-BEAULIEU, *Colonisation chez les peuples modernes* 3<sup>e</sup> édition, 1902. — CH. GIDE, *À quoi servent les colonies* *Revue de géographie*, 1886, t. XVIII, p. 36 à 52 et 141 à 147. — YVES GUIOT, *Lettres sur la politique coloniale* 1885. — GABRIEL CHARMES, *Politique extérieure et coloniale*, 1885, p. 211 à 303. — DE PARIEU, *Principes de la science politique*, p. 323 et s. — GABRIELLE SENEILL, *Traité théorique et pratique d'économie politique*, t. II L'Économie, livre III. — CAUVES, *Cours d'économie politique*, 3<sup>e</sup> édition, t. II p. 77 à 111. — *Nouveau Dictionnaire l'économie politique*, v<sup>e</sup> Colonies. — MARCEL DEBOIS, *Système colonial et peuples colonisés* 1895. — DE LANESSAN, *Principes de colonisation*, 1897. — BILLIARD, *Politique et organisation coloniales*, 1899. — PÉRY DE TASSÉ, *Théorie de la colonisation au XIX<sup>e</sup> siècle et rôle de l'État dans le développement des colonies*, Bruxelles, 1902. — FR. BERNARD, *Comment et pourquoi coloniser*, 1903.

Ouvrages anglais et américains. — SIR JOSIAS CHILDE, *A new discourse of trade*, ch. X, concerning Plantations. — ADAM SMITH, *Richesse des nations*, livre IV, chap. 7. — L. BRIGHAM, *An inquiry into the colonial policy of the european powers*, 1803. — MERIVALE, *Lectures on colonisation and colonies*, 1861. — SIR GEORGE C. LEWIS, *On the government of dependencies*, 1891. — ALLEYNE IRVING, *Tropical colonisation*, 1899. — H. C. MORRIS, *The history of Colonisation*, 1900. — *Colonial administration*, (1900) 1900 (Washington, Treasury Department, Bureau of Statistics p. 357 à 400), 1903. Une bibliographie abondante se trouve à la fin de cet ouvrage, p. 2243 à 3000. — A. SNOW, *Administration of dependencies*, 1902. — PAUL S. REINSCH, *Colonial government*, 1902.

dant, il est nécessaire de bien préciser l'idée qu'il convient de s'en faire.

La colonisation suppose tout d'abord que plusieurs personnes quittent leur pays pour aller s'établir ailleurs. C'est là l'idée première et essentielle, mais elle ne suffit pas à elle seule : elle donnerait de la colonisation une idée trop large et, par suite, inexacte. Supposons en effet une tribu barbare qui, poussée par la faim, abandonne un territoire où les produits de la chasse ne sont plus assez abondants, pour aller planter ses tentes plus loin : nul ne dira que ces sauvages colonisent. Envisageons à l'inverse nos civilisés occidentaux du  $xx^e$  siècle ; voici des Européens qui vont fixer leur domicile au delà des frontières de leur patrie, mais sur un territoire appartenant à un autre État également civilisé. Le cas est très fréquent : ce sont, par exemple, des Belges qui s'établissent en France, ou bien des Allemands ou des Irlandais qui émigrent aux États-Unis. On ne dira pas non plus, en parlant d'eux, qu'ils vont fonder une colonie. Sans doute, on peut lire dans les journaux mondains qu'il existe à Paris une colonie roumaine ou une colonie américaine, mais c'est là un abus de langage qui ne trompe personne. Dans tous ces cas, nous nous trouvons en présence d'une question très intéressante sans doute, mais qui n'est pas celle de la colonisation : il s'agit d'un problème beaucoup plus large, celui de l'émigration.

Pour que l'on puisse parler de colonisation, il faut faire intervenir la réponse à cette question : D'où viennent et où vont les émigrants ? Il faut supposer des émigrants sortis d'un pays civilisé et allant s'établir, soit sur une côte inhabitée, soit sur un territoire occupé par une population sauvage ou

*Colonial administration, 1905.* — \*\* *The Statesman's year book* (annuel).

Ouvrages allemands : \* ROSCHER et JANNASCH, *Kolonien, Kolonialpolitik und Auswanderung*, 1885. — ZIMMERMANN, *Die europäischen Kolonien : Die Kolonialpolitik Portugals und Spaniens*, 1896, *Grossbritanniens*, 1898-1899, *Frankreichs*, 1901, *der Niederlande*, 1903. — \*\* ZIMMERMANN, *Kolonialpolitik*, 1905.

tout au moins à demi sauvage, mais qui, dans tous les cas, n'a pu s'élever toute seule jusqu'à la civilisation. On conçoit alors, de la part de ces émigrants, une double action civilisatrice s'exerçant à la fois sur les choses et sur les hommes.

Sur les choses, d'abord. Les émigrants creuseront des ports, perceront des voies de communication, défricheront et cultiveront le sol, en exploiteront les richesses minières, en un mot utiliseront toutes les ressources dont les premiers habitants n'ont pas su tirer parti.

Sur les hommes ensuite. On essayera d'élever les indigènes jusqu'à notre civilisation. On tâchera de faire disparaître de leurs mœurs certains usages barbares, tels que les sacrifices humains ou les monstrueuses coutumes du Dahomey. Des missionnaires s'efforceront de les convertir à l'une des religions qui sont celles des peuples civilisés. Des agents commerciaux, en quête de nouveaux débouchés pour leurs produits, feront naître chez eux des besoins auparavant inconnus. Ces nouveaux besoins amèneront sans doute avec eux de nouvelles souffrances; peut-être ces indigènes seront-ils moins heureux qu'avant, mais ils n'en seront pas moins plus civilisés. N'est-ce pas une vérité économique que le degré de civilisation d'un peuple se mesure à la multiplicité et à la complexité de ses besoins?

C'est cette action civilisatrice, cette double culture de la terre et de ses habitants qui constitue à proprement parler l'œuvre de la colonisation. Ce sens est d'ailleurs conforme à l'origine étymologique du mot : coloniser a la même racine que *colere*, cultiver<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Un auteur américain (Snow, *The administration of dependencies*, p. 93, après avoir reproduit ce passage, fait observer que la supériorité politique n'implique pas nécessairement une supériorité sociale et économique. Une colonie peut arriver à égaler voire même à surpasser sa mère-patrie en civilisation, tout en lui restant politiquement subordonnée. On peut même concevoir un peuple plus civilisé dès l'origine, soumis par un autre peuple moins civilisé et restant indéfiniment sous sa domination. L'observation est exacte en elle-même. Seulement, dans la première hypothèse, l'œuvre de la colonisation est achevée et le but est atteint. Le pays qui a été colo-

**2. — En quoi la colonisation se distingue de l'émigration. L'art de la colonisation.** — Cette définition fait apparaître les différences profondes qui séparent la colonisation de la simple émigration.

L'émigration est un fait très général qui est de tous les temps et de tous les pays. Elle a commencé avec les premiers habitants de notre planète : l'histoire ancienne est remplie du récit des migrations des tribus barbares. Les peuples civilisés émigrent aussi, et, dans l'avenir, le développement des voies de communication semble devoir rendre l'homme plus nomade peut-être qu'aux premiers jours de l'humanité. L'émigration n'est même pas spéciale à notre espèce, c'est un fait d'instinct : les oiseaux, les poissons, les animaux émigrent eux aussi. — La colonisation, au contraire, est un fait voulu et raisonné, qui ne peut être l'œuvre que d'êtres intelligents et libres. Seuls les peuples civilisés colonisent, et

nisé peut encore rester politiquement uni à son ancienne mère-patrie (de même qu'un fils devenu majeur peut rester l'associé de son père) mais il tient alors à être traité par elle sur un pied d'égalité (s'il ne l'était pas, il songerait à la séparation). Il n'y a plus à proprement parler une *métropole* et une *colonie*, mais un seul peuple uni, malgré la distance, par les liens de l'habitude, du sentiment et de l'intérêt. Dans la seconde hypothèse, il y a conquête, mais non colonisation : dans l'antiquité, Rome a conquis la Grèce, elle ne l'a pas colonisée.

Il faut remarquer que les auteurs américains, évidemment influencés par les souvenirs de la guerre d'indépendance et par la doctrine de Monroë, attachent une importance extrême à cette idée de la subordination politique de la colonie à la métropole. Cette subordination leur paraît le trait essentiel de la colonisation. REINSCH (*Colonial government*, p. 16) donne la définition suivante : « *A colony is an outlying possession of a national state, the administration of which is carried on under a system distinct from, but subordinate to the government of the national territory* ».

Le point de vue auquel nous nous sommes placés est celui généralement adopté en France. M. FALLOT (*L'avenir colonial de la France*, p. 1), définit la colonisation « l'action exercée par un peuple civilisé sur un pays de civilisation inférieure à la sienne dans le but de le transformer progressivement par la mise en valeur de ses ressources naturelles et par l'amélioration des conditions matérielles et morales d'existence des indigènes ».

encore faut-il qu'ils puissent trouver ailleurs des territoires vacants ou occupés par des peuplades arriérées. Si toute la surface du globe habitable — qui sait si cela n'arrivera pas un jour? — ressemblait à notre vieille Europe, le besoin d'expansion de chaque peuple pourrait bien se manifester encore par l'émigration ou par des annexions de territoire à la suite de guerres de conquête, mais non par la colonisation. Celle-ci est la conséquence de la diversité des civilisations et des races.

De cette première différence en découle une seconde. Conséquence de la liberté primordiale d'aller et de venir qui appartient à chacun, l'émigration n'a pas d'autre règle en principe que le caprice même de l'émigrant. Les gouvernements qui ont essayé de l'arrêter par des prohibitions légales ou des règlements administratifs ont porté atteinte à un des droits les plus sacrés de l'homme. Ceux qui ont voulu la provoquer ou l'accélérer artificiellement ont souvent manqué leur but ou même obtenu un résultat opposé à celui qu'ils cherchaient. Voilà ce que constateront l'économiste et l'historien en étudiant ce phénomène également intéressant pour eux, quoiqu'à des points de vue un peu différents, et le résultat de leurs recherches sera qu'un gouvernement doit laisser agir les individus à leur guise, sauf à les éclairer de ses renseignements et de ses conseils. Dans ces conditions, il ne saurait être question de faire de l'émigration l'objet d'une science distincte. — Il en est tout autrement de la colonisation. Beaucoup de peuples ont voulu fonder des colonies. Ils s'y sont pris de bien des manières, ils ont usé de méthodes très diverses, ils se sont proposé des buts quelquefois très différents. L'expérience a montré que des fautes, inseparables d'ailleurs des premiers tâtonnements, avaient été commises, et a prouvé en même temps qu'il y a certaines règles de conduite dont il ne faut pas s'écarter si l'on veut mener à bien cette œuvre délicate. L'avenir appartient aux nations qui sauront le mieux comprendre et appliquer les conditions rationnelles de la colonisation.

Il existe donc en cette matière tout un ensemble d'obser-

vations et de préceptes dont la réunion est de nature à former une science distincte. C'est ce qu'avait déjà proclamé en 1864 M. Jules Duval dans la préface de son livre sur *Les colonies et la politique coloniale de la France*, l'un des premiers et l'un des meilleurs qui aient été écrits dans notre pays sur cette matière. Après avoir démontré que l'on avait fait jusque-là fausse route, en ne voulant voir dans la théorie de la colonisation qu'un simple chapitre de la science économique, il ajoutait : « C'est une partie de la science à refaire, ou plutôt à détacher pour être érigée en science spéciale, la science de la colonisation qui a son objet précis, délimité, bien distinct de tout autre, et qui l'explore avec des instruments fournis par d'autres sciences, mais formant en ses mains un ensemble qui n'appartient qu'à elle ». Un économiste qui s'est fait une spécialité des questions coloniales affirmait en 1892 la même idée en proclamant la nécessité « de faire entrer désormais la politique coloniale dans la science<sup>1</sup> ». Cette idée est aujourd'hui unanimement reconnue et officiellement proclamée. Le développement de l'enseignement colonial dans les diverses Universités d'Europe et la fondation de l'*Institut colonial international*<sup>2</sup> en 1894 en sont les preuves matérielles.

Sans doute, il ne saurait être question d'élever la théorie

<sup>1</sup> CHAILLEY, *La colonisation de l'Indo-Chine*, préface.

<sup>2</sup> L'*Institut colonial international*, dont le siège est à Bruxelles, est une « association exclusivement scientifique et sans caractère officiel » qui a pour but l'étude des questions coloniales. Il tient chaque année en principe une session dans une capitale de l'Europe (La Haye, 1895; Berlin, 1897; Bruxelles, 1899; Paris, 1900; La Haye, 1901; Londres, 1903; Wiesbaden, 1904; Rome, 1905; Bruxelles, 1907). Il a publié sous le titre de « *Bibliothèque coloniale internationale* » une importante série de documents relatifs à la *Main-d'œuvre* (3 vol.), aux *Fonctionnaires coloniaux* (2 vol.), au *Régime foncier* (6 vol.), aux *Protectorats* (2 vol.), aux *Chemins de fer* (3 vol.), au *Régime minier* (3 vol.), aux différents systèmes d'*Irrigation* (1 vol.), aux *Lois organiques des colonies* (3 vol.). Tous les documents étrangers sont traduits en langue française. Les publications de l'Institut sont devenues un recueil extrêmement précieux pour l'étude des systèmes coloniaux comparés.

de la colonisation à la hauteur d'une science pure, dont les lois offrent un caractère permanent et général. Il est bien évident, en effet, qu'il y a là des règles variables suivant les circonstances, avec le tempérament physique et moral du peuple colonisateur, avec le but poursuivi par lui, avec la situation géographique de la colonie, les productions de son sol, le caractère et le degré de culture des indigènes. Mais elle constitue incontestablement une science appliquée, ou, si l'on préfère, une théorie d'art, assez analogue à la pédagogie, par exemple.

Il y a en effet un art de la colonisation, comme un art de l'éducation. On a souvent comparé la nation qui se développe et se renouvelle sur des côtes lointaines en colonisant à l'individu qui fonde une famille et perpétue sa race en procrétant des enfants, et il faut reconnaître que sur plusieurs points la ressemblance est frappante. Les colonies sont des sociétés jeunes ; elles ont toutes les qualités, mais aussi tous les défauts de leur âge. Elles ont l'ardeur, l'ambition et les illusions de la jeunesse, mais aussi son inexpérience, son ingratitude naturelle et son impatience de toute subordination. Et la métropole, avec tous les sacrifices qu'elle s'impose pour ses colonies, mais aussi avec sa tendance à vouloir toujours les tenir en lisière même quand elles sont arrivées à maturité, n'a-t-elle pas les qualités et les défauts naturels aux parents, et ne mérite-t-elle pas bien d'être appelée la mère-patrie ? Nous verrons même plus tard que les idées sur les rapports des métropoles et des colonies ont subi la même transformation que celles relatives aux rapports des parents et des enfants. La puissance paternelle à l'origine était considérée comme un droit et organisée tout entière dans l'intérêt du père de famille. Aujourd'hui on y voit surtout un devoir imposé au père dans l'intérêt de l'enfant. A l'origine, les colonies ont été exploitées par les métropoles, comme l'enfant par le père, et ce n'est que plus tard, sous l'influence du progrès des idées morales et politiques et grâce à une conception plus juste de l'intérêt des deux parties, que l'on a considéré comme un devoir de

la mère-patrie d'élever la colonie et de travailler à son développement jusqu'à sa maturité. Comme l'éducation d'un enfant, la fondation d'une colonie est une œuvre de longue haleine : les débuts sont longs, pénibles et coûteux. Les sociétés comme les individus sont enfantées dans la douleur, et un domaine colonial impose à une nation des charges aussi lourdes que celles qu'une famille nombreuse fait peser sur un particulier.

**3. — Vue d'ensemble sur l'histoire de la colonisation.** — Ces difficultés décideraient sans doute beaucoup de nations civilisées, mues par un sentiment égoïste, à s'abstenir, s'il n'y avait pas une force naturelle et inéluctable qui pousse les peuples à coloniser comme les individus à se reproduire. Tous les peuples supérieurs en civilisation ont colonisé.

Déjà dans l'antiquité, à une époque très reculée, les *Phéniciens* ont fondé, sur les côtes de la Méditerranée, des colonies de commerce ou comptoirs, analogues à ceux établis plus tard par les nations modernes sur les côtes d'Afrique et d'Asie. Ils s'y établissaient à demeure, vendant aux habitants les marchandises apportées par les vaisseaux de leurs compatriotes, accumulant les produits du pays pour les charger sur les navires phéniciens qui les remportaient. L'une de ces colonies, Carthage, est devenue à son tour la métropole de nouveaux comptoirs fondés sur le même type dans la Méditerranée occidentale.

La *colonisation grecque* a joué aussi un rôle très considérable dans l'histoire ancienne. Pour divers motifs, par exemple par suite d'un excès de population, un certain nombre de citoyens s'éloignaient et allaient fonder au loin une colonie que l'on nommait *αποικία* (demeure séparée). Jouissant d'une autonomie absolue, complètement indépendante de la mère-patrie, la colonie n'en restait pas moins rattachée à elle par un lien religieux, et était généralement en fait son alliée fidèle.

La *colonisation romaine* a été le type de la colonisation

militaire. Ce fut une œuvre politique poursuivie pendant des siècles en vertu d'un plan méthodique. Sur le territoire des peuples vaincus, Rome établissait à demeure une sorte de garnison permanente pour assurer leur obéissance ; c'était en même temps pour elle un moyen de récompenser les vétérans ou de se débarrasser de ses proétaires.

Ainsi, Phéniciens, Grecs, Romains ont colonisé. Plus tard, après la longue éclipse du Moyen âge, aussitôt que les nations modernes commencent à prendre conscience de leur individualité, elles colonisent. Dès la fin du xv<sup>e</sup> siècle, les marins espagnols et portugais, en cherchant la route des Indes, jettent sans le vouloir et comme par hasard, suivant la remarque d'Adam Smith, la base d'immenses empires coloniaux. Les Espagnols conquièrent toutes les côtes du golfe du Mexique, le Pérou et la plus grande partie de l'Amérique du Sud. Les Portugais s'établissent au Brésil et sur les côtes d'Afrique et d'Asie. En vain, dès 1493, par la célèbre bulle *Inter cœtera*, le pape Alexandre VI avait attribué à l'Espagne toutes les terres nouvelles situées à l'ouest d'une ligne idéale allant d'un pôle à l'autre et passant à cent lieues à l'ouest des Açores et des îles du Cap-Vert ; les autres nations veulent leur part. Les Hollandais disputent et enlèvent aux Portugais le commerce de l'Extrême-Orient et font de Batavia le centre d'un établissement important qu'ils ont conservé. Les Français, puis les Anglais arrivent à leur tour et, au xviii<sup>e</sup> siècle, ils se disputent l'empire de l'Inde et de l'Amérique du Nord. Il n'est pas jusqu'aux petits pays, comme le Suède, le Danemark ou la Prusse, qui ne se laissent séduire par le mirage du commerce des Indes : eux aussi veulent avoir des colonies.

Le mouvement subit un temps d'arrêt à la fin du xviii<sup>e</sup> et au commencement du xix<sup>e</sup> siècle. La Révolution française et les guerres de Napoléon détournent l'attention. Les colonies anglaises de l'Amérique du Nord et les colonies espagnoles de l'Amérique du Sud s'émancipent. Mais bientôt le mouvement recommence et s'accélère. L'Angleterre augmente encore son empire gigantesque. La France reconstitue active-

ment le sien. Les nations nouvelles, comme l'Allemagne et l'Italie, qui n'ont accompli leur unité que dans le cours du XIX<sup>e</sup> siècle, se trouvant en retard, cherchent sur la carte les morceaux oubliés et se jettent dessus avec avidité. Quant aux puissances européennes que leur situation géographique détourne de la colonisation maritime et qui regardent vers l'Est, elles ont colonisé elles aussi à leur manière. L'Autriche et la Russie ont pratiqué la colonisation militaire, grâce à laquelle elles ont prolongé par terre le territoire métropolitain.

L'expansion coloniale de l'Europe a pris depuis vingt-cinq ans une singulière acuité. Des voyageurs de tous les pays, épris en même temps de ce que M. Melchior de Vogüé appelait éloquemment « la passion de la planète », ont parcouru dans tous les sens le continent africain qui, jusque-là, formait une grande tache blanche sur la carte du monde. Et aussitôt leurs gouvernements respectifs se sont partagés les territoires explorés par eux, délimitant par des traités hâtifs leurs sphères réciproques d'influence, en traçant sur la carte des parallèles et des perpendiculaires, découpant la peau de l'ours avant de l'avoir pris. Rien ne montre mieux que l'intensité de cette fièvre coloniale la puissance de cette force mystérieuse et inconnue qui entraîne aujourd'hui, bon gré mal gré, dans une même voie, tous les peuples européens<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> M. GIDE, *A quoi servent les colonies*, p. 2, a dépeint en termes saisissants la violence de ce courant : « Il est de mode dans un certain parti de dire que cette agitation est toute factice et qu'elle est due uniquement à l'influence de certains hommes politiques. En Allemagne on dit : « C'est Bismarck ! » comme en France on crie : « C'est Ferry ! » C'est voir les choses par leurs petits côtés. Cette agitation est plus profonde qu'on ne pense. Ce vent qui souffle à travers l'Europe n'a pas été déchaîné par la main d'un homme, si grand qu'il soit ; il présente tous les caractères auxquels on reconnaît les forces de la nature : il est spontané et irrésistible comme elles, et emporte à la fois et les hommes d'Etat qui s'efforcent de lui tenir tête, et ceux qui se flattent de le diriger. M. Gladstone était arrivé au pouvoir avec la ferme intention de réagir contre la politique d'ex-

**4. — Grandeur comparée des métropoles et des colonies** — Les colonies ! Ce mot embrasse aujourd'hui la moitié de la terre (si l'on veut bien considérer la Sibirie comme une colonie de la Russie , savoir : les  $9/10^{\text{es}}$  de l'Afrique 27 millions k. c. sur 30 , la moitié du continent asiatique (21 millions k. c. sur 42), toute l'Océanie 11 millions k. c. avec l'Insu inde , le quart de l'Amérique (10 millions k. c. sur 40). Cela fait au total 69 millions k. c. Et que reste-t-il pour les métropoles et les États indépendants ? l'Europe (10 millions k. c. , la moitié de l'Asie 21 millions k. c. , les trois quarts de l'Amérique (30 millions k. c. , un dixième de l'Afrique (3 millions k. c.), soit au total 64 millions de k. c., un peu moins que pour les colonies. Et encore, parmi les Gouvernements indépendants d'Afrique et d'Asie, que d'hommes malades dont on se cha terait à mort si l'ouverture de leur succession ne devait pas amener la brouille entre les héritiers !

Aujourd'hui, la plupart des métropoles restent au dessous de leurs colonies comme superficie et comme population

passant de lord Beaconsfield , mais la fortune, par une de ces ironies qui lui sont familières, la contraint à faire de la politique coloniale, autant et plus que son prédécesseur, à eu beause de dire et crier miséricorde, il a fallu qu'il annexât des centaines de miles la côte et d'immense territoires de l'Afrique australe, de la Nouvelle Guinée, Port Harcourt, il a fallu, qu'il portât la main sur l'Égypte, sur le Soudan, sur le Harrar. Le cabinet Ferry, en France, est tombé sur la question de la politique coloniale mais le cabinet Bismarck a dû la continuer. Le Parlement italien a renversé M. Mancini pour avoir ôté à Massouah, mais M. Depretis n'a pas osé en revenir. Le gouvernement espagnol avait beaucoup plus desonci de l'alliance américaine que de quelques misérables îles des Carolines, mais le parti public que a mis le jeune roi en demeure de défendre l'archipel ou le perdre sa colonie. Il n'est pas jusqu'à la politique Belge qui, paisiblement endormie sur la loi de sa neutralité, ne se soit réveillée un beau jour, stupéfaite et quelque peu marrie, en constatant qu'on venait de lui annexer une colonie — un portôt qu'on venait de l'annexer à une colonie soixante-dix fois plus grosse qu'elle — Cette lutte pour le partage du monde restera le prétexte de la plus considérable de cette fin de siècle, celui dont les conséquences heureuses ou funestes se feront sentir dans l'avenir le plus éloigné.

*Les Iles Britanniques* ont environ 315.000 k. c. et 42 millions d'habitants : cela représente à peu près la centième partie de la superficie (30 millions k. c.) et un peu plus de la dixième partie de la population (400 millions d'habitants) de l'empire britannique<sup>1</sup>. — La *France* vient ensuite : elle a 536.000 k. c. et 39 millions d'habitants. L'Algérie, la Tunisie et les colonies françaises représentent 9 millions et demi de k. c. occupés par 50 millions d'habitants. La métropole forme donc seulement le dixième de la superficie et les 4/9<sup>es</sup> de la population de l'empire français. — La *Hollande* a 33.000 k. c. et 5 millions d'habitants. Ses colonies ont environ 2 millions de k. c. et 36 millions d'habitants<sup>2</sup>. La métropole ne représente que la soixantième partie de la superficie et la huitième partie de la population totale de l'empire hollandais. — La *Belgique* peut être considérée comme étant en fait la métropole de l'État indépendant, puisque ce sont les Belges qui ont colonisé le Congo. Or la Belgique n'a que 30.000 k. c. et 7 millions d'habitants, tandis que l'État indépendant s'étend sur 2 millions et demi de k. c. et contient peut-être 30 millions d'habitants. La Belgique ne forme que la quatre-vingtième partie de la superficie et la cinquième partie de la population de l'empire belge, s'il est permis d'associer ces deux mots. — Le *Portugal* a 89.000 k. c. et 5 millions d'habitants (non compris Madère et les Açores) : son empire colonial comprend plus de 2 millions de k. c. et près de 10 millions d'habitants<sup>3</sup> : le Portugal représente donc la vingt-

<sup>1</sup> Population des diverses parties de l'empire britannique (en milliers d'habitants) Royaume-Uni, 42.000; Empire indien, 294.000; Gibraltar, Malte, Chypre 450; Ceylan, Straits Settlements, Etats malais, Hong-Kong, 5.000; Afrique, 45.000; Amérique, 8.000; Océanie, 6.000 (voir *The Statesman's Year-book*, 1906).

<sup>2</sup> Population des colonies hollandaises (en milliers d'habitants) : Java et Madoura, 28,746; possessions extérieures, 7.000; Surinam, 73; Curaçao, 53.

<sup>3</sup> Population des colonies portugaises (en milliers d'habitants) : Madère, 150; Açores, 256; Cap-Vert, 147; San Thomé, 42; Guinée, 800 (?); Angola, 4.000 (?); Est africain, 3.000 (?); Goa, Diu et Damao, 531; Macao, 64; Timor, 300 (?).

cinquième partie de la superficie et le tiers de la population totale de l'empire auquel est attaché son nom.

Pour les autres puissances coloniales, la disproportion est moins grande. Inférieures à leurs colonies comme superficie, elles leur sont supérieures comme population. Tel est le cas de la *Russie* (Russie d'Europe : 5 millions et demi k. c. et 108 millions d'habitants; Russie d'Asie : environ 17 millions k. c. et 23 millions d'habitants), de l'*Allemagne* (Empire allemand : 540.000 k. c. et 60 millions d'habitants; *Schutzgebiete* : 2.800.000 k. c. et 12 millions d'habitants<sup>1</sup>), et de l'*Italie* (Italie : 286.000 k. c. et 32 millions et demi d'habitants, colonies : 500.000 k. c. et 800.000 habitants)<sup>2</sup>. L'*Espagne* est aujourd'hui en Europe la seule métropole qui soit à la fois plus peuplée et plus étendue que ses colonies (Espagne : 500.000 k. c. et 18 millions d'habitants; possessions africaines, y compris les Présides du Maroc et les Canaries, 215.000 k. c. et 660.000 habitants)<sup>3</sup>.

Cette dernière nation, il est vrai, qui occupait autrefois le premier rang, n'a plus l'ambition de compter comme puissance coloniale. Mais sa place a été prise par les *États-Unis*. C'est là un phénomène nouveau d'une portée incalculable. Les nations européennes ne sont plus aujourd'hui les seules à vouloir posséder des colonies. Les États-Unis, maîtres de Porto-Rico, des îles Hawai, des Philippines et d'une partie des Samoa, le Japon, maître de Formose, réclament leur part. La *politique mondiale* et l'*impérialisme* ne sont pas particuliers aux vieilles nations l'Europe. C'est sur les bords de l'Océan pacifique et non plus sur ceux de la Méditerranée

<sup>1</sup> Population des colonies allemandes (en milliers d'habitants) : Togoland, 1 500, Cameroun, 3 500, Sud-ouest africain, 200, Est-africain, 6 700, Kiau-tchou, 32, Océanie, 443.

<sup>2</sup> Il en est de même du *Danemark* qui, avec 2 millions 1 2 d'habitants et 38 455 k. c. est beaucoup plus peuplé, mais beaucoup moins étendu que l'Islande et le Groenland. Les Antilles danoises, grandes comme un de nos cantons (358 k. c. et dont la population (30.000 habitants) est en décroissance, n'offrent qu'un très minime intérêt.

<sup>3</sup> Population des colonies espagnoles (en milliers d'habitants) : Guinée, 158; Rio de Oro, 130; Canaries, 350, Ceuta et Présides du Maroc, 24.

que semblent devoir se jouer à l'avenir les destinées des nations. Nul ne peut prévoir quels remaniements subira la carte du monde, lorsque d'anciennes colonies, grandes en puissance et en richesse, voudront, à l'exemple des États-Unis, devenir métropoles à leur tour et fonder un empire.

**5. — De la fondation des colonies. Rôle de l'initiative privée et rôle de l'État. Compagnies privilégiées.** — Toutes les colonies n'ont pas été fondées de la même manière : leur création a été tantôt l'œuvre des particuliers, tantôt celle des gouvernements. Les uns et les autres ont obéi à ce courant impérieux qui les entraînait. Quels sentiments, quelles considérations les guidaient ?

Les individus, en s'expatriant pour fonder une colonie, ont obéi à des mobiles divers et complexes, qu'il est néanmoins possible de classer en deux groupes.

Les uns poussent l'individu à s'éloigner pour un certain temps seulement : le goût des voyages et des aventures, un besoin d'action qui ne trouve pas à se dépenser dans une société régulière et pacifique, l'amour de la gloire, le désir de faire rapidement fortune dans le commerce lointain, la perspective d'une richesse facilement acquise, parfois aussi des sentiments d'un ordre beaucoup plus élevé et qui cependant ne sont pas moins puissants, tels que le patriotisme, le désir de conquérir des âmes égarées à la religion ou de doter la science de nouvelles découvertes, rentrent dans cette première catégorie. C'est à l'une ou à l'autre de ces considérations qu'ont obéi : les aventuriers espagnols dédaigneux d'un travail pacifique, que la fin des guerres contre les Maures laissait sans emploi et qui se sont élancés sur le Nouveau-Monde à la conquête de l'or ; les marins portugais qui ont parsemé de comptoirs fortifiés toutes les côtes de l'ancien continent, depuis Lisbonne jusqu'en Chine ; les marchands hollandais qui ont fait fortune dans le commerce des Indes ; les pirates et les flibustiers français ou anglais qui faisaient le commerce de contrebande avec les colonies de l'Amérique espagnole ; les ordres religieux qui, partout,

au Canada, au Paraguay, dans l'Afrique australe, dans l'Extrême-Orient et jusque dans les îles du Pacifique, se sont infiltrés avec cette persévérance qui n'appartient qu'aux apôtres; enfin, dans notre siècle, tous ces découvreurs héroïques qui retournent sans se lasser jamais à découvrir les explorations jusqu'à ce qu'enfin ils trouvent la mort au service de la science. Tous ces hommes ont obéi à des sentiments bien différents et ont poursuivi des objectifs, semblait-il, absolument dissemblables. Ils présentent néanmoins ce trait commun : en général, ils sont partis avec l'esprit de retour; ils ont pu contribuer à fonder une société nouvelle, mais ce n'était pas la leur but principal et immédiat.

Ce n'est jamais de gaieté de cœur, en effet, qu'une personne quitte son pays sans esprit de retour, et il lui faut pour cela des motifs extrêmement puissants. Les mobiles qui poussent à une expatriation définitive sont plus rares et moins variés que les autres. Il n'y en a pour ainsi dire qu'un : une situation intolérable faite dans la mère-patrie à une partie des habitants, soit par un excès de population, soit par des persécutions politiques ou religieuses, soit par une crise économique intense : c'est ainsi qu'en Angleterre la substitution du pâturage au labourage, puis les persécutions religieuses décidèrent une partie de la population à franchir l'Atlantique. Ce mobile, il faut le remarquer, agit d'ordinaire non sur des individus isolés, mais sur un groupe d'individus qui se trouvent dans des conditions identiques : la classe sociale, victime de la crise ou de la persécution, se sépare sans esprit de retour du reste de la nation, avec l'intention arrêtée de former une société nouvelle.

Les exemples que nous avons cités prouvent que, surtout dans le passé, c'est principalement l'initiative des particuliers qui a été l'origine première des établissements coloniaux. Les gouvernements ne sont, en quelque sorte, intervenus qu'après coup, pour faire reconnaître leur autorité à l'établissement naissant, pour favoriser son développement et pour lui imprimer en même temps la direction la plus convenable aux intérêts de la patrie. Depuis, leur rôle en cette

matière a toujours été grandissant, et aujourd'hui les économistes, même les plus hostiles à l'accroissement des attributions gouvernementales, reconnaissent que la colonisation est une *œuvre d'État*<sup>1</sup>. Accroître la puissance politique du pays, faire diversion aux difficultés intérieures, se débarrasser d'individus encombrants ou de malfaiteurs dangereux, augmenter les débouchés de l'industrie nationale, donner au besoin d'expansion de la race une satisfaction qu'elle ne peut plus trouver dans le vieux monde, occuper la partie belliqueuse de la population et satisfaire l'amour-propre national en annexant des kilomètres carrés autant et plus que les États rivaux, sont les considérations déterminantes, mesquines ou élevées, qui ont poussé les gouvernements européens à s'avancer toujours plus loin dans cette voie.

On oppose généralement à la colonisation par l'initiative privée et à la colonisation gouvernementale, la colonisation par des compagnies privilégiées. C'est là, à notre avis, une vue quelque peu superficielle. Sans doute, nous n'entendons pas méconnaître l'importance du rôle que ces compagnies ont joué dans le passé, et qu'elles ont semblé devoir reprendre dans le dernier quart du xix<sup>e</sup> siècle; mais elles ne sont pas autre chose qu'un procédé de colonisation à l'usage des individus ou des gouvernements. Employé par des particuliers, ce procédé permet de grouper des efforts et d'associer des ressources dont l'éparpillement aurait pu être nuisible. C'est ainsi que la grande Compagnie néerlandaise des Indes Orientales n'a été à l'origine qu'un syndicat d'intérêts commerciaux, chaque *chambre* conservant son autonomie au sein de la fédération. Employé par l'État, ce procédé a été surtout *un outil d'envahissement* qui permet de s'insinuer subrepticement et sans bruit, *un écran* destiné à

<sup>1</sup> PAUL LEROY-BEAULIEU, v<sup>o</sup> *Colonisation au xix<sup>e</sup> siècle*, dans le *Nouveau Dictionnaire d'Économie politique*. — STUART MILL, *Principes d'économie politique*, livre V, chap. 11, § 14. — L'intervention de l'État en matière de colonisation était déjà réclamée au xvii<sup>e</sup> siècle par l'auteur libéral des *Mémoires de Jean de Witt* qui préférait son action à celle des Compagnies privilégiées.

masquer une prise de possession qui, ouverte et avouée, aurait pu soulever des difficultés diplomatiques. La resur-rection autrement inexplicable des compagnies de colonisation dans les principaux pays, notamment en Angleterre et en Allemagne, dans le dernier quart du xix<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>, n'a pas eu d'autre cause. Cela est si vrai qu'aujourd'hui l'écran ne trompe plus personne. Derrière toute compagnie privilégiée on trouve donc, soit l'initiative individuelle, soit l'initiative gouvernementale, souvent même les deux réunies. C'est dire que ces sociétés sont, non pas une source d'où les entreprises coloniales tirent leur origine, mais simplement un procédé, bon ou mauvais, de colonisation.

**6. — Différents types de colonies.** — Ces différences d'origine suffiraient déjà à nous faire pressentir que toutes les colonies ne se ressemblent pas : effectivement, elles se divisent en plusieurs catégories suivant le but poursuivi par leurs fondateurs<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Sur ces compagnies de colonisation, voir CARTON DE WIART, *Les grandes Compagnies coloniales anglaises du xix<sup>e</sup> siècle*, 1899, et PIERRE DECHAMPE, *Compagnies et Sociétés coloniales allemandes* (thèse de doctorat ès-lettres, 1903). Cfr. BONNASSIEUX, *Les grandes compagnies de commerce*, p. 517 et s.

<sup>2</sup> REINSCH *Colonial government*, p. 17, reconnaît seulement deux catégories de colonies : les colonies de peuplement (*Settlement colonies*) et les colonies d'exploitation, ces dernières se subdivisant en trois classes, ou plutôt susceptibles de passer par trois phases successives : commerciale, agricole et industrielle. SCHAFLE (*Deutsch Kern und Zeit fragen*, p. 165) présente une autre classification suggestive, basée sur le degré de civilisation de l'État colonisateur et sur celui du pays colonisé. Schafle admettant 5 degrés de civilisation, on voit toute la série possible des nuances : un pays arrivé au premier degré de civilisation peut être colonisé par un État appartenant au 2<sup>e</sup>, au 3<sup>e</sup>, au 4<sup>e</sup> ou au 5<sup>e</sup> degré de civilisation ; un pays arrivé au second degré de civilisation peut être colonisé par un État du 3<sup>e</sup>, du 4<sup>e</sup> ou du 5<sup>e</sup> degré, etc. La classification que nous avons adoptée, moins systématique sans doute, nous paraît au fond plus simple et plus conforme à la nature des choses. Sur les autres classifications proposées, voir ZIMMERMANN, *Kolonialpolitik*, p. 2 à 7.

Les *colonies de commerce* forment un premier type. Ce sont de simples factoreries ou comptoirs. Leur superficie est toujours très restreinte : souvent leur étendue ne dépasse pas celle de la ville où elles sont établies. Elles sont situées sur les côtes d'un continent ou à l'entrecroisement des grandes routes maritimes. Les colonies phéniciennes, les comptoirs établis par les Portugais sur les côtes d'Afrique et d'Asie, les établissements anglais de Hong-Kong et de Singapour sont des exemples de colonies de commerce. Ce sont des sortes d'entrepôts — le mot est assez exact, car fréquemment on n'y perçoit aucun droit de douane — où les produits indigènes viennent s'échanger contre les marchandises européennes. Elles conviennent à un pays où l'activité commerciale et maritime est très développée, exigent relativement beaucoup de capitaux, mais peu d'hommes. Pourvu qu'elles soient bien situées et qu'elles aient un bon port, il s'y opérera rapidement un mouvement d'échanges considérable, et elles seront visitées par de nombreux navires. Mais leur importance économique est bien supérieure à leur importance politique, et en général assez faible. Les colonies de commerce, en effet, ne sont pas de véritables colonies. Elles ne permettent point une action profonde sur la terre et sur ses habitants. Leur influence sur le pays — où souvent elles sont simplement tolérées par les habitants — est purement superficielle.

On fait quelquefois rentrer dans les colonies de commerce — bien qu'elles aient un but sensiblement différent — certaines *positions maritimes stratégiques*, qui leur sont comparables par leur exigüité et qui ne constituent pas elles non plus de véritables colonies. Ce sont des ports généralement fortifiés où les navires de guerre d'une grande puissance maritime pourraient au besoin se réfugier afin de réparer leurs avaries, de faire du charbon et de se ravitailler. Leur importance politique est d'autant plus grande que leur situation stratégique est mieux choisie ; tel est le cas de Gibraltar d'Aden, qui commandent le passage d'un détroit et l'entrée d'une mer.

Les *colonies d'exploitation* sont, au contraire, de véritable

colonies. Elles peuvent être très grandes comme superficie et comme population. Il suffit de songer à l'Inde anglaise ou à l'Indo-Chine française. Ce qui les caractérise, c'est que les émigrants venus de la métropole y sont très peu nombreux. Ils forment une minorité infime noyée au milieu de la population indigène, mais cette minorité constitue une classe dirigeante qui domine toutes les autres. Les Européens apportent leur civilisation, leurs capitaux, leurs découvertes scientifiques et industrielles, mais, cela fait, ils se bornent au rôle de surveillants. La main-d'œuvre est fournie par les indigènes.

Ces colonies sont d'ailleurs fondées dans des pays où les Européens s'acclimatent difficilement et où dans tous les cas ils ne sauraient se livrer impunément aux travaux manuels. Aussi les colons ne font-ils qu'y passer. Ils s'y établissent temporairement avec l'intention de retourner dans leur pays après fortune faite. D'autres, plus tard, pourront suivre leur exemple. Mais ces générations de colons qui se succèdent ne font pas souche dans le pays. La colonie hollandaise de Java est le type des colonies d'exploitation.

On confond quelquefois avec les colonies d'exploitation les colonies de plantation qui, cependant, s'en distinguent par certains traits. Les îles Mascareignes et les Antilles sont des colonies de plantation par excellence. Là, la race indigène n'existait pas ou a disparu bientôt après l'arrivée des Européens. Ceux-ci ont été par suite dans la nécessité d'importer à la fois les capitaux et la main-d'œuvre; mais comme, à raison du climat, ils pouvaient difficilement se livrer eux-mêmes à la culture, ils ont dû recourir à des moyens artificiels, tels que l'esclavage ou l'immigration, pour se procurer des travailleurs exotiques. Sur ces terres fertiles des tropiques, les planteurs se sont exclusivement livrés à la culture des denrées coloniales, et en particulier à la production du sucre. Ces colonies sont de véritables usines à sucre qui ont toutes eu à peu près la même histoire : d'abord une période de grande prospérité résultant de la fécondité exceptionnelle de terres vierges jusqu'alors, puis, après l'épuisement du sol, une décadence accélérée par l'abolition de l'esclavage.

et par la concurrence du sucre de betterave. Aujourd'hui ces îles, que les nations européennes considéraient autrefois comme leurs colonies les plus précieuses, sont dans une situation modeste et n'offrent plus qu'un avenir restreint.

Les *colonies de peuplement* ont sur les précédentes l'avantage de favoriser le développement de la race colonisatrice. Là l'élément colonisateur, au lieu de se superposer simplement à l'élément indigène, se substitue à lui en le refoulant ou en le détruisant. Les Européens apportent non pas seulement leurs capitaux, mais aussi et surtout leurs bras et ils s'établissent à titre définitif dans le pays où leurs enfants et leurs petits-enfants naissent et continuent à habiter. Il se forme ainsi au bout de quelques générations un nouveau peuple susceptible d'acquérir une mentalité distincte. C'est dire que ces colonies sont fondées essentiellement dans la zone tempérée, dans des pays où les produits agricoles sont analogues à ceux de l'Europe, et où les émigrants peuvent s'acclimater facilement. Le Canada, l'Australie sont des colonies de peuplement.

En fait, d'ailleurs, toutes les colonies ne rentrent pas aussi nettement que celles que nous avons citées, dans l'une ou l'autre de ces catégories. Tout d'abord, il y a des colonies qui se transforment et dont le caractère change. Ainsi un simple comptoir peut être la base première d'un établissement colonial, qui, grâce à des extensions successives, peut devenir une colonie d'exploitation. C'est le cas du Sénégal où Saint-Louis était à l'origine une simple factorerie. De plus, il y a des colonies qui résistent à toute tentative de classement. Ainsi, l'Algérie n'est pas une colonie d'exploitation puisque l'Européen s'y acclimate et travaille de ses propres bras à la culture du sol, mais la présence de quatre millions d'indigènes empêchera toujours de la considérer comme une colonie de peuplement. De même pour la Tunisie. Madagascar semble également susceptible de devenir plus tard une colonie mixte.

A un autre point de vue, il y a des colonies qui présentent un caractère tellement spécial qu'elles doivent être classées

à part. La colonisation militaire et la colonisation pénale offrent ce trait commun, que le but économique se trouve relégué à l'arrière plan.

Les colonies militaires sont en quelque sorte des avant-postes fixes établis par un État soit pour couvrir ses frontières et arrêter les incursions de l'ennemi, soit pour assurer sa domination dans un pays nouvellement conquis et préparer l'assimilation des habitants. L'Autriche, dans les conflits militaires, poursuivait le premier résultat, en concédant des terres à des soldats chargés de la défendre contre les invasions des Turcs. La Russie poursuit aujourd'hui le second dans l'Asie centrale en y transplantant ses régiments de cosaques chargés d'assimiler les Tourkmènes. Le soldat laboureur est le type du colon militaire. La colonisation militaire peut rendre à un pays de très grands services. Les Romains en ont tiré un parti admirable. Le maréchal de Vauban l'a prônée dans ses *Oisivetés*<sup>1</sup>. Elle convient particulièrement au caractère français, et il est permis d'espérer que dans l'avenir nous saurons mieux l'utiliser que dans le passé où il n'y a guère à signaler que les tentatives du maréchal Bugeaud en Algérie.

La colonisation pénale consiste à envoyer dans une colonie certaines catégories de malfaiteurs au lieu de les renfermer dans les prisons de la métropole. Elle soulève de très gros problèmes. Au point de vue pénitentiaire, elle a des partisans et des adversaires également convaincus. Au point de vue colonial, l'utilisation de la main-d'œuvre pénale est une question très ardue. Mais il suffit ici de signaler cette catégorie de colonies. Nous examinerons plus loin tous ces points en détail, dans un chapitre spécial (Seconde partie, chap. 14).

**7. — Légitimité des entreprises coloniales.** — Les entreprises coloniales ont été vivement discutées, et, l'esprit

<sup>1</sup> Moyen de rétablir nos colonies de l'Amérique et de les accroître en peu de temps (*Oisivetés* de M. DE VAUBAN, t. IV, p. 1 à 58).

Le monde civilisé est en proie à une fièvre des passions et des ambitions, qui, en partie apaisées, mais en partie exacerbées, ont duré pendant cinquante ans. On ne peut les faire disparaître, elles sont comme néfastes. Si elles étaient forcées, il ne resterait aux puissances civilisées qu'à faire l'administration de leurs colonies. Il est donc inutile de les examiner les maintenant.

La question de légitimité est la première qui se pose, dont on ne peut se débarrasser. Une opinion condamnée en effet comme contraire au droit, toute entreprise coloniale, quelle qu'elle soit, n'est qu'une doctrine qui perd chaque jour du terrain, mais qui cependant est restée très vivace dans certains esprits et surtout, éminemment dans l'opinion populaire en France. Quant à la question que l'ensemble des nations civilisées ait recueilli certains avantages de la fondation des colonies, c'est à une discussion où on refuse de s'engager et à laquelle on oppose en quelque sorte la question préalable. On dit aux gouvernements : « Quand bien même vous retirerez de ces entreprises tous les avantages que vous nous faites entrevoir et d'autres encore, vous n'avez pas le droit de coloniser ».

Cette doctrine a sa source dans l'exagération d'une idée juste, dont on tire les conséquences logiques sans souci de l'avenir et des besoins généraux de l'humanité. On part de cette idée, que tous les hommes sont égaux entre eux, et on en tire cette conclusion, que toutes les races sont égales entre elles. Les races prétendues inférieures ont le droit d'exiger que les races dites supérieures dont elles ne troublent point le repos les laissent vivre à leur guise sur les territoires qu'elles occupent de générations en générations. On veut, dit-on, les civiliser ? mais est-ce leur rendre service, puisqu'elles se trouvent heureuses telles qu'elles sont, que de bouleverser leurs habitudes et leur conception de la vie ? L'agitation inquiète des civilisés occidentaux est plus éloignée du bonheur et de la vertu que la simplicité naturelle des races primitives. Le mot de civilisation, d'ailleurs, n'est qu'un masque sous lequel les na-

tions européennes cachent leurs ambitions et leurs convoitises. Ce qu'elles veulent, en réalité, c'est se substituer aux indigènes en les détruisant, en les refoulant ou tout au moins en les asservissant, afin de s'emparer des richesses contenues sur leur territoire. Effectivement, les races barbares n'ont retiré aucun profit de leur contact avec les peuples plus avancés. Elles ont été décimées par les armes meurtrières de l'étranger, et plus sûrement encore par les boissons alcooliques et les vices qu'il introduisait avec lui. Les indigènes de l'Amérique et de l'Océanie sont des variétés de l'espèce humaine en voie de disparition. La race anglaise, qui est la race colonisatrice par excellence, a mérité d'être appelée par l'un des siens, sir Charles Dilke, *the only extirpating race*. La colonisation est le triomphe brutal et féroce de la force sur le droit. Ce qui exige qu'on laisse à chaque nationalité la propriété de son territoire historique. L'Inde aux Hindous, l'Annam aux Annamites, l'Égypte aux Égyptiens, sont, comme la France aux Français, l'Italie aux Italiens, la Grèce aux Grecs, des formules de justice élémentaire dont le respect s'impose impérieusement, absolument.

Les adversaires de la colonisation s'érigent ainsi en défenseurs du droit de l'indigène. Ils signalent avec indignation tous les abus de pouvoirs commis par les Européens à l'égard des indigènes et mènent grand bruit autour des guerres coloniales<sup>1</sup>. L'existence coloniale, dit-on, développe sans doute

\* Résolution adoptée par le Comité général du parti socialiste en septembre 1960 contre le « brigandage capitaliste colonial »

« Le Comité général, considérant que les expéditions coloniales n'ont pour but que de sacrifier le sang des prolétaires européens au besoin d'ouvrir au loin des débouchés nouveaux au trop plein de la surproduction industrielle, et par la même d'affirmer et de prolonger à l'intérieur des pays d'Europe la domination capitaliste, que le parti socialiste a le devoir de combattre le capitalisme sous cette forme comme sous toutes les autres, que la classe ouvrière de chaque nation ne doit reconnaître d'autre ennemi que la classe bourgeoise internationale qui vit de son exploitation, que la lutte de pirates dirigée par le gouvernement anglais contre l'indépendance du Transvaal n'a d'autre cause que l'appât du gain et l'exploitation des spéculateurs sur les

chez l'Européen les qualités d'initiative et de volonté, mais elle lui fait perdre la notion du droit, elle lui communique le mépris de la vie de l'indigène. Le blanc se considère comme une sorte de seigneur féodal auquel tout est permis. N'est-ce pas une idée courante aux colonies que « le premier des indigènes est inférieur au dernier des Européens ? » Cet état d'âme entraîne des dénis de justice et des abus de pouvoir continuels. De temps à autre, l'opinion s'émeut en apprenant quelque nouveau scandale<sup>1</sup>. Mais combien restent ignorés et impunis ! On ajoute qu'un gouvernement républicain, comme celui de la France, se met en contradiction avec les principes qui sont sa force et sa raison d'être en entreprenant des guerres coloniales de conquête. Et à qui ces conquêtes sont-elles avantageuses ? A de grands industriels ou à de riches commerçants qui ne peuvent plus écouler en Europe les stocks qu'ils ont accumulés. C'est pour accroître leur fortune que les fils des ouvriers et des paysans vont se faire tuer

mines d'or ; que la guerre provoquée par les gouvernements des deux mondes contre la Chine, sous prétexte de défendre la civilisation, n'a fait que renouveler les pires atrocités des barbaries passées ;

Déclare qu'il est du devoir de tous les socialistes de protester contre les infamies de pareilles guerres et d'en empêcher, autant que possible, la continuation ; envoie son salut fraternel aux travailleurs de toutes les nations transformés, sur les terres d'Asie et d'Afrique, en instruments de massacre ; adresse l'expression de ses sentiments de solidarité aux socialistes d'Angleterre, qui ont courageusement fait entendre, en face du jingoisme déchaîné à la suite des Chamberlain, la protestation du prolétariat anglais ; et déclare que seule la révolution sociale, en brisant la domination du capital, pourra mettre fin au crime des guerres coloniales et donner au monde un état de paix durable. »

Cpr. les vœux émis à la même époque par le Congrès de la paix. Un philosophe, qui cependant ne paraît pas être un adversaire de la colonisation, M. PAUL LAPIE, a présenté une critique très vive des guerres coloniales (*La justice par l'État*, p. 140-148). Aj. le discours prononcé par M. Frédéric Passy à la Chambre des députés lors des affaires du Tonkin (séance du 22 décembre 1885).

<sup>1</sup> Par exemple, la campagne de presse entreprise par M. Rouanet dans l'*Humanité* en 1905 à l'occasion d'actes d'atrocité commis au Congo.

à l'autre bout du monde! « Les colonies, dit M. P. Lapie, n'ont pas enrichi beaucoup de pauvres, mais elles ont accru la fortune de quelques riches ».

Cette argumentation spéciale ne doit pas faire illusion. Serait-elle exacte, elle n'en serait pas pour cela décisive. Il faut voir plus haut et plus loin. Une race d'hommes n'a pas le droit de faire bande à part, de se refuser à toute communication avec les autres et d'inutiliser des territoires immenses dont elle ne sait pas tirer parti. « Il n'est ni naturel, ni juste, dit M. Paul Leroy-Beaulieu, que les civilisés occidentaux s'entassent indéfiniment et étouffent dans les espaces restreints qui furent leur première demeure, qu'ils y accumulent les merveilles des sciences, des arts et de la civilisation, et qu'ils laissent la moitié peut-être du monde à de petits groupes d'hommes ignorants, impuissants, vrais enfants débiles, éparpillés sur des superficies incommensurables, ou bien à des populations décrépites, sans énergie, sans direction, vrais vieillards incapables de tout effort » La question est en effet de savoir si les Européens doivent se résigner à tous les maux qu'entraîne l'*over population* pour permettre à quelques milliers de sauvages de se manger entre eux. Or, n'est-ce pas là précisément ce qui serait monstrueux?

C'est un droit naturel et supérieur pour tous les hommes que celui de se procurer par le travail et par échange les produits de toute nature qui se rencontrent à la surface du globe<sup>1</sup>. Or il y a des biens qui ne se trouvent que sous une

<sup>1</sup> L'économiste italien *Scialoja* d'sait déjà que la fondation des colonies n'est qu'un moyen de faire passer une portion de la richesse sociale des mains des contribuables dans celles des négociants qui se livrent au commerce colonial.

<sup>2</sup> Un jurisconsulte allemand, Von Ihering *Esprit du droit romain*, introduction, t. I, p. 6 à 8 de la traduction, a mis en relief cette haute vérité philosophique dans un passage saisissant.

« Tout peuple, dit-il, n'existe pas seulement pour lui-même, il existe aussi pour les autres, et tous les autres peuples ont le droit d'être en relation avec lui. La loi de la division du travail règle aussi la vie des nations. Tout sol ne produit pas tout, tout peuple ne peut pas tout. C'est par une aide et une expansion reciproques que se trouve

certaine latitude. Il pourrait donc dépendre des peuplades qui habitent ces régions d'en priver à jamais l'humanité civi-

balancée chez les peuples l'imperfection de chacun d'eux en particulier. La perfection n'éclate que dans l'ensemble, dans la communauté.

« L'échange des productions matérielles et intellectuelles est la forme au moyen de laquelle s'aplanissent les inégalités géographiques, naturelles et intellectuelles de l'avoir des peuples; grâce à cet échange, la parcimonie de la nature est vaincue, et l'idée de la justice absolue se réalise dans l'histoire universelle. Le soleil des Indes ne luit pas pour les Indes seules, mais l'habitant des pays du Nord a un droit à l'excédent de chaleur et de lumière que la nature y a versé d'une main prodigue. En revanche, l'habitant des tropiques a, lui aussi, un droit sur les productions de la zone plus froide. Il a droit au fer qu'on y trouve, qu'on y fabrique, aux travaux de l'industrie, de l'art, de la science, à toutes les bénédictions de la religion et de la civilisation. Laissons le droit international proclamer que tout peuple a pour lui seul ce qu'il possède et ce qu'il produit. Cela est aussi vrai et aussi faux que lorsqu'on l'affirme pour l'individu. L'histoire a eu soin d'inculquer aux peuples cette vérité, qu'il n'y a point de propriété absolue, c'est-à-dire indépendante de la communauté. Lorsqu'un peuple se montre incapable d'utiliser le sol que la nature lui a départi, il doit céder la place à un autre. La terre appartient au bras qui sait la cultiver. L'injustice apparente que la race anglo-saxonne commet en Amérique contre les Indiens indigènes est, au point de vue de l'histoire universelle, l'usage d'un droit, et les peuples européens ne sont pas moins dans leur droit lorsqu'ils ouvrent par la force les fleuves et les ports du Céleste Empire et du Japon, et qu'ils contraignent ces peuples à faire le commerce. Le commerce, ou, dans un ordre d'idées plus général, l'échange des biens matériels et intellectuels n'est pas seulement une question d'intérêt dépendant de la libre volonté des peuples, c'est un droit et un devoir. Refuser d'accomplir ce devoir, c'est s'insurger contre l'ordre de la nature, contre les commandements de l'histoire. Une nation qui s'isole, non seulement commet un crime contre elle-même, puisqu'elle s'enlève les moyens de perfectionner son éducation; mais elle se rend coupable d'une injustice envers les autres peuples. L'isolement est le crime capital des peuples, car la loi suprême de l'histoire est la communauté. Un peuple qui repousse l'idée du contact avec une civilisation étrangère, c'est-à-dire de l'éducation par l'histoire, a, par le fait même, perdu le droit d'exister. Le monde a droit à sa chute ».

— *Le monde a droit à sa chute!* Le mot est remarquable. Les exagérations libre-échangistes que l'on a reprochées de l'autre côté du Rhin à l'école de Manchester sont bien pâles et bien timides auprès de cette phrase du jurisconsulte allemand.

lisée. Souvent, en effet, ces peuplades ne savent pas, et, laissées à elles-mêmes, ne sauraient sans doute jamais tirer parti des richesses que leur sol contient ou est susceptible de produire et pour lesquelles il a fréquemment un monopole naturel. L'hypothèse n'est pas purement théorique. Il suffit de songer, par exemple, au nickel ou au caoutchouc. Un peuple qui prive ainsi d'une certaine nature de biens le reste de l'humanité ressemble à une personne qui posséderait un objet rare ou unique, qui ne s'en servirait pas et qui voudrait empêcher les autres de s'en servir. C'est une situation qui, d'ordinaire, n'appelle pas les sympathies.

Il faut d'ailleurs se mettre ici en garde contre une sentimentalité enfantine, et laisser à Jean-Jacques la conception du bon sauvage oppose au civilisé corrompu. C'est une loi générale non seulement à l'espèce humaine, mais à tous les êtres vivants, que les individus les moins bien doués disparaissent devant les mieux doués. L'extinction progressive des races inférieures devant les races civilisées ou, si l'on ne veut pas de ces mots, cet écrasement des faibles par les forts est la condition même du progrès. La loi si cruelle en apparence de la sélection naturelle n'est souvent, pour le philosophe qui voit l'ensemble et l'avenir, que « *le décret d'une bienveillance immense et prévoyante* », suivant l'expression de M. Herbert Spencer. Sans doute, il faut plaindre les sauvages détruits par les blancs, mais est-ce que tout progrès n'entraîne par des souffrances avec lui ? Seulement les souffrances sont passagères et le progrès est définitif. Voyez l'Australie : là où quelques milliers de sauvages végétaient misérablement, plusieurs millions d'Anglo-Saxons vivent dans l'abondance. Les nouveaux Australiens ont plus de bien-être que les anciens, ils sont plus civilisés et plus éclairés. Le résultat définitif est donc bon.

Mais c'est là l'hypothèse la plus défavorable. Si, en Australie et dans l'Amérique du Nord, une population indigène, d'ailleurs peu nombreuse, a fondé au contact de la race blanche, il en a été tout autrement en Afrique et en Asie.

Sur ces deux continents, la population indigène, obligée de vivre en paix sous la domination européenne, se multiplie rapidement. En Algérie, chaque recensement accuse un nouvel accroissement de la population indigène. Au Soudan, la population noire, autrefois décimée par la traite et par les dévastations des conquérants musulmans, s'adonne en paix à la culture des champs. A Madagascar et en Indo-Chine, nous avons mis fin à une foule d'exactions naguère courantes. Sous l'administration paternelle et bienveillante des Hollandais, la population de Java a décuplé au cours du xix<sup>e</sup> siècle. Ce serait un malheur épouvantable pour l'Inde si la domination anglaise et avec elle la *pax britannica* venait à disparaître. Il y a toujours, suivant le mot de Bastiat, « ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas ». Les adversaires de la colonisation semblent bien victimes d'une illusion d'optique. « Un coup de fusil tiré dans le monde y fait plus de bruit que le sifflet de cent locomotives »<sup>1</sup>. On voit les atrocités commises par quelques explorateurs ; mais on ne voit pas les salaires payés aux indigènes par les colons, les soins éclairés donnés aux malades par les Européens. Une génération a pu avoir à souffrir de l'établissement des Européens ; mais ces souffrances sont largement compensées par l'amélioration du sort des générations suivantes. Quand on compare la situation des indigènes après et avant l'arrivée des Européens, sans passion et avec le recul qui permet de mettre les choses au point, on voit que le plus souvent la population indigène a beaucoup plus gagné qu'elle n'a perdu. Il faut d'ailleurs tenir compte du progrès des idées, lequel a été très rapide depuis dix ans. La politique coloniale ne doit pas être rendue responsable des fautes engendrées par l'ignorance même des principes rationnels sur lesquels elle repose. Les Européens savent aujourd'hui que non seulement le devoir moral, mais encore l'intérêt leur conseille de bien traiter la population indigène. Et il y a une certaine injustice à con-

<sup>1</sup> L. SALAÜN, *L'esprit démocratique et la politique coloniale* (*Revue pol. et parl.*, décembre 1902).

tinuer à jeter les brutalités d'un Fernand Cortez à la face des coloniaux actuels.

### 8. — Utilité générale des entreprises coloniales. —

L'utilité de la colonisation pour l'humanité en général se trouve déjà démontrée d'avance par ce que nous venons de dire en parlant de sa légitimité. Il faut néanmoins insister sur ce point.

Adam Smith, recherchant les avantages généraux que l'Europe, considérée comme un seul grand pays, a retirés de la découverte de l'Amérique et de sa formation en colonies, dit qu'ils consistent dans une augmentation de jouissance et dans une augmentation d'industrie.

D'abord, dans une augmentation de jouissance : de nouveaux produits, inconnus jusque là, sont venus solliciter les désirs des consommateurs. Grâce aux denrées coloniales qui, d'abord accessibles aux seules classes riches, sont devenues aujourd'hui de consommation courante, il y a plus de bien-être dans l'ancien monde. De là une élévation générale de ce que les Anglais appellent le *standard of life*, le niveau de l'existence.

Puis, comme les produits s'échangent contre les produits, ce premier avantage en a entraîné un second : une augmentation d'industrie. Tentés par ces nouvelles marchandises qui s'offraient à eux, les Européens ont été excités à travailler davantage afin d'acquérir de quoi se les procurer : ils ont fabriqué toutes sortes d'objets en plus grande quantité, afin de pouvoir échanger le surplus précisément contre ces denrées coloniales. Ces nouveaux débouchés ont donné ainsi à l'industrie une impulsion nouvelle et puissante.

L'industrie a encore été encouragée d'une autre manière. La production coloniale lui a offert des matières premières à meilleur marché. « Le coton de l'Amérique centrale, la laine de Buenos-Ayres ou d'Australie, les peaux de l'Amérique du Sud ont notablement abaissé en Europe le prix de revient d'une foule d'articles d'une universelle utilité ; il en est résulté un accroissement immense dans la demande de

ces articles, et cette forte demande en a multiplié la production dans une proportion inouïe <sup>1</sup> ». Ce bon marché des matières premières, ajoute M. Paul Leroy-Beaulieu, a ainsi produit un effet analogue à celui de l'invention des machines, et il termine en disant que dans toute l'histoire du monde on ne rencontre aucun fait qui ait eu une influence aussi bienfaisante sur l'industrie que la découverte et la colonisation des deux Indes.

Ce sont là les avantages généraux qui ont profité à toutes les nations européennes, même à celles qui n'ont pas de colonies ou qui même n'ont jamais fait de commerce avec le Nouveau Monde. L'analyse si précise d'Adam Smith a mis cette vérité en pleine lumière.

**9. — Utilité des colonies pour la métropole. Position et état de la controverse.** — On pourrait croire l'utilité des colonies pour la métropole suffisamment démontrée par ce qui vient d'être dit de leur utilité pour l'Europe en général. Mais un raisonnement égoïste consiste à dire : Puisque les entreprises coloniales profitent même aux pays qui n'ont pas de colonies, laissons les autres nations en faire les frais : nous en aurons ainsi les avantages sans en supporter les charges. N'est-ce pas jouer un rôle de dupe que d'entreprendre de créer des colonies, dont la fondation exige des sacrifices considérables d'hommes et de capitaux, qui, une fois adultes, sont une source de difficultés, de soucis et de guerres, et qui, suivant la comparaison de Turgot, « comme les fruits qui ne tiennent à l'arbre que jusqu'à leur maturité », finissent toujours par s'émanciper et par se séparer de la mère-patrie ? La suprême habileté politique ne consiste-t-elle pas à se servir des colonies des autres sans en avoir soi-même ? Voilà, dans toute son ingénuité, ce beau raisonnement.

Il ne sert de rien d'objecter à ceux qui tiennent ce langage que, si tout le monde en disait autant, personne ne coloni-

<sup>1</sup> PAUL LEROY-BEAULIEU, *op. cit.*, t. II, p. 523.

serait l. est encore plus inutile de leur parler du devoir, comme le fait M. Gide<sup>1</sup>. « La colonisation, dit l., n'est pas une question d'intérêt, mais une question de devoir. Il faut coloniser parce qu'il y a obligation morale pour les peuples, comme pour les individus, d'employer les forces et les avantages qu'ils ont reçus de la Providence pour le bien général de l'humanité. Il faut coloniser parce que la colonisation est au nombre de ces devoirs qui incombent aux grandes nations et auxquels elles ne peuvent se soustraire sans manquer à leur mission et sans encourir une véritable déchéance morale ». Un langage aussi élevé ne serait pas compris par ces habiles qui se piquent d'être des hommes pratiques et qui sont bien résolus à ne pas se dévouer pour le bien commun et l'amour de l'humanité. Il faut leur démontrer qu'il est utile pour une nation d'avoir des colonies à elle.

Or cette utilité a été très contestée. On peut sans doute laisser de côté les critiques faciles mais superficielles des litterateurs qui ne sont souvent que des boutades sans conséquences<sup>2</sup>. Mais les plus grands noms de la science économique se sont prononcés contre les entreprises coloniales. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, Benjamin Franklin disait : « Si la France et l'Angleterre jouaient leurs colonies sur un coup de dé, le gain serait pour le perdant ». Cette manière de voir a été adoptée par la plus grande partie des économistes libéraux anglais<sup>3</sup>. En France, Jean-Baptiste Say dans son *Cours d'Économie politique*, M. de Molinari ancien *Dictionnaire d'Économie politique*, v<sup>o</sup> *Colonisation*, M. de Laveleye *Éléments d'Économie politique*, M. Frédéric Passy discours du 22 décembre 1885 à la Chambre des députés sur l'éva-

<sup>1</sup> Op. cit. — Cf. sa conférence sur le *Droit colonial*, juillet 1897.

<sup>2</sup> Voir à ce sujet les passages des grands écrivains français recueillis par M. DESCHAMPS, *Histoire de la question coloniale en France*.

<sup>3</sup> Voir les citations de COLTIN et de BRINT reproduites dans REINSON, *Colonial Government*, p. 5 à 8. J. SPAEL qui est devenu plus tard le protagoniste du mouvement imperialiste n'a-t-il pas dit lui-même : « *These wrecked colonies... are a millstone around our necks* ».

cuation du Tonkin), M. Yves Guyot (*Lettres sur la politique coloniale*), ont particulièrement développé cette opinion qui a été pendant longtemps celle de presque toute l'école libérale française. Elle est sans doute successivement délaissée aujourd'hui, MM. Leroy-Beaulieu, Gide, Chailley défendent brillamment la cause de l'expansion coloniale, mais, ce faisant, ils ont complètement rompu avec la tradition de leurs devanciers. M. Leroy-Beaulieu a emprunté, comme épigraphe à son livre *La colonisation chez les peuples modernes*, cette phrase de Stuart-Mill : « On peut affirmer, dans l'état actuel du monde, que la fondation des colonies est la meilleure affaire dans laquelle on puisse engager les capitaux d'un vieux et riche pays <sup>1</sup> ». Il n'est pas sûr qu'il aurait trouvé un autre mot analogue à celui-là dans toute la *Collection des principes économiques*.

Quels avantages y a-t-il donc pour une nation à avoir des colonies? Ils sont les uns d'ordre économique, les autres d'ordre politique.

**10. — Avantages d'ordre économique. L'émigration des hommes <sup>2</sup>.** — La colonisation implique nécessairement une double émigration d'hommes et de capitaux. Quel effet cette émigration produit-elle sur la métropole? Est-ce un mal comme l'ont pensé tous ceux qui ont répété le mot de J.-B. Say que « le départ de cent mille émigrants emportant leur fortune équivaut à la perte d'une armée de cent mille hommes qui serait engloutie, armes et bagages, en passant la frontière? » Est-ce un bien, comme on est plutôt porté à le croire aujourd'hui?

En ce qui concerne l'émigration des hommes, pour dé

<sup>1</sup> *Principes d'économie politique*, liv. V, ch. 11, § 14.

<sup>2</sup> Sur l'émigration, voir : JULES DUVAL, *Histoire de l'émigration* 1862; — \* Le père PIOLET, *La France hors de France*, 1900; — G. CHANDÈZE, *L'émigration, Intervention des pouvoirs publics au XIX<sup>e</sup> siècle*, 1898; — R. GONNARD, *L'émigration européenne au XIX<sup>e</sup> siècle*, 1906. — Des renseignements abondants sur cette question se trouvent dans les publications du ministère des Affaires étrangères.

montrer qu'elle est un mal, on dit qu'elle enlève à un pays des bras qui l'auraient fécondé et dont le travail profitera désormais à d'autres contrées. Pour prouver qu'elle est un bien, on répond qu'elle empêche l'avilissement des salaires et qu'elle remédie au paupérisme en débarrassant le marché du travail des individus inoccupés qui l'encombrent. C'est en vertu de la première idée que l'on a fait autrefois en Espagne, en Angleterre et en Autriche des règlements pour mettre obstacle à l'émigration, ce qui était une violation intolérable de cette liberté naturelle d'aller et de venir à sa guise qui constitue un droit élémentaire pour chacun de nous. C'est en s'inspirant de la seconde idée qu'on a souvent provoqué, encouragé l'émigration en temps de crise, quitte à regretter bientôt après ce remède défectueux auquel on avait eu recours pour guerir une maladie purement temporaire. Les auteurs de ces mesures ou bien ou simplement maladroitement partaient également de cette idée que l'émigration a une influence considérable, fâcheuse ou heureuse, sur le pays d'où elle sort. Or, c'est là une erreur profonde. Son effet est presque insignifiant. En Europe, même là où elle est la plus forte, dans les Îles Britanniques, en Italie, en Allemagne, l'émigration pour les autres parties du monde ne suffit pas à absorber l'excédent des naissances sur les décès <sup>2</sup>. Quant aux émigrations en masse, exceptionnellement considérables, elles ont été, comme en général les famines ou les guerres, suivies d'un accroissement exceptionnel de la natalité qui n'a pas tardé à faire remonter la population à son ancien niveau.

Ce n'est donc pas tant du point de départ que du point

d'Italie. *Bolletino dell' emigrazione et Emigrazione e ritorno* (Racconta di Rapporti dei R. R. agenti diplomatici e consolari). Sur l'évaluation des races en cette matière, voir ZIMMERMANN, *Kolonial politik* p. 138-142.

<sup>1</sup> « L'effet ordinaire des colonies, dit MONTESQUIEU (*Lettres persanes*, 122<sup>e</sup>), est d'affaiblir les pays d'où on les tire sans peupler ceux où on les envoie. Il faut que les hommes restent où ils sont ».

<sup>2</sup> Voir le tableau dressé par M. BONJO et reproduit par M. LEROY-BEAULIEU, *op. cit.*, t. II, p. 497.

d'arrivée qu'il faut se préoccuper. Lequel vaut le mieux pour le pays d'origine, que les émigrants aillent à l'étranger ou qu'ils se rendent dans une de ses colonies? A la question ainsi posée, la réponse à notre avis ne saurait être douteuse. Sans doute, on a beaucoup vanté ces *colonies libres* que la France possède dans certaines régions, notamment dans la République Argentine et aux États-Unis, colonies qui ont l'avantage de ne lui rien coûter, et qui sont la source d'un mouvement commercial actif avec notre pays<sup>1</sup>. Mais ce que l'on ne voit pas, c'est qu'un accroissement équivalent de notre commerce extérieur se serait sans doute produit avec nos colonies si ces émigrants s'y étaient rendus. Et ce changement de destination aurait mieux valu pour tout le monde : pour la France d'abord qui aurait conservé ses enfants, au lieu d'avoir la douleur de voir ces déserteurs perdre peu à peu leur caractère national et se fondre dans la population ambiante, pour les émigrants ensuite assurés de trouver dans nos colonies auprès des autorités locales une justice et un appui qui leur sont trop souvent refusés à l'étranger<sup>2</sup>. Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que les débouchés que certains pays neufs offrent à l'émigration peuvent se fermer et

<sup>1</sup> DISLÈRE, *Notes sur l'organisation des colonies*, p. 7.

<sup>2</sup> Quand bien même ces inconvénients ne se produiraient pas, il vaut toujours mieux au point de vue national et patriotique que les émigrants se dirigent vers une colonie de leur pays. Depuis quelques années, on essaie de créer en France un mouvement d'émigration vers le Canada. Les souvenirs historiques et la communauté de race tendent à entourer cette tentative d'un courant de sympathie. Les émigrants seront à coup sûr reçus à bras ouverts par les descendants des anciens colons français et ils ne risqueront pas d'oublier à leur contact leur langue maternelle. Les progrès de l'élément français dans l'Amérique septentrionale sont suivis chez nous avec le plus vif intérêt. Si la question de sentiment était seule en jeu, le gouvernement français ne demanderait pas mieux que d'encourager un courant d'émigration dont l'effet naturel est de resserrer les liens entre l'ancienne France et la nouvelle. Mais nous ne pouvons pas oublier qu'il y a pour nous une tâche plus urgente qui est de fortifier l'élément français dans l'Afrique du Nord. C'est là le point sur lequel nous sommes aujourd'hui tenus de concentrer tous nos efforts.

que les États-Unis notamment ont actuellement une tendance à se montrer très hostiles aux immigrants.

En résumé, quand à l'émigration humaine, il n'y a pas à craindre pour un pays qu'elle soit trop considérable et d'ailleurs il ne saurait être question de l'empêcher; seulement il vaut mieux pour ce pays que les émigrants qui le quittent aillent dans une de ses colonies qu'à l'étranger. Donc, à ce point de vue, il est bon d'avoir des colonies.

#### 11. — Avantages d'ordre économique (suite). L'émigration des capitaux.

L'émigration des capitaux, il faut le dire tout d'abord, ne doit pas être considérée comme un simple corollaire de l'émigration des personnes. On a beaucoup discuté sur ce point de savoir si les émigrants emportent en moyenne plus ou moins que leur quote-part de la fortune nationale. Roscher a dit *plus*, M. Leroy-Beaulieu a dit *moins*. Ce n'est là qu'un petit côté de la question. Les capitaux peuvent émigrer sans que leurs propriétaires changent de place. Le paysan, la vieille fille qui ne sont jamais sortis de chez eux, peuvent coloniser en confiant leurs économies à des compagnies qui entreprennent des travaux publics dans des pays neufs. Cette émigration des capitaux a même une supériorité considérable sur l'émigration humaine : beaucoup d'émigrants sont des bouches inutiles, une charge pour les colonies. Tous les capitaux, au contraire, sont également les bienvenus.

Pour soutenir que l'émigration des capitaux est un mal, on a dit qu'elle appauvissait le pays et contrariait cette tendance à la baisse de l'intérêt et des profits et à la hausse des salaires qui doit amener peu à peu une moindre inégalité des conditions. Nous serions plutôt portés à croire avec M. Leroy-Beaulieu qu'elle est un bien : elle augmente les revenus et, par la même, les moyens de consommation des capitalistes nationaux, elle ouvre indirectement de nouveaux débouchés à notre industrie, elle aide à solder l'excédent des importations sur les exportations et améliore les changes, elle constitue un remède à l'avilissement excessif du taux de l'in-

térêt et à la stagnation des affaires qui semblent bien devenir aujourd'hui un danger.

Quoi qu'il en soit, il n'y a pas évidemment à songer à retenir malgré leurs propriétaires les capitaux qui émigrent. Dès lors, comme tout à l'heure, la vraie question se pose en ces termes. Lequel vaut le mieux pour la nation, que les capitaux qui émigrent soient employés à l'étranger ou qu'ils servent à féconder ses colonies ? Ici encore la réponse n'est pas douteuse. Sans doute, il est bon pour un pays qu'une partie de ses nationaux ait de l'argent placé à l'étranger. Il ne faut pas oublier qu'après 1871, le paiement de notre indemnité de guerre a été grandement facilité par l'existence de nombreux capitaux français placés à l'étranger, ainsi que M. Léon Say l'a démontré d'une manière lumineuse dans un rapport célèbre. Mais ces placements exotiques amènent souvent des déboires. M. Leroy Beaulieu évalue à cent millions en revenu et à deux milliards en capital les pertes subies de 1881 à 1891 par les capitalistes français par suite des subterfuges, des tracasseries, des vexations et des dénis de justice des gouvernements étrangers. Il y a là toute une catégorie de dangers à laquelle échappent les capitaux employés dans les colonies nationales.

En résumé, il vaut mieux que les capitaux qui émigrent aillent dans une colonie qu'à l'étranger : à ce point de vue encore, il est bon pour un pays d'avoir des colonies.

**12. — Avantages d'ordre économique (suite). Les débouchés offerts aux produits de la métropole. —** La grande utilité des colonies au point de vue économique, aux yeux de la plupart des gens, c'est d'offrir un débouché assuré aux produits de la mère-patrie<sup>1</sup>. Cette manière de voir est

<sup>1</sup> C'est là un point de vue tout moderne, et REINSCH (*Colonial government*, p. 60) fait observer avec raison combien il diffère de celui qui prévalait autrefois. Jusqu'au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, on se préoccupait surtout des produits que l'on pouvait acheter aux colonies : les nations européennes voulaient avoir des colonies pour assurer leur approvisionnement de sucre, d'épices et de café, pour

vraie dans son ensemble, bien qu'il ne faille pas en tirer des conséquences excessives. Le commerce suit le drapeau. *Trade follows the flag*<sup>1</sup>. Les relations d'affaires, surtout en présence des tendances protectionnistes qui dominent à l'heure actuelle, sont plus sûres avec une colonie qu'avec un pays étranger, et, toutes choses égales d'ailleurs, elles sont proportionnellement plus considérables. La plus grande partie du commerce extérieur d'une colonie se fait avec la mère-patrie. Les habitants des colonies s'adressent de préférence à leur pays d'origine dont ils ont conservé les goûts, les habitudes et la langue.

On dit, il est vrai, que nous ne savons pas profiter de cet avantage naturel, on se plaint de la concurrence que les commerçants anglais ou allemands nous font dans nos colonies et l'on répète le mot de Bernardin de Saint-Pierre sur l'île de France : « Cette colonie fait venir sa vaisse de Chine, son linge et ses habits de l'Inde, ses esclaves et ses bestiaux de Madagascar, une partie de ses vivres du Cap de Bonne Espérance, son argent de Cadix et... son administration de France ».

On oublie seulement que cette concurrence serait beaucoup plus redoutable encore, si les pays où nous nous sommes établis avaient été colonisés par d'autres que par nous. Il est bien évident que, si l'Algérie était italienne ou espagnole, nous n'aurions pas avec elle un mouvement d'affaires de 500 millions par an, et qu'elle n'occuperait pas le quatrième rang dans le classement de notre clientèle par ordre d'importance. Si l'Indo-Chine n'était pas une colonie française, nous ne lui aurions pas vendu en 1905 pour 73 millions de produits français. Nous verrons d'ailleurs plus loin (2<sup>e</sup> partie, chap. 12) combien est exagérée cette opinion

ne pas être tributaires de l'étranger en ce qui concerne les denrées coloniales. Aujourd'hui, au contraire, nous sommes préoccupés d'écouler les produits de la métropole et nous nous demandons ce que nous pouvons rendre aux habitants des colonies.

<sup>1</sup> JEVES, *La suprématie de l'Angleterre*, chap. 19, p. 339 et s. — Cpt. *Contemporary Review*, décembre 1898.

pessimiste sur la concurrence étrangère dans les colonies françaises.

On peut objecter, il est vrai, que le commerce colonial est peu important par rapport à l'ensemble du commerce international. Le commerce de la France avec ses colonies ne représente guère que la dixième partie de son commerce extérieur. En 1905, la France a importé pour 4.778 millions de produits dont 452 millions venaient de l'Algérie, de la Tunisie ou des colonies, et elle a exporté pour 4.866 millions de marchandises dont 585 millions à destination de l'Algérie, de la Tunisie ou des colonies. Cela fait un 9,4 à l'importation et de 12 à l'exportation (*Tableau général du commerce de la France*, chiffres du commerce spécial). Nos exportations algériennes, tunisiennes et coloniales réunies sont inférieures à nos exportations belges (763 millions en 1905). Elle ne représentent pas la moitié des marchandises que l'Angleterre nous achète chaque année. Pour le producteur national, le marché colonial compte peu auprès du marché anglais qui absorbe annuellement pour 1.200 millions de produits français (1.256 millions en 1905). Aussi a-t-on pu dire avec raison, sous une forme paradoxale, que l'Angleterre était la plus précieuse de toutes les colonies françaises. Et il est certain que ce serait folie que de risquer de perdre un pareil débouché pour s'assurer le monopole d'une clientèle demi-barbare.

Ce qui est vrai de la France l'est également des autres nations. Le commerce de la Hollande avec les Indes orientales néerlandaises pendant l'année 1904 ne représente que 15,5 0/0 de ses importations (376 millions de florins sur 2.420 millions) et seulement 3,4 0/0 de ses exportations (67 millions de florins sur 1.986 millions). Le commerce colonial de l'Allemagne est insignifiant par rapport à l'ensemble de son commerce extérieur (7.046 millions de marks à l'importation et 5.693 millions de marks à l'exportation en 1905). Quant à la Grande Bretagne, malgré l'immensité de son domaine, son commerce colonial ne représente que la cinquième de ses importations (120 millions £ sur 551 mil-

lions £ en 1904) et le tiers de ses exportations (111 millions £ sur 300 millions £).

L'observation est exacte, mais, pour mettre les choses au point, il y a d'autres rapprochements à faire. Il faut remarquer que la consommation par tête des produits exportés est généralement plus élevée aux colonies qu'à l'étranger. Un habitant de l'Australie consomme dix fois plus de produits anglais qu'un Français, un Canadien environ quatre fois plus<sup>1</sup>. Que l'on compare une colonie à un pays étranger qui ne serait ni plus peuplé ni plus riche : l'avantage au point de vue de l'importance des débouchés sera toujours en faveur de la colonie. Or les colonies sont des pays neufs. Elles ne peuvent pas actuellement consommer autant que de vieux pays, cela est évident. Mais, en grandissant, elles offriront aux produits de la mère-patrie un débouché toujours croissant. Il faut considérer non pas ce que les colonies achètent actuellement, mais ce qu'elles pourront acheter plus tard.

Mais si, une fois grandes, elles s'émancipent? L'objection n'est pas décisive, car, même après la séparation, les colonies restent généralement les clientes de leur ancienne métropole. Un commerce actif s'est maintenu entre la Hollande et le Cap, entre le Portugal et le Brésil, entre l'Angleterre et les États-Unis. Bristol qui avait cru tout d'abord que l'indépendance des colonies d'Amérique la ruinerait, demandait quelques années après l'agrandissement de son port. « Les habitudes de race sont plus difficiles à rompre qu'on ne pense<sup>2</sup> ».

On compare, il est vrai, le chiffre du commerce colonial avec celui des dépenses coloniales et on objecte que les entreprises coloniales ne font pas leurs frais. La plupart des colonies ont imposé à leur origine et imposent encore aux budgets métropolitains de lourds sacrifices. Le *self suppor-*

<sup>1</sup> RENSSE, *Colonial Government*, p. 64.

<sup>2</sup> M. DE TALLEYRAND, *Mémoires sur les relations commerciales des États-Unis avec l'Angleterre*, t. 1 à l'Institut le 15 germinal an V.

*ting principle* de Wakefield, d'après lequel c'est à la colonie de faire les frais de sa fondation en hypothéquant son avenir, est illusoire, et l'exemple de l'Australie du Sud en a montré les dangers. On cite les colonies, comme Cuba et Java, qui ont été une bonne affaire pour le Trésor métropolitain et encore s'accorde-t-on aujourd'hui à déclarer que ces *bonis coloniaux* qu'on leur demandait de fournir étaient abusifs. On en conclut, en se plaçant sur le terrain du « doit et avoir », que la colonisation est une mauvaise affaire.

Sans doute, l'État qui colonise ne rentrera jamais dans ses avances, directement tout au moins. Mais c'est se placer à un point de vue étroit et erroné que « d'apprécier les avantages des entreprises nationales d'après l'habituelle mesure des spéculateurs de bourse qui n'entrevoient que les résultats de la liquidation de la fin du mois <sup>1</sup> ». A la longue, le développement du commerce, de l'industrie et de la navigation, l'augmentation générale de la richesse publique, compensent largement les sacrifices du début. Croit-on que si ses habitants, au lieu de fonder des colonies dans le monde entier, étaient restés confinés dans leur île, l'Angleterre serait aujourd'hui la première nation du globe par sa marine, par son commerce, par sa richesse, par son crédit? Evidemment non. Seulement ces résultats ne se produisent qu'au bout d'un temps très long. « Coloniser un pays, c'est comme planter un bois », a dit Bacon <sup>2</sup>. La colonisation est, suivant un mot qui a été amèrement relevé mais qui n'en est pas moins juste, *un placement de père de famille*. La génération qui sème n'en connaît que les charges; seule la postérité récolte. « Il résulte de là, observe très finement M. Chailley, que ceux qui ont critiqué une entreprise coloniale à ses débuts sont en droit jusqu'à la tombe de maintenir leurs critiques. Ils ne songent pas à ce qui adviendra après eux; ils

<sup>1</sup> LEROY-BEAULIEU, *op. cit.*, préface de la troisième édition.

<sup>2</sup> *Essays or counsels*, XXXIII, *of Plantations*. Cet essai célèbre se trouve dans les œuvres de Bacon, réunies et éditées par J. Spedding en 1858, t. VI, p. 457-459.

mesurent à eux mêmes la vie et les progrès d'une colonie et d'une nation, aussi, une et parfois deux générations poursuivent de leurs sarcasmes injustes la colonie et ses partisans. Ils rient et le silence se fait. La colonie commence à prospérer. Quand elle atteint sa plus haute fortune, ceux qui l'ont si fort combattue ne sont plus là pour faire amende honorable; la génération première ne critique plus, mais la génération nouvelle ne songe pas à louer un état de choses qui lui paraît tout naturel. Et toutefois, quand se lance une nouvelle entreprise coloniale, elle se montre à son tour avare d'encouragement et prodigue de blâme. L'expérience passée n'a servi à rien. » Effectivement, qui se souvient aujourd'hui que, sous la monarchie de Juillet, la conquête de l'Algérie a soulevé des protestations aussi violentes que celle du Tonkin? Les Chambres inclinaient vers l'évacuation, les économistes critiquaient, les doctrinaires haussaient les épaules. Si l'opinion des Dupin, des de Rémusat, des Odilon Barrot, des Hippolyte Passy, l'eût alors emporté, qui ne le regretterait aujourd'hui?

**13. — Avantages d'ordre politique.** — Au point de vue politique, les entreprises coloniales sont une véritable soupape de sûreté. Elles constituent, dans l'état actuel du monde, une condition de paix.

De paix extérieure, d'abord. Chaque pays est travaillé d'un besoin d'expansion qui le porte à se répandre en dehors de ses frontières, à s'agrandir. L'ambition est un sentiment naturel aux peuples comme aux individus. On peut le louer ou le blâmer : il serait puéril de le contester. Il y a dans tous les grands États de l'Europe un élément militaire dont la guerre est la raison d'être et qui la desire parce qu'elle apporte rapidement les croix et les galons. Le continent africain le distrait, l'occupe. Or, à tout prendre et puisqu'il faut choisir entre deux maux, les expéditions coloniales, même les plus difficiles et les plus mal conduites, sont incomparablement moins meurtrières et moins coûteuses qu'une guerre européenne. C'est parce que les gou-

vernements de l'Europe occidentale se sont rués sur le continent noir que nous avons eu une paix qui dure depuis un tiers de siècle. Une conflagration épouvantable a peut-être ainsi été évitée. Les crédits du Tonkin ont été la prime d'assurance contre les frais d'une mobilisation générale. Les pauvres petits soldats français qui sont restés dans la brousse ont formé la part du feu.

La colonisation est ensuite une condition de paix intérieure. *L'Essai sur les avantages à retirer des colonies nouvelles*, de M. de Talleyrand, reste la démonstration la plus saisissante de cette vérité d'ordre psychologique. Si l'art de gouverner les hommes consiste principalement à mettre chacun à sa place, la tâche la plus délicate d'un gouvernement consiste sans doute à trouver l'emploi des esprits aventureux, mécontents et indisciplinés. Que d'hommes actifs et intelligents font des déclassés dangereux qui, dans un milieu où les mœurs auraient été moins sévères et les règlements moins rigoureux, auraient pu se rendre éminemment utiles. Les colonies leur offrent un débouché précieux. « Il faut, conclut M. de Talleyrand, s'occuper de créer des colonies nouvelles pour l'avenir de la richesse nationale et de la tranquillité publique, en attachant à ces entreprises tant d'hommes agités qui ont besoin d'action, tant d'hommes malheureux qui ont besoin d'espérance »<sup>1</sup> !

<sup>1</sup> M. TARDE (*Psychologie économique*, t. I) émet cette idée que les entreprises coloniales auront pour résultat de retarder en Europe l'avènement du socialisme. S'il en était ainsi, les socialistes auraient raison, au point de vue de l'intérêt de leur parti, de se montrer les adversaires de la colonisation. Mais c'est là une opinion discutable à beaucoup de points de vue. Au fond, par la force même des choses, les socialistes seront amenés à s'intéresser eux aussi aux choses coloniales; ils ont d'ailleurs déjà commencé. L'École Saint-Simonienne a émis autrefois sur la colonisation de l'Algérie des vues curieuses dont quelques-unes sont remarquables (WEILL, *L'École Saint-Simonienne*, p. 180-190. SAGNES, *Enfantin et la colonisation de l'Algérie*, thèse, Poitiers, 1904). Un député socialiste hollandais, M. Van Kol, s'est fait applaudir en 1900 au congrès de sociologie coloniale.

Les résolutions adoptées par le Congrès socialiste !

Les colonies sont « une école d'héroïsme » où les caractères se trempent, où l'esprit d'initiative est surexcité, où chaque individu peut donner la mesure de ce qu'il vaut <sup>1</sup>. Elles forment « une pépinière d'hommes<sup>2</sup> ». L'exemple fourni par ces hommes prouve que la source de l'énergie française

d'Amsterdam, août 1904,, précisément sur le rapport de M. Van Kol lequel déclarait « que les colonies sont nécessaires aux prolétaires aussi bien qu'aux capitalistes », montre un effort intéressant pour rompre avec la politique purement négative que les délégués français n'ont pas réussi à faire prévaloir dans ce congrès. Il est curieux de les rapprocher de celles adoptées à Paris en 1900. Les voici :

Le Congrès, constatant l'exploitation capitaliste, toujours plus dispendieuse, du domaine colonial toujours plus étendu, exploitation sans règle et sans frein, qui gaspille capitaux et richesses naturelles, exposant les populations coloniales à l'oppression la plus rude, souvent la plus sangulaire, et qui n'amène pour le prolétariat qu'une aggravation de misère ;

Rappelle la décision du Congrès de Paris de 1900 sur la question coloniale et la politique impérialiste ;

Déclare qu'il est du devoir des partis socialistes nationaux et des fractions parlementaires :

1° De s'opposer irréductiblement à toutes les mesures impérialistes ou capitalistes, à toutes expéditions coloniales, et à toutes dépenses militaires pour les colonies ;

2° De combattre tout monopole, toute concession de vastes territoires, de veiller attentivement à ce que les richesses du monde colonial ne soient pas accaparées par le haut capitalisme ;

3° De dénoncer sans relâche les actes d'oppression dont les populations indigènes sont victimes ; d'obtenir pour elles des mesures efficaces de protection contre la barbarie militariste ou l'exploitation capitaliste, de veiller notamment à ce qu'elles ne soient pas dépouillées de leurs biens, ni par la force, ni par la fraude ;

4° De proposer ou de favoriser ce qui sera de nature à améliorer la condition des indigènes : travaux d'utilité publique, mesures d'hygiène, création d'écoles, etc., et s'efforcer de les soustraire à l'influence nuisible des missions ;

5° De réclamer pour les indigènes la plus large somme de liberté et d'autonomie compatible avec leur état de développement, en se rappelant que l'émancipation complète des colonies est le but à poursuivre.

6° De tendre à l'exploitation effective sous le contrôle parlementaire

<sup>1</sup> CHAILLEY, *L'émigration des femmes aux colonies*.

<sup>2</sup> MELCHION DE VOÛGE, *Les morts qui parlent*.

n'est pas tarie. Aux heures sombres où l'on se demande si notre pays n'est pas en décadence, si le Français, amolli par trop de bien-être, n'est pas devenu incapable de tout effort sérieux, si nos dissensions intérieures ne sont pas les dernières convulsions d'un mourant, il suffit de songer à nos colonies pour chasser tous ces mauvais rêves et pour renaitre à l'espérance.

Les colonies sont enfin pour un pays une source d'influence politique qui n'est peut-être bien comprise que par ceux qui les ont visitées en courant le monde. Pour développer l'amour de la patrie chez les enfants de nos écoles primaires, M. Compayré n'a rien trouvé de plus efficace que de promener autour du globe *Yvan Gall*, le pupille de la marine, en lui faisant rencontrer de temps en temps quelque morceau de la France. Les émotions du petit marin breton, sautant au cou du premier soldat français qu'il rencontre à Obock, assistant à une élection à Mahé, ramassant un drapeau sous les balles sur un champ de bataille du Tonkin, entendant dans le train de Montréal la langue et jusqu'à l'accent de nos paysans de l'Ouest, donnent l'impression saisissante de la grandeur du rôle de la France dans le monde.

Ce que sera ce rôle dans l'avenir, le résultat de nos entreprises coloniales le dira. L'Europe est devenue un théâtre trop étroit pour la race blanche. Les Germains émigrent en foule, les Slaves avancent chaque jour, les Anglo-Saxons sont répandus dans le monde entier. Que deviendront les races latines? Ce serait un malheur pour l'humanité si elles venaient à ne plus compter. Chaque race a ses aptitudes particulières, ses qualités personnelles et son génie propre. Il n'est pas indifférent pour l'avenir de notre pays que certains points du globe soient occupés par des Français, hommes issus de notre race, ayant conservé nos idées, nos institutions et nos mœurs, parlant notre langue, suivant de leur appui moral et matériel les entreprises de notre pays, ou au contraire par des Anglo-Saxons ou des Allemands ayant une origine, un langage, des idées, des inclinations

toutes autres. Que seront devenus, dans quelques siècles, cette langue française toute de précision et de clarté, cet esprit français fait de logique et de bon sens, cet amour de l'égalité et de la justice qui anime les fils de la Révolution?

Les esprits les plus clairvoyants de notre pays l'ont dit et répété bien des fois : ou la France complera dans le monde comme la Belgique ou la Suisse comptent en Europe, ou elle sera une grande puissance coloniale<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> PRÉVOST-PARADOL, *La France nouvelle*, 1868. Le chapitre final, véritablement prophétique, de cet ouvrage, est à lire en entier et à méditer.

M. Mélior de Vogüé exprimait, il y a quelques années, la même idée dans un discours dont voici le passage saillant :

« Notre pays, disait-il, est acculé à un dilemme, et le choix va être pour lui question de vie ou de mort.

« Suivre nos africains dans la voie où une révolution historique nous pousse impérieusement; mettre en valeur l'héritage venu à point pour retabler notre fortune embarrassée; chercher dans ce monde nouveau des remèdes à nos langueurs morales, à nos malaises sociaux, à nos crises économiques; à dissiper les éléments perturbateurs de l'ordre dans la métropole, éprouver sur ce champ d'expériences la valeur de quelques idées incompressibles qui menacent de ramener notre vieille maison formée à cette école d'action les cadres de notre défense nationale, recruter dans la France noire les compléments d'effectifs indispensables pour replacer notre armée sur un pied d'égalité avec les armées rivales, bref, orienter vers ce pôle notre vie nationale chaque jour plus gênée, plus inquiète, plus incertaine de son lendemain, puiser des forces neuves à ces vastes réservoirs, et rebondir à ce prix sur cette route de l'histoire, large et facile aux nations qui savent regarder les premières vers les nouveaux horizons, malaisée et fermée à celles qui s'attardent dans la contemplation des anciens.

« Ou nous replier sur nous-mêmes, sur notre vieux sol appauvri, dans la plethore d'une production sans débouchés, dans la stérilité d'une population en décroissance, laisser s'accumuler au dedans, sans soupape de sûreté, des éléments en fermentation que la chimie politique et sociale ne sait pas combiner et ne peut plus réduire, dépenser nos dernières épargnes à entretenir dans l'ennui des garnisons, où ils se découragent, d'admirables cadres pour d'inutiles gardes nationales, traîner comme un boulet l'embarras coûteux de nos immenses acquisitions coloniales, nous dévorer les uns les autres dans notre inactivité, en attendant que la maison s'écroule sous le travail des termites, pour ne laisser subsister que des chèvres aux prises avec

## § II. — THÉORIE GÉNÉRALE DE LA LÉGISLATION COLONIALE.

ASSUJETTISSEMENT, AUTONOMIE, ASSIMILATION <sup>1</sup>.**14. — Généralités. Variété nécessaire de la législation coloniale.** — Le problème colonial n'est pas une

des ruines ; bref, périr d'anémie lente ou dans les convulsions et passer à l'arrière-garde des nations que nous avons conduites.

« Je souhaite que ce dernier tableau soit trop chargé ; je n'ai pas la pensée ridicule de le présenter comme une image menaçante à très bref délai ; mais tout fait craindre qu'il ne devienne une réalité de l'avenir, si les leçons et les exemples de nos africains ne nous décident pas à tenter un grand effort de rénovation, dans la voie qu'ils ont ouverte et où ils nous appellent. Beaucoup, parmi ces hommes d'élite, et des plus marquants, estiment comme moi que notre patrie peut tout espérer ou tout craindre, suivant qu'elle obéira ou qu'elle se dérobera à ce qu'ils considèrent comme un appel pressant du destin » (Melchior de Vogüé).

<sup>1</sup> Voir notre article dans la *Revue du droit public et de la science politique*, n° 3, et notre rapport à l'Institut colonial international sur les *Rapports politiques entre métropole et colonies* (1903). — Cpr. *Congrès colonial international* de 1889 (troisième séance générale) et *Congrès colonial national* de 1890, passim. — STUART MILL, *Le gouvernement représentatif*, chap. 18 et dernier. — ISAAC, *Questions coloniales, Constitutions et Sénatus-consultes*, 1887.

Il est évidemment impossible de donner ici une bibliographie tant soit peu détaillée des ouvrages relatifs aux législations coloniales étrangères. Nous nous bornons à signaler quelques-uns des livres les plus importants ou les plus faciles à consulter pour le lecteur français. Celui-ci en s'y reportant trouvera des indications plus complètes.

Législation coloniale anglaise : AVALLE, *Notices sur les colonies anglaises* (reproduites dans le *J. off.* du 3 juillet 1882 au 29 août 1883). — CHEVILLIARD, *Les colonies anglaises*, 1899. — SIR CHARLES DILKE, *Problems of Greater Britain*, 2<sup>e</sup> éd., 1890. — EGERTON, *A short history of British colonial policy*, 1897. — HERTZ, *The old colonial system*, 1905. — TARRING, *Chapters on the Law relating to the colonies*, 2<sup>e</sup> éd., 1893. — TODD, *Parliamentary government in the british colonies*, 1880. — CHALMERS, *A history of currency in the british colonies*, 1893. — FRANK SAFFORD AND GEORGE WHEELER, *The practice on the privy council in judicial matters*, 1901. — *Colonial office list* (annuel). — On trouvera la Constitution de la

simple question d'expansion à outrance. Il ne s'agit pas seulement de multiplier le nombre des individus soumis à la

*Commonwealth of Australia* traduite dans la *Revue politique et parlementaire* de mai 1901

Sur l'Empire indien. SIR JOHN STRACHEY, *L'Inde* trad. Harmand, 1892. — CA L. TUPPER, *Our indian protectorate*, 1893. — SIR C. ALBERT, *The government of India*, 1898. — Les ouvrages célèbres de SIR W. HUNTER *Rulers of India*, de SIR ALFRED LYALL *Asiatic studies* et de BADEN POWELL *Land system* se réfèrent surtout aux problèmes historiques, sociaux et économiques.

Législation coloniale hollandaise. MONEY, *Java or how to manage a colony*, 1861. — WINCKEL, *Essai sur les principes régissant l'administration de la justice aux Indes orientales néerlandaises*, 1880.

— PIERSON, *Koloniale Politik*, 1877. — DE LOUTER, *Handleiding tot de kennis van het staats en administratief-recht van Nederlandsch-Indie*, 4<sup>e</sup> ed., 1895. — CHAILLEY, *Java et ses habitants*, 1900. — *Guide à travers la section des Indes néerlandaises* Exposition universelle à Paris, 1900. — CLIVE DAY, *The policy and administration of the Dutch in Java*, 1914. — GONNAUD, *La colonisation hollandaise à Java*, thèse lettres, 1905. — Le *Bulletin de la Société de législation comparée* (1900, p. 494-546) a donné la traduction du *Regeerings-Reglement* du 2 septembre 1854 sur le gouvernement des Indes orientales néerlandaises et celle de la loi organique du 31 mai 1865 sur le gouvernement de Surinam.

Législation coloniale allemande : RIEHOW, *Die deutsche Kolonial Gesetzgebung* continué par ZIMMERMANN. — VON STENGEL, *Die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete*, 1901. — A. CHERADAME, *La colonisation et les colonies allemandes*, 1905. — Voir au surplus la bibliographie critique de la colonisation allemande de M. P. DECHAUME et les renseignements contenus à la fin de son ouvrage sur *Les compagnies et sociétés coloniales allemandes*.

État indépendant du Congo : CATTIER, *Droit et administration de l'État indépendant du Congo*, 1898, *Étude sur la situation de l'État indépendant du Congo*, 1906. — SPEYER, *Comment nous gouvernerons le Congo*, 1902. — DESCAMPS, *L'Afrique nouvelle*, 1903.

Législation coloniale italienne. CATELLANI, *Les possessions africaines et le droit colonial de l'Italie* *Revue de droit international et de législation comparée*, 1895.

Législation coloniale espagnole. POSADA, *Le régime colonial de l'Espagne* *Revue du droit public*, 1898, n° 6 et 1899, n° 1. — FABRÍ, *Ensayo historico sobre la legislación de los Estados españoles de ultramar*, 1897.

Législation coloniale portugaise. Documents communiqués par le gouvernement portugais au *Congrès de sociologie coloniale*, t. II,

domination de la métropole et celui des kilomètres carrés sur lesquels flotte son drapeau. S'il en était ainsi, les explorateurs, les militaires et les marins suffiraient à le résoudre. L'économiste et le jurisconsulte n'aurait rien à voir dans cette question d'amour propre national.

Mais ce serait là de la mégalomane pure et simple. La découverte et la prise de possession rendent la colonisation possible, mais ne la constituent pas. Celle-ci ne consiste pas plus à acquérir un domaine colonial que l'agriculture à acheter des propriétés. Coloniser, nous l'avons vu, c'est fonder une nouvelle société civilisée. La question de savoir quels sont les rapports politiques et économiques qu'il convient d'établir entre elle et la mère-patrie constitue le problème fondamental qui domine toute la législation coloniale. Or, en cette matière, trois conceptions distinctes sont possibles. Chacune d'elles se résume dans l'une des trois formules suivantes : assujettissement, autonomie, assimilation. Suivant que l'on s'abandonne à l'une ou à l'autre de ces trois tendances, on est amené à résoudre d'une manière différente tous les problèmes législatifs que soulèvent les rapports de métropole à colonie.

Cela ne veut pas dire qu'une nation doive appliquer la même législation à toutes ses colonies. Celles-ci, en effet, sont souvent aussi différentes les unes des autres que de la mère-patrie elle-même. Au point de la situation géographique, de l'étendue, du climat, de la composition des races, du degré de civilisation, les colonies françaises, notamment, sont placées dans les conditions très diverses. Elles ne forment point les mêmes vœux et n'ont point les mêmes besoins. Telle politique, excellente pour l'une, pourrait être detestable pour l'autre. D'un autre côté, toutes ne sont pas arrivées au même degré de développement. Les unes, telles que les

p. 213-291. H. HAUSER, *Etudes sur les colonies portugaises*, 1900.

Législation coloniale des États Unis. P. S. REINSCH, *Colonial autonomy with special references to the government of the Philippine Islands*, 1905.

Voir, au surplus, les ouvrages cités en note, p. 1.

Antilles et la Réunion, sont des sociétés mûres, complètement formées, et où l'on peut considérer l'œuvre de la colonisation comme terminée. D'autres, comme le Sénégal ou la Nouvelle-Calédonie, sont en plein travail de croissance. Il y en a, enfin, qui ne font que naître, comme le Congo ou le Soudan. Il est bien évident que l'on ne peut pas appliquer immédiatement à une colonie dans l'enfance des règles complexes qui ne peuvent convenir qu'à une société déjà formée. Chaque colonie se développe lentement, suivant une évolution progressive, et il suffit d'observer les différentes transformations de notre législation coloniale pour voir comment naissent et grandissent successivement les différents organes des sociétés civilisées.

Au début, la colonie nouvelle, où tout est à créer, est à l'état inorganique. L'autorité militaire ou maritime est tout ; elle réunit entre ses mains tous les pouvoirs et gouverne arbitrairement le pays. Quelques règles sommaires et provisoires édictées par elle suffisent et forment alors toute la législation coloniale. La période de conquête terminée, l'introduction d'une administration civile constitue un premier progrès ; elle enlève à l'autorité militaire toutes les attributions qui ne rentrent pas naturellement dans son rôle ; des idées différentes, plus pacifiques, inspirent le gouvernement du pays, une réglementation plus compliquée et plus formaliste prend naissance, qui constitue pour les habitants une première garantie. Par un second progrès, le juge se distingue à son tour de l'administrateur ; des tribunaux sont établis et la séparation des autorités administratives et judiciaires assure aux justiciables une protection importante et essentielle. Plus tard, lorsque les Européens sont assez nombreux ou les indigènes suffisamment civilisés, des libertés locales leur sont accordées : ils nomment des représentants qui défendent leurs intérêts, votent les impôts, discutent le budget et participent à la confection des lois. Enfin, et en dernier lieu seulement, lorsque la colonie est adulte, on peut mais avec beaucoup de précautions, la doter du jury, de la liberté de la presse, de la liberté de réunion, et la soumettre

en même temps, si besoin est, aux charges financières et militaires qui pèsent sur les pays d'Europe et qu'elle a désormais la force de supporter. Cet acheminement progressif vers l'organisation sociale des pays européens demande nécessairement beaucoup de temps, et il faut procéder, en cette matière, avec beaucoup de mesure et de prudence.

Mais la question est de savoir de quelle manière seront organisées, au fur et à mesure de leur introduction et de leur développement, ces différentes institutions politiques. Dans quelle direction la métropole entend-elle guider les pas de cette société nouvelle qu'elle s'est chargée d'élever ? Est-ce vers l'autonomie ou vers l'assimilation qu'elle veut l'orienter ? Par ces mots, en effet, on n'entend point un ensemble de règles immédiatement applicables, mais un but lointain vers lequel on tend et qui ne sera atteint que le jour où la colonisation du pays sera complètement terminée. Or, qu'une nation veuille diriger toutes ses colonies dans la même voie, ou qu'elle leur assigne au contraire des objectifs différents, il faut, de toute manière, qu'elle sache dans quel sens elle entend conduire chacune d'elles, et cela sous peine de marcher à l'aveugle, de changer de chemin à chaque instant, de ne pas avoir, en un mot, une politique coloniale. Celle-ci n'est pas autre chose, en effet, que l'esprit de suite apporté dans la direction des affaires coloniales par un gouvernement qui sait ce qu'il veut, qui marche constamment dans la même voie les yeux fixés sur son but comme le marin vers l'étoile polaire, évitant ainsi ces à-coup brusques et ces changements inconsidérés qui déroutent l'opinion publique et font naître aux colonies des aspirations qu'ils ne réalisent pas. Ainsi, la variété de son empire colonial peut sans doute forcer une nation à conduire dans des voies opposées des colonies placées dans des conditions différentes : c'est ce que fait l'Angleterre qui suit dans ses colonies à gouvernement responsable, telles que le Canada ou l'Australie, la politique d'autonomie, et dans ses colonies de la Couronne un système différent se rapprochant de l'assujettissement. Mais un pays doit toujours suivre une même politique dans une même colonie.

Or, avant de s'engager dans l'un des trois chemins qui sont ainsi ouverts aux nations coloniales, il est bon de savoir où chacun d'eux conduit.

Il est vrai que les mots d'autonomie ou d'assimilation ont été très différemment compris et n'ont souvent servi qu'à obscurcir la discussion. Les partisans de chaque théorie sont loin d'être d'accord sur son sens et sur sa portée. Certains confondent, comme on le faisait assez fréquemment en Espagne, l'assimilation avec la centralisation et l'autonomie avec la décentralisation et, transportant ici une distinction célèbre, ils prétendent concilier l'assimilation politique et l'autonomie administrative. Le mot d'assimilation surtout a prêté à de nombreuses confusions, et l'on a pu dire que, parmi ses partisans, il n'y en a pas deux qui l'entendent de la même manière. On l'a demandée souvent pour des motifs opposés et en vue de résultats tout à fait différents. Il y en a qui, lorsqu'on leur parle d'assimilation, pensent tout de suite aux indigènes et se figurent que c'est la politique à suivre à leur égard qui est en jeu, alors qu'en réalité, il s'agit d'une question toute différente. L'assimilation des colonies est si peu celle des indigènes qu'en Algérie le refoulement de ces derniers a été précisément demandé par les colons qui voulaient assimiler complètement ce pays à la France. C'est la confusion des langues.

Ces confusions, il faut le reconnaître, étaient à peu près inévitables à une époque où la législation coloniale n'était qu'une pratique confuse, n'ayant pas encore reçu droit de cité dans la science. Mais, s'il est vrai de dire avec Condillac « qu'une science est une langue bien faite », la tâche de la doctrine consiste précisément à dissiper ces équivoques, à définir le sens précis et la portée exacte des mots, à établir une classification rationnelle basée sur des principes. Or, les mots d'assujettissement, d'autonomie et d'assimilation existent déjà; chacun d'eux est suffisamment expressif pour pouvoir être facilement compris. Vouloir les bannir de la législation coloniale, ce serait essayer de construire sans idées générales cette nouvelle partie de la science. Chacune

de ces formules correspond, en effet, ainsi que nous allons le voir, à un système complet et logique d'organisation coloniale.

**15. — A. L'assujettissement.** — La politique d'assujettissement est conçue tout entière dans l'intérêt particulier de la métropole. Dans cette conception, l'État qui colonise travaille pour lui-même et pour lui seul. Le but de l'entreprise est d'augmenter la richesse de la nation et l'influence politique de son gouvernement. L'intérêt, les aspirations et les besoins des colonies elles-mêmes n'entrent pas en ligne de compte. « Les colonies, est-il dit dans une instruction curieuse adressée par le roi au gouverneur et à l'intendant de la Martinique, le 23 janvier 1763, diffèrent autant des provinces du royaume que le moyen diffère de la fin ». À un intérêt égoïste, immédiat et tangible, on n'hésite pas à sacrifier le développement même de la colonisation que conseillerait cependant l'intérêt personnel bien compris de la mère-patrie. La politique d'assujettissement mange volontiers son bœuf en herbe et tue la poule aux œufs d'or. Le pays est exploité hâtivement et sans merci. La colonisation est en somme une affaire, qu'on entreprend parce qu'on la juge avantageuse, sauf à la liquider si elle devient mauvaise. Une phrase de l'*Encyclopédie* résume tout ce système : « Les colonies sont faites par la métropole et pour la métropole ».

Cette manière de voir a régné en Europe presque sans partage depuis la découverte du nouveau monde jusqu'à la Révolution française. L'exploitation brutale des pays neufs a été pendant trois siècles l'idéal de tous : aventuriers, compagnies et gouvernements. Les célèbres *conquistadores* espagnols, qui ont inspiré à M. José Maria de Heredia quelques-uns de ses plus beaux vers, étaient de véritables oiseaux de proie. Dans son *Interpretation économique de l'histoire d'Angleterre*, Thorold Rogers reconnaît que Drake, Raleigh et les autres capitaines anglais sous Elisabeth étaient en définitive des pirates, et nous pouvons avouer également que nos flibustiers de Saint-Domingue ne valaient guère mieux.

à l'origine. Les Compagnies souveraines, dont la célèbre Compagnie hollandaise des Indes-Orientales est le type le plus accompli, ne se servaient de leur monopole que pour pressurer les colonies. Ces marchands, incapables, suivant l'expression d'Adam Smith, de se considérer comme souverains alors même qu'ils l'étaient devenus, ne voyaient pas plus loin que leurs profits annuels, et la distribution des dividendes était leur seul idéal. Tous les gouvernements espagnols, portugais, hollandais, français ou anglais, ne songeaient également qu'à remplir leurs coffres ou à augmenter leur puissance, et, s'ils se disputaient avec tant d'âpreté le commerce des Indes et l'empire du nouveau monde, c'est qu'ils voyaient là une source inestimable de richesses dont la possession devait leur assurer la suprématie sur leurs rivaux. La politique d'assujettissement a donc été pratiquée par tous et partout, en France comme à l'étranger. Toutefois, il est juste de reconnaître, à l'honneur de notre pays, que, par suite sans doute de la générosité naturelle de notre race, elle a été appliquée chez nous avec une modération relative; nos colonies n'ont pas connu certaines conséquences exorbitantes que ce système a engendrées dans plusieurs pays voisins.

D'un autre côté, c'est également dans notre pays que cette politique a reçu ses premières atteintes. Toutes les idées chères à la philosophie du XVIII<sup>e</sup> siècle et à la Révolution française s'élevaient, en effet, contre elle : — Il faut prendre en toute occasion fait et cause pour les victimes contre les oppresseurs. Il faut chasser les tyrans et proclamer l'indépendance des peuples. Tous les hommes sont libres et égaux, ils ont les mêmes droits et doivent se traiter en frères sans distinction de patrie, de couleur ou de latitude. Le fait d'appartenir à une race civilisée n'est, pas plus qu'une naissance illustre, une cause de supériorité. Tout au contraire, l'étonnement du bon sauvage devant les vices de la civilisation est un des thèmes favoris des romanciers du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. —

<sup>1</sup> Voir notamment DIDEROT, *Supplément au voyage de Bougainville*.

Il suffit de rappeler toutes ces idées alors courantes pour voir tout le parti qu'on en pouvait tirer de l'autre côté de l'Océan. Les habitants des colonies ne sont-ils pas eux aussi des opprimés, qu'il convient de défendre contre le gouvernement métropolitain, leur tyran? Ne peuvent-ils pas réclamer également leur indépendance et leur liberté? N'ont-ils pas les mêmes droits que les habitants de la métropole et même ne méritent-ils pas plus de sympathie puisqu'étant plus près de la nature ils sont moins corrompus? N'est-ce pas là tout le secret de l'engouement autrement inexplicable qui porta la France sous Louis XVI à s'allier aux Américains pendant la guerre d'indépendance, à la grande surprise des Canadiens français douloureusement étonnés de voir leur ancienne patrie prendre fait et cause pour leurs ennemis héréditaires, au lieu d'employer ses flottes à reconquérir sa belle colonie perdue?

Lorsque la cause des colonies luttant pour leur affranchissement fut ainsi devenue populaire, la politique d'assujettissement, condamnée dans l'opinion publique, commença à être abandonnée par les gouvernements européens. L'histoire de la politique de ces États envers leurs colonies au *xix<sup>e</sup>* siècle est en effet celle de l'abandon progressif de l'ancienne doctrine : la disparition successive du système colonial en Angleterre, puis en France, en est un des épisodes capitaux. La Hollande seule a conservé le principe d'assujettissement : encore lui a-t-elle apporté depuis quarante ans des adoucissements considérables. Dans les autres pays, il a disparu d'une manière générale, tout en laissant cependant certaines traces dans l'organisation coloniale.

On est ainsi arrivé à penser que la mère patrie n'avait pas seulement des droits, mais aussi et surtout des devoirs : autrefois, elle exploitait son enfant ; aujourd'hui, on estime qu'elle a contracté charge d'âme en lui donnant naissance, qu'un devoir d'éducation lui incombe, qu'elle doit travailler à son développement et veiller sur lui jusqu'à ce qu'il soit grand. Mais il est aussi difficile et aussi délicat d'élever une colonie qu'un enfant. Ici, comme en pédagogie, les avis

très différents et on a beaucoup discuté, car la question est passionnante. Deux méthodes-types d'éducation sont en présence; elles ont nom l'autonomie et l'assimilation.

**16. — B. L'autonomie.** — L'autonomie est une conception virile et hardie. De même que le but de l'éducation est de faire des hommes capables de se conduire eux-mêmes et destinés à sortir de la puissance paternelle à leur majorité, de même le but de la colonisation est de former des sociétés aptes à se gouverner elles-mêmes et à se constituer une fois mûres en États indépendants. On peut répéter de la mère-patrie ce que l'on a dit quelquefois du tuteur romain : elle doit travailler à se rendre inutile. Son rôle est de préparer l'émancipation inévitable, de manière que la séparation s'opère sans secousse et sans aigreur. Le gouvernement métropolitain guide les premiers pas, encore inhabiles, des colons ; mais, peu à peu, il leur abandonne la gestion des affaires qui les intéressent. La colonie se comporte de plus en plus comme un État autonome. Finalement, le lien diplomatique, le seul qui la rattache encore à la métropole, se rompt à son tour. Le nouvel État, indépendant et souverain, est reconnu par les puissances étrangères.

On ne peut pas dire que cette conception des rapports de métropole à ce qu'on soit absolument étrangère à notre pays. Turgot, l'auteur de la comparaison célèbre avec le fruit d'arbre qui se détache de l'arbre, dans son *Mémoire au roi sur la guerre d'Amérique*, appelait les colonies « des États amis, protégés si l'on veut, mais étrangers et séparés ». Dans la préface d'un livre très intéressant sur la *Colonisation de l'Indo-Chine et l'expérience anglaise*, M. Chailley a également marqué ses préférences pour cette doctrine, « car l'important, dit-il, n'est pas d'avoir des colonies qui languissent et un empire vaste et qui périclite; c'est d'avoir semé ses idées dans le monde et laissé des héritiers de son génie. La plus glorieuse colonie de l'Angleterre, c'est encore les États-Unis. » Et cette conception n'est pas restée à l'état purement théorique. La loi du 13 avril 1833 et le sénatus-consulte

du 4 juillet 1866 ont, par deux fois, orienté nos colonies dans cette voie, mais ces deux tentatives par lesquelles on a essayé de faire sortir la France de sa politique traditionnelle n'ont pas été couronnées de succès et ont été bientôt abandonnées.

En réalité, l'Angleterre est la terre classique du principe de l'autonomie coloniale : c'est le seul pays où on l'a admis avec toutes ses conséquences. Il faut reconnaître qu'en cette matière on trouve, chez cette nation si souvent accusée par nous d'égoïsme, des idées d'une largeur et d'une générosité remarquables. Elles ont été résumées dans un passage célèbre d'un discours prononcé par lord John Russel, à la Chambre des communes le 8 février 1850 : « Sans doute, disait-il, je prévois avec tous les bons esprits que quelques-unes de nos colonies grandiront tellement en population et en richesse qu'elles viendront nous dire un jour : « Nous avons assez de force pour être indépendantes de l'Angleterre. Le lien qui nous attache à elle nous est devenu onéreux et le moment est arrivé où, en toute amitié et en bonne alliance avec la mère-patrie, nous voulons maintenir notre indépendance ». Je ne crois pas que ce temps soit très rapproché, mais faisons tout ce qui est en nous pour les rendre aptes à se gouverner elles-mêmes. Donnons-leur autant que possible la faculté de diriger leurs propres affaires. Qu'elles croissent en nombre et en bien-être, et, quoi qu'il arrive, nous, citoyens de ce grand empire, nous aurons la consolation de dire que nous aurons contribué au bonheur du monde ». Et ce n'est pas là une doctrine isolée : c'était au contraire une idée courante de l'autre côté du détroit jusqu'au moment où *l'imperialisme* l'a emportée dans l'opinion publique : elle revenait fréquemment dans la bouche des hommes politiques de l'Angleterre ou sous la plume de ses écrivains. Le mouvement continu vers la création d'institutions représentatives, puis d'un gouvernement responsable dans les grandes colonies anglaises en a d'ailleurs été l'application progressive.

#### 17. — C. L'assimilation — La politique d'assimilation

poursuit un but directement opposé. Son idéal n'est pas la séparation, mais tout au contraire une union de plus en plus intime entre le territoire colonial et le territoire métropolitain. Pourquoi distinguer en effet ? N'est-ce pas le même drapeau qui flotte sur tous les deux, et n'est-ce pas ici le cas d'appliquer le mot de Napoléon : « Là où est le drapeau, là est la France ? » Les colonies, dans cette conception, sont considérées comme un simple prolongement du sol de la patrie. Ce sont des provinces d'*ultra mar*, comme disent les Espagnols, ou des départements plus éloignés que les autres, voilà tout. Sans doute, il existe une solution de continuité entre ces différentes parties du territoire, mais où a-t-on vu que cette contiguïté était nécessaire pour que les mêmes lois fussent applicables ? Est-ce que la Corse en France, les Açores et Madère en Portugal, les îles Baleares, les presidios du Maroc et les Canaries en Espagne ne sont pas considérées comme parties intégrantes du territoire métropolitain ? L'Algérie, les îles du cap Vert, les îles espagnoles du golfe de Guinée ne sont pas sensiblement plus éloignées. Des lors, ce n'est que d'une manière purement arbitraire que l'on peut fixer une ligne de démarcation entre ces deux parties du territoire. Il y a, objecte-t-on, toute la distance de l'Océan dont il faut cependant tenir compte. Mais pourquoi ? La navigation à vapeur et les câbles télégraphiques sous-marins ne l'ont-ils pas aujourd'hui diminuée en grande partie et n'a-t-on pas pu dire que la mer rapproche deux pays plus qu'elle ne les sépare ? Il n'y a donc en raison aucun motif de distinguer et de refuser aux colonies le bénéfice de la législation jugée bonne pour la métropole. Le but est de soumettre progressivement aux mêmes règles les différentes parties du territoire.

Cette politique est celle des nations de race latine, héritières fidèles du génie assimilateur de Rome, l'Espagne, le Portugal et la France. Dans ces deux premiers pays, les colonies étaient dites « les provinces d'outre-mer », et, chez nous, M. Discre, dans son *Traité de législation coloniale* (t. I, p. 15, n'a fait qu'exprimer une opinion alors générale

non seulement à l'administration des colonies, mais encore dans le pays en disant que le but à poursuivre devait être *la création progressive de véritables départements français*.

La politique d'assimilation a été grandement favorisée chez nous par le triomphe des idées républicaines : elle a suivi la même évolution, l'emportant avec elles et succombant en même temps. On la voit poussée dans ses dernières conséquences par les assemblées révolutionnaires, s'éclipsant sous le Consulat et l'Empire, reparaissant sous la monarchie de Juillet (Rapport de M. de Broglie au nom de la Commission instituée en 1840 pour étudier les modifications à apporter dans le régime des colonies), triomphant en 1848, subissant une nouvelle éclipse sous le second Empire, reprenant, à partir de 1870, une marche en avant qui n'a été interrompue que depuis la création du ministère des Colonies. Depuis 1870 jusqu'à 1894, en effet, les idées d'assimilation ont gagné un terrain considérable. Toutes les lois libérales et décentralisatrices sur les conseils généraux, la liberté de la presse, l'élection des maires, l'organisation municipale, etc., ont eu leur contre coup aux colonies. Les deux commissions extraparlimentaires instituées par l'amiral Pothuau en 1878, et par M. Duclerc en 1882, pour étudier les modifications à apporter au régime des colonies se sont prononcées en sa faveur, et, chose remarquable, deux lois des plus importantes, la loi militaire du 15 juillet 1889 et la loi douanière du 11 janvier 1892, ont été pour les colonies des lois d'assimilation. Celle-ci nous apparaît ainsi comme la politique traditionnelle et constante de la France républicaine et, si depuis la création du ministère des Colonies elle a subi une éclipse, cela tient à ce qu'elle ne saurait actuellement convenir aux possessions nouvelles qui forment la majeure partie de notre domaine colonial.

Il nous faut rechercher maintenant à quelles conséquences conduit chacun de ces trois principes en ce qui concerne : 1° la constitution coloniale ; 2° le gouvernement et l'administration des colonies ; 3° l'organisation militaire et la garde

des colonies ; 4° les droits des colons et les libertés locales ; 5° l'organisation financière ; 6° le régime douanier. Nous aurons ensuite à en apprécier la valeur.

**18. — Constitution coloniale** (*Régime législatif et représentation des colonies*). — a) Le principe d'assujettissement aboutit logiquement aux résultats suivants. Le pouvoir métropolitain impose aux colonies sans les consulter la législation qu'il estime la plus conforme à ses intérêts. Les colons n'ont pas voix au chapitre : ils ne sont représentés ni dans le Parlement, ni même dans les conseils du gouvernement. On n'a que faire de leur avis, puisque ni leurs vœux ni leurs besoins n'entrent en ligne de compte. Toutes les lois auxquelles ils obéissent sont faites par leurs maîtres, et ceux-ci ne prennent conseil que de l'intérêt politique et des besoins économiques de la métropole. Qu'importe, des lors, aux colons la personne du législateur colonial ? Que ce soit un gouverneur prenant un arrêté local, le pouvoir exécutif agissant par voie de décret ou d'ordonnance, ou une assemblée volant et discutant la loi, le résultat est le même pour eux. Ils n'ont pas plus de garanties assurées dans un cas que dans l'autre. Peut-être seulement, dans une assemblée législative, pourra-t-il se rencontrer une de ces âmes désintéressées qu'émue toujours le spectacle de l'injustice pour protester en leur faveur. Lord Chalam prononcera quelques-uns de ses plus beaux discours. Ou bien, comme en France sous le règne de Louis-Philippe, il se rencontrera quelque député complaisant, pour porter moyennant finances, les revendications des colons à la tribune, et pour se charger, argent comptant, de la défense de leurs intérêts.

Cette absence de représentation a existé partout à l'origine. En France, le pouvoir métropolitain a toujours fait lui-même la législation coloniale, sauf quelques dérogations partielles d'ailleurs malheureuses ; il n'a commencé à prendre l'avis des intéressés qu'assez tard, et ceux-ci n'ont été représentés que sous les régimes républicains. De même, en Espagne et en Portugal, le pouvoir métropolitain a tou-

jours fait la loi aux colonies et la représentation coloniale n'a été admise qu'au XIX<sup>e</sup> siècle. La Hollande, restée fidèle au principe d'assujettissement, a conservé l'ancien système : les États généraux du royaume fixent par une loi organique la Constitution coloniale et les points les plus importants, des décrets royaux ou des arrêtés du gouverneur général de Batavia en conseil des Indes font le reste. Les habitants des colonies ne sont point consultés, et il n'a jamais été question de leur accorder des représentants aux États généraux.

b) Sous le régime de l'autonomie, au contraire, les lois applicables à la colonie sont faites par un Parlement local, de même que les lois de la mère patrie sont faites par le Parlement métropolitain. Il y a là deux législations qui, sans doute, peuvent se ressembler dans une certaine mesure, qui, parfois aussi, sont profondément différentes, mais qui, dans tous les cas, sont complètement distinctes. L'envoi de députés coloniaux au Parlement métropolitain, n'a, dans ces conditions, aucune raison d'être, et il n'en est pas question. La colonie peut seulement, si bon lui semble, entretenir en Europe un agent qui est son interprète auprès du gouvernement et qu'elle charge du soin et de la défense de ses intérêts.

C'est à peu près ce qui existe en Angleterre. Les colonies à institutions représentatives font leurs lois elles-mêmes sous réserve d'un droit de *veto* qui appartient à la Couronne, mais dont celle-ci n'use pour ainsi dire jamais. Les agents généraux qui les représentent dans la métropole ressemblent presque à des ambassadeurs. Aucune colonie n'est représentée au sein du Parlement métropolitain. Nous verrons plus tard qu'en France une loi de 1833 a établi une autonomie législative partielle qui a disparu en 1848.

c) Sous le régime de l'assimilation, une législation unique régit toutes les parties du territoire sans distinction. Toutes les lois nouvelles promulguées pour la métropole s'appliquent également en principe aux colonies, quelquefois sans qu'il soit besoin d'y insérer un article

effet. Les représentants des colonies participent d'ailleurs à la confection des lois dans les mêmes conditions que ceux de la métropole. Elles envoient au Parlement des députés ou des sénateurs, élus de la même manière et possédant les mêmes droits que leurs collègues. En France, les colonies arrivées à un certain degré de développement ont été représentées dans toutes les assemblées républicaines. La Constitution de 1876 a accordé aux Antilles espagnoles, Cuba et Puerto-Rico, des représentants dans les deux Chambres. En Portugal, depuis la charte de 1826, toutes les colonies, sauf la Guinée, envoient des députés au Parlement.

L'existence d'une représentation coloniale dans les pays où le pouvoir législatif est exercé par une ou plusieurs assemblées est l'effet capital et le signe visible de l'assimilation. Elle intéresse les colons aux grandes questions d'intérêt général qui agitent le pays tout entier. Elle prouve que, malgré l'éloignement, ils comptent dans la grande unité de la patrie, et qu'ils ont voix au chapitre comme leurs compatriotes d'Europe lorsque ses destinées sont en jeu. Une assemblée commune dont chaque membre représente, non pas telle ou telle circonscription, mais le pays tout entier, est le lien moral le plus puissant qui unisse les différentes fractions du territoire, européen ou extra-européen. Comparées à la représentation dans les Chambres, toutes les autres conséquences de l'assimilation sont secondaires. Elle est le trait essentiel et caractéristique du système.

## 19 — Gouvernement et administration des colonies.

— a. Le principe d'assujettissement a pour conséquence que le gouvernement et l'administration des colonies soit dans la métropole, soit sur les lieux, sont très fortement organisés. Les colonies sont gouvernées par une main de fer, qui, dédaignant de se dissimuler sous un gant de velours, se montre au contraire à nu, afin d'ajouter l'intimidation à la rigueur d'assujettissement s'accommode volontiers

L'indépendance de la colonie est le premier principe de l'administration française en Indochine. Elle est le résultat de la révolution française, qui a mis fin à la monarchie absolue et a établi la souveraineté nationale. Elle est le résultat de la révolution française, qui a mis fin à la monarchie absolue et a établi la souveraineté nationale. Elle est le résultat de la révolution française, qui a mis fin à la monarchie absolue et a établi la souveraineté nationale.

Pour la colonie, l'indépendance est le premier principe de l'administration française. Elle est le résultat de la révolution française, qui a mis fin à la monarchie absolue et a établi la souveraineté nationale. Elle est le résultat de la révolution française, qui a mis fin à la monarchie absolue et a établi la souveraineté nationale. Elle est le résultat de la révolution française, qui a mis fin à la monarchie absolue et a établi la souveraineté nationale.

D'ailleurs, qu'il soit le seul à exercer les volontés de l'administration centrale ou qu'il ait une initiative propre, qu'il soit seulement le bras qui exécute ou de plus la tête qui décide, le gouvernement, dans la doctrine de l'assujettissement, est toujours un personnage très-pair et extrêmement considérable.

Il a, tant sur les habitants que sur les autres fonctionnaires, des pouvoirs très-étendus qui peuvent aller jusqu'à les expulser de la colonie. Une étiquette rigoureuse et minutieuse sauvegarde à chaque instant son prestige dans toutes les circonstances de la vie publique. Un traitement très-élevé lui permet de mener un train royal. Souvent il porte le titre de vice-roi. Quelquefois même il a dans la colonie des pouvoirs plus étendus à certains égards que ceux du chef de l'État dans la mère-patrie. Par contre, des garanties particulières, telles que la défense d'acquiescer des propriétés ou de se marier dans la colonie, ont pour but de l'empêcher de se créer une influence locale personnelle qui pourrait le porter à se transformer en un souverain indépendant. Les

gouverneurs espagnols, hollandais, français ont tous possédé, dans une mesure plus ou moins large, ces différents caractères. Aujourd'hui encore, il subsiste dans notre législation coloniale de nombreuses traces de cette conception ancienne.

L'unité d'autorité, soit dans la métropole, soit dans les colonies, et en particulier les pouvoirs du gouverneur, sont le trait caractéristique de la doctrine de l'assujettissement et la clef de voûte de tout le système. Ils donnent, en effet, la mesure de la défiance de la métropole vis-à-vis de la colonie. Celle-ci est traitée comme un pays conquis, où l'on redoute des tentatives de soulèvement. Le meilleur moyen de les prévenir et de les réprimer paraît être de donner au représentant du gouvernement central une autorité qui lui permet de forcer, au besoin, l'obéissance de tous. Celui-ci est choisi, d'ailleurs, plutôt en raison de ses qualités militaires que de ses capacités administratives. Il est pris, en général, parmi les officiers de l'armée de terre ou de l'armée de mer. Comme le capitaine de navire, il est « maître sur son bord après Dieu ».

b) Sous un régime d'autonomie, la colonie tend à se gouverner et à s'administrer elle-même. Elle s'organise comme elle l'entend et suit la politique qui lui convient. Le gouverneur, qui représente le pouvoir métropolitain, n'a qu'une autorité très faible et souvent purement nominale. Quant à l'administration centrale, il ne lui reste que des attributions de contrôle restreintes. C'est à peu près sur ce type que sont modelées, en Angleterre, les colonies à gouvernement responsable. Un gouverneur, seul fonctionnaire nommé par la Couronne, « règne sans gouverner », choisit, comme un souverain constitutionnel, ses ministres parmi les personnes investies de la confiance du Parlement colonial et assiste, impassible et à peu près impuissant, à la gestion des affaires locales.

c) Le principe d'assimilation ne distingue pas entre les différentes parties du territoire. Les divisions administratives (départements, arrondissements, cantons, communes) sont

les mêmes. Les magistrats et les fonctionnaires placés à leur tête sont recrutés de la même manière, portent les mêmes noms, possèdent les mêmes attributions et forment un cadre unique. A la place d'un gouverneur, investi de pouvoirs exceptionnels et recruté d'ordinaire dans l'élément militaire, comme dans le système de l'assujettissement, on trouvera, par exemple, un préfet, fonctionnaire civil investi des mêmes attributions que dans la métropole, avec un secrétaire-général, des sous-préfets, des conseillers de préfecture et des maires. A côté, des cours d'appel, des tribunaux de première instance et des juges de paix rendront la justice dans les mêmes conditions qu'en France. Autrement dit, il y aura uniformité complète entre l'organisation des colonies et celle de la métropole. Elle est loin d'être réalisée dans notre pays où l'on peut signaler simplement une certaine tendance à l'établir, mais elle existe depuis longtemps en Espagne et en Portugal.

La théorie de l'assimilation est loin d'être favorable à la création d'un ministère des Colonies. Aussi n'est-il pas étonnant que cette réforme ait été combattue à son apparition par les sénateurs et les députés des colonies : partisans de l'assimilation, ils étaient conséquents avec eux-mêmes. Cette doctrine aboutit, en effet, logiquement au système des rattachements, pratiqué en Algérie à partir de 1881 jusqu'en 1898, chaque service relevant, comme dans la métropole, du département ministériel (intérieur, justice, instruction publique, cultes, etc.), auquel il correspond d'après sa nature. Pourquoi les colonies auraient-elles, plus que les autres régions de la mère-patrie, besoin d'un ministre spécial ? Un ministère des Colonies ne se comprendrait, dans cette théorie, que dans le cas où la répartition des affaires entre les différents départements ministériels serait faite, non pas d'après leur nature, mais d'après les provinces intéressées, ainsi que cela avait lieu, dans une certaine mesure, en France, sous l'ancien régime.

## **20. — Organisation militaire et garde des colonies.**

— a) La théorie de l'assujettissement aboutit aux résultats suivants : la métropole se charge de défendre elle-même ses colonies avec les flottes et les armées qu'elle envoie. Quant aux colons, on les utilise en temps de guerre, mais sans enthousiasme : on ne tient pas, en effet, beaucoup à leur donner une instruction militaire et des armes qu'ils pourraient être tentés de tourner contre leurs maîtres actuels. Les sacrifices que la métropole fait pour la défense de la colonie sont d'ailleurs limités par l'intérêt qu'elle attache à sa possession. Si elle juge que les « arpentés de neige du Canada » ne valent pas les os de ses grenadiers, elle en accepte la perte d'un cœur léger. Le territoire colonial n'est pas, comme le territoire métropolitain, le sol sacré et intangible de la patrie. On tient au premier par intérêt, au second par sentiment. Si, à la suite d'une guerre malheureuse, un sacrifice devient nécessaire, on tâchera de le faire porter sur le territoire colonial. Plutôt que de perdre une province ou une forteresse en Europe, on préférera abandonner des contrées entières dans le Nouveau-Monde.

Le sentiment patriotique est si peu susceptible en cette matière que, même en dehors de toute nécessité, on n'hésite pas à échanger ou à vendre une colonie si cette opération paraît avantageuse. On dispose de la colonie comme d'une chose, dont on se défait si elle cesse de plaire ou si sa possession paraît trop onéreuse. Le pouvoir métropolitain agit en bon père de famille en liquidant une affaire devenue mauvaise, en gérant son patrimoine de la manière la plus utile.

b) Dans le système de l'autonomie, la garde des colonies reste sans doute à la charge de la métropole tant que la séparation n'est pas accomplie, mais peu à peu chaque colonie doit se mettre en mesure de pourvoir elle-même à sa propre défense. C'est ainsi, qu'en 1863 la Chambre des communes a déclaré que les colonies jouissant du *self-government* devraient à l'avenir pourvoir à leur sécurité intérieure par des forces de police et participer à leur dé-

fense extérieure en entretenant une armée et une marine. Cela a permis à l'Angleterre de rappeler au fur et à mesure une partie des troupes qu'elle y entretenait.

Il est bien évident enfin que, dans cette conception, la métropole n'a pas le droit de disposer de sa colonie en l'aliénant. Chacune des deux parties peut seulement opter pour la séparation, lorsque le lien qui la rattache à l'autre lui est devenu onéreux, et la politique d'autonomie reçoit alors sa conclusion naturelle.

c) D'après le principe d'assimilation, les colons comme marins ou comme soldats sont soumis aux mêmes obligations que les habitants de la mère-patrie. Cette doctrine, en effet, ne fait point de distinction. Une seule armée et une seule marine, celles de la nation tout entière, défendent également les différentes parties du territoire. La théorie de l'assimilation, loin d'avoir pour conséquence la création d'une *armée coloniale* spéciale, aboutit au contraire logiquement à une règle qui peut se formuler ainsi : une partie quelconque des forces nationales peut toujours être employée à la défense d'une partie quelconque du territoire. Si les frontières sont menacées en Europe, les soldats des colonies viendront combattre pour leur intégrité à côté de leurs frères de la métropole. Que si les colonies sont menacées, les troupes d'Europe iront, avec le même patriotisme, verser leur sang pour les sauver. Une étroite solidarité unit, en effet, ces différentes fractions de la patrie commune, entre lesquelles l'amour de ses enfants ne distingue pas. L'intégrité du territoire national doit être maintenue partout avec la même énergie, elle est également sacrée dans toutes les parties du monde. Une colonie ne doit pas plus être échangée ou vendue qu'une province européenne. C'est seulement dans l'hypothèse d'une guerre malheureuse que l'aliénation de l'une ou de l'autre peut s'imposer. Mais, même alors, on ne veut pas distinguer. Offrir, pour conserver une forteresse en Europe, l'abandon d'une colonie plus importante, paraîtrait un crime de lèse patrie. Que le démembrement du territoire frappe la frontière de l'Est ou les Antilles, tous les cœurs

français saignent également dans toutes les parties du monde.

## 21. — Libertés locales et droits des colons. —

a) Dans le système d'assujettissement les libertés locales et les droits des colons sont complètement sacrifiés. Pas d'assemblées locales élues. Ni la colonie ni les communes ne possèdent un conseil composé d'habitants notables chargé de gérer leurs intérêts. Les *cabildos* (municipalités) qui s'étaient établies à l'origine dans l'Amérique espagnole furent bientôt supprimées; les créoles ne furent pas consultés sur l'administration de leurs affaires. Les colonies espagnoles n'ont jamais eu d'assemblées locales élues. Pas de vie locale également ou très peu dans les colonies françaises, jusqu'à la création des assemblées coloniales en 1787. Une des choses qui surprirent le plus les Anglais après la conquête du Canada fut de voir que les Français ne savaient même pas administrer une paroisse. Jusqu'en 1903, dans les Indes orientales néerlandaises, il n'y a pas eu d'assemblée locale élue, et, dans les colonies portugaises, il n'existe qu'un simple conseil de province où une place est faite aux notables à côté des fonctionnaires.

En définitive, sous le système de l'assujettissement, les habitants des colonies ne jouissent d'aucune garantie, ni comme administrés, ni comme justiciables, ni comme contribuables. Administrés, ils sont soumis au bon plaisir d'un gouverneur. Justiciables, les précautions instituées dans la métropole n'existent point pour eux : encore aujourd'hui en France, la magistrature coloniale n'est point inamovible; le jury et la pluralité des juges en première instance n'existent que dans trois colonies. Contribuables, ils payent des impôts qui ne sont pas volés par leurs représentants. Quant à l'égalité des droits avec les habitants de la métropole, elle n'existe pas ou bien elle n'est qu'un mot. Les créoles sont tenus soigneusement écartés des fonctions publiques. Toutes les places et toutes les faveurs sont réservées aux personnes venues d'Europe. Loin de deve-

lopper l'instruction dans la colonie, on s'attache, au contraire, à conserver l'ignorance naturelle des habitants. En même temps, on entretient précieusement entre eux tous les germes de division. Les différences naturelles de race et de couleur sont accentuées par des dispositions légales injurieuses, telles que l'interdiction du mariage. On creuse le fossé naturel qui sépare le colon de l'indigène. La maxime *diviser pour régner*, dont on a fait une si large application dans les colonies espagnoles, a été également pratiquée par le gouvernement de Louis XIV. On espère ainsi qu'ignorants et divisés, les habitants des colonies seront incapables de s'entendre contre leur ennemi commun, la métropole, et ne pourront pas trouver parmi eux de chef ayant l'autorité et la capacité nécessaires pour diriger la révolte.

b Il en va tout autrement dans la doctrine de l'autonomie. Les libertés locales sont très étendues. Loin d'essayer de les entraver ou de les restreindre, la mère-patrie les laisse se développer naturellement. La vie municipale est très intense. L'assemblée élue de la colonie tout entière a des attributions beaucoup plus considérables que celle qui représenterait une province de la métropole. La décentralisation est aussi beaucoup plus grande qu'elle ne saurait l'être en Europe. La différence qui existe entre une simple assemblée provinciale ou départementale et une Chambre ayant le droit de légiférer et devant laquelle les ministres du pays sont responsables, en fournit la mesure. L'assemblée des représentants de la colonie a tous les pouvoirs d'un véritable parlement, et c'est là, on peut le dire, le trait essentiel et caractéristique du système : c'est le critérium qui permet de distinguer si la colonie est ou non autonome.

Considérés individuellement, les colons possèdent toutes les garanties qui appartiennent aux hommes libres dans les pays civilisés. Toutes les précautions politiques destinées à assurer dans nos constitutions modernes la liberté et la sécurité de l'individu, l'égalité des droits, le respect de la pro-

priété, leur sont familières et leur sont chères. Soit comme administrés, soit comme justiciables, soit comme contribuable, ils connaissent leurs droits et savent les faire respecter. Ils n'attendent pas d'ailleurs que le pouvoir métropolitain leur concède ou leur reconnaisse ces droits : ils les prennent eux-mêmes, prêts qu'ils sont à les défendre au besoin par les armes s'il venait ensuite les leur contester. C'est parce que l'Angleterre élevait la prétention de percevoir une taxe qui n'avait pas été votée par leurs représentants, que les colonies anglaises d'Amérique se sont soulevées et ont lancé au congrès de Philadelphie en 1774 cette célèbre *déclaration des droits*, revendiqués « en vertu des lois immuables de la nature et des principes de la Constitution anglaise. »

Jaloux de leurs droits, ayant à leur tête des fonctionnaires qu'ils choisissent eux-mêmes et parmi eux, les colons sont peu disposés à permettre au gouvernement métropolitain d'intervenir dans leurs affaires. La théorie de l'autonomie est par suite très défavorable à l'indigène, livré complètement au colon son ennemi naturel, à la haine passionnée duquel l'influence modératrice de la métropole ne vient pas faire contrepoids. L'autonomie, c'est l'anéantissement systématique où tout au moins le refoulement progressif des indigènes. Ce sont les colons de l'Amérique du Nord et de l'Australasie qui ont valu à la race anglaise l'épithète d'*exterminatrice*.

c Dans le système de l'assimilation, aucune particularité ne distingue ici encore les colonies de la métropole. Contrairement aux deux principes précédents, celui de l'assimilation n'est en lui-même ni favorable ni défavorable aux colons. Leur situation n'est ni meilleure ni pire que celle des habitants de la mère patrie. Si ceux-ci vivant sous un gouvernement despotique ne jouissent d'aucune liberté et d'aucune garantie, les colons se trouveront dans le même cas. Que si, au contraire, les libertés locales sont très développées dans la métropole, et les droits individuels soigneusement garantis par la Constitution, les colons en profiteront également. Si les inégalités sociales existent d'un côté de l'Océan, elles

se retrouveront de l'autre et, inversement, si les principes de liberté et d'égalité viennent à être proclamés dans la métropole, ils triompheront également dans la colonie. C'est ce qui explique comment en cette matière l'assimilation a pu être la politique constante de tous les gouvernements français avant comme après 1789, et pourquoi les habitants des Antilles et de nos vieilles colonies désirent si vivement l'assimilation alors qu'autrefois ceux du Canada et de Saint-Domingue protestaient contre elle. L'assimilation, sous l'ancien régime c'était les privilèges de la noblesse et du clergé, les droits féodaux, le four et le moulin banal, la persécution des juifs et des protestants, les lettres de cachet, et tout cet ensemble d'institutions iniques et surannées qui était devenu si odieux aux Français du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'assimilation, aujourd'hui, c'est au contraire les principes de 1789, l'égalité, l'admissibilité de tous les citoyens aux emplois publics, le jury, la liberté de la presse, le suffrage universel, le droit d'élire des conseillers municipaux, des conseillers généraux et des députés, et cet ensemble de mesures décentralisatrices qui ont abouti à la loi de 1871 sur les conseils généraux et à la loi de 1884 sur l'organisation municipale.

Quant aux indigènes, notre principe peut leur être soit favorable, soit défavorable : dans tous les cas, il tend à modifier considérablement leur situation antérieure. Que si on espère pouvoir leur inculquer nos idées et nos mœurs, alors on travaille avec ardeur à en faire des Français comme les autres : on les instruit, on leur accorde le droit de suffrage, on les habilite à l'européenne, on substitue nos lois à leurs coutumes, on poursuit en un mot l'assimilation des indigènes. Mais si on désespère d'arriver à ce résultat, s'ils se montrent réfractaires à notre civilisation, alors, pour les empêcher de jeter une note discordante au milieu de l'uniformité générale, on les extermine ou on les refoule. L'assimilation des indigènes est donc une conséquence, mais non pas la seule possible, du principe de l'assimilation des colonies. Ce qui le caractérise, c'est que l'on ne veut pas se résigner à les laisser tranquilles.

**22. — Organisation financière.** — *a*, Dans le système d'assujettissement, l'organisation financière est établie tout entière en vue de l'avantage du Trésor métropolitain. Les budgets locaux des colonies sont fixes par le pouvoir central ou par ses représentants. En Espagne, ils étaient votés par les Cortès. En Hollande, le budget des Indes orientales est voté par les États généraux. En France, le pouvoir central a eu autrefois et a repris aujourd'hui la haute main et le dernier mot en cette matière. Dans ces conditions, le budget local est établi principalement en vue de ménager le plus possible les ressources de la métropole. On cherche tout au moins à l'équilibrer de manière à ne rien demander à la mère-patrie, à empêcher que la colonie ne lui coûte. Souvent même on se montre plus exigeant. On demande aux budgets coloniaux, non seulement de faire face à toutes leurs dépenses, mais encore de fournir un excédent de recettes destiné à être versé dans le Trésor métropolitain. Cuba et Java ont ainsi fourni à l'Espagne et à la Hollande des bonis coloniaux. Pendant un certain temps, le budget de Cuba a non seulement payé des dépenses qui ne concernaient pas cette île, mais a versé annuellement une trentaine de millions dans le trésor de la mère patrie. De 1834 à 1877, Java sous le système des *cultures forcées*, a rapporté à la Hollande 797 millions de florins (1 073 millions de francs).

*b* Dans la théorie de l'autonomie, la colonie fait ici encore ce qu'elle veut. Elle agit sans tenir compte de l'intérêt de la métropole. Le budget de la colonie est voté par l'assemblée de ses représentants, comme celui de la mère-patrie est voté par le parlement métropolitain, et ces deux budgets sont complètement indépendants l'un de l'autre. D'une part, en effet, la colonie n'est pas tenue de verser ses excédents budgétaires dans le trésor métropolitain; on ne lui demande point de fournir des bonis coloniaux. D'autre part, la mère-patrie ne fait de son côté aucun sacrifice et n'accorde point de subvention destinée à assurer l'équilibre du budget colonial. Bien plus, les deux pays eux-mêmes sont complètement distincts au point de vue financier et, ici encore, la différence

est considérable entre une colonie autonome et une province d'Europe. D'un côté, en effet, la métropole ne perçoit aucun impôt dans la colonie dont les habitants, par suite, ne contribuent en aucune manière aux charges générales de l'État. Les seules taxes qu'ils payent sont celles dont la nature, l'assiette et la quotité ont été fixées par leurs représentants, qui sont destinées à alimenter le budget de la colonie, et non celui des communes. Mais, par contre, ces budgets encaissant toutes les recettes, doivent faire face à toutes les dépenses. Les assemblées qui les votent sont maîtresses de leurs ressources. La métropole ne prend aucune dépense à sa charge, et elle laisse faire à la colonie toutes celles qu'elle juge convenient, sans lui en imposer aucune. Si celle-ci se défend sans pis pour elle : la mère-patrie ne répond de rien et ne garantit rien. Le système, en somme, peut se résumer en un mot : la colonie ne coûte rien et ne rapporte rien au budget métropolitain qui est établi comme si elle n'existait pas.

Une autonomie financière partielle a été établie en France par la sénatus-consulte de 1866, qui a rendu les colonies générales maîtres de leurs budgets, et par la loi du 13 mai 1900 qui a décidé que les colonies, encaissant toutes les recettes, feront face à toutes les dépenses. En Angleterre, ce principe a été appliqué d'une manière absolue.

c) Avec le principe d'assimilation, les impôts sont les mêmes que dans la mère-patrie et ils sont perçus de la même manière. Une partie de ces impôts va grossir le budget de l'État, qui prend par contre à sa charge, d'un côté de l'État comme de l'autre, tous les services d'intérêt général. Les autres alimentent le budget de la colonie ou ceux des communes. La colonie forme ainsi une personne morale analogue, non à un État comme dans la théorie de l'autonomie, mais à une province ou à un département. Son budget est voté par le conseil général comme celui du département. Il y a trois catégories de dépenses, d'intérêt général, d'intérêt colonial, d'intérêt communal, placées respectivement à la charge du budget de l'État, du budget de la colonie ou de ceux

communes, et auxquelles correspondent trois séries d'impôts superposés. Ce qui caractérise en définitive le système, c'est que l'Etat perçoit des impôts et effectue des dépenses dans les colonies, dont l'existence augmente ainsi à la fois son actif et son passif.

Cette conséquence de l'assimilation a été assez rarement admise. On trouve généralement en effet qu'elle surcharge trop les pays neufs, qu'elle introduit une complication inutile, et qu'il vaut mieux laisser aux colonies le soin de faire face à toutes les dépenses qu'elles occasionnent en leur abandonnant la totalité de leurs recettes, sauf à leur accorder une subvention à titre de secours, si elles ne peuvent pas équilibrer leur budget, ou à leur demander en échange de verser un contingent au budget métropolitain dans les années de prospérité. C'est, en somme, l'autonomie financière tempérée par une assistance mutuelle. Ce système a été suivi en Espagne, en Portugal et en France, avec cette différence que là le budget de chaque colonie était voté par les Cortes, et ici par les conseils généraux. L'assimilation financière n'a été admise chez nous que sous l'empire de la loi du 25 juin 1841, mais elle a disparu en 1855. Elle a existé, il est vrai, en Algérie, où la tendance est de soumettre de plus en plus les habitants aux mêmes impôts qu'en France, jusqu'au moment de la création du budget spécial (1901), mais l'Algérie, il ne faut jamais l'oublier, n'est pas considérée comme une colonie dans notre organisation administrative.

**23. — Régime commercial.** — a) La conséquence que produit ici la doctrine de l'assujettissement a un nom célèbre : c'est le *pacte colonial*. Les avantages que ce contrat léonin était destiné à assurer à la métropole sont bien connus : intercourse coloniale réservée au pavillon national dans l'intérêt de la marine marchande ; défense faite aux colons de vendre leurs produits à l'étranger, dans l'intérêt des consommateurs de la métropole ; défense également d'acheter à l'étranger dans l'intérêt des producteurs nationaux ; interdiction enfin de raffiner leur sucre ou de manufacturer

leurs produits dans l'intérêt des raffineries et des manufactures de la métropole. Ce système, qui a reçu en Angleterre le développement le plus étendu, a également été pratiqué de ce côté de la Manche. Dans l'un et l'autre pays, il a persisté pendant la seconde moitié du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, et il a duré pendant 200 ans. Ailleurs, le souci des intérêts économiques de la métropole n'avait point inspiré des combinaisons si savantes. Mais l'interdiction faite aux colons (quelquefois même sous peine de mort) d'entretenir des rapports avec les étrangers et le monopole des compagnies aboutissaient pratiquement au même résultat.

b) La même indépendance se manifeste quant au régime douanier dans le système de l'autonomie. La métropole traite la colonie comme un pays étranger et réciproquement celle-ci se comporte comme un État indépendant. Elle est maîtresse de son tarif qu'elle fixe elle-même et comme elle l'entend; elle peut suivre une politique douanière très différente de celle de la mère-patrie, dont les produits privilégiés à ceux des pays étrangers, ne jouissent point nécessairement d'un traitement de faveur.

Un pas important vers l'autonomie douanière avait été fait en France par l'art. 2 du sénatus-consulte de 1866, mais cette autonomie n'a jamais été complète, puisque les produits de douane ne frappaient point aux colonies les produits français seulement soumis au droit d'octroi de mer. Quant à l'Angleterre, elle a, au contraire, admis l'autonomie douanière d'une manière absolue avec toutes ses conséquences logiques. L'acte du 28 août 1846 a rendu les colonies maîtresses de leurs tarifs et leur a permis de frapper les produits français au même titre que les produits étrangers; les produits français ne jouissent plus d'aucune faveur devant la douane anglaise depuis 1860. C'est ainsi que l'on voit certaines colonies, comme le Canada ou Victoria, suivre une politique protectionniste complètement en opposition avec le système libéral de la mère-patrie<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> C'est là ce qui explique également pourquoi certaines colonies anglaises ont été spécialement représentées lors de la signature

c) Dans la doctrine de l'assimilation, enfin, un même tarif de douanes s'applique à la métropole et aux colonies. Les produits étrangers paient les mêmes droits, quelle que soit la partie du territoire sur laquelle ils pénètrent. Par contre, les produits coloniaux entrent en franchise dans la métropole de même que les produits métropolitains ne sont assujettis à aucun droit de douane à leur entrée dans la colonie. La liberté des échanges, dans cette conception, en effet, doit être aussi complète entre le département de la Gironde et celui de la Martinique, qu'entre celui de la Gironde et celui de la Dordogne. S'il n'y a pas de douanes intérieures entre les départements continentaux, il ne doit pas non plus en exister soit entre eux et les départements coloniaux, soit entre les différents départements coloniaux.

Ces solutions, nous le verrons, ne sont admises aujourd'hui en France que dans une mesure restreinte, à cause de l'intérêt fiscal considérable qui est ici en jeu ; mais, à une autre époque, on a tiré de cette doctrine toutes les conséquences logiques et équitables qu'elle comporte.

**24. Résumé.** — Telles sont les conséquences logiques et extrêmes de chacune des trois conceptions qui peuvent présider aux rapports entre métropole et colonies. Cela ne signifie pas qu'il faille les envisager comme formant un bloc indivisible. Évidemment un gouvernement qui croit bon d'appliquer certaines conséquences d'un de ces principes n'est pas nécessairement conduit à les adopter toutes. Il

convention de Bruxelles du 5 juillet 1870 portant création d'une union internationale pour la publication des tarifs douaniers, phénomène lui-même très curieux en lui-même — ces délégués des colonies anglaises figurant sur un pied d'égalité à côté des représentants des États souverains, et apposant comme eux leurs signatures au bas d'une convention internationale sont la révélation d'une individualité distincte que le droit des gens accepte en attendant qu'elle soit définitivement consacrée par la création d'une représentation diplomatique différente de celle de l'Angleterre. Les colonies anglaises à gouvernement responsable et l'empire indien sont également représentés à la commission internationale de l'Union sucrière N. POLAKIS, *L'organisation de l'union internationale des sucres*, p. 7.

peut faire un choix. Chacune de ces trois formules, assujettissement, autonomie, assimilation, correspond à un type abstrait qui n'a jamais été réalisé nulle part dans toute plénitude, pur de tout alliage étranger. Il n'y a pas de société concrète qui puisse se plier ainsi à réaliser une conception simple de l'esprit. Les besoins, les passions, les habitudes et les intérêts des hommes ne consentent jamais s'immoler sur l'autel de la logique pure pour l'amour de symétrie. Chacune de ces formules indique seulement la préférence de l'esprit sous l'empire de laquelle les hommes politiques ont agi lorsque, en prenant telle ou telle mesure, ils ont orienté dans tel ou tel sens la politique coloniale de leur pays. Les quelques exemples que nous avons empruntés aux différentes législations nous ont permis d'apercevoir jusqu'à quel point chacune de ces tendances avait prévalu à telle époque et chez telle nation déterminée. La politique d'assujettissement a dominé autrefois partout; elle se maintient en Hollande malgré des atténuations de plus en plus considérables; les autres nations s'en sont détachées peu à peu, tout en en conservant de nombreuses traces. L'Angleterre s'est orientée vers l'autonomie et, dans ses colonies à gouvernement responsable, elle a réalisé presque toutes les conséquences de ce système. Le Portugal et l'Espagne ont incliné vers l'assimilation. La France, malgré certains soubresauts résultant des nombreuses variations de son régime politique au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, a, en somme, suivi la même voie que les deux autres nations latines. Les colonies de l'Italie et de l'Allemagne sont de création trop récente et leur organisation toute provisoire est encore trop rudimentaire pour que l'on puisse prédire dans quel sens elles seront définitivement orientées. Les résultats de ces entreprises sont tellement incertains, tant d'événements peuvent se produire, et il est si facile de changer de direction lorsque le chemin parcouru est si court, que bien hardi serait celui qui oserait affirmer la tendance qui finira par l'emporter de l'esprit des hommes d'Etat de ces deux pays.

Il nous reste maintenant, au point où nous sommes rendus

à apprécier chacun de ces trois principes, à comparer leurs avantages et leurs inconvénients réciproques, et à faire enfin un choix des règles dont l'application nous paraîtra rationnelle dans l'état actuel de la colonisation française.

Le mot du philosophe disant que *toute erreur est une vérité dont on abuse* s'applique admirablement à chacun de nos trois systèmes. Chacun, en effet, part d'une idée saine et exacte. C'est sa généralisation qui est fautive ou dangereuse.

**25 — Critique de l'assujettissement.** — La théorie de l'assujettissement elle-même, conception essentiellement autoritaire et qui par suite pourrait paraître condamnable de tous points à des esprits libéraux, contient cependant, elle aussi, une part de vérité. Elle a, en effet, son point de départ dans une idée juste qui est celle-ci :

La colonisation est essentiellement une œuvre patriotique. La nation qui colonise n'agit pas par du quichottisme pur. Ayant semé, il est juste qu'elle récolte. Son intérêt ne doit pas être sacrifié. C'est, au contraire, un facteur important dont il faut tenir compte. L'administration centrale et les gouverneurs ou administrateurs coloniaux, qui sont les défenseurs naturels des droits de la métropole contre les prétentions des colons, sont profondément imbus de cette idée qui leur paraît capitale : c'est pour la France qu'il faut travailler. Cette idée, il n'y a pas à le nier, est aussi juste que patriotique.

Sa conséquence immédiate et directe est qu'il faut donner à la métropole les moyens de maintenir sa domination et de faire respecter son autorité. Il faut qu'elle soit suffisamment armée pour se faire obéir. Or, pour que l'obéissance soit certaine et immédiate, une condition est indispensable, *l'autorité*, et c'est précisément, nous l'avons vu, le résultat essentiel et caractéristique du principe d'assujettissement. Il faut qu'un seul commande, soit dans la métropole, soit dans la colonie. Cela implique l'attribution de tous les services coloniaux à un seul ministère et des pouvoirs exceptionnellement considérables dévolus aux gouverneurs.

Ces solutions en elles-mêmes sont faciles à justifier. Il faut qu'un seul ministre concentre entre ses mains la direction de tous les services aux colonies, pour que la politique suivie en cette matière soit une, et pour qu'il y ait quelqu'un qui en soit responsable. Cette vérité est aujourd'hui reconnue : le système des rattachements est maintenant condamné. L'expérience faite en Algérie, terrain cependant particulièrement favorable à cause de sa proximité, en a montré tous les vices : ils ont été établis d'une manière lumineuse dans le remarquable rapport que M. Jules Ferry a fait au nom de la commission sénatoriale de l'Algérie quelques mois avant sa mort. L'unité d'autorité n'est pas moins nécessaire au sein de la colonie. La rivalité des gouverneurs et des intendants sous l'ancien régime et d'autres exemples malheureusement plus récents ont démontré que ces conflits entre magistrats, fonctionnaires ou officiers sont beaucoup plus fréquents et beaucoup plus redoutables au loin qu'auprès. Ils peuvent engendrer des luttes intestines allant jusqu'à compromettre l'autorité même de la métropole. De là la nécessité absolue de donner à l'homme que le gouvernement a investi de sa confiance des pouvoirs tels qu'aucun autre ne puisse songer à lui résister et qu'il ait le moyen de forcer l'obéissance de tous.

Ainsi se trouvent démontrées, d'abord la justesse de l'idée qui sert de point de départ au principe d'assujettissement, et ensuite l'exactitude de la double solution qui en est la conséquence première et fondamentale.

Mais le danger apparaît aussitôt lorsque l'on s'attache exclusivement à ce point de vue. En ne considérant que l'intérêt de la métropole, on n'aperçoit qu'un côté de la question, et l'on arrive vite à sacrifier complètement l'intérêt des colonies qui n'est autre souvent que l'intérêt bien entendu de la mère patrie elle-même. Aussitôt que l'on généralise ce principe, on aboutit au régime des décrets, à la suppression des libertés et de la représentation coloniale, à l'oppression des colons et à la méconnaissance de leurs droits, aux bons coloniaux, au pacte colonial, à l'aliénation

même des colonies accomplie d'un cœur léger, toutes conséquences fâcheuses et condamnables dont l'abandon progressif au cours du XIX<sup>e</sup> siècle a constitué un progrès moral considérable.

Une politique d'assujettissement modérée, n'allant pas jusqu'à une exploitation injuste et abusive, peut cependant avoir dans certaines circonstances sa raison d'être. C'est d'abord la seule qui convienne à certaines colonies de formation récente comme celles que les différentes nations européennes ont acquises sur le continent africain au cours des trente dernières années. Par la force des choses, en effet, il ne saurait être question en ce qui les concerne d'autonomie ou d'assimilation. Il est bien trop tôt pour y songer. La nécessité d'affermir une domination encore mal établie rend un système autoritaire absolument indispensable. Le régime des décrets ou même celui des arrêtés locaux est le seul qui soit assez souple et assez mobile pour s'adapter à une situation qui se transforme presque à vue d'œil. Dans ces pays où la population blanche se compose de quelques dizaines de fonctionnaires, d'officiers, d'explorateurs ou de commerçants qui ne sont là qu'en passant, il ne peut être question d'établir des assemblées représentatives et un système perfectionné de garanties constitutionnelles. Le budget local et le régime douanier ne peuvent être fixés que par les agents du gouvernement métropolitain. Enfin, l'échange ou la vente de ces territoires, qui souvent appartiennent à la métropole comme la peau de l'ours au chasseur de la fable, ne peut guère froisser le patriotisme. Celui-ci sera satisfait pourvu que l'affaire soit bonne, car aucune question de sentiment ne s'attache encore à la conservation de ces territoires.

La politique d'assujettissement, même modérée, ne doit jamais être considérée comme une solution définitive du problème colonial. Toutefois, dans les grandes colonies d'exploitation où il n'existe que quelques milliers d'Européens en présence de plusieurs millions d'indigènes réfractaires à notre civilisation et hostiles à notre domination, il est en

général nécessaire de la maintenir plus longtemps que dans ces conditions, en effet, les idées d'autonomie et de simulation seraient dangereuses ou impraticables, que dure cette situation, il est préférable de maintenir le régime antérieur. C'est pour ce motif que la politique de sujettissement sera pendant encore assez longtemps la seule politique possible en Indo-Chine, dans l'Afrique occidentale française et à Madagascar, et voilà également pourquoi les Hollandais l'ont conservée dans les îles de la Sonde, alors que les autres pays l'abandonnaient; mais, même chez eux, on ne considère pas comme définitive : on tient de plus en plus compte des intérêts de cette possession et de ceux des indigènes <sup>1</sup>.

**26. — Critique de l'autonomie.** — La politique d'autonomie est aussi libérale que la précédente était autoritaire. Elle aussi part d'une idée juste : c'est que, toutes choses égales d'ailleurs, les affaires de la colonie seront mieux traitées par les habitants eux-mêmes que par des fonctionnaires résidant dans la métropole. Les colons, en effet, sont d'autant plus personnellement intéressés à ce que ces affaires soient bien traitées, et puis ensuite ils connaissent exactement la situation et les besoins du pays. Il est à craindre au contraire qu'une administration centrale, obéissant à des idées préconçues et insuffisamment renseignée par des explications écorchées, prenne certaines décisions qu'elle n'aurait point faites si elle avait eu la ressource d'une constatation directe, même d'une simple conversation orale. Elle est plus exposée à se tromper que les pays dont il s'agit, plus éloignés et plus différents de la capitale. C'est une idée de bon sens et une vérité très générale que la *déception doit croître avec la distance et avec la difficulté*

<sup>1</sup> Voir les communications des délégués des Pays-Bas à la conférence coloniale internationale de 1889 (4<sup>e</sup> séance générale). Les tendances libérales et favorables aux indigènes n'ont fait que s'accroître à cette époque.

*munications*. Elle doit être, par suite, plus grande aux colonies que partout ailleurs.

Il résulte de là que le gouvernement métropolitain doit laisser le plus possible les colons faire leurs affaires eux-mêmes. Des libertés locales très étendues sont la conséquence directe de cette idée : elles sont en même temps, nous l'avons vu, le trait caractéristique du système d'autonomie. Considérées en elles-mêmes, leur nécessité est facile à justifier. Il est certain que rien ne convient moins au caractère ordinaire des colons et à la situation des colonies que la réglementation étroite et minutieuse de la métropole. Il est également fort utile que l'assemblée représentative de la colonie ait des pouvoirs sensiblement plus étendus que ceux d'une assemblée départementale ou provinciale ordinaire, et qu'elle puisse dans une certaine mesure faire l'œuvre législative.

En somme, ici encore, l'idée première qui sert de point de départ à la théorie et sa conséquence essentielle et caractéristique sont fort justes.

Les résultats logiques de la politique d'autonomie envisagés dans leur ensemble sont évidemment les plus favorables aux colonies que l'on puisse imaginer. Malheureusement, ce n'est là qu'un côté de la question, et on peut reprocher à cette doctrine de faire trop bon marché des intérêts de la métropole. Cela est si vrai que l'on s'est demandé à un moment donné de l'autre côté de la Manche si ces colonies « que la Grande-Bretagne ne conserve qu'à la condition de leur obéir » et qui taxent avec la même impartialité les produits de l'étranger et ceux de la mère patrie, n'étaient pas pour elle une charge plutôt qu'un bénéfice. Son empire colonial l'expose à une foule de complications diplomatiques, elle est obligée de consacrer à leur défense des troupes considérables pour elle et, en temps de guerre, elle serait hors d'état d'en assurer l'intégrité. D'un autre côté, les colonies ne participent point aux charges financières de la mère-patrie dont l'autorité est purement illusoire. Stuart Mill dit que l'Angleterre ne retire guère de ses colo-

mies d'autre profit que le prestige qu'elles lui donnent, lequel est plus que contrebalancé par les dépenses qu'elles occasionnent et la dissémination des forces militaires et navales qu'elles exigent, et il ajoute que, si le lien qui les unit à la métropole doit être maintenu, c'est seulement parce que la paix du monde, le progrès de la civilisation et le triomphe des idées libérales y sont intéressés. Dans son *Interpretation économique de l'histoire* (p. 292 à 298), M. Thorold Rogers constate avec regrets ce même résultat. Pour lui, l'Angleterre a accordé à ses colonies une autonomie excessive. Il a été avec M. Goldwin Smith, en 1863, le promoteur d'un mouvement d'opinion qui demande, *dans l'intérêt de la mère-patrie*, la rupture d'un lien devenu onéreux pour elle, c'est-à-dire l'abandon d'une partie de l'empire. La politique d'autonomie contient une part irréductible d'ingratitude envers la mère-patrie : c'est là, évidemment, quelque chose d'inique et de fâcheux.

Cette politique est cependant convenable en présence des grandes colonies le peuplement ayant une population de plusieurs millions d'habitants et une étendue souvent égale ou même considérablement supérieure à celle de la métropole. Il est évident qu'un État européen ne peut pas espérer maintenir indéfiniment sa domination sur un pays situé à l'autre bout du monde et habité par une population blanche nombreuse, ayant tout ce qu'il faut pour se conduire elle-même et constituer un État indépendant. C'est là une situation anormale qui ne peut pas durer. Il est vraisemblable que le vingtième siècle ne se passera pas sans voir la plupart des colonies anglaises à gouvernement responsable (Canada, Cap, Australasie) se transformer en nouveaux États souverains.. à moins que les projets de fédération impériale ne viennent à se réaliser.

En somme, pour que la politique d'autonomie soit recommandable, c'est-à-dire à la fois avantageuse et praticable, trois conditions doivent se trouver réunies :

1° Il faut que la colonie puisse trouver en elle-même les éléments d'une existence propre. Elle doit pouvoir se

suffire aux points de vue financier, militaire ou maritime, sans avoir besoin d'un appui étranger. Les traits extérieurs par lesquels se manifeste, dans l'état actuel de notre civilisation, l'existence de cette première condition, sont ordinairement les suivants : une population de plusieurs millions d'habitants permettant d'appeler à l'occasion au moins cent mille hommes sous les armes, un budget de plusieurs dizaines de millions, un mouvement agricole, commercial et industriel suffisamment développé pour faire face aux différents besoins du pays, d'importants travaux publics déjà accomplis, des voies de communication et spécialement des lignes ferrées réunissant les différentes parties d'un territoire relativement étendu. La colonie chez laquelle cette première condition ne se rencontre pas ne peut être autonome parce qu'elle est trop faible.

2<sup>e</sup> Il faut en second lieu que la population de la colonie soit homogène. La politique d'autonomie livrerait une colonie d'exploitation à des luttes intestines sanglantes. Le pouvoir modérateur de la métropole n'intervenant plus, soit pour mettre un frein aux passions des colons, soit pour leur apporter un point d'appui, l'élément européen et l'élément indigène, naturellement ennemis, se feraient bientôt une guerre qui durerait jusqu'à l'élimination des uns ou jusqu'à l'extermination ou l'asservissement complet des autres. Ou bien les indigènes, secouant le joug, feraient retomber le pays dans la barbarie, ou bien les blancs le transformeraient en désert.

3<sup>e</sup> Enfin, la politique d'autonomie convient d'autant mieux à une colonie qu'elle est plus éloignée de la métropole. Elle s'impose en présence d'une colonie comme l'Australie qui est située aux antipodes. Que si, au contraire, les deux pays sont assez rapprochés pour qu'une fusion complète soit sans inconvénients, alors il vaut mieux se tourner du côté de l'assimilation.

**27 — Critique de l'assimilation.** — La politique d'assimilation, enfin, a son point de départ dans une idée très

équitable et très juste. Lorsque des Européens s'en vont au delà des mers conquérir de nouveaux territoires ou porter leur activité et leur industrie dans une colonie déjà formée, ils accomplissent une œuvre patriotique. Loin de demeriter, ils rendent à leur pays un service éminent, quelquefois même inappréciable. Ce serait des lors une injustice suprême que de les récompenser en leur faisant subir une sorte de *capitis deminutio*, et de leur ôter la moindre parcelle des droits dont ils jouissaient auparavant. Le Français qui va aux colonies conserve pour lui et pour ses descendants la jouissance et l'exercice de tous les droits qui lui appartenaient avant son départ. C'est là une règle élémentaire de justice. Elle a été proclamée chez nous, avec une énergie également remarquable, et par l'ancien régime et par la Révolution.

Ainsi, les habitants des colonies doivent avoir les mêmes droits, les mêmes garanties, les mêmes libertés que ceux de la métropole. Ils bénéficient de la même législation civile, ils sont placés sous la sauvegarde des mêmes principes constitutionnels, ils sont citoyens, électeurs, et envoient, comme les autres, leurs représentants siéger dans les assemblées. Cette première solution est, nous l'avons vu, le signe caractéristique et la conséquence fondamentale du principe d'assimilation. Elle porte en elle-même un caractère de justice qui s'impose évidemment qu'il serait presque injurieux pour nos compatriotes des colonies d'insister sur sa démonstration.

Mais dire que les colons doivent être traités comme les habitants de la mère-patrie, c'est poser une règle purement négative. Le principe d'assimilation n'a que des conséquences indirectes, car il consiste dans un simple *renvoi* aux institutions de la mère-patrie, et ses résultats concrets sont aussi variables que peuvent l'être ces institutions elles-mêmes. L'assujettissement est une solution essentiellement autoritaire, l'autonomie une règle absolument libérale. L'assimilation peut être l'une ou l'autre, suivant les cas, et c'est pourquoi elle a donné lieu à des appréciations si contradictoires. Elle peut occuper tous les degrés d'une échelle, qui va depuis l'assujettissement jusqu'à l'autonomie.

Supposons en effet, tout d'abord, dans la métropole, une monarchie absolue comme celle de Louis XIV. La volonté manifestée par le prince dans ses ordonnances fait loi. Tout l'appareil gouvernemental et administratif est établi dans son intérêt. Une main de fer courbe le pays sous la domination royale. Les habitants n'ont aucune garantie : ils sont des *sujets fidèles*, des *obéissants serviteurs*, mais non pas des *citoyens* indépendants, des *électeurs* ayant des droits politiques. Les libertés locales, municipales ou provinciales, sont nulles. Pas d'assemblées représentatives. L'impôt n'est pas une contribution librement consentie, mais un tribut exigé par le prince qui en fixe les limites et qui est seul juge de ses besoins. Des douanes intérieures entravent la liberté du commerce. Les privilèges et les monopoles sont partout. L'exploitation économique d'une partie de la population par l'autre est un fait normal, habituel. Le roi est maître de disposer à sa guise de ses provinces et de consentir, suivant les besoins de sa dynastie ou ses caprices personnels, des aliénations ou des échanges de territoires, sans consulter les habitants. Il est évident que, sous un pareil régime, l'assimilation aboutit exactement au même résultat que l'assujettissement. Aussi, la royauté française, avant la Révolution, a-t-elle pu suivre à la fois ces deux politiques. Il n'y avait à cela aucune impossibilité. L'assimilation à cette époque, c'était simplement la politique d'assujettissement suivie à l'intérieur transportée au delà des mers.

Supposons maintenant, au contraire, une métropole possédant des institutions libres et où la décentralisation va jusqu'au fédéralisme. Chacun des États de l'Union conserve ses lois particulières, son assemblée législative propre, et en un mot son autonomie. Le pouvoir central est faible et désarmé à l'intérieur : son rôle ne consiste guère qu'à diriger les rapports de l'Union avec les puissances étrangères. Les droits des citoyens sont minutieusement garantis. Les institutions municipales sont très développées. Une vie politique intense se manifeste partout. La plupart des magistrats sont élus par leurs concitoyens. L'impôt ne peut être perçu

qu'après avoir été voté par les représentants du peuple. Pas de douanes intérieures. La liberté et l'égalité sont le droit commun. Chaque État est libre de rester dans la Confédération ou d'en sortir. Dans ces conditions, l'assimilation et l'autonomie aboutissent au même résultat, ou peu s'en faut. Supposons, par exemple, l'annexion d'une colonie venant ajouter une nouvelle étoile au drapeau de l'Union américaine; la question ne se poserait pas entre l'autonomie et l'assimilation comme entre deux principes opposés. L'établissement d'un lien fédéral entre la métropole et les colonies apparaît en effet comme le point de rencontre lointain et la conciliation possible de ces deux systèmes. Il est curieux que ce soit dans cette solution que certains esprits, en Angleterre, aient cherché un remède aux dangers de l'autonomie. On ne peut savoir quel est le sort réservé à cette idée. Dans tous les cas, dissolution ou fédéralisme, c'est dans ce dilemme que paraît bien tenir l'avenir de la « plus grande Bretagne ».

Quoi qu'il en soit, en laissant de côté ces hypothèses extrêmes, supposons la politique d'assimilation appliquée par une métropole qui n'est ni la France de Louis XIV, ni l'Union américaine, mais une république ou une monarchie constitutionnelle de l'Europe occidentale actuelle, unissant à une centralisation très forte les institutions libérales issues des principes de 1789. Les résultats auxquels elle conduirait seront alors tout à fait distincts de ceux des deux autres politiques. C'est en face de cette situation qu'il faut nous placer pour apprécier les effets de l'assimilation.

Il est facile, en relevant certaines fautes ou certaines erreurs et en les grossissant, de critiquer la politique d'assimilation. Cette politique, peut-on dire, a un autre nom : c'est la manie de l'uniformité qui est déplorable en cette matière. Nos colonies ne se ressemblent point, et aucune d'elles n'est semblable à la métropole. N'est-il pas insensé de vouloir soumettre aux mêmes règles des pays qui diffèrent du tout au tout, et quant au climat, et quant à la composition de la population, et quant à l'étendue et quant aux productions ?

7 N'est-ce pas faire violence à la nature des choses et reconnaître la diversité des besoins de nos colonies? Et puis, c'est une manie coûteuse. N'est pas pour donner satisfaction à ce goût d'uniformité qu'il y a vingt-cinq ans on a créé partout des directions de l'intérieur? On a ainsi donné une colonie comme Saint-Pierre et Miquelon, qui a juste l'étendue d'un canton de moyenne grandeur, une organisation administrative ausssi compliquée qu'à telle autre colonie grande comme plusieurs départements. N'est ce pas de l'aberration? Mais aussi, ajoute-t-on, que cela est bien français! C'est toujours un jardin de Le Nôtre que nous voulons nous acharner à faire, alors qu'en présence de la diversité des terrains, il était si simple de faire, comme nos voisins d'Outre-Manche, un jardin anglais. Ces allées symétriques et manimées de Versailles sont bien l'image fidèle de nos colonies et la politique d'assimilation elle-même est un produit de cet *esprit classique* dont les critiques de M. Taine ont heureusement fait justice.

Nous ne voulons pas contester la part de vérité contenue dans ces observations. Mais le régime que l'on raille ainsi est la caricature de la politique d'assimilation. Ce n'en est pas la saine et loyale application. « L'assimilation absolue est une conception insensée et irréalisable disait un jour un des partisans les plus décidés de cette théorie, et personne ne la demande » La preuve, c'est que *même dans les pays et sous les gouvernements qui sont allés le plus loin dans la voie de l'assimilation, le principe d'une législation coloniale distincte a été maintenu*. Or, l'assimilation absolue aboutit précisément à la suppression complète d'une législation spéciale aux colonies. Mais une pareille idée n'est jamais entrée dans la pensée d'un être raisonnable. Une assimilation sage et bien comprise n'empêche nullement de tenir compte de la différence des situations et de la variété des besoins. La preuve, c'est qu'au sein même de la métropole, il existe des diversités de législation. Paris n'est pas soumis à la même loi municipale que le reste de la France. La Corse suit d'un régime fiscal particulièrement favorable qui a sa

base dans les célèbres arrêtés pris en l'an IX par le conseiller d'État Miot. Les préfets des départements frontières possèdent à l'égard des étrangers un droit d'expulsion qui n'appartient ailleurs qu'au ministre de l'Intérieur. Si le principe de l'unité de législation ne fait pas obstacle dans la métropole aux distinctions qui paraissent nécessaires, plus forte raison le principe d'assimilation peut-il se concilier aux colonies avec des lois spéciales, un système particulier d'impôts et un tarif douanier atténué.

La politique d'assimilation, ainsi dégagée des exagérations qui la compromettent mais dont elle ne doit pas être rendue responsable, apparaît comme étant à la fois très patriotique et très élevée. Elle ne sacrifie ni l'intérêt des colonies, ni celui de la mère-patrie. Elle ménage, au contraire, non seulement les besoins et les avantages matériels, mais aussi, qui est encore plus important, la dignité et les légitimes susceptibilités des parties en cause. L'assimilation est une formule assez large pour donner satisfaction aux *desiderata* de tous. Politique de concorde patriotique et de large fraternité, elle unit les cœurs en les élevant.

L'assimilation est le seul idéal possible là où l'autonomie est impraticable ou dangereuse, mais elle peut être poursuivie partout. Tempérée par une large décentralisation allant au besoin jusqu'au fédéralisme, elle procure tous les avantages de l'autonomie, mais il lui reste cette supériorité morale incontestable, qu'au lieu de diviser elle unit : ce Parlement unique, composé d'hommes parlant tous la même langue malgré la différence de leur origine, venus de toutes les parties du monde où flotte le même drapeau pour discuter les intérêts généraux de leur patrie commune, en est la manifestation éloquente et sensible. Là est le salut pour l'avenir. Si, au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre avait accordé, suivant le conseil d'Adam Smith, le droit d'être représentés au Parlement à ses colonies d'Amérique, elle les aurait probablement conservées. L'établissement d'un parlement fédéral est peut-être aujourd'hui le seul moyen qui lui reste de garder le Canada et l'Australie. En dehors d'une repré-

antation commune, il n'y a place, en effet, que pour la séparation forcée ou amiable, pour l'assujettissement qui pousse à la révolte une colonie déjà mûre ou pour l'autonomie dont l'émancipation est l'idéal.

**28 - Conclusion.** — En résumé, chacune des trois politiques en présence part d'une idée juste. Cette idée engendre directement une première conséquence qui est, en même temps qu'une solution heureuse, le trait essentiel et caractéristique du système. C'est l'unité d'autorité dans la théorie de l'assujettissement, une plus grande décentralisation et l'extension des libertés locales dans celle de l'autonomie, l'égalité juridique et politique des colons et leur représentation au sein des Chambres dans celle de l'assimilation. Puis, par une généralisation hâtive et malheureuse de l'idée-mère du système, une foule d'autres conséquences en partie fâcheuses et regrettables viennent se grouper autour de la première. L'assujettissement conduit ainsi à l'oppression des colonies, l'autonomie au sacrifice des intérêts de la métropole, l'assimilation à une uniformité condamnable. Mais chacune de ces politiques, pratiquée avec une modération inflexible, et débarrassée des excroissances malsaines qui la compromettent, peut avoir sa raison d'être dans des circonstances déterminées.

Il faut aussi tenir compte du tempérament et des aptitudes de la nation colonisatrice. L'autonomie convient à des Anglo-Saxons. Nous, Français, nous sommes des Latins. L'influence de Rome a pétri nos esprits pendant des siècles. Nous ne pouvons nous soustraire à cette obsession et ce serait forcer notre nature que de sortir de la voie qu'elle nous a tracée. Nous ne savons faire, et par suite nous ne devons faire que de l'assimilation. Aucune de nos colonies ne réunit d'ailleurs les conditions nécessaires pour que la politique d'autonomie y soit praticable. La Nouvelle-Calédonie, seule parmi nos possessions, paraissait disposée à un certain moment à marcher dans cette voie; cette politique ne pourrait lui convenir dans tous les cas que dans un avenir éloigné. C'est

donc dans le sens de la politique d'assimilation traditionnelle chez nous, qu'il convient d'orienter l'ensemble de nos colonies. Cette politique est réclamée par la plupart et notamment par les Antilles. Elle est parfaitement compatible avec la décentralisation demandée par nos colonies les plus éloignées, telles que la Réunion. Mais cette politique, dont nous approuvons le principe, devrait être à la fois modérée et éclectique : *modérée*, c'est-à-dire dégagée de certaines exagérations fâcheuses et repoussant une uniformité contraire à la nature des choses; *éclectique*, c'est-à-dire empruntant aux deux autres systèmes ce qu'ils ont de bon, à savoir l'unité d'autorité au principe d'assujettissement, des libertés locales étendues et une plus grande décentralisation au principe d'autonomie. Puisse cette politique de sagesse qui, à croire certains indices, semble aujourd'hui devoir l'emporter, assurer à la fois la souveraineté de la France qui est le but de l'assujettissement, la liberté des colonies qui est l'objet de l'autonomie, et l'union de plus en plus étroite de toutes les fractions du territoire de la République qui est l'idéal de l'assimilation<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Nous avons tenu à reproduire, sans aucun changement, dans cette seconde édition, la doctrine essentiellement modérée que nous avons formulée en 1894. Mais depuis les idées ont marché en France. Il y a dix ans, il était encore nécessaire de protester contre l'union avec laquelle une politique généreuse, mais ignorante des choses coloniales, appliquant les idées assimilatrices. Aujourd'hui la réaction contre ces idées, dans certains milieux coloniaux tout au moins, semble bien être devenue excessive dans notre pays.

Le grand philosophe Leibnitz disait un jour : « Un peu de science éloigne de Dieu, mais beaucoup de science y ramène ». Parodiant cette parole, on pourrait écrire : « Un peu de réflexion éloigne de l'assimilation, mais beaucoup de réflexion y ramène ».

Il existe une conception *a priori* et enfantine, qui ne tient aucun compte ni des besoins réels des colonies, ni de la nature des choses, qui, sans discernement, transporte les institutions européennes hors d'Europe, qui ferait des colonies autant de caricatures de la métropole, qui réserverait les plus amères désillusions aux nations assujetties ou assez folles pour l'adopter comme règle de conduite. Les vices d'une pareille politique sautent aux yeux de celui qui connaît tant soit peu les colonies et qui veut bien se donner

ne de réfléchir, et il suffit d'une observation même superficielle pour apercevoir les différences multiples et considérables qui séparent la société coloniale de la société métropolitaine.

Mais quand on réfléchit longtemps on aperçoit sous les différences apparentes les ressemblances profondes. Aux colonies, comme en Europe, on a affaire à *des hommes qui ont des passions humaines et qu'il faut gouverner par des moyens humains*. Ces passions sont violentes chez les colons, étant donné l'ardeur ordinaire de leur tempérament, et il n'est au pouvoir de personne de faire qu'elles n'existent pas. Pendant les premières années d'une colonie, les colons, absorbés par la poursuite de la richesse, se soucient en général assez peu des libertés politiques. Mais plus tard, parmi les hommes nés dans la colonie, il y en a qui tournent leur activité vers la conquête de la popularité et du pouvoir. Ils deviennent chefs de parti, et ils ont un programme. Or, le gouvernement métropolitain qui veut à conserver sa colonie doit s'efforcer d'empêcher un programme séparatiste de naître et d'obtenir l'approbation intime des habitants. Pour cela, il faut traiter les habitants des colonies avec justice, leur donner les moyens de défendre leurs intérêts, et sauvegarder leur amour-propre légitime. La politique d'assimilation, c'est la soupape de sûreté qui empêche la rupture d'éclater. À l'homme qui nous empêchons d'être le premier dans son pays, parce que son pays est une colonie, il faut offrir en échange la possibilité d'être le premier chez nous. Aux gens auxquels nous voulons interdire le patriotisme local, il faut inoculer l'amour de la patrie commune, le culte de l'Empire. La politique impérialiste par laquelle les hommes d'État anglais s'efforcent actuellement de resserrer les liens qui unissent les différentes parties de l'Empire britannique ressuscite sous un autre nom, de l'autre côté de la Manche, notre vieille politique d'assimilation dont nous cherchons actuellement à nous écarter. Au fond c'est toujours cette politique qui a pour idéal un état de choses dans lequel il n'y aurait plus une *métropole* et des *colonies* mais simplement la *Nation* comme disait autrefois la France révolutionnaire, l'*Empire* comme disent aujourd'hui les Anglo-Saxons « Je n'aime pas ce mot de *colonies*, dit Kipling, l'Empire c'est nous tous ».

Au fond, nous abandonnons la politique d'assimilation parce que nous commençons seulement à connaître nos colonies, nous y reviendrons lorsque nous les connaîtrons mieux. Mais nous avons cru autrefois pouvoir atteindre d'un seul bond l'idéal lointain vers lequel les nations patientes s'acheminent lentement, et, découragés, nous nous tournons le dos momentanément.

En attendant, il n'y a rien de plus impolitique et de plus pénible que l'hostilité manifestée, dans certains milieux cependant réputés sages, à l'égard des colons et des créoles. Nous leur reprochons naïvement de ne pas être des anges. Ils sont simplement des hommes... comme nous. (Note de la seconde édition.)

Ceux qui raillent le plus volontiers la politique d'assimilation — elle semble si démodée aujourd'hui! — font parfois de l'assimilation sans le savoir, mais à leur manière. Volontiers, ils traiteraient l'Algérie comme le Congo ou le Soudan comme l'Indo-Chine, sous prétexte que tous ces pays sont également des *colonies*. Si vivace est dans notre pays la manie de l'uniformité! Et pourtant, ces pays diffèrent souvent plus les uns des autres qu'ils ne diffèrent de la métropole, ou plutôt ils n'ont de commun entre eux que ce qui leur vient d'elle. Voilà un genre d'assimilation contre lequel on ne saurait mettre trop en garde l'esprit des fonctionnaires et des publicistes coloniaux (*Note de la troisième édition*).

---

# **PREMIÈRE PARTIE**



**LA COLONISATION FRANÇAISE AVANT 1815**



## CHAPITRE I

### HISTOIRE EXTERNE DE LA COLONISATION FRANÇAISE AVANT 1815<sup>1</sup>.

**29. — Vue d'ensemble sur l'histoire de la colonisation française.** — L'histoire de la colonisation française se divise en deux périodes bien distinctes dont la première finit et la seconde commence en 1815. Dans le passé, les Français ont fondé, notamment dans l'Amérique du Nord et dans l'Hindoustan, un premier empire colonial, qui leur a été enlevé dans une série de guerres malheureuses avec l'Angleterre. A la suite des traités de 1815, cet immense empire, dont la superficie dépassait 10 millions de kilomètres carrés, se trouve à peu près anéanti. Il n'en reste que des vestiges : moins de 100.000 kilomètres carrés, et moins de 1 million d'habitants. Mais dès lors commence un travail incessant de reconstitution progressive qui a abouti à la création d'un nouvel empire colonial situé surtout dans le nord-ouest

<sup>1</sup> **BIBLIOGRAPHIE.** — RAYNAL, *Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les Deux-Indes*, 10 vol et un atlas, 1781 livres 4, 13, 15 et 16. — ALFRED AMBAUD, *La France coloniale*, 2<sup>e</sup> édition, 1893, Introduction historique, p. 1 à 40. — LOUIS VIGNON, *L'expansion de la France*, 1891, p. 1 à 125. — LÉON DESCHAMPS, *Histoire de la question coloniale en France*, 1891. — L. LEGENDRE, *L'épopée coloniale française*, 1900. Pour une synthèse générale de la politique coloniale des nations européennes avant 1815, voir HEEREN, *Manuel historique du système politique des États de l'Europe et de leurs colonies, depuis la découverte des Deux-Indes*, traduction française, 2 vol., 1841.

africain et dans l'Indo-Chine et qui est bien près aujourd'hui d'égaler l'ancien en étendue.

L'histoire de notre premier empire colonial, à laquelle est consacré ce chapitre, se divise en trois périodes :

a) *La période des origines*, qui commence aux premières découvertes de nos marins, et qui va jusqu'au commencement du xvii<sup>e</sup> siècle, ou, pour préciser, jusqu'au ministère de Richelieu (1626).

b) *La période de la plus grande expansion*, depuis le ministère de Richelieu jusqu'à la fin du règne de Louis XIV, époque à laquelle le traité d'Utrecht (1713) commence le démembrement de nos possessions lointaines.

c) *La période de déclin*, de la paix d'Utrecht au traité de Paris du 30 mai 1814.

Il ne faut pas d'ailleurs s'attacher trop exclusivement aux dates qui séparent ces trois périodes. Elles fournissent simplement une indication permettant de fixer les idées. Mais, en réalité, ces différentes périodes empiètent l'une sur l'autre, l'expansion de la France n'ayant pas suivi partout un développement parallèle et simultané. C'est ainsi que la décadence de notre empire colonial en Amérique était commencée depuis longtemps, alors que notre puissance dans l'Inde n'avait pas encore atteint son apogée.

**30. — Période des origines**<sup>1</sup>. — Cette période est celle où nos marins découvrent de nouvelles terres et où quelques colons essayent de s'y fixer. Rien de durable n'est encore fondé, mais il y a au moins des tentatives intéressantes.

L'appréciation de Voltaire, disant dans le *Siècle de Louis XIV* « que les Français ne prirent pas part aux grandes découvertes et faisaient des tournois pendant que les Portugais et les Espagnols découvraient et conquéraient les nouveaux mondes », est en effet beaucoup trop absolue. En tout temps, les marins basques et normands qui se livraient

<sup>1</sup> P. MARCKY, *La navigation française et la révolution maritime du xvi<sup>e</sup> au xix<sup>e</sup> siècle*, 1867.

la pêche ou au commerce maritime avaient été des hardis navigateurs. Peut-être entretenaient-ils des relations avec le continent américain avant la découverte de Colomb, mais, comme ils cachaient soigneusement le but de leurs expéditions pour éviter la concurrence des marins des autres pays et même des autres ports français, ils ont emporté avec eux le secret de leurs voyages<sup>1</sup>.

Peut-être aussi, dès le xiv<sup>e</sup> siècle, sous le règne de Charles V, des marins de Dieppe et de Rouen, devançant les Portugais sur les côtes d'Afrique, fondèrent-ils en Guinée des comptoirs (Petit-Dieppe, Paris, La Mine), qui furent négligés sous le règne suivant. En 1402, un seigneur normand Jean de Bethencourt, fonda certainement un établissement aux Canaries.

Plus tard, on voit ces mêmes marins normands, de leur initiative personnelle et avec leurs propres ressources, rivaliser de hardiesse avec les grands découvreurs espagnols et portugais soutenus et subventionnés par leurs rois. Le voyage que Jean Cousin, de Dieppe, aurait entrepris en 1488 à la recherche des Indes, est, il est vrai, très discuté, mais, en 1504, Paulmier de Gonneville débarqua dans un pays (le Brésil?) qu'il nomma la Terre des Perroquets, et revint ramenant avec lui le fils d'un prince indigène. D'autres les suivent : Jean Denis, de Honfleur, Camart, de Rouen, Thomas Aubert et les frères Parmentier, qui visitèrent les îles de la Sonde, de Dieppe. Cette dernière ville, surtout, est à cette époque un nid de hardis capitaines, groupés autour des Ango, les célèbres armateurs, assez puissants pour faire la guerre au roi de Portugal qui voulait leur interdire les eaux du Brésil, et aller bloquer le port de Lisbonne<sup>2</sup>. Pendant tout le xvi<sup>e</sup> siècle, d'ailleurs, les marins français n'ont pas cessé de fréquenter les côtes de l'Amérique du Sud et il est curieux de noter que le nom de

<sup>1</sup> GASPARRI, *Étude sur les rapports de l'Amérique et de l'ancien continent avant Christophe Colomb*, 1869.

<sup>2</sup> E. GUENIN, *Ango et ses pilotes*, 1901.

*Bresil* par eux donné à ce pays a finalement prévalu sur la dénomination de terre de *Santa-Cruz* par laquelle les Portugais le désignaient primitivement.

En présence de ces résultats, le gouvernement intervient, et, sous *François I<sup>er</sup>*, on voit le roi s'intéresser aux expéditions maritimes; pour la première fois en France, la colonisation devient une affaire d'État. On connaît le mot de ce prince demandant à voir l'article du testament d'Adam qui avait légué le Nouveau-Monde aux Espagnols et aux Portugais. Il envoya le Florentin Verazzano reconnaître les côtes de l'Amérique du Nord de la Floride au cap Breton (1522-1527). Jacques Cartier remonta le Saint-Laurent. En 1535, Franciscopolis (Le Havre) fut fondé.

Sous les règnes suivants, les guerres de religion vinrent malheureusement détourner l'attention publique d'un autre côté. Mais même alors, l'amiral Gaspard de Coligny conçut le hardi projet dont la réalisation aurait singulièrement changé l'avenir du monde. Il ne s'agissait de rien moins que d'une émigration en masse des protestants persécutés et de la fondation d'une France huguenote au delà de l'Atlantique. En 1555, il envoya des protestants français rejoindre sur les côtes du Brésil une première expédition, commandée par le catholique Durand de Villegagnon, dont il sut habilement utiliser les efforts. Les émigrants débarquèrent dans la baie de Rio de Janeiro et construisirent le fort Coligny dans l'île de Villegagnon. Malheureusement l'expédition, divisée par les querelles religieuses et attaquée par les Portugais, échoua<sup>1</sup>. Coligny ne se découragea pas et, en 1562, il envoya une nouvelle colonie, commandée par Jean Ribault, s'établir en Floride. Une autre expédition, conduite par Laudonnière, vint la rejoindre en 1564. Les colons appelèrent la partie de la Floride où ils se fixèrent la Caroline<sup>2</sup>, et

<sup>1</sup> GAFFAREL, *Histoire du Brésil français au XVI<sup>e</sup> siècle*, 1878.

A. HEUILLARD, *Villegagnon, roi d'Amérique*, 1897.

<sup>2</sup> L'expression de *Floride* était alors beaucoup plus générale qu'elle ne l'est maintenant. La Floride comprenait, outre l'État de l'Union qui porte aujourd'hui ce nom, la Géorgie et les deux Caro-

bâtirent un fort auquel ils donnèrent également le nom du roi Charles IX. Mais ils furent bientôt détruits, en 1565, par les Espagnols, qui les massacrèrent « non comme Français, mais comme huguenots <sup>1</sup> ». Il est vrai que, quelques années plus tard, un de leurs compatriotes, de Gourgues, se chargea de les venger. Il arma une petite expédition et surprit à son tour les Espagnols qu'il tua « non comme Espagnols, mais comme bandits ». Malheureusement cela ne pouvait ressusciter la colonie française. La double tentative de Coligny, d'ailleurs incomprise et mal secondée par ses coreligionnaires, n'avait abouti à aucun résultat définitif.

Lorsque l'édit de Nantes eut mis fin aux discordes religieuses, l'expansion coloniale de la France prit un nouvel essor. La grosse difficulté était dans la prétention des Espagnols à la possession exclusive du Nouveau-Monde. Par un article secret du traité de Vervins (1598), *Henri II* stipula du roi d'Espagne, qu'au delà d'une ligne allant du nord au sud en passant par l'île de Fer et qui fut dite *ligne des amitiés*, les particuliers français pourraient agir à leurs risques et périls sans que la paix fût troublée entre les deux nations. Ainsi, plus de complications diplomatiques à craindre, c'était le champ ouvert à l'audace : tout était permis à nos marins à la condition de réussir.

Cette diminution, au cours des siècles, du territoire désigné sous le même nom géographique est d'ailleurs un phénomène fréquent. Ainsi, l'*Acadie* comprenait autrefois les deux rives de la baie de Fundy, la *Louisiane* tout le bassin inférieur de Mississippi. De même l'expression de *Pérou* désignait tantôt toute l'Amérique du sud espagnole, tantôt les Antilles et au moins les terres continentales baignées par la mer des Caraïbes, tantôt enfin le Pérou contemporain. V. H. FROIDEVAUX, *Les rapports américains sur le contesté anglo-venezuelien*. Revue des questions historiques, avril 1899. De même encore, la *Cochinchine* comprenait, outre le pays que nous appelons aujourd'hui de ce nom, la plus grande partie de l'Annam. Il faut avoir continuellement présentes à l'esprit ces observations tirées de l'histoire de la géographie, toutes les fois qu'on se reporte à des ouvrages un peu anciens. Inversement, certaines appellations s'appliquent à des territoires plus étendus aujourd'hui qu'autrefois.

GARFABEL, *Histoire de la Floride française*, 1875.

Plus tard, Henri IV, s'enhardissant, revendiqua pour France tous les pays situés en Amérique au nord du 40° de gré de latitude. Malgré l'opposition de Sully <sup>1</sup>, plusieurs expéditions furent dirigées sur l'Acadie et sur le Canada. Dans ces pays, baptisés la *Nouvelle-France*, le roi entretenait un lieutenant général <sup>2</sup>. En même temps, il envoyait une autre expédition en Guyane et s'occupait d'organiser le commerce de l'Hindoustan <sup>3</sup>.

Avec le règne de Henri IV, on sort de la période d'essai. Il y a sous ce règne plus que des tentatives infructueuses. La colonie du Canada est définitivement fondée avec Champlain. Nous entrons dans la seconde période.

**31. — Période de la plus grande expansion.** — Deux hommes ont amené la puissance coloniale de la France à son apogée, Richelieu et Colbert. Les deux grands ministres du XVII<sup>e</sup> siècle ont été tous les deux d'ardents colonisateurs.

Richelieu <sup>4</sup> avait remarqué que la situation géographique de la France à cheval sur deux mers, l'Océan et la Méditerranée, la destinait naturellement au commerce maritime. Il poursuivit l'expansion de la France sur mer comme sur terre, voulant faire de son pays, non seulement une grande puissance continentale, mais encore une grande puissance

<sup>1</sup> « Je mets, dit SULLY, au nombre des choses qui furent faites contre mon opinion, la colonie qui fut envoyée cette année au Canada. Il n'y a aucune sorte de richesse à espérer de tous les pays du Nouveau Monde qui sont au delà du 40° de latitude » *Mémoires* (t. v, 16).

<sup>2</sup> Le marquis de la Roche, puis de Chastes et le sieur de Monts. L'édit du 8 novembre 1603 nomme le sieur de Monts lieutenant général de la Cadie et de tous les pays limitrophes du 40° au 46° de latitude. En 1606, Jacques I<sup>er</sup> d'Angleterre accorda une charte pour la colonisation de la Virginie et de tous les pays situés entre le 36° et le 45° de latitude. Le conflit était inévitable.

<sup>3</sup> POISSON, *Histoire du règne de Henri IV*, liv. VI, ch. 7 (t. I, p. 257 à 335). — G. FAGNEZ, *L'économie sociale de la France sous Henri IV*, 1897.

<sup>4</sup> D'AVENEI, *Richelieu et la monarchie absolue*, t. III, p. 208 suiv. — PIGEONNEAU, *Histoire du commerce de la France*, t. I, liv II, ch.-3.

coloniale. Par les lettres patentes du mois d'octobre 1626, il se fit attribuer le titre de « *Grand maître, chef et surintendant général de la navigation et du commerce de France* », et, en cette qualité, il prit en personne la haute direction de toutes les affaires maritimes et coloniales. L'impulsion fut énergique et continue. En Acadie, aux Antilles, en Guyane, au Sénégal, les compagnies se fondent et les expéditions se multiplient. L'année de sa mort, en 1642, il préparait encore la colonisation de Madagascar.

Ce bel essor subit un temps d'arrêt sous le ministère de Mazarin qui négligea le commerce maritime et « *laissa nos vaisseaux pourrir au port* », mais pour recommencer sous Colbert (1661-1683)<sup>1</sup>. Le développement du commerce maritime et colonial était la préoccupation dominante du grand ministre qui donna à la construction maritime et à l'armement la plus forte impulsion qu'ils aient jamais reçue chez nous, qui inventa l'inscription maritime et établit le pacte colonial. Partout, dans l'Amérique du Nord, aux Antilles, en Guyane, au Sénégal, dans l'Océan Indien, les établissements fondés sous Richelieu reprennent une nouvelle vitalité, se développent et s'agrandissent. Le Canada s'agrandit de la Louisiane; des comptoirs sont fondés dans l'Hindoustan<sup>2</sup>, et, à la mort du grand ministre (1683), la puissance coloniale de la France est à son apogée.

Sans doute d'autres progrès seront réalisés après lui. Ce n'est qu'au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle que les colonies du Sénégal et de la Louisiane ont reçu leur plein développement et que l'île de France a été occupée. Ce n'est que plus tard encore, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, que Dupleix a conquis l'Inde. Mais le crédit de Louvois et la disgrâce de Col-

<sup>1</sup> PIERRE CLÉMENT, *Histoire de Colbert*, 3<sup>e</sup> éd., 1892.

<sup>2</sup> Colbert essaya également de faire pénétrer l'influence française dans le royaume de Siam en ouvrant des négociations avec l'avenant grec Constance Phaulkon, conseiller intime du roi de Siam parvenu, mais, ce prince ayant été renversé par une révolution le projet, cette tentative échoua. LANIER, *Etude historique sur les relations entre la France et le royaume de Siam de 1662 à 1670*

bert, dès l'année qui précéda la mort de ce dernier, manifestent la préférence de la politique d'expansion continentale poursuivie par les guerres d'ambition et de conquêtes sur la politique d'expansion coloniale poursuivie par le développement du commerce maritime, préférence qui par la suite sera si funeste à notre pays, et, en 1688, commence le grand duel entre la France et l'Angleterre qui devait avoir pour résultat de substituer, dans presque toutes les colonies que nous avions fondées, la domination anglaise à la nôtre.

**32. — Période de déclin.** — De 1688 à 1815, il n'y a pas eu moins de sept grandes guerres entre la France et l'Angleterre. Chacune d'elles, suivant l'observation très profonde de l'historien Seeley<sup>1</sup>, ne doit pas être considérée comme une lutte isolée. C'est, en quelque sorte, une *seconde guerre de cent ans* qui s'ouvre en 1688 entre ces deux puissances qui avaient vécu presque constamment en paix depuis plus de deux siècles. A celui qui n'aperçoit pas le lien supérieur qui les rattache, ces guerres apparaissent comme autant d'entreprises déraisonnables, et les alliances de chacun des deux pays, tantôt avec la Prusse, tantôt avec l'Autriche, semblent un tissu de bizarreries incompréhensibles. Ainsi, Macaulay, parlant de la guerre de la succession d'Autriche, dit : « Pour permettre au roi de Prusse de dépouiller l'Autriche, qu'il avait promis de défendre, des hommes noirs se battirent sur la côte de Coromandel, et des hommes rouges se scalpèrent mutuellement auprès des grands lacs ». Macaulay, en écrivant ces lignes, ne voyait pas que la véritable guerre était en Asie et en Amérique, où Français et Anglais étaient en lutte « pour un prix d'une valeur absolument incalculable ». Pendant cette période de cent vingt-six ans, les années de guerre entre les deux pays ont été presque aussi nombreuses que les années de paix. Celles-ci

<sup>1</sup> *L'expansion de l'Angleterre*, 2<sup>e</sup> lecture, trad. BAIRE et RAMBAUD (1885), p. 23 à 46. Cpr. MAHAN, *The influence of the sea power upon history, 1660-1783*, une traduction française a été publiée par M. Boisse en 1899.

réalité, n'étaient que des trêves et encore souvent les hostilités, suspendues en Europe, continuaient aux colonies. Toutes ces guerres ont été pour l'Angleterre des « guerres d'affaires » dont le but était de ruiner la puissance maritime et coloniale de la France. L'Angleterre fomentait toutes les coalitions formées contre nous en Europe et, pendant que nos troupes étaient occupées sur le continent, elle dévissait notre marine et s'emparait de nos colonies. La France succomba dans cette lutte, d'abord parce qu'elle a toujours eu « deux fers au feu » à la fois, l'un en Europe et l'autre aux colonies, et ensuite grâce aux fautes de notre diplomatie qui n'a pas su profiter des victoires de nos armées, et qui, à la suite de nos défaites, les aggravait en signant des traités plus désastreux encore. L'Angleterre ne l'a emporté qu'en faisant d'énormes sacrifices d'hommes et d'argent. Sa flotte, qui était à peine de 25 millions en 1688, atteignait, vers 1815, 17 milliards et demi. Encore cet accroissement porte ne représente-t-il que les dépenses de guerre qui ont pas pu être payées comptant par des augmentations d'impôts. Mais, grâce à ces efforts considérables et à la persévérance de ses hommes d'État, elle est arrivée à son but.

La guerre de la succession d'Angleterre ou de la ligue d'Algerbourg (1688-1697) inaugura cette série de duels. La lutte s'engagea aussitôt aux colonies. La paix de Ryswick, qui la termina, laissa notre domaine colonial intact, mais la bataille de la Hougue (1692) commença, selon bien des missionnaires, la ruine de notre marine.

Quatre ans après, la lutte recommence sous le nom de guerre de la succession d'Espagne (1701-1713). La France est vaincue et le traité d'Utrecht commence le démembrement de nos colonies d'Amérique.

Les années de paix qui vont de 1713 à 1740 furent la trêve la plus longue au milieu de cette lutte gigantesque. Elles permirent à nos colonies de se relever, mais, au moment où elles étaient en pleine prospérité, éclate la guerre de la succession d'Autriche (1740-1748) et les hostilités commencent aussitôt aux Indes et en Amérique. La France, alliée à Fré-

déric II, l'emporte à la fois en Europe et aux colonies sur l'Angleterre alliée à Marie-Thérèse. Mais, au traité d'Aix-la-Chapelle, Louis XV, voulant « faire la paix en roi et non en marchand », consentit à une restitution réciproque des conquêtes faites par les Anglais et les Français en Amérique et aux Indes.

Malgré le traité, les hostilités continuèrent aux colonies et cette période de paix apparente, qui va de 1748 à 1756, fut peut-être celle où la lutte fut la plus acharnée, tant aux Indes qu'en Amérique. La guerre ne se communiqua à l'Europe qu'après le renversement des alliances, lorsque, la France ayant pris parti pour Marie-Thérèse, l'Angleterre s'unifia à Frédéric II pour conquérir, suivant le mot de Chatam, l'Amérique en Allemagne, tandis que, « pour élever la maison d'Autriche, qu'elle avait autrefois contribué à abattre, la France négligeait la guerre d'Amérique, qui était la véritable guerre ».

Ce fut la *guerre de sept ans* (1756-1763). La France, vaincue partout, pour conserver ses frontières en Europe, fut obligée de sacrifier ses colonies. « Lorsque la maison brûle, on ne s'occupe pas des écuries », fut la réponse faite aux Canadiens qui demandaient des secours. Au traité de Paris, la France céda à l'Angleterre l'Amérique du Nord, l'Inde, la moitié des Antilles et du Sénégal. C'était l'abdication décisive de la France comme grande puissance coloniale, le renoncement définitif aux longs espoirs et aux vastes pensées. Elle pourra bien, sans doute, par la suite, recouvrer quelques bribes de son empire perdu, mais la nation qui possède l'Inde et le Canada restera la première puissance coloniale du monde.

On ne comprendrait pas comment nos hommes d'État ont pu signer un traité aussi désastreux, si l'on ne savait qu'ils n'ont pas eu conscience de la perte que faisait la France. On ne pouvait pas prévoir alors l'avenir auquel ces pays étaient destinés. Voltaire ne faisait qu'exprimer l'opinion générale en parlant dédaigneusement des « quelques arpents de neige du Canada », et le ministre Choiseul, en consentant la cession de ce pays aux Anglais, se vantait de les attraper

Ce ministre n'en sentit pas moins la blessure faite à la France, et il eut à cœur de la guérir<sup>1</sup>. L'année même du départ de Paris, il prit le ministère de la Marine qu'il garda jusqu'en 1770. Pendant tout ce temps, il travailla activement à la réfection de notre matériel maritime en vue d'une guerre de revanche, s'efforça de rendre aux colonies qui nous restaient leur prospérité et de les mettre en état de défense. Il réforma la législation et l'administration des colonies. Il chercha dans l'Amérique du Sud, par la colonisation de la Guyane, une compensation à la perte de l'Amérique du Nord. Il encouragea le voyage de Bougainville à travers les îles de l'Océanie. C'est à son instigation que celui-ci fonda dans les îles Mascariennes la petite colonie de Port-d'Egmont qui fut cédée à l'Espagne en 1767.

Aussi, sous Louis XVI, la France est prête, et elle profite de la guerre d'indépendance des États-Unis (1776-1783), pour commencer la lutte (1778). Cette fois, la France n'étant plus engagée en Europe peut porter tous ses efforts sur mer et triompher (victoires navales remportées par d'Estaing, d'Orvilliers et Suffren). Au traité de Versailles, les Anglais nous rendirent une partie de leurs conquêtes de la guerre de sept ans aux Antilles et au Sénégal.

Désireux d'une revanche, William Pitt souleva l'Europe contre nous (1793). Et ce qui prouve qu'il s'agissait encore la véritable guerre était celle engagée avec l'Angleterre, c'est que cette puissance ne consentit jamais à faire la paix en même temps que les autres nations, lorsque celles-ci traitèrent à Utrecht (1713), à Campo-Formio (1797), à Lunéville (1801). Ce n'est seulement en 1802 qu'elle se résigna à signer la paix d'Amiens. Elle nous rendait les conquêtes qu'elle avait faites pendant la guerre aux Antilles et dans l'Inde, mais elle se vengeait sur le dos de nos alliés en prenant Ceylan à la Hollande et la Trinité à l'Espagne.

Il ne faut pas toutefois considérer le résultat de la période

<sup>1</sup> DUBOIS, Choiseul et la France d'outre-mer après le traité de Paris, 1892.

faute des subsides attendus de France, et les survivants s'étaient presque fondus avec les Indiens Abenakis des environs dont ils menaient l'existence, lorsque Richelieu résolut de créer dans ce pays un établissement plus sérieux. Une nouvelle expédition partit, en 1632, commandée par Razilly et d'Aulnay ; ils fondèrent en Acadie une colonie solide et prospère qui progressa pendant tout le reste du XVII<sup>e</sup> siècle. La population augmentait rapidement. De Port-Royal se détachaient sur les deux rives de la baie française comme autant de rejetons, de nouvelles seigneuries dont chacune constituait un nouveau centre agricole.

Cette prospérité excita la jalousie des colons de la Nouvelle-Angleterre qui, après avoir essayé plusieurs fois de détruire les établissements français, finirent par s'emparer de l'Acadie pendant la guerre de la succession d'Espagne. Le traité d'Utrecht (art. 12) consacra la cession de l'Acadie à l'Angleterre. Désormais, elle prit le nom de Nouvelle-Écosse. Port-Royal devint Annapolis.

Toutefois, la domination anglaise était loin d'être absolue. D'une part, elle n'était reconnue que dans la presqu'île et les colons fixés à l'ouest de la baie de Fundy prétendaient être restés français. D'un autre côté, les Acadiens se refusèrent à prêter au roi d'Angleterre un serment où ne serait expressément formulé leur droit de conserver la neutralité et de ne pas porter les armes en cas de guerre avec la France. Cette situation indécise, que l'on appelait la neutralité française (*French Neutrals*), irrita les gouverneurs d'Annapolis et lorsque, après la fondation d'Halifax (Chibouctou), les colons anglais furent devenus assez nombreux dans le pays pour que l'on pût désormais se passer des Français, procédèrent à ce que les historiens anglais appellent, par euphémisme, *removal of Acadians*, l'éloignement des Acadiens (1755). Les biens des Français furent confisqués, eux-mêmes furent déportés sur les côtes de la Nouvelle-Angleterre. La plupart de ces malheureux moururent de faim et de misère en essayant de rentrer dans leur pays. Cette opération barbare qui a fourni à Longfellow le sujet

son touchant poème d'*Évangeline*<sup>1</sup>. La Nouvelle-Écosse dès lors, être considérée comme une terre anglaise.

**34. — 2° Le Canada**<sup>2</sup>. — La première tentative de colonisation remonte à François I<sup>er</sup>. En 1534, Jacques Cartier, de Saint Malo, visita les côtes de Terre-Neuve et du Labrador et planta au fond de la baie de Gaspé une croix aux armes du roi de France. L'année suivante, dans un second

La même opération fut exécutée plus brutalement encore à l'île Saint Jean, où un certain nombre d'Acadiens s'étaient réfugiés pour échapper à la domination anglaise. Une grande partie fut recueillie en France, ou on leur concéda, en 1774, sur les propriétés que le comte de Peyrusse d'Escars possédait du côté de la Luye et d'Argentan au sud de Châtellerault, des terrains incultes qu'ils furent chargés de défricher et au milieu desquels on perça une large voie, qui s'appelle encore aujourd'hui la *ligne acadienne*. Ces Acadiens, dix ans plus tard, ramenés en Louisiane, mais quelques-uns, cependant, sont restés dans le pays ou leurs descendants sont encore aujourd'hui reconnaissables à leur type physique, sensiblement différent de celui des populations poitevines.

Il existe sur cette matière une bibliographie abondante. A citer d'abord le père CHARLEVOIX, *Histoire de la Nouvelle France*, 3 vol., 1744, puis, parmi les auteurs canadiens : l'abbé FRAISSIN, *Cours d'histoire du Canada*, 2 vol., 1861-1867. — *Histoire de la colonie française au Canada* (par l'abbé FALLON), 3 vol., 1866. — CANEAU, *Histoire du Canada*, 4 vol., 4<sup>e</sup> éd., 1882. — BENJAMIN ALF, *Histoire des Canadiens français*, 8 vol., 1884; et, parmi les historiens anglais : PARKMAN, *Pioneers of France in the New World*; *The Jesuits in the North America in the seventeenth century*; *The Discovery of the great West*; *The old regime in Canada*; *Mont Frontenac and New France under Louis XIV*; *Montcalm and Wolfe*, *A half century of conflicts*; les deux premiers ouvrages ont été traduits en français. — KINGSFORD, *History of Canada*, 7 vol., 1887-1891. — Les ouvrages français sont en général des livres de vulgarisation ou de seconde main, DUBRIET X, *Le Canada sous la domination française*, 3<sup>e</sup> éd., 1883. — GATIAU DE CHARNES, *La nation canadienne*, 1894. — EUGÈNE GUÉVIN, *Histoire de la colonisation française, La Nouvelle France*, 2 vol., 1896-1898. — PIERRE MARGRY, *Mémoires et documents pour servir à l'histoire origines françaises des pays d'outre-mer dans l'ouest et le sud de l'Amérique septentrionale*, 6 vol., 1878-1889. — E. SALONE, *La colonisation de la Nouvelle France et Guillaume Raynal his* *Ben du Canada* (thèses Lettres 1906).

voyage, il remonta le Saint-Laurent jusqu'à Hochelaga, endroit où a été élevée depuis la ville de Montréal. Puis, en 1541, accompagné de François de la Roque, seigneur de Roberval, il amena une petite colonie qui s'établit dans l'île de Terre-Neuve. Cette tentative échoua complètement, mais les pêcheurs français n'en continuèrent pas moins à fréquenter tous les ans les bancs de Terre-Neuve.

C'est seulement sous le règne de Henri IV que les Français s'établirent solidement au Canada. Champlain<sup>1</sup> fonda Québec (1608), découvrit les Grands-Lacs et fut le véritable fondateur de la *Nouvelle-France*<sup>2</sup>. Après sa mort (1635), le progrès de la colonisation se ralentit un instant, mais Colbert lui donna une impulsion nouvelle. Sous ce ministère, grâce au vice-roi le marquis de Tracy (1663-1667), au gouverneur de Courcelles et à l'intendant Talon (1664-1672), puis au comte de Frontenac<sup>3</sup>, la colonie se développa rapidement. Le régiment de Carignan-Salières fut envoyé au Canada et l'on y accorda des concessions de terre aux officiers et aux soldats. Les incursions des Iroquois, adversaires de nos amis les Hurons, furent repoussées, et plus tard le traité d'alliance conclu en grande cérémonie à Montréal en 1701 avec tous les Indiens, y compris les Iroquois, par le gouverneur, M. de Callières, fortifia beaucoup notre situation.

<sup>1</sup> Samuel Champlain a laissé de nombreuses relations de ses voyages. Ses œuvres ont été rééditées par l'abbé Laverdière (4 vol., Québec, 1870).

<sup>2</sup> Pendant la guerre faite par Louis XIII aux protestants de La Rochelle, les Anglais s'emparèrent de Québec en même temps qu'ils envahirent l'Acadie. Mais ces pays furent rendus à la France en 1632 à la paix de Saint-Germain. Ce n'est là qu'une première escarmouche. La lutte décisive n'aura lieu que plus tard.

<sup>3</sup> Frontenac, qui succéda à M. de Courcelles, fut gouverneur du Canada de 1672 à 1682. Vivement combattu par l'évêque Monseigneur Laval et par l'intendant Duchesneau, il fut rappelé au bout de dix ans. Mais, son œuvre ayant été compromise par l'incapacité de ses successeurs, De la Barre et Denonville, qui entrèrent maladroitement en lutte avec les Iroquois, il fut nommé une seconde fois gouverneur du Canada en 1689 et administra ce pays jusqu'à sa mort en 1698. Voir HENRI LORIN, *Le comte de Frontenac* (thèse de doctorat ès-lettres, 1895).

Alors que les colons anglais restaient confinés entre la mer et les monts Alleghany, les Français, plus hardis, s'aventuraient au nord, à l'ouest, au sud, à la découverte de contrées nouvelles. Saint-Simon et le jésuite Albanel découvrirent la baie d'Hudson (1671-1672), sur les bords de laquelle on construisit des forts. Joliet et le père Marquette découvrirent le Mississippi (1673) et le récollet Hennepin le remonta jusqu'à sa source. Cavalier de la Salle en descendit au contraire le cours jusqu'à son embouchure et prit possession, au nom de Louis XIV, de ce pays qu'il appela la Louisiane (1681). Une ligne de forts fut construite ensuite sur l'Ohio, de manière à relier les bassins du Saint-Laurent et du Mississippi et à enserrer les colonies anglaises. Plus tard, dans le second quart du XVIII<sup>e</sup> siècle, les frères de Varennes de la Varendrye explorèrent le grand ouest et les Montagnes-Rocheuses.

ALORS au moment où s'ouvre la seconde guerre de cent ans, l'Amérique du Nord, suivant toutes les vraisemblances, était destinée à devenir française. L'Angleterre l'a emportée pourtant, mais non pas tant à cause de la supériorité intellectuelle et morale de ses colons — comme on le répète trop souvent — qu'à raison de sa supériorité numérique. Au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, il n'y avait pas 20.000 habitants dans la Nouvelle-France, et le nombre des colons anglais dépassa 1260.000. Malgré cela, les Canadiens, abandonnés presque complètement de la mère patrie, sortirent, pendant plus d'un demi-siècle, cette lutte inégale dans laquelle ils furent le plus souvent vainqueurs. Les incursions des Français et de leurs alliés les Indiens portaient la terreur au milieu des colons anglais et inspiraient aux hommes d'Etat anglais un véritable effroiement que peignent le grand historien de l'un d'eux : « Si nous voulions être belligères avec les Français, nous n'aurions pas trente ans d'existence », et celui de Franklin : « Tant que le Canada ne sera pas conquis, il n'y aura ni repos ni sécurité pour nos autres colonies ». Les Canadiens se succombèrent à la fin épuisés par leurs propres victoires.

Les hostilités entre colons anglais et colons français commencèrent pendant la guerre de la ligue d'Augsbourg eut pour contre-partie en Amérique la première lutte intercoloniale. Elles reprirent pendant la guerre de la succession d'Espagne, et le traité d'Utrecht (1713), nous enleva, en même temps que la Nouvelle-Écosse, les territoires de la baie d'Hudson (art. 10). Terre Neuve, dont la possession était jusque-là restée indécise et partagée en fait entre les Anglais établis à Saint-Jean et les Français fixés à Plaisance fut attribuée à l'Angleterre, mais sous réserve en faveur de la France d'un droit exclusif de pêche sur la partie de la côte qui s'étend depuis le cap de Bonavista jusqu'à la Pointe-Riche en passant par l'extrémité nord de l'île (art. 13). Pendant la paix qui suivit, paix qui ne fut en réalité qu'une trêve, le Canada commença à réparer ses pertes, et le gouvernement français, pour le protéger, dépensa 30 millions à fortifier Louisbourg, « le Dunkerque de l'Amérique », dans l'île du cap Breton. Cette forteresse inutile, et située, devait tomber aux mains des Anglais aussitôt la reprise des hostilités (1745). La paix d'Aix-la-Chapelle nous a rendu, mais ne mit pas fin aux hostilités qui continuèrent sur le continent. On connaît les grandes épreuves de cette lutte héroïque : l'échec du jeune Washington devant le fort Mifflin (Pittsburg), l'assassinat du parlementaire français M. de Jumonville, sur lequel il ordonna de faire feu, et la capitulation du fort Nécéssité où il s'était retiré (1754), la victoire remportée sur les Anglais à la Monongahela par les Canadiens unis aux sauvages qui affola de terreur les colons de la Nouvelle-Angleterre (1755), la prise des forts Oswego ou Chouaguen (1756), et William-Henry par les Français (1757), la victoire remportée à Carillon par Montcalm sur le général anglais Abercromby (1758), puis la prise de Louisbourg par les Anglais et enfin la bataille suprême livrée aux hauteurs d'Abraham le 13 septembre 1759 où les deux généraux ennemis, Wolf et Montcalm, trouvèrent également la mort et qui amena le lendemain la capitulation de Québec. Désormais le Canada était perdu. La tentative héroïque

allier de Levis pour reprendre Québec (1760) ne pouvait servir qu'à une victoire inutile et sans lendemain<sup>1</sup>. L'article du traité de Paris ne fit que consacrer le fait accompli en cedant à l'Angleterre le Canada tout entier et les îles Saint-Jean et du cap Breton à l'embouchure du Saint-Laurent.

Toutes nos possessions se trouvant ainsi perdues, les Français nous rendirent deux îlots alors inhabités et incultes, Saint-Pierre et Miquelon, pour servir d'abri à nos pêcheurs et de défense de les fortifier et d'y entretenir une garnison d'environ cinquante hommes (art. 6). On y installa quelques Canadiens désireux de rester Français; mais le sort de cette colonie fut très agité pendant un demi-siècle. En 1793, les Anglais s'emparèrent de ces îles, et les habitants furent être recueillis en France. Rapaillés après le traité de Vailly<sup>2</sup> qui nous rendait Saint-Pierre et Miquelon sans conditions, ils durent de nouveau se réfugier en France en 1804, pour ne rentrer que beaucoup plus tard, après 1815.

**5. — 3° La Louisiane<sup>3</sup>.** — La Louisiane ne comprenait seulement autrefois le territoire de l'État de l'Union qui porte aujourd'hui ce nom, mais tous les pays que Cavelier et Salle avaient découverts en descendant le Mississippi. L'importance de sa découverte ayant été contestée, l'intrepide aventurier résolut de faire la contre-épreuve, en cherchant par l'embouchure du Mississippi et en remontant ce fleuve de père à retourner au Canada. C'est dans ce second voyage qu'il périt assassiné par ses compagnons, en 1687.

La colonisation de la Louisiane reçut une impulsion très vive sous la Régence. L'effort colonisateur du Gouvernement français se détourne alors du Canada, qui ne paraissait

<sup>1</sup> BONNECHOSE, *Montcalm et le Canada français*, 4<sup>e</sup> éd., 1881.  
<sup>2</sup> G. CASGRAIN, *Montcalm et Levis*, 1891.

<sup>3</sup> L'article 3 de ce traité reportait plus à l'ouest notre droit sur la Terre Neuve (du cap Saint-Jean au cap Rouge).

<sup>4</sup> GLENN, *La Louisiane*, 1903. — MARC DE VILLIERS DE TERRELL, *Les dernières années de la Louisiane française*, 1903.

pas progresser assez vite, pour se porter plus au sud vers la Louisiane. Law crée sa célèbre compagnie du Mississippi. De nombreux émigrants que l'on se procure en exerçant des râfles sur la lie de la population parisienne, sont dirigés, volontairement ou non, vers cette région (Les bandouillers du Mississippi, Manon Lescaut). La Nouvelle-Orléans est fondée en 1717.

Malgré ces efforts, notre établissement dans ce pays a toujours eu un caractère superficiel. Il n'avait pas de solidité propre. La preuve est que la perte du Canada entraîna celle de la Louisiane. Au traité de Paris, la France céda toute la partie orientale de la Louisiane à l'Angleterre, qui des monts Alleghanys s'avança désormais jusqu'au Mississippi. Quant à la partie occidentale de ce pays (la Louisiane actuelle), elle fut cédée à l'Espagne, notre alliée, pour la dédommager de la perte de la Floride qu'elle avait dû abandonner à notre ennemie. Le bassin du Mississippi nous échappait ainsi tout entier, la rive gauche allant aux Anglais, et la rive droite aux Espagnols.

Ces territoires ne devaient redevenir français que plus tard, et encore en partie et pour quelques années à peine. Par le traité de Saint-Ildefonse (1<sup>er</sup> octobre 1800), Bonaparte obtint de l'Espagne la rétrocession de la Louisiane occidentale, mais bientôt, désespérant de pouvoir défendre et conserver ce pays, il le vendit aux États-Unis pour la somme dérisoire de 80 millions (traité du 30 avril 1803)<sup>1</sup>.

**36. — Les Français aux Antilles. 1<sup>o</sup> Les petites Antilles<sup>2</sup>.** — L'origine de la colonisation française dans ces

<sup>1</sup> *Histoire de la Louisiane et de la cession de cette colonie par la France aux États-Unis* (1828), par BARBÉ-MARBOIS, qui avait été chargé de cette négociation.

<sup>2</sup> Bonne bibliographie dans JACQUES DE DAMPIERRE, *Essai sur les sources de l'histoire des Antilles françaises, 1492-1664* (Mémoires et documents publiés par la société de l'école des Chartes, VI, 1904). — Le père DUTERTRE, *Histoire générale des Antilles habitées par les Français*, 1667, 3 vol. (le 3<sup>e</sup> vol. comprenant les tomes III et IV). — CÉSAR DE ROCHEFORT, *Histoire naturelle et morale des îles An-*

l'expédition remonte à l'établissement fondé en 1625 à Saint-Christophe par d'Esnambuc et de Roissey. Cette première tentative ayant réussi, les aventuriers français encouragés par Richelieu prirent pied dans les îles voisines. En 1635, les sieurs de l'Olive et Duplessis, puis d'Esnambuc lui-même, prirent possession au nom de la France de la Martinique, de la Dominique et de la Guadeloupe. Ils se repartirent ensuite à Grenade, aux Grenadines, à Sainte-Lucie, à Marie-Galante, aux Saintes, à la Desirade, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Sainte-Croix. Ces dernières prises de possession eurent lieu en 1648 : des lors, la plus grande partie des îles du Vent leur appartenait.

Ces acquisitions ne s'étaient d'ailleurs pas faites sans lutte. Les Français avaient à combattre non seulement les Caraïbes, mais encore leurs rivaux Anglais ou Hollandais aux prétentions desquels ils se heurtaient. Parfois, dans ce cas, une entente amiable s'opérait. C'est ainsi qu'en 1638, Français et Hollandais s'accorderent pour partager la petite île de Saint-Martin, les premiers prirent la partie nord-ouest, les seconds la partie sud-est. Le plus souvent, au contraire, les représentants de chaque nation se disputaient ces îles dont ils expulsaient à tour de rôle : ainsi, Saint-Christophe, la Dominique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Tabago étaient le théâtre d'hostilités continuelles entre Français et Anglais. De plus, chaque guerre qui éclatait avec la Hollande ou l'Angleterre avait son contre coup aux Antilles.

Ces luttes incessantes finirent par tourner à notre désavantage. Le traité d'Utrecht (art. 12, attribua Saint-Christophe à l'Angleterre. Pendant la guerre de sept ans, toutes les Antilles françaises tombèrent aux mains des Anglais ;

*de l'Amérique*, 1<sup>re</sup> éd., 1658, 2<sup>e</sup> 1665, 3<sup>e</sup> 1667, 4<sup>e</sup> 1681. — Père L'ABAT, *Nouveau voyage aux îles de l'Amérique*, 1722, 2<sup>e</sup> éd. remprime en 2 vol., 1866 57. — DESSALES, *Histoire générale des Antilles*, 1817-1848. — JULES BAILLET, *La Guadeloupe*, 1897. — La domination anglaise ne dura que quelques années mais elle eut pour plusieurs de ces îles un bienfait. À la Guadeloupe, notamment, les Anglais introduisirent un grand nombre de nègres et fondèrent la Pointe-à-Pitre.

au traité de Paris, ils gardèrent la Dominique, Saint-Vincent, les Grenadines, Grenade et Tabago (cette dernière île nous fut, il est vrai, restituée au traité de Versailles en 1763). Entre temps, Sainte-Croix avait été vendue au Danemark pour 138 000 livres (traité du 15 juin 1733) et Saint-Barthélemy cédée à la Suède en échange d'un droit d'entrepôt à Gothenbourg (Traité du 1<sup>er</sup> juillet 1784).

En somme, au moment où s'ouvre la Révolution, il nous restait dans les Antilles : Saint-Martin, la Guadeloupe, la Desirade, les Saintes, Marie-Galante, la Martinique, Sainte-Lucie et Tabago : toutes ces îles tombèrent, en 1794, entre les mains des Anglais, appelés par les planteurs royalistes, malgré l'héroïque défense de Rochambeau à la Martinique. Mais bientôt arriverent les commissaires de la Convention, Victor Hugues et Chrétien. Par un coup de main hardi, ils s'emparèrent de la Guadeloupe et transformèrent cette île en un nid de corsaires d'où ils inquiétaient le commerce des Anglais et attaquaient les îles récemment conquises par eux. Toutes d'ailleurs nous furent rendues à la paix d'Amiens. Mais pendant les guerres de l'Empire, les Anglais s'en emparèrent une troisième fois (Martinique 1809, Guadeloupe 1810), et, au traité de Paris, ils gardèrent Sainte-Lucie et Tabago. La France ne recouvrait que la Martinique, restituée par l'Angleterre, et la Guadeloupe et ses dépendances, rendues par la Suède qui avait acquis ces îles de l'Angleterre l'année précédente.

**37** — 2° **Saint-Domingue**<sup>1</sup>. — Vers le milieu du xviii<sup>e</sup> siècle, des aventuriers s'établirent dans l'île de la Tortue, puis dans la partie occidentale de Saint-Domingue. De là, ce

<sup>1</sup> Le P. DE CHARLEVOIX, *Histoire de l'île Espagnole ou de Saint-Domingue*, écrite particulièrement sur les mémoires manuscrits de P. J.-B. Le Pers 1732, 2 vol. — TH. MADIOU, *Histoire d'Haïti* (1791-1807), 3 vol. — CASTONNET-DESFOSSÉS, *La perte d'une colonie, La Révolution de Saint-Domingue*, 1893. — SPENCER SAINT-JON, *Haïti ou la République noire*, 1889 (trad. West) — Colonel H. POYEN, *Histoire militaire de la Révolution de Saint-Domingue* (1900).

caniers ou flibustiers faisaient une contrebande active avec les colonies espagnoles. Indépendants de toute domination à l'origine, ils acceptèrent sous Colbert, grâce à l'insistance d'un de nos meilleurs agents de colonisation, d'Oge, de reconnaître l'autorité du gouvernement français. 1664. Telle fut l'origine fort irrégulière de cette colonie singulière que l'on a appelée la reine des Antilles et qui n'eut atteint dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle un degré réel de prospérité.

La partie française de Saint Domingue (27.000 k c.) était grande comme quatre de nos départements actuels. Elle ne couvrait que le tiers de l'île, mais elle était beaucoup plus peuplée et beaucoup plus florissante que la partie espagnole. Elle possédait près de 600.000 habitants et comprenait 32 paroisses réparties entre trois provinces : le *Nord*, chef-lieu Cap français, ville de 20 000 âmes, l'*Ouest*, chef-lieu Port-Prince, et le *Sud*, chef-lieu Les Cayes. La partie septentrionale de l'île était particulièrement florissante, ayant été peuplée tout d'abord. Là dominaient les grands propriétaires blancs. Mais dans le sud, bien des mulâtres avaient acquis des domaines importants et cette région dont la mise en valeur était plus récente, mais qui était tout aussi fertile que l'autre, paraissait appelée à un grand avenir.

Malheureusement, la Révolution fut l'occasion d'une sanglante guerre civile qui ravagea complètement cette île. Les mulâtres s'étaient insurgés les premiers, réclamant l'égalité des droits politiques. Les esclaves noirs se revoltèrent à leur tour en proclamant leur liberté. Enfin, les partisans royalistes appelèrent les Anglais. Les commissaires Lathonax et Polverel, envoyés par la Convention en septembre 1792, furent impuissants à lutter à la fois contre les rebelles et les planteurs et durent abandonner la colonie. Les Espagnols et les Anglais se partagèrent, les premiers le nord, les seconds l'ouest et le sud (juin 1794). Alors apparut un noir doué de qualités politiques exceptionnelles, Toussaint-Louverture. Il chassa les Anglais, annihila successivement l'influence des nouveaux commissaires

envoyés par le Directoire, puis celle du général Hedouville qui, arrivé au printemps de 1798, dut se rembarquer au mois d'octobre suivant, battit le chef des mulâtres Rigaud qui avait rétabli l'ordre dans le sud de l'île et y dominait, et prit possession en janvier 1801 de la partie orientale de l'île qui avait été cédée à la France par l'Espagne (traité de Bâle du 2 juillet 1795, art. 9). Cela fait, il organisa la colonie qu'il soumit à un régime de fer, fit élire une Assemblée coloniale composée d'hommes à sa dévotion qui vota une constitution en 77 articles et de nombreuses lois d'organisation, ramena les cultivateurs noirs sur les plantations et les obligea au travail. Mais le « Bonaparte des noirs » se considérait plutôt comme l'allié que comme l'agent du Gouvernement français, et s'était en fait rendu indépendant. Vingt mille hommes de l'armée du Rhin, que Bonaparte était heureux d'éloigner à cause de leurs sentiments républicains, furent dirigés contre lui sous le commandement du général Leclerc. L'île fut conquise après une lutte atroce (1802). Toussaint-Louverture, attiré dans un piège, fut envoyé en France et interné au fort de Joux où il mourut bientôt. Mais les noirs, persuadés que les Français voulaient rétablir l'esclavage, se révoltèrent de nouveau. L'armée française, décimée par la fièvre jaune, sans secours d'Europe, périt presque entièrement. Le général Leclerc succomba au fléau (novembre 1802). Le 20 novembre 1803, Rochambeau, qui lui avait succédé, s'embarquait avec la garnison et tombait aux mains des Anglais. Le noir féroce Dessalines proclamait l'indépendance d'Haïti. La partie française de Saint-Domingue était perdue <sup>1</sup>. Il ne nous restait plus que la partie orientale de l'île où la garnison française parvint à se maintenir jusqu'au mois de juillet 1809, époque à laquelle elle dut capituler à l'arrivée d'une escadre anglaise. Le traité de 1814 consacra la rétrocession de cette partie de l'île à l'Espagne.

<sup>1</sup> Beaucoup de colons français se réfugièrent à Cuba, où leurs descendants sont encore nombreux aujourd'hui.

**38. — Les Français dans l'Amérique du Sud<sup>1</sup>.** — Nous avons vu (n° 30) les navigateurs français disputant au vi<sup>e</sup> siècle le commerce du Brésil aux Portugais. Chassés par ces derniers de toutes les stations de la côte où ils travaillaient avec les indigènes, nos compatriotes songèrent au vii<sup>e</sup> siècle à s'établir plus au nord, dans la région située entre les bouches du fleuve des Amazones et celles de l'Orénoque. Un affluent de l'Amazone, le Rio Negro, limite ce pays au sud et, en communiquant par le Cassiquiare avec l'Orénoque, en fait une île immense à laquelle on a donné le nom de *Guyane*, expression géographique qui désigne non seulement les trois colonies européennes qui portent aujourd'hui ce nom, mais encore une partie du Brésil actuel et du Venezuela.

La Guyane avait été visitée par divers navigateurs anglais entre autres par Walter Raleigh, à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle. L'apparition des Français dans ce pays remonte à l'expédition du sieur La Ravadière en 1604. C'est ce même La Ravadière qui fonda avec de Razilly en 1612, dans la grande baie située à l'embouchure du Maragnon, une petite colonie détruite trois ans plus tard par les Portugais. Dans le second quart du xvi<sup>e</sup> siècle, grâce à l'impulsion donnée par Richelieu, des expéditions se succèdent : établissement des marchands de Rouen en 1626, fondation de Cayenne en 1637, expédition de Poncelet de Breiligny en 1643, entreprise de M. de Joyville et des seigneurs de la Guyane en 1652. Mais ces expéditions mal dirigées, n'arrivèrent pas à coloniser le pays et aboutirent à des échecs misérables : la plupart des hommes moururent de fièvre et de fatigue. Poncelet de Breiligny a laissé la réputation méritée d'un véritable fou furieux. Quant aux seigneurs de la Guyane, la discorde ne tarda pas à se mettre entre eux, et, à la fin de l'année 1653, les

<sup>1</sup> TERNAUX-COMANS, *Notice historique sur la Guyane française*, avec un bon appendice bibliographique qui n'indique pas moins 166 ouvrages sur la Guyane. — CERISIER, *Impressions coloniales*, 1893, p. 197 et 221.

Hollandais se présentèrent devant Cayenne, en chassèrent les Français et prirent leur place.

La colonie hollandaise, bien dirigée par son chef Gueric Spranger, qui développa la culture des denrées coloniales et renforcée ensuite par l'arrivée d'immigrants israélites, prospérait quand, au printemps de 1664, elle fut chassée à son tour par le sieur de la Barre, lequel était à la tête de la compagnie de la France équinoxiale que Colbert venait de fonder. La grande compagnie des Indes occidentales, qui lui succéda bientôt, ne sut pas défendre Cayenne contre les attaques des Anglais (1666), et des Hollandais (1672). Mais, en 1674, le roi, ayant repris possession des terres concédées à la compagnie, envoya une escadre commandée par l'amiral d'Estrées s'emparer de Cayenne. Depuis lors, cette colonie est toujours restée sous la domination française<sup>1</sup>, sauf pendant la fin du premier Empire.

A la suite de l'impulsion donnée par Colbert, la Guyane continua sous l'ancien régime à vivre dans un état de prospérité relative. Le Gouvernement central encouragea à plusieurs reprises les explorateurs, les savants et les naturalistes dont les travaux ont contribué à mieux nous faire connaître ce pays<sup>2</sup>. Malheureusement, il voulut faire davantage et

<sup>1</sup> Pendant la guerre de la succession d'Espagne, les Portugais envahirent une partie du pays, et élevèrent la prétention d'en faire un prolongement du Brésil. Le traité d'Utrecht (art. 8) voulut mettre fin à leurs empiétements en fixant comme limite des deux pays la rivière Yapok ou de Vincent Pincon; l'interprétation de ce texte a engendré des contestations qui ont duré près de deux siècles et n'ont pris fin qu'en 1900, n° 101.

<sup>2</sup> Par exemple : sous Colbert, l'exploration des pères Grillet et Béchamel en 1674. Puis, sous le gouvernement de M. d'Orvilliers les travaux du médecin Pierre Barrère, auteur d'un *Essai sur l'histoire naturelle de la France équinoxiale* et d'une *Nouvelle relation de la France équinoxiale*. L'illustre académicien La Condamine termina son voyage scientifique dans l'intérieur de l'Amérique méridionale, dont il a écrit une *Relation abrégée*, par un séjour à la Guyane (1741). Enfin, sous Choiseul, les mémoires manuscrits et les publications se multiplièrent, une mission est confiée au botaniste Fuscée Aublet qui publie ensuite en 1775 une *Histoire des plantes de la Guyane française* en quatre volumes. Consulter sur ces divers

eut à un moment l'idée grandiose de faire de la Guyane une colonie de peuplement.

Après 1763, le ministre Choiseul, désireux de réparer la perte du Canada, jeta les yeux sur la Guyane<sup>1</sup>. Il résolut d'établir d'un seul coup un nombre important de colons français. La direction de cette entreprise fut confiée au chevalier Turgot et à M. de Chanvallon. Pres de 30 millions furent dépensés pour transporter 15 000 malheureux sur les bords du Kourou où rien n'avait été préparé pour les recevoir. Presque tous moururent de faim. L'expédition du Kourou a laissé un souvenir sinistre qui a pesé longtemps sur la Guyane et est encore aujourd'hui fréquemment rappelée par les adversaires de la colonisation officielle.

La Guyane recouvra cependant quelques années de prospérité sous Louis XVI grâce à l'administration habile de Malouet (1776). L'ingénieur suisse François Guizan entreprit de vastes travaux de canalisation qui fécondèrent les terres basses. Malheureusement, Malouet revint en France au bout de deux ans<sup>2</sup>.

Sous la Revolution, la Guyane devint un lieu de déportation. On envoya successivement à Sinnamary des prêtres jurementés, les derniers montagnards (Collot d'Herbois, Billaud-Varennes) après la journée du 12 germinal an III. Ils essayèrent de reprendre le pouvoir, puis Barbé-Marbois Pichegru et leurs amis après le 18 fructidor. Parmi ces colons forcés, les uns succombèrent, les autres s'évadèrent,

voici les savants articles de M. H. FROIDEVAUX dans le *Bulletin de géographie historique et descriptive*, années 1894, 1895, 1897 et 1899.

<sup>1</sup> Voir le *Precis historique de l'expédition du Kourou* publié en 1892 par le ministère de la Marine — DAUBIGNY, Choiseul et la France d'outremer après le traité de Paris, 1892.

<sup>2</sup> *Collection de mémoires et correspondances officielles sur l'administration des colonies et notamment sur la Guyane française hollandaise*, par V. P. MAIOTET 5 vol., Paris, an X. Cpr. les *Mémoires de Malouet* publiés en 1868 par son petit-fils, 2 vol. Le lecteur évitera de confondre ces deux ouvrages. Le premier, vulgairement appelé *Mémoires sur les colonies*, est de beaucoup le plus intéressant pour l'étude de notre ancienne législation coloniale.

et cette nouvelle affectation vint s'ajouter au souvenir l'expédition du Kourou pour donner à la Guyane la réputation d'une terre funeste aux Européens<sup>1</sup>.

Sous l'Empire, le gouvernement de la Guyane fut confié à Victor Hugues qui, moins heureux qu'à la Guadeloupe pendant la Révolution, ne parvint pas à préserver ce pays de l'invasion anglo-portugaise. Il dut capituler en 1809 et la Guyane vécut sous la domination portugaise jusqu'au traité de 1814 qui la rendit à la France (art. 10).

**39. — Les Français sur la côte occidentale d'Afrique<sup>2</sup>.** — Les côtes d'Afrique, visitées de bonne heure par les marins normands (n° 30), avaient été délaissées par les Français à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle. En 1626, des marchands de Dieppe et de Rouen fondèrent le comptoir de Saint-Louis du Sénégal. La situation était admirablement choisie à l'embouchure d'un grand fleuve et relativement rapprochée de la France.

Comme rivaux dans ces parages, les Français rencontraient les Portugais fixés à Bissao, à l'embouchure du fleuve de Geba, les Hollandais établis à Gorée depuis 1617 et les Anglais d'Arguin d'où ils avaient chassé les Portugais en 1638, et les Anglais à Sierra-Leone et à Jamesfort à l'embouchure du fleuve de Gambie (depuis 1618). Pendant deux siècles, les négociants de ces différentes puissances se disputèrent le monopole du commerce avec les habitants du pays, et, pendant les guerres

<sup>1</sup> Consulter les mémoires du chevalier DE LARUE, un des compagnons de Pichegru (1821), dont un extrait a été réimprimé en 1834 sous ce titre : *La déportation des députés à la Guyane*; le *Journal d'un déporté non jugé* par M. DE BARBÉ-MARBOIS (1834); le *Journal* de l'adjudant-général RAMEL (1799); le *Voyage à Cayenne* d'ANGE PITOU (1805).

<sup>2</sup> BERLIOUX, *André Brûe, ou l'origine de la colonie française du Sénégal*, 1874. — Le père LABAT, *Nouvelle relation de l'Afrique occidentale*, 1728, 5 vol. — CHEMIN-DUPONTÈS, *Les compagnons de colonisation en Afrique occidentale sous Colbert* (extrait de la *Revue coloniale*, 1903). — MACHAT, *Documents sur les établissements français de l'Afrique occidentale au xviii<sup>e</sup> siècle* (thèse de doctorat, Paris, 1905).

se leverent entre leurs gouvernements respectifs, ils se levèrent réciproquement leurs complais, conquêtes peu difficiles d'ailleurs, ces établissements étant ordinairement occupés par quelques hommes à peine <sup>1</sup>.

Ces luttes furent d'abord favorables aux Français. Pendant la guerre de Hollande, ils s'emparèrent de Gorée et d'Arguin, et le traité de Nimègue 1678 confirma leur conquête. A la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, ils avaient acquis sur leurs bords une situation prépondérante. En 1697, André Bruey fut nommé directeur du Sénégal. Cet homme, également remarquable comme explorateur et comme administrateur, porta l'influence française à son apogée dans cette région. Il conclut des traités avec les chefs de l'intérieur sur lesquels il avait su acquies une grande autorité. Par les comptoirs qu'il fonda à Albreda et à Goreges, il disputa aux Anglais le commerce de la Gambie. En même temps, il établissait à côté des Portugais à Bissao. Il envoya Combaud explorer le Bambouk à la recherche des mines d'or. Il fait arriver jusqu'au général Faidherbe pour voir l'influence européenne s'étendre aussi loin dans l'intérieur.

Mais, après 1724, lorsque Bruey eut cessé de s'occuper des affaires du Sénégal, toutes ces contrées échappèrent peu à peu à l'influence française et la décadence commença. Les Français n'étaient plus solidement établis qu'à Saint-Louis et Gorée lorsque, pendant la guerre de sept ans, ces deux comptoirs tombèrent entre les mains des Anglais. Gorée fut rendu à la paix, mais Saint-Louis leur resta jusqu'au moment (1779) où le duc de Lauzun s'en empara pendant la guerre d'indépendance.

Pendant les guerres de l'Empire, Gorée et Saint-Louis

<sup>1</sup> La compagnie des Indes occidentales de 1664 négligea systématiquement l'Afrique. C'est néanmoins un voyage d'exploration dans l'île du Sénégal en 1667 qui revint encore que toutes les rivières (A. O.) étaient les indiennes branches servant d'embarquement au commerce qui échoua, et son voyage sur les côtes de la Guinée qui fut rapporté par le capitaine VILLART DE BELLEFONDS (*Relation des voyages d'Afrique*, 1669).

tombèrent une seconde fois entre les mains des Anglais, G. rée en 1800 et Saint-Louis en 1809, mais le traité de Paris nous restitua ces deux établissements.

**40. — Les Français à Madagascar<sup>1</sup>.** — La grande île des Arabes qui la fréquentaient appelaient l'île de la Lune et qui n'est peut être pas la « Madagascar » dont parle le voyageur vénitien Marco Polo, fut découverte dans les premières années du xvi<sup>e</sup> siècle par des navigateurs portugais Diégo-Diaz, 1500, Ruy Pereira et Tristan da Cunha (1506) qui l'appelèrent île Saint-Laurent. Elle était visitée par les marins des différentes puissances, qui y faisaient escale en allant dans l'Inde, mais les Français furent les premiers à en prendre possession. En 1642, la compagnie fondée par Rigault envoya à Madagascar quelques Français conduits par un protestant rochelais Jacques Pronis<sup>2</sup>. Ils se fixèrent dans l'île et bâtirent Fort Dauphin. Pronis noua des relations avec les habitants en épousant Andrianamirivane, niece d'un chef indigène. Malheureusement, par son administration violente, il s'aliéna d'abord ses compagnons qu'il forçait à cultiver la terre, puis les indigènes eux-mêmes en s'emparant par trahison d'un certain nombre d'entre eux qu'il vendit comme esclaves au gouverneur hollandais de l'île Maurice De Flacourt, qui vint le remplacer à la tête de la colonie en 1648, fonda sur la côte de nouveaux établissements et a laissé sur son séjour dans ce pays un livre intéressant<sup>3</sup>. Mais sa politique d'intimidation

<sup>1</sup> LOUIS PAULIAT, *Madagascar*, 1884 (extrait de la *Nouvelle Revue*). — GRANDIDIER, *Histoire de la géographie de Madagascar*, 1892. — FROIDEVAUX, *Les Lusaristes à Madagascar*, 1903. — GABRIEL GAVIER, *Madagascar*, 1904. — *Collection des ouvrages anciens concernant Madagascar* 4 vo., Paris, 1903-1906.

<sup>2</sup> Voir sur les rapports des Arabes avec Madagascar : G. FERRAS, *Les Musulmans à Madagascar*, 1891.

<sup>3</sup> Voir sur ce personnage trop sévèrement jugé : HENRI FROIDEVAUX, *Jacques Pronis* (extrait de la *Revue historique*, 1900).

<sup>4</sup> *Histoire de la grande île de Madagascar*, 1658, 2<sup>e</sup> éd., 1660. — Voir MAIOTET, *Etienne de Flacourt* (thèse de doctorat ès-lettres, 1898). De Flacourt resta à Madagascar jusqu'en 1655, époque à

ne finit d'éloigner de nous les indigènes. Ni la compagnie succéda en 1656 à la compagnie des Indes orientales de 162, ni le maréchal duc de la Meilleraie ne modifièrent la situation précaire de la colonie. Des renforts furent envoyés en 1659 sous la conduite de Champmargou ; mais celui-ci fut bientôt amené à guerroyer contre les indigènes que le zèle impetueux d'un missionnaire avait soulevés contre les Français. La situation de notre établissement était devenue finalement très critique.

Louis XIV donna à la colonisation de l'île Dauphine (c'est ainsi qu'on édit de 1665 attribua à Madagascar, une importance très vive<sup>1</sup>. La compagnie des Indes orientales, fondée en 1664, s'établit dès l'année suivante à Fort Dauphin et une grande expédition, commandée par le comte de Montdevergue, fut dirigée sur ce pays : elle comprenait 1.700 personnes de tous métiers. L'entreprise joua d'abord de malheur. Montdevergue n'arriva à Fort-Dauphin qu'en 1667 après une navigation longue et pénible de plus d'une année. Il n'était pas attendu, et tout manquait pour recevoir les colons. Mais, grâce à l'énergie de Montdevergue, au lieu de se laisser aller au désespoir, ils se mirent au travail. Fort Dauphin devint bientôt une véritable ville fortifiée, les terres des environs furent mises en culture ; de bonnes relations furent entretenues avec les chefs indigènes qui reconnurent l'autorité française. Malheureusement, l'œuvre de Montdevergue fut élé calomniée auprès du roi. La compagnie, désirant consacrer uniquement au commerce de l'Asie, demanda et obtint d'être déchargée de la colonisation de Madagascar. Une nouvelle expédition commandée par de la Haye arriva à Fort-Dauphin en 1670 pour prendre le commandement de l'établissement qui devait être désormais géré pour le compte

de la Haye, il partit, laissant le commandement à Pronis, de retour depuis sa précédente. L'expérience avait rendu Pronis plus tolérant, et il mourut bientôt. Quant à de Facourt, il perit en 1660 sans suite contre les pirates barbaresques alors qu'il revenait à Madagascar à la tête d'une nouvelle expédition.

LOUIS PAUCIAT, *Madagascar sous Louis XIV*, 1886.

commerce anglais. Les prises étaient devenues la part plus claire des ressources de cette colonie isolée. L'Angleterre résolut de s'en emparer : « Tant que les Français auront l'île de France, disait Chatham, les Anglais ne seront pas les maîtres de l'Inde ». Malgré la résistance patriotique d'une population essentiellement française de cœur, l'île Bonaparte puis l'île de France durent capituler en 1810. Les traités de 1815 séparèrent les deux îles sœurs. La Réunion resta française, mais l'île de France, préférée, bien que plus petite par les Anglais à cause de son excellent port, passa sous la domination et prit le nom d'île Maurice. Rodrigue et les Seychelles, considérées comme dépendances de l'île Maurice, eurent le même sort.

**42. — Les Français dans l'Inde <sup>1</sup>.** — L'influence française dans l'Inde a duré un peu moins d'un siècle : elle commença sous Colbert, elle a été anéantie pendant la guerre de sept ans. Avant la création de la compagnie des Indes orientales par Colbert en 1664, plusieurs projets avaient sans doute été formés soit par le gouvernement, soit par les particuliers, mais ils avaient été bientôt abandonnés, quelques-uns même sans avoir reçu aucun commencement d'exécution. Après le traité de Paris en 1763, l'influence anglaise a définitivement supplanté la nôtre dont il ne reste plus que des vestiges.

Pendant cette période de 1664 à 1763, les Français ont poursuivi successivement dans l'Inde deux résultats bien distincts : un but commercial d'abord, un but politique ensuite.

A l'origine, en effet, les agents de la compagnie des Indes cherchaient simplement à fonder des comptoirs sur la côte

<sup>1</sup> L'île Maurice a 1833 k. c. et la Réunion 2511 k. c.

<sup>2</sup> Colonel MALIBSON, *Histoire des Français dans l'Inde* 1664-1761, trad. Le Page, 1874. — LAVISSE et RAMBAUD, *Histoire géographique*, t. VI, ch. 23 et t. VII, chap. 6. — GAFFAREL, *Les colonies françaises*, 5<sup>e</sup> éd., p. 325-392. — CASTONNET-DESFOSSÉS, *L'Inde française avant Dupleix*, 1887.

L'Hindoustan et à en faire le siège d'un commerce lucratif avec les indigènes. Ainsi, un Hollandais entré au service de la France, Caron, qui commandait la première expédition envoyée par la compagnie aux Indes, fonda aussitôt son rivée dans le pays (1668) un comptoir à Surate. Un édit du 12 novembre 1671 transporta de Madagascar dans cette ville le siège de l'autorité suprême de la compagnie. En 1669, un autre comptoir fut créé à Mazulipatam par Mar-  
tin. En 1672, les Français s'emparèrent de San-Thomé, où les Hollandais les chassèrent deux ans plus tard. Mais François Martin, qui avait vaillamment défendu cette place, ne se découragea pas. Il fonda bientôt après l'établissement de Pondichéry qui se développa rapidement. Chandernagor fut également de la même époque.

Nos rivaux dans l'Inde à cette époque n'étaient pas encore les Anglais, mais bien les Hollandais auxquels nous venions disputer le commerce de cette contrée. On a même pu soutenir sans invraisemblance que la fameuse cause de la guerre de Hollande, tant cherchée par les historiens qui ont em-  
ployé les idées les plus diverses, avait été le désir de Louis XIV d'enlever aux Hollandais le commerce de l'océan Indien<sup>1</sup>. Quoi qu'il en soit, ceux-ci, pendant les guerres de Hollande, et de la ligue d'Augsbourg cherchèrent à s'emparer de nos comptoirs. Martin dut même capituler dans Pondichéry en 1693. Mais chaque fois nos établissements nous furent rendus à la paix. En 1701, la Compagnie des Indes abandonna le comptoir de Surate et transféra son siège principal à Pondichéry. Cette ville comptait à la mort de Martin (1706), 40.000 habitants. La prise de possession de Mahe par la Bourdonnais en 1723, puis l'acquisition de Karikal en 1739 nous fournirent ensuite sur la côte de nouveaux centres d'influence.

Sous le règne de Louis XV, nos adversaires ne sont plus les Hollandais, mais les Anglais établis à Madras, à Calcutta et à Bombay. En même temps la lutte revêt un caractère

<sup>1</sup> P. LAFITTE, *Madagascar sous Louis XIV*, p. 305 et suiv.

différent. Aux gouverneurs à tendance commerciale, comme Caron et Martin, qui agissaient surtout par la persuasion et entretenaient avec les princes indigènes des relations amicales et pacifiques, ont succédé des gouverneurs à tendance politique qui veulent imposer leur autorité, qui aspirent à gouverner le pays et à le soumettre à la domination française. Les circonstances étaient d'ailleurs devenues particulièrement favorables pour une entreprise de ce genre. A la mort du grand Mogol Aureng-Zeb (1707), son empire s'était démembré, et il s'était produit un phénomène de désagrégation que Maucaulay a très justement comparé à celui qui s'est manifesté sur le continent européen après la mort de Charlemagne. Soubabs et nababs s'étaient rendus indépendants et guerroyaient continuellement entre eux. L'Inde était une proie offerte au plus fort et au plus habile. Qui allait l'emporter, de la France ou de l'Angleterre?

Les prétentions politiques de la France commencèrent à s'affirmer avec Dumas, gouverneur de 1735 à 1741. Il protégea contre l'invasion des Mahrattes, bandes de pillards musulmans, les princes hindous qui lui reconnurent en échange le titre de nabab et certains attributs de la souveraineté, notamment le droit de lever des troupes et de battre monnaie.

Dupleix, désigné au choix de la compagnie par l'habileté avec laquelle il avait développé l'établissement de Chandernagor, continua l'œuvre de Dumas, aidé, a-t-on dit souvent, mais peut-être à tort, de sa femme, la célèbre princesse Jeanne. Dupleix, auquel ses ennemis ont rendu justice avant ses compatriotes! Les Anglais reconnaissent, en effet, en lui l'inventeur des deux procédés dont l'emploi leur a ensuite assuré la domination de l'Inde<sup>1</sup> : le premier consistait à intervenir dans les querelles entre princes indigènes, à faire un vainqueur, et à tirer parti de son triomphe en obtenant de lui, suivant les cas, soit la reconnaissance de l'au-

<sup>1</sup> RAPSON, *The struggle between England and France for supremacy in India*, 1887.

française, soit une fraction des dépouilles du vaincu. Le procédé était de suppléer à l'insuffisance des troupes françaises par des soldats indigènes dressés à l'européenne<sup>1</sup>. La guerre de la succession d'Autriche venait d'éclater au moment où Dupleix fut nommé gouverneur. Il suffit d'en relever ici les principaux épisodes dans l'Inde : l'arrivée de la flotte commandée par La Bourdonnais et la prise de Pondichéry par ce dernier, la rivalité qui s'éleva entre ces deux hommes, le refus de Dupleix de ratifier le traité par lequel La Bourdonnais avait consenti à rendre Madras moyennant une rançon de 10 millions, l'accusation de trahison qui pesa sur La Bourdonnais à ce sujet, son retour, sa disgrâce, son exil et sa mort (1753), puis, lorsque Dupleix fut resté seul, la bataille de San-Thomé où Parlhis défit le nabab du Carnate qui venait pour reprendre Madras, bataille qui révéla l'infériorité militaire des Européens et la faiblesse des troupes indiennes, le siège de Fort Saint David par Dupleix et de Pondichéry par Boscawen, également infructueux, la paix malencontreuse d'Aix-la-Chapelle (1748) qui rendit Madras aux Anglais.

La lutte n'en continua pas moins sous les noms des prétendants rivaux aux trônes du Dekan et du Carnatic, dont l'un était soutenu par Clive qui faisait alors ses débuts et les autres par Dupleix. Le triomphe des princes alliés de France, l'expédition de Bussy contre les Mahrattes qu'il était chargé de traiter, avaient assuré notre suprématie dans toute l'Inde, lorsque le gouvernement français, cedant aux pressions de l'Angleterre et aux craintes des actionnaires de

<sup>1</sup> La vie et l'œuvre de Dupleix ont fait l'objet de nombreuses monographies : H. BIONVE, *Dupleix*, 2 vol. 1881. — THIBAUT-HAMONT, *Essai d'empire français dans l'Inde au XVIII<sup>e</sup> siècle, Dupleix et ses correspondances inédites*, 1881. — CHARON DE LA RIVE, *Dupleix ou les Français aux Indes orientales*, 1888. — PROSPER RATTI, *Dupleix* (lèse le doctorat ès-lettres, 1901). Voir aussi la biographie consacrée à Dupleix par le colonel Maleson dans la *Collection des Rulers of India* publiée sous la direction de W. HUNTER, Cpr. les *Mémoires de MAURE DE LA BOURDONNAIS*, recueillis et publiés par son petit-fils en 1827.

la compagnie des Indes, commit la faute de rappeler Dupleix (1754). Disgracié et méconnu, le premier fondateur de la domination européenne dans l'Hindoustan, persécuté par ses créanciers, mourut pauvre en 1763.

Aussitôt le départ de Dupleix, la décadence de l'influence française commence et se précipite<sup>1</sup>. Son successeur Clive signe le honteux traité par lequel les deux compagnies s'engagent à ne plus intervenir dans les affaires indiennes et renoncent à toute possession acquise depuis la dernière guerre (1754). L'œuvre de Dupleix était détruite d'un coup de plume. Pendant la guerre de sept ans, Clive poursuivit ses succès. Lally-Tollendal, qui fut envoyé pour le combattre en 1758, latta courageusement contre les Anglais, mais par sa hauteur et ses violences envers les princes indiens et par son injustice envers Bussy dont il méconnaissait l'expérience et qu'il eut le tort de rappeler du Dekan où il n'avait réussi à se maintenir, il mécontenta tout le monde. Arrivé dans Pondichery après la défaite de Vandavachi, il capitula le 14 janvier 1761. C'en était fait désormais de la puissance française. Le traité de 1763 qui nous rendit cinq villes que nous possédons encore aujourd'hui, à la condition de ne pas les fortifier, consacra notre défaite.

Notre domaine colonial dans l'Inde est resté depuis tel que le traité de Paris l'avait laissé. Ni les secours apportés par le bailli de Suffren à Haider-Ali dans sa lutte contre les Anglais pendant la guerre d'indépendance, ni les échecs isolés de quelques Français<sup>2</sup>, ni les visées ambitieuses de Bonaparte qui avait vu surtout dans l'Égypte la route vers l'Inde et qui rêvait de conduire à travers l'Asie une armée au secours de son allié Tippu-Saïb, ne devaient réussir à rétablir notre influence dans la péninsule.

**43. — Conclusion.** — Si l'on recherche l'enseignement que l'on peut tirer de cette histoire sommaire de la colonie

<sup>1</sup> Voir sur cette dernière période. THIBAUT HAMONT, *La fin de l'empire français aux Indes. Lally Tollendal*, 1887.

<sup>2</sup> BARBE, *Le nabab René Madaec 1772-1808*, 1894.

française d'autrefois, on est conduit à des constatations tout-à-fait réconfortantes.

Il y a tout d'abord toute la légèreté de la phrase bien connue : *la France n'est pas colonisatrice*. Cette formule a eu une fortune d'être considérée comme une de ces vérités éternelles que le public répète sans se donner la peine de les discuter. C'est une idée courante, presque un axiome, et elle est le grand argument que l'on oppose chez nous à toutes les nouvelles tentatives de colonisation. Or, si cette formule n'est pas vraie dans une certaine mesure des Français du XVIII<sup>e</sup> siècle (et nous verrons plus tard pour quelle cause), elle est tout à fait inexacte, appliquée aux Français d'autrefois. On trouve chez eux, suivant le mot de Jules Duval<sup>1</sup>, « l'instinct héréditaire d'expansion aventureuse » qu'ils ont hérité de leurs ancêtres Gaulois, Northmands, Basques et Normands. Ils ont eu le goût des expéditions lointaines.

Les auteurs, reconnaissant cette qualité de notre tempérament national, ont formulé le reproche d'une manière un peu différente. Les Français, dit-on, n'ont pas su coloniser. Leroy-Beaulieu<sup>2</sup>, notamment, leur a reproché d'abord l'absence d'armes, le goût outré des aventures qui les poussait toujours à s'éloigner et à faire de nouvelles découvertes, et ensuite une facilité déplorable à prendre les mœurs et les idées des populations primitives. Nos Canadiens, dit-il, n'étaient que des *coureurs des bois*; or il n'y a que des hommes sérieux et sédentaires adonnés à l'agriculture qui peuvent fonder des établissements durables. En réalité, le premier empire colonial avait plus d'apparence que de réalité. Pour devenir un peuple colonisateur, il faut nous débarrasser de ces défauts traditionnels de notre race.

Il y a beaucoup d'injustice dans ces reproches. Il ne faut pas oublier en effet que, s'agissant de coloniser un nouveau monde où les nations européennes se disputent l'influence,

<sup>1</sup> *Les colonies de la France*.

<sup>2</sup> *De la colonisation chez les peuples modernes*, 1<sup>re</sup> partie, liv. I, ch. 5.

le grand point est *d'arriver premier*. La souveraineté des pays nouvellement découverts appartenant au premier occupant, c'est à une véritable course au clocher que livrent les nations européennes. Il se passait au XVIII<sup>e</sup> dans l'Amérique du Nord ce qui s'est produit au XVI<sup>e</sup> en Afrique. Il fallait pour les Français prendre possession du bassin du Mississipi avant que les Anglais n'eussent franchi les monts Alleganys. On ne doit pas leur reprocher d'avoir tout sacrifié à ce but et d'y être arrivés. D'un autre côté, les coureurs des bois, les capitaines de sape, constituaient un utile trait d'union entre la population indienne sédentaire et les indigènes nomades. Ils maintenaient la harmonie et facilitaient les relations d'échange entre les deux éléments distincts de population. C'est grâce à eux que les Canadiens ont pu trouver dans les Indiens des alliés et fidèles alliés, sans lesquels ils n'auraient jamais pu proposer aussi longtemps la résistance contre les colons anglais. Dans ces circonstances, les défauts que l'on reproche à nos Français devenaient de réelles qualités.

Il n'est pas d'ailleurs difficile de montrer que nos premiers colons ont été tout autre chose que des voyageurs, des curieux qui parcourent le pays et qui passent, et que le premier empire colonial jouissait d'une solide base. Trois observations le prouveront.

a Tout d'abord, en effet, au moment où nous les perdîmes, nos colonies étaient florissantes. Les Acadiens étaient des agriculteurs laborieux et persévérants qui, malgré un climat rigoureux et malgré des obstacles de toute nature, avaient accompli des travaux considérables de défrichement et étaient arrivés à une grande aisance. Il faut se représenter le tableau touchant que M. Rameau de Saint-Père a tracé de leurs mœurs simples et laborieuses et des malheurs imprevus des Acadiens, et l'on reconnaîtra — tout en faisant abstraction des idées particulières de l'auteur — que les hommes qui fondèrent les établissements agricoles de Beaubien, de la Rivière aux Mines et de Ch. pody étaient des colons modèles. Les colons des Antilles françaises, au XVIII<sup>e</sup> siècle, fertiles et bien cul-

ment toute comparaison avec les îles que les Espagnols et les Anglais possédaient dans ces parages. La culture des terres coloniales y avait reçu un très grand développement. A la Martinique, Des Chenx avait introduit le café au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle et cette culture y avait eu un grand essor. La magnifique île de Saint-Domingue était devenue le plus grand producteur de sucre qui fût au monde. Elle exportait annuellement, dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, 163 millions de livres de sucre et 68 millions de livres de café, sans compter les productions secondaires, coton, cacao, indigo. Les auteurs anglais, Adam Smith, Merivale, ont fait l'éloge des planteurs français. Dans l'océan Indien, l'île Bourbon était riche par ses cultures, l'île de France par son commerce. Les navires qui allaient en Extrême-Orient ou en revenaient faisaient escale à Port-Louis. Les habitants des îles Mascareignes étaient considérés comme les gens les plus heureux de toute la terre. D'une façon générale, toutes nos colonies de plantations étaient très prospères. — Sans doute, toutes nos possessions n'ont pas atteint ce degré de richesse. Dans les unes, la lutte était trop difficile contre l'insalubrité du climat (Guyane) ou l'hostilité des indigènes (Madagascar). Dans d'autres (l'Inde), l'influence française n'a pas duré assez longtemps et a disparu avant d'avoir pu porter ses fruits. Sur la côte d'Afrique, la nature du but poursuivi par les Français, comme par les autres Européens, la traite des noirs), était incompatible avec tout essai de colonisation durable. Mais ce sont là tout de causes extérieures qui n'infirmant en rien la valeur en conséquence des efforts accomplis par nos compatriotes, et, dans son ensemble, la colonisation française sous l'ancien régime avait réussi.

En second lieu, tandis que la plupart de nos colonies d'aujourd'hui des colonies d'exploitation, nos ancêtres ont surtout fondé des colonies de peuplement, habitées par des Français venus de France et dont les descendants se multipliaient rapidement. Nombreux étaient alors nos compatriotes qui se rendaient aux colonies et il est curieux de voir un

publiciste se plaindre de l'expatriation « qui semble en France une maladie nationale <sup>1</sup> ». Le but élevé poursuivi à cette époque — et nous verrons dans le prochain chapitre par quels moyens ingénieux — c'était l'agrandissement de la patrie. Les colonies, c'était un prolongement de la mère-patrie au delà de l'Océan, c'était la France elle-même dont elles portaient le nom. L'Acadie et le Canada étaient la *Nouvelle-France*, la région des grands lacs la *France septentrionale*, la Louisiane la *France méridionale*, les Antilles et la Guyane la *France équinoxiale*, Madagascar la *France orientale*. Or, dans toutes nos anciennes colonies de peuplement, l'influence française ne s'est pas effacée après la conquête anglaise. Les habitants ont conservé, avec la langue, les mœurs, les lois civiles et la religion de leurs pères, l'amour de leur patrie d'origine. Il n'y avait guère que 65.000 Français au Canada lors de la conquête, et aujourd'hui, il y a dans ce pays, d'après le recensement de 1901, 1.649.371 personnes parlant français contre 3.721.944 personnes parlant anglais. Les Franco-Canadiens sont 24 fois plus nombreux qu'en 1761. Dans la province de Québec, ils forment la grosse majorité (1.322.115 sur un total de 1.648.898 habitants). La lutte de la Chambre basse, composée presque exclusivement de Français, contre le gouvernement métropolitain, à partir de 1832, lutte suivie de sa dissolution et de la révolte de Papineau en 1837, l'insurrection de Louis Riel dans le Manitoba en 1885, le rejet en 1892 du bill Mac-Carthy dirigé contre l'enseignement du français et son emploi comme langue officielle, montrent que les Franco-Canadiens sont décidés, dans leur lutte contre l'*anglification*, à défendre énergiquement leurs droits et à ne pas se laisser absorber par l'élément anglais<sup>2</sup>. Il faut d'ailleurs ajouter en outre que un million de Franco-Canadiens émigrés sont fixés dans les États septentrionaux de l'Union américaine, et que

<sup>1</sup> MOREAU, *Recherches et considérations sur la population*, 1778.

<sup>2</sup> E. HULOT, *Les Canadiens français et le développement des libertés parlementaires au Canada*, Annales de l'École des sciences politiques, 1887, p. 359 à 387. — GAILLY DE TAURINES, *La nation cana-*



çais au bout d'un siècle que le sont encore aujourd'hui le Canada et l'île de France<sup>1</sup>.

c) Ce qui prouve enfin l'aptitude colonisatrice de notre race, c'est qu'elle a toujours fourni des hommes qui, soit comme explorateurs, soit comme politiques, soit comme administrateurs, ont fait preuve de qualités exceptionnelles. Il suffit ici de rappeler les principaux noms : au Canada, Frontenac, Talon ; en Louisiane, l'héroïque Cavelier de la Salle, si longtemps et si injustement méconnu, auquel, suivant l'expression de Mirabeau le père, « il aurait fallu un Camoens », et son neveu d'Iberville ; aux Antilles, le père Dutertre, le père Labat, l'économiste Mercier de la Rivière qui fut intendant de la Martinique ; à Saint-Domingue, d'Ogeron ; à la Guyane, Malouet, Daniel Lescelier ; au Sénégal, André Brue ; à Madagascar, Montdevergue ; aux îles Mascareignes, La Bourdonnais, Poivre ; dans l'Inde, Martin, Dumas, Dupleix. Tous ont travaillé avec foi, avec ardeur, au développement de la plus grande France. On ne peut pas douter du génie colonisateur d'une nation qui produit de tels hommes.

Pourquoi donc l'empire colonial qu'ils avaient fondé, si prospère et si solide en lui-même, a-t-il été détruit ? Parce qu'il a été perdu sur les champs de bataille du continent. Puissance maritime et continentale à la fois (elle a aujourd'hui 3.140 kilom. de côtes et 2.170 kilom. de frontière terrestre), la France a été victime de sa double politique d'expansion. La politique de guerres européennes et de conquêtes continentales a fait tort à la politique d'expansion coloniale. On n'a pas compris, suivant le mot d'un gouverneur du Canada, « que la France pouvait en dix ans et à moins de frais s'assurer en Amérique plus de puissance réelle que ne sauraient lui en procurer cinquante années de guerre en Europe ». La politique continentale l'a emporté, et nos colonies ont payé la rançon de ces fautes. Pour avoir voulu l'empire de l'Europe, la France a perdu l'empire du monde.

<sup>1</sup> VICTOR TANTET, *Survivance de l'esprit français aux colonies perdues* : Louisiane, Saint-Domingue, île Maurice (publié à l'occasion de l'Exposition de 1900).

## CHAPITRE II

LA POLITIQUE COLONIALE DE L'ANCIEN RÉGIME.  
LES COMPAGNIES PRIVILÉGIÉES DE COLONISATION<sup>1</sup>.

44. — Divergence des appréciations portées sur la politique coloniale de l'ancien régime. — La politique coloniale de la royauté a été l'objet des appréciations les plus opposées, violemment critiquée par les uns, exaltée au contraire par les autres.

Pendant la plus grande partie du XIX<sup>e</sup> siècle, l'opinion générale a été absolument défavorable. On ne voyait que les fautes du règne de Louis XV, l'injustice des pouvoirs publics envers Dupleix, La Bourdonnais et Lally-Tollendal, et finalement la perte de nos colonies pendant la guerre de sept ans. En même temps, le procédé de colonisation employé par nos anciens rois, qui consistait dans la création de grandes compagnies privilégiées, avait été sévèrement condamné par les économistes et était considéré comme la faute

<sup>1</sup> BIBLIOGRAPHIE — ENCYCLOPÉDIE MÉTHODIQUE Commerce, t. 1, 1752-700, v<sup>e</sup> Compagnie — LEROY BEAULIEU, *La colonisation des peuples modernes*, 5<sup>e</sup> éd., 1<sup>re</sup> part., liv. 1, chap. 5 — FERRÉ BONNASSIER, *Les grandes compagnies le commerce*, 1862 — FORT, *Repetoire de jurisprudence* édition de 1784 v<sup>e</sup> Compagnies et Indes — LOTS FALLET, *La politique coloniale de l'ancien régime*, 1887, et *Louis XIV et la Compagnie des Indes orientales*, 1886 — PIERONNET, *La politique coloniale de Colbert*, thèses de l'École des sciences politiques, 1886, p. 487 à 509 — RABE CLEMENT, *Histoire de Colbert* chap. 6 — CHARRIER, *Les compagnies de colonisation sous l'ancien régime*, 1899 — CHEMIN-CONTES, *Les Compagnies de colonisation en Afrique occidentale de Colbert* extrait de la *Revue coloniale*, 1903 — HENRY WEBER, *Compagnie française des Indes* thèse, Paris, 1904 — LUCIEN LAURENT, *La politique de la France au XVIII<sup>e</sup> siècle à l'égard de ses colonies* (*Revue coloniale*, 1906, p. 82-113, 216-256, 297-328 et 359-408).

fondamentale qui avait arrêté dans leur germe le développement du commerce et le progrès de nos colonies.

Depuis vingt ans, cette manière de voir a perdu beaucoup de terrain. Les compagnies privilégiées, que l'on croyait disparues à tout jamais avec les siècles passés, ont revu le jour, en Angleterre, en Allemagne, en Portugal et il a été question de les ressusciter également chez nous. En même temps, M. Paulhat a publié un livre d'une discussion serrée, plein de réflexions originales et d'observations profondes, pour démontrer cette thèse : qu'en matière de fondation de colonies, l'ancien régime était réellement passé maître, et que la politique coloniale du gouvernement d'alors était incomparablement supérieure à celle des gouvernements du xix<sup>e</sup> siècle.

Sans s'abandonner à une réaction excessive, il faut rendre justice à l'ancien régime et, avant de mettre à son passif la perte de notre premier empire colonial, il faut tout d'abord en inscrire la création à son actif. Or cet empire a été fondé sans obérer le Trésor et n'a coûté que très peu de sang français. Que l'on compare, au point de vue de la double dépense en hommes et en argent, la colonisation du Canada et de l'Hindoustan avec celle de l'Algérie et de l'Indo-Chine, et l'on reconnaîtra que les hommes d'état français du xix<sup>e</sup> siècle n'ont guère lieu d'être fiers. Et cependant combien la tâche leur était plus facile ! Ils avaient pour eux l'expérience du passé, toutes les découvertes de la science, des connaissances géographiques et ethnographiques beaucoup plus précises, des ressources financières et militaires autrement considérables. Coloniser, au contraire, pour le gouvernement de Louis XIII, c'était se lancer dans l'inconnu. Il s'agissait de pays dont on ne connaissait ni les habitants, ni les ressources, ni même la configuration géographique, et qu'il fallait tout d'abord découvrir et explorer. Puis, les mers n'étaient pas sûres ; les voyages maritimes étaient plus longs et plus pénibles qu'aujourd'hui ; on se heurtait aux prétentions des Espagnols et des Portugais à la possession exclusive du Nouveau-Monde ; les princip

Le droit des gens n'étaient pas encore reconnus; et, pour faire face à tant d'obstacles, les gouvernements d'alors ne disposaient à tous les points de vue que de moyens très restreints. On arrive donc à cette conclusion : les hommes d'état français du xvii<sup>e</sup> siècle, bien que placés dans des conditions plus défavorables, ont mieux su s'y prendre pour créer des colonies que ceux du xix<sup>e</sup> siècle.

**45. — Les compagnies de colonisation; notions générales.** — Le procédé employé consistait à créer, en vertu d'une charte octroyée par le roi<sup>1</sup>, des compagnies de colonisation jouissant de certains privilèges et auxquelles on imposait certaines obligations.

Pour préciser, on accordait à une compagnie d'actionnaires la souveraineté et la propriété des territoires que l'on se proposait de coloniser, et dont les limites étaient déterminées dans la charte de concession. C'était un premier avantage pour la compagnie qui pouvait soit faire cultiver ces terres à son profit, soit les vendre, soit les concéder moyennant une redevance. Elle avait de plus le monopole du commerce avec la colonie, auquel on ajoutait généralement l'exemption de tous les droits de douane pour les marchandises importées de la colonie en France ou exportées du royaume pour la colonie. Ces deux catégories de privilèges correspondaient en fait aux deux buts possibles. Pour les compagnies qui voulaient fonder une compagnie de peuplement et mettre la terre en valeur, comme celles qui colonisèrent l'Amérique, la propriété du sol était le point capital; pour les compagnies qui voulaient seulement, au contraire, établir des comptoirs et trafiquer avec les indigènes, comme celles qui étendirent leurs opérations en Afrique et en Asie, le monopole commercial était l'avantage essentiel.

La compagnie s'engageait par contre à assurer la sécurité

<sup>1</sup> Consulter à titre d'exemples celles qui sont reproduites à la fin du ouvrage de M. PAULIAT sur la *Politique coloniale de l'ancien régime*.

extérieure et intérieure de la colonie. A cet effet, elle déléguait certains attributs de la souveraineté : elle entretenait des soldats, élevait des forts, rendait la justice. D'autres obligations lui étaient en outre imposées par le développement de la colonisation (notamment la vue du peuplement de la colonie) et à la conversion des indigènes à la religion catholique.

Les chartes ainsi concédées étaient généralement octroyées pour un nombre d'années limité, mais elles pouvaient être renouvelées.

Ce procédé de colonisation était alors très général, en grand honneur non seulement en France, mais en Angleterre et en Hollande. Les compagnies des Indes orientales fondées dans ces deux pays, notamment, ont acquies une grande célébrité par leur développement et par leur puissance. Quoiqu'à un moindre degré, presque toutes les autres puissances de l'Europe ont possédé des compagnies de ce genre.

Toutefois, c'est en France que ces compagnies ont été, sinon les plus prospères, du moins les plus nombreuses. Faire naître des compagnies a été la politique constante et générale de nos rois depuis Henri IV jusqu'à la Révolution. D'un autre côté, c'est également en France que ces compagnies ont obtenu des pouvoirs publics les privilèges les plus étendus et l'appui le plus énergique. Jamais aucune autre puissance n'a fait en leur faveur des sacrifices aussi considérables et des efforts aussi puissants que celui de Louis XIV.

#### 46. — Histoire sommaire des compagnies de colonisation fondées sous l'ancien régime. — Le système

A la fin de son règne, le grand électeur de Brandebourg Frédéric Guillaume (1640-1688), en fonda plusieurs. La Suède fonda la compagnie des Indes orientales. Le Danemark en eut successivement quatre (1612, 1634, 1686, 1732). Des négociants des Pays-Bas trichiers fondèrent en 1722 une compagnie d'Ostende que le roi de France consentit à sacrifier en 1727, malgré ses heureux débuts, qu'elle excitait la jalousie des autres puissances. L'exemple de ces pays fut suivi au XVIII<sup>e</sup> siècle par l'Espagne (compagnie des Philippines) et par le Portugal (compagnie de Maragnon puis de Fernand).

Compagnies privilégiées avait été déjà pratiqué par Henri IV. En 1603, une compagnie de la Nouvelle-France, fondée par Isaac de Mons, obtint le monopole du commerce de ce pays, mais les réclamations des marchands des différentes régions littorales du royaume firent rapporter ce privilège au bout de quelques années. En 1604, Henri IV accorda le privilège de commerce de l'Inde à une compagnie des Indes orientales créée par Gérard de Roy.

Ce n'étaient encore que des essais. Dans la suite, en effet, ces hommes devaient donner une impulsion très énergique au procédé de colonisation : Richelieu, Colbert, Law.

*Richelieu.* — Lorsque Richelieu eut pris, en 1626, la direction des affaires maritimes, on vit aussitôt éclore un grand nombre de compagnies, correspondant à tous les pays où l'on projetait la colonisation :

*Compagnie du Morbihan* (1626) ; *compagnie de la nacelle de Saint-Pierre fleurdelysée* (1627). Ces deux compagnies, qui se proposaient un but trop vaste, ne purent même pas s'organiser.

*Compagnie des cent associés*, pour le commerce du Canada, créée par un édit de mai 1628, après avoir longtemps végété, mourut en 1663.

*Compagnie de Saint-Christophe*, formée le 30 septembre 1636 pour peupler et établir Saint-Christophe et les autres îles situées entre le 11° et le 18° degré de latitude. Le privilège de cette compagnie fut successivement renouvelé et prolongé en 1635<sup>1</sup> et en 1642<sup>2</sup>. Elle finit par liquider ses possessions : de 1649 à 1651, elle vendit la Guadeloupe et ses dépendances aux sieurs Boisseret et Houel pour 60.000 livres, la Martinique, Sainte-Lucie, Grenade et les Grenadines à Duquet pour la même somme, et enfin Saint-Christophe,

<sup>1</sup> Contrat du 12 février 1635, reproduit dans Petit, *Droit public des colonies françaises*, t. I, p. 4 et suiv. La Compagnie prend le nom de *Compagnie des îles de l'Amérique* et son privilège s'étend du 10° au 30° degré.

<sup>2</sup> Édit de mars 1642 reproduit dans Petit, *op. cit.*, t. I, p. 40 et

Saint-Barthélemy, Sainte-Croix et Saint-Martin à Poincy pour le compte de l'Ordre de Malte pour 49.000 écus. Les acquéreurs n'étaient autres d'ailleurs que les gouverneurs des îles, personnages sur lesquels la compagnie avait perdu toute autorité, ayant consenti à partager ses revenus avec eux.

Plusieurs compagnies *de la France équinoxiale* qui échouèrent les unes après les autres : compagnie fondée par des marchands de Rouen en 1633, compagnie fondée par M. de Roiville et autres seigneurs de la Guyane en 1651.

Diverses petites compagnies pour le commerce du *Sénégal*<sup>1</sup>.

Enfin, en 1642, Richelieu accorda le privilège du commerce *des Indes orientales* à une compagnie fondée par le capitaine dieppois Rigault : les lettres patentes du 15 février 1642, qui l'ont octroyé, constituent la base première de nos prétentions sur l'île de Madagascar<sup>2</sup>. Les droits de la compagnie sur cette île furent après 1654 disputés pendant six ans entre celle qui lui avait succédé et le maréchal de la Meilleraye.

b) *Colbert*. — En somme, de toutes les compagnies fondées par Richelieu, les unes avaient disparu après une existence pénible, les autres végétaient encore lorsque Colbert

<sup>1</sup> Deux marchands de Rouen, Fernand et Quinet, fondèrent en 1626 une compagnie pour le commerce du Sénégal. C'était une entreprise purement privée. En 1633, ils passèrent la main à Roux et Robin. La compagnie ainsi réorganisée, obtint, par lettres patentes du 24 juin 1633, le privilège de la traite et du commerce depuis le Cap-Vert jusqu'à la Gambie. Cette compagnie eut pour directeur en Afrique Fumechon qui y resta jusqu'à sa mort en 1682. En 1659 cette compagnie vendit ses établissements pour 92.000 livres à une nouvelle compagnie du Cap-Vert et du Sénégal qui eut pour directeur en Afrique d'abord Raguenet, puis le sieur du Boulay. En 1664 cette dernière compagnie vendit le fort de Saint-Louis et le privilège du commerce du Sénégal pour 150.000 livres à la Compagnie des Indes occidentales (CHEMIN-DUPONTÈS, *op. cit.*, p. 17 et 18).

<sup>2</sup> H. FROIDEVAUX, *Documents inédits relatifs à la constitution de la Compagnie des Indes orientales de 1642* (Bulletin du Comité de Madagascar, octobre 1898).

ra au pouvoir. Celui-ci pensa que la faute en était malable, non au système lui-même, mais à la trop grande multiplicité de ces compagnies, dont chacune, prise isolément, était trop faible pour mener à bien une tâche aussi ardue et aussi longue que la fondation d'une colonie. Imbu de cette idée, il édifia deux grandes compagnies, l'une pour l'Orient, l'autre pour l'Occident, embrassant à elles deux tout l'ensemble du commerce colonial de la France.

Une nouvelle compagnie de la France équinoxiale avait été fondée par un édit d'octobre 1663. Considérablement développée, elle devint l'année suivante la *Compagnie des Indes occidentales*. L'édit du 28 mai 1664<sup>1</sup> lui accordait des privilèges très étendus. Elle recevait, pendant quarante ans, le monopole du commerce et de la navigation avec l'Amérique entière et toute la côte occidentale de l'Afrique depuis Cap-Vert jusqu'au cap de Bonne-Espérance. Elle était exonérée de tous les droits concédés antérieurement à d'autres compagnies dans ces parages. Les îles vendues à Duquesne, à Poisseret et à l'Ordre de Malte furent rachetées et ne lui furent remises. On lui faisait en même temps des avantages pécuniaires considérables : exemption de tout droit d'entrée et de sortie, prime de 30 livres par tonneau à l'exportation de France et de 40 livres à l'importation en France, avance par l'État du dixième des capitaux nécessaires sans intérêt pendant quatre ans.

Plus favorisée encore fut la *Compagnie des Indes orientales*<sup>2</sup> qui reçut sa charte par lettres patentes d'août 1664. Elle eut le monopole du commerce et de la navigation depuis le cap de Bonne-Espérance jusqu'au delà des mers de Chine pendant cinquante ans. Outre l'exemption de tout droit d'entrée et de sortie, le roi lui accordait une prime de 50 livres par tonneau à l'exportation et de 75 livres à l'importation, il lui avançait 10 millions sans intérêt pendant dix ans, et enfin

<sup>1</sup> Reproduit dans l'ETIT, op. cit., t. I, p. 21 et suiv.

<sup>2</sup> J. SERRAS, *Histoire de la Compagnie des Indes orientales 1664-1719*, 1905.

il lui donnait, à l'embouchure du Blavet, les terrains vagues où fut fondé plus tard le port de Lorient.

A quoi aboutirent tant de sacrifices?

La Compagnie des Indes orientales ne prospéra jamais au point de vue financier, si bien qu'elle avait fini par trouver plus avantageux de vendre à des particuliers des permissions pour commercer dans les Indes à la condition de faire leurs expéditions par ses propres navires, ce qui lui assurait le bénéfice du fret. Au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle (1712), elle céda l'exercice de ses droits à des armateurs de Saint-Malo, moyennant un tant pour cent sur les bénéfices. Son privilège fut néanmoins, à son expiration, renouvelé pour une période de dix ans (édit du 29 septembre 1714).

La Compagnie des Indes occidentales ne s'occupa sérieusement que de la colonisation des Antilles, sur lesquelles elle concentra tous ses efforts. En 1673, elle vendit ses droits sur la côte d'Afrique, dont elle n'avait point usé, pour 75.000 livres à une compagnie du Sénégal, et, en 1674, elle liquida victime des pertes nombreuses qu'elle avait subies et d'une mauvaise administration. Le roi se chargea de payer ses dettes, et les territoires qu'elle possédait en Amérique passèrent sous l'administration directe de la Couronne (Édit de décembre 1674).

Mais le système des compagnies à charte n'était point définitivement abandonné. Seulement, on revint aux compagnies multiples : compagnie de l'Acadie (1683 à 1783), puis compagnie du Canada (1706-1717) pour le commerce des castors; deux compagnies d'Occident ou de la Louisiane, fondées, la première par Cavelier de la Salle (1684), la seconde par le financier Crozat (1712); compagnie royale de Saint-Domingue (1698-1720)<sup>1</sup>. Les compagnies du Séné-

<sup>1</sup> Cette compagnie, créée par un édit de septembre 1698, recevait pendant cinquante années le monopole du commerce sur la côte méridionale de l'île abandonnée par les Espagnols depuis le cap Tibarot jusqu'à la rivière de Naybe. La concession, retirée le 2 avril 1700, fut attribuée, au mois de septembre suivant, à la Compagnie des Indes, mais les troubles que cette nouvelle cession occasionna en entraî-

se succédaient les unes aux autres<sup>1</sup>. En 1684, une compagnie de Guinée reçut le monopole du commerce depuis le Cap-Vert jusqu'au cap de Bonne-Espérance<sup>2</sup>. Après avoir probablement absorbé une compagnie de la mer du Sud, créée en 1698, elle reçut en 1701, le privilège de l'*asiento*, c'est-à-dire le monopole de la fourniture des nègres pour les colonies espagnoles, et prit le nom de compagnie de l'Assiento. Mais à la paix d'Utrecht le privilège de l'*asiento* fut transféré à une compagnie anglaise, et bientôt après la compagnie de Guinée liquida<sup>3</sup>.

e) *Jean Law*. — En somme, on assistait, sous la Régence, à la disparition des compagnies fondées sous Louis XIV. Law eut néanmoins l'idée, mais, avec l'audace qui le caractérisait, il voulut faire encore plus grand que Colbert. A une compagnie d'Occident, qu'il avait fondée en 1717 pour la colonisation de la Louisiane, il réunit, par un édit de mai 1719, celles des Indes orientales, et la nouvelle *Compagnie*

eut la révocation en 1724 et, depuis lors, il ne fut plus question de compagnie à Saint-Domingue (Perrin, *op. cit.*, t. I, p. 91 et s.)

Une compagnie du Sénégal de 1673, simple société particulière, laquelle ne furent point délivrées de lettres patentes, réussit tout de même. Elle avait à la côte d'Afrique un bon directeur politique, Casse (ROBERT DE CASSE, *L'amiral du Casse*, 1876 qui y resta jusqu'en 1679. A cette époque, le domaine d'Occident accorda à la Compagnie le monopole de la fourniture des nègres pour l'Amérique elle fut transporter aux Antilles 2.000 nègres par an pendant 8 ans et eut le droit de toucher une prime de 13 francs par tête. Un arrêt du conseil du 25 mars 1673 homologua ce contrat et accorda à la Compagnie le monopole des côtes d'Afrique, du cap Blanc au cap de Bonne-Espérance. Mais la nécessité pour la Compagnie d'augmenter son capital et de se réorganiser lui échoua dans une tâche devenue trop lourde et elle vendit ses droits à une nouvelle compagnie en 1681, laquelle fut dirigée par Dancourt qui fit avec Lemaire une exploration dans l'intérieur du Sénégal (LEMAIRE, *Voyages au Sénégal* 1695) Voir sur ces points : CHÉRON-DEPONTES, *op. cit.*, p. 89-142.

Arrêt du conseil du 12 septembre 1684. La Compagnie du Sénégal ayant réclamé, un autre arrêt du 6 janvier 1685 reporta la limite de la côte de Sierra Leone.

G. SCHILLER, *La traite négrière aux Indes de Castille, contrats et privilèges d'asiento*, 1906, t. II.

*des Indes*, après avoir absorbé toutes les petites compagnies encore existantes, embrassa le commerce des quatre coins du monde<sup>1</sup>. La fondation de cette compagnie se rattache étroitement au système de Law. C'était bien plus une opération financière qu'une entreprise de colonisation. Mais, malgré des restrictions successives de son privilège, elle dura jusqu'en 1769. A cette époque, son monopole fut l'objet d'une attaque dans un mémoire de Morellet<sup>2</sup>, démontrant qu'il était à la fois inutile à l'État et aux actionnaires, ceux-ci étant dans l'impossibilité d'en continuer l'exercice. Malgré une réponse de Necker, mettant en relief les services que cette compagnie avait rendus à la colonie, son privilège fut suspendu par un arrêt d'août 1769.

Néanmoins, cette conception d'une compagnie privilégiée était tellement familière aux hommes d'État de l'ancien régime qu'après l'avoir abandonnée ils y reviennent que aussitôt. Ainsi, au moment où s'ouvre la Révolution on trouve encore une nouvelle compagnie des Indes, la compagnie du Sénégal, fondée pendant le ministère de Calonne. Il y avait donc bien là une politique traditionnelle et constante de l'ancien régime : elle n'a disparu qu'au

**47. — Circonstances qui expliquaient et justifiaient à l'origine les compagnies privilégiées de colonisation.** — L'histoire de toutes ces compagnies succédant les unes aux autres pour disparaître à leur tour, et échouant toujours malgré leurs transformations et les

<sup>1</sup> DUFRESNE DE FRANCHEVILLE, *Histoire de la Compagnie des Indes*, 1740 — DONEAU DU PLAN, *Histoire de la Compagnie des Indes*, 1849.

<sup>2</sup> La royauté dut reprendre le gouvernement de Louisiane et celui des îles de France et de Bourbon en 1764.

<sup>3</sup> *Mémoire sur la situation actuelle de la Compagnie des Indes*, juin 1769.

<sup>4</sup> Cpr. dans le même sens DUPONT DE NEMOURS, *Du commerce de la Compagnie des Indes* (publié dans les *Ephémérides de 1769*, t. VIII, IX, XI).

ces, tantôt parce qu'elles sont trop nombreuses et trop étendues, tantôt parce que, ayant un champ d'action trop étendu, elles sont dans l'impossibilité d'accomplir tout ce qu'elles ont embrassé, aboutissant finalement, malgré les faveurs et les subventions du Gouvernement, à la ruine de leurs actionnaires, porté tout d'abord à juger avec une grande sévérité ce procédé de colonisation. Les traits essentiels de ces sociétés paraissent d'ailleurs à première vue monstrueux et anormaux : au point de vue économique, avec leur monopole commercial, elles vivaient sous un régime de faveur et d'exception, au point de vue politique, elles jouissaient de certains attributs de la souveraineté qui ne devraient appartenir qu'à un État et qu'il est contraire aux principes du droit des gens d'accorder à une compagnie d'actionnaires.

Mais une condamnation trop absolue comporterait une grande part d'injustice. Lorsqu'on envisage la situation politique et économique de l'Europe au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, on explique très bien la création de ces compagnies, et on arrive à trouver, avec Roscher, qu'elles présentaient, à l'origine tout au moins, de sérieux avantages.

Au point de vue économique, le monopole conféré à ces compagnies paraissait tout naturel à cette époque : la vie commerciale et industrielle de la nation dans son ensemble était un tissu de privilèges et d'exceptions enchevêtrées et formait l'objet d'une réglementation restrictive. Or, tout en condamnant le principe général dont les grandes compagnies de commerce étaient une application, il faut bien reconnaître que leur monopole n'était pas plus condamnable que les autres.

Bien au contraire, il pouvait se justifier par certaines considérations spéciales. Le commerce des Indes était alors une charge beaucoup trop lourde pour un simple particulier, surtout plus qu'il n'y avait pas comme aujourd'hui de grandes maisons de commerce : il faut en effet tenir compte de la longueur des voyages, de l'insuffisance des renseignements géographiques et commerciaux, de la rareté des capi-

taux, de la faiblesse du crédit, d'une division incommode du travail. Une entreprise privée aurait couru à un échec que certain ; seule une compagnie privilégiée avait la chance de réussir. D'ailleurs, à beaucoup de points de vue, une compagnie valait mieux. Les entreprises particulières se seraient fait les unes aux autres une concurrence fureuse ; ou bien un bateau aurait pu arriver dans un port au moment où un autre venait de partir, et il n'aurait rien trouvé à vendre ni rien à acheter ; ou bien les deux bateaux seraient arrivés ensemble et ils auraient vendu bas prix et acheté cher. Une compagnie privilégiée pouvait au contraire espacer et régulariser ses expéditions, éviter ces doubles emplois. D'ailleurs, de simples particuliers se seraient pas fait faute de tromper indignement les indigènes avec lesquels ils n'auraient jamais eu sans doute de vrais rapports de leur vie, tandis qu'une compagnie avait une réputation commerciale à ménager. Autrement dit, avec une compagnie, moins d'aléa et plus de gain.

Au point de vue politique, ces droits d'entretenir une force armée, de rendre la justice, dont la concession semblait aujourd'hui si exorbitante, ne soulevaient aucune objection à une époque où les souvenirs de la féodalité n'étaient pas encore éloignés. Une compagnie privilégiée était en quelque sorte placée dans la situation d'un grand seigneur ayant de nombreux châteaux-forts, levant des troupes, et jouissant du droit de haute et basse justice ; ses rapports avec la royauté étaient ceux d'un vassal avec son suzerain. Quoi de plus naturel que de lui laisser l'ancien régime ?

Il était d'ailleurs nécessaire à cette époque de donner aux compagnies des forces suffisantes pour se défendre contre leurs concurrents étrangers et en imposer aux sociétés indigènes. Les nations européennes, au lieu de se combattre mutuellement ou tout au moins de mesurer leur rivalité par des procédés en apparence courtois, comme aujourd'hui, faisaient alors dans ces parages lointains une guerre ouverte et sans scrupule, excitant les indigènes contre leurs ennemis. A une époque où le principe de la liberté des mers n'était

ouvertement méconnu, où les Portugais et les Espagnols prétendaient avoir seuls le droit de naviguer sur la route des Indes, la rencontre d'un navire étranger était un danger contre lequel il fallait se prémunir, et il était bon d'être bien armé pour se défendre contre les carraques portugaises qui repandaient la terreur dans l'Océan Indien. D'un autre côté, une organisation puissante était nécessaire pour se faire respecter par des princes semi-barbares; des individus isolés auraient été soumis à toutes sortes de vexations et de dangers, les nations européennes n'entretenant alors dans ces parages lointains ni consuls ni escadres pour la protection de leurs nationaux.

Même en dehors de toutes ces considérations, si l'on se place au point de vue plus étroit de l'intérêt particulier de l'État colonisateur, il faut reconnaître que le recours à une compagnie privilégiée offrait des avantages de plusieurs sortes.

Tout d'abord, en effet, ces chartes étaient concédées ordinairement par la royauté aux Français qui avaient découvert le pays concédé et s'y étaient installés les premiers. La charte équivalait alors, suivant la comparaison très heureuse de Jean-Baptiste Say, *à un véritable brevet d'invention* dont l'appât était fait pour encourager de nouvelles découvertes.

Ce procédé était ensuite avantageux au point de vue personnel pour la royauté qui n'apportait en principe que son appui moral. C'étaient les actionnaires, simples particuliers, qui faisaient les frais de l'entreprise. Le Trésor en était quitte pour quelques sacrifices indirects résultant d'exemptions d'impôts, de primes, d'avances ou de subventions en argent; au fond, cela n'allait jamais bien loin. On a même soutenu qu'avec les ressources restreintes dont ils disposaient, les États du xvii<sup>e</sup> siècle auraient été dans l'impossibilité de se créer un empire colonial s'ils avaient dû subvenir directement avec leurs propres ressources aux dépenses d'une pareille entreprise <sup>1</sup>.

**48. — Comment on se procurait des actionnaires**

— Mais ici se pose un problème qui semble insoluble. Comment, à une époque où les capitaux étaient rares et timides, a-t-on pu obtenir de simples particuliers qu'ils fissent les frais d'une entreprise où l'État qui, en fin de compte, se trouvait plus intéressé qu'eux-mêmes, évitait cependant d'engager ses finances? Pour accomplir ce véritable prodige, nos anciens rois ont déployé une habileté consommée égale à celle de nos grands lanceurs d'affaires d'aujourd'hui. Ils se sont adressés à toutes les classes sociales, et, avec une grande connaissance des hommes, ils ont employé les moyens spéciaux les plus propres à obtenir le concours pécuniaire de chacune d'elles.

D'abord les courtisans. L'intervention personnelle du roi ou du ministre, la faveur avouée dont ils entouraient l'entreprise, leur forçaient moralement la main. Celui qui, possédant des capitaux, avait intérêt à plaire au roi, devait souscrire. C'était un moyen de faire sa cour.

Ensuite la noblesse et le clergé. Sous l'ancien régime, les entreprises commerciales étaient interdites à ces personnes sous peine de perdre leurs privilèges. On inséra dans les chartes un article portant que prélats et gentilshommes pourraient faire partie de la compagnie sans déroger. Ils se pressaient d'autant plus de souscrire qu'ils ne trouvaient pas ailleurs de débouchés lucratifs pour leurs capitaux.

Puis les bourgeois. On faisait miroiter à leurs yeux la possibilité d'un anoblissement. C'est ainsi que Richelieu mit à la disposition de la compagnie des cent associés (art. 15) douze lettres d'anoblissement signées en blanc, qui, évidemment, étaient en fait réparties entre les plus gros souscripteurs. C'était une véritable mise aux enchères de ces douze lettres de noblesse.

Colbert, en cette matière, imita et perfectionna Richelieu. Aux officiers qui souscriront 20.000 livres, il offre de les dispenser de l'obligation de résider dans la ville où ils ont leur charge (charte de la Compagnie des Indes occidentales, art. 6). Les étrangers qui souscriront pareille somme seront

nés Français et régnicoles tant qu'ils conserveront leurs biens; au bout de vingt ans, ils seront définitivement Français et, à leur mort, leurs biens passeront à leurs parents, même étrangers, leur roi renonçant en leur faveur à tout droit d'aubaine (art. 5). Les capitaux engagés dans l'entreprise sont insaisissables (art. 11 et 12) dans une certaine mesure tout au moins.

La fondation de la Compagnie des Indes orientales est surtout curieuse. On y voit un roi de France employer les mêmes procédés dont se servent aujourd'hui les hommes de course pour capter l'argent du public<sup>1</sup>. D'abord une brochure très habile de l'académicien Charpentier, répandue à profusion, le *Discours d'un fidèle sujet du roi touchant l'établissement d'une compagnie française pour le commerce des Indes orientales*, pour agiter l'opinion. Puis, avant que le public n'ait eu le temps de se refroidir, on lance aussitôt l'affaire. On met à la tête des personnes appartenant au haut commerce parisien, jouissant d'une réputation méritée d'honnêteté, de richesse et de prudence, afin d'inspirer confiance. Des procédés de publicité dignes d'un Barnum : argent prêté par le roi à la compagnie chargé sur un cariot et parcourant les rues de Paris sous escorte et à son trompe. Joignez à cela une pression officielle et éhontée : un ordre-circulaire du roi aux municipalités pour engager les citoyens à souscrire, lettres de rappel menaçantes adressées par Colbert aux fonctionnaires qui tardent à apporter leur agent. Tous les moyens étaient bons pour arracher des souscriptions.

**19. — Du rôle de la royauté, et en particulier de l'action personnelle de Louis XIV.** Cette pression de la royauté pour obtenir des actionnaires montre qu'en somme la création des compagnies de colonisation a été beaucoup sa son œuvre que celle de l'initiative privée. Leur éclosion dépend, en effet, en France un caractère artificiel qui ne se

de pression officielle, encourageant maintenant le reproche de fraude électorale !

Quoi qu'il en soit de cette thèse en apparence paradoxale — elle a été contestée notamment par M. Deschamps, dans son *Histoire de la question coloniale*, p. 140 à 144 — il n'est pas moins vrai que les actionnaires de la Compagnie des Indes combattirent les projets du gouvernement comme plus tard ceux de Duplex. Tout cela parce que, derrière la compagnie privée cherchant à réaliser des bénéfices commerciaux, était en réalité cachée la royauté, poursuivant le accomplissement d'une œuvre d'État.

**50. — Du peuplement des colonies. Les engagés** — Mais ne pas dépenser d'argent n'était pas l'essentiel. L'objectif principal était d'arriver au peuplement des colonies, d'en faire des terres essentiellement françaises. Nous avons vu que la royauté avait en cela parfaitement réussi. La création des compagnies de colonisation, en effet, était singulièrement favorable à ce résultat.

La nature même de leurs privilèges devait tout d'abord pousser les compagnies à attirer des colons. Le colon, en effet, était l'être désiré, le client nécessaire pour que la compagnie pût tirer profit de son privilège. Il fallait des colons pour cultiver, affermer ou acheter les terres dont la compagnie avait reçu la concession. Plus ils étaient nombreux, plus grande était entre eux la concurrence, plus grande, par conséquent, les profits de la compagnie. D'un autre côté, c'est le colon qui produit et qui consomme. Le mouvement commercial avec la mère-patrie, dont la compagnie avait le monopole, était d'autant plus considérable que les producteurs et les consommateurs étaient plus nombreux dans la colonie. Aussi les compagnies se disputaient, s'arrachaient les colons.

D'ailleurs, la principale obligation imposée à une compagnie par sa charte de concession était ordinairement d'introduire dans la colonie un nombre déterminé de Français. Ainsi la Compagnie des cent associés devait avoir amené au

Canada 4.000 personnes au bout de quinze ans, dont 300 première année. De même, en 1635, on imposa à la Compagnie des îles d'Amérique l'obligation d'y faire passer 50 colons en vingt ans. En 1642, elle en avait déjà amené 7.000. Aussi le roi fut si content qu'il renouvela son privilège en l'étendant considérablement.

Les chartes contenaient en outre certains avantages particuliers faits aux Français qui consentaient à s'expatrier. Elles leur garantissaient tout d'abord qu'ils conserveraient, eux et leurs descendants, la qualité de Français avec tous les avantages qui y sont attachés. Aux bourgeois qui allaient fonder aux colonies des établissements agricoles importants, on offrait de les anoblir. Aux artisans, on offrait des lettres de maîtrise : le compagnon qui avait exercé un certain temps aux colonies, six ans, par exemple, au Canada, devenait maître en France de plein droit, sans avoir besoin de faire chef-d'œuvre.

Ainsi les compagnies et la Couronne tendaient au même but : peupler nos colonies de Français. Pour cela, deux moyens. Le premier consistait à « porter les habitants des colonies au mariage ». C'est là un point sur lequel Colbert insiste à plusieurs reprises : il étend au Canada l'édit de 1666 sur les récompenses aux pères de plus de dix enfants. Il ajoute que les garçons de vingt ans et au dessous et les filles de seize ans et au-dessous recevront 20 livres le jour de leurs noces comme *présent du Roy*<sup>1</sup>. Le second moyen consistait à provoquer l'émigration vers les colonies. Dans l'Amérique du Nord, on expédia d'autorité des soldats et des artisans qui se mariaient ensuite. Mais comment pratiquement attirer à partir volontairement les paysans et les ouvriers ? apparaît l'institution des engagés.

La compagnie, voulant recruter des colons, faisait une campagne publicitaire et envoyait des agents d'émigration. Mais au lieu d'éparpiller ses efforts sur toute la France, elle les concentrait sur une seule province ou même sur une seule

<sup>1</sup> CHABON, *Histoire de la population française*, 1893, p. 155-162.

ville. Cette propagande intensive était singulièrement efficace. Des voisins, des amis s'entraînaient les uns les autres, partageaient ensemble, et, une fois arrivés dans la colonie, s'y habitaient beaucoup mieux, en retrouvant autour d'eux des visages familiers. Souvent, en souvenir de leur pays, ils donnaient à la région où ils se fixaient le nom de leur province ou de la ville qu'ils venaient de quitter. Ainsi, dans la partie française de Saint-Domingue, il y avait une *Nouvelle-Bourgogne*, une *Nouvelle-Gascogne*.

Les personnes que la compagnie engageait arrivaient transportées gratuitement, logées, nourries, vêtues, soignées et soignées, moyennant quoi elles s'obligeaient à travailler pour le compte de la compagnie ou d'un planteur pendant trois ans, d'où le sobriquet de *trente-six mois* était appliqué. Pendant ces trois ans, l'engagé faisait l'apprentissage de la vie coloniale, s'habituant au climat, à la culture des produits du sol et la manière de les cultiver. À l'expiration de ce temps, apte à faire un excellent colon, il devenait propriétaire à son tour. La compagnie lui concédait une certaine étendue de terre moyennant une redevance annuelle. De grandes facilités d'ailleurs lui étaient accordées : la redevance était payable en nature et n'était due qu'à la seconde ou de la troisième année.

La royauté tenait la main à l'introduction continue dans la colonie de nouveaux engagés pour remplacer ceux qui avaient fini leurs trois ans. Tout vaisseau allant aux Indes devait emmener un nombre d'engagés proportionné au tonnage, l'engagé sachant un métier comptant pour un tonnage. Il n'y avait d'ailleurs que ceux qui étaient susceptibles de faire à leur arrivée des travailleurs utiles qui pouvaient être engagés. Il fallait avoir de dix-huit à quarante ans et réunir certaines conditions de taille et de force physique. Une amende de cent livres était due pour chaque engagé que le vaisseau ne pouvait pas emmener. Pour empêcher la main-d'œuvre servile d'être mise au placement des engages, on imposait aux planteurs une certaine proportion d'engagés. Habituellement, on comptait pour un engagé pour vingt nègres, quelquefois plus.

1687, le roi, constatant les bons effets de l'introduction d'engagés sur la prospérité de Saint-Domingue et voulant la faire l'augmenter, ordonna aux habitants <sup>1</sup> de l'île d'avoir autant d'engagés que de nègres.

Lorsqu'on étudie toutes ces mesures prises pour assurer l'écoulement de colons choisis, pour faciliter leur arrivée et leur établissement dans la colonie, on ne peut s'empêcher de reconnaître la supériorité éclatante de la politique coloniale de l'ancien régime. Quelle différence avec l'époque où le nouveau colon, trop souvent mal vu, victime de toutes sortes d'humiliations, de formalités et de retards, est traité en suspect par des fonctionnaires qui se figurent qu'il a dû commettre quelque méfait pour s'expatrier et qui n'ont aucun intérêt personnel au développement de la colonie, finit trop souvent par se décourager au bout de quelque temps et par demander son retour!

3. — **Politique religieuse aux colonies.** — Toutefois, pourrait-on dire, on ne peut s'empêcher de reconnaître qu'il existe une ombre à ce beau tableau : l'intolérance religieuse. Fermées aux non-catholiques, nos colonies ont été privées d'un concours précieux, les huguenots français ont été contraints de porter dans les colonies de la Nouvelle-Angleterre leur travail et leur industrie. Il aurait été si facile de ne pas faire de l'intolérance religieuse un article d'exportation!

Le reproche est mérité dans son ensemble, mais il ne faut pas oublier qu'étant données les idées de l'époque, cette intolérance s'explique. La conversion des sauvages était alors considérée comme l'un des objectifs de la colonisation. Elle fut même mise en relief avec une singulière insistance dans les chartes; elle est notamment présentée, dans la charte de la Compagnie des cent associés, comme le but

<sup>1</sup> Il faut noter le sens spécial du mot *habitant* aux colonies. Le *habitant*, par opposition à l'engagé, était le colon venu de France à ses frais et qui, à son arrivée, se fait rendre acquéreur d'une *habitation*, c'est-à-dire d'un grand domaine agricole.

principal de l'entreprise. Qu'il y ait une certaine affectation dans l'importance attachée sur le papier à ce but de propagande religieuse, et qu'il faille voir là, comme le pense M. Paulhat, une petite habileté de Richelieu pour se concilier les bonnes grâces de la Papauté au cas de différend avec l'Espagne, cela est possible. Mais il n'en est pas moins vrai que la politique de la royauté était de poursuivre l'assimilation des indigènes par leur conversion religieuse : le sauvage, en embrassant la religion catholique, acquérait la qualité de Français avec tous les privilèges qui y étaient attachés. Dans ces conditions, il devenait difficile de permettre aux adeptes d'une autre religion de venir faire concurrence à nos missionnaires.

D'ailleurs, cette intolérance religieuse n'a pas été aussi absolue qu'on pourrait le croire, et il faut faire ici un certain nombre de distinctions de lieux et d'époques.

Tout d'abord, l'intolérance religieuse n'a pas été la même dans toutes les colonies. Elle était devenue très grande dans la Nouvelle-France où le clergé et les ordres monastiques étaient extrêmement puissants et détenaient une grande partie du sol. Madame de Guercheville, qui introduisit au commencement du xvii<sup>e</sup> siècle les Jésuites dans la Nouvelle-France, avait failli compromettre, par l'ardeur de son prosélytisme, la colonisation de l'Acadie. D'autres grandes dames, la duchesse d'Aiguillon, madame de la Peltrie multiplièrent dans ce pays les fondations. Il en était résulté une extension abusive de la main-morte<sup>1</sup> et d'incessantes difficultés pour nos intendants et nos gouverneurs. Les démêlés de Monseigneur Laval, le premier évêque du Canada, avec les gouverneurs de ce pays sont restés célèbres<sup>2</sup>. Les intri-

<sup>1</sup> Voir la déclaration du 25 septembre 1742 ayant pour objet d'enrayer ce développement de la main-morte. LARUEL, *Histoire du droit canadien*, t. I, p. 359 et suiv.

<sup>2</sup> Voir LARUEL, *op. cit.* t. I, chap. 16, et tous les historiens du Canada. Le principal sujet de désaccord résidait dans la vente de l'esquimaux aux sauvages que l'évêque aurait voulu interdire. Les gouverneurs redoutant de voir ce trafic passer aux mains des Anglais et prévoyant le préjudice causé à l'influence française, s'y refusèrent.

des ordres religieux faillirent empêcher l'expédition d'avalier de la Salle; après sa mort, ils le calomnièrent et essayèrent de lui ravir la gloire de son entreprise. Les fausses relations des Jésuites sur le Canada entretenues en France sur ce pays les idées les plus fausses, si qu'on finit par leur ordonner de n'en plus faire<sup>1</sup>. C'est l'hostilité qui éloigna de cette colonie les marins de l'époque, huguenots pour la plupart.

Aux Antilles, au contraire, on se montrait beaucoup plus tolérant. C'est un juif venu du Brésil, Benjamin Dacosta, qui introduisit à la Martinique la culture de la canne à sucre. Il y avait bien dans les îles des religieux, mais leur influence y était beaucoup plus heureuse qu'au Canada. Quelques uns restes célèbres : le père Duertre et le père Labat qui furent missionnaires aux Antilles, le premier au milieu et le second à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle et au début du siècle suivant, ont laissé sur ces contrées des livres intéressants. Ils furent d'ailleurs tolérants. On connaît le mot du père Labat rapporté à son supérieur qui n'osait pas employer dans son éducation un habile ouvrier parce qu'il était luthérien, « de le lui envoyer bien vite, parce qu'il lui était indifférent que son élève qu'il ferait fût luthérien ou catholique, pourvu qu'il fût bien blanc ». Beaucoup de religieux d'ailleurs étaient attachés à la tête de grands établissements industriels et commerciaux, témoin ce père Lavalette dont la faillite personnelle amena sous le ministère Choiseul l'expulsion des Jésuites. De même, aux îles Mascareignes, le clergé était nombreux et son influence n'était pas excessive<sup>2</sup>.

Les questions de préséance et les rivalités d'amour propre semblent avoir joué aussi un grand rôle. En 1674, le comte de Frontenac fit comparaître devant le conseil supérieur l'abbé de Fenelon, frère du célèbre écrivain qui avait attaqué le gouverneur dans un sermon. En 1675, une nouvelle querelle suscitée par le projet qu'avait formé Frontenac de faire jouer *Tartuffe* à Québec.

Voir sur tous ces points Deschamps, *Histoire de la question religieuse*, p. 122 et suiv., 154, 178, 192, 211. Les relations des Jésuites cessèrent de paraître en 1673.

HERBERT, *L'île de France sous Decaen*, p. 75.

Il faut ensuite faire une distinction d'époques. Autant que domina l'influence de Colbert, il y eut une haine générale à la tolérance<sup>1</sup>, tandis qu'après la disgrâce et la mort du grand ministre (1683) l'esprit d'intolérance reprit le dessus. L'année où fut révoqué l'édit de Nantes (1685), le Code noir, dans son article 1<sup>er</sup>, enjoignait aux officiers royaux de chasser tous les juifs des îles françaises de l'Amérique<sup>2</sup>, et, à la même époque, on rejeta la demande faite par les réformés de s'établir dans la Nouvelle-France. On devait revenir au XVIII<sup>e</sup> siècle à des idées plus larges. Dans l'instruction rédigée par Choiseul sur la colonisation de la Guyane<sup>3</sup>, il est recommandé par deux fois aux chefs de l'expédition de ne pas inquiéter les non-catholiques et de leur laisser exercer librement leur culte.

Une autre distinction a été proposée par M. Pauliat pour laver l'ancien régime du reproche d'intolérance. D'après lui, il faudrait distinguer entre les juifs et les protestants. Les premiers auraient été bien accueillis aux colonies, et il en est en ce sens une lettre adressée par Louis XIV, le 23 mai 1686, à M. de Baas, lieutenant général dans les îles de l'Amérique, lui recommandant « de tenir la main à ce que les juifs jouissent des mêmes privilèges que les autres habitants et de leur laisser une entière liberté de conscience ». Quant aux protestants, ils auraient été soigneusement exclus de nos colonies, mais non pour des motifs confessionnels. On réputait leur présence dangereuse pour l'influence française, parce qu'ils formaient un parti politique s'appuyant sur l'étranger. L'explication est ingénieuse, mais il ne faut pas s'y attacher d'une manière exclusive. elle peut contenir une part

<sup>1</sup> Voir les instructions du 25 avril 1687 et du 1<sup>er</sup> septembre 1688, dans lesquelles le commandant de ne pas molester les sujets de la religion protestante réformée et de s'efforcer de les retenir dans les colonies, citées par PÉRIER, *op. cit.*, t. II, p. 429, lequel consacre à cette matière une dissertation pleine de sens.

<sup>2</sup> GUYOT, *Répertoire de jurisprudence*, v<sup>o</sup> Juif.

<sup>3</sup> Reproduite à la fin du livre de M. PAULIAT sur la politique coloniale de l'ancien régime.

mais elle n'infirme en rien l'exactitude de ce qui a été dit plus haut.

**Inconvénients que présentaient à la longue les sociétés privilégiées et causes de leur décadence.** — Le rôle que nous avons fait jusqu'ici des compagnies à nous a conduit à reconnaître qu'elles constituaient un bon et moyen de fonder des colonies. Mais, une fois celles-ci fondées et peuplées, elles n'avaient plus de raisons d'être. Elles étaient alors plus gênantes qu'avantageuses, elles méritaient d'être supprimées. Ce qui était sous Richelieu un institut utile n'était plus au XVIII<sup>e</sup> siècle qu'un rouage inutile. Comme le corps social finit toujours par éliminer ses parties inutiles, les compagnies qui ont cessé d'être utiles à son développement devaient disparaître par la force même des choses. Ce ne fut pas seulement en France, mais encore dans tous les autres pays d'Europe, en Hollande, en Angleterre, la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et le commencement du XIX<sup>e</sup> siècle ont vu disparaître les grandes compagnies de commerce qui florissaient au XVII<sup>e</sup> siècle.

Les privilèges des compagnies de commerce avaient fini, ils ne pouvaient plus que par devenir également nuisibles aux colonies, à la métropole et à elles-mêmes.

Le monopole était tout d'abord funeste aux colonies. En effet, les colons ne devaient acheter qu'à la compagnie les produits d'Europe et ne devaient vendre qu'à la compagnie leurs propres denrées. Des lors celle-ci était maîtresse du marché. Elle faisait payer très cher aux colons des marchandises de mauvaise qualité et ne voulait leur acheter leurs produits qu'à un prix dérisoire. Il en était résulté, tant aux Antilles qu'au Canada, une contrebande très active avec les Hollandais entre les mains desquels une grande partie du commerce de ces colonies était en fait passé. A la fin du règne de Louis XIV et sous celui de Louis XV, toutes les colonies furent libérées du monopole de la compagnie qui les exploitait, elle ne tardait pas à se développer rapidement.

b) Ces privilèges nuisaient ensuite au développement du commerce métropolitain. C'est ce qu'a très bien établi Adam Smith. Partant de cette idée que « le capital commercial d'un pays cherche naturellement et prend de lui-même le plus ainsi dire l'emploi le plus avantageux au pays », l'auteur de la *Richesse des nations*<sup>1</sup> pose le dilemme suivant :

Ou bien il s'agit d'un pays pauvre où le capital est attiré comme la Suède ou le Danemark : dans ce cas, en l'absence d'une compagnie exclusive, on n'aurait jamais sans doute fait du commerce avec les Indes. Mais les capitaux que le monopole de la compagnie attire artificiellement de ce côté se trouvent détournés d'emplois plus rapprochés auxquels ils sont généralement défaut et où ils auraient encore été plus productifs.

Ou bien il s'agit d'un pays riche, comme la Hollande, où alors le monopole a pour effet d'écarter du commerce colonial des capitaux qui s'y seraient portés sans cela, et qui, par suite, sont obligés de se rejeter sur des emplois métropolitains moins avantageux (sans compter que le privilège de la compagnie a pour effet d'élever dans le pays le prix des produits coloniaux).

Ainsi, conclut Adam Smith, « tout dérangement dans la distribution naturelle du capital est nécessairement nuisible à la société dans laquelle il a lieu, soit qu'il arrive par ce qu'une partie du capital est attirée dans un commerce particulier où elle ne serait pas entrée, soit qu'il arrive par ce qu'une partie du capital est repoussée d'un commerce particulier où elle se serait rendue sans cela ».

C'est dans ce dernier cas que la France se trouvait en 1769<sup>2</sup> : le commerce des Indes languit tant que dura le privilège de la compagnie : le préambule de l'arrêt du conseil du 13 août 1769<sup>2</sup> qui prononce sa suspension, constate qu'elle n'a pas les fonds et les navires nécessaires pour assurer l'approvisionnement de nos colonies en marchandises françaises.

<sup>1</sup> Livre IV, chap. 7 (t. II, p. 423 et suiv. de la traduction).

<sup>2</sup> Voir cet arrêt dans le *Répertoire de Guyot*, v<sup>o</sup> Commerce, p. 251.

que ce commerce fut rendu accessible à tous les Français, il prit un développement considérable<sup>1</sup>.

Ces privilèges étaient enfin devenus nuisibles aux compagnies elles-mêmes. L'agitation de la concurrence faisant défaut, un grand relâchement s'était introduit dans la gestion de leurs affaires. La plupart des administrateurs étaient incapables ou corrompus. Des actionnaires à vues mesquines et bornées se souciaient beaucoup plus de la distribution immédiate de forts dividendes — que quelquefois même purement fictifs — que du succès futur de l'entreprise qui ne les intéressait que médiocrement. Aussi à force de sacrifier sans cesse l'avenir au présent, la plupart de ces sociétés avaient par se ruiner rapidement. Celles qui ont eu une apparence de durée, comme la compagnie fondée par Law, ne furent guère mieux : après la chute du système, la compagnie ne subsista que grâce aux sacrifices du Trésor royal et des emprunts ruineux. cette longue agonie dura cinquante ans.

En définitive, la politique coloniale de l'ancien régime se résume dans la création des compagnies privilégiées. Il a eu le mérite de tirer de ce procédé de colonisation tous les avantages qu'il était susceptible de comporter relativement à l'expansion de l'influence française. Il a eu le tort de vouloir y persister, lorsque, nos colonies une fois fondées, l'expérience eut démontré qu'il n'avait plus désormais que des inconvénients.

<sup>1</sup> BONNASSIEN, *Les grandes compagnies de commerce*, p. 313.

## CHAPITRE III

LA LÉGISLATION COLONIALE SOUS L'ANCIEN RÉGIME<sup>1</sup>.

**53. — Considérations générales.** — La législation coloniale sous l'ancien régime est inspirée à la fois par les idées d'assujettissement et d'assimilation qui, nous l'avons vu, étaient alors parfaitement compatibles étant donné le régime politique de la France. L'assimilation n'était qu'une conséquence de l'assujettissement. C'est là l'exacte vérité et il ne faut pas dire, comme on l'a fait quelquefois, que l'ancien régime avait préféré la politique d'assimilation à la politique d'autonomie. A coup sûr rien n'était plus éloigné des idées de l'époque que l'autonomie, et les marques d'assimilation sont indiscutables<sup>2</sup>. Mais il ne faut rien exagérer. Si nos anciens hommes d'État ont transporté aux colonies le dualisme

<sup>1</sup> BIBLIOGRAPHIE. — *ENCYCLOPÉDIE MÉTHODIQUE, Jurisprudence*, t. II, p. 741-752, *vo Colonies françaises de l'Amérique*, 1783. — GUYOT, *Répertoire de jurisprudence* (édition de 1784), *vo Colonie*. — \*\* PETIT, *Le droit public ou Gouvernement des colonies françaises*, 2 vol. 1771 (bon ouvrage, mais uniquement consacré aux Antilles et spécialement aux Isles du Vent). — \*MALOUET, *Mémoires sur les colonies*, 5 vol., an X. — DISLÈRE, *Législation coloniale*, titre I, chap. I, passim. — DAUBIGNY, *Choiseul et la France d'outre-mer après le traité de Paris*, passim. — CHAILLEY, *L'administration d'une colonie sous l'ancien régime : Saint-Domingue* (*Economiste français* des 8 octobre et 12 novembre 1892). — C. SCHEFER, *La France moderne et le problème colonial*, 1907, p. 1 à 53. — TESTARD DE MONTIGNY, *Histoire du droit canadien*, Montréal, 1869. — EDMOND LAREAU, *Histoire du droit canadien*, t. I, Montréal, 1888. — RODOLPHE LEMIEUX, *Les origines du droit franco-canadien*, Montréal, 1900. — EDMOND ROY, *Histoire du notariat au Canada*, 4 vol., 1899-1902.

<sup>2</sup> DESCHAMPS, *op. cit.*, p. 150.

gouverneurs et des intendants, et, en général, le mécanisme administratif qu'ils voyaient fonctionner autour d'eux en métropole, ils l'ont fait tout naturellement, pour ainsi dire sans y penser, et sans parti pris d'assimilation. Les idées d'autonomie et d'assimilation n'existaient point encore, les idées qu'ils représentent n'apparaîtront qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle sous la plume des publicistes. Alors Turgot<sup>1</sup> appellera les colonies « des États amis, protégés si l'on veut, des étrangers et séparés », et Dubuc, député de la Martinique<sup>2</sup>, « des provinces du royaume, aussi françaises que les autres, égales aux autres ». Mais tant que dura l'ancien régime, ces théories restèrent sans influence sur les faits. La politique coloniale qui dominait alors en France comme dans les autres pays d'Europe était la politique d'assujettissement; c'est elle notamment qui a inspiré le système colonial. Les colonies, est-il dit dans une instruction curieuse adressée par le roi au gouverneur et à l'intendant de la Martinique le 10 janvier 1765, *diffèrent autant des provinces de France que le moyen diffère de la fin* ». Toutefois, par suite peut-être de la générosité native de notre race, notre ancienne politique n'est pas allée aussi loin dans cette voie que les autres; nous n'avons pas tiré de cette conception étroitement égoïste les conséquences impitoyables que, logiquement, elle comportait.

C'est ce que nous allons voir en passant successivement en revue les différents problèmes que soulève la législation coloniale et en indiquant sommairement comment ils étaient traités sous l'ancien régime.

**1. — Du législateur colonial.** — Des actes émanés de l'autorité royale, ordonnances, édits, déclarations, lettres patentes, étaient la source de la législation particulière aux colonies. Mais en dehors de ces actes spéciaux, une grande incertitude existait sur le point de savoir dans quelle mesure

<sup>1</sup> *Mémoire au roi sur la guerre d'Amérique.*

<sup>2</sup> *En pour et le contre, lettres critiques à M. Raynal.*

il fallait appliquer aux colonies les lois en vigueur en France. Sans doute, à plusieurs reprises, le roi avait ordonné de conformer à la coutume de Paris et de rendre la justice aux colonies suivant les lois et les ordonnances du royaume. Mais souvent cette législation métropolitaine était ignorée ou difficilement applicable aux colonies. Une des raisons essentielles en est indiquée par Petit dans l'introduction de son ouvrage sur le *Droit public ou Gouvernement des colonies françaises*. Parlant des Antilles, cet auteur écrivait en 1763 : « Il n'y a d'imprimerie que depuis dix ans, et souvent on n'imprime pas tout ce qu'on entend cependant tenir lieu de loi. L'existence des lois n'a jamais été et n'est encore assurée dans ces pays que par des enregistrements qui ne sont connus que des juges qui y ont assisté, et qu'ignorent le juge qui n'entre en exercice qu'après l'enregistrement par les dépôts dans les greffes ou les originaux sont exposés à une destruction prochaine par les insectes, indépendamment d'autres accidents plus rares, mais qui l'expérience ne peut que faire craindre ». De là était résultée une confusion extrême, « chaque tribunal, chaque juge ayant son système sur l'observation des lois du royaume dans la même colonie<sup>2</sup> ». Les corps judiciaires des colonies ne recevaient sans cesse communication des lois publiées en France.

<sup>1</sup> Edit du 28 mai 1664, art. 34. Règlement du 4 novembre 1685, art. 11.

<sup>2</sup> Petit, *op. cit.*, t. II, p. 178. Cet auteur nous montre en 1763, l'embarras des juges « ne pouvant se connaître les lois du royaume que par les citations qu'on leur en fait, ignorant s'ils ont des recueils autorisés, si une loi postérieure n'a pas dérogé à la loi qu'ils ont » Ailleurs t. II, p. 135, il nous indique une autre cause de cette diversité : « la discrétion des premiers administrateurs n'ont quelquefois rendu publics et même exécuté que ceux des lois de la volonté souveraine qui n'étaient pas contraires à leurs passions ou à leur manière de penser d'où il est arrivé que tel est la force de loi dans une colonie et est méconnu dans une autre, que destiné pour tous ces pays et même qu'un règlement s'est fait et fait l'un dans une partie d'une colonie pendant que la loi dans une autre partie de la même colonie est toute contraire; fait dont le ministère n'est souvent pas informé ».

plaignaient de ne pas en avoir de recueil. Pour leur satisfaction une commission fut chargée en 1761 de faire un code général des colonies : elle disparut après avoir accompli d'importants travaux, mais sans avoir pu terminer cette tâche trop lourde.

L'ignorance ou l'on était aux colonies des lois du royaume n'était pas la seule difficulté. Une nouvelle source de dissension se présentait lorsqu'il fallait choisir parmi ces lois celles qui devaient être appliquées. On faisait tout d'abord dans chaque colonie une distinction entre les lois antérieures et les lois postérieures à la création du conseil souverain. Les premières étaient suivies en principe, sauf dans celles où des dispositions que la différence des lieux rendait inapplicables. Quant aux secondes, on admettait en général, dans les Antilles du moins, qu'elles ne pouvaient être étendues sur une colonie qu'à la condition d'avoir été enregistrées au conseil par le conseil souverain. On peut citer en ce sens une série de lettres adressées par le roi aux gouverneurs et intendants portant en substance que les conseils souverains ne devront enregistrer que les édits, déclarations, règlements et ordonnances qui leur seront adressés par le secrétaire d'État de la marine<sup>1</sup>.

Cette question ne présente qu'un intérêt d'ordre juridique dans les Antilles où d'ailleurs le Conseil supérieur de la Martinique avait enregistré le 3 novembre 1681 les grandes ordonnances de 1667, de 1670 et de 1673. Au Canada, au contraire, cette controverse a pris toute l'importance d'une question de race et a été discutée avec passion. Dans ce pays l'ordonnance de 1667 sur la procédure civile a tout d'abord été appliquée sans avoir été enregistrée. Elle le fut, du moins, plus tard quand le roi eut, par un édit de juin 1681, apporté à cette ordonnance certaines modifications proposées par le conseil supérieur, mais l'ordonnance criminelle de 1670, l'ordonnance de 1673 sur le commerce, l'ordonnance de 1681 sur la marine et l'ordonnance de 1695

<sup>1</sup> *Proc. op. cit.*, t. II, p. 185.

<sup>2</sup> A. G. — I.

sur le gouvernement ecclésiastique, furent suivies, tant e dura la domination française, sans avoir jamais été enregistrées. Après la conquête, le gouverneur Murray, dans but de restreindre le champ d'application de la loi française, ordonna de ne considérer comme étant en vigueur au Canada que les lois antérieurement enregistrées par le conseil supérieur de Québec (ord. du 3 octobre 1764). C'était, d'une plume, remplacer le droit français par le droit anglais pour toutes les matières régies par ces ordonnances. Les mesures d'assimilation insolente prises par Murray au lendemain de la conquête furent, il est vrai, bientôt révoquées par l'acte de Québec (1774), mais le sentiment patriotique froissé explique l'ardeur que les auteurs canadiens apportent encore aujourd'hui dans la discussion de cette controverse bien qu'elle n'offre plus qu'un intérêt historique<sup>1</sup>.

Au-dessous des actes de l'autorité métropolitaine, il existait d'ailleurs toute une législation secondaire consistant dans les règlements émanés des autorités locales (gouverneurs, conseils souverains)<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Voir en faveur de la nécessité de l'enregistrement : CHAUVEAU, *Introduction aux jugements et délibérations du Conseil souverain de la Nouvelle-France* — DE BELIEFEUILLE, *Revue canadienne*, avril 1869. — En sens contraire : LAREAU, *Histoire du droit canadien*, t. I, chap. 4 — R. LEMIELX, *Origines du droit francocanadien*, 2<sup>e</sup> partie, chap. 4. — Quant au droit civil, on sait que la Coutume de Paris, suivie au Canada sous la domination française, restée en vigueur dans ce pays jusqu'à la confection du Code civil Bas-Canada, en 1866. Un « extrait des parties de la coutume de vicomté et prévôté de Paris qui étaient reçues et pratiquées dans la province de Québec sous la domination française, compulsées par un comité choisi de Canadiens versés dans la connaissance des lois de France et de cette province », communément appelé *extrait des Coutumes*, publié en 1772, contient cet ancien droit civil canadien.

<sup>2</sup> Les principaux recueils de textes anciens relatifs aux colonies sont : \*\* MOREAU DE SAINT MERY, *Lois et Constitutions des colonies françaises de l'Amérique sous le Vent*, c'est-à-dire de Saint-Domingue, jusqu'en 1785, 6 vol., DURAND-MOLLARD, *Code de la Martinique* (les actes contenus dans ce recueil étaient en grande partie applicables aux autres îles du Vent), 5 vol., 1807-1814 (réédition du Code de la Martinique publié en 1667 avec suppléments de 1772 et de 1785).

Pour se rendre compte du champ d'application de ces différents actes, il est essentiel d'avoir présentes à l'esprit les grandes divisions de notre premier empire colonial. Ainsi, aux Antilles, toutes les îles du Vent relevaient du Gouvernement de la Martinique. La Guadeloupe forma seulement un gouvernement séparé depuis 1763 jusqu'à l'ordonnance du 10 septembre 1768 qui rétablit l'état de choses antérieur. La partie française de Saint Domingue n'a cessé de dépendre de la Martinique que le 1<sup>er</sup> janvier 1714, époque à laquelle une commission de lieutenant gouverneur général aux îles sous le Vent fut donnée au sieur de Blenac. Bourbon relevait de l'île de France depuis 1735. Cette dernière ne tarda pas à devenir le centre de l'influence française dans l'Océan Indien. A partir de 1789, Pondichéry et les autres comptoirs de l'Hindoustan releverent du « gouverneur général des établissements français à l'est du Cap » qui résidait à l'île de France.

**55. — Administration centrale.** — Son origine remonte aux lettres patentes d'octobre 1626 qui créèrent en faveur de Richelieu la charge de « grand maître, chef, surintendant général de la navigation et du commerce de France ». Cette organisation subsista jusqu'en novembre 1669, époque à laquelle, cette charge ayant été supprimée, les affaires maritimes furent rattachées au département de la marine dont elles dépendirent jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Ce rattachement des colonies à la Marine a été un fait gros

*Code de la Guyane française*, 2 vol. in-4°, 1822-1824; *Code des îles de France et de Bourbon*, 2 vol. 1777, supplément, 1 vol. 1788. Les deux connus sous le nom de *Code DE LALET* (ce recueil contient les lois législatives rendues depuis le moment où ces îles furent placées sous l'autorité directe du roi (1767) jusqu'en 1787. Il a été réimprimé à Maurice en 1826. Il se divise en deux parties comprenant la première les lois communes aux deux îles, la seconde les actes particuliers à l'île Bourbon. — Le gouvernement canadien a fait publier en 1834 les *Edits et ordonnances en vigueur* sous la domination française (3 vol. et en 1885 la série des *Jugements et délibérations du Conseil souverain de la Nouvelle-France*.

de conséquences. Il a entraîné l'application aux colonies des règles et des procédés d'administration traditionnels de ce département. Dans une lettre du 23 novembre 1787, D'Entrecasteaux déclare vouloir tout ramener aux règles générales « lesquelles doivent être les mêmes dans les Colonies que dans le service à la mer ».

L'administration centrale était d'ailleurs très tyrannique. Colbert et ses successeurs prétendaient administrer les colonies de Paris jusque dans les moindres détails. Les règlements locaux arrivaient tout faits au Canada de l'administration centrale et, devant cette centralisation plus grande encore que celle de la métropole, M. de Tocqueville a pu dire : « Quand je veux juger l'administration de Louis XIV et ses vices, c'est au Canada que je dois aller. On aperçoit alors la difformité de l'objet comme dans un microscope <sup>1</sup> ».

**56. — Organisation administrative, judiciaire et militaire.** — Il faut ici distinguer deux périodes. Les colonies françaises ont été gouvernées d'abord par des compagnies souveraines; plus tard, elles ont été gouvernées directement par le roi<sup>2</sup>.

A l'origine, les compagnies, en vertu de leurs chartes, gouvernaient le pays à leur guise, assuraient comme elles l'entendaient les différents services administratifs, judiciaires et militaires, choisissant et révoquant à leur gré les divers agents dont elles avaient besoin. La compagnie des isles d'Amérique accorda ainsi à divers des commissions de capitaine général, de lieutenant général, puis de sénéchal et d'intendant général; les pouvoirs de chacun étaient indiqués dans le texte de sa commission. La Compagnie des Indes occidentales de 1664 eut de même des agents ou directeurs généraux. La royauté avait toutefois fini par sentir la nécessité d'entretenir dans la plupart des colonies — aux Antilles

<sup>1</sup> *L'ancien régime et la Révolution*, p. 373, notes.

<sup>2</sup> « Le gouvernement de nos colonies a d'abord été propriétaire, il est royal aujourd'hui », dit PETIT, *op. cit.*, t. I, p. 1.

ous 1638<sup>1</sup>, aux îles Mascareignes depuis 1689 — un lieutenant général ou gouverneur « chargé de surveiller la compagnie et de sauvegarder les droits de Sa Majesté ». Les conflits étaient d'ailleurs très fréquents entre ce personnage et le directeur de la compagnie, malgré les règlements qui délimitaient soigneusement leurs attributions respectives<sup>2</sup>.

Mais à mesure que les compagnies disparaissaient ou demandaient au roi de les décharger des droits et des obligations attachés à la souveraineté, les colonies tomberent successivement sous le gouvernement direct de la Couronne. Ce fut le cas du Canada et des Antilles en 1674, de la Louisiane en 1721, des îles Mascareignes en 1764. Des lors devenait nécessaire de remplacer par des fonctionnaires royaux les agents de la compagnie.

Sous ce régime, l'organisation des colonies comprenait d'ordinaire trois rouages principaux : un gouverneur avec des attributions militaires, un intendant avec des attributions administratives; un conseil souverain avec des attributions judiciaires. Toutefois, ce partage d'autorité n'était loin d'être net. En réalité, ces trois autorités empiétaient constamment les unes sur les autres.

Le gouverneur était chargé d'assurer la sécurité intérieure et extérieure de la colonie. Comme tel, il avait sous ses

La première commission de lieutenant général de Sa Majesté dans les îles d'Amérique fut accordée le 1<sup>er</sup> février 1638 au sieur Louvillers Poincy qui fut remplacé en 1645 par M. de Torsy. Plus tard, Charles de Seignen, seigneur acquéreur des îles n° 46, fut nommé lieutenant général du roi dans ses acquisitions. Lorsque le gouvernement royal décida de les racheter, il nomma le sieur de Tracy « lieutenant général du roi » dans toute l'étendue des terres de l'obéissance du roi en Amérique. La commission donnée à M. de Tracy le 1<sup>er</sup> novembre 1663 a servi de modèle à celles qui ont été données à M. de Baas en février 1678 et aux gouverneurs lieutenants généraux d'Amérique. PETIT, *op. cit.*, t. I, p. 56 et 66 et suiv. On trouve à M. de Moreau de Saint-Méry, *op. cit.*, la liste des gouverneurs et des intendants des îles sous le Vent.

Voir not. le règlement du 4 novembre 1671. PETIT, t. I, p. 69 et 70.

ordres toutes les forces militaires : celles-ci étaient constituées en partie par des troupes venues de la métropole<sup>1</sup>, partie par des milices locales comprenant tous les colons en âge de porter les armes<sup>2</sup>. Des commandants en second, ayant eux-mêmes sous leurs ordres des commandants de quartier et des capitaines de paroisse, le secondaient dans cette tâche.

Officiellement, le gouverneur était le principal personnage de la colonie. Représentant du roi, il abusait souvent du prestige que lui donnait sa situation. Malgré les défenses qui lui étaient faites de se mêler aux affaires judiciaires, il y intervenait fréquemment. On vit des gouverneurs faire embarquer pour la France les magistrats de la colonie et les remplacer par des tribunaux de leur façon. Cependant, à la fin de l'ancien régime, leur situation avait baissé. En 1772, on les avait remplacés presque partout, par mesure d'économie, par de simples *commandants généraux* dont le prestige était nécessairement moindre.

Toutefois, ici comme dans la métropole, le gouverneur avait à compter avec un personnage beaucoup plus modeste en apparence, mais qui attirait peu à peu à lui toute la réalité du pouvoir : c'était l'*intendant*<sup>3</sup> qui avait hérité des attributions appartenant auparavant au directeur ou agent général de la compagnie<sup>4</sup> : tous les services administratifs

<sup>1</sup> NED NOLL, *Histoire de l'armée coloniale*, 1896.

<sup>2</sup> Voir sur les milices, PETIT, *op. cit.*, chap. III, titre I, qui entre dans une longue discussion pour établir que les nobles ne devaient pas être tenus de servir dans les milices. Ces milices étaient formées en compagnies détachées de 50 hommes. Elles avaient pour mission essentielle de maintenir l'ordre à l'intérieur en prévenant les révoltes d'esclaves et de surveiller les côtes. Un instant supprimées en 1763, elles furent bientôt rétablies.

<sup>3</sup> Voir DE TOCQUEVILLE, *L'ancien régime et la Révolution*, p. 53 et suiv.

<sup>4</sup> L'intendant apparaît aux isles du Vent en 1679, à Saint-Domingue en 1715. Talon, que Colbert avait nommé intendant du Canada en 1655 et qui occupa cette fonction jusqu'en 1672, n'eut pas tout d'abord de successeur. La charge d'intendant ne fut rétablie dans ce pays qu'en 1675, époque de la nomination de Duchesneau. Le premier intendant de l'isle Bourbon fut l'illustre Poivre, nommé en 1765.

anciers relevaient de lui. De plus, il avait un rôle judiciaire considérable : président du conseil souverain, il pourvoyait à l'exécution de ses jugements toutes les fois qu'il les estimait « contraires au service du roi et au bien de ». Tout lui passait entre les mains<sup>1</sup>.

Le conseil supérieur ou souverain a été organisé dans les colonies par Colbert. Pour le Canada, un édit d'avril 1663 créa à Québec un conseil souverain composé du gouverneur, l'évêque et de cinq autres membres « qu'ils nommeront choisiront conjointement et de concert », plus un procureur du roi et un greffier. Cette institution fut ensuite développée par la déclaration du 5 juin 1675 qui fit entrer l'intendant dans le conseil, porta à sept le nombre des conseillers et décida qu'ils seraient nommés directement par le roi<sup>2</sup>. Aux Antilles, une déclaration du 11 octobre 1664 créa à la Martinique un Conseil supérieur présidé par le gouverneur et composé de six membres pris parmi les principaux habitants (Lettres patentes du 1<sup>er</sup> avril 1679). Plus tard, un édit du 11 août 1685 créa pour Saint-Domingue un conseil souverain à Bourg de Joaze, lequel fut ensuite transféré successivement à Leogane, puis à Port-au Prince. Un second conseil fut créé au Cap français pour le nord de l'île par un édit du 10 juin 1702<sup>3</sup>. A la Guyane, le Conseil supérieur a été créé par un édit du 7 juin 1701. Dans l'Inde, un conseil sou-

Voir sur les attributions du gouverneur et de l'intendant le règlement du 24 mars 1763 et l'ordonnance du 1<sup>er</sup> février 1766 pour le règlement des colonies sous le Vent. Ces attributions sont étalées en détail par PÉTIOT, *op. cit.*, chap. II, sous les rubriques suivantes : I, administration par les gouverneurs lieutenants généraux, II, administration par les intendants, titre III, administration commune aux gouverneur lieutenant général et intendant.

Après la déclaration du 16 juin 1703 ajoutant cinq nouveaux conseillers, dont un conseiller clerc pour les affaires ecclésiastiques, et lorsque pour la première fois à ce conseil l'épithète de conseil supérieur qu'il a conservée jusqu'à suite, en 1742, lui ayant été enlevée, le droit de nommer quatre conseillers assesseurs. — LAROCHE, *op. cit.*, chap. 3. — LEBLANC, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> partie,

qui fut supprimé et réuni à celui de Port-au Prince en mai 1787.

verain, créé à Surate par un édit de janvier 1671, a été transféré à Pondichéry par un édit de février 1701, puis réorganisé par un édit de février 1776<sup>1</sup>. A l'île Bourbon, un conseil supérieur a été créé par un édit de novembre 1722 et réorganisé en 1771.

Le conseil souverain jouait aux colonies un rôle analogue à celui de nos anciens Parlements. Comme eux, il jugeait le dernier ressort, était chargé d'enregistrer les lois et les ordonnances et prenait des arrêts de réglemens en matière administrative et judiciaire<sup>2</sup>. Au dessous de lui, des juridictions royales rendaient la justice en première instance<sup>3</sup>.

Toutefois, le conseil souverain n'exerçait pas l'influence qui semble impliquer l'importance de ces attributions. Souvent en effet, il était victime des empiètements du gouverneur et de l'intendant. On avait reconnu à ceux-ci le droit de faire en matière de police des réglemens en cas d'urgence. Si le conseil souverain refusait de les faire siens, ces arrêtés étaient exécutés par provision jusqu'à ce que le roi eût tranché le conflit. Or, intendants et gouverneurs prétendaient toujours qu'il y avait urgence et arrivaient ainsi en fait à substituer leurs volontés à celle du conseil<sup>4</sup>.

Gouverneurs et intendants réunissaient donc en réalité tous les pouvoirs et, par la force même des choses, ils étaient presque toujours opposés l'un à l'autre. Les démêlés de comte de Frontenac, gouverneur du Canada, avec l'intendant Duchesneau qui se considérait comme un espion chargé de le surveiller et de le dénoncer au gouvernement central, sou-

<sup>1</sup> GUYON, *Repertoire*, v<sup>o</sup> Conseil supérieur.

<sup>2</sup> Voir PETIT, *op. cit.*, chap. II, titre 4, qui énumère les principaux arrêts de règlement pris par les conseils des Antilles.

<sup>3</sup> Il convient de signaler, en outre, comme tribunaux d'attribution 1<sup>o</sup> le tribunal tiers voir plus loin, n<sup>o</sup> 61, 2<sup>o</sup> les amirautés installées aux colonies par un règlement du 12 janvier 1717. Ajouter pour le Canada, l'officiante créée en 1675 et les justices seigneuriales (Voir LARUEAU, *op. cit.*, ch. 10). Pour ce pays, il ne faut pas oublier l'existence de la provostie de Québec, à côté des trois juges royaux ou lieutenants généraux de Québec, Trois-Rivières et Montréal.

<sup>4</sup> PETIT, *op. cit.*, t. I, p. 332.

les célèbres dans l'histoire de ce pays. Mais cette rivalité fut la seule garantie contre les abus d'autorité<sup>1</sup>; s'ils étaient trop forts, leur tyrannie était sans bornes. Seulement parfois, les habitants indignés se soulevaient, et, sans commettre de graves désordres, s'emparaient de leurs personnes et les renvoyaient pour la France (par exemple, à la Martinique en 1717).

#### 17. — Libertés locales et représentation coloniale.

Les libertés locales n'apparaissent qu'assez tard dans l'histoire de nos colonies. Cela d'ailleurs se comprend très bien. Il y a là, en effet, tout un ensemble de droits qui ne paraissent appartenir qu'aux colons d'origine française. Pour ceux-ci puissent avoir des représentants chargés de défendre leurs intérêts, il est nécessaire qu'ils soient suffisamment nombreux; sans cela, ces représentants seraient plutôt l'organe d'intérêts particuliers que des intérêts généraux de la colonie. Nous verrons plus tard qu'un des torts du Gouvernement français au XIX<sup>e</sup> siècle a été de vouloir doter de libertés trop grandes des établissements coloniaux qui n'avaient pas encore atteint un développement suffisant.

Il est tout naturel d'ailleurs de ne rencontrer aucune représentation des intérêts coloniaux sous une monarchie absolue qui avait à peu près détruit dans la mère-patrie les anciennes franchises locales. Le gouvernement central y était d'ailleurs hostile. En 1672, le comte de Frontenac, ayant été réuni aux États généraux au Canada, s'attira une sévère réprimande de Colbert. « Il est bon d'observer, lui écrivit le ministre le 30 juin 1673, que comme vous devez toujours vous en tenir dans le gouvernement de ce pays-là les formes qui ont été établies ici, et que nos rois ont estimé du bien de leur royaume, depuis longtemps, de ne pas assembler les États généraux de leur royaume, pour peut-être anéantir cette

<sup>1</sup> *ibid.*, op. cit., t. I, p. 457-462 : « Cette balance du pouvoir est la seule ressource que la constitution actuelle des colonies offre aux habitants contre un gouvernement arbitraire ».

forme ancienne, vous ne devez aussi donner que très peu et pour ainsi dire jamais, cette forme au corps des habitants dudit pays. Il faudra même avec un peu de temps ajouter le ministre, lorsque la colonie sera devenue assez forte qu'elle n'est, supprimer insensiblement le syndic qui présente des requêtes au nom de tous les habitants, et *est bon que chacun parle pour soi et que personne ne parle pour tous* ».

Ce n'est qu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle qu'apparaissent les premiers rudiments de libertés locales. En 1759, on crée dans les Antilles des *chambres d'agriculture et de commerce* qui entretenaient à Paris un député chargé de défendre les intérêts au sein du bureau de commerce. Ce député était choisi par le secrétaire d'Etat de la marine sur une liste de trois membres dressée par la Chambre. En 1763, elles furent chargées de s'occuper des intérêts commerciaux, et s'appelèrent désormais simplement *chambres d'agriculture*. C'étaient des assemblées purement consultatives qui n'emettaient que des vœux, mais, parfois, elles avaient une attribution politique importante : quand un gouverneur ou un intendant quittait la colonie, la chambre d'agriculture faisait un rapport au ministre sur la manière dont il s'était acquitté de ses fonctions <sup>1</sup>.

Les garanties accordées aux Antilles ne furent point étendues aux autres colonies. Ces îles, d'ailleurs, avaient toutes bénéficié sous divers rapports d'un régime particulièrement libéral. Saint-Domingue surtout, grâce à l'irrégularité de son origine, jouissait d'une grande indépendance. Les boucaniers étaient d'humeur peu accommodante, et on ne leur demandait guère, surtout au début, qu'une soumission nominale à l'autorité du roi de France. Plus tard même, les habitants aimèrent à revendiquer pour leur île la qualification de royaume d'Etat. Les députés de Saint-Domingue à la Constitu-

<sup>1</sup> Voir sur les syndics d'habitation au Canada : LABEAU, *op. cit.*, ch. 8.

<sup>2</sup> PETIT, *op. cit.*, t. I, p. 444-457.

ont : « Nous sommes les *alliés* et non les *supjets* de la France<sup>1</sup> ».

Cependant, aux îles Mascareignes, un commencement de représentation existait en fait. Les agents de la Compagnie des Indes dans ces îles réunissaient habituellement les habitants les plus notables pour leur demander leur avis<sup>2</sup>. A plusieurs reprises, dans le courant du XVIII<sup>e</sup> siècle, les colons envoyèrent en France des députés pour défendre leurs intérêts auprès du gouvernement et de la compagnie; mais ce n'était point là une institution permanente et régulière.

En somme, les franchises locales n'existaient qu'à l'état rudimentaire dans les colonies les plus avancées et étaient moins connues dans les autres. L'ancien régime toutefois ne devait pas disparaître sans doter nos colonies d'institutions véritablement libérales. A la fin du règne de Louis XVI, des assemblées provinciales avaient été établies en France, on s'inspira à leur exemple, en 1787, des *assemblées coloniales*. Elles étaient composées, partie de fonctionnaires représentant l'autorité métropolitaine (gouverneur, intendant, délégués du conseil souverain, etc.), partie de députés élus par les habitants. Leurs attributions étaient beaucoup plus considérables que celles des anciennes chambres d'agriculture et les remplaçaient. Elles avaient en plus leurs matières un pouvoir propre et prenaient des décisions obligatoires là où les chambres d'agriculture ne donnaient qu'un simple avis. Elles fixaient l'assiette et la répartition de l'impôt. Elles nommaient une commission permanente qui continuait à fonctionner dans l'intervalle de leurs sessions annuelles. Elles

LÉON DESCHAMPS, *Les colonies pendant la Révolution*, p. 96.

Il convient de signaler aussi une forme curieuse de franchises locales. Le conseil supérieur ou souverain était composé d'ordinaire, comme à Saint-Domingue, non de magistrats de profession venus d'Europe, mais d'*habitants*, autrement dit de planteurs de la colonie. Ils affirmaient leur indépendance en tenant à siéger gratuitement. Cette même prétention fut émise au début sous Louis XVIII par les magistrats de la Cour de la Martinique (C. SENEFF, *op. cit.*, p. 41-42). Il y avait là en effet pour les grands propriétaires un moyen facile d'agir sur la direction des affaires publiques.

avaient enfin un député à Paris. On trouvait en somme sous ce régime des garanties égales à celles qu'offre l'organisation actuelle.

**58. — Finances<sup>1</sup>.** — Tant que les colonies furent soumises à la domination des compagnies privilégiées, leur budget se confondit avec celui de la compagnie elle-même. Lorsque qu'elles passèrent sous l'autorité royale, on leur appliqua les principes financiers en vigueur dans les autres parties du royaume. Mêmes impôts qu'en France, affermés comme en France. De même que dans la métropole, les fermiers gardaient entre les mains une grosse partie de l'impôt : le grand ferme qu'ils payaient ne représentant guère plus le moitié des sommes perçues par eux. Aussi, sur la réclamation des colons, on substitua en 1732 la régie à la ferme.

Saint-Domingue jouissait, ici encore, de garanties particulières. Les impôts étaient consentis par les colons qui fixaient, par l'intermédiaire des conseils souverains, la nature et la quotité des taxes. Aussi portaient-ils le nom d'*octrois* parce qu'ils étaient octroyés, c'est-à-dire accordés volontairement, par ceux qui les payaient. Dans les îles du Vent, au contraire, où le roi avait le pouvoir d'établir tel impôt qu'il semblait nécessaire, on disait *impositions* ou *droits du domaine*. Petit (*op. cit.*, t. I, p. 339 et s.), qui se plaint d'abus résultant de cette absence de garanties, cite un ordre du roi du 25 septembre 1742 rappelant au gouverneur et l'intendant des îles du Vent qu'avaient pris l'initiative d'établir des taxes de leur propre autorité que « c'est la violation de souveraineté que S. M. ne communique à personne » qu'il n'est même pas permis aux habitants des colonies s'imposer eux-mêmes sans y être autorisés ».

Les principales sources de revenus publics étaient à Antilles la taxe de capitation sur les esclaves, les droits d'entrée et de sortie sur les marchandises, les taxes sur les col-

<sup>1</sup> Voir la note remise par M. Isaac, dans *J. off.*, Doc. parl., Séances, ord. 1888, p. 44. — PETIT, *op. cit.*, t. II, p. 286-355. — JOURNÉ, *La Guadeloupe*, t. II, p. 158-190.

reels, sur le revenu des maisons situées dans les villes, etc. Aux îles Mascareignes, il n'existait pas d'autre taxe qu'un droit de sortie très léger sur le café.

Lorsque les impôts perçus dans la colonie ne suffisaient pas pour solder les dépenses que nécessitait leur gouvernement, on puisait dans le Trésor royal pour parfaire la différence. A la veille de la Révolution, les dépenses coloniales de toutes natures s'élevaient à 17 millions de livres, les recettes à 7 millions. La différence à la charge du Trésor se pouvait compensée par la perception en France des droits établis sur les denrées coloniales<sup>1</sup>.

**59. — Régime commercial; l'exclusif<sup>2</sup>** — Le commerce extérieur des colonies ne fut jamais libre en principe sous l'ancien régime. Toujours certaines personnes en furent exclues, d'où le nom d'*exclusif* donné à ce système qui apparut dès la fondation de nos premières colonies, fut considérablement développé par Colbert et subsista, malgré d'importantes atténuations, pendant tout le cours du XVIII<sup>e</sup> siècle.

La France, en cela, ne faisait d'ailleurs qu'imiter les autres puissances. C'était un axiome reçu partout que chaque métropole devait se réserver le bénéfice du marché de ses colonies; cet avantage était même considéré comme l'un des buts principaux de la colonisation. Les règles suivies en cette matière par les autres pays étaient même souvent plus rigoureuses que chez nous.

A l'origine, les compagnies de colonisation avaient, nous le savons, le monopole du commerce colonial. Les colons ne pouvaient vendre leurs produits qu'à la compagnie et ne pouvaient acheter que les marchandises d'Europe que celle-ci apportait amenées sur ses navires. Le commerce colonial était

<sup>1</sup> LÉON DESCHAMPS, *Les colonies pendant la Révolution*, p. 8.

<sup>2</sup> GUYOT, *Repertoire*, v<sup>o</sup> *Inde et Indult*. — DE CHAZELLES, *Étude sur le système colonial*, chap. 1. — PALLAIN, *Les douanes françaises*, t. I, p. 140-149. — PETIT, *op. cit.*, t. II, p. 380-423. — JULES ALLET, *La Guadeloupe*, t. II, p. 5-60.

donc interdit non seulement aux étrangers, mais encore aux Français qui ne faisaient pas partie de la compagnie. Plusieurs de ces sociétés, toutefois, avaient fini par vendre aux nationaux des *permissions* pour commercer aux colonies. Parfois aussi, le privilège de certaines compagnies ne comprenait qu'une catégorie déterminée de marchandises particulièrement importantes (par exemple, les peaux de castor dans la Nouvelle-France).

Lorsque les compagnies disparurent, le commerce colonial devint accessible à tous les Français, mais il resta interdit aux étrangers. Ainsi le nombre des favorisés était augmenté, mais il restait toujours limité. Toute une série d'ordonnances rigoureuses remontant à Colbert sanctionnait cette prohibition. Ainsi une ordonnance du 10 juin 1670 défendait aux vaisseaux étrangers d'aborder dans nos colonies sous peine de confiscation et frappait d'une forte amende — ou même d'une peine plus élevée en cas de récidive — les colons qui achèteraient les marchandises amenées par les dits vaisseaux. Bien plus, les bâtiments étrangers devaient passer à une certaine distance des côtes de nos colonies et, si la tempête les obligeait à relâcher, ils ne pouvaient le faire que dans les ports où Sa Majesté tenait garnison (édit du 27 octobre 1727)<sup>1</sup>. Les capitaines de navires français devaient amener en France toutes les marchandises chargées par eux aux colonies (arrêt du conseil du 24 juil. 1708 et, pour assurer l'exécution de cette disposition, on les obligeait à revenir au port d'où il étaient partis (lettres patentes d'avril 1717)<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Reproduit dans PERIT, *op. cit.*, t. II, p. 385-398.

<sup>2</sup> L'usage de fixer par voie d'autorité les ports de départ et d'arrivée pour les navires marchands, autrefois très répandu, faussait les conditions naturelles du commerce maritime en favorisant particulièrement certains centres. Ainsi, tout le commerce de la France avec les îles du Vent était concentré à Saint-Pierre-Martinique. Les caboteurs martiniquais allaient chercher les denrées produites par les autres îles et leur portaient les produits d'alimentation arrivés de France. Les autres colonies, et en particulier la Guadeloupe, souffraient cruellement d'un état de choses si préjudiciable à leur

Par la combinaison de ces différents règlements et autres semblables on arrivait indirectement aux résultats suivants :

Les produits français avaient seuls accès sur le marché colonial, d'où les produits étrangers se trouvaient exclus ; les produits coloniaux devaient alimenter avant tout la consommation française ;

Les transports maritimes entre la métropole et les colonies pouvaient s'effectuer que sous pavillon français

Ce triple but avait été poursuivi énergiquement par Colbert le premier dans l'intérêt des manufactures nationales, le second dans l'intérêt des consommateurs français, le troisième dans l'intérêt de notre marine marchande.

En contre, les marchandises françaises destinées aux colonies étaient exemptes de tout droit de sortie, et les produits de nos colonies étaient protégés, à leur entrée en France, contre les produits similaires étrangers par des prohibitions ou des droits différentiels élevés.

C'est à cette combinaison de restrictions imposées et de faveurs accordées aux colonies que l'on a donné le nom de *partie liée*, comme s'il y avait eu une sorte de contrat passé entre la métropole et les colonies, comportant pour chaque colonie des avantages équivalents aux sacrifices consentis par la France. Mais, en réalité, ce système était tout dans l'intérêt de la métropole, et les colonies, dont on n'avait point demandé

avis. Les commissaires de Saint-Pierre centralisaient ainsi le commerce des petites Antilles. « Chéris dans le principe de l'établissement par les capitaines marchands qui trouvaient avec eux une facilité et d'exactitude qu'avec les habitants, chéris ensuite par ces mêmes habitants auxquels ils prodiguaient leur crédit et leurs acceptations, ils avaient fini par opprimer le commerce et par en être devenus nécessairement les dominateurs ». — *EXER. La Guadeloupe*. — De même, en France, le commerce du Canada était centralisé à La Rochelle, port auquel la perte de la colonie porta un coup très sensible. EMILE GARNIER *Les Rochelais et le Canada*, 1893. Le même auteur a raconté ailleurs les efforts faits par les commerçants de La Rochelle pour conserver le contact avec la France en 1760. *Le commerce rochelais au xvi<sup>e</sup> siècle*, (IV).

l'avis, en souffraient beaucoup plus qu'elles n'en profitent.

Les vices de cette politique aujourd'hui condamnée, ont été si souvent signalés par les économistes qu'il est peut-être superflu d'insister sur ce point<sup>1</sup>. Le pacte colonial, en chérissant le prix des produits d'Europe aux colonies, et en abaissant le prix des denrées exotiques dans la métropole, rendait la vie plus difficile et plus coûteuse. Les colonies, plus riches, consumaient moins de produits européens : elles produisaient moins aussi, leurs produits n'ayant qu'un débouché limité. Une direction artificielle était donnée à la production dans les colonies et aux capitaux dans la métropole, au détriment des cultures et des industries naturelles. Le système colonial ne développait point le mouvement du commerce extérieur : il se bornait simplement à le déprimer. Il augmentait la distance entre le producteur et le consommateur, obligeait à des voyages plus longs ou à des escales déraisonnables et finalement surexcitait la contrebande. Le système colonial, suivant la comparaison d'Adam Smith, agissait à la façon d'un poids mort qui pèse sur les ressorts du commerce, en restreignant partout la production et la consommation, et aboutissait à une diminution générale d'industrie et de prospérité.

En France, toutefois, le système colonial n'a jamais été appliqué qu'avec certains temperaments ; aussi les colonies françaises en ont-elles beaucoup moins souffert que les colonies anglaises.

<sup>1</sup> On trouvera l'expression filete des doctrines qui servent de base au pacte colonial dans l'instruction précitée du 25 janvier 1766, reproduite *in extenso* dans la note de M. ISAAC, *J. off.*, Doc. Sénat, sess. ord. 1858, p. 43; MONTESQUIEU, *Esprits des lois*, liv. II, ch. 21, les approuve sans réserve. Cpr. VERON DE FOASSON, *Principes de commerce*, 1754, et le mot Colonies écrit par lui dans la *Cyclopédie*.

<sup>2</sup> ADAM SMITH, *Richesse des nations*, liv. IV, ch. 7. — BEAULIEU, *Colonisation chez les peuples modernes*, 2<sup>e</sup> partie, ch. 3 et *passim*. — DUPONT DE NEMOURS, *Journal de l'agriculture, du commerce et des finances*, nos de janvier et mai 1766, et sa correspondance avec le ministre de Vergennes en 1782.

Tout d'abord, l'interdiction faite aux colons de commercer avec l'étranger avait fini par recevoir, à la fin de l'ancien régime, un certain nombre d'exceptions. Déjà, en 1717, on avait admis que les produits de nos colonies pourraient être reçus en entrepôt dans nos ports, de manière à être exportés pour l'étranger, sans avoir acquitté aucun droit d'entrée ni de sortie en France. Deux arrêts du Conseil d'Etat, du 17 juillet 1767 et du 30 août 1784, permirent aux étrangers d'importer dans nos Antilles françaises certaines denrées (bois, bestiaux, cuirs, salaisons) qui faisaient gravement défaut dans ces îles et d'en exporter les excédents et tallas ainsi que les marchandises amenées d'Europe. La Guyane jouissait exceptionnellement de la liberté de trafiquer avec toutes les nations en vertu de lettres patentes du mois de mai 1768.

D'un autre côté, les colonies françaises n'ont pas connu l'interdiction de manufacturer leurs propres produits, qui fut si onéreuse pour les colonies anglaises. En particulier, elles avaient la faculté de raffiner le sucre sur place, ce qui permettait aux producteurs d'en utiliser les déchets pour la fabrication du rhum et du tafia. C'était l'objet d'une industrie naissante : la *guildiverie*. On avait cru faire assez pour les raffineries établies dans les ports de la métropole en défendant de réexporter les sucres bruts amenés des colonies en France : ils ne pouvaient être expédiés à l'étranger qu'après avoir été raffinés en France. Mais notre marine marchande se fâchait de cette mesure qui diminuait son fret de sortie (le sucre raffiné étant naturellement moins volumineux et moins lourd que le sucre brut). Pour lui donner satisfaction, on lui permit, en 1684, aux colons de créer chez eux de nouvelles

C'est ce que l'on appela l'*exclusif mitigé*. Les ports ainsi ouverts au commerce étranger étaient encore fixés par voie d'autorité. D'après l'arrêt de 1767, le Carénage Sainte-Lucie pour les îles du Vent et le Môle Saint-Nicolas pour Saint-Domingue. Le nombre de ces ports ouverts fut accru par l'arrêt de 1784, mais resta sans limite.

raffineries et on surlaxa les sucres raffinés aux colonies. Ainsi, tous ces règlements tournaient dans un cercle vicieux. Pour satisfaire l'un des intérêts en cause il fallait les sacrifier aux autres. Dans cette lutte entre raffineurs, marins et colons, ces derniers furent sacrifiés, mais non toutefois complètement. D'une part, en effet, on laissa subsister aux colonies les raffineries établies avant 1684 et, d'un autre côté on laissa aux colons la faculté de *terrer* le sucre, procédé de fabrication imparfait et coûteux, mais encore avantageux cependant. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la plus grande partie des sucres exportés de nos Antilles consistaient en sucres terrés<sup>1</sup>.

A cette époque, le mouvement commercial de nos colonies, grâce surtout à la culture de la canne et à la grande prospérité de Saint-Domingue, était considérable. « En 1789, dit M. Thiers<sup>2</sup>, la France tirait de ses colonies une valeur de 250 millions par an en sucre, café, coton, cacao, indigo, etc., elle en consommait de 80 à 100 millions et en réexportait 150, qu'elle versait dans toute l'Europe, principalement sous forme de sucre raffiné. Il faudrait doubler au moins ces valeurs pour trouver celles qui leur correspondent aujourd'hui ». Le commerce colonial tenait une place considérable dans l'ensemble de notre commerce extérieur. Ce commerce s'élevait en 1789, d'après le rapport de Goudard, à 702 millions de livres, dont 345 à l'importation et 357 à l'exportation. Or, dans le chiffre des exportations, les denrées des îles et de l'Inde figuraient pour plus de 163 millions, et les Antilles en formaient donc plus du tiers. Les Antilles, en particulier, nous avaient envoyé en 1789 pour 218 millions de denrées coloniales et nous avaient acheté pour 78 millions de mar-

<sup>1</sup> DE CHAZELLE, *Etude sur le système colonial*, p. 76 à 83 le terrage, sans être aussi préjudiciable à la raffinerie et à la marine marchande que le raffinage, leur nuisait cependant. D'une part en effet, le sucre bien terré peut, à la rigueur, remplacer dans la consommation le sucre raffiné. D'autre part, le fret est diminué sensiblement, sans l'être toutefois autant que par le raffinage (un quart au lieu de moitié).

<sup>2</sup> *Histoire du Consulat*, livre XVI.

mises consistant principalement en farines, viandes  
 es, vins et étoffes. Ajoutez à cela : 1° que la plus grande  
 de des sucres coloniaux était raffinée en France ; 2° que  
 lon des Antilles, les cuirs de Saint Domingue, les soies  
 trême-Orient alimentaient nos manufactures de matières  
 nières ; 3° que la traite, faite principalement par les  
 teurs de Nantes, occupait plus de cent navires et con-  
 nait une source importante de profits. On s'explique dès  
 aclement cette affirmation si souvent répétée à la Con-  
 nante dans les nombreuses discussions consacrées aux  
 mées : que le commerce de la France dépendait entière-  
 t de ses colonies et que sans elles il périrait. Sans doute,  
 ne doit rien exagérer et il ne faut pas dire, comme on l'a  
 que, quefois, que la valeur relative du domaine colonial  
 la France était plus élevée en 1789 qu'à la fin du  
 siècle<sup>1</sup>. Il faut tenir compte de ce fait que ce domaine  
 composait presque uniquement de colonies de plantations,  
 conséquent sans commerce intérieur et dont toutes les  
 res se faisaient avec le dehors. Mais il n'en est pas moins  
 que c'est grâce aux colonies que le commerce exté-  
 r de la France l'emportait sur celui de tous les autres  
 européens.

**II. — Les personnes ; l'esclavage<sup>2</sup>.** — Les éléments  
 posant la population coloniale étaient très divers et se-  
 raient par de grandes inégalités.

On retrouvait tout d'abord aux colonies toutes les inéga-

<sup>1</sup> LÉON DESCHAMPS, *Les colonies pendant la Révolution*, p. 1 à 8.  
<sup>2</sup> BUIOT, *Repertoire de jurisprudence*, v° *Esclavage*. — PETIT,  
*De sur le gouvernement des esclaves*, 1777. — Le Code noir,  
 1788 (cet ouvrage contient, outre l'ordonnance de 1685 à la-  
 on donne ce nom, tous les actes législatifs tenus sur la ma-  
 de 1671 à 1785). — J. DUVAL, *Les colonies de la France*,  
 t. I, p. 318 à 330. — PAUL TRAYER, *Historique sur la condi-  
 tion légale des esclaves dans les colo-  
 niales* (thèse de doctorat en droit, Paris, 1887). — LUCIEN  
 HAYO, *L'esclavage aux Antilles françaises avant 1789* (thèse  
 de doctorat en lettres, 1897). — A. LEBEAL, *La condition des g  
 leur libres sous l'ancien régime* (thèse, Poitiers, 1903).

lités existant dans la métropole. La noblesse et le clergé avaient transporté au delà des mers tous leurs privilèges, les droits féodaux, la dîme. Nous avons vu plus haut que le clergé régulier était très nombreux aux colonies n° 10. On trouvait également beaucoup de familles titrées ou simplement dotées de la particule. Mais on a exagéré en disant que nos colonies avaient été en grande partie peuplées par des cadets de famille qui, privées de leur part d'héritage par le droit d'aînesse, étaient allés chercher fortune au loin d'où l'on a conclu que les règles du Code civil sur la réserve et le partage forcé sont causes du peu de goût des générations actuelles pour l'émigration. En réalité, l'armée et les ordres offraient aux cadets de noblesse des débouchés suffisants dans la mère-patrie et les registres d'émigrants prouvent que la presque totalité de ceux qui s'expatriaient appartenait au peuple proprement dit. Seulement, une fois arrivés aux colonies, beaucoup de ces roturiers se transformaient en nobles. Les uns obtenaient de la compagnie la concession d'un de ces titres de comte ou de marquis que celle-ci avait le droit de créer. D'autres, plus simplement, prenaient eux-mêmes la particule : ces usurpations de noblesse devaient être très fréquentes, à cause de leur facilité. Quant à la noblesse proprement dite, elle n'allait guère aux colonies : elle se contentait d'y acheter des terres qu'elle faisait gérer de loin, si bien qu'au fléau de la féodalité se joignait celui de l'absentéisme<sup>2</sup>. Les émigrants d'une condition plus humble, tels que les engagés, étaient par contre beaucoup plus nombreux : on les désignait d'une expression

<sup>1</sup> Voir PAULAT, *La politique coloniale de l'ancien régime*, p. 10 et suiv.

<sup>2</sup> Notamment à Saint Domingue, beaucoup de grands planteurs qui devaient leur fortune territoriale dans cette île à leurs alliances matrimoniales ou à des successions, ne la connaissaient que par revenus qu'ils en tiraient. Dans certaines paroisses, il n'y avait qu'un seul propriétaire résidant dans le pays; tous étaient en France. BOISSONNADE, *Saint-Domingue à la veille de la Révolution*, p. 46.

caractéristique marquant bien leur infériorité sociale : les *blancs*.

La proportion entre ces divers éléments de la société coloniale n'était pas d'ailleurs la même partout. La population de chaque île offrait, à ce point de vue, son cachet particulier. On disait *nos seigneurs* de Saint-Domingue, *ces messieurs* de la Martinique, les *bourgeois* ou les *bonnes gens* de Guadeloupe.

Aux causes d'inégalité importées de la métropole, s'ajoutaient celles résultant de la différence de couleur. On a pu discuter sur le point de savoir s'il n'aurait pas été possible d'éviter l'esclavage des noirs en ménageant davantage la population indigène et en faisant plus largement appel aux engagés blancs. Dispute stérile. Le fait est là et il pèsera toujours sur l'avenir de nos vieilles colonies. Les colonies de plantation françaises ont eu recours comme les autres à la main-d'œuvre servile. Les esclaves noirs y étaient très nombreux à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : il y avait aux Antilles françaises six ou huit esclaves contre un blanc, suivant les îles.

La traite, qui avait commencé à être pratiquée au temps de Richelieu, fut considérablement développée et encouragée par Colbert. Une ordonnance du 13 janvier 1672 accorda une prime de 10 livres au négociant et de 3 livres au capitaine par tête de noir amené d'Afrique aux îles américaines. Dès lors, l'importation des esclaves, tantôt monopolisée par une compagnie privilégiée, tantôt permise à tous les armateurs de la métropole, fut l'objet de faveurs constantes de la part du gouvernement jusqu'à la Révolution. On ne voyait pas de salut alors en dehors de la traite. « Des noirs et des vivres pour les noirs », s'écriait Dubuc *Lettres à M. Raynal*, « voilà toute l'économie des colonies ! » Les colons, malgré la prime accordée à la traite, se plaignaient continuellement du petit nombre des esclaves importés et de leur prix élevé. Les naissances, peu nombreuses, car les esclaves ne suffisaient pas à maintenir le niveau numérique de la population servile. Une *pièce d'Inde*, c'est-

à-dire un esclave jeune et bien constitué, valait de 1.500 à 2.000 livres dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Pour donner satisfaction aux réclamations des colons, de nombreux règlements furent édictés - défense de vendre les nègres à bord avant de les avoir débarqués, défense d'acheter les gros les cargaisons de nègres pour les revendre, défense d'exporter les nègres amenés dans la colonie et, ce qui comprend moins, d'acheter des esclaves tirés de l'étranger. L'usage s'était introduit d'allouer aux hauts fonctionnaires quelques nègres de choix pour se concilier leurs bonnes grâces : ce prélèvement fut limité, puis supprimé en 1723.

La situation légale des esclaves avait été réglée par l'édit de mars 1685, en 60 articles, plus connu sous le nom de *Codage*. En voici les principales dispositions : les maîtres doivent instruire les esclaves dans la religion catholique et faciliter l'exercice du culte (art. 2 à 8). Il est défendu aux hommes libres de vivre en concubinage avec leurs esclaves sous peine d'amende et de confiscation (art. 9). Les mariages des esclaves sont soumis aux mêmes conditions que les autres, sauf que le consentement des parents est remplacé par celui du maître (art. 10 et 11). L'enfant suit la condition de sa mère (art. 12 et 13). Le maître doit inhumer l'esclave baptisé en terre sainte (art. 14). Il est défendu aux esclaves de porter les armes (art. 15), de s'attrouper (art. 16 et 17), de vendre des cannes à sucre (art. 18), ou d'autres denrées sans la permission de leurs maîtres (art. 19). Les articles 22 à 27 régissent minutieusement les obligations du maître relatives à la nourriture, à l'entretien des esclaves ; ces obligations existent même à l'égard de l'esclave infirme par suite de vieillesse ou de maladie ; l'esclave victime de traitements inhumains peut se plaindre aux magistrats (articles 28 et suiv.), sur la capacité de l'esclave, rappelés les règles du droit romain en cette matière. Il faut tou-

<sup>1</sup> Cet édit ne s'appliquait qu'aux îles d'Amérique, mais des édits postérieurs, contenant des dispositions à peu près identiques, furent pris pour les autres colonies (édit de décembre 1723 pour le Bourbon, de mars 1724 pour la Louisiane).

marquer la fréquence de la peine de mort : on l'infli ge à l'esclave qui se livre à des voies de fait sur un homme libre qui vole. Elle devait être assez fréquemment appliquée, à juger par l'existence d'une *casse des negres suppliciés*, qui dans le but d'indemniser les propriétaires des esclaves damnés à mort. Le Code noir étai t particulièrement cruel envers les esclaves fugitifs ou negres *marrons* : la première fois on leur coupe les oreilles, la seconde fois le jarret, la troisième fois on les punit de mort. Le maître peut faire trainer ou battre de verges son esclave, mais il ne doit ni torturer, ni le tuer (art. 42 et 43). Les articles 44 à 54 consacrent le droit de propriété du maître sur l'esclave : l'esclave est meuble, mais il doit suivre le fonds dont il est l'accessoire. On doit d'ailleurs éviter en cas de vente de séparer mari, la femme et leurs enfants impubères. Les articles 55 à 59 sont relatifs aux affranchis : ils sont réputés regnissables et leurs droits sont égaux à ceux des autres Français, mais ils ont le respect particulier dont ils sont tenus à l'égard de leurs anciens maîtres<sup>1</sup>.

Tel est, en résumé, ce fameux Code noir dont on a quelquefois exagéré la cruauté. Dans une pareille matière, d'ailleurs, il faut considérer les mœurs beaucoup plus que les lois. Or les planteurs français étaient, envers leurs esclaves, d'une humanité relative<sup>2</sup> bien supérieure à celle des plan-

<sup>1</sup> Le Code noir n'apportait aucune limitation au pouvoir d'affranchir, mais plus tard une déclaration du 24 septembre 1713 autorisa les affranchissements à l'autorisation du gouverneur et de l'intendant « pour prévenir les moyens illicites employés par les blancs dans le but de se procurer les sommes exigées ordinairement des maîtres par le prix des affranchissements ». PÉRIER, op. cit. t. I, p. 300 et suiv. Vers 1745, on établit une taxe assez lourde sur les affranchissements. Elle disparut en 1766 mais en même temps on prohiba presque complètement les affranchissements par acte de dernière volonté, dans le but de prévenir les empoisonnements des maîtres par des esclaves pressés de mourir de la mort de la dis relative, car il est facile de trouver dans les Archives coloniales des exemples nombreux de cruautés exercées par les maîtres envers leurs esclaves. Voir not. l'EXTRAORD., op. cit. chap. 6) t. I, est que les negres avaient une manière redoutée et lâche de se

teurs anglais, s'il faut en croire Adam Smith qui donne de cette différence une explication ingénieuse (t. II, p. 371). Le sort de l'esclave, dit-il, est moins dur dans les gouvernements arbitraires que dans les gouvernements libres. Dans les pays libres, où le maître est électeur influent, le magistrat craint de le mécontenter en intervenant dans ses affaires, et il lui est d'autant plus difficile de protéger l'esclave qu'il est tenu à plus d'égards et de considérations pour le maître. Mais, sous les gouvernements absolus où le magistrat exerce un pouvoir despotique et peut au besoin envoyer au maître une lettre de cachet, il lui est beaucoup plus facile de suivre les inspirations de l'humanité.

Le côté le plus defectueux du Code noir consistait dans la situation faite aux mulâtres. L'enfant suivait toujours la condition de sa mère; par suite, si le fils d'un noir et d'une blanche était libre, celui d'un blanc et d'une négresse et c'était de beaucoup le cas le plus fréquent était esclave. Les mulâtres, disait le proverbe, haïssent leur père et méprisent leur mère. Ni la loi ni les mœurs n'avaient su faire une place aux personnes de sang mêlé<sup>1</sup>. L'ancien droit

venger le poison que Schoelcher appelait « la maladie des pays à esclaves ».

<sup>1</sup> « L'antipathie qui séparait les blancs et les gens de couleur dit M. Cas onnet-Desfosses (*La perte d'une colonie : la Révolution de Saint-Domingue* p. 10-11), était au-dessus de tout ce que l'on peut imaginer. L'opinion publique distinguait minutieusement les gens de couleur, et, suivant qu'ils se rapprochaient ou s'éloignaient des blancs par un teint plus ou moins foncé, on les appelait métis, quaterons, metis, mame oucks, griffes, etc. L'on reconnaissait leurs caractéristiques et leurs dénominations formaient une véritable langue. La loi confirmait ces préjugés. Il était défendu aux affranchis d'exercer certains métiers comme celui d'orfèvre. Ils ne pouvaient être avocats, médecins ou apothicaires. Ils étaient exclus de toutes les fonctions civiles, judiciaires ou militaires, ainsi que des assemblées paroissiales. Dans la milice, ils formaient des compagnies spéciales distinguées de celles des blancs par leur uniforme en nankin. L'usage enchérissait encore sur la loi. Les gens de couleur ne pouvaient s'asseoir à la même table que les blancs et jamais ils n'auraient osé porter les mêmes étoffes. Au théâtre, dans les voitures publiques, sur les bateaux, des places spéciales leur étaient reser-

posé artificiellement le fossé entre les blancs et les hommes de couleur. Les lettres patentes de 1724 introduisirent la double incapacité de recevoir à titre gratuit dans les sports entre blancs et gens de couleur libres. On finit par interdire tout mariage entre eux (arrêt du Conseil du 5 avril 1781). C'était là d'ailleurs un but volontairement poursuivi. On voulait que le blanc et le mulâtre fussent toujours ennemis de peur qu'ils ne s'entendissent ensemble contre l'autorité métropolitaine.

Une autre question très délicate était celle des esclaves nés en France par leurs maîtres. D'après les principes du droit, ils auraient dû devenir libres en touchant le sol de la France. « Toutes personnes sont franches en ce royaume, dit Loysel, et si tost qu'un esclave a atteint les bords d'icelui, se faisant baptiser, est affranchi. » (*Institution*, règle 24). Mais, d'après un édit d'octobre 1716, les blancs purent obtenir la permission d'amener en France des esclaves « pour les fortifier dans la religion ou leur apprendre quelque métier, » sans que ceux-ci « pussent prétendre avoir acquis la liberté sous prétexte de leur arrivée dans le royaume ». Cette concession donna lieu à de grands abus. La disposition de l'édit qui défendait de vendre ces esclaves en France était ouvertement violée, et l'on vit renaître l'esclavage en plein Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Ces abus soulevèrent, outre les protestations des hommes de cœur, des réclamations de la part des colons : ils se plaignaient de la diminution de la main-d'œuvre servile et de l'esprit d'indépendance et d'indocilité que rapportaient aux colonies les nègres qui étaient allés en France. De là une déclaration du

roi. A l'église même, on trouvait cette inégalité choquante. Il y avait une messe pour les blancs et une messe pour les noirs. Inutile d'ajouter que les blancs et les gens de couleur ne se fréquentaient pas. La plus grande injure que l'on pouvait faire à un blanc, soit de lui dire qu'il possédait des parents à la côte, ce qui signifiait qu'il était originaire de Guinée.

A. BRY ET LAT., *Droit civil*, § 161, n° 7.

<sup>2</sup> Voir les considérants remarquables des ordonnances des 31 mars et 6 avril 1762.

9 août 1777 défendant d'amener en France « aucun noir, mulâtre ou autres gens de couleur de l'un et de l'autre sexe », qui arrête cette introduction subreptice de l'esclavage dans la mère-patrie.

Quant à l'abolition de l'esclavage aux colonies, la question fut agitée à cette époque dans les écrits des publicistes. Montesquieu (*Esprits des lois*, XV, 5, presenta une défense roquede de l'esclavage qui en est la condamnation la plus eloquente: « Ceux dont il s'agit sont noirs depuis les pieds jusqu'à la tête, et ils ont le nez si écrasé qu'il est presque impossible de les plaindre. On ne peut se mettre dans l'esprit que Dieu, qui est un être très sage, a mis une âme, sur tout une âme bonne, dans un corps tout noir... ». Philosophes et encyclopédistes ne feront que répéter et délayer les arguments de Montesquieu<sup>1</sup>. Mais quel leur répondra et défendra les intérêts des planteurs avec l'autorité que lui donne son expérience des affaires coloniales<sup>2</sup>. Mais, tant que dura l'ancien régime, aucune mesure législative ne vint conclure dans ce débat, et la question ne sortit pas du domaine de la discussion théorique.

**61. — Régime des terres** — La nature même du territoire créé dès le début entre la royauté et une compagnie privilégiée comme celle des *cent associés*, concessionnaire du Canada à perpétuité, en toute propriété, justice et seigneurie, sous réserve de foi et hommage... avec une couronne portant du poids de 8 marcs à chaque mutation de roi », nous montre le régime féodal transporté au delà des mers. La compagnie faisait à son tour des sous-inféodations « tout ainsi et à pareils droits qu'il a plu à S. M. de donner le pays de la Nouvelle-France à ladite Compagnie ». Ce voyage de plusieurs économistes modernes, adoptant à la légère l'opinion d'origine anglo-saxonne, ont vivement reproché

<sup>1</sup> CONDORCET, *Reflexions sur l'esclavage des nègres*, 1788.

<sup>2</sup> Mémoires sur l'esclavage des nègres, 1770, Second mémoire, 1771 (ces deux mémoires sont reproduits dans les *Mémoires sur les colonies*, t. V, p. 17-175).

en régime d'avoir transporté dans le nouveau monde l'institution féodale de la propriété qui existait en Europe avec toutes les charges et les redevances qu'elle entraînait. Elle fut, a-t-on dit, un obstacle considérable au développement de la colonisation : la grande propriété, les droits seigneuriaux entravaient le défrichement ; et, d'un autre côté, on ne pouvait s'expatrier pour le paysan français si il devait reporter au delà des mers toutes les charges dont il supportait le poids avec impatience dans la mère patrie<sup>1</sup>?

Cette opinion, exprimée dans la première édition de cet ouvrage, ne résiste pas à un examen plus approfondi. Les auteurs franco-canadiens<sup>2</sup> sont unanimes à nous vanter les mérites de l'institution féodale laquelle ne présentait point dans ce pays les mêmes caractères qu'en France. Il faut ici rappeler les deux célèbres *arrêts de Marty* du 6 juil. et du 11. Le premier obligeait le seigneur canadien à concéder des terres non défrichées à toute personne qui en faisant la demande, et ce sans pouvoir exiger des deniers d'entrée. Le second obligeait les concessionnaires à tenir feu et lieu et à faire valoir leurs terres en valeur (cpr. l'arrêt du 15 mars 1752, qui rappelle et précise ces principes). Ainsi, pour le seigneur canadien, le jeu de fief était illimité et obligatoire sur les terres non défrichées. S'il ne faisait pas cultiver la terre pour son propre compte, il était tenu de la concéder à d'autres qui se chargeaient de ce soin, à peine de tomber sous le coup des *arrêts de retranchement* par lesquels le roi prenait en partie les terres concédées non défrichées dans un certain délai. Le seigneur n'était donc que l'entrepreneur du peuplement d'un territoire donné. Pour tirer parti de sa seigneurie, il lui fallait attirer des colons. Son rôle était bien différent de celui d'un spéculateur qui cherche à revendre ses terrains le plus cher possible et qui se désintéresse de ce qui peut arriver par la suite. Il lui était défendu de vendre.

<sup>1</sup> LEROY BEAULIEU, *op. cit.*, t. 1, p. 151.

<sup>2</sup> LABEAU, *op. cit.*, t. 1, ch. 7 — LEMIEUX, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> partie,

Il devait simplement concéder la terre à titre de redit et sans avoir le droit d'établir d'autres charges ou servir qu'un cens modique. Ainsi, le colon n'avait rien à donner au début, ce qui facilitait grandement son établissement. Il savait qu'à leur tour ses enfants pourraient travailler à côté de la terre aux mêmes conditions. Le seigneur tout intéressé à voir se développer et prospérer cette colonie, d'autant que les droits de lods et ventes étaient en bon rapport. Sans doute, il serait puéril de tracer un tableau idyllique des relations entre seigneur et censitaire au Canada. Le seigneur cédait trop souvent à des considérations purement égoïstes. Il essayait, par exemple, de faire de la monnaie en vendant des bois. Mais la royauté veillait en somme, toute cette organisation était combinée de manière à favoriser le plus possible les progrès de la colonie. Quant au droit de moulin banal, il n'était que la conséquence de l'obligation de construire un moulin imposée au roi aux seigneurs canadiens. Un arrêt du 4 juin 1680 avait ordonné de le faire dans l'année, faute de quoi le riverain venu était autorisé à en construire un et à acquiescer la lui privilage de la banalité. Sans doute, il arriva un moment où ce mode de tenure des terres, ayant pour raison d'être primitive, fut envisagé comme une condition inutile et gênante. L'acte de 1854 supprima les droits seigneuriaux moyennant indemnité. Mais les *Observations* de Sir L. H. Lafontaine sur l'abolition de la tenure seigneuriale qui ont précédé cette réforme, tout en établissant sa nécessité, rendent justice à cette ancienne féodalité canadienne profondément distincte de la féodalité européenne.

Dans les colonies de plantations, les terres étaient concédées gratuitement aux colons. Le pouvoir de concéder les terres, d'abord exercé par les agents de chaque compagnie, fut ensuite attribué en commun au gouverneur et à l'intendant (lettres patentes du 16 juin 1680; décl. 17 juillet 1681). Les concessionnaires devaient être « bien intentionnés » et disposés à faire valoir les terres. La concession pouvait être révoquée faute d'avoir été mise en valeur dans un délai

ans<sup>1</sup>. Quant au système plus moderne de la vente des terres, il fut préconisé à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par Malouet<sup>2</sup>, mais, tant que dura l'ancien régime, il ne fut jamais mis en pratique.

Il faut signaler en notre matière l'existence dans la plupart de nos colonies d'un tribunal spécial, composé du gouverneur, de l'intendant et de trois membres du conseil souverain, appelé *tribunal terrier*. Sa compétence comprenait les voies de communication, les fleuves et rivières, la chasse et la pêche et les concessions de terre.

### § 2 — Le crédit et la circulation monétaire<sup>3</sup>. —

Le fait initial en cette matière dans nos anciennes colonies, est l'absence presque complète de monnaie métallique. Dans les Antilles, l'étalon monétaire fut d'abord la livre de tabac, puis la livre de sucre. Le commerce de ces îles se faisait sous forme de troc, les habitants échangeant à la compagnie leurs denrées contre les marchandises d'Europe. Ce régime entraînait entre autres inconvénients des contestations continuelles sur la qualité des produits. L'ordonnance du 18 novembre 1672 crut remédier au mal en décidant qu'à l'avenir « tous les contrats, billets, comptes, achats et paiements seraient faits entre toutes personnes au prix d'argent, à livres, sols et deniers, ainsi qu'il se pratique en France, sans qu'il pût plus être usé d'échange ne compte en sucre ou autres denrées, à peine de nullité ». Mais cela ne changeait que le mode de computation. En fait, les plan-

<sup>1</sup> PETIT *op. cit.*, t. I, p. 294-300. On appelait *reunions* ces révo-  
cations de concessions qui entraînaient leur retour au domaine  
des états et étaient prononcées par le tribunal terrier. Les planteurs se  
signaient vivement de l'arbitraire avec lequel elles étaient décidées  
des abus auxquels elles donnaient lieu. BOISSONNADE, *Saint Do-*  
*mingue à la veille de la Révolution*, p. 79.

<sup>2</sup> *Mémoires sur les colonies*, t. I, p. 136 et suiv.

<sup>3</sup> PETIT, *op. cit.*, t. II, p. 355-380. — ZAY, *Histoire monétaire des*  
*Indes françaises*, 1892. — J. BAILLET, *La Guadeloupe*, t. II, p. 75-  
76. — LAREAU, *op. cit.*, t. I, ch. 13. — MALOUE, *op. cit.*, t. IV,  
211-225.

## CHAPITRE IV

LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE :  
POLITIQUE COLONIALE ET LÉGISLATION COLONIALE

## 63. — La Révolution; l'assimilation à outrance.

La politique coloniale des assemblées révolutionnaires est général mal connue et mal jugée. Pour beaucoup de personnes, elle tient tout entière dans le mot célèbre attribué à Robespierre : *Perissent les colonies plutôt qu'un principe* phrase souvent citée pour démontrer jusqu'à quel point les hommes de cette époque ont sacrifié les besoins pratiques de la vie réelle à leur amour immodéré pour une logique systématique<sup>1</sup>. On en conclut que les colonies ont été

<sup>1</sup> BIBLIOGRAPHIE. — DESCHAMPS, *Histoire de la question coloniale en France* p. 333 à 371 — DESCHAMPS, *Les colonies pendant la Révolution. La Constituante et la Réforme coloniale* thèse doctorale, es lettres, 1898 — ARTHUR GIRARDT, *La politique coloniale de la Révolution française* *Revue politique et parlementaire* août 1899. — BICHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution*, passim — DILLIER, *Législation coloniale*, titre I *Compétence* passim — C. SCHEFFER, *La France moderne et le problème colonial*, p. 53-60.

<sup>2</sup> Cet exemple est d'autant plus mal choisi que le mot « *Perissent les colonies plutôt qu'un principe!* » n'a jamais été prononcé, ni moins par Robespierre. Il y a bien une phrase de Robespierre à la Constituante (13 mai, 1791), qui commence par les mots : « *Perissent les colonies.* » mais on en dénature complètement le sens quand on supprime la fin. Cela est si vrai que les murmures qui accueillirent ces premiers mots disparurent lorsque Robespierre eut d'expliquer sa pensée. Eût-elle été prononcée d'ailleurs et elle l'aurait été, paraît-il, par un député obscur, cette phrase ne serait jamais l'expression d'une opinion purement individuelle. Voir BICHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution*, t. X, p. 96.

ses sous la Révolution. Rien de plus injuste que cette condamnation sommaire.

Sans doute, la question coloniale n'a pas été une des occupations dominantes des assemblées révolutionnaires. Elles avaient beaucoup trop de soucis en Europe pour avoir le loisir de s'en occuper longuement. Au fond, elles auraient pu s'efforcer d'écarteler, ou tout au moins ajourner les difficultés qu'elle soulevait. Mais cela ne leur fut pas possible. Dès le début de la Révolution, le problème se posa à la Constituante, elle eut à dire jusqu'à quel point les réformes projetées qui s'accomplissaient en France seraient étendues aux colonies. Problème singulièrement délicat. Non seulement il fut discuté avec toute l'attention qu'il méritait, mais, dès les premiers jours, la Constituante s'engagea avec beaucoup de décision dans une voie où elle sera suivie par toutes les autres assemblées républicaines. La Révolution a eu au moins le mérite d'avoir une politique coloniale ferme et constante basée tout entière sur un principe : l'assimilation. Elle en vit nettement toutes les conséquences logiques, elle en poursuivit l'application impitoyable, s'engageant de loin dans cette voie qu'aucun autre gouvernement n'aurait osé aller, sans dévier un instant de la ligne de conduite qu'elle s'était assignée.

La politique d'assimilation était d'ailleurs dans la logique révolutionnaire. La Révolution avait établi l'égalité de tous les Français, et les droits qu'elle proclamait étaient dans sa pensée les mêmes pour tous les hommes sans distinction de race. Quoi de plus naturel dès lors que de traiter les habitants des colonies comme les Français de France, de leur reconnaître à tous les mêmes droits sans distinction, de transporter les Droits de l'homme au delà des mers ? Ajoutez à cela que la politique d'assimilation, avec son caractère de simplicité logique et d'uniformité égalitaire, devait presque fatalement séduire l'esprit classique du Jacobin.

Trois points surtout attirèrent l'attention des assemblées révolutionnaires : la constitution coloniale, la situation des colonies de couleur et le régime commercial.

**64. — Constitution coloniale.** — C'est en cette année que la question coloniale se posa — ou plutôt s'imposa — pour la première fois aux hommes de la Révolution, demandant une solution immédiate. Le 8 juin 1789, des députés de Saint-Domingue se présentèrent à l'Assemblée pour siéger sur ses bancs. Leur prétention était insolite et leurs pouvoirs très contestables. Néanmoins, après une brève discussion, ils furent acceptés <sup>1</sup>. C'était, dès le premier jour, faire un pas décisif dans la voie de l'assimilation. Ensuite, par cette décision, la Guadeloupe, la Martinique, l'île de France envoyèrent également des représentants qui furent successivement admis <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Ironie singulière du sort ! La doctrine républicaine de la représentation des colonies au Parlement a une origine essentiellement aristocratique. Le mouvement en faveur de la représentation coloniale aux États généraux a été provoqué et artificiellement encouragé à Saint-Domingue par les grands propriétaires blancs dont une partie résidait en France. Ces députés de Saint-Domingue ne devaient bien tout d'abord siéger avec la noblesse. Froidement accueilli par cet ordre, sans que l'on sache pourquoi, ils se tournèrent vers le tiers état, risquèrent le coup en prêtant avec lui le serment du jeu de paume, ce qui désormais obligeait moralement ces députés à les soutenir, et finalement furent admis après une longue série de séances des 27 juin, 3 et 4 juillet 1789, mais au nombre de deux seulement. La Société des Amis des noirs s'était pourtant vivement élevée contre leur prétention (pamphlets de Condorcet et de Brissot) mais elle était évidemment gênée pour combattre le principe de la représentation coloniale. Mirabeau s'était placé sur un terrain plus solide, en disant que, ces députés ayant été nommés seulement par les blancs, leur nombre devait être proportionné non à la population totale de Saint-Domingue, mais uniquement à la population blanche, et par conséquent réduit. Ce fut cet avis qui l'emporta. Les planteurs de Saint-Domingue avaient obéi à la préoccupation de leur intérêt immédiat, sans apercevoir la gravité des conséquences que leur imprudence allait soulever. BOISSONNADÉ, *Saint-Domingue à la veille de la Révolution et la question de la représentation coloniale aux États généraux*, 1906).

<sup>2</sup> Le chiffre de ces représentants n'ayant pas été fixé à l'avance, arriva que la Constituante fut amenée à réduire les députations coloniales nombreuses. Finalement 17 représentants titulaires furent admis : Saint-Domingue, 6 ; Guadeloupe, 5 ; Martinique, 2 ; Inde française, 4.

« L'attitude première de la Constituante était d'ailleurs de montrer très libérale envers les colonies, de tenir compte de leurs aspirations et des besoins de leurs habitants. Sa bonne volonté à leur égard était très grande. Ainsi, à la date des 28 mars 1790, elle décréta que « tout en considérant les colonies comme une partie de l'Empire français, et en désirant leur faire jouir des fruits de l'heureuse régénération qui vient d'être opérée, elle n'a cependant jamais entendu les comprendre dans la Constitution qu'elle a décrétée pour le peuple et les assujettir à des lois qui pourraient être incompatibles avec leurs convenances locales et particulières ». Au même temps, elle les autorisa « à faire connaître leurs vœux sur la Constitution, la législation et l'administration leur convenant » et leur permit d'être des assemblées locales à cet effet (D. 28 mars 9 avril 1790). Un comité national de douze membres fut nommé, chargé de rédiger un projet de Constitution destiné à servir de modèle, de donner aux assemblées coloniales, celles-ci ayant toute latitude pour le modifier ou en prendre simplement ce qu'elles croiraient bon. Cette instruction fut adoptée par la Constituante et adressée par elle aux colonies le 15 juin 1791<sup>1</sup>.

La Constituante persévéra jusqu'à la fin dans cette voie libérale. La Constitution des 3-14 septembre 1791 (tit. VII, art. 8) porte : « Les colonies et possessions françaises de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique, quoiqu'elles fassent partie de l'Empire français, ne sont pas comprises dans la présente Constitution », et ailleurs elle fixe à 745 le nombre de représentants « indépendamment de ceux qui pourraient être accordés aux colonies » (tit. III, chap. 1, sect. 1, art. 1). Quelques jours avant de se séparer, par le décret des 26 septembre 1791, la Constituante fit le départ des attributions respectives de l'assemblée métropolitaine et des assemblées coloniales. A la première était réservée la décision des questions relatives « au régime extérieur des colonies,

<sup>1</sup> France, 2, Deschamps, *op. cit.*, p. 61-76. Il y avait de plus des députés suppléants.

<sup>2</sup> Voir le texte *in extenso* dans Sirey, *Lois annotées*, p. 19.

au régime commercial, à l'organisation de la justice, à la défense de nos établissements, à l'exécution des traités entre les commerçants et les habitants ». Sur divers points, les assemblées coloniales ne pouvaient que des propositions, lesquelles n'avaient que la valeur de simples vœux. Les autres points étaient laissés à la décision.

Entre temps, la Constituante avait résolu la question de l'administration centrale des colonies. Après une discussion approfondie où l'on fit valoir tous les arguments qu'on pouvait encore aujourd'hui invoqués en faveur des différents systèmes possibles, on laissa les colonies rattachées au ministère de la marine (L. 27 avril 1791).

Malheureusement, les colonies répondirent mal à la confiance de la Constituante. Les assemblées coloniales qu'on avait nommées sans attendre les avis venus de France, imbuës d'ailleurs pour la plupart de sentiments constitutionnaires, trouvèrent plus simple de prendre les pouvoirs et ne tinrent aucun compte des volontés de l'assemblée métropolitaine<sup>1</sup>.

La Constituante, déjà, s'était vue forcée de réagir. En juillet 1791, elle avait déclaré sa volonté de maintenir les droits appartenant antérieurement aux représentants du pouvoir central dans les colonies. Elle commença également à envoyer des commissaires civils dans cette Vendée commerciale, système qui fut continué par l'Assemblée législative, augmenta considérablement les pouvoirs de ces députés. Plus tard, pour montrer qu'elle n'entendait point céder aux velléités séparatistes des planteurs, la Convention étendit aux colonies son célèbre principe de l'unité et de l'indivisibilité du territoire. « Les colonies françaises, porte l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution du 5 fructidor an III, sont parties intégrantes

<sup>1</sup> Voir tout sur les abus de pouvoirs commis à Saint-Dominique l'assemblée de Saint-Marc : DESCHAMPS, *op. cit.*, p. 175 et le décret du 12 octobre 1790 annulant les prétendus décrets et actes de l'assemblée de Saint-Marc et la déclarant déchu de ses pouvoirs.

République, et sont soumises à la même loi constitutionnelle, » et l'article 7 ajoute : « Elles seront divisées en départements... » C'était l'assimilation violente, à outrance. En vertu de l'article 6, toutes les lois votées sous l'empire de la Constitution (du 22 août 1795 au 13 décembre 1799) sont *ipso facto* applicables sans distinction aux colonies qui appartenaient alors à la France. Par l'article 7, l'unité nationale de la colonie étant brisée comme autrefois celle de la province, certaines colonies étant réunies ensemble pour constituer un même département, Saint Domingue, au contraire, formant plusieurs à elle seul<sup>1</sup>. « Il ne peut y avoir, disait le rapporteur Boissy d'Anglas pour justifier cette solution, une bonne manière d'administrer et, si nous l'avons trouvée pour les contrées européennes, pourquoi celles de l'Amérique en seraient-elles déshéritées ? » Ces paroles typiques, expression fidèle de la tournure d'esprit qui reynaît dans nos assemblées révolutionnaires, prouvent d'une manière éclatante que l'uniformité, si raillée depuis, était alors l'idéal. Ces dispositions de la Constitution de l'an III furent développées et complétées par une loi importante du 12 nivôse an VI, en 86 articles, sur l'organisation constitutionnelle des colonies, qui établissait notamment l'assimilation financière entre les départements coloniaux et les départements continentaux, en y reportant le système d'impôts en vigueur dans la métropole. Il faut toutefois rendre à la Révolution cette justice que, quoique jusqu'au bout, elle admit aussi bien l'assimilation en faveur des colonies qu'à leur détriment. Pendant toute cette période, les colonies furent largement représentées dans les assemblées (L. 22-23 août 1792 fixant à 34 le nombre de députés des colonies à la Convention<sup>2</sup>, L. 27 pluviose

<sup>1</sup> En vertu de la loi du 8 novembre 1797, Saint Domingue comprit six départements : le Nord, l'Ouest, le Sud, la Samana et l'Engaño ces deux derniers correspondant à l'ancienne partie espagnole. Plus tard, Toussaint créa un sixième département : Le Cap-Vert ou l'Arbrière, la Samana devint le Cibao, et l'Engaño devint l'Ozania.  
<sup>2</sup> Saint-Domingue, 18; Guadeloupe, 4, Martinique, 3, Réunion, 1, de France, Inde française, 2; Sainte-Lucie, Tabago, Guyane, 1.

an V leur accordant 10 représentants au Conseil des Anciens et 16 au Conseil des Cinq-Cents<sup>1</sup>). L'élection des juges et le jury furent établis aux colonies comme en France.

Malgré cela, les colonies firent une vive opposition à toutes les mesures que les assemblées prenaient à leur égard. Elles acceptaient les avantages de l'assimilation, mais elles ne voulaient point en subir les charges, entendant se gouverner elles-mêmes. Elles refusèrent notamment d'appliquer la loi du 4 brumaire an VI, relative à la division du territoire sur laquelle on dut revenir bientôt, le 4 frimaire. En fait d'ailleurs, nos colonies, beaucoup trop éloignées pour que le gouvernement révolutionnaire pût y faire respecter ses volontés, traversaient une période de trouble et de confusion. Les unes, comme la Martinique, étaient aux mains des Anglais. Saint-Domingue était dévastée par une épouvantable guerre civile. Toussaint-Louverture et Victor Hugues ne faisaient que ce qu'ils voulaient. A la Réunion l'assemblée coloniale gouvernait l'île à sa guise. C'était l'anarchie.

**65. — Les droits des hommes de couleur. L'abolition de l'esclavage** — La plus grave cause de mésintelligence entre la métropole et les colonies résidait dans les craintes que les théories égalitaires contenues dans la Déclaration des droits de l'homme inspiraient aux planteurs blancs propriétaires d'esclaves. Conséquente avec ses principes, l'assemblée allait-elle abolir l'esclavage, établir l'égalité des droits sans distinction de couleur? L'annonce de la Révolution avait apporté un trouble profond aux colonies agitées par les craintes des uns et les espérances des autres.

Deux camps se partageaient l'opinion. D'une part, la société de l'hôtel Massiac, principalement composée des grands

<sup>1</sup> Anciens, Saint-Domingue, 5; Guadeloupe, Martinique, Guyane, Ile de France et Réunion, 1. Cinq-Cents, Saint-Domingue, 8, Guadeloupe, 3, Martinique, Sainte-Lucie, Ile de France, Réunion, française, 1. On voit que certaines colonies étaient représentées à l'une de ces deux assemblées sans l'être dans l'autre.

propriétaires blancs des îles, insatiables à la fois de leurs richesses et de leurs titres de noblesse. De l'autre, la *Société des amis des noirs*, fondée en 1787 par Brissot, Sieyès et Robespierre et qui avait pour organe *le Patriote français*. Aucune de ces deux sociétés rivales travaillait à la fois l'opinion et l'Assemblée, multipliant les brochures lançant ses auteurs à la tribune. La Société de l'hôtel Massiac se montrait particulièrement active. Sa politique était d'empêcher la communication entre la France et les îles en dehors de la métropole et la métropole sur la situation des colonies, elle entretenait les plus funestes illusions et porte une grosse part de responsabilité dans les troubles qui ensanglantèrent les Antilles.

La Constituante n'osa pas aborder la question de l'abolition de l'esclavage. La décision prise par l'assemblée coloniale de Saint-Domingue, qui avait fait emprisonner une personne coupable d'avoir dit que l'esclavage était contraire au droit naturel, dénotait la surexcitation des esprits. Dans ces conditions, la Constituante préféra ajourner cette question brûlante.

Elle se contenta d'aborder la difficulté relative aux droits politiques des gens de couleur libres, mulâtres ou noirs franchis. En fait, les blancs avaient seuls pris part à l'élection des assemblées coloniales et y étaient seuls représentés. C'était une faute politique considérable, car ce fut l'origine première des troubles qui ensanglantèrent Saint-Domingue (affaire du mulâtre Ogé). De plus, il y avait là un flagrant défaut de justice. Pourquoi en effet exclure du droit de vote les hommes libres, propriétaires et contribuables comme les blancs? Il y avait d'ailleurs en leur faveur cet argument fort que faisait valoir Robespierre : avant la Révolution, les hommes de couleur jouissaient de l'égalité des droits civils et, s'ils n'avaient aucun droit politique, les blancs n'en avaient pas davantage. En accordant les droits politiques aux hommes de couleur, on ne faisait que maintenir l'égalité antérieure à 1789.

La discussion fut longue et passionnée, soutenue d'un côté par Barnave et les députés des colonies, de l'autre par l'abbé Grégoire et Robespierre (du 11 au 13 mai 1791). Elle se termina par le vote d'un amendement transigemment proposé par Rewbell, reconnaissant les droits des noirs actifs aux « fils de père et mère libres ». Ce n'était pas la société des amis noirs qu'une demi-victoire. Elle était suffisante pour déchaîner les colères et mettre à nu les secrets qui couvaient.

Il faut remarquer qu'entre les blancs et les noirs il n'y avait pas rivalité d'intérêts économiques. Selon une longue antipathie et le préjugé de couleur les deux classes. En se réconciliant, ils auraient à la fois sauvé leurs intérêts et maintenu la paix intérieure dans les colonies. Un instant on put l'espérer. Une formidable révolution avait éclaté dans le Nord de Saint-Domingue en 1791. Devant le péril commun, tous les propriétaires blancs furent contraints de s'unir, et, grâce à l'énergie et au courage de quelques hommes de couleur, l'insurrection avait été réprimée. Dans le premier mouvement de reconnaissance les blancs signèrent avec les mulâtres le fameux décret du 11 septembre par lequel ils s'engageaient à ne pas s'opposer à l'exécution du décret du 15 mai.

Mais pendant ce temps, en Europe, l'amendement Rewbell était voté. Les députés coloniaux protestèrent, retirant de l'Assemblée et en menaçant de se donner à la puissance coloniale étrangère. Dès lors, ils voulurent la résistance aux Antilles et essayer de faire peur à l'Assemblée pour la décider à revenir sur son premier vote. Ayant entraîné avec eux les députés des ports, ils firent que l'Assemblée revint indirectement sur sa première décision, en classant « la situation des personnes noires et les droits politiques des hommes de couleur » parmi les questions dont la solution était réservée aux assemblées nationales (D. 24 septembre 1791). Ensuite, les deux parties restaient irréconciliables. En se déchirant mutuellement les blancs et mulâtres rendaient les esclaves maîtres de la situation.

La Législative se montra plus hardie que la Constituante. Le décret du 28 mars 1792 accorda d'une façon générale les droits politiques à tous les hommes libres, noirs ou blancs, sans distinction. Celui du 11 août 1792 supprima la même antérieurement accordée à la traite des noirs. C'était avouer l'esclavage, en attendant sa suppression.

Ce le-ci fut l'œuvre de la Convention. Cette assemblée, après de nouvelles mesures prises contre la traite le 27 juillet 1793, vota enfin le 16 pluviôse an II l'abolition de l'esclavage par acclamation, estimant qu'« elle ne devait pas se déshonorer en mettant en discussion le principe même de la liberté humaine ». Mesure radicale, à laquelle on peut sans doute reprocher d'avoir été prise sans transition et sans ménagements, mais qui n'en constituait pas moins un acte de courage et de justice (Cpr. loi du 12 nivôse an VI, titre 3, art. 14 à 20).

**86. — Régime commercial<sup>1</sup>.** — Les premières mesures prises en cette matière par les assemblées révolutionnaires furent très libérales.

Ce fut d'abord la suppression du monopole des compagnies encore existantes. La Constituante rendit le commerce des Indes libre pour tous les Français le 3 avril 1790, sous réserve toutefois de l'obligation pour les navires faisant ce voyage d'avoir, comme port d'attache, Lorient ou Toulon (juillet 1790). La même mesure fut prise pour le commerce des Indes-Orientales le 18-27 janvier 1791, pour le commerce du Sénégal les 18-27 janvier 1791, pour le commerce du Cap et de la Barbarie les 21-29 juillet 1791. Mais ces compagnies, dépouillées de leur privilège, n'en subsistaient pas moins. Un décret de la Convention des 26-29 germinal les supprima radicalement et défendit d'en créer de nouvelles à l'avenir sous n'importe quel prétexte. En même temps, les redevances foncières dues par les habitants des colonies aux héritiers des actionnaires des anciennes com-

<sup>1</sup> PALLAIN, *Les douanes françaises*, t. I, p. 149-156.

pagnes, assimilées aux droits féodaux, avaient été, comme tels, supprimées sans indemnité <sup>1</sup>.

Ce fut ensuite un abaissement considérable des barrières douanières. Déjà la Constituante, pour faciliter l'approvisionnement des colonies, avait permis d'y importer en franchise certaines denrées de première nécessité, même venant de l'étranger (D. 22 juin-17 juillet 1791). Puis, lors de la discussion du premier tarif général des douanes, fut posé un principe fécond : « Le commerce des colonies est un commerce entre frères, un commerce de la nation avec une partie de la nation ». La Convention en tira la conséquence extrême en supprimant complètement, le 11 septembre 1793, les droits de douanes sur tous les produits allant de la France aux colonies ou des colonies en France. C'était logique, puisqu'il n'y avait plus de douanes intérieures, puisque les colonies étaient des départements comme les autres.

Les mesures qui suivirent présentèrent sans doute un caractère restrictif, mais elles étaient inspirées, non par des doctrines économiques erronées, mais par une considération politique puissante : le désir d'atteindre dans sa marche l'Angleterre qui était l'âme de la coalition. Ce fut l'objet du célèbre *acte de navigation* du 21 septembre 1793. Les marchandises étrangères ne pouvaient être importées que sous pavillon français ou sous pavillon de la puissance alliée. La navigation de port français à port français était réservée au pavillon national (art. 3). Était considéré comme français tout navire construit en France ou dans les colonies, ou provenant des prises maritimes, appartenant en entier à des Français, et dont les officiers et les trois quarts de l'équipage étaient français (art. 2). Cpr. décret du 4 germinal an II sur le commerce maritime. Ces mesures, on le voit, n'étaient pas théoriquement plus gênantes pour les colonies que pour la France et, loin de songer à sacrifier les colonies, la Convention croyait les servir indirectement en favorisant le

<sup>1</sup> PAULIAT, *Politique coloniale de l'ancien régime*, p. 129-131.

opement de la marine nationale. « Vous voulez une marine, disait Barrère dans son rapport à la Convention, sans marine point de colonies et, sans colonies, point de prospérité commerciale ».

Ainsi se retrouve le souci de notre avenir colonial même dans les mesures dont le caractère restrictif a pu porter préjudice aux habitants de nos colonies. A aucune époque, le gouvernement révolutionnaire ne s'en est désintéressé mais il ne s'est laissé aller au sentiment d'indifférence ou de découragement qu'aurait pu expliquer ou même excuser l'attitude hostile des planteurs à son égard. La politique d'émulation qu'il a constamment suivie prouve, au contraire, que les assemblées de la Révolution ont toujours eu l'air de travailler au triple progrès politique, social et économique de la France d'outre-mer. On ne peut leur faire un reproche : c'est d'avoir eu trop de confiance dans la sagesse et l'intelligence des colonies en y transportant précipitamment les institutions libres de la métropole.

**17. — Le Consulat et l'Empire; la politique de réaction et d'abandon** <sup>1</sup>. — Napoléon a fait à notre empire colonial un mal considérable, d'abord en s'en occupant, ensuite en le négligeant. Politique de réaction sous le Consulat, politique d'abandon sous l'Empire.

Sous le Consulat, Bonaparte sembla un instant incliner vers l'expansion coloniale <sup>2</sup>. Il acheta la Louisiane, entreprit l'expédition de Saint Domingue, nomma le général Leclerc capitaine général des établissements à l'est du cap Bonne-Espérance, avec mission de lui signaler les points faibles de la domination anglaise dans l'Inde qu'il projetait de détruire. Mais ces velléités furent de courte durée, et finalement, la politique de réaction qu'il suivit fit beaucoup

<sup>1</sup> Cfr. GUSTAVE ROLOFF, *Die kolonial politik Napoleon Ier*, 1899.  
<sup>2</sup> ARNTZ, *L'Île de France sous Decaen, 1803-1810* (these de doctorat en lettres, 1901).

THIERS, *Histoire du Consulat*, livre XVI.

plus de mal que de bien à nos colonies. Cette réaction se manifesta dans toutes les matières :

Le législateur colonial fut changé. Les lois votées pour la métropole cessèrent d'être applicables de plein droit aux colonies. La Constitution du 22 frimaire an VIII, art. 36, porte : « Le régime des colonies françaises est déterminé par des lois spéciales » Puis la confection de cette législation spéciale fut enlevée au pouvoir législatif pour être attribuée au pouvoir exécutif par la loi du 30 floréal an X, dont l'article 4 décide : « Nonobstant toutes les lois antérieures le régime des colonies est soumis pendant dix ans aux règlements qui seront faits par le gouvernement ». Sans doute la Constitution du 16 thermidor an X vint confier au Sénat, par son article 54, le soin de régler par un sénatus-consulte organique la constitution des colonies, mais celui-ci ne fut jamais fait.

La représentation coloniale fut supprimée. A partir de la Constitution de l'an VIII, plus de députés coloniaux dans les assemblées législatives. La nouvelle organisation administrative, dont les colonies furent dotées l'année suivante, supprima toutes les assemblées locales. On enlevait ainsi aux colons jusqu'à la possibilité d'émettre des vœux, si bien que le Premier Consul reconnut lui-même bientôt qu'il était allé trop loin. Le 23 ventôse an XI, un arrêté consulaire rétablit des chambres d'agriculture composées de cinq membres nommés par les représentants de l'autorité métropolitaine dans la colonie. Chacune de ces chambres d'agriculture choisissait un député : ces délégués formaient un conseil de six membres qui se réunissait à Paris à l'administration des colonies<sup>1</sup>.

L'administration et la justice furent réorganisées d'après un plan à la fois autoritaire et rétrograde. A la tête de chaque colonie on mit trois hauts fonctionnaires : a un capi-

<sup>1</sup> Celle-ci quoique toujours rattachée au ministère de la Marine formait alors, en vertu de l'article 7 de la loi du 5 nivôse an XI, un « vice à peu près autonome sous la direction d'un conseil d'état ».

le *général* (correspondant aux anciens gouverneurs) ayant les attributions politiques et militaires et faisant toutes les nominations; b) un *préfet colonial*, exerçant les attributions administratives autrefois confiées aux intendants; c) un *commissaire de justice* (grand juge à la Martinique), remplaçant leurs anciennes fonctions judiciaires et ayant la présidence des tribunaux<sup>1</sup>. L'organisation judiciaire en vigueur avant la Révolution fut rétablie; il n'y eut que les noms de tribunaux : on dit tribunal de première instance au lieu de chancellerie, amirautés et juridictions royales, tribunal de cour d'appel au lieu de conseil souverain<sup>2</sup>. Aux colonies comme en France, toutes les institutions de l'ancien régime étaient rétablissables sous de nouveaux noms.

La même réaction se manifesta quant à la politique commerciale. L'assimilation douanière établie par la Révolution fut abandonnée. Les droits qui frappaient les produits des colonies à leur entrée en France furent rétablis (arrêté consulaire du 3 thermidor an X). Il fut question de ressusciter les compagnies privilégiées de colonisation.

Enfin, la loi du 30 floréal an X (art. 1 à 3), rétablit dans les colonies l'esclavage et la traite « conformément aux lois et règlements antérieurs à 1789 »<sup>3</sup>. C'était d'abord un crime monstrueux, car les hommes que l'on précipitait dans l'esclavage avaient goûté de la liberté et allaient être livrés aux

Arrêtes du 29 germinal an IX pour la Guadeloupe, du 6 prairial an X pour la Martinique et Sainte Lucie, du 13 pluviôse an XI pour la France et la Réunion.

Arr. Cons. 29 prairial an X pour les Antilles, 3 germinal an X, pour l'île de France et la Réunion.

En même temps un arrêté consulaire du 13 messidor an X (2 juillet 1802) défendit à nouveau aux gens de couleur et aux noirs de pénétrer sur un territoire continental sans une autorisation spéciale. Cette défense ne fut levée que par une circulaire du 5 août 1818. Quelques mois plus tard, une circulaire du garde des sceaux du 18 juin an XI enjoignit aux officiers de l'état civil de ne recevoir aucun mariage entre blancs et négresses. Ces mariages avaient, au contraire, été parfaitement admis sous la Révolution. On établit des registres d'état civil distincts pour la population blanche et pour les gens de couleur libres. (Pagnot, *op. cit.*, p. 255)

rancunes et aux vengeances de leurs anciens maîtres. C'était en outre une grosse faute, car on perdait ainsi tout le bénéfice de la réforme faite par la Convention et la question qu'elle avait résolue allait se poser une seconde fois. Les conséquences de cette mesure d'ailleurs ne tardèrent pas à se faire sentir. Les noirs de la Guadeloupe que l'on voulait faire rentrer en servitude se soulevèrent, et il fallut envoyer Richempanse avec 4 000 hommes pour dompter l'insurrection. Ceux de Saint-Domingue, craignant de subir le même sort, se révoltèrent également et le rétablissement de l'esclavage fut ainsi la cause de l'insurrection qui nous enleva la partie des Antilles.

Ainsi, abandon de la politique d'assimilation, assujettissement des colonies à un régime autoritaire, rétablissement de l'état de choses antérieur à la Révolution, voilà le bilan de l'œuvre coloniale du Premier Consul.

Politique détestable sans doute, mais tout au moins c'était encore une politique coloniale. L'Empereur n'en eut pas car on ne peut pas donner ce nom à l'abandon systématique dans lequel nos colonies furent laissées pendant son règne. On leur fit tout d'abord savoir qu'au point de vue final elles n'avaient aucunement à compter sur la métropole<sup>1</sup>. Ce fut bien pis après Trafalgar (octobre 1805) : Napoléon désespéra tout à fait de la marine et n'essaya même plus de défendre nos colonies. C'est par le blocus continental décrété de Berlin, 21 novembre 1806, et de Milan, 17 décembre 1807 qu'il essaya d'atteindre la marine anglaise. De cette double politique d'expansion ouverte à notre pays, l'une celle qu'avait personnifiée Colbert, était complètement aban-

<sup>1</sup> Lettre du ministre de la Marine Decrès à Decaen le 16 janvier 1805 : « La prévoyance des fonctionnaires placés à la tête de nos colonies doit calculer toutes les chances, supposer la possibilité que la métropole appuie à l'accomplissement des grands desseins de son auguste chef des fonds dont il serait indispensable de priver temporairement ses possessions d'outre-mer; ces fonctionnaires doivent, en conséquence, fixer toutes leurs méditations sur le moyen de se créer des ressources qui leur permettent de se passer, aussi longtemps qu'il se pourrait, de l'assistance de la mère-patrie ».

onée, l'autre, qui s'incarnait dans Napoléon, poussée jusqu'au délire. Tout par l'armée de terre, rien par la marine, c'était la pensée de l'homme qui avait rêvé de traverser l'océan pour aller conquérir l'Inde à la tête de ses soldats.

C'est seulement depuis Napoléon que l'on a pu dire que la race française n'est pas une race colonisatrice. C'est grâce à lui que les Français se sont pris à douter de leur aptitude coloniale et qu'ils se sont détournés des entreprises lointaines. A qui la faute, en effet, si les champs de bataille de l'Europe ont absorbé toute l'attention, si la haine des nations nous a obligés de veiller sans cesse aux intrigues qui se trament sans nous et contre nous sur le continent, si nous nous étions hypnotisés par notre frontière de l'Est demeurée ouverte? Son influence indirecte n'a pas été moins funeste à notre expansion coloniale. En anéantissant en France toutes les libertés, en habituant les individus à tout attendre de l'administration, en faisant des Français un peuple de fonctionnaires, il a détruit l'initiative individuelle, le goût des entreprises commerciales lointaines où l'on risque ses capitaux. Les hommes également sont devenus timides et n'ont osé rien par eux-mêmes.

Ainsi le génie de notre race a été faussé pour quelques générations; et ce qui prouve bien qu'il n'y a là qu'une influence passagère due à l'ascendant et au prestige exercés par l'Empereur sur l'esprit de ses contemporains, c'est qu'à mesure que son souvenir s'efface, la politique coloniale reprend sa place légitime dans les préoccupations de l'opinion publique. A la disparition successive des hommes imbus de la tournure d'esprit napoléonienne correspond la reconstitution progressive de notre empire colonial. Le souvenir de Napoléon va en s'effaçant dans le lointain de l'histoire, et la race française redevient une race colonisatrice.

---



## DEUXIÈME PARTIE



**LES COLONIES FRANÇAISES DEPUIS 1815.**

## BIBLIOGRAPHIE <sup>1</sup>.

### A. Colonisation française au XIX<sup>e</sup> siècle.

#### I. Ouvrages généraux.

JULES DUVAL, *Les colonies et la politique coloniale de la France*, 1864. — RAMBOSSON, *Les colonies françaises*, 1868. — D<sup>r</sup> BORDIER, *La colonisation scientifique et les colonies françaises*, 1884. — GAREL, *Les colonies françaises*, 6<sup>e</sup> édition, 1899. — DE LANESSA, *L'expansion coloniale de la France*, 1886. — ALFRED RAMBAUD, *La France coloniale*, 7<sup>e</sup> édition, 1895. — \**Les colonies françaises*, 2 vol. 1901, publié par la *Librairie Larousse* sous la direction de M. Maximilien Petit. — FALLOT, *L'avenir colonial de la France*, 1902.

#### II. Expositions.

*Notices coloniales* publiées à l'occasion de l'Exposition d'Anvers 1885, 3 vol. — LOUIS HENRIQUE, *Les colonies françaises* (6 vol. notices illustrées publiées à l'occasion de l'Exposition de 1889). — *Les Colonies françaises*, Publications de la Commission chargée d'assurer la participation du ministère des Colonies à l'Exposition universelle de 1900 : t. I, *Introduction générale* (Ch. Roux); t. II, *Un siècle d'expansion coloniale* (Dubois et Terrier); t. III, *Organisation administrative, judiciaire, politique et financière* (Arnaud et Meray); t. IV, *La mise en valeur de notre domaine colonial* (Camille Guy); t. V, *L'œuvre scolaire de la France aux colonies* (H. Froidevaux), *Survivance de l'esprit français aux colonies produites* (V. Tantet); t. VI, *Régime de la propriété* (Imbart de la Tour), *Régime de la main-d'œuvre* (Dorvault), *L'agriculture aux colonies* (H. Lecomte). — *Exposition universelle de 1900, Les colonies françaises* (notices séparées sur chaque colonie). — *Notices publiées à l'occasion de l'Exposition coloniale de Marseille*, 1906.

#### III. Revues et publications périodiques générales.

*Annales maritimes et coloniales* (1809-1847). — *Nouvelles annales de la Marine et des Colonies* (1849-1856). — *Revue coloniale* (1857-1858), *algérienne et coloniale* (1859-1860), *maritime et coloniale* depuis 1861. — \*\**La Quinzaine coloniale*, organe de l'Union coloniale française, 2 vol. par an depuis 1897. — *Questions diplomatiques*

<sup>1</sup> Les principales bibliothèques parmi celles où se rencontrent à Paris les ouvrages cités dans cette bibliographie sont : la bibliothèque du ministère des Colonies (catalogue méthodique publié par M. Victor Tantet, 1905), la bibliothèque de l'Office colonial (Palais-Royal), la bibliothèque de l'Union coloniale française (44, rue de la Chaussée-d'Antin) la bibliothèque de l'École coloniale (avenue de l'Observatoire)

*Asiatique* ancienne *Revue diplomatique et coloniale*) fondée en 1877. — *Le mois colonial et maritime* (fondé en 1903). — *L'action coloniale* (fondé en 1905). — CH. MOUREY et BRUNEL, *L'année coloniale* (un volume par an depuis 1899). — *Revue coloniale*, publiée par le ministère des Colonies (un vol. par an depuis 1895). Nouvelle commençant en juin 1901. — *Annuaire colonial* (depuis 1901). — Chaque colonie publie un *Annuaire*.

## B. Législation coloniale. Doctrine et Jurisprudence.

### I. Ouvrages généraux

*Bulletin officiel de l'administration* aujourd'hui : du ministère des Colonies formant un volume par an depuis 1887, et *Bulletin officiel de la Marine*, pour les actes antérieurs à cette époque. Ce recueil ne contient que les actes émanés du pouvoir métropolitain, décrets, arrêtés ministériels. Pour les arrêtés locaux, il faut consulter les recueils spéciaux à chaque colonie (voir plus bas). — *Journal officiel de la République française* et le *Bulletin des lois* donnent également les textes de ces lois et de ces décrets. — Ministère de la Marine : *Recueil des lois, décrets et arrêtés concernant les colonies*, 1877. — J. DE LABRE, *Les colonies françaises, leur organisation, leur administration*, 1878. — DISTRE, *Traité de la législation coloniale*. Cet ouvrage, en deux volumes, était primitivement la reproduction de l'article COLONIES du *Repertoire de droit administratif* de Bequet. Une seconde édition a été publiée en 1897. Comme dans la première édition, le tome I contient le commentaire de la législation et le tome II un choix de textes qui va jusqu'au 31 janvier 1897. Deux suppléments ayant pour but de tenir cet ouvrage à jour ont été publiés par MM. A. DUCHÈNE et V. MOREL. Le premier va jusqu'au 30 juin 1901, le second jusqu'au 31 décembre 1901. — EDOUARD PETIT, *Organisation des colonies françaises et pays de protectorat*, 2 vol., 1894. — ROUGIER, *Precis de législation économique coloniale*, 1894. — Répertoires de DALLOZ, v° *Organisation des colonies*, et de F. ZIEGLER HERMAN, v° *Colonies*. — D'ATLANTY, *Recueil de jurisprudence coloniale*, 3 vol., 1861. — PENANT *Recueil de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniales, Tribune des colonies et des protectorats*, mensuel, fondé en 1891. Première partie, Jurisprudence, Seconde partie, Doctrine, Troisième partie, Législation. — PENANT *Repertoire de droit colonial et maritime*, 1904. première table décennale du recueil précédent. — CASTEL, APPERT, et LEGENDRE, *Recueil de législation, de doctrine et de jurisprudence coloniales*, mensuel, fondé en 1898. Première partie, Législation; Seconde partie, Doctrine, Troisième partie, Jurisprudence. Ce Recueil contient, dans sa première partie, un choix

judicieux des arrêtés locaux les plus importants. — Le DALLOZ et STREY reproduisent les textes et les arrêts les plus importants. — Pour les actes diplomatiques, nous renvoyons ordinairement à *Dz Leno* *Recueil des traités de la France*.

## II. Recueils spéciaux à chaque colonie.

1° **Réunion** DELAHABRE DE NANTEUIL, *Legislation de l'île de la Réunion*, 6 vol. in 8°, 2<sup>e</sup> éd., 1861-1862. Ce recueil est publié sous forme de dictionnaire, le tome VI contient un appendice et la table. — *Bulletin officiel* de l'île Bourbon, créé en 1815 (appelé *Bulletin des actes administratifs* de 1829 à 1834). — La *Gazette de l'île Bourbon* (1816-1818), puis l'*Indicateur colonial* (1836-1847), puis le *Moniteur* (1848-1861) et enfin le *Journal officiel* de la Réunion depuis 1862.

2° **Antilles** : *Bulletin officiel* de la Martinique et *Bulletin officiel* de la Guadeloupe depuis 1828. — *Journal officiel* de la Martinique (1823-1855), puis *Moniteur de la Martinique* (1855-1901) et enfin *Journal officiel* de la Martinique depuis 1902. — *Gazette officielle* (1815-1881), puis *Journal officiel* de la Guadeloupe depuis 1881.

3° **Guyane** : *Bulletin des actes administratifs* (1828-1833) puis *Bulletin officiel* de la Guyane française — *Feuille de la Guyane française* (1824-1871), puis *Moniteur* (1872-1890), et enfin *Journal officiel* de la Guyane française, depuis 1890.

4° **Saint Pierre et Miquelon** : *Bulletin administratif* (les actes du Gouvernement de Saint-Pierre et Miquelon, un volume embrasse la période 1816-1834, un vol. par an depuis 1835). — *Feuille officielle* (1866-1896) puis *Journal officiel* depuis 1897.

5° **Inde française** : LAURE, *Recueil de législation* in-4°, 1869. — *Bulletin des actes administratifs*, créé en 1828, devenu le *Bulletin officiel* en 1867. — *Moniteur officiel* 1850-1893, puis *Journal officiel* depuis 1894.

6° **Nouvelle-Calédonie** *Bulletin officiel* depuis 1853. — *Moniteur* (1862 à 1886), puis *Journal officiel* (depuis 1886).

7° **Établissements français de l'Océanie** : *Bulletin officiel* depuis 1843. — *Messenger de Tahiti* (1854-1883) et *Journal officiel* depuis 1884.

8° **Afrique occidentale française** *Bulletin administratif* du Sénégal, depuis 1819, un volume embrasse la période 1819-1842. — *Bulletin officiel administratif* de la Guinée française (depuis 1857). — *Bulletin officiel* de la Côte d'Ivoire depuis 1900. — *Moniteur* (1856-1859), puis *Feuille officielle* 1860-1864, puis *Moniteur* (1887) et enfin *Journal officiel* 1888-1895 du Sénégal et dépendances. Remplace par le *Journal officiel* de l'A. O. F. de 1896 à 1901, il a recommencé à paraître en 1901 sous le titre de *Journal officiel* du Sénégal et dépendances. — *Journal officiel* de la Guinée depuis 1901. — *Journal officiel* de la Côte d'Ivoire depuis 1895.

- Journal officiel* des établissements du golfe de Bénin 1890-1891, du Dahomey depuis 1895 — *Journal officiel* de l'A. O. F. de 1905 — *Journal officiel* du Haut Sénégal Niger depuis 1906.
- Congo français :** *Bulletin officiel administratif* du Gabon, 1 vol. de 1849 à 1879 et un volume par année de 1879 à 1901. — *Bulletin officiel administratif* du Congo français depuis 1901. — *Journal officiel* du Gabon depuis 1887, puis du Congo de 1891 à 1902. — *Journal officiel* du Gabon depuis 1903. — *Journal officiel* des possessions du Congo français et dépendances et du Moyen Congo depuis 1903.
- Madagascar et dépendances** GANNON, *Code annoté de la législation et Dictionnaire de la réglementation de Madagascar et dépendances*, 2 vol., 1906 — *Bulletin officiel* de l'île de Nossi-bé 1838-1887. — *Bulletin officiel* de Madagascar depuis 1896 — *Minuteur officiel* de Nossi-bé 1886-1896. — *Journal officiel* de Madagascar 1895-1896 — *Journal officiel* de Madagascar depuis 1906.
- Mayotte et Comores :** Neant.
- Côte française des Somalis :** *Journal officiel* du protectorat depuis 1900.
- Indo-Chine française :** BATAILLE, *Recueil de la législation réglementation de la Cochinchine* au 1<sup>er</sup> janvier 1880, Saigon, 2 vol. — LAFONT et FONSAGRAVES, *Repertoire alphabétique de législation et de réglementation de la Cochinchine*, suite au 1<sup>er</sup> janvier 1890, 7 v. 1 — GANTER, *Recueil de la législation en vigueur en Annam et au Tonkin*, depuis l'origine du protectorat jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1895, *Supplément* du 1<sup>er</sup> mai 1895 au 1<sup>er</sup> janvier 1899 — MICHEL, *Recueil des instructions, circulaires et avis concernant le service judiciaire de l'Indo-Chine*, 2 vol. Saigon, 1895 avec suppléments pour les années suivantes — G. MICHEL, *Repertoire des décrets et ordonnances rendus applicables à la colonie et publiés au Bulletin officiel* depuis l'occupation de la Cochinchine jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1892, avec suppléments pour les années suivantes — MICHEL, *Code judiciaire de l'Annam, du Tonkin et du Laos*, décrets et arrêtés concernant le service judiciaire, Lanou, 1901. — *Bulletin officiel* de l'expédition de Cochinchine (1862-1864), puis de Cochinchine française 1865-1888, puis de l'Indo-Chine française 1<sup>re</sup> partie, de 1889 à 1901 — *Bulletin officiel* du Cambodge 1884-1901. — *Bulletin officiel* 1883-1886, puis *Minuteur* 1886-1888 du protectorat de l'Annam-Tonkin et *Bulletin officiel* de l'Indo-Chine française 2<sup>e</sup> partie, de 1889 à 1901. Depuis 1902, l'Indo-Chine française publie un *Bulletin officiel* unique, la Cochinchine, l'Annam, le Tonkin, le Cambodge et le Laos publiant chacun un *Bulletin administratif* — *Le Courrier de Saigon* 1864-1879 — *Journal officiel* de Cochinchine 1879-1888 — *L'Avenir du Tonkin* 1885-1888 — *Journal officiel* de l'Indo-Chine française; ce recueil, qui com-

prenait deux parties de 1888 à 1901 (1<sup>re</sup> partie, Cochinchine et Cambodge; 2<sup>e</sup> partie, Annam-Tonkin), est unique depuis 1902. — *Journal judiciaire de l'Indo-Chine*, fondé en 1890.

### C. Ouvrages critiques et projets de réforme.

HENRI MAGER, *Cahiers coloniaux de 1889*. — DISLÈRE, *Notes sur l'organisation des colonies*, 1888. — ISAAC, note déposée à l'appui d'une proposition de révision du régime des colonies et Rapports faits au Sénat au nom de la commission nommée le 4 avril 1888 pour élaborer une proposition de loi relative aux modifications à introduire dans l'organisation coloniale, *Journal officiel*, doc. parl., Sénat, session ordinaire de 1888, p. 40 à 88, session ordinaire de 1890, p. 210 à 237 et session ordinaire de 1893, p. 492-502. — ISAAC, *Questions coloniales : Constitutions et Sénatus-consultes*, 1887. — Recueil des délibérations du Congrès colonial national de Paris, 1889-1890, 3 vol. — CHESSE, *Vérités coloniales, désordres, abus, dangers*, 1895. — L. DE SAUSSURE, *Psychologie de la colonisation française*, 1899. — CHAILLEY, *Dix années de politique coloniale*, 1901. — G. LARICHE, *Nos colonies telles qu'elles sont*, 1903. — Congrès international colonial, 1900. — Congrès international de sociologie coloniale, 1900, 2 vol. — *Du mode d'administration des possessions coloniales*, par MM. Lebon, Ayrat, Grenard, Gidel et Salann (Congrès des sciences politiques, 1900). — Congrès coloniaux français de 1903, 1904, 1905, 1906. — Congrès colonial de Marseille, 1906. — Aj. les Rapports d'ensemble publiés depuis quelques années par les gouverneurs de diverses colonies, les *Procès-verbaux des délibérations des Conseils généraux* des colonies et les rapports faits chaque année au nom de la Commission du budget au Sénat et à la Chambre des députés (cités plus bas, chap. VII).

# CHAPITRE I

## RECONSTITUTION PROGRESSIVE DE L'EMPIRE COLONIAL DE LA FRANCE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE <sup>1</sup>.

---

### § 1. — L'EXPANSION DE LA FRANCE DE 1815 à 1870.

**68. — Les colonies françaises en 1815.** — Par l'art. 8 du traité du 30 mai 1814, « Sa Majesté Britannique s'engageait à restituer à Sa Majesté très chrétienne les colonies, comptoirs, pêcheries et établissements de tout genre que la France possédait au 1<sup>er</sup> janvier 1792, dans les mers et sur les continents de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Asie, à l'exception toutefois des îles de Tabago et de Sainte-Lucie, et de l'île de France et de ses dépendances, nommément Rodrigue et les Seychelles ». La Suède nous rendait la Guadeloupe (art. 9), le Portugal la Guyane (art. 10). Tous ces établissements devaient nous être remis dans l'état où ils se trouvaient (art. 11) dans un délai de trois mois ou de six mois suivant qu'ils étaient situés en deçà ou au delà du cap de Bonne-Espérance (art. 14). L'art. 12 nous défendait

<sup>1</sup> COLONEL NIOX, *L'expansion européenne*, 1893. — LOUIS VIGNON, *L'expansion de la France*, p. 126 et suiv., 1893. — M. DUBOIS et A. TERRIER, *Un siècle d'expansion coloniale* (Exposition universelle de 1900. Publication du ministère des Colonies). — SAINT-ARROMAN, *Les Missions françaises*, 2 vol. — *Revue de géographie*, fondée par L. DRAPEYRON en 1876, passim. — *Revue française de l'étranger et des colonies*, fondée en 1875, passim. — *Annales de géographie*, fondées en 1891, passim. — *Revue générale de droit international public*, fondée en 1894, passim. — P. PELET, *Atlas des colonies françaises*, 1902.

de fortifier nos établissements de l'Inde et l'art. 13 reconnaissait notre droit de pêche sur la côte de Terre-Nevée.

Il faut bien se rendre compte de la situation faite à la France par ce traité. Comme puissance coloniale, elle s'était trouvée tombée aux derniers rangs, bien loin derrière l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal et la Hollande, un peu avant le Danemark et la Suède. Parmi les possessions qui lui étaient laissées, en effet, il n'y en avait que quatre méritant véritablement le nom de colonies : l'île Bourbon, la Guadeloupe et ses dépendances, la Martinique et la Guyane. Toutes les autres étaient d'ailleurs des colonies de plantations : Saint-Louis, Gorée, Pondichéry, Karikal, Yanaon, Mahé et Chandernagor n'étaient que de simples comptoirs, et Saint-Pierre et Miquelon qu'un établissement de pêche d'une importance nécessairement limitée.

Il est bon de présenter ici les renseignements géographiques indispensables sur ces différents établissements, d'abord parce que nous les possédons encore, et ensuite parce qu'ils nous permettront de comprendre les débuts de l'évolution de notre politique coloniale et de notre législation coloniale depuis 1815.

*Bourbon ou La Réunion* <sup>1</sup> (2.511 k. c.) est un peu plus grande qu'un arrondissement français <sup>2</sup>. C'est une île de formation volcanique, longtemps renommée pour sa fertilité et sa salubrité, brisée de son climat malheureusement compromises par les déboisements exagérés. Une chaîne de montagnes qui la traverse

<sup>1</sup> Le nom de l'île a suivi les variations du régime politique de la France. Elle a porté successivement les noms d'île Bourbon, d'île de la Réunion en 1793, d'île Bonaparte en 1805, pour reprendre le nom d'île Bourbon sous la domination anglaise, et celui d'île de La Réunion en 1848.

<sup>2</sup> Pour se rendre compte de l'étendue de nos colonies comparativement à celle de la métropole, il est bon d'avoir présente à l'esprit l'étendue approximative de chacune de nos différentes circonscriptions administratives. La France a 536.464 k. c., un département de moyenne grandeur en a environ 7 000. Le plus grand, la Gironde, en a 10 766, le plus petit, la Seine et le territoire de Belfort exceptés, est le Rhin en a 2 859. Un arrondissement ordinaire a de 1.000 à 2.000 k. c., un canton de 150 à 350, une commune de 10 à 30.

sa plus grande longueur, du N.-O. au S.-E. (de la pointe de Galets à la pointe d'Ango) la divise en deux parties bien distinctes : la partie *du vent* à l'est, la partie *sous vent* à l'ouest. Cette division a été transportée dans la géographie politique. Saint-Denis, le chef-lieu de la colonie, est en même temps celui de l'arrondissement du vent. Saint-Pierre est le chef-lieu de l'arrondissement sous le vent qui comprend, comme autre ville principale, Saint-Paul, l'ancienne capitale de l'île.

La Guadeloupe est formée de deux îles séparées par un bras de mer très étroit appelé la Rivière Salée. L'une, la *Guadeloupe proprement dite* ou *Basse-Terre* (946 k. c.) est une montagneuse ayant la forme d'une ellipse allongée du nord au sud. C'est là que se trouve la ville de Basse-Terre, chef-lieu de la colonie. L'autre, la *Grande-Terre* (656 k. c.) est une île plate de forme triangulaire où la population est beaucoup plus dense. La Pointe-à-Pitre, à l'entrée de la Rivière Salée, est la ville la plus importante et la plus commerçante de la colonie.

À la colonie de la Guadeloupe se rattachent des petites îles qui se trouvent dans le voisinage et qui en sont les dépendances naturelles : *Marie-Galante* (150 k. c.), la *Petite Terre* (3,5 k. c.), la *Désirade* (27 k. c.) renommée pour la douceur de son climat, où les malades des environs viennent se guérir, l'*archipel des Saintes* (14 k. c.) composé de cinq îlots (Terre d'en haut, Terre d'en bas, îles à Cabrit, Grand îlet, la Coche) auquel son importance stratégique a valu le nom un peu ambitieux de Gibraltar des Antilles. Beaucoup plus loin est l'île de *Saint-Martin*. La partie nord-ouest, qui appartient à la France, ainsi que la petite île voisine de Tintamarre, a 51 k. c.<sup>1</sup>. Elle a pour chef-lieu le Marigot. Réunies, la Guadeloupe et ses dépendances ont constitué d'un grand arrondissement français.

La frontière entre la partie française et la partie hollandaise de la Guadeloupe a été fixée autrefois par le traité du Mont des Accords (16 mars 1666) et rectifiée ensuite par des arrangements qui datent du XVIII<sup>e</sup> siècle.

A 130 kilomètres au sud de la Guadeloupe, et séparée par l'île anglaise de la Dominique, se trouve la Guyane (987 k. c., l'étendue d'un petit arrondissement), une île longue ayant la forme d'une ellipse allongée du nord au sud-est, dont la régularité est dérangée sur la côte orientale par la presqu'île de la Caravelle et sur la côte occidentale par la baie de Fort-de-France. C'est sur la dernière côte que sont situées Fort-de-France, le chef-lieu administratif de la colonie, et Saint-Pierre, le port commercial le plus important avant la terrible éruption volcanique qui l'a anéantie au mois de mai 1902. En général dans les Antilles, d'ailleurs, les villes se trouvent toujours sur la côte occidentale qui est à l'abri des vents alizés.

La Guyane a aujourd'hui moins de 100.000 habitants qui ne fait pas le cinquième de la France. Mais, avant les tentatives arbitraires rendues en faveur de la Hollande et du Brésil, notre pays pouvait prétendre à la domination d'un territoire beaucoup plus étendu. La Guyane offre une côte vaseuse où croissent les palétuviers sur une plaine indécise qui sépare la mer de la terre, puis des terres marécageuses formées d'alluvions, puis de vastes papyrus, et enfin, en continuant toujours à s'élever, des forêts imextricables. De nombreux fleuves, descendus des montagnes du Tumuc-Humac ou de montagnes plus rapprochées, versent leurs eaux vers l'Océan. Les principaux sont, en allant de l'ouest à l'est : le Maroni qui forme la frontière avec la Guyane hollandaise, la Mana, l'Iracoubo, le Sinnamary, le Roucouy, la Cayenne, la Comté grossie de l'Orapouba, l'Approuague et l'Oyapock qui forme aujourd'hui la frontière avec le Brésil. Plusieurs de ces cours d'eau présentent à leur embouchure l'apparence de larges fleuves, mais, à part la marée qui se fait sentir, ils se retirent soudainement de manière à n'être plus guère utilisables que pour des pirogues. Le climat de la Guyane est chaud et humide. C'est un des pays du monde où il tombe le plus d'eau (de 3 à 4 mètres par année). Il est d'une fertilité extraordinaire.

ante, mais a une réputation bien établie d'insalubrité. La population y a toujours été peu nombreuse. A l'époque où Guyane nous a été restituée par le Portugal, elle contenait environ 700 blancs, 800 affranchis et 15.000 esclaves. Presque tout était encore à faire au point de vue de la colonisation. Pas de villes en dehors de Cayenne, située dans une baie à l'embouchure du fleuve qui porte ce nom.

De nos colonies de plantations, passons à nos petits établissements coloniaux.

L'établissement de *Saint Pierre et Miquelon* est formé par l'union de trois îles : Saint-Pierre (25 k. c.), Petite-Miquelon ou Langlade (90 k. c.) et la Grande-Miquelon (120 k. c.), ces deux dernières reliées par une étroite dune de sable de 10 kilomètres de longueur environ. Quelques îlots qui entourent Saint-Pierre, l'île aux Pigeons, l'île Massacre, l'île aux Chiens, l'île aux Vainqueurs et le Grand Colombier) complètent cette petite partie de nos possessions qui a en tout 250 k. c., l'étendue d'un canton, mais qui a une importance relative considérable comme établissement de pêche.

Au *Sénégal*, notre pouvoir se limitait, dans les années qui suivirent 1815, aux deux comptoirs de Saint-Louis et de Gorée. Presque bien places tous les deux, sans doute, le premier à l'embouchure d'un grand fleuve, le second dans une petite baie située auprès du cap Vert et qui jouit d'un climat relativement salubre. Mais, une fois les murs de Saint-Louis franchis, notre domination cessait. La superficie de notre colonie n'était en réalité celle de deux petites villes.

Dans l'*Inde*, nos droits se trouvaient complètement enchevêtrés avec ceux des Anglais. Cinq territoires appartenant à la France : Pondichéry (291 k. c.), Karikal 133 k. c., Mahé 14 k. c., Yanam sur le Goliveri 14 k. c., Chaudernagar et l'Ilougly (9,4 k. c.). Le tout a un peu plus de 500 k. c., la superficie de deux cantons français.

Non seulement ces cinq établissements sont fort éloignés les uns des autres. Mahé est sur la côte de Malabar, Karikal et Pondichéry sur la côte de Coromandel, Yanam sur la côte

d'Orissa et Chandernagor dans le Bengale), mais encore ce territoire de chacun d'eux n'est souvent pas d'un seul tenant. A Pondichery, les villages anglais, enchevêtrés au milieu des villages français, s'avancent presque jusqu'aux portes de la ville. De même, la ville de Mahe et les villages qui en dépendent sont séparés par l'aldée anglaise des Coloyes.

Par contre, la France a des droits au beau milieu du territoire anglais. Il y a certaines villes anglaises où nous avons le droit d'avoir des *loges*, c'est-à-dire des comptoirs commerciaux au-dessus desquels flotte notre drapeau. Ce sont : *Surate*, dans le golfe de Cambaye, le premier comptoir fondé par les Français, *Calicut*, près de Mahe, *Mazampatam*, sur la côte d'Orissa, avec le village français de *Francipett*, et enfin *Balassore*, *Cassin-Bazar*, *Patna*, *Dacca* et *Yougdia* dans le Bengale<sup>1</sup>.

Tels étaient, au point de vue colonial, les droits de la France en 1815. On voit qu'ils se réduisaient à bien peu de chose. Le bruit qu'ont fait dans l'histoire certains noms ne doit pas nous faire illusion. Si l'on met de côté la Guyane, grande environ comme le cinquième de la France, mais qui est la Guyane, toutes nos autres colonies réunies avaient la superficie moyenne d'un département français (6 ou 7 000 k. c.). La population totale de nos colonies (1 million d'habitants à peine) était égale à celle de deux ou trois départements, mais, abstraction faite des indigènes et des esclaves, il n'y avait pas 100.000 Français.

**69. — L'expansion de la France sous la Restauration<sup>2</sup>.** — Étant donnée cette situation, la politique coloniale de la Restauration fut dans son ensemble très sage, très

<sup>1</sup> Voir sur les loges françaises : MAZER, *Cahiers coloniaux*, p. 121 à 132.

<sup>2</sup> CHRISTIAN SCHEFFER, *La France moderne et le problème colonial (1815-1830)*, 1907. — GAILLY DE TAURINES, *La politique coloniale de la Restauration* (Rev. des Deux Mondes, 15 septembre 1895). — ALERBACH, *La politique coloniale aux débuts de la Restauration* (Rev. pol. et parl., novembre 1905).

destinée sans doute, mais très pratique. Ce fut une œuvre de réparation et de conservation<sup>1</sup>.

La première tâche du Gouvernement français fut de reprendre possession, pendant les années 1816 et 1817, de nos établissements qui, en fait, se trouvaient encore aux mains des Anglais<sup>2</sup>. Provisoirement il y rétablit les institutions en vigueur avant 1789.

On préférait attendre quelques années afin de pouvoir doter nos colonies d'une organisation nouvelle sérieusement étudiée. Ce fut l'œuvre d'ordonnances importantes rendues sous le règne de Charles X, très remarquables pour l'époque, et qui, malgré de nombreux changements, sont restées encore aujourd'hui la base de notre législation coloniale.

Elles sont :

Pour l'île Bourbon, l'ordonnance du 21 août 1825 relative au gouvernement de l'île et l'ordonnance du 30 septembre 1827 sur l'organisation judiciaire ;

Pour la Martinique et la Guadeloupe, les ordonnances du 2 février 1827 sur le gouvernement des Antilles et du 21 septembre 1828 sur leur organisation judiciaire ;

Pour la Guyane, les ordonnances du 27 août 1828 sur le gouvernement de la colonie et du 21 décembre 1828 sur son organisation judiciaire.

On le voit, le gouvernement de la Restauration, avec un

Cette politique coloniale n'allait pas toujours sans soulever des résistances qui, sous le règne de Louis XVIII, se manifestaient chaque année lors de la discussion du budget de la marine et des colonies. Les agrariens cherchaient à faire réduire les crédits de ce département avec la pensée de diminuer les charges imposées à la propriété foncière (V. notamment les attaques du général Sebastiani), et amenaient ainsi le ministre à faire un discours pour démontrer l'utilité des colonies et de la marine dont les causes étaient étroitement liées. Point de marine sans colonies. Point de colonies sans marine. Cercle vicieux, répondaient les adversaires. Sous Charles X, les attaques devinrent plus rares. DUBOIS et TERRIER, *op. cit.*, t. II, 117-126).

Le vaisseau qui portait les fonctionnaires et les troupes qui allaient reprendre possession du Sénégal, était la *Meduse* dont le naufrage près du banc d'Arguin est resté célèbre.

grand sens pratique, suivait l'ordre d'importance des sessions pour légiférer à leur sujet. Il avait comme les principales, estimant avec raison qu'il y avait d'inconvénient à faire attendre nos établissements secondaires.

En même temps qu'il réorganisait nos colonies préoccupait de leur développement. Il vit très bien qu'il n'y avait rien à faire ni dans les îles dont l'étendue était limitée par la nature, ni dans l'Inde où on se serait heurté aux droits de l'Angleterre. Il résolut dès lors de concentrer ses efforts sur la Guyane et le Sénégal. De là deux tentatives de colonisation officielle qui, si elles n'ont pas donné les résultats espérés, n'en montrent pas moins un souci de notre avenir colonial.

A la Guyane, on transporta en 1823 sur les bords de la Mana quelques familles de cultivateurs du Jura qui fondèrent la ville de la Nouvelle-Angoulême<sup>1</sup>. Malgré beaucoup d'efforts et de sacrifices, le Gouvernement dut renoncer au bout de cinq ans à cet essai de colonisation, et cet établissement fut cédé à la supérieure d'un ordre religieux, Jahouvey, qui aurait certainement réussi dans sa tentative patriotique, si le dévouement et le caractère suivaient toujours à assurer le succès. En 1847, elle renonça à son œuvre ingrate.

Au Sénégal<sup>2</sup>, on voulut faire naître, en les encourageant par de fortes primes, les grandes cultures industrielles du coton et d'indigo. Richard Toll, Dagana et Bakel

<sup>1</sup> *Précis sur la colonisation des bords de la Mana*, imprimé par ordre de M. l'amiral Duperré, 1835. — M. Cothineau-Larcq proposa un vaste plan de colonisation, mais le Gouvernement, craignant de recommencer l'expérience du Kourou, se borna à une œuvre beaucoup plus modeste.

<sup>2</sup> Voir dans DUBOIS et TERRIER, *op. cit.*, p. 134 et s., les traités passés à cette époque avec le brack du Ouallo (8) et les chefs des Maures Trarzas et Braknas, et des indications sur les explorations accomplies par des voyageurs agissant de leur initiative (René Caillé), explorations qui démontrèrent que le Niger était indépendant de celui du Nil.

ées en amont de Saint-Louis (1821). Cette création toute officielle échoua et, au bout de dix ans, le Gouvernement eut à faire des sacrifices budgétaires qui n'étaient pas en rapport avec le résultat obtenu.

Ce n'est pas tout. Là où les traités de 1815 avaient laissé ouverte aux droits historiques de la France, la Restauration s'occupa de les maintenir et de les faire valoir, et ce qu'elle fit à Madagascar et à Saint-Domingue.

À Madagascar<sup>1</sup>, le gouvernement anglais de l'île Maurice, Robert Farquhar, avait interprété l'article 8 du traité de 1815 en ce sens que les mots « l'île de France et ses dépendances » devaient comprendre les droits de la France sur la grande île qui se seraient retrouvés par suite cédés à l'Angleterre. Le Gouvernement français protesta et le gouvernement anglais, reconnaissant le bien fondé de ses prétentions, ordonna à sir Robert Farquhar de remettre aux autorités françaises de Bourbon les établissements que la France possédait sur les côtes de Madagascar au 1<sup>er</sup> janvier 1782 (lettre du 10 octobre 1816). Celui-ci n'en fit rien, prétendant qu'il n'y avait aucun établissement à remettre et que Madagascar appartenait aux populations qui l'habitent, et en particulier à une population guerrière d'origine malaise, les Hovas, établie sur les plateaux de l'intérieur (lettre du 30 août 1817). Il reconnut même dans son souverain, Radama I<sup>er</sup> (1810-1828), le roi de l'île entière. Les autorités de Bourbon protestèrent (lettre du 7 novembre) et, passant outre, envoyèrent Sylvestre Roux prendre possession de l'île de Sainte-Marie (10 octobre 1818) et de Tintingue (4 novembre 1818). En 1819, d'autres agents reprenaient officiellement possession de Fort-Dauphin et de la baie de Sainte-Luce<sup>2</sup>. Les années suivantes furent remplies par des difficultés incessantes entre Radama et les autorités françaises. Pour en finir, une expedition fut décidée (1829). Elle était commandée par Gou-

<sup>1</sup> G. S. BRUNET *La France à Madagascar 1815-1895*, p. 8-184. Voir tous ces documents dans le rapport de M. de LAMESSAN, *op. cit.*, Documents parlementaires, sess. ord. 1884, p. 641 à 642.

beyre. Celui ci s'empara de Tioingue, mais ne sut pas lier la bonne volonté des indigènes ennemis des Hovas échoua à Foulpointe. La Révolution de Juillet arriva sur entrefaites. Madagascar fut évacuée.

Quant à Saint-Domingue, la France avait renoncé, par l'article 8 du traité de 1814, à ses prétentions sur la partie orientale de l'île en faveur de l'Espagne, mais celles qu'elle pouvait élever sur la partie occidentale restaient théoriquement intactes<sup>1</sup>. En fait, les noirs insurgés étaient maîtres de l'île depuis plus de douze ans et l'ensanglantèrent par les discordes. Dessalines, qui s'étaient fait couronner empereur sous le nom de Jacques I<sup>er</sup> en 1804, avait par sa férocité provoqué une révolte qui l'avait renversé (1806). Mais les vainqueurs n'avaient pu s'entendre. L'un, le noir Christophe s'était fait proclamer roi au Cap, dans le nord; l'autre, mulâtre Pétion, président de la République à Port-au-Prince dans le sud. A Pétion avait succédé Boyer, qui, après la mort de Christophe, avait étendu sa domination sur l'île entière. C'est à lui que le gouvernement de la Restauration envoya des délégués pour faire reconnaître les droits de la France. Les résultats de ces négociations furent les suivants : la France reconnaissait l'indépendance de son ancienne colonie ; par contre, le gouvernement haïtien s'engageait à réduire de moitié les droits de douane sur les produits français et verser au Gouvernement français une somme de 150 millions destinée à indemniser les anciens colons (Voir ordonnance du 17 avril 1825 et loi du 30 avril 1826). Il en résulta de nombreuses difficultés, d'abord dans les Chambres où la cession des droits de la France fut très critiquée, et ensuite dans le monde judiciaire où de nombreux procès s'élevèrent au sujet de ce droit à indemnité (Dalloz, 1832. 3 6). Il faut dire toutefois, à la décharge du gouvernement de la Restauration, qu'en reconnaissant officiellement l'indépendance

<sup>1</sup> Par un article secret, l'Angleterre s'était engagée à ne pas mettre obstacle aux tentatives de la France pour récupérer cette île (C. SCHERRER, *op. cit.*, p. 74.).

de Saint-Domingue il ne faisait que régulariser un accompli. A une époque où les colonies espagnoles du continent américain venaient de secouer le joug de la métropole, il était impossible de songer à rétablir la domination française à Saint-Domingue. Le mieux était d'accepter tout ou puisque l'on ne pouvait pas faire autrement et retirer de cette acceptation tous les avantages possibles pour des intérêts français. C'est ce que firent les hommes de la Restauration<sup>1</sup>.

En somme, si la Restauration n'a pas réussi dans toutes ses entreprises coloniales, il faut du moins reconnaître que les ministres de cette époque<sup>2</sup> ont eu à la fois l'intelligence nette de la situation présente et le souci ardent de l'avenir colonial.

**9. — L'expansion de la France sous la monarchie de Juillet.** — Le gouvernement de Juillet apporta dans les affaires coloniales la faiblesse et la timidité qui caractérisaient sa politique extérieure. Il eut, en notre matière, une attitude d'attente et de laissez-faire. Toutefois, le résultat du règne de Louis-Philippe n'est pas purement négatif. Ce que c'est sous ce règne que l'Algérie fut conquise, il est, entre 1840 et 1844, un certain réveil de l'esprit colonial chez nos hommes d'État. C'est alors que furent rendues des ordonnances sur le gouvernement et l'organisation judi-

<sup>1</sup> VIEL CASTEL, *Histoire de la Restauration*, t. XIV, p. 573.

Le portefeuille de la Marine fut confié sous la première Restauration au comte de Malouet, qui avait une longue expérience des choses coloniales. Il s'empressa de rétablir l'ordre des choses antérieures à 1789. Malouet fut au mois de septembre 1814, mais l'application de son programme se poursuivit après sa mort. Sous la seconde Restauration, le comte Portal, d'abord comme directeur des Colonies, puis comme ministre de la Marine à partir de 1818, géra les affaires coloniales jusqu'en 1821. Pendant toute cette période, l'influence des armateurs n'était pas prépondérante. Le portefeuille de la Marine fut confié à l'archevêque de Clermont-Tonnerre en 1821, puis au comte de Chabot en 1824, au baron Hyde de Neuville en 1828 et au baron d'Haus-

cière des établissements coloniaux dont on ne s'est encore occupé l'Inde, le Sénégal, Saint-Pierre et Miquelon, plus, quelques petites acquisitions territoriales sûres, mais ayant un intérêt plutôt maritime que commercial. On a surtout cherché à cette époque à créer dans les mers quelques stations navales pouvant servir d'appui à nos vaisseaux<sup>1</sup>. Cet accroissement de notre colonial eut lieu sur la côte occidentale d'Afrique, l'Océan Indien et dans l'Océan Pacifique.

a) *Côte occidentale d'Afrique.* — En 1838, le capitaine de vaisseau Bouel-Willlaumez avait été chargé de la côte occidentale d'Afrique afin de chercher les endroits propices à la fondation de comptoirs commerciaux et de relâche pour les navires français qui croisaient en parages pour surveiller les négriers. Des traités de commerce passés avec des chefs indigènes qui, moyennant le paiement de contumes annuelles, nous permirent de nous établir sur la côte et d'entretenir des relations commerciales avec les habitants<sup>2</sup>. A la suite de ces traités, la France prit officiellement possession de l'estuaire du Gabon, et des bords de Grand-Bassam et d'Assinie sur la Côte d'Or. Ces possessions n'eurent d'ailleurs pendant longtemps qu'une importance minime.

b) *Océan Indien.* — Le gouvernement de Juillet, pour éviter toute difficulté avec l'Angleterre, avait, depuis 1810, évacué Madagascar qui fut ensuite pendant plusieurs années complètement fermée aux Européens, si ce

<sup>1</sup> MM. Du Bois et TERRIER *op. cit.*, p. 186, signalent l'absence des hommes de cette époque pour la pénétration du continent. On n'avait pas encore conscience de l'importance des régions côtières de l'Afrique. A signaler cependant au Sénégal les expéditions de Raffenel en 1843 et en 1846.

<sup>2</sup> Traité du 9 février 1839 avec le roi Denis nous cédant la rive gauche du Gabon et traité du 18 mars 1843 avec le roi Louis d'Orléans nous cédant la rive droite. Cession de Grand-Bassam (traité du 18 mars 1842) et d'Assinie (traité du 4 juillet 1843). Traité du 24 juillet 1843 nous cédant Sedniou sur le cours de la Casamance. Traité du 15 août 1845 avec les peuplades des rivières du Sud.

Angleterre et la France durent s'entendre en vue d'une action commune pour venger leur nationaux en 1845. Le gouvernement français avait toutefois conservé l'île de Sainte-Marie, en face de Tintingue, d'où l'on pouvait plus tard passer sur la Grande-Terre. Il montra ainsi qu'il entendait maintenir ses prétentions de la France, tout en renonçant pour le moment à les faire valoir. Cette petite île, que nous nous nous toujours gardée depuis, est une étroite bande de terre longue de 50 kilomètres; sa superficie (165 k. c.) est égale à celle d'un petit canton.

Les autorités françaises de Bourbon cherchaient d'ailleurs toujours à prendre pied à Madagascar. Un instant, on songea à fonder un établissement dans la baie de Diégo-Suarez, mais cette idée fut abandonnée. En 1840 et en 1841, des tribus indigènes, traquées par les Hovas, et qui avaient dû se réfugier dans les petites îles voisines, se mirent sous la protection de la France et lui cédèrent en échange leurs droits de souveraineté. Les traités qu'ils signèrent avec le capitaine Passot valurent à la France l'île de *Nossi-Bé* (293 k. c., chef-lieu Helvule) et les petites îles voisines (*Nossi-Comba*, *Nossi-Sakatia*, *Nossi-Faty*, *Nossy-Mtsiou*), avec des îlots sur la côte nord-ouest de la Grande-Terre.

Vers la même époque, le lieutenant de vaisseau Jehenne, commandant *la Prévoyante*, visita *Mayotte* qui était restée jusqu'à cette époque à peu près inconnue des Européens. Il aperçut que cette petite île présentait plusieurs baies très profondes. Le souverain du pays lui offrit de céder ses droits à la France, moyennant une rente de 5.000 francs et l'éducation des enfants au lycée de la Réunion. Le traité fut signé en avril 1841, et, le 13 juin 1843, la France prit officiellement possession de *Mayotte* (superficie 370 k. c. avec les îlots environnants; chef-lieu *Dzaoudzi*).

À la suite de ces acquisitions, les établissements français le long du canal de Mozambique prennent place parmi nos colonies. La France semble même avoir des vellétés de s'établir sur la côte orientale d'Afrique. Le 17 novembre 1844, le capitaine Romain-Desfossés signe avec le sultan de Mascate un

traite qui nous permet d'établir des dépôts d'approvisionnement à Zanzibar.

c. *Océanie*<sup>1</sup>. — Grâce à l'amiral du Petit-Thouars, nous avons sous ce regne annexé ou soumis à notre protectorat un certain nombre d'îles dans le Pacifique. A la suite d'un conflit qui s'était élevé entre les missionnaires protestants anglais et les missionnaires catholiques français, dans lequel il intervint pour protéger ces derniers, la reine de Tahiti Pomare, avait signé, à la date du 9 septembre 1842, un traité par lequel elle mettait son royaume sous le protectorat de la France. Un soulèvement des indigènes excités par le missionnaire-pharmacien Pritchard fut aussitôt reprimé, et la complication diplomatique qu'avait fait amener l'arrestation de ce missionnaire évitée, grâce à une forte indemnité pécuniaire qui fut en France l'occasion des attaques et des railleries de l'opposition. Les territoires soumis à notre protectorat étaient : 1° la partie orientale de l'archipel de la Société, ou *îles du vent*, comprenant Tahiti, chef-lieu de la plus importante de beaucoup de toutes ces îles, et qui avec son annexe Tairapu à laquelle elle est reliée par les bancs de Taravao, a 1 042 k. c.<sup>2</sup>, Morea ou Eimeo (132 k. c.) et les îlots de Ménélia et de Tetiaroa ; 2° l'archipel des *Tuamotu* formé de 80 îlots, la plupart inhabités, dont le plus

<sup>1</sup> VINCENTON DUMOULIN et DESGRAZ, *Les îles Tahiti*, 1844. — P. DESCHANEL, *La politique française en Océanie*, 1884. — RAOUL DE CARD, *Un protectorat disparu*, (rev. gén. de dr. int. publ. 1884) p. 330-347. — RUSSIER, *Le partage de l'Océanie*, 1905.

<sup>2</sup> Les rapports de Tahiti avec l'Europe datent de la fin du 17<sup>e</sup> siècle. Cette île fut alors successivement visitée par Wallis (1767), par Bougainville (1768), puis par Cook (1769). Dès 1797 la *London Missionary Society*, fondée en 1795, avait envoyé des missionnaires à Tahiti, d'où ils rayonnèrent sur les archipels voisins. C'est seulement à partir de 1824 que les catholiques français songèrent sérieusement à disputer aux missions protestantes anglaises et américaines les âmes des indigènes de l'Océanie. Les premiers missionnaires catholiques français arrivèrent à Tahiti en 1836.

Tahiti est une île montagneuse entourée d'une ceinture de récifs madréporiques. Baie de Phaeton au sud de l'île. Pointe Venus au nord.

important est Anaa; ils ont en général la forme d'un anneau (2°) entourant un lac d'eau salée (*lagon*) où se pêchent huîtres à nacre et à perles. Leur superficie totale est de 100 k. c. environ (non compris l'étendue des lagons); 3° les *Tubuai* (45 k. c.) et *Raivavaé* 27 k. c.).

On avait ainsi laissé en dehors de notre protectorat la partie occidentale de l'archipel de la Société, ou *îles sous le vent*. Ces îles sont Huahine, Raialea-Tahaa, Borabora et quelques îlots de moindre importance<sup>1</sup>. Elles faisaient partie du royaume de Pomaré, mais le Gouvernement français, bien renseigné, signa en ce qui les concerne avec l'Angleterre, le 9 juin 1847, le traité de dupe que l'on a appelé quelquefois « la convention de Jarcac ». Les deux gouvernements connaissaient par cette convention que les îles sous le vent étaient complètement indépendantes de Tahiti, et s'engageaient l'un envers l'autre à ne jamais en prendre possession, soit directement en les annexant, soit indirectement en établissant leur protectorat.

Dans l'été de 1842, les îles *Marquises* furent annexées à France. Cet archipel comprend deux groupes d'îles : les *îles du vent* ou *Marquises de Mendoza*, situées au sud-est<sup>2</sup>, les *îles du vent* ou *archipel de Washington* ou de *la Révolution*, situées au nord-ouest<sup>3</sup>. Toutes ces îles réunies ont une superficie de 1 250 k. c. : les principales sont Nukunono (482 k. c.) et Hiva-hoa (400 k. c.).

En 1844, les habitants des îles *Gambier* demandèrent de se mettre sous la protection de notre pavillon dont le prestige se trouvait considérablement rehaussé dans toute la partie orientale de l'Océanie<sup>4</sup>.

Tous les établissements de l'Océanie réunis forment au-

Motu Iti, Maupiti, Mapihaa, Scilly, Bellinghausen, Tubuai, etc.

Hiva-Oa, Tabu-Ala, Fatu-Hiva, Motané et Fatu Oka.

Nuka Hiva, Eao, Uauka, Uapu, Motuti et Hatutu.

Les îles Gambier (30 k. c.) se composent de six îlots volcaniques rapprochés dont les quatre principaux sont Mangareva, Tarava, Amara et Aukana.

jourd'hui une colonie d'environ 4.000 k. c., un petit royaume.

Mais en regard de ces modestes acquisitions que sont ces sions perdues! On sait avec quelle candeur les marins français en 1840 se laisserent *souffler* l'île Perim, qu'ils furent chargés d'occuper, par les Anglais d'Aden auxquels ils avaient naïvement raconté l'objet de leur mission. L'année suivante, les Anglais nous devancèrent de quelques jours la Nouvelle-Zélande.

**71. — L'expansion de la France sous le second Empire. Généralités Nouvelle Calédonie.** — La République n'a pas duré assez longtemps pour accroître nos possessions, mais elle a cependant, par l'abolition de l'esclavage, laissé une trace profonde de son passage. L'Empire a exercé sur la direction de notre politique coloniale une influence plus considérable dont nous ressentons aujourd'hui les effets heureux ou mauvais. Ce qui ressort surtout, quand on étudie l'œuvre coloniale de Napoléon III, c'est une tendance à abandonner la politique traditionnelle de notre pays et à inaugurer des méthodes nouvelles.

Ce fut tout d'abord une politique de réaction autoritaire. Beaucoup de mesures adoptées sous le second Empire sont que la reproduction de celles qui avaient été adoptées sous le Consulat. En même temps, le sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui est encore le fondement de la constitution coloniale, introduisit une classification nouvelle de nos possessions d'outre-mer. Jusque là, on les avait classées en deux catégories suivant leur importance, et d'un côté la Réunion, les Antilles et la Guyane et de l'autre les simples établissements coloniaux. Désormais, on les classa à leur degré de civilisation et de développement. Malheureux pour la Guyane qui se trouva des lors classée dans la seconde catégorie, les Antilles et la Réunion composant à elles seules la première. Plus tard, le pacte colonial fut supprimé, le sénatus-consulte du 4 juillet 1866 ouvrit une voie nouvelle dans la voie toute nouvelle de l'expansion.

en matière, l'introduction de la colonisation pénale change complètement l'avenir de la Guyane et ce fut le la Nouvelle-Calédonie. En même temps, l'étendue de notre domaine colonial était plus que doublée par des acquisitions importantes.

La première en date fut celle de la Nouvelle Calédonie. Parat Febvrier-Despointes, envoyé par le Gouvernement pour rechercher d'une colonie pénale plus saine que la Guyane, arriva à Boulade le 24 septembre 1853 et prit officiellement possession de l'île le même jour. Bientôt, il y ajouta l'île des Pins. En 1861, l'archipel voisin des îles Loyalty (Maré, Ouvéa et Ouvéa) y fut annexé.

C'était une acquisition importante, la première depuis 1763. La Nouvelle-Calédonie est une île montagneuse allongée du nord-ouest au sud-est 400 kil. de long sur 55 de large, grande comme dix fois la Corse (17.000 k. c. environ). L'île des Pins a 150 k. c., Maré 650 k. c., Lifou 1 150 k. c. et Ouvéa 160 k. c.

**2. — Second Empire (suite). Côte occidentale d'Afrique.** — Notre situation au Sénégal avant 1854 était des plus humiliantes. Par les tributs annuels que nous payions aux petits chefs indigènes, nous paraissions nous soumettre à leur autorité. Nos commerçants subissaient mille vexations de la part des Maures : ils ne pouvaient commercer sur le fleuve que dans des escales déterminées, où ils devaient payer tout d'abord des droits considérables sous le nom de *gammes*. Ces coutumes étaient des redevances en nature que le commerce avait lui-même offertes aux chefs dans les siècles antérieurs, à titre de cadeaux, et qui avaient pris peu à peu le caractère d'un véritable impôt payé par des blancs. Les Maures, établis sur la rive droite du Sénégal, sont les véritables maîtres du pays. Tous les ans, à la saison sèche (de décembre à mai) ils traversaient le fleuve pour venir opérer des razzias sur les populations noires de la rive gauche.

Lorsque Faidherbe arriva en 1854, il se proposa tout d'a-

bord pour but de refouler complètement les tribus sur la rive droite et de les empêcher de passer le fleuve. La tâche était difficile. Les habitants de la rive gauche avaient une telle peur des Maures qu'ils n'osaient pas se séparer de leurs protecteurs. Il réussit néanmoins après deux campagnes. Les tribus maures signèrent, en 1855, des traités par lesquels elles reconnaissaient nos droits sur la rive gauche et s'engageaient à ne plus y faire d'incursions. Une ligne de postes Podor, Saldé, Malam fut établie sur la rive gauche reliant Saint-Louis à Baka. En même temps toutes les tribus de la rive gauche, le Oualo (1855), le Dinar (1858), le Damga (1859) étaient soumises successivement à la domination française.

Le second objectif de Faidherbe fut d'établir la domination française sur le Haut Fleuve. Il profitait de la saison des pluies (juin à novembre) pour remonter le Sénégal jusqu'au poste de Médine au point où il cesse d'être navigable. En août, moment de la plus forte crue. Là, il rencontra son nouvel adversaire, *Al Ha tti Omar*. Celui-ci, nous l'avons vu, Kader, prêtre et guerrier à la fois, voulait, à la tête des Peuls et des Toucouleurs, conquérir le Soudan, convertir le pays à l'islamisme et chasser les Français. Il s'était avancé vers le nord, dans le Bambouk et le Fouta-Djallon, prêchant la guerre sainte et dévastant tout sur son passage. En 1857, il vint mettre le siège devant Médine, vigilement défendue par Paul Holl, et que Faidherbe ne put débloquer qu'au bout de trois mois, le 18 juillet, jour où elle allait succomber. Malgré cet échec, *Al Hadji* continua pas moins à tenir la campagne, sans cesse harcelé par nos colonnes expéditionnaires pendant la saison des pluies, mais maître du pays pendant la saison sèche. Enfin d'août 1860, il se résigna à traiter, il nous abandonna le Haut-Sénégal et la rive gauche du Haut-Sénégal, et se retirait vers le Niger. Mais l'ambition de Faidherbe ne s'arrêta pas là.

<sup>1</sup> Traité du 20 mai 1858 avec le roi des Trarzas et du Fouta-Djallon avec celui des Braknas.

En 1863 il envoya le lieutenant de vaisseau Maze rendre visite à son ancien adversaire, en lui recommandant d'étudier la région située entre le Haut-Sénégal et le Haut-Niger en vue d'ouvrir les vallées des deux fleuves par une ligne de postes. Mais, Faidherbe ayant été rappelé définitivement en France en 1863, la réalisation de ces projets fut ajour-

né. Entre temps, il avait établi la domination française sur les rives de l'Océan. En 1861, le Damel (roi) du Cayor nous céda la côte jusqu'au cap Vert et s'engageait à assurer la sûreté des communications entre Saint-Louis et Gorée. Les révoltes contre Lat-Dior affermirent dans les années suivantes notre autorité dans ces régions. En face de Gorée, le territoire était devenu insuffisant, Dakar fut fondée en 1858. A la suite de traités passés en 1859 avec les rois du Fouta, du Sine et du Saloum, la suzeraineté de la France fut établie sur toute la côte depuis le cap Vert jusqu'à l'embouchure du Saloum. Nos anciens établissements de Rufisque, Portudal, de Joal, abandonnés après le départ d'André Buge, furent réoccupés. Par une convention du 7 mars 1857, l'Angleterre nous céda ses droits sur Portendick<sup>1</sup>, en échange de ceux que nous avions à Albredon sur la Gambie.

Ainsi, grâce à Faidherbe, l'autorité française était reconnue à la fin du second Empire : 1° sur tout le cours du Sénégal, 2° sur la côte depuis le cap Blanc jusqu'à la Gambie française.

La France acquit aussi à cette époque de nouveaux droits au sud, sur la côte de Guinée. Les rives de la Casamance, du Rio Cassinie, du Rio Nunez, du Rio Pongo, de la Riacoree devinrent en partie françaises (1866). Nos établis-

Art. 1. — S. M. la Reine renonce aux droits que les traités ou qu'à présent donnés aux sujets de S. M. britannique de commerce depuis l'embouchure de la rivière Saint-Jean jusqu'à la baie et fort de Portendick inclusivement. La rivière Saint-Jean est considérée la baie de Saint-Jean que l'on prenait autrefois pour l'embouchure d'un grand fleuve venant du royaume légendaire lo « prete »<sup>2</sup>, situé dans l'intérieur du continent africain.

sements de la Côte d'Or furent complétés par la construction du fort de Dabou (1858). En 1863, le protectorat français fut établi sur le royaume de Porto-Novo. G'é-G'é, et Dahomey nous cédèrent Kotonou en 1868 pour empêcher les Anglais de s'y établir. Au Gabon, où Libreville avait été fondée en 1849 avec des esclaves délivrés des mains du négrier, des traités successifs firent reconnaître l'autorité de la France jusqu'au delà de l'Ogooué. Cette colonie couvrit alors toute la côte entre le cap Saint-Jean et le cap Saint-Catherine. À l'est, elle allait jusqu'à N'djolé.

**73. — Second Empire (suite). Océan Indien.** — Quelques acquisitions furent faites, sous le règne de Napoléon III, à l'entrée de la mer Rouge afin d'assurer la liberté des communications avec l'Orient. En 1859, le ministre de la Marine et des Colonies chargea le comte Stanislas Russel d'une mission dans la mer Rouge à l'effet de rechercher le point le plus avantageux de fonder un établissement. Ce comte conclut en faveur de l'occupation de la baie d'Adulis et obtint la cession d'un petit royaume d'Éthiopie. Malheureusement aucune suite ne fut donnée à ce projet<sup>1</sup>. Par le traité du 11 mars 1862, le Gouvernement français, réalisant le projet formé quelques années auparavant par le malheureux capitaine Lambert<sup>2</sup>, acquit le territoire d'Obock (depuis le ravin jusqu'au raz Doumeira), moyennant une somme de 100,000 francs<sup>3</sup>. En 1868, des négociants marseillais achetèrent 80,000 francs, en face, sur la côte de l'Arabie, *Cheikh-Said*, avec tout le terrain environnant que l'on peut parcourir à cheval pendant six heures dans une direction quelconque. *Cheikh-Said*, située sur un rocher qui domine l'île Pérée, a une importance stratégique considérable. Malheureusement le second Empire négligea de tirer parti de ces acquisitions.

<sup>1</sup> Comte STANISLAS RUSSEL. *Une mission en Abyssinie et dans la mer Rouge*, 1886.

<sup>2</sup> Mort assassiné près des îles Mishah en 1859.

<sup>3</sup> Le franc valait environ 5 fr. 25.

Ce gouvernement, dont la liberté d'action était sans doute gênée dans ces parages par sa politique de l'*entente cordiale*, faillit compromettre tout à fait nos droits sur Madagascar. Il refusa d'écouter le fils de la reine Ranavalona I (1828-1861, qui, persécuté par sa mère, sollicita à deux reprises en 1854 et en 1855 l'appui de l'Empereur. Puis, lorsque celui-ci fut monté sur le trône sous le nom de Radama II, il signa avec lui le traité du 11 septembre 1862 par lequel il le reconnaissait *roi de Madagascar*. De même, le traité du 8 août 1868 appelle également Ranavalao II *reine de Madagascar*. Depuis l'assassinat de Radama II en 1863, l'influence anglaise dominait d'ailleurs à Madagascar; seule la mission catholique continuait à soutenir la cause de la France.

**74. — L'Indo-Chine. Notions géographiques.** — De toutes les acquisitions faites sous le second Empire, la plus importante a été celle de la Cochinchine. Mais, avant d'aborder l'étude de l'expansion de la France en Indo-Chine, il est indispensable de donner ici quelques notions sommaires sur ce pays et sur les peuples qui l'habitent.

Nous n'avons pas rencontré en Indo-Chine la très grande variété de populations que les Anglais ont trouvée dans l'Inde. Nous nous sommes heurtés dès l'abord à une nation organisée, la nation annamite, jouissant d'une civilisation très ancienne, quoique différente de la nôtre. Nous avons adopté une division du pays habité par ce peuple en trois parties, la Cochinchine, l'Annam et le Tonkin. Resserré entre les montagnes et la mer, l'Annam proprement dit est une étroite bande de terre de 40 à 150 kilomètres de largeur. Au point de vue économique, l'Annam dépend du Tonkin et de la Cochinchine où, dans les plaines fertiles arrosées par les bras du fleuve Rouge et du Mekong, le riz est produit en abondance. On l'a comparé à un long bâton supportant un panier de riz à chacune de ses extrémités. L'Annam a toujours tiré la meilleure partie de ses ressources et de ses subsistances de ces deux provinces, rivales aujourd'hui comme autrefois par la force même des choses.

De la frontière chinoise à la frontière siamoise, l'Indo-Chine française<sup>1</sup> se développe sur une longueur de 2.600 kilomètres, côte découpée et parsemée d'îlots (îles de Kepao, de la Table, de Cao-ba) de la frontière chinoise au delta tonkinois, plate et sablonneuse du nord jusqu'à Hué, de nouveau montagneuse et découpée de l'est jusqu'au cap Saint-Jacques où vient expirer la grande rivière tonkinoise qui, se détachant du haut plateau, sépare le bassin du Mékong de ceux du fleuve Rouge. Des cours d'eau secondaires qui s'écoulent vers l'est.

Le fleuve Rouge, venu du Yunnan, pénètre sur le territoire français à Lao Kay. Un peu en aval de Huong, il reçoit à gauche la rivière Claire et à droite la rivière qui prennent également leur source en territoire chinois. Elles qui passent, la première par Ha-Giang et Tuyen, la seconde par Van-bu et Cho-bo. Il sort alors de la zone montagneuse du Tonkin pour pénétrer dans le Delta. Après avoir passé près de Son-lay, il se divise en deux principaux : le bras méridional *lach-day* passe par Vinh et Ninh-Binh; le bras septentrional passe par Hanoi, Yen et Nam-Dinh et se jette dans la mer par plusieurs embouchures (*cua*). Divers canaux (canal de Phu-Lien, de Nam-Dinh) unissent les deux bras du fleuve Rouge. Au nord du Tonkin, le Song-Cau qui passe près de Thanh et de Bac-Ning et le Song-thuong qui passe à Phu-thuong se réunissent aux Sept-Pagodes pour former le Thai Binh, lequel se subdivise presque aussitôt en un grand nombre de bras, dont l'un arrose Hai-Duong et l'autre Hai-phong, avant de se jeter dans la mer où ses eaux coulent par sept embouchures. De nombreux canaux (canal des Bambous, canal des Rapides) unissent le bassin du Thai Binh à celui du fleuve Rouge. Au sud du Tonkin, le fleuve qui débouche dans la mer près de Thanh-hoa et le fleuve qui y arrive près de Vinh méritent encore d'être cités.

<sup>1</sup> R. CASTEX, *Les rivages indo-chinois*, 1904.

Le plus ensuite que les vallées étroites de petits rivières.

Est du cap Saint-Jacques, le système hydrographique de Cochinchine rappelle celui du Tonkin. Un bassin principal, celui du Donnai, et un bassin principal, celui du

Le Donnai confond ses eaux avec celles de la Saïgon et des deux Vicos (oriental et occidental) et dans la mer par trois embouchures. Le Mékong, plus de 4 000 kil., descend des hauteurs du Thibet par toute l'Indo-Chine du nord au sud. Arrivé à Hanoï, il se divise en trois branches. L'une, longue de 100 kil., fait communiquer ses eaux avec celles du Grand-lac (Sap). Les deux autres se dirigent parallèlement vers la mer : la branche orientale (fleuve supérieur ou antérieur) déverse par six embouchures et la branche occidentale (fleuve inférieur ou postérieur) par trois. De nombreux canaux ou *arroyos* font communiquer tous les cours d'eau de la Basse-Cochinchine : arroyo chinois du Donnai, arroyo de la poste (de Tan-an à Mytho) entre le fleuve occidental et le fleuve antérieur, canaux de Long-Rach-Gia et de Chau-doc à Hanoï entre le fleuve occidental et le golfe de Siam.

La Basse-Cochinchine, comme celui du Tonkin, est essentiellement une création du fleuve. Le limon charrié par les eaux se dépose à son embouchure et comble peu à peu la mer. Des plaines basses et marécageuses, inondées pendant une partie de l'année, émergent ainsi du fond de l'Océan et deviennent des collines. Le rivage avance sans cesse et les îles se multiplient. Hanoï était autrefois beaucoup plus rapprochée de la mer qu'aujourd'hui. Le grand lac du Cambodge fond d'un golfe à l'époque où la Basse-Cochinchine n'était pas encore et la presqu'île de Caman s'accroît rapidement.

— **Notions sommaires sur l'histoire du peuple annamite. Premiers rapports avec les Européens.** —

1. *Le pays d'Annam*, réimprimé en 1897. — LEGRAND DE

Le Tonkin, l'Annam et la Cochinchine sont habitées par un seul et même peuple. L'unité de la race annamite est l'idée qui doit servir de point de départ. Une particularité physique, l'écartement du gros orteil, est le signe distinctif de cette race. De là, probablement, l'expression de *Giao-Chi* qui désignait primitivement le peuple annamite.

Les légendes auxquelles se complait la vanité des Annamites font remonter à une très haute antiquité (26<sup>e</sup> siècle avant notre ère) l'origine des Giao-Chi. Ce qui est certain, c'est que ce peuple, d'abord établi dans les provinces méridionales de la Chine actuelle et au Tonkin, a vécu pendant mille ans sous la domination chinoise. C'est alors que fut appliqué par les Chinois au pays occupé par lui le nom d'*Annam* « sud pacifié ». Voilà le fait historique fondamental. Pendant dix siècles exactement de 110 avant J.-C. à 931 après J.-C., les Annamites, gouvernés le plus souvent par des fonctionnaires chinois, plus rarement par des souverains indigènes qui étaient parvenus à se rendre pour un temps indépendants (de 39 à 42, de 186 à 226, de 540 à 603), sont imprégnés de civilisation chinoise. Les mœurs, la philosophie, la littérature de la Chine ont exercé sur ce peuple une influence décisive qui a survécu à la séparation politique. On a même pu dire que l'ancienne civilisation chinoise s'était conservée plus pure parmi les Annamites, en leur épargnant des altérations apportées en Chine par la conquête des dynasties mongole et mandchoue.

L'indépendance politique de l'Annam depuis le x<sup>e</sup> siècle et la survivance de l'influence chinoise dans ce pays ne sont nullement contradictoires. Pour caractériser ces rapports politiques traditionnels de la Chine avec les États de la péninsule Annam, Siam, Birmanie) il faut éviter les expres-

1. A. LERAYE, *Notes historiques sur la nation annamite*, 1867. — G. DEVERIA, *Histoire des relations de la Chine avec l'Annam du xvi<sup>e</sup> au xix<sup>e</sup> siècle*, 1880. — Aj. les articles de H. CORDIER dans la Grande Encyclopédie et dans l'Histoire générale de MM. LAVISSE et RAMBAUD. — LOUVET, *La Cochinchine religieuse*, 1885. — DE PERCEVAL, *La question d'Extrême-Orient*, 1900. — CAP GOSSEL, *L'Empire d'Annam*, 1904.

de suzeraineté ou de protectorat, auxquelles le langage du droit international attribue un sens trop précis. La tutelle accordée par le fils du ciel aux rois voisins de l'empire n'entraînait nullement une restriction apportée à l'indépendance de ces derniers. Dans les tributs payés par ces rois, il ne faut pas voir autre chose qu'un acte de déférence envers le grand empire dont la civilisation rayonne sur l'Extrême-Orient, une affirmation de la solidarité de la région sur laquelle le gouvernement chinois exerce une tutelle morale dont il se contente. Il y a là quelque chose de comparable au prestige qui entourait au Moyen âge les empereurs romains de Byzance aux yeux des souverains d'Occident.

Il n'est pas sans intérêt de raconter l'histoire des dynasties annamites depuis la chute de la domination chinoise. Après une courte période d'anarchie, le pays d'Annam fut reorganisé en 968 par *Dinh* qui réprima severement le brigandage. Les rois de *Dinh* furent détrônés en 980 par *Le hoan* dont les rois de *Le* ont à leur tour supplantés par la dynastie des *Ly* qui régna de 1010 à 1225. En 1225, faute d'héritiers mâles, le trône passa à la maison des *Tran* par les femmes. Au début du 13<sup>e</sup> siècle, le pays fut envahi par les Chinois qui rétablirent leur domination jusqu'au fleuve Rouge. Mais bientôt, les Annamites opprimés se soulevèrent. Le général *Lô-tha* massa les envahisseurs et fonda en 1428 la seconde dynastie des *Lê* qui régna jusqu'à la fin du 17<sup>e</sup> siècle, époque à laquelle elle fut renversée par la révolte des Tay-

Les faits généraux dominent cette histoire : 1<sup>o</sup> les souverains annamites ont eu à résister à diverses tentatives de conquête par la Chine pour rétablir son autorité, et finalement ils ont réussi à maintenir leur indépendance ; 2<sup>o</sup> la domination annamite s'est étendue progressivement au sud

de la péninsule, la famille rivale, celle des *Mac*, qui au 17<sup>e</sup> siècle avait obligé les *Lê* à partager avec elle la domination du Tonkin, fut chassée de la capitale en 1591 et refoulée dans la province de Cao-bang où elle resta encore pendant un siècle.

sur le *Giampa* ou *Lam-ap* (partie méridionale de l'Annam actuel). Ce pays avait été occupé à une époque impossible à préciser par une population de pirates de race malaise, laquelle les Annamites furent pendant des siècles continuellement en lutte. Lentement les Annamites repoussèrent ces pirates vers le sud en les rejetant dans les lagunes où leurs descendants subsistent encore (2). Cette infiltration progressive des paysans annamites dans le pays de proche en proche est extrêmement remarquable. Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, le royaume de Giampa, réduit aux provinces de Nha-Trang et de Tuan, fut définitivement annexé par les Annamites. En suite, ces derniers entraient en contact avec l'empire des Kmers alors en décadence et commencèrent à lui enlever la Basse Cochinchine<sup>1</sup>. Sans l'arrivée des Français, le royaume, resserré entre le Siam et l'Annam que nous avons arrêté en plein mouvement d'expansion, aurait sans doute disparu.

Les premiers rapports du royaume d'Annam aux Européens remontent au commencement du XVI<sup>e</sup> siècle. P. Alexandre de Rhodes et d'autres missionnaires se rendirent dans ce pays où ils furent tantôt influents, tantôt impuissants. De 1637 à 1700, les Hollandais entreprirent un établissement à Pho-Hien sur le fleuve Rouge. L'intendant de Tourane essaya d'établir un comptoir à Tourane en 1749. Les Français établis en Hindoustan eurent aussi avec l'Annam des relations accidentelles<sup>2</sup>. Mais c'est seulement dans le dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle que se produisirent les événements qui sont l'origine de la prépondérance de l'influence française.

Dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, la réalité du pouvoir

<sup>1</sup> La désignation de Cochinchine, que nous appliquons aujourd'hui uniquement à la Basse Cochinchine, s'étendait autrefois à tout l'ancien Giampa. La Cochinchine comprenait toute la côte méridionale de l'Annam jusqu'au Tonkin. Voir p. 98, note 2.

<sup>2</sup> PAUL VILLARS, *Les Anglais au Tonkin, 1672-1696* (Revue de Paris, 15 novembre 1903).

de la vieille dynastie des *Lé* à deux familles dont les ancêtres avaient aidé les *Lé* à vaincre la révolte des *Mac* *Trinh* au Tonkin, les *Nguyen* en Cochinchine, avec le *de Chua*, étaient devenus de véritables maires du pays. Le roi *Lé*, avec le titre de *Bua*, n'était plus qu'un roi dépourvu de toute autorité. Le royaume d'Annam s'était ainsi en quelque sorte redoublé. Pour se garantir contre les entreprises des *Trinh*, les *Nguyen* construisirent une muraille fortifiée le long du *Song-Giang*.

Un événement qui paraissait devoir tout compromettre pour la reconstitution de l'unité du royaume d'Annam. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle éclata la révolte des *Tay Son* (montagnes de l'Ouest), contre la maison des *Nguyen*. Le roi *Lé* mourut en Chine et les insurgés s'emparèrent de tout le pays. Un descendant des *Nguyen* s'était réfugié au Siam. M. Pigneau de Behaine, évêque *in partibus* d'Adran, et décida de signer avec la France un traité d'alliance à Versailles, le 1<sup>er</sup> novembre 1787. Le Gouvernement français devait aider *Nguyen-An* à reconquérir le pays et celui-ci lui cédait en retour la baie de Tourane et l'île de Pono-Condore. Cet engagement ne fut jamais exécuté, ni d'un côté ni de l'autre. Toutefois, grâce à l'appui de M<sup>rs</sup> Pigneau qui amena Pondichéry, malgré le mauvais vouloir du gouverneur de Conway, deux navires et quelques officiers, *Nguyen* recouvra ses États. Il s'empara successivement de la Cochinchine (1792), puis du Tonkin et se fit couronner roi en 1802 sous le nom de *Gia Long*.

Le roi fit beaucoup pour l'Annam. Il promulgua un Code. Il construisit parallèlement à la côte la route mandarine pour relier le Tonkin à la Basse-Cochinchine. Il se montra toujours reconnaissant à l'égard des Français et M<sup>rs</sup> Pigneau, particulier, resta jusqu'à sa mort (1798) son confident et son ami. Mais ces sentiments se conciliaient parfaitement

Les trois provinces de Ha Tinh, Vinh et Thanh Hoa, que nous considérons comme faisant partie de l'Annam proprement dit, sont situées au nord de cette muraille n° 23

chez Gia-Long avec le désir de défendre l'intégrité des Etats contre les visées ambitieuses qu'il soupçonnait du gouvernement français. Louis XVIII essaya bien de rétablir les relations interrompues par les événements de la Révolution et de l'Empire et de repenser au traité de 1787. En 1793, il fit porter une lettre à Gia-Long par M. de Kerguelen, mais celui-ci se heurta à un refus poli. Gia-Long en mourut (21 janvier 1820) donna à son successeur un conseil sage.

Ce conseil fut fidèlement suivi par les rois Minh-Mang (21 janvier 1820-21 janvier 1841), Thieu-tri (21 janvier 1841-4 novembre 1847), et Tu-Duc (4 novembre 1847-4 novembre 1883)<sup>1</sup>. Un des compagnons de M<sup>re</sup> Pigneau, M. Chauvel, le Gouvernement français avait donné le titre de roi, dut quitter l'Annam en 1824. Les missionnaires persécutés et massacrés à plusieurs reprises. De plus, un autre, un navire français apparaissait. Ces démonstrations ne pouvaient que intimider le gouvernement annamite, ne qu'exciter sa colère.

**76. — Conquête de la Cochinchine sous le roi Minh-Mang.** — Les persecutions redoublèrent sous le roi Tu-Duc. L'accueil fait en 1856 à notre ambassadeur Montigny, rendit nécessaire une action plus énergique.

Une expédition franco-espagnole, commandée par l'amiral Rigault de Genouilly, s'empara de Tourane (septembre 1858), puis de Saïgon (février 1859). Malheureusement les nécessités de la guerre avec la Chine forcèrent les Français à abandonner Tourane, et Saïgon fut assiégée par un corps annamite commandée par le général Nguyen-tri-Trung. L'amiral Charner débloqua la ville, chassa les Annamites.

<sup>1</sup> Il est utile de posséder le premier jour de chaque année pour les Annamites, comme les Chinois, ayant l'habitude de le prendre comme point de départ pour fixer les dates.

<sup>2</sup> PALLU VALLÉE, *Les premières années de la Cochinchine française*, 1861. — MEYNIER, *Le second empire en Cochinchine*, 1891. — BÉLÉ, *L'Indo-Chine française contemporaine*, t. I.

gnes fortifiées de Ki Hoa (février 1851) et s'empara de la grande partie de la Cochinchine. Le traité du 5 juin 1858 céda à la France les trois provinces de Bien-Hoa, de Dinh (Saigon) et de Din Tuong (Mytho) ainsi que l'île Poulo-Condore (55 k. c.) et accorda aux bâtiments français et aux Espagnols le droit de commercer librement dans les trois ports de Tourane, de Balat et de Quang. L'art. 1<sup>er</sup> assurait le traitement de la nation la plus favorisée. L'art. 8 attribuait aux vainqueurs une indemnité de 4 millions de dollars. L'art. 2 proclamait la liberté du culte chrétien en Annam. Chose plus curieuse, le protectorat de la France sur le royaume d'Annam était en quelque sorte amorcé par l'art. 3 ainsi conçu :

« La paix étant faite, si une nation étrangère voulait, soit en cas de provocation, soit par un traité, se faire céder une partie de territoire annamite, le roi d'Annam prévenirait par un envoyé l'Empereur des Français afin de lui soumettre le cas qui se présente, en laissant à l'Empereur pleine liberté de venir en aide ou non au roi d'Annam, mais si, dans le traité avec la nation étrangère, il est question de cession de territoire, cette cession ne pourra être sanctionnée qu'avec le consentement de l'Empereur des Français ».

Il fallait faire la France de sa nouvelle colonie, la plus importante des acquisitions faites depuis 1813 ? On avait alors un grand zèle pour l'expansion coloniale qu'il fut sérieusement question en 1864 de rétrocéder la Cochinchine à l'Angleterre et de ne conserver à Saigon qu'un simple comptoir. Ce projet échoua par suite de l'opposition de Muruy.

Il restèrent les trois provinces de Vinh-Long, Chau-Doc et Thanh, séparées du reste de l'Annam par la Cochinchine française, et qui étaient une source de difficultés incessantes pour ce pays. Les fonctionnaires annamites, ayant le droit de résider sur notre territoire (art. 16 du traité), y avaient des propriétés et ces trois provinces étaient un refuge pour tous ceux qui essayaient de résister à l'influence française. Il fal-

lait en noir. L'amiral de la Grandière, gouverneur de Cochinchine, s'empara de ces trois provinces en juin au mois de juin 1867 et donna ainsi à cette colonie ses limites actuelles. Elle a environ 60.000 k. c., l'étendue des départements français.

La Cochinchine perdue, la maison des Nguyen se trouva dépouillée de cette partie du royaume d'Annam qui avait été le berceau de son influence. Sa domination se limita à l'Annam proprement dit et au Tonkin où elle n'était pas populaire.

**77 — Etablissement du protectorat de la France sur le Cambodge<sup>1</sup>.** — Au nord de la Cochinchine, le royaume de Cambodge, héritier de l'ancien empire des Kmers qui tendait autrefois sur toute l'Indo-Chine, était convoité tant fois par le Siam et par l'Annam. Depuis que l'empire des Kmers s'était éteint en 1352 sous les coups des Siamois, deux sires, Angkor et les grandes villes cambodgiennes, le Cambodge était devenu une sorte de « Pologne asiatique ». Pris entre ses deux voisins trop puissants, le roi de Cambodge payait tribut tantôt au Siam, tantôt à l'Annam et souvent aux deux. Les prétendants qui se disputaient le trône cherchaient un appui, l'un à Hué et l'autre à Bangkok. Ainsi qu'en 1794, un prétendant cambodgien cédait au gouvernement siamois, en échange de son appui, les provinces de Siemreap et de Battambang; il échoua, le Siam garda néanmoins ces deux provinces auxquelles la trahison d'un gouverneur ajouta celles de Melou-prot et de Toulé-repu. Finalement l'Annam et le Siam s'entendirent. Par le pacte d'Ordong (1841), le Cambodge reconnut des droits égaux à ses deux puissants voisins qu'il appelait son père et sa mère ».

Dès 1853, le roi de Cambodge, Ang-duong, mourut.

<sup>1</sup> AYMIGNIER, *Géographie du Cambodge*, 1876. Le Cambodge, 3 vol., 1900-1901 — MOURA, *Le royaume de Cambodge*, 1883 — H. FROIDEVAUX, *Les origines du protectorat français sur le Cambodge* (Bulletin du Comité de l'Asie française, 1906).

...x, demanda à se mettre sous la protection de la France. Le roi ne l'écouta pas. En 1863, son successeur Norodom, qui avait emporté sur son compétiteur Siwotha malgré l'appui que le Siam avait accordé à ce dernier, chercha également à se rapprocher de la France. Celle-ci, par suite de la conquête de la Cochinchine, était devenue voisine du Cambodge; elle était l'héritière naturelle des droits de suzeraineté de l'Annam. Par le traité du 11 août 1863, elle « consentit à le transformer en un protectorat ».

Le gouvernement siamois, pour qui ce traité était *res inter vivos acta*, ne restait pas inactif pendant ce temps et intriguant de son côté. Le 1<sup>er</sup> décembre 1863, il arracha au faible Norodom, hypnotisé par le désir d'obtenir sa couronne royale détachée par les siamois, un traité humiliant contenant une nouvelle reconnaissance de sa suzeraineté. De là un conflit qui fut terminé par le traité franco-siamois du 15 juillet 1867<sup>1</sup>. Le roi de Siam reconnaissait solennellement le protectorat de la France sur le Cambodge (art. 1), déclarait nul et non avenü le traité du 17 décembre 1863 (art. 2), et renonçait à tout tribut, présent ou autre marque de vassalité (art. 3). La France de son côté s'engageait à ne pas incorporer le Cambodge à la Cochinchine (même article). L'art. 4 ajoutait : les provinces de Battambang et d'Angkor resteront au royaume de Siam. De là une nouvelle difficulté qui a toujours pesé depuis lors sur les rapports de la France et du Siam. Notre protégé n'a jamais voulu reconnaître la validité de cette clause à laquelle nous avons en grande partie souscrit par ignorance, clause qui consacrait le démembrement de son territoire en attribuant au Siam ces deux provinces qui occupent les rives septentrionales du Grand lac Touléap et qui, historiquement et ethnographiquement, appartiennent au Cambodge. Ainsi réduit, le territoire sur lequel s'étendait notre protectorat avait encore plus de 100,000 k. m. c., la superficie de quinze départements français.

<sup>1</sup> DE CLERCQ, t. IX, p. 734. Aj. Traité du 14 juillet 1370 relatif à la neutralisation du grand lac, DE CLERCQ, t. X, p. 372.

La curiosité scientifique fut dès lors éveillée par la découverte des débris de cette antique civilisation. En même temps, Francis Garnier montrait<sup>1</sup> la valeur du Mékong comme voie de pénétration en Chine et, songeant à la dissolution possible de cet immense empire, il signalait déjà « l'importance de l'événement qui mettra en demeure 400 millions d'hommes d'entrer enfin dans le courant général de l'humanité. Un effort fut fait. Doudard de Lagrée étudia les ruines d'Ancienkor, et, à la tête d'une mission célèbre dont faisaient partie MM. de Carné, Francis Garnier et Delaporte, il remonta le Mékong et explora le Laos et le Yunnan où il mourut. Ses compagnons revinrent par le Yan-tse-Kiang (1866-1868).

## § 2. — L'EXPANSION DE LA FRANCE SOUS LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE.

**78. — Les colonies et l'opinion. L'évolution de la politique coloniale.** — L'histoire de la politique coloniale de la troisième République peut se diviser en deux périodes. L'Exposition universelle de 1889 marque assez bien la fin de la première et le commencement de la seconde.

À la suite de la guerre de 1870-1871, la France meurtrie « hypnotisée par la trouée des Vosges », voulait se recueillir. Jules Ferry la lança dans la voie de la politique coloniale. Malgré elle, il lui donna la Tunisie (1881), puis le Tonkin (1884). Placées en présence du fait accompli, les Chambres malgré leur répugnance votèrent les crédits qu'il leur demandait, uniquement parce qu'il les avait mises dans l'impossibilité de faire autrement. Un jour elles finirent par se révolter et l'incident démesurément grossi de Langson fut l'occasion qui amena la chute du ministère Ferry (30 mars 1885). L'opinion populaire était plus hostile encore que les Chambres à toute idée d'expansion. Rarement homme d'État fut plus impopulaire que celui que l'on appelait alors

<sup>1</sup> *La Cochinchine française en 1864*, par G. FRANCIS.

« chinois ». Les élections législatives de 1885 qui se firent sur la question coloniale grossirent les rangs de l'opposition inconstitutionnelle. Pour la droite comme pour l'extrême gauche, l'affaire du Tonkin avait été le grand cheval de bataille. Seule, une petite élite résiste à l'opinion courante. La *Société de géographie de Paris* (fondée en 1821)<sup>1</sup>, la *Société de géographie commerciale* (fondée en 1876)<sup>2</sup>, l'*Alliance française* (fondée en 1884)<sup>3</sup> s'intéressent aux choses coloniales, mais non d'une manière exclusive.

La politique coloniale de la France républicaine a cette faiblesse qu'elle est généreuse, mais inexpérimentée. Elle procède de conceptions *a priori* qui se heurtent à chaque instant aux réalités. Notre législation coloniale semble alors l'œuvre d'ignorants bien intentionnés. Les colonies sont dotées d'institutions véritablement libérales, mais la politique d'assimilation pratiquée sans discernement aboutit à des conséquences ridicules ou lamentables. L'éducation de la métropole est encore à faire.

A partir de 1889, un revirement remarquable se produit dans l'opinion. L'exposition des colonies françaises à l'Esplanade des Invalides éveille la curiosité et les sympathies du public. Les expéditions lointaines, c'est toujours un peu de prestige pour le drapeau qui ne peut plus flotter sur les champs de bataille de l'Europe et, puisque l'on a tant fait que d'acquiescer des colonies, autant vaut en tirer parti. N'ayant plus à ménager l'hostilité de l'opinion, la passion coloniale éclate comme une force longtemps comprimée. Les associations ont pour objet d'étudier les questions coloniales, d'encourager les voyages d'exploration, de favoriser l'émigration de Français vers les colonies et de soutenir les intérêts coloniaux naissants et se multipliant. Chacune s'assigne sa tâche propre et a son organe particulier. Parfois elles sont isolées, et l'on peut regretter cet éparpillement des efforts groupés dont la réunion aurait pu constituer une véritable

<sup>1</sup> Siège social : 184, Boulevard Saint-Germain.

<sup>2</sup> 8, rue le Tournon, Bulletin mensuel depuis 1878.

<sup>3</sup> 186, Boulevard Saint-Germain. Bulletin trimestriel.

puissance dans notre pays. Mais cet empressement même de chacun à vouloir prendre la tête du mouvement est la preuve de la vitalité du parti colonial et de la foi que l'on a en ses destinées. En 1890 se fonde le *Comité de l'Afrique française*<sup>1</sup> qui provoque et soutient les nombreuses missions qui ont reculé les frontières de nos colonies africaines : son *bulletin* mensuel célèbre les hauts faits de nos explorateurs ; depuis 1903, des *suppléments* de plus en plus fréquents tiennent des études documentées sur la valeur économique de diverses régions africaines soumises à notre influence. C'est l'*Union coloniale française*, fondée en 1894<sup>2</sup>. Cette association, la plus riche de toutes, dépense plus de 100.000 francs par an pour la cause coloniale. Elle se propose surtout pour but la mise en valeur de nos colonies et la défense de ses intérêts matériels du commerce colonial, ce qui ne l'empêche pas d'organiser des cours et des conférences et d'encourager les études scientifiques et désintéressées. Son organe, le *Bulletin de l'Union coloniale*, créée en 1897, est une mine inépuisable de renseignements qui abonde en réflexions judicieuses et contient des trésors d'expérience. A l'Union coloniale se rattachent comme autant de filiales des sociétés et des comités annexes : *Comité de Madagascar* (fondé en 1893), *Ligue nationale de la jeunesse* (fondée en 1897), *Société d'émigration des femmes* (fondée en 1897), *Revue des cultures coloniales*. C'est le *Comité de l'Asie française*<sup>3</sup> qui se fonde en 1900. Son but est analogue à celui du Comité de l'Afrique française. Comme lui, il publie un bulletin mensuel. C'est la *Revue de l'Asie française*<sup>4</sup>, fondée en 1902 dans le but de former des instituteurs laïques pour les colonies. C'est la foule de

<sup>1</sup> Président, M. le Prince d'Arenberg; secrétaire général, Auguste Terrier. Le *Bulletin du Comité de l'Afrique française* paraît en même temps l'organe du *Comité du Maroc*, depuis le 1<sup>er</sup> juin 1904. 21, rue Cassette.

<sup>2</sup> Présidents, M. Mercet, puis M. Charles Roux, depuis 1903. Secrétaire général, M. Chailley. Siège, 44, rue de la Chaussée-d'Antin.

<sup>3</sup> Président, M. Etienne. 19, rue Bonaparte.

<sup>4</sup> Président, M. Doumergue. 6, rue des Ursulines.

les plus modestes ou dont l'objectif est plus restreint<sup>1</sup>. Les *Sociétés de géographie* se multiplient en province et, dans les congrès, font une large part à la discussion des questions coloniales. Les *Chambres de commerce* organisent des sessions<sup>2</sup>. Des initiatives individuelles intéressantes se produisent<sup>3</sup>. Les revues et les journaux spéciaux abondent dans la métropole<sup>4</sup>. Un *syndicat de la presse coloniale* est créé. Les *revues coloniales* se multiplient<sup>5</sup>.

En présence de cette poussée de l'opinion, le monde offi-

Voici, avec l'indication de l'année de leur fondation, une liste de sociétés, qui d'ailleurs ne saurait être complète. Société des études coloniales et maritimes 1876; Société académique indo-chinoise 1877; Comité de protection et de défense des indigènes 1882; Société française de colonisation 1883 et d'agriculture coloniale 1890; Société de propagande coloniale 1892; Comité d'Algérie en 1894 par M. Bonvalet, organe *La France de demain* créé en 1898; Société anti-esclavagiste de France (1888), L'association tonkinoise 1888, aujourd'hui la Croix verte française, société de cours pour les militaires coloniaux Sévres, 26, rue Trovon, Poitiers (1895), Société française des ingénieurs coloniaux 1901; Association pour le placement gratuit de Français à l'étranger aux colonies 1901, L'action coloniale et maritime 1903 dont le bulletin mensuel *Le mois colonial et maritime* est en même temps l'organe du Comité de l'Océanie française; L'association coloniale 1903; L'association caennaise coloniale 1903, voir sur ces diverses sociétés, *Le ministère des Colonies à l'Exposition universelle de 1900*, p. 661 et suiv. et le Rapport de M. Le Gall sur le budget des Colonies pour 1906.

*Association lyonnaise d'exploration commerciale en Chine* 1895-1896 dirigée par M. H. Brenier.

Le Dr E. Hecke fonde l'Institut colonial de Marseille, le Dr Roux fonde à Joinville-le-Pont l'Ecole pratique d'enseignement colo-

*Questions diplomatiques et coloniales*, revue bi-mensuelle fondée en 1897, *L'Action coloniale*, revue mensuelle fondée en 1904, *La Revue coloniale* (quotidien), fondée en 1896, *La Politique coloniale*, fondée en 1893; *La Presse coloniale*, fondée en 1906, etc.

Congrès colonial international de 1889, Congrès colonial national Paris, 1889-1890, Congrès colonial international de 1900, Congrès national de sociologie coloniale de 1900, des congrès coloniaux locaux ont été tenus chaque année à Paris au printemps depuis 1903, Congrès colonial de Marseille, tenu à l'occasion de l'Exposition coloniale qui a eu lieu dans cette ville en 1906.

ciel ne peut rester indifférent. Le Gouvernement d'abord une école coloniale (1889) ; il introduit la législation coloniale dans les programmes des facultés de droit, il crée à la Sorbonne une chaire de géographie coloniale à laquelle s'ajouteront plus tard deux autres cours<sup>1</sup>. Les candidats aux divers doctorats se précipitent sur ce nouveau champ d'études : les thèses coloniales abondent à la Sorbonne et dans les Facultés de droit. Un groupement est créé à la Chambre en 1892 (président M. Buisson, puis au Sénat, président M. Godin). Le ministère des Colonies est fondé (1894) et des établissements annexes (*Jardin colonial* établi au Palais-Royal, *Jardin colonial* de Vincennes) développent par la suite son rôle économique. Des députés ministres qui se succèdent au pavillon de la Colonie construisent pour la cause de nouvelles et précieuses lois. S'intéresser aux choses coloniales est pour les hommes politiques un moyen de se mettre en vue et d'arriver au pouvoir. L'opinion publique est vivement frappée de voir des députés influents appartenant aux partis avancés (Lanessan, Doimer, Augagneur) quitter le Parlement pour aller occuper de hautes fonctions en Indo-Chine ou Madagascar. La droite, comme l'extrême gauche, cesse d'être hostile aux entreprises coloniales. Les hommes politiques que leur naissance et leurs opinions tiennent éloignés du pouvoir, tournent leur activité vers l'expansion de la France au dehors (le prince Roland Bonaparte, le prince de Monaco, le prince de Saxe-Cobourg). Ils fêtent et ils encouragent les explorateurs. Quelques uns se font explorateurs eux-mêmes (le prince de Monaco, le duc d'Orléans). Au-dessus des partis politiques qui se divisent, se fonde un grand parti colonial ouvert à toutes les volontés. Il prend conscience de lui-même. Une foi — celle qui agit — anime tous ses membres venus des horizons les plus opposés de l'horizon : grands seigneurs et hommes politiques républicains, professeurs et officiers, savants et militaires.

<sup>1</sup> Un cours de colonisation de l'Afrique du Nord et un cours de législation coloniale.

vivant dans leur cabinet parmi les livres, commerçants matériels dont la vie s'était passée à gagner de l'argent, auteurs spirituels et légers qui ne songeaient auparavant à amuser leurs lecteurs. Touchés de la grâce, ceux-ci devenant sérieux en songeant aux colonies. M. Grosclaude dans la *Revue des Deux-Mondes*. Ceux que la passion seule a empoignés sont conquis pour toujours. La colonisation a dans notre pays ses martyrs et ses apôtres.

A lors, le progrès des idées est incessant, vertigineux. On craint que la France veut amasser en quelques années l'expérience que ses voisins ont mis deux ou trois siècles à faire. Elle s'informe avec ardeur des systèmes coloniaux et s'adresse à l'étranger. Un Français, M. Chauley, prend l'initiative de la fondation de l'*Institut colonial international* (Voir plus haut, p. 6, note 2) Le passé colonial de la France est l'objet d'études minutieuses. Les livres, les articles de revue et de journaux, les conférences, les conférences se multiplient. Jamais on n'avait tant écrit sur la France coloniale. Un corps de doctrine se forme et se précise.

On aperçoit que les colonies diverses ont des besoins différents qui ne sont pas les mêmes que ceux de la métropole.

On renonce à poursuivre la politique d'assimilation, à elle on préfère un mélange d'assujettissement et d'autonomie. En Indo-Chine, à Madagascar, dans l'Afrique occidentale, les gouverneurs généraux, en qui le pays met sa confiance et qui restent longtemps, appliquent une politique suivie et concentrent les pouvoirs les plus étendus pour organiser ces sessions nouvelles lesquelles captivent l'attention et font oublier les anciennes. L'autonomie financière des colonies est proclamée. L'agriculture, les travaux publics se développent. Le problème indigène se pose et l'on renonce à la vieille chimère de l'assimilation des indigènes. De 1889 à 1900, la transformation des idées est complète. Pendant l'Exposition de Trocadéro, la partie de l'Exposition universelle consacrée aux colonies affirme les progrès matériels<sup>1</sup>, les idées

<sup>1</sup> Le ministère des Colonies à l'Exposition universelle de 1900, in-8°.

politiques émises au Congrès colonial international et au Congrès de sociologie coloniale surprennent les étrangers et les Français eux-mêmes étonnés d'un progrès si rapide.

Notre domaine colonial a reçu depuis trente ans un tel accroissement dans toutes les parties du monde, sur le continent africain, dans l'océan Indien, en Indo-Chine, en Océanie et en Amérique. Nous allons passer successivement en revue ces différentes régions et voir quels sont aujourd'hui nos droits dans chacune d'elles.

**79. — La part de la France dans le partage du continent africain Généralités.** — C'est en Afrique que les plus grands efforts ont été accomplis. La reconnaissance du partage du continent noir par les Européens pendant le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle restera un des phénomènes les plus remarquables et les plus gros de conséquences de l'histoire du monde. Dans l'œuvre commune ainsi accomplie, la France peut revendiquer une large part. Elle est aujourd'hui un gros propriétaire africain, le plus gros après l'Angleterre. La superficie du continent africain est d'environ 30 millions de k. c. Or la France à elle seule en possède plus du quart. Elle n'est distancée que par l'Angleterre.

\* *Bulletin du Comité de l'Afrique française* depuis 1894. — G. HANOTAUX, *Le partage de l'Afrique*, 1896. — V. DEVILLET, *Le partage de l'Afrique*, 1898. — A. LEBON, *La politique de la France en Afrique*, 1901. — JEAN DARCY, *La conquête de l'Afrique*, 1900. — SCOTT KELIE, *The partition of Africa* (2<sup>e</sup> éd., 1895). — J. A. SMITH, *A history of the colonisation of Africa by alien races*, 1898. — BONNEFON, *L'Afrique politique en 1900*. — H. LOBIN, *L'Afrique à l'entrée du XX<sup>e</sup> siècle*, 1901. — JEAN DARCY, *France et Angleterre Cent années de rivalités coloniales*, 1904.

Spécialement sur les traités de partage et de délimitation. HERTZ, *The map of Africa by treaty* (3 vol., 1896). — VAN ORTBROEK, *Conventions internationales définissant les limites actuelles des possessions, protectorats et sphères d'influence en Afrique*, 1896. — ROUARD DE LARDE, *Les traités de protectorat conclus par la France en Afrique*, 1895. *Les territoires africains et les conventions françaises et anglaises*, 1901; *La France et les autres nations latines en Afrique*, 1902.

maîtresse aujourd'hui de l'Afrique du Sud, de la grande partie de la vallée du Nil et du cours inférieur du Niger, a bien le tiers de l'Afrique ! Mais l'Allemagne, le Portugal et le roi des Belges restent loin derrière, ayant chacun un douzième de l'Afrique. L'Italie et l'Espagne ne possèdent que de petits propriétaires. La tâche blanche formée par les parties sur lesquelles aucune puissance européenne n'a encore osé mettre la main (Maroc, Tripolitaine, Tunisie et la République de Libéria que la diplomatie a voulu prendre au sérieux) ne couvre plus guère que la cinquième partie de l'Afrique. Ces proportions montrent tout par comparaison l'importance de la tâche que nous nous sommes assumée. Sans doute, la surface n'est pas tout. On se rappelle au coq gaulois, suivant le mot cruel d'un homme anglais, beaucoup de terres légères à gratter. Mais le territoire français, concentré presque tout entier dans le nord-ouest de l'Afrique, a le grand avantage d'être d'un seul

résultat a été obtenu grâce à l'ardeur de nos explorateurs et de nos officiers soutenus en haut par le *Comité de l'Afrique française* qui leur a apporté son appui moral et en bas par les tirailleurs sénégalais ou autres dont l'enthousiasme et le dévouement ont été tout à fait remarquables. Il faut rendre hommage aussi à la ténacité et à l'esprit de suite que nous avons apportés dans notre politique africaine. Nous avons pied dans sept endroits sur la côte : en France, au Sénégal, dans les Rivières du Sud, sur la Côte d'Ivoire, sur la Côte des Esclaves, au Gabon et à Obock. Le résultat poursuivi depuis trente ans a été de reculer les limites de nos possessions de façon à les relier entre elles. Tant à Fachoda, nous avons laissé isolée la colonie du Tchad, mais partout ailleurs nous avons réussi. Aujourd'hui les colonies anglaises de la Gambie, de Sierra-Leone, du Cap-Vert, de la Côte d'Ivoire, de Lagos et de la Nigeria, la Guinée portugaise, les possessions allemandes de Togo et du Cameroun, les colonies espagnoles du Rio de Oro et de la Guinée, ne sont plus de simples enclaves qui entaillent plus ou moins pro-

fondément, mais sans arriver à le disjoindre, l'immense de l'Afrique française.

Il convient de passer rapidement en revue ce qui se fait dans chacune des parties de ce domaine.

**80. — Sénégal et Soudan**<sup>1</sup>. — L'influence française étendue vers l'est sur de nouveaux territoires beaucoup plus vastes que notre ancienne colonie du Sénégal, auxquelles avec ces acquisitions récentes on a cru devoir pour un certain temps constituer une nouvelle colonie que l'on appelle le *Soudan français*.

En 1880, l'idée de Faidherbe<sup>2</sup> de relier par une ligne de forts fortifiés les vallées du Haut-Sénégal et du Haut-Gambia fut reprise, et l'exécution en fut confiée au colonel Bugey. Sous sa direction, de 1880 à 1883, les postes de Bakel, de Badoumbé, de Kita et de Bammako furent élevés et on commença la construction d'un chemin de fer partant de Kayes, point où le Sénégal cesse d'être navigable et se dirigeant vers Bammako sur le Niger.

Dans ce mouvement d'expansion vers l'est, les Français ont rencontré deux adversaires puissants<sup>3</sup>. Le premier, le Foulah, fils d'Al Hadj Omar, régnait sur toute la région comprise au nord-est de notre ligne de pénétration, dans le Soudan (capitale Segou-Sikoro) et le Kaarta (cap. Niory). Le second, l'amamy Samory, se trouvait à l'est, dans le Ouassoulou (cap. Bissandougou).

Des expéditions successives, préparées pendant la saison des pluies et accomplies pendant la saison sèche, ont été dirigées contre eux par le colonel Boileau (1883-1884), le

<sup>1</sup> ANCELLE, *Les explorations au Sénégal*, 1887. — ANCELLE, *Annuaire de l'Afrique française*, de 1854 à 1885. — FAIDHERBE, *Le Sénégal*, 1880.

<sup>2</sup> On peut ajouter le faux prophète Mamadou Lamine, qui souleva toute la région entre le Haut-Sénégal et la Gambie, auquel les colonels Frey et Gallien firent campagne et qui fut tué dans une rencontre avec les troupes françaises en 1888.

<sup>3</sup> Son frère Aguibou, qui régnait à Dingiray, avait accueilli avec résistance l'influence française.

dant Combes (1884-1885), le colonel Frey (1885-1886), le colonel Gallieni (1886-1887 et 1887-1888), le colonel Archimède (1888-1889, 1889-1890, 1890-1891), le colonel Humbert (1891-1892) et le colonel Combes (1892-1893). Ahmady, chassé de ses États pendant la campagne de 1890, a été refoulé vers le nord. Quant à Samory, il résista en 1898. Adossé aux colonies anglaises par où il recevait des armes et des munitions, il interceptait les communications entre le Soudan et la Côte d'Ivoire. Le rappel de l'expédition Monteil dirigée contre lui au début de 1895, la mort du capitaine Braulot tué dans un guet-apens où l'avait aidé le fils de l'almamy (août 1897), l'échec de la mission Liot qui au même moment s'efforçait de traiter avec lui, tout même finit par créer à notre pays une situation assez inquiétante. Il fallait en finir. Après la prise de Sikasso, dont Samory Babemba s'était révolté contre l'autorité française à l'occupation de Samory (mai 1898), le vieil almamy, rejeté à l'ouest, se trouva ensermé entre la grande forêt et nos troupes du Soudan. Affaibli par la défaite de N'go infligée à Sofas par le lieutenant Woelfel, Samory fut capturé au début de septembre 1898 et exilé à Libreville où il mourut en 1900. Sa capture entraîna une soumission générale et fut un soulagement pour les régions qu'il opprimait et dévastait depuis trop longtemps. Aujourd'hui, à l'abri des postes militaires qui jalonnent toute la contrée du Haut Niger, les tribus paisibles reprennent leurs cultures sans crainte d'être dépouillées ou réduits en esclavage.

Au même temps qu'elles étendaient la domination française sur le Soudan, nos troupes prenaient contact avec les oasis du Sahara. Tombouctou<sup>2</sup>, la cité mystérieuse au sujet de laquelle on citait le nom des Européens qui avaient pu y pénétrer et en revenir (René Caille, 1828<sup>3</sup>, Barth, 1853<sup>4</sup>,

<sup>1</sup> Rapport inséré au *J. off.* du 15 février au 2 juillet 1893.

<sup>2</sup> DEBOIS, *Tombouctou la Mystérieuse*, 1897.

<sup>3</sup> R. CAILLE, *Journal d'un voyage à Tombouctou*, 3 vol., 1830.

<sup>4</sup> H. BARTH, *Voyages et découvertes dans le nord et le centre de l'Afrique*.

Oscar Lenz, 1880<sup>1</sup>), fut occupée en décembre 1893 par le lieutenant de vaisseau Boileux. Les imprudences commises au début furent cause, il est vrai, d'échecs fâcheux (mort de la colonne Bonnier près de Goundam en janvier 1894<sup>2</sup>, affaire de R'ergo en juin 1897), mais les Touaregs qui les avaient infligés furent bientôt châtiés. Peu à peu les rapports avec ces populations belliqueuses du Sahara sont devenus plus pacifiques et on a pu traiter avec elles<sup>3</sup>.

Pendant que s'opéraient ces expéditions, des Français courageux s'aventuraient presque seuls en dehors du cadre d'action de nos colonnes, rapportant d'importantes découvertes géographiques, signant des traités avec les chefs indigènes, faisant partout connaître et respecter notre drapeau. Dans un voyage qui dura près de deux ans (1<sup>er</sup> janvier 1887-20 mars 1889), le capitaine *Binger* alla de Bamako à Grand-Bassam en passant par le pays de Kong qu'il plaça sous notre protectorat, et en faisant un grand détour par le Mossi et le Dagomba<sup>4</sup>. Sous l'influence du capitaine *Quinquandon*, le vieux Tiéba, qui régnait à Sikasso dans le Nedougou, devenait notre allié<sup>5</sup>. Le docteur *Crozat* explorait le Mossi (août-novembre 1890)<sup>6</sup> et traitait avec le chef indigène dans sa capitale de Ouaghadougou. Le commandant *Mouton*, accompagné de l'adjudant Badaire, parti de Ségon en novembre 1891, passait par Say, par Kano, arrivait sur les bords du lac Tchad à Kouka, capitale du Bornou, et revenait par Tripoli. Moins heureux, le capitaine *Cazemajou* était tué à

<sup>1</sup> Dr Oskar Lenz, *Timbuktu* trad. Lehautcourt, 1887).

<sup>2</sup> Rapport Nigolte, *J. off.*, 24 mai 1896.

<sup>3</sup> Traité passé par l'explorateur Léon Fabert avec le cheikh *Abdoul* en septembre 1891, traités avec les Aouellimiden en mai 1892 et en mai 1897.

<sup>4</sup> BINGER, *Du Niger au golfe de Guinée par le pays de Kong et le Mossi*, 2 vol., 1892.

<sup>5</sup> Voir le rapport de Quinquandon dans le *J. off.* des 25 à 31 octobre 1892.

<sup>6</sup> Voir le rapport de Crozat dans le *J. off.* des 5 à 9 octobre 1890.

<sup>7</sup> Lieutenant-colonel MONTIEL, *De Saint-Louis à Tripoli et au lac Tchad*, 1895.

1888). Dans le Sahara occidental, après *Camille Douls* (1887) et *Leon Fabert* (1889), la mission *Blanchet*, organisée par le journal *Le Matin*, pénétrait dans l'Adrar (1900). Le cours du Niger était reconnu en amont de Tombouctou par les lieutenants de vaisseau *Caron* (1887)<sup>1</sup> et *Jaime* (1889)<sup>2</sup>, en aval par la mission *Hurst* (1896)<sup>3</sup>, puis par le capitaine *Lenfant*<sup>4</sup>.

Enfin, pour couronner en quelque sorte tous ces efforts, trois missions furent organisées en 1898 qui devaient se rencontrer sur les bords du lac Tchad. Tandis que la mission *Foureaux-Lamy* partait de l'Algérie et la mission *Gentil* du Congo, les lieutenants *Voulet* et *Chanoine*, qui s'étaient déjà distingués dans la boucle du Niger en occupant en 1896 et en 1897 le Yatenga, le Mossi et le Gourounsi, devaient arriver au Sénégal. On connaît la triste fin de cette dernière mission et l'impression pénible produite dans toute la France par le *drame du Soudan*<sup>5</sup>. Après la mort de ses chefs, cette mission, dirigée par les lieutenants *Joulland* et *Meynier*, put rejoindre la mission *Foureaux-Lamy* aux environs du lac Tchad et collaborer avec elle aux opérations contre Rabah (n° 85). La jonction de ces trois missions a ainsi symbolisé la réunion de nos trois colonies de l'Algérie, du Sénégal et du Congo. D'après les limites administratives existant en 1906, la superficie du *Sénégal* pouvait être évaluée à 191.000 k. c. (compris 47.000 k. c. pour la brousse du Fouta et 13.000 k. c. pour le bassin de la Casamance), celle du

<sup>1</sup> CARON, *De Saint-Louis au port de Tombouctou*, 1891.

<sup>2</sup> JAIME, *De Koulikoro au port de Tombouctou*, 1893.

<sup>3</sup> Lieutenant de vaisseau HURST, *Sur le Niger et au pays des Touaregs*, 1898.

<sup>4</sup> Capitaine LENFANT, *Le Niger*, 1903.

<sup>5</sup> Le lieutenant-colonel Klobb, chargé de faire une enquête sur des faits graves d'atrocité reprochés à MM. Voulet et Chanoine, fut accueilli par des feux de salve et tué le 14 juillet 1899 non loin de Gader. Déjà on se demandait ce qu'il adviendrait dans le cas où des soldats français en révolte arriveraient à se tailler un empire dans le centre de l'Afrique quand on apprit heureusement que les deux coupables avaient été tués par leurs propres hommes restés fidèles au drapeau et à la discipline.

*Haut-Sénégal et Niger* à 628.000 k. c. (chiffre approximatif, les cercles situés au nord de cette colonie ayant une limite septentrionale incertaine), celle du *Territoire militaire du Niger* à 360.000 k. c. dans la zone de nos postes d'observation, cette superficie doit être plus que doublée si on y ajoute tous les pays qui au nord de ces territoires sont compris dans la zone d'influence de l'A. O. F.), celle de la *Mauritanie* à 325.000 k. c. (ce chiffre doit être doublé si l'on étend la Mauritanie jusqu'à l'Adrar).

Les limites de ces colonies ne sont en effet arrêtées que du côté du sud où elles sont déterminées sans solution de continuité : 1° par l'art. 1 de l'arrangement du 10 août 1894 qui fixe les limites de la Gambie anglaise<sup>1</sup>; 2° par l'art. 1 de la convention du 12 mai 1886 qui fixe la limite septentrionale de la Guinée portugaise (n° 81); 3° par la ligne administrative qui sépare aujourd'hui la colonie du Haut-Sénégal et Niger des colonies de la Guinée et de la Côte d'Ivoire (17 octobre 1899).

Au nord au contraire, aucune limite n'a été établie entre les diverses colonies de l'A. O. F. et le Sahara auquel on ne peut pas éprouver le besoin de donner une organisation administrative distincte. Dans cette partie de l'Afrique, l'extension de l'A. O. F. a été limitée tout d'abord par la convention

<sup>1</sup> DE CLERCO, t. XVIII, p. 286-294. — Ces limites ont été établies en faveur de la France par l'article 5 de la convention anglaise du 8 avril 1844 de manière à assurer à la France la possession de Yarboutenda et des terrains et points d'atterrissage appartenant à cette localité. Cet article ajoute : « ou la navigation maritime ne pourrait s'exercer jusqu'à l'accès sera assuré en aval au Gouvernement français sur la rive de la rivière Gambie qui sera reconnu d'un commun accord étant accessible aux bâtiments marchands se livrant à la navigation maritime ». Par là, la France a obtenu tout au moins un débouché possible du Soudan sur la mer, Yarboutenda n'étant qu'à 300 kil. de Hayes. L'Angleterre n'a pas voulu pousser la contestation jusqu'à nous céder entièrement cette colonie minuscule de 10.000 k. c. et 20.000 h., dont la conservation n'a guère pour l'intérêt tout sentimental qui s'attache à un souvenir historique. *Ann. de droit international public*, 1904, p. 655 à 658).

espagnole du 26 juin 1900 (art. 1 à 5). Les limites des possessions espagnoles du Rio de Oro sont fixées : au sud par une ligne qui part du cap Blanc et suit ensuite le 21° 20' de latitude nord, à l'est par une ligne courbe « tracée de façon à laisser à la France, avec leurs dépendances, les salines de la région d'Idgil<sup>1</sup> », puis par une ligne droite aboutissant à l'intersection du 14° 20' méridien ouest avec le tropique du Cancer<sup>2</sup>. En 1905, dans le but de prévenir tout conflit à l'avenir, on a ensuite tracé sur la carte une ligne qui sépare la zone d'influence de l'A. O. F. de celle de l'Algérie. Cette ligne passe aux environs du tropique du Cancer et remonte ensuite vers le nord-ouest en se dirigeant vers le cap Nou<sup>3</sup>. Quant aux limites des territoires militaires situés à l'est, voir plus loin n° 86.

**81. — Guinée française.** — Les rivières situées en Guinée, au sud du Sénégal, où nous avons pied depuis la fin du second Empire, forment aujourd'hui une colonie distincte que l'on a successivement appelée les *Rivières du Sud*, puis la *Guinée française*. Cette colonie est séparée par la frontière portugaise du bassin de la Casamance administrativement rattaché au Sénégal, et comprend ceux du Rio Compa<sup>4</sup> (Cognon), du Rio Nunez, du Rio Pongo (Falamah), du Rio Bramaya (Konkouré), de la Doubreka et de la Mellacoula.

Nos droits sur ces pays ont été reconnus et délimités par différents traités passés avec les puissances étrangères qui avaient également des intérêts dans ces parages :

<sup>1</sup> En vertu de l'article 3, le sel d'Idgil passant par les possessions françaises ne doit être soumis à aucun droit d'exportation.

<sup>2</sup> DE CIZRECQ, t. XX, p. 660-665. On n'a pas voulu fixer la limite au nord du tropique du Cancer afin de ne rien préjuger en ce qui concerne la question du Maroc.

<sup>3</sup> *Bull. Com. A. F.*, 1905, p. 328.

<sup>4</sup> C'est en face du rio Compa que se trouvent les îles *Alcatraz* où quelques nègres auxquels on avait confié la garde du drapeau, furent tués et moururent de faim. Voir au sujet d'une difficulté qui s'est élevée sur la propriété de ces îles. Conseil d'Etat, 21 décembre 1894.

1° Arrangement du 24 décembre 1885 avec l'Allemagne par lequel cette puissance renonce à ses prétentions sur les territoires situés entre le Rio Nunez et la Mellacorée;

2° Convention du 12 mai 1886 avec le Portugal<sup>1</sup>. L'art. 1 fixe les limites de la Guinée portugaise au nord, une ligne partant du cap Roxo et passant à égale distance de Casamance et du Rio San Domingo de Cacheu; à l'est, la 16° degré de longitude ouest; au sud, une ligne partant de l'embouchure de la rivière Cajet et passant à égale distance du Rio Cassini et du Rio Compony), et dont l'art. 2 contient la reconnaissance par le roi de Portugal de notre protectorat sur le Fouta-Djallon;

3° Arrangement avec l'Angleterre du 10 août 1889<sup>2</sup>. L'art. 2 fixe la ligne de démarcation qui, passant entre la Mellacorée et les Scarcies, sépare la Guinée française de la colonie anglaise de Sierra Leone. Il a été complété par un autre arrangement du 26 juin 1891 avec le même pays qui reconnaît à la France la propriété des sources du Niger, et par la convention du 21 janvier 1895 qui, à la suite des conflits regrettables de Warina et de Samohy, fixe les troupes françaises et anglaises (janvier 1894), a posé les frontières de la colonie anglaise de Sierra-Leone.

4° Convention du 8 avril 1904 avec l'Angleterre. L'art. 6 cède à la France les îles de *Los* sous réserve de laisser pour les pêcheurs anglais de jouir pendant trente ans le même traitement que les pêcheurs français dans ces parages. Ces petites îles, situées en face de Konakry, sont par elles-mêmes presque sans valeur<sup>3</sup>, mais quelques colons français les considéraient comme une menace pour la sécurité.

<sup>1</sup> DE CLERCQ, I. XV, p. 927.

<sup>2</sup> DE CLERCQ, I. XVIII, p. 199. La délimitation de la frontière terrestre a été opérée de 1902 à 1906 par MM. Maclaud et de Meuse.

<sup>3</sup> DE CLERCQ, I. XVIII, p. 286.

<sup>4</sup> L'archipel de Los, composé des trois îles de Tamara, Fao et Berma et de quelques îlots de moindre importance, compte environ 40 k. c. et 1.500 habitants. Voir *Rev. gén. de droit international public*, 1904, p. 658-660.

notre Guinée et attachaient à leur possession un certain intérêt stratégique.

En conséquence de ces traités, l'Allemagne se trouve complètement écartée, la Guinée portugaise et Sierra-Leone ne plus, de même que la Gambie anglaise, que de simples laves au milieu de nos possessions.

Le résultat était d'ailleurs pleinement justifié par les efforts de nos explorateurs dans l'arrière-land des Rivières du Sud<sup>1</sup>. Fouta-Djallon (cap. Timbo) a été effectivement soumis à notre protectorat en 1896, et un résident (M. Noirot) y a été installé. La ville de Konakry est aujourd'hui le chef-lieu de la colonie qui, depuis la dislocation du Soudan, a environ 277,000 k. c., soit la moitié de la France.

**12. — Côte d'Ivoire.** — Les postes de Grand-Bassam, Abidjan et de Dabou, abandonnés en 1870, ont été réoccupés en 1883<sup>2</sup>. Par une série de traités passés avec les chefs indigènes et grâce aux voyages de nos explorateurs, nous avons pris possession de toute la côte sur une longueur de 300 kilomètres, depuis l'État libre de Libéria jusqu'à la côte anglaise de Gold-Coast, et du bassin de toutes les rivières qui viennent se jeter à cet endroit dans la mer. Ces rivières d'eau sont, en allant de l'ouest à l'est : le Rio Cavally qui forme frontière avec l'État de Libéria en vertu de la convention du 8 décembre 1892, approuvée par loi du 31

<sup>1</sup> MM. OLIVIER DE SANDERVAL (1880), V. GABORIAUX et D<sup>r</sup> BAYOT ont visité le Fouta Djallon. Le lieutenant PLATON a dirigé une mission dans ce pays en 1888. MM. BROUSSE et FALHERBE, MADROLLE et BROUSSE ont exploré entre 1890 et 1893 le cours des diverses rivières qui se jettent dans l'Atlantique. Le capitaine SALESSES a étudié toute la région de Konakry au Niger en 1897. Le docteur MACIATU a exploré le Fouta Djallon en 1898-1899. Tous ces voyageurs ont écrit sur le sujet. Voir pour le progrès des connaissances géographiques et leur état au début du xx<sup>e</sup> siècle en ce qui concerne ces pays MACIATU, *Rivières du Sud et le Fouta Djallon*. Thèse lettres, 1905.

Pendant cet intervalle, notre influence fut maintenue par la mission Verdier de la Rochelle, dont un agent avait le titre de résident français. A. VERDIER, *Trente-cinq ans de lutte aux colonies*,

colonie qui, après s'être appelée *Établissement du Bénin* et *Bénin* porte, depuis un décret du 22 juin 1894, le nom de *Dahomey et dépendances*. Elle est limitée à l'ouest par la colonie allemande de Togo et à l'est par la colonie anglaise de Lagos. L'histoire de nos rivalités avec les Anglais et les Allemands dans ces parages comporte deux phases, la première antérieure, la seconde postérieure à la conquête du Dahomey.

Avec l'Allemagne, une première convention a été signée le 25 décembre 1885 (aj. la convention de délimitation du 1<sup>er</sup> février 1887). Ce pays nous abandonnait complètement les rivières du sud (n° 81); nous lui cédions en échange Porto Seguro et Petit-Popo. La frontière suivait tout d'abord le cours de la rivière Mono, puis l'abandonnait pour s'arrêter au méridien passant par l'île Bayol; elle s'arrêtait à 9° latitude. D'après la convention franco-anglaise du 16 août 1889 (art. 4), la frontière de la colonie de Lagos, laquelle suivait approximativement le méridien passant par la crique d'Adjarra, s'arrêtait également au même parallèle.

A cette époque, nous pouvions espérer également établir notre domination sur le Bas-Niger. Tout le cours de ce fleuve aurait été ainsi français. Nos négociants luttèrent dans cette région avec une ardeur patriotique contre leurs concurrents anglais de Lagos. Malheureusement, ils n'ont pas été soutenus par le Gouvernement français qui ne voulait pas ajouter d'autres soucis à ceux que lui causaient alors les affaires du Tonkin et de Madagascar. Le traité du 5 août 1890, par lequel l'Angleterre reconnaissait notre protectorat sur Madagascar, consacra en échange l'abdication de la France sur le Bas-Niger. Une ligne allant de Say sur le Niger à Barroa sur le lac Tchaï, « tracée de façon à comprendre dans la zone d'action anglaise tout ce qui appartient équitablement au royaume de Sokoto<sup>1</sup> », fut fixée comme limite méridionale de notre zone d'influence africaine. L'Angleterre ne nous la sau-

<sup>1</sup> C'est en s'appuyant sur ce texte que les Anglais ont refusé de reconnaître le traité de protectorat signé par le lieutenant Miéon dans son second voyage, avec le sultan de Mourï qui serait un vassal du souverain de Sokoto.

que les déserts sablonneux et pierreux du Sahara et gar-  
des les contrées riches et peuplées du Soudan. Cette conven-  
tion, que nous avons signée sous l'empire d'une peur  
étriquée de voir les Anglais arriver avant nous à Tombou-  
ctou, faisait à notre politique africaine un tort irréparable.  
Les années suivantes furent occupées par la lutte contre  
le Dahomey. Par un traité du 19 avril 1878, le roi Glé-Glé  
confirma à la France la cession pleine et entière de  
son royaume. Mais, lorsque celle-ci y eut installé une petite gar-  
nison en 1885, le roi regretta ce qu'il avait fait, nous somma  
d'évacuer Kotonou en 1887 et, en mars 1889, envahit et dé-  
truisit le territoire de Porto Novo. Le docteur Bayol fut  
envoyé au Dahomey avec mission de faire tous ses efforts  
pour résoudre le conflit à l'amiable, mais en vain. Sur ces  
fautes, Glé-Glé mourut et son fils Behanzin, encore  
plus hostile que lui aux Français, attaqua Kotonou  
en mars 1890. Le Gouvernement français, voulant éviter  
par tous les moyens possibles une nouvelle expédition colo-  
niale, conclut par l'intermédiaire du Père Dorgère une nou-  
velle convention (du 3 octobre 1890) par laquelle Behanzin  
reconnait nos droits sur Kotonou et Porto-Novo, moyen-  
nant une rente annuelle de 20 000 francs<sup>1</sup>. Cela ne s'em-  
pêcha pas de nous attaquer une seconde fois au printemps  
1892. Cette fois, la mesure était comble. Un corps expé-  
ditionnaire, sous les ordres du colonel Doods, remonta  
le fleuve et, après une série de marches pénibles et de com-  
bats presque quotidiens contre un adversaire courageux qui  
connaissait le terrain pied à pied, s'empara de Cotonou, la ville  
de l'ennemi, et entra dans la capitale Abomey que Behanzin avait  
abandonnée en fuyant vers le nord. Cette campagne héroï-  
que avait duré un peu plus d'un mois (9 août-17 septembre  
1892). Au début de 1894 Behanzin fut pris<sup>2</sup>. La pacification  
du pays était dès lors un fait accompli.

<sup>1</sup> Voir les documents relatifs à toutes ces difficultés dans le *Temps*  
du 15 avril 1892.

<sup>2</sup> Renvoyé à la Martinique, il obtint plus tard d'être transféré en  
France où il est mort en 1906.

Alors s'ouvre la seconde période. Notre ambition rejoindre le Dahomey au Soudan et à la Côte d'Ivoire dessus les colonies allemandes et anglaises du Tog et de Gold-Coast. Les Anglais, de leur côté, rêvaient de Gold-Coast à Lagos, ce qui aurait arrêté le développement du Togoland et du Dahomey. Quant au Togoland, qu'une base très étroite sur l'Océan, il prétendait en grandissant de façon à couvrir de son ombre les voisines de l'Angleterre et de la France<sup>1</sup>.

Pendant quelques années, les officiers français, allemands et anglais se livrèrent à une véritable course au clochard sur la boucle du Niger, signant des traités de protection avec les chefs indigènes. Le gouverneur du Dahomey, M. Decœur, dépêcha dans l'hinterland de sa colonie MM. Decœur, Baud, Vermeersch, Toutée<sup>2</sup> et Bretonnet, pendant que le commandant Destenave et le lieutenant Voulet opéraient dans le Soudan. Tant d'efforts devaient porter leurs fruits. Le traité franco-allemand du 23 juillet 1897 reconnaissait le Gcurma à la France en laissant le pays de Sansann à l'Allemagne, ce qui assure à l'encontre de cette dernière la jonction du Dahomey et du Soudan.

Les négociations avec l'Angleterre furent plus difficiles<sup>3</sup>. Le point le plus disputé était le pays bariba qui géographiquement se trouvait à la fois dans l'hinterland du Dahomey et dans celui de Lagos. Ce pays formait au centre le royaume de Borgou. Il y avait bien eu deux traités de protectorat signés en 1894 par M. Lugard au nom de

<sup>1</sup> Voir l'article du Dr ROUIRE dans la *Revue politique et économique* de septembre 1894.

<sup>2</sup> Une mention spéciale est due à la mission Toutée (1894-août 1895) qui, après avoir fondé sur le Niger en face de Gao le poste d'Aremberg (bientôt évacué dans un moment de crise sur les réclamations de l'Angleterre), remonta et étudia le cours de ce fleuve jusqu'en amont de Zinder. Commandant TOURMEY, *Niger, Touaregs*, 1898; *Du Dahoméy au Sahara*, second volume contient la description du pays et de ses habitants.

<sup>3</sup> M. PAISANT, *Les droits de la France au Niger* (Rev. géogr. publ., 1898, p. 5).

par M. Decœur au nom de la France. Le traité fut le premier en date, mais il n'avait pas été le véritable souverain du pays. Le royaume de Soudan d'ailleurs demembre depuis lors et cinq États nouveaux étaient nés de ses débris (Nikki, Kand, Boussa, Kouande). Finalement on aboutit à l'arrangement de 1894<sup>1</sup>. Cet arrangement résout quatre difficultés : fixe les frontières de la colonie anglaise de Gambia (1822);

longe jusqu'au Niger la frontière entre le Dahomais : les Français évacuent Boussa et gardent ainsi disparaître le dernier obstacle que les prétentions pouvaient apporter à la jonction du Dahomey et du Niger ;

ligne provisoire Say-Barroua, tracée en 1890, se précisée et rectifiée. Cette ligne part du Niger au pont d'Ilo et la sse à la France toute la région de plus, le gouvernement anglais « reconnaît comme dans la zone d'influence française les rives nord et le Tchad ». Les possessions anglaises du Bas-Niger sont ainsi réduites à leur tour à l'état d'enclave<sup>2</sup> ; la libre navigation du Bas-Niger est assurée à par la cession à bail à notre Gouvernement pour de trente ans de deux terrains situés sur le cours vive, où nous pourrons établir des entrepôts<sup>3</sup> art.

HERCQ, l. XXI, p. 386.

frontière a été rectifiée une seconde fois en faveur de la France. L'article 8 de la convention du 8 avril 1904 le manœuvre aux Français de passer à leurs qu'en pour desert pour s'installer au lac Tchad. La Convention de délimitation a été ratifiée par la France le 29 mai 1905 et promulguée par décret du 24 juin 1905. *Recueil de droit international public*, 1904.

Les enclaves ont été établies à Forcalis et à Brignolles le 20 mai 1903 et le décret du 30 juin 1903 a prévu la possibilité d'assurer pratiquement le service en enclaves comme voie de ravitaillement ont été contestées par le JOURNAL, Bulletin Comité A. F., 1905, Suppléments.

8 et 9. Aj. le texte du bail annexé à la con

Cet arrangement important qui consacre définitivement la jonction du Dahomey et de nos possessions de la rive du Niger a pu être considéré en Angleterre comme un succès pour notre diplomatie. Mais pour arriver à ce résultat nous avons dû céder bien des points sur lesquels nous aurions voulu notre drapeau. Quant à la faute commise en 1890, nous l'avons atténuée les conséquences, mais sans pouvoir la

La colonie du Dahomey, ainsi agrandie, ne comprend plus seulement les bassins côtiers du Kouffo et de la Volta. Elle s'étend au nord sur une partie du bassin du Niger. Sa superficie atteint 166.000 k. c., près du tiers de la

**84. — Congo<sup>1</sup>.** — La petite colonie du Gabon, qui qu'il avait été un instant question en 1875 de céder à l'Angleterre en échange de la Gambie, — s'est considérablement agrandie et est devenue le *Congo français* qui est aujourd'hui pour le moins grand comme quatre fois la France. Ce n'est plus seulement l'estuaire du Gabon, ce ne sont plus seulement les bassins des fleuves côtiers comme le Kouilou que comprend cette colonie. Sa limite méridionale est formée par le cours du Congo, de l'Ongou et du M'bomou, puis par la ligne de partage des eaux qui sépare le bassin du Congo du bassin du Niger. Elle comprend les bassins de trois grands affluents du Congo, l'Alima, la Likouala et la Sangha, tous les affluents de droite de l'Oubanghi et du Congo. Ce n'est pas tout : par le bassin du Chari, le C

Au sujet du Niger et du Congo, s'élève la question de savoir quel est en droit international public le régime juridique des fleuves africains. Voir sur ce point que nous ne pouvons qu'indiquer les articles de M. PULLET, dans la *Rev. gén. de dr. int. publ.*, t. 18, p. 223; *Quel doit être le régime juridique des fleuves africains*, p. 829-844, et 1899, p. 28-45.

<sup>1</sup> NEUVILLE et BREARD, *Les voyages de Savorgnan*, t. 1, 1884. — JACQUES ANCEL, *La formation de la colonie française (1843-1892)*, 1902.

rejoint aujourd'hui le lac Tchad et se relie ainsi aux possessions françaises de l'Afrique occidentale. Mais n'ayant pas encore établi une ligne de démarcation n'ayant pas encore reconnue, il est impossible de dire où le Congo s'arrête par suite d'en fixer d'une manière à peu près exacte la superficie. On peut l'évaluer aujourd'hui à 1.800 000 k. c. en ronds.

Divers voyages d'explorations avaient déjà été accomplis dans l'interland du Gabon par *Paul du Chailu*, sous le second Empire, puis par MM. *Marche* et *de Compagnie* entre 1867 et 1874. Mais ce sont les efforts accomplis par M. *Savorgnan de Brazza* à partir de 1875 qui ont transformé une possession restée jusque là secondaire en une colonie immense. En trois expéditions successives, il a exploré le pays, et, par une politique pacifique qui contrastait singulièrement avec les brutales de son rival Stanley, il s'est concilié les indigènes qui ont accepté sans difficulté l'autorité de la France, bien que l'acquisition de cette colonie n'ait coûté à notre pays aucun sacrifice important ni en hommes, ni en argent. Dans un premier voyage (1875-1878), M. de Brazza traversa l'Ogooné et traversa l'Aïma et la Licon. Dans une seconde expédition (décembre 1879 à avril 1882), il fonda une ville sur le Haut Ogooné, signa un traité de protection avec le roi des Batekés Makoko, jeta les premières bases de Brazzaville sur le Congo et parcourut la vallée du Koulou. En présence de ces résultats, les Chambres, après avoir ratifié le traité passé avec le roi Makoko (loi du 11 novembre 1882), votèrent un crédit de 1 275.000 francs pour subventionner une *mission de l'ouest africain*, entreprise sous le patronage du ministère de l'Instruction publique d'avril 1883 à mai 1885. Cette mission dressa dans ses diverses lignes la carte du pays, fonda de nouvelles stations sur la côte, sur l'Ogooné, sur le Koulou, sur le Congo, sur l'Ango et sur l'Oubangui, et conquies les populations, sur lesquelles le nom de M. de Brazza, par cette influence définitive qui lui constituait l'élément premier et essentiel de la « création coloniale ». Dès lors, notre colonie du Congo était fondée.

Les limites en ont été fixées au début entre 1886 et 1888 par des traités passés avec l'Allemagne, le Portugal et l'État libre du Congo.

D'après la convention franco-allemande du 24 décembre 1885, la frontière entre le Congo et le Cameroun est formée par une ligne suivant la rivière Campo depuis son embouchure jusqu'au point où elle rencontre le méridien  $7^{\circ}40'$  de longitude est et, à partir de ce point, par le parallèle prolongé jusqu'à sa rencontre avec le méridien  $12^{\circ}40'$  de longitude est<sup>1</sup>. La France cède ainsi les droits qu'elle avait acquis auparavant sur Malimba, Batanga et la baie de Bakoko. L'Allemagne qui renonce par contre à tous ceux qu'elle avait sur la partie de la côte située au sud du fleuve Campo.

Restait toutefois l'Espagne qui, possédant les petites îles d'Elobey et de Corisco, conservait certaines prétentions sur la partie septentrionale des territoires que cette convention de 1885 attribuait à la France. Le conflit a été tranché par la convention franco-espagnole du 27 juin 1900<sup>2</sup>. L'article 1<sup>er</sup> de cette convention reconnaît à l'Espagne la possession de toute la côte depuis l'embouchure du Rio Campo jusqu'à l'embouchure du Rio Mouni. Le  $1^{\circ}$  latitude nord et le  $9^{\circ}$  latitude est de Paris limitent au sud et à l'est les territoires attribués à l'Espagne. L'article 7 donne à la France un droit de préférence pour le cas où l'Espagne voudrait céder ces territoires.

Au sud-ouest de notre colonie, le Portugal possède le petit territoire de Cabinda. La frontière franco-portugaise a été fixée par l'article 3 de la convention du 12 mai 1886 qui nous donne le cours de la Loémé et attribue au Portugal le cours inférieur du Chiloango.

La frontière avec l'État libre du Congo a été fixée par

<sup>1</sup> C'est sur cette frontière que s'est produite le 9 mai 1905 l'affaire de Missoum-Missoum entre les troupes allemandes au service de la compagnie du Sud Cameroun et les miliciens de la garde civile au service de la compagnie française de la Ngoko Sangha, au cours de laquelle plusieurs de nos hommes ont été tués.

<sup>2</sup> De Cléracq, t. XXI, p. 661.

vention du 5 février 1885, modifiée depuis par celle du 4 avril 1887. Elle suit le cours supérieur du Chiloango, la ligne de partage des eaux du Koulou et du Congo, suit ce fleuve près de Manyanga, suit ensuite le cours du Congo, puis celui de l'Oubanghi jusqu'au point où cette dernière coupe pour la seconde fois le 4° latitude nord. Ce trait devait séparer ensuite les zones respectives d'influence des deux États, celle de la France étant au nord, et celle du Congo au sud.

Notre colonie affectait ainsi la forme d'un triangle grossier et l'angle nord-est restait ouvert. Nos africains conçurent l'ambition de passer par ce trou laissé béant et de relier le Congo d'un côté à nos colonies de l'Afrique occidentale par le bassin du lac Tchad, de l'autre à notre colonie d'Obock et à la mer Rouge par la région du Haut Nil. Ils réussirent dans la première tentative, mais échouèrent dans la seconde. Leurs efforts ont néanmoins abouti à doubler et au delà l'étendue du Congo français qui a ainsi aujourd'hui la forme d'un corps immense étranglé vers son milieu. Nos droits sur les régions du centre de l'Afrique ont été reconnus par les conventions nouvelles signées avec l'Allemagne et l'État indépendant en 1894 et avec l'Angleterre en 1899. Ici encore, il convient de résumer brièvement les efforts accomplis par nos explorateurs et les résultats diplomatiques qui les ont couronnés<sup>1</sup>.

*Droit de préférence de la France sur le Congo belge.* — Les intérêts de la France dans l'Afrique équatoriale sont susceptibles d'être éventuellement sur tout le bassin du Congo en vertu d'un droit de préférence qui lui a été reconnu par les fondateurs de l'État indépendant. L'origine de ce droit se trouve dans une lettre écrite par le colonel Strauch, président de l'Association internationale africaine, à M. Jules Ferry, le 23 avril 1884, lettre par laquelle l'association s'engage à donner à la France un droit de préférence, en cas où des circonstances imprévues l'amèneraient à réaliser de nouvelles possessions. Cet engagement, que l'on a cru parfois dirigé contre l'Angleterre, avait surtout pour motif le désir d'obtenir la reconnaissance par la France de la validité des acquisitions faites par l'association (Cf. réponse de M. Jules Ferry du 24 avril 1884). Ce droit de préférence fut notifié aux puissances et confirmé lors de la

### 85. — La marche vers le Tchad. Lutte contre Rabah

— Dans la direction du lac Tchad, des missions continuelles se sont succédées, patronnées et soutenues par le comité de l'Afrique française. *Crampel*, parti le premier (décembre 1890), ne put arriver au but, assassiné à El-Kouti par les Musulmans (avril 1891), mais, suivant l'expression de M. Melchior de Vogüé, « les quelques fanatiques qui ont arrêté Crampel ont fait un bien mauvais calcul ; ils ne savaient pas que lorsque que des os français tombent quelque part, du même coup la terre devient française ; ils ne savaient pas que de ces os

fondation de l'État indépendant (Lettre du comte de Borchgravedt à M. J. Ferry, 5 février 1885).

Ce droit de préférence pouvait-il être opposé à la Belgique ? Aucune exception n'avait été faite en ce qui concerne cette puissance. La question se posa au début de 1895, lorsque le roi Léopold songea à céder ses droits de souveraineté à la Belgique. La France voulut bien alors admettre l'interprétation proposée en 1887, par M. Van Eesterde (lettre du 22 avril 1887 à M. Bourée) : le droit de préférence ne pourrait être opposé à la Belgique, mais il subsisterait à la charge de ce pays. C'est sur ces bases que fut rédigé le traité franco-belge du 5 février 1895. Le gouvernement belge reconnaît à la France un droit de préférence sur ses possessions congolaises non seulement en cas d'aliénation de celles-ci à titre onéreux en tout ou en partie, mais même en cas d'échange, de concession ou de location desdits territoires, soit à un État étranger, soit à une compagnie souveraine (art. 1<sup>er</sup>). Le gouvernement belge ajoute qu'il ne sera jamais fait de cession à titre gratuit de tout ou partie de ces mêmes possessions (art. 2). Ces dispositions s'appliquent à la totalité des territoires du Congo belge (art. 3). Le projet de loi cédant le Congo à la Belgique ayant été retiré, le traité du 5 février 1895 est caduc en droit, mais il conserve toute la valeur d'un engagement moral. CATTIER, *Droit d'administration de l'État indépendant du Congo*, p. 74-82. Cf. article de M. FAUCHILLE dans la *Revue générale de droit international public*, 1895, p. 400 et suiv.

Sur le Congo belge, voir : *L'État indépendant du Congo à l'exposition de Bruxelles-Tervueren*, 1897. — PIERRE MILLE, *Au Congo belge*, 1899. — E. DESCAMPS, *L'Afrique nouvelle*, 1903. — CATTIER, *Étude sur la situation de l'État indépendant du Congo*, 1906.

<sup>1</sup> BRUNACHE, *Le Centre de l'Afrique. Autour du Tchad*, 1894. — DYBOWSKI, *La route du Tchad*, 1893. — HARRY ALIS, *A la conquête du Tchad*, 1891 ; *Nos Africains*, 1894. — E. GENTIL, *La chute de l'Empire de Rabah*, 1902.

ve toujours un vengeur et une semence future de civilisation<sup>1</sup>. Crampel fut vengé par *Dybowsky*, chargé de lui porter des renforts (octobre à décembre 1891). La même année, MM. *Fourneau* et *Gaillard* remontaient la Sangha et atteignaient le poste d'Ouessou. En décembre 1891, M. de Brazza<sup>2</sup> suivait à son tour le même chemin, fondait les postes de Bania et de Gaza et, le 5 avril 1892, rencontrait sur la petite île Comiza, au confluent du Boumbi et du Sobere, le lieutenant *Mizon* qui, parti en 1890, avait surmonté les difficultés que lui soulevait la compagnie anglaise du Niger, remonte la Bénoué et traversé l'Adamaoua<sup>3</sup>. De juin 1892 à mars 1893, la mission *Maistre*, partie du Gabon-Oubanghi, découvrait des régions encore inexplorées, atteignait le Gribingui et la Logone, traversait les pays des Hautes, des Gabéris et des Lagas, et revenait par l'Adamaoua<sup>4</sup>.

Il appartenait à notre diplomatie de conserver les fruits de ces explorations et de s'opposer, notamment, à ce que d'autres puissances se partageassent, par des traités de délimitation, un hinterland sur lequel nous pouvions élever des prétentions légitimes et naturelles<sup>5</sup>. L'accord franco-allemand du 15 novembre 1893 avait pu paraître, à cet ordre d'idées, faire trop bon marché des résultats obtenus par la France dans la région du lac Tchad, grâce aux voyages de *Mizon* et de *Maistre*. L'arrangement conclu à Berlin le 15 mars 1895<sup>6</sup> a heureusement reconnu et déli-

<sup>1</sup> Discours du 20 octobre 1891 à la Société de géographie commerciale.

<sup>2</sup> Rapport de M. de Brazza dans le *J. off.* des 12 et 13 juin 1892. Voir le supplément du journal *le Temps* du 10 août 1892.

<sup>3</sup> Voir le *Temps* du 24 mai 1893. Les traités de protectorat signés par M. Maistre avec les différentes peuplades qu'il a rencontrées sur sa route ont été ratifiés par un décret du 20 mai 1893.

<sup>4</sup> Voir l'article de M. DESPAONET sur les occupations de territoire et le procédé de l'hinterland, dans la *Revue générale de droit international public*, 1894, n° 2.

<sup>5</sup> DE CLERCQ, t. XX, p. 117-129. Cpr. Dr ROUIRE, *La France et l'Allemagne dans l'Afrique centrale*, *Revue des Deux-Mondes* du 10 juin 1894.

mité nos droits. Cet accord, qui n'a pu aboutir que grâce à un grand esprit de conciliation de part et d'autre, compléte la convention du 24 décembre 1885. La frontière, à partir de point où elle s'arrêtait, remonte vers le nord, dans la direction de Lamé, en laissant les postes de Bama, de Gaza et de Koum à la France, et Ngaoundéré à l'Allemagne. Elle fait ensuite un coude vers l'ouest, de manière à donner à la France la possession de Bifara, point où le Mayo-Kebbi, affluent de Benoué est navigable, puis suit le 10° lat. nord<sup>1</sup> jusqu'à sa rencontre avec le Chari, dont le cours forme frontière jusqu'au lac Tchad. L'Allemagne renonçait ainsi à nous barrer la route.

Restait à achever l'exploration de ces régions et à prendre possession. La mission *Clozel* chercha à pénétrer dans la région du Tchad en partant du bassin de la Sangha; elle parcourut la région du Mambéré, fonda le poste Carnot et, par la Ouom, pénétra dans le bassin du Chari (1894). Dans les années suivantes, la mission *Gentil*, après avoir remonté la Kemo (affluent de l'Oubangui), entra à son tour dans le bassin du Chari. M. Gentil signa un traité de protectorat avec Gaourang, sultan de Baguirmi (nov. 1897), et quelques jours plus tard fit flotter son vapeur de commandement le *Leon Blot* sur les eaux du Tchad.

Dans cette marche vers le Tchad, les Français se heurtèrent à un nouveau potentat africain. Un ancien esclave, Zobeir Pacha, Habah, terrorisait depuis vingt ans le centre de l'Afrique. Après avoir conquis le Darfour, il s'était avancé vers l'ouest, dépeuplant les pays qu'il traversait, exerçant l'industrie ordinaire de ces conquérants musulmans qui exploitent les malheureuses peuplades du centre de l'Afrique à faire des prisonniers pour les vendre. Finalement, il s'était établi au sud du Tchad, dans le Baguirmi, pays re-

<sup>1</sup> *Hinder*, petite ville de cinq à six mille âmes, dont l'Allemagne et la France se disputaient la possession dans ces régions, se trouva d'après les constatations de la commission mixte de délimitation, sur le 10° parallèle. Elle est donc incontestablement française. (*Le Temps* du 7 janvier 1907.)



de Greenwich, 27° 40' Paris) à partir de son intersection avec la ligne de partage des eaux des bassins du Congo et du Nil, jusqu'au point où ce méridien rencontre le parallèle 5° 30', puis ce parallèle jusqu'au Nil.

A la suite de cet arrangement, M. Liotard, nommé commissaire du Gouvernement dans le Haut-Oubangui (le 10 octobre 1894), procéda à l'occupation des territoires échelonnés le long du fleuve, et poursuivit sa marche vers l'est. En juillet 1895, les Français s'établissaient à Zemio, en février 1896, ils fondaient un poste à Tamboura : ils étaient parvenus au bassin du Nil.

C'est alors que fut décidée la mission Marchand. Les officiers français avaient fait un beau rêve : relier le Congo à l'Atlantique, l'Atlantique à la mer Rouge, passer du bassin du Congo dans celui du Nil, prendre par le Soudan l'Égypte, et, au revers, poser avec une force nouvelle la question de l'occupation de ce pays, réparer enfin la faute commise en 1894. Les Anglais, de leur côté, voulaient joindre le Cap au Caire, pour cela il leur fallait tout d'abord s'assurer le cours du Nil jusqu'aux grands lacs de manière à unir l'Égypte à la colonie de l'Afrique orientale. Ces deux lignes de l'Ouest à l'Est et du Nord au Sud devaient fatalement se croiser, le conflit était inévitable. Fachoda, bourgade obscure devenue subitement célèbre, fut le point d'intersection où les prétentions des deux nations rivales vinrent se heurter.

Parti de Marseille au mois de juin 1896, le capitaine Marchand perdit au Congo un temps précieux par suite de la défectuosité des communications, de la rareté et du mauvais vouloir des porteurs et ne put rejoindre M. Liotard qu'au commencement de 1897. Une fois renforcé, celui-ci alla occuper le nord Dem Z.ber, l'ancienne résidence de Lupton bey. Le capitaine Marchand, de son côté, se lança vers l'est. Pendant toute une année, cette poignée de Français, souffrant de privations et des difficultés de toutes sortes, accomplit des prodiges. A la fin de 1897, pendant que le capitaine Marchand courait en Europe qu'ils avaient été massacrés, ses compagnons passaient dans le bassin du Nil avec

elle péniblement transportée et garnissaient de postes français toute cette région. Fort-Desaix, au confluent de la Sobat et du Ouaou, devenait le quartier général du capitaine Archand ; puis une nouvelle poussée en avant se produisit. Le 20 juillet 1898, les Français étaient à Fachoda.

Pendant ce temps, les Anglais préparaient la conquête du Soudan égyptien. Après avoir assuré leurs communications par la construction d'un chemin de fer, ils lançaient contre les Mahdistes une armée de 24.000 hommes commandée par le sirdar Kitchener. Celui-ci remportait la victoire d'Omdourman (3 septembre 1898) et entra à Khartoum. Le 21 septembre, il arrivait à Fachoda. Trop tard. Archand y était depuis deux mois et pouvait lui offrir des légumes de son jardin.

Il appartenait à la diplomatie de résoudre le conflit. Ce fut la France qui ceda<sup>1</sup>. Le ministère Dupuy, « préoccupé

Sur le terrain juridique, les Français étaient très forts. Le Soudan, pouvaient-ils dire, n'appartient à personne, dès lors il doit être le premier occupant. Sans doute, l'Égypte, au temps du khédive Ismaïl, a étendu sa domination sur ce pays. A cette époque, non seulement le Sennar et le Darfour, mais encore le Bahr el-Ghazal et l'Équatoria étaient des provinces égyptiennes. Mais, à la suite de la rébellion du Mahdi, tous ces pays ont été abandonnés sans esprit de retour. Le firman donné par le khédive à Gordon le 27 janvier 1898 lui donnait pour mission « d'opérer l'évacuation de ce pays par ses troupes et par les fonctionnaires du gouvernement égyptien qui s'y trouvent », et c'est malgré les ordres reçus, malgré la volonté officielle de l'Angleterre, que Gordon, substituant ses vues personnelles au programme qui lui était tracé, persista à rester dans le Soudan, demandant inutilement des renforts, et se laissant, en fin de compte, enfermer dans Khartoum par les Mahdistes. L'im pacha, qui se trouvait en dehors de la zone de l'insurrection, était resté en place, toutes ses communications avec l'Égypte et l'Europe étant coupées, dans sa province d'Équatoria. On lui envoya Stanley, soi-disant pour le délivrer, en réalité pour l'arracher à sa province et pour effacer ainsi toute trace de la domination égyptienne.

Dans l'ancienne province égyptienne de l'Équateur, ainsi retenue *res nullius*, les Européens n'ont éprouvé aucun scrupule à établir et à affirmer leur domination. Les Anglais se sont installés à Wadelai, les Belges à Redjaf et à Lado. Pourquoi ce qui a permis aux Belges et aux Anglais dans l'ancienne province équa-

de subordonner ses efforts à la valeur du but », rapp  
commandant Marchand qui retourna en France en p

toriale serait-il défendu aux Français dans le Bahr-el-Ghaz  
raison de décider n'est-elle pas la même? Le maintien théoriqu  
droits du khédive sur le Soudan, nié par les Anglais dans le  
rêt, ne pouvait être logiquement invoqué par eux contre les  
çais.

L'Angleterre, il est vrai, abandonnant cet argument, invoc  
conquête du pays par l'armée anglo-égyptienne. A cela il étai  
de répondre, s'appuyant sur le texte de l'acte de la confère  
Berlin, que dès lors qu'un droit antérieur n'était plus invoc  
France avait pour elle celui du premier occupant.

Mais dans les rapports internationaux, les situations de fa  
plus fortes que les raisonnements juridiques. Le commandan  
chand et les quelques Européens qui l'accompagnaient n'avaie  
eux que 120 Sénégalais. Derrière le sirdar il y avait une arm  
tière. Les Français étaient à 5.000 kil. de l'Atlantique; ils avai  
de longs mois à se frayer un passage dans des régions inconn  
avaient enduré toutes les souffrances et s'étaient heurtés à tou  
difficultés; par une chance inouïe, qui aurait pu ne pas se ren  
au profit de ceux qui les auraient suivis, ils étaient arrivés ju  
Nil. Les Anglo-Egyptiens n'étaient qu'à 3.000 kil. d'Alexand  
fleuve et le chemin de fer leur donnaient toute facilité pour c  
niquer avec leur base d'opération et pour se ravitailler. La  
n'était pas égale.

D'un autre côté, la possession de Fachoda offrait beaucoup  
d'intérêt pour les Anglo-Egyptiens que pour nous. La vallée  
des grands lacs au delta, est une voie de communication in  
par la nature elle-même et beaucoup plus importante que ce  
l'on pourrait tracer de Loango à Obock. En tenant compte  
ment des indications fournies par la géographie physique, il  
naturel de placer Fachoda dans l'hinterland de l'Égypte q  
celui du Congo français. Par suite, Fachoda était désiré par  
glais avec plus d'intensité que par nous. Le 28 mars 189  
Chambre des communes, sir Edward Grey affirmait que les  
de l'Égypte et de l'Angleterre couvrent tout le cours du Nil, et  
expédition française venue de l'Afrique occidentale et pénétra  
la Vallée du Nil, serait considérée par l'Angleterre comme  
peu amical (*unfriendly*). Dès que l'on apprit en Angleterre  
sirdar avait été devancé à Fachoda par les Français, ce fut  
chainement inouï de colères (V. *Bulletin du Comité de l'A*  
*française*, novembre 1898). Succédant à la joie causée par la  
d'Omdourman, la déception était trop forte. Le sentiment qu  
nait alors dans les discours des orateurs et dans les articles  
blicistes était celui-ci : en passant du bassin du Congo dans c

Abyssinie. La mission Roilet procéda ensuite à l'évacuation du Bahr-el-Ghazal.

La mission Marchand toutefois n'a pas été inutile. Elle a pour conséquence indirecte d'assurer à la France la possession du Ouïlaï, d'empêcher les Anglais maîtres du Soudan égyptien de s'avancer vers le Tchad et de menacer ainsi les communications du Congo avec l'Afrique française du Nord. L'évacuation de Fachoda a eu en effet pour épigraphe la déclaration du 21 mars 1899 qui fixe la limite orientale de notre zone d'influence dans l'ouest de l'Afrique.

La forme assez singulière en apparence de cette déclaration s'explique par la préoccupation constante de ne rien négliger en ce qui concerne la question d'Égypte. De là une préférence fondamentale. Au Sud du 13° (lequel coupe le Nil un peu au-dessus de Khartoum), la France et l'Angleterre partagent. Leurs zones d'influence respectives sont tracées, en allant du sud au nord, par la ligne de partage des eaux entre le bassin du Nil et celui du Congo, jusqu'à l'intersection avec le 11°, puis par la frontière restant à déterminer entre le Darfour et le Ouadaï. Mais le tracé de cette frontière ne pourra en aucun cas dépasser à l'ouest le 13° long. est de Greenwich, 18° 40' est de Paris, ni à l'est le 23° long. est, 20° 40' de Paris (art. 1 et 2). Au nord de

ces limites les Français ont pénétré dans notre zone d'influence; ils n'ont évacué la place sans discussion.

Tout d'abord était en France le sentiment public. La conduite de Marchand et de ses compagnons inspirait une vive admiration, mais elle attirait aussi Fachoda par amour-propre plus que par intérêt. On trouvait facile de penser que tant d'efforts héroïques pourraient être accomplis en pure perte, mais on estimait avec raison l'intérêt de la France à la conservation de Fachoda — car l'ail. nous n'aurions pas pu nous maintenir — ne valait pas le mal mis en balance avec le risque d'une rupture avec l'Angleterre. Dans ces conditions, il était évident que le pays qui convoitait ainsi vivement la possession de Fachoda finissait par céder. Voir les livres bleus et jaunes publiés en octobre 1898 dans le *Bulletin Comité de l'Afrique française*, supplément au numéro de novembre 1898.

DE CHÉREUL, t. XXI, p. 95.

A. G. — L.

17

15°, au contraire, on fixe, en allant du nord aux limites de la zone d'influence française sans prononcer le nom de l'État dont relève le territoire voisin. C'est ce que dit l'art. 3, « partira du point de rencontre du tropique du Cancer avec le 16° long. est de Greenwich (13° 40' de Paris), descendra dans la direction du sud-est jusqu'à sa rencontre avec le 24° long. est de Greenwich (21° 40' de Paris) et suivra ensuite le 24° jusqu'à sa rencontre avec le 15° de lat. avec la frontière du Darfour telle qu'elle ultérieurement fixée ».

Cette déclaration, qui n'a pas été au début sans susciter les susceptibilités de la Porte et de l'Italie à cause de la Tripolitaine, est en somme satisfaisante. Le seul reproche pour nous des régions qu'elle attribue à l'Angleterre est de nous donner accès dans le bassin du Nil. Leur valeur intrinsèque est médiocre. Le Bahr-el-Ghazal est un pays pestilentiel. Le Darfour est un pays saharien, sablonneux, aux pluies rares. Le Ouadaï<sup>1</sup>, qui avec le Kanem fait notre lot, vaut mieux. Il appartient, partie à la région du Soudan, partie à cette zone intermédiaire entre le Soudan et le Sahara, qui n'est pas à dédaigner. Quant à notre zone d'influence saharienne, sa limite orientale suit à peu près le massif montagneux du Tibetsi qui constitue une limite naturelle.

**87. — Côte française des Somalis<sup>2</sup>.** — Sur la côte orientale d'Afrique, Obock nous appartenait depuis longtemps. Mais il fallut, pour décider le Gouvernement français

<sup>1</sup> Sur l'histoire du Ouadaï et son organisation actuelle, voir le rapport du capitaine Julien, *Bull. Com. A. F.*, 1904, suppl. p. 51, 87, 108 et 138).

<sup>2</sup> S. VIGNERAS, *Une mission française en Abyssinie*. — ROUARD DE CARD, *Les possessions françaises de la côte d'Afrique* (Revue générale de droit international public n° 3). — ANGOULVANT et VIGNERAS, *Djibouti, mer Rouge*, 1902. — MORIÉ, *Histoire de l'Ethiopie*, 2 vol., 1904. — *L'Abyssinie actuelle* (*Bull. Com. A. F.* 1905, suppléments 491).

ce point, le refus de l'Angleterre de laisser les navires de guerre français se ravitailler à Aden pendant la guerre de Chine, sous prétexte de neutralité. Cette prise de possession eut lieu en 1884. M. Lagarde, nommé commandant d'Obock, passa aussitôt avec les chefs indigènes de la région une série de traités qui cédaient à la France ou tout au moins plaçaient sous son protectorat les deux rives du golfe de Tadjourah<sup>1</sup>. La France possède ainsi une longueur de côtes de 250 kilomètres environ depuis le Raz Doumei jusqu'aux puits d'Hadou. La cession faite par l'Angleterre en 1887 des îles Mouscha situées à l'entrée du golfe en échange de Dongarela que la France possédait sur la côte de Zeila et Berbera complète cette possession. En 1896, le chef lieu de la colonie fut transféré d'Obock à Djibouti sur la rive sud du golfe, qui est la tête de ligne des caravanes pour tout le commerce avec le Harrar et le Choa.

La côte française des Somalis est limitée au sud par la limite anglaise de Zeila. La frontière a été fixée par une convention du 8 février 1888 : partant des puits d'Hadou, elle se dirige sur Abassouen et suit ensuite la route des caravanes qui passe par Bia Kabouba et Gildessa. Les deux gouvernements s'engagent à ne pas chercher à annexer le Harrar ou à le placer sous leur protectorat (art. 4).

Au nord, les limites entre les possessions françaises et la colonie italienne d'Assab ont été fixées seulement à la suite d'un incident de frontières, d'ailleurs vite aplani, survenu à Zeila en octobre 1898. La frontière, partant du Raz

<sup>1</sup> Traités des 9 août 1884 et 2 janvier 1885 avec Ahmed Lestah, sultan de Gobard, qui promet d'abord son amitié, puis accepte le protectorat de la France. A. — Traité du 14 décembre 1884 par lequel il cède toute la côte depuis Aï-Aï jusqu'à Arbadjo. — Traité du 1<sup>er</sup> septembre 1884, avec Ahmed ben Mohamed, sultan de Tadjourah, qui accepte le protectorat de la France, et traité du 18 octobre 1884 par lequel il lui cède les territoires de Ras Abi, Sangar et Roua. — Traité du 26 mars 1885 avec les chefs assas qui acceptent le protectorat de la France. A remarquer la formule employée dans ces traités de protectorat, le souverain indigène « donne son territoire à la France pour qu'elle le protège contre tout étranger ».

Doumeirah, se dirige aujourd'hui vers Besidiri et suit ensuite le thalweg de la Weima jusqu'à Daddato (protocoles des 24 janvier 1900 et 10 juillet 1901). La route des caravanes d'Assab vers Assouah reste libre au profit de l'Italie.

A l'est, les possessions françaises sont voisines de l'Abyssinie. Ce pays, qui était resté isolé pendant quatorze siècles « comme une île de chrétiens au milieu de la mer des païens » avait réussi à maintenir son indépendance malgré ses divisions intérieures. Theodoros, Jean et Ménélik, le négus actuel, étaient arrivés à refaire l'unité nationale. Ils allaient avoir à défendre l'indépendance de leur pays, non pas contre les attaques des musulmans, mais contre les intrigues et les convoitises des nations chrétiennes.

Le principal danger vint de l'Italie<sup>1</sup>. Le gouvernement italien interprétait l'art. 17 du traité signé avec Ménélik Ucciali le 2 mai 1889 comme contenant l'établissement d'un protectorat. L'adhésion de l'Angleterre fortifiait les prétentions italiennes (protocoles des 24 mars et 13 août 1889, convention du 5 mai 1894). D'après ces textes, les possessions italiennes de la mer Rouge devaient se relier à celles de la côte de l'Océan Indien, en embrassant l'Éthiopie et le Harrar; les possessions françaises et anglaises de la côte Somalis n'étaient plus que de simples enclaves au milieu d'un grand domaine italien. Cette entente créait pour la France une situation inacceptable. Elle enlevait à notre colonie le bock la plus grande partie de son utilité. Elle violait des engagements pris par l'Angleterre envers la France ce qui concerne le Harrar<sup>2</sup>. Heureusement pour nous Ménélik ne voulut pas se résigner au rôle de protégé et infligea aux Italiens le désastre d'Adoua (mars 1896); le tsar d'Addis-Abbaba (20 octobre 1896) proclama l'indépendance absolue et sans réserve de l'empire éthiopien.

Se sentant menacé par les ambitions de l'Angleterre et

<sup>1</sup> Sur le conflit entre l'Italie et l'Abyssinie, voir l'article de M. PAGNET dans la *Rev. gén. de dr. int. publ.*, 1897, p. 5-61.

<sup>2</sup> Interpellation de M. Étienne à la Chambre des députés, séance du 7 juin 1894.

que par celles de l'Italie. Ménélik se tourna vers la France. Notre modeste établissement de la côte des Somalis n'avait lui porter aucun ombrage et son existence lui était au point de vue commercial l'indépendance des communications de l'Éthiopie avec l'Océan. La France avait toujours vécu en bonne intelligence avec son pays (traité d'amitié et de commerce signé par Rochet d'Héricourt avec le roi Choa en 1843). M. Lagarde, envoyé en mission au Soudan et au Menelik en 1897, obtint le renouvellement de ce traité et la ratification de la convention relative à la construction d'un chemin de fer de pénétration ayant Djibouti pour point de départ. La convention du 20 mars 1897 (approuvée par décret du 24 mai) n'a pas été publiée. Un article consacrant la ligne frontière qui passerait à environ 90 kilomètres de la côte. La superficie des possessions françaises est évaluée dans ces conditions à 36.000 km. c. environ, soit l'équivalent de cinq départements français.

Dans les premières années du  $xx^e$  siècle, à la suite de dif-  
 férences relatives à l'achèvement du chemin de fer, l'influence  
 française a baissé auprès du gouvernement éthiopien. En  
 ce temps la rivalité entre la France, l'Angleterre et l'Ita-  
 lien dans ce coin de l'Afrique a pris un caractère plus aigu,  
 brisant la bonne harmonie existant entre ces trois pays dans  
 le reste du monde. Après de longues et difficiles négocia-  
 tions, ils ont fini par arriver à une entente. Par la conven-  
 tion du 13 décembre 1906, les trois puissances se sont accor-  
 dées pour « maintenir le *statu quo* politique et territorial  
 en Éthiopie » (art. 1), pour observer une attitude de neutra-  
 lité et s'abstenir de toute intervention dans les affaires de ce

Depuis 1897, de nombreuses missions ont été envoyées en Abyssinie. Le 14 mai, 1897, M. Renell Rodi a signé au nom de l'Angleterre un traité de commerce avec Menchik. La Russie, qui a toujours exercé dans ce pays une certaine influence, surtout quand il est vrai, coup de main du cosaque Atch-noff sur Sagallo (1901), a envoyé la mission Léontief. Parmi les missions françaises, citons celles du prince Henri d'Orléans, de M. de Boncompagni-Ludovisi, *Vers Fatchoda*, de M. Hugues Le Roux, de M. Dabourgnon.

pays au cas où des compétitions ou des changements intérieurs se produiraient (art. 3), et pour maintenir l'intégrité de l'Éthiopie (art. 4). Pour le règlement des difficultés relatives au chemin de fer, voir plus loin, chap. XIII.

**88. — Madagascar<sup>1</sup>. Traité de protectorat du 17 décembre 1885.** — Dans l'Océan Indien, la grande île Madagascar est devenue colonie française, et cette acquisition a été immédiatement populaire. Contrairement à ce qui s'est passé pour l'Algérie, la Tunisie et le Tonkin, le Gouvernement n'a pas eu à vaincre la répugnance des Chambres pour les expéditions lointaines. C'est au contraire l'opinion publique qui a excité son zèle et qui lui a imposé une politique énergique. Il serait injuste de ne pas signaler la part que la propagande incessante des représentants de l'île de la Réunion a eue dans ce revirement curieux des tendances habituelles du Parlement.

La faiblesse de la politique impériale avait singulièrement compromis la situation de la France à Madagascar. Ce fut précisément le mépris avec lequel étaient traités dans cette île les droits des Français qui força le Gouvernement de la République à agir. Un de nos compatriotes, M. Labor, qui avait vécu de longues années à Madagascar et qui avait fondé à Tananarive un établissement industriel important, était mort en 1878. Le gouvernement hova refusa de reconnaître sa succession à ses héritiers en s'appuyant sur une loi

<sup>1</sup> L. BRUNET, *La France à Madagascar*, 1895. — G. HANOT, *L'affaire de Madagascar*, 1896. — Général DUCHESNE, *Rapport sur l'expédition de Madagascar*, accompagné d'un atlas, 1896. — Général GALLIÉNI, *Rapport d'ensemble sur la situation générale de Madagascar* (publié au J. off., nos du 7 mai au 2 juin 1899). — Général PENNEQUIN, *Rapport sur la situation générale de la colonie du 1<sup>er</sup> mars 1899 au 1<sup>er</sup> mars 1900*, 2 vol. in-4°. — *Guide de l'émigrant à Madagascar*, 3 vol. et un atlas, 1899. — Capitaine HELLOT, *La pacification de Madagascar*, 1898-1899. — L. BRUNET, *L'œuvre de la France à Madagascar*, 1903. — G. GRAVIER, *Madagascar*, 1904. — A. YEU, *Madagascar*, 1905. — Général GALLIÉNI, *Madagascar de 1896 à 1905*, 2 vol., 1905.

laquelle il résultait que la terre ne pouvait appartenir à des étrangers. C'était la violation de l'article 4 du traité de 1862 qui accordait aux Français « la faculté d'acheter, de louer, de prendre à bail, de mettre en culture et en exploitation des terres, maisons et magasins dans les États du roi de Madagascar », texte dont la disposition avait d'ailleurs été confirmée par l'article 4 du traité de 1868. En même temps, le roi Ranavaloa II niait les droits sur la côte nord ouest que nous tenions des traités de 1841, déclarait que « la mer devait être la limite de son royaume » et faisait occuper Majunga. Le consul français était obligé de quitter Tananarive où sa vie était en danger.

Une action énergique devenait nécessaire. L'amiral Pierre Ambrès vint à Majunga et Tamatave (1883). Mais, en présence de l'hostilité qu'une nouvelle expédition coloniale rencontrait dans les Chambres, on laissa les choses traîner en longueur. Des négociations furent engagées et aboutirent au traité du 17 décembre 1885. L'art. 1 de ce traité portait que « le Gouvernement de la République représentera Madagascar dans toutes ses relations extérieures », et que « les Français seront placés à l'étranger sous la protection de la France ». Un résident, ayant droit à une escorte militaire, était établi à Tananarive<sup>1</sup> avec mission de présider aux relations extérieures de Madagascar, mais sans s'immiscer dans l'administration intérieure (art. 2 et 3). Le gouvernement hova s'engageait à nous payer une indemnité de 10 millions (art. 8 et 9). Malheureusement, à d'autres points de vue, ce traité constituait un recul. La France reconnaissait en Ranavaloa la reine de l'île entière, abandonnant ainsi, au même temps que son droit de souveraineté sur la côte nord-ouest, ses alliés Sakalaves et Antakares en faveur desquels elle stipulait seulement « un traitement bienveillant. » D'un autre côté l'art. 6, revenant sur les droits que les Français tenaient des traités antérieurs, portait qu'ils pour-

<sup>1</sup> Cette fonction fut successivement remplie par MM. Le Myre de Beauregard (1885), Bompard (1889), Lacoste (1891) et Larrouy.

raient être simplement locaux, par baux emphytéotiques de propriétés immobilières. Les dispositions de ces traités furent encore aggravées par une lettre explicative écrite le 9 janvier 1886 par MM. Miot et Patrimonio au premier ministre Rainilaiavony, lettre qui, bien que désavouée par le Gouvernement français, n'en a pas moins constitué un argument sans cesse invoqué à l'appui des prétentions du Gouvernement hova.

Du traité de 1885 la France n'a retiré en fait que deux avantages. D'abord, la reconnaissance de son protectorat par les puissances étrangères a constitué de leur part une renonciation à intervenir désormais dans les affaires de Madagascar. L'Allemagne, par la convention du 17 août 1885 et l'Angleterre, par celle du 5 août 1890, ont reconnu les droits que nous tenions du traité de 1885, et elles ont donné à leurs consuls de s'adresser à notre résident général pour solliciter *l'exequatur*. Cela donnait au Gouvernement français la possibilité d'agir sans avoir aucune complication diplomatique à craindre. D'un autre côté, par l'article 13, le Gouvernement de la République s'était réservé « le droit d'occuper la baie de Diégo-Suarez et d'y faire des installations à sa convenance ». Cette rade magnifique, avec son bassin central et ses cinq baies, est la plus forte position maritime de l'Océan Indien. Nous acquîmes ainsi au sud de l'île une véritable colonie (chef-lieu Antsirane) dont la population augmenta rapidement grâce à l'immigration continuelle des indigènes qui venaient se mettre à l'abri de notre drapeau pour échapper à la domination hova.

Malgré toutes ses imperfections, le traité de 1885 offrit une base assez solide pour permettre aux Français d'accroître peu à peu à Madagascar l'influence prépondérante qu'ils exercent dans les autres pays soumis à leur protectorat. Malheureusement, le Gouvernement français ne fit pas sentir sa force. Les intrigues des missionnaires protestants qui faisaient de nombreuses conversions, les calomnies répandues contre les Français que l'on accusait de se nourrir de cœurs humains et l'hostilité des ministres hovas fini-

créer dans l'île une situation intolérable à nos compatriotes<sup>1</sup>.

Le Gouvernement français chargea M. Le Myre de Vilers d'offrir une suprême tentative de conciliation. Le Gouverneur répondit par un contre-projet qui était la négation même des droits que nous tenions du traité de 1885. Le Myre de Vilers prit le chemin de la côte, ramenant avec lui tous les Français (octobre 1894). C'était la guerre.

### 9. — Madagascar (Suite). Conquête et annexion de

— La loi du 7 décembre 1894 ouvrit un crédit de 65 millions pour faire face aux dépenses de l'expédition qui fut confiée au ministère de la Guerre. Il suffit ici de rappeler en quelques lignes les phases principales de cette expédition coûteuse et ardue qui passionna alors l'opinion publique<sup>2</sup>. Le 30 novembre 1895, le général Duchesne entra à Tananarive et le lendemain la reine signait le nouveau traité de protec-

tion. Interpellation de M. Brunet à la Chambre des députés le 12 janvier 1894.

Difficultés soulevées à l'occasion du contrat passé par le Gouvernement français avec la maison *Clarkson and Co* pour le transport des troupes. Interpellations du 5 février 1895 à la Chambre des députés et du 18 février à la Chambre des communes. — Formation du 20<sup>e</sup> régiment d'infanterie et manifestations patriotiques. — Arrivée des premières troupes à Maunga avec le général Mangin le 28 février. — Lenteur et désordre du débarquement. — Occupation de la baie de Bonleux et prise de Mahat. — Le Maroc. Arrivée du général Duchesne commandant en chef de l'expédition le 6 mai. — Longue et pénible marche à travers les vallées de l'Isimbou et de l'Ikopa et mauvaise construction de la route sur laquelle devaient circuler les trop célèbres voitures Lefèvre. — Prise de Bobato le 23 mai et de Mevatanana le 9 juin. — Séjour à Sakelie qui devient la base d'opération du corps expéditionnaire. — Combats de Tsarasoatra et de Bouiza le 19 et 20 juin. — Prise d'Antanarivo le 22 août. — Inquiétudes de l'opinion publique en présence des lenteurs et des difficultés de l'expédition. — Formation d'une colonne de réserve à la tête de laquelle se met le général Duchesne laissant derrière lui le gros de l'expédition. 10 septembre. — Combat de Tsimanary le 15 septembre. — Passage des monts Ambondrina le 19 septembre. — Prise d'Antohy le 23 septembre et de Babay le 24 septembre. — Entrée des troupes françaises à Tananarive (30 septembre).

torat rédigé par le Gouvernement français qu'il avait avec lui.

Ce traité parut en général insuffisant et une di célèbre s'éleva à cette époque entre les partisans du *torat* et ceux de l'*annexion*<sup>1</sup>. Ces derniers dans avaient raison. En matière coloniale, il ne faut pas é clave d'une formule unique. Un système excellent nisie et nécessaire en Indo-Chine peut être détes Madagascar. En Tunisie et en Indo-Chine nous avon ment rencontré une population indigène nombreuse et gène, habituée à obéir à un gouvernement établi de siècles, et sur l'esprit de laquelle l'ascendant de nos n'a jamais été plus grand que le nôtre. A Madagas contraire, les Hovas, dont l'arrivée dans l'île n'était térieure de beaucoup de siècles à la nôtre, étaient depuis l'origine avec les anciens habitants qui les dé ils avaient embrassé une religion prêchée par des naires hostiles à l'influence française; leur gouver dont les droits sur l'île entière étaient une pure inven autorités anglaises, n'avait en dehors de l'Imérina qu voir discuté et il était notre ennemi traditionnel. L'au la France n'avait rien à gagner à s'appuyer sur ce de l'*hégémonie hova*, lequel n'était devenu redout parce que nous avons eu la naïveté d'y croire. Le torat aurait laissé le champ libre à toutes les intri il fallait qu'il fût bien entendu dans nos rapports puissances étrangères que les Français seraient d chez eux à Madagascar et que les étrangers qui vie se fixer dans cette île seraient en territoire frança

<sup>1</sup> Le système du protectorat avait pour lui les faits acco pinion du Gouvernement, la majeure partie de la presse et culier le *Temps* et les *Débats*. Cpr. l'article de M. Hanotau *Revue de Paris* du 1<sup>er</sup> janvier 1896. — En faveur de l'ann campagne ardente a été menée par M. de Mahy qui entra verses sociétés de géographie, par M. Le Myrè de Vilers (*Paris*, 15 novembre 1895) et par M. Paul Leroy-Beaulieu (*miste français*, 24 août et 19 octobre 1895, *Revue des D des*, 15 novembre 1895).

intérieure du pays était une question secondaire  
 uvions ensuite régler à notre guise, l'annexion  
 d'ailleurs nullement d'utiliser dans ce but des  
 igènes.

ction, très rationnelle, fut posée par le minis-  
 is lors de son arrivée au pouvoir (déclaration  
 bre 1895). En conséquence, au traité du 1<sup>er</sup> oc-  
 stitué un texte nouveau, ayant le caractère d'un  
 al signé par la reine « après avoir pris connais-  
 déclaration de prise de possession de l'île de  
 par le Gouvernement de la République fran-  
 vier). Cette prise de possession fut notifiée aux  
 rangères le 11 février. Celles-ci ayant demandé  
 sements sur le point de savoir si, sous ce ré-  
 u, les traités antrefois signés par elles avec le  
 nt hova subsisteraient, et des critiques s'étant  
 rance basées sur ce que, aux termes de l'art. 8  
 stitutionnelle du 16 juillet 1875, « nulle adjonc-  
 oire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi <sup>1</sup> »,  
 otée (6 août 1876) dont l'article unique coupait  
 utes les difficultés en déclarant colonie fran-  
 Madagascar avec les îles qui en dépendent.

e de possession avait laissé néanmoins subsister  
 ment de la reine dans l'administration intérieure  
 faiblesse du premier résident, M. Laroche, fail-  
 mettre les résultats de la conquête. La révolte  
 ertement fomentée gagnait rapidement. De nom-  
 ais étaient massacrés par les rebelles. La route  
 e à la mer n'était plus sûre. Le général Galliéni,  
 roche remit ses pouvoirs le 28 septembre 1896,  
 tat de siège, fit fusiller deux hauts personnages  
 articulièrement compromis, remplaça les gou-  
 vas, que l'on avait commis la faute de conser-  
 s de l'Emyrne, par des chefs indigènes choisis  
 ndications des habitants. Ranavaloa cessait d'être

tion de M. F. Charmes du 19 mars 1896.

reine de Madagascar et ne fut plus dès lors désignée sous le nom de reine d'Emyrne. Elle ne devait pas couvrir d'ailleurs longtemps ce titre amoindri. Son palais était un foyer d'intrigues anti-françaises et son nom seul à entretenir les espérances des Hovas. Le 28 février 1897 le général Galliéni prit un arrêté abolissant la royauté d'Emyrne et Ranavalona fut exilée à la Réunion<sup>1</sup>. Tout ce protectorat se trouvant dès lors effacé, le décret du 17 juillet 1897 mit les mots d'accord avec la réalité en qualifiant le général Galliéni de gouverneur général. Le système d'occupation méthodique et progressive ou de la « tâche d'hérault » exposé dans ses instructions aux commandants de cercles, avec l'habileté avec laquelle il a su plier sa politique aux besoins variés des diverses régions de l'île, ont amené rapidement la pacification de Madagascar. Au mois d'octobre 1905, le général Galliéni, considérant son œuvre accomplie, a demandé à être relevé de ses fonctions pour rentrer en France. Il a été remplacé par M. Augagneur, député du Rhône.

## 90. — Madagascar (suite). Notions géographiques

— Madagascar est, après le groupe de nos établissements du nord-ouest africain et l'Indo-Chine, la plus importante de nos possessions. Cette île, la plus vaste du globe après Bornéo et la Nouvelle-Guinée, est grande comme la France, la Belgique et la Hollande réunies (592.000 k. c.). Elle s'étend d'Ambre au nord au cap Sainte-Marie au sud, elle a 1.400 kilomètres de longueur et, sauf dans sa partie septentrionale elle a en général de 400 à 500 kilomètres de largeur. Son contour reproduit assez bien la forme d'un immense triangle gauche orienté du S.-S.-O. au N.-N.-O. Son littoral présente un développement d'environ 5.000 kilomètres. Du cap d'Ambre au nord et la pointe à Larrée (en la baie de Sainte-Marie), la côte est entamée par quelque baies. Les principales sont la baie de Diégo-Suarez et la

<sup>1</sup> En 1899, elle fut transportée en Algérie.

d'Antongil; elle se dirige ensuite presque en ligne droite jusqu'à Fort Dauphin où elle tourne à l'ouest pour rejoindre le cap Sainte Marie. La côte ouest ondule d'abord lentement du cap Sainte-Marie au cap Saint-André (de Saint-Augustin, cap Saint-Vincent). Du cap Saint-Jacques au cap d'Ambre, elle est creusée par des baies profondes : baies de Bombeloke, de Malajamba, de Narinda, de Loza, de Pasindava, de Marobako, d'Ambato et, au sud du cap Saint Sébastien, baies de Befotaka et du Coule et parsemée de nombreuses îles. Un axe montagneux, qui rapproche de la côte est, sépare les bassins des cours d'eau qui se jettent dans l'Océan Indien de ceux des fleuves qui coulent vers le canal de Mozambique. Les premiers, très nombreux. Les principaux sont, en allant du nord au sud : le Maningory par où se déversent les eaux du lac Alaotra, l'Onibe, l'Ivondrona, la Volotra grossie de l'Iliana, le Mananjary, dont la vallée, qui court d'abord du nord au sud, coupe la route de Tananarive à la Côte Est et qui tourne vers l'est après avoir reçu l'Onibe, le Manara, le Mandraré. Les fleuves qui coulent vers le sud de Mozambique sont, en allant également du nord au sud : la Soha, la Mahajamba, la Besiboka grossie de l'Ikopa, le Mahavary, le Monambo, la Tsaribihina, le Mangoka, le Mahahy. La longueur de cette colonie, dont la partie méridionale se trouve située dans la zone tempérée, la diversité des climats et des altitudes font de la colonisation de Madagascar un problème beaucoup plus complexe que ne le laisserait supposer au premier abord son caractère insulaire.

**21. — Les Comores et les autres îles françaises de l'Océan Indien.** — L'influence française s'est également exercée sur les îles voisines de la grande terre. Des traités conclus en 1887<sup>1</sup>, renouvelés et renforcés depuis à diverses

<sup>1</sup> Traités des 6 janvier Grande-Comore, 21 avril Anjouan et 26 avril Mohéli, approuvés par décrets des 12 juillet 1886 et 9 janvier 1888.

reprises <sup>1</sup>, ont placé sous notre protectorat les trois îles d'Anjouan (380 k. c., ch.-l. M'samoudou), de la Grande-Comore (1100 k. c., ch.-l. M'roni) et de Mohéli (230 k. c., ch.-l. Fomboni), qui forment avec Mayotte (300 k. c.) l'archipel des Comores. Toutes les îles réunies de cet archipel ont 2.070 k. c. la superficie d'un de nos arrondissements. Un projet de loi transformant le protectorat en annexion et déclarant les îles d'Anjouan, de Mohéli et de la Grande-Comore colonies françaises, a été déposé sur le bureau de la Chambre le 2 janvier 1907. Cette transformation ne fera d'ailleurs que régulariser une situation de fait.

D'un autre côté, à une question adressée le 4 juin 1892 par M. de Mahy, député de la Réunion, au ministre des Affaires étrangères, relativement à l'occupation par l'Angleterre des îles Aldabra, Cosmoledo, Assomption et Astou qui se trouvent à un jour de Diégo-Suarez et à cinq jours des Seychelles, M. Ribot a répondu en reconnaissant le droit de l'Angleterre sur ces îles, mais en affirmant ceux de la France sur les *îles Glorieuses* <sup>2</sup>, plus rapprochées de la grande terre, ainsi que sur celles de *Saint-Paul* (7 k. c.) et d'*Amsterdam* (50 k. c.) <sup>3</sup> qui se trouvent à moitié chemin du cap de Bonne-Espérance et de l'Australie. A la suite de cette déclaration, un navire a été envoyé pour prendre possession de ces points (août-septembre 1892) ainsi que des *îles Kerguelen* (environ 4.000 k. c.) qui se trouvent un peu plus sud dans l'Océan Glacial (janvier 1893) <sup>4</sup>. En 1897, le pavillon français a été planté sur les îles *Juan de Nova* (St-Christophe), *Europa* et *Bassas da India* dans le canal de Mozambique.

Notre établissement à la Grande-Comore est dû essentiellement à l'initiative d'un naturaliste français, M. Humblot.

<sup>1</sup> Voir not. les traités du 15 octobre 1887 et du 8 janvier 1892 avec le sultan d'Anjouan,

<sup>2</sup> Ce petit archipel est composé de l'île Glorieuse qui a environ 3 k. c., et de deux îlots minuscules: l'île Verte, et l'île du Lys.

<sup>3</sup> Voir l'article de M. CH. VELAIN dans les *Annales de géographie* 1893, p. 239-241 et 329-354.

<sup>4</sup> Voir le *Temps* des 27 décembre 1892 et 5 janvier 1893.

<sup>5</sup> Note insérée au *J. off.* du 31 octobre 1897.

## 2. — L'Indo-Chine française. Premières difficultés de l'Annam au sujet du Tonkin. Traité du 15 mars 1874<sup>1</sup>.

En 1872, un négociant français, M. Dupuis, qui avait passé avec le gouvernement chinois un traité pour la fourniture des armées qui réprimaient une insurrection dans l'Yunnan, s'aperçut que la vallée du Song-Koï formait le chemin le plus court pour pénétrer dans cette province; il se rendit au Tonkin et comprit admirablement tout le parti qu'on pourrait tirer des ressources naturelles de ce pays et de l'antipathie du peuple tonkinois pour la dynastie des Qing. En 1873, le lieutenant de vaisseau Francis Garnier, envoyé au Tonkin par l'amiral Dupré, gouverneur de la Chine, pour étudier les moyens d'ouvrir ce pays au commerce français et pour régler les difficultés entre M. Dupuis et les autorités annamites, s'étant heurté à l'hostilité de ces dernières, s'empara en trois semaines, avec deux canonniers et moins de 200 hommes, d'Hanoï et de tout le Delta par un coup de main hardi que l'on a comparé aux exploits merveilleux des grands conquistadores espagnols. Malheureusement, Garnier fut tué quelques jours après dans une lutte contre des pirates (21 décembre 1873).

C'est alors qu'un ambassadeur français, M. Philastre, signa avec le roi d'Annam le traité du 14 mars 1874<sup>2</sup> auquel son nom est resté attaché. M. Philastre connaissait merveilleusement la langue et les institutions de l'Annam. Malheureusement son amour passionné pour cette vieille civilisation

JEAN DUPUIS, *Les origines de la question du Tonkin*, 1896, et *Tonkin et l'intervention française*, 1898. — *L'affaire du Tonkin par un diplomate* (M. Billot). — J. FERRY, *Le Tonkin et la Chine*, 1890. — BOUIN et PAULUS, *L'Indo-Chine française contemporaine*, t. II. — A. DE POUVOURVILLE, *La question d'Extrême-Orient*, 1900. — *Bibliothèque coloniale internationale, Le rôle des protectorats*, t. I. — J. SILVESTRE, *La politique française dans l'Indo-Chine* (Ann. des sciences pol., 1895, 1896 et 1897). — L. DE REINACH, *Recueil des traités passés par la France en Extrême-Orient*.

DE CLERCQ, t. XI, p. 144, Ce traité a été complété par un traité de commerce du 31 août 1874 (DE CLERCQ, t. XI, p. 227).

le portait à apprécier avec trop de sympathie les prétentions du gouvernement annamite. Il ne cachait pas son mécontentement pour un « certain Dupuis » et au fond il blâmait Garnier. Il savait d'ailleurs qu'une attitude exigeante de sa part n'aurait pas été encouragée et soutenue par le Gouvernement français de cette époque. Toutes ces considérations expliquent la faiblesse de ce traité, traité obscur, source de difficultés inextricables. La France reconnaissait « la souveraineté du roi de l'Annam et son entière indépendance vis-à-vis de toute puissance étrangère quelle qu'elle soit », et promettait son appui contre toute attaque (art. 2). Ce traité de son côté s'engageait « à conformer sa politique extérieure à celle de la France et à ne rien changer à ses relations diplomatiques actuelles » art. 3. L'Annam reconnaissait la souveraineté de la France sur les provinces conquises en 1873 (art. 5), moyennant la remise de son ancienne indemnité de guerre impayée (art. 6), et ouvrait librement au commerce français le fleuve Rouge et les trois villes de Qui-Nhông, Haiphong et Hanoi (art. 11 et 12) en donnant à la France le droit d'avoir dans chacune de ces villes un consul « d'une force suffisante dont le chiffre ne devra pas dépasser le nombre de 100 hommes pour assurer sa sécurité et respecter son autorité » art. 13). Mais, en même temps, la France abandonnait le Tonkin et les Tonkinois qui s'étaient compromis pour elle, moyennant une vague promesse d'assistance (art. 8), et faisait à l'Annam le cadeau étrange d'un matériel de guerre art. 4. L'art. 20 donnait à la France le droit d'entretenir à Haï un résident pour « veiller à la pacifique exécution des articles du traité<sup>1</sup> ».

Le gouvernement annamite ne tint aucun compte de ce traité et, pour mieux se soustraire au protectorat effectif de la France, se rapprocha du gouvernement chinois au

<sup>1</sup> En vertu de cet article, M. Rœnart fut chargé d'affaires de la France au Tonkin du 30 juillet 1875 au 28 mars 1883 sauf deux intervalles pendant lesquels cette fonction fut remplie d'abord par M. Philastre (septembre 1876-2 juillet 1879), puis par M. de Champeaux (6 août 1880-17 août 1881).

était autrefois lié par un lien de vassalité tombé en désuétude. En 1876 et en 1880, il fit porter un tribut à Peking. En 1878, il invita les troupes chinoises à occuper une partie du Tonkin pour l'aider à réprimer une insurrection. La même année, des lors, par l'intermédiaire de son ambassadeur le comte de Tseng, déclara ne pouvoir reconnaître le traité de 1874 fait en violation de ses droits historiques. Notre ministre en Chine, M. Bourée, fut chargé de négocier un traité pour mettre fin à ces difficultés (1882), celui qu'il négocia partageait le Tonkin entre la France et la Chine, laissant à cette dernière puissance toute la rive gauche du Mékong. Le Gouvernement français crut devoir le désavouer.

**1883. — L'expédition du Tonkin. Traités de 1883 et 1884 avec l'Annam.** — Sur ces entrefaites, le commandant Rivière, qui était allé renforcer la petite garnison de Hué, fut tué dans une sortie contre les Pavillons noirs (en 1883). La nécessité de venger l'honneur du drapeau, incita le Gouvernement français à envoyer au Tonkin le général *Bouet* à la tête d'un corps expéditionnaire. En même temps, un décret du 8 juin 1883 nomma le docteur *Harmand* commissaire général de la République française en Indochine. Tandis que le général Bouet guerroyait au Tonkin, le docteur Harmand, appuyé par l'amiral Courbet qui bombarde les forts de Hué et envoya à terre un petit corps de débarquement, imposa au roi Hiep hoa (lequel avait succédé au roi Tu-duc le 17 juillet 1883), le traité du 23 août 1883. Ce traité précisait nettement les droits de la France dans son Indochine ainsi conçu :

« Art. 1. — L'Annam reconnaît et accepte le protectorat de la France, et les conséquences de ce mode de rapports au point de vue du droit diplomatique européen c'est-à-dire que la France présidera les relations de toutes les puissances étrangères, y compris la Chine, avec le gouvernement annamite qui ne pourra communiquer avec lesdites puissances que par l'intermédiaire de la France seulement »

Ce traité était l'œuvre personnelle de M. Harmand, une pensée politique qui l'avait dicté révélait une connaissance approfondie des choses de l'Indo-Chine : amener la maison des Nguyen à se désintéresser du Tonkin, établir forte notre autorité dans ce dernier pays, laisser au contraire à Annam proprement dit une indépendance relative, mais en même temps le réduire à l'impuissance en lui coupant les vivres dans ce but, attribuer la province de Bin-Thuan à la Cochinchine et comprendre dans le Tonkin les trois provinces de Thanhhoa, de Nghe-han et de Ha-tinh qui faisaient partie du pays à l'époque de la rivalité des Trinh et des Nguyen (n° 1).

Le 30 novembre suivant, le roi Hiep-hoa mourut, probablement empoisonné, et vers la même époque, pour mettre fin à une rivalité fâcheuse entre l'autorité civile et l'autorité militaire, l'amiral *Courbet* fut nommé commandant en chef des forces de terre et de mer (du 23 décembre 1883 au 23 février 1884). Il s'empara de Son-Tay, mais derrière les Pavillons noirs, il trouva les réguliers chinois. C'était la rupture avec la Chine, dont l'ambassadeur à Paris, le comte de Tseng, n'avait d'ailleurs cessé de protester contre le traité de 1883 et contre notre action militaire au Tonkin.

De nouveaux renforts furent envoyés avec le général division *Millot* qui prit le commandement du corps expéditionnaire (du 12 février au 7 septembre 1884). Le général *Millot* prit Bac-Ninh, Thai-Nguyen, Hung-Hoa et Tuong-Quang, et chassa les Chinois du delta. La Chine demanda la paix, et un premier traité fut signé avec elle à Tien-tsin le 11 mai 1884. Quelques jours plus tard, le général *M. Fournier* signait à Hué avec le nouveau roi d'Annam Kien-Phuoc, un autre traité de protectorat (6 juin 1884) sensiblement plus doux que celui de 1883. D'une part, en effet, le Gouvernement français s'était engagé par le traité de Tien-tsin à n'employer dans ce nouveau traité « aucune expression de nature à porter atteinte au prestige du Ciel et de l'Empire ». D'autre part, il fallait obtenir l'adhésion du

<sup>1</sup> DE CLERCQ, t. XIV, p. 374.

le roi, lequel ne se croyait pas engagé par la signature de son prédécesseur (chez les Asiatiques, un traité est considéré comme nul lorsque son signataire vient à mourir peu de temps après). Ce traité de 1884 restitue à l'Annam la province de Binh-Thuan et les trois provinces tonkinoises qu'il avait enlevées le traité de 1883. Sur ce point il reproduit la politique du docteur Harmand; mais il reconnaît la distinction entre le Tonkin et l'Annam proprement dit. Dans l'Annam, un résident général, établi à Hué, préside aux relations extérieures du pays, mais, sauf en ce qui concerne les douanes et les travaux publics, la France n'a pas à s'immiscer dans l'administration intérieure. Il en va autrement au Tonkin où les fonctionnaires annamites de toutes catégories sont surveillés et dirigés par des résidents français. D'après ces dispositions, notre protectorat devait s'exercer beaucoup plus étroitement sur le Tonkin, ce qui déguisait une demi-annexion, que sur l'Annam. Bien que ce traité de 1884 soit toujours resté la base théorique de notre domination, la distinction qu'il a posée a d'ailleurs en fait une grande partie de son importance depuis l'œuvre d'unification entreprise par M. Doumer.

Le traité de 1884 ne mit pas fin cependant aux opérations militaires lesquelles recommencèrent bientôt à la suite du départ de Bac-Lé (juin 1884) où une colonne française fut surprise par les troupes chinoises. Pendant que l'amiral Courbet bombardait Fou-tchéou et s'empara de Formose et des îles Pescadores, le général Brière de l'Isle, qui avait été cédé au général Millot, prenait l'offensive au Tonkin, tandis qu'il courait délivrer les assiégés de Tuyen-ang, avait lieu la retraite de Lang-son. Le général Nègre blessé abandonnait le commandement au lieutenant-colonel Herbinger. La dépêche alarmante qui annonçait cette nouvelle entraîna la chute du ministère Ferry (30 mars 1885). Le gouvernement chinois, appréciant plus sainement la situation, entamait alors les négociations qui devaient bientôt aboutir à un second traité de paix signé à Tien-tsin par M. Patenotre le 9 juin 1885.

Pendant ce temps, la révolte éclatait dans toute l'Chine. Le général *de Courcy*, à la fois commandant en chef et résident général, exerçait alors tous les pouvoirs civils et militaires (du 31 mai 1885 au 26 janvier 1886). À la suite du guet-apens de Hué, il imposa à la cour une nouvelle convention du 30 juillet 1885 dont les dispositions furent encore aggravées par la dépêche ministérielle du 13 août 1885. Le représentant de la France pouvait soumettre l'Annam au même régime que le Tonkin. Aucune nomination ou révocation de haut fonctionnaire ne pouvait avoir lieu sans son assentiment. Armée, finances, aucune affaire n'échappait à l'influence française. Ce régime rigoureux appliqué tant que resta le général de Courcy, ne fut jamais soumis aux Chambres ni approuvé par elles. Il entraîna à la cour d'Annam un bouleversement complet. Le *Comte* réorganisé. Le roi Ham-Nghi, qui s'était enfui dans les montagnes, fut déposé, déporté en Algérie et remplacé le 10 septembre 1885 par le roi Dong-Khanh. Le régent Nh Van-Thuong fut déporté à Poulo-Condore, puis à Tahiti.

En France, les élections législatives de 1885 se firent sous la question du Tonkin. L'expédition avait été très impopulaire. Les crédits demandés à la nouvelle Chambre faillirent être rejetés. La commission (président, M. Georges Perin, rapporteur, M. Camille Pelletan) concluait au rejet de l'évacuation immédiate. Une vive discussion s'éleva dans la Chambre : d'un côté, MM. G. Perin, Clémenceau, Camille Pelletan, Frédéric Passy, Raoul Duval, Andrieux, etc. ; de l'autre, MM. Brisson, de Freycinet, de Lambermont, Freppel, Paul Bert, Casimir Périer, Campenon. Finalement les crédits furent accordés le 24 décembre 1885 par 271 voix contre 270. On restait.

Il fallait organiser notre nouvelle conquête. Ce fut l'objet du décret du 27 janvier 1886. Au général de Courcy succéda Paul Bert<sup>1</sup>. La période purement mil-

<sup>1</sup> En attendant l'arrivée de Paul Bert, la fonction de résident général fut remplie par intérim par le général Warnet (27 janvier 1886).

close. Les rebelles se maintinrent encore près de dix ans dans la partie montagneuse du Tonkin<sup>1</sup>. La soumission du Yunnan en 1897 marque la fin de l'insurrection. Depuis la tranquillité est absolue et M. Doumer a pu écrire qu'il n'a pas eu un seul soldat français tué en Indo-Chine<sup>2</sup>.

La superficie de l'Annam est de 135 000 k. c., celle du Tonkin de 120.000 k. c. et celle du Laos de 255 000 k. c. En ajoutant les 60.000 k. c. de la Cochinchine et les 100 000 k. c. du Cambodge, on obtient un total de 670 000 k. c., supérieur d'un quart à la superficie de la France.

**II. — Rapports avec la Chine<sup>3</sup>.** — Par suite de son ancrissement au Tonkin, la France est devenue la voisine immédiate de l'Empire du Milieu. C'est là un fait d'une importance capitale, et il est impossible de laisser de côté la question chinoise dans un ouvrage consacré à la colonisation française. La France a des rapports avec la Chine, non seulement en tant que grande puissance européenne, mais aussi en tant que puissance asiatique, et il lui est matériellement et moralement impossible de suivre à l'égard de la Chine une politique qui ne serait pas en harmonie avec les intérêts de ses possessions indo-chinoises.

Cela est si vrai que, dès le début de l'affaire du Tonkin, nous avons visé surtout, en nous établissant dans ce pays, à nous assurer une voie de pénétration vers le Yunnan, et que la conquête du bassin du fleuve Rouge nous a entraînés

<sup>1</sup> Voir sur les événements de cette période et sur la politique française à l'égard des rebelles : Général FAHY, *Pirates et rebelles au Tonkin*, 1892. — Général GAI LÉON, *Trois colonnes au Tonkin*, 1895. — DE LAMERSSAN, *La colonisation française en Indo-Chine*, 1895. — Cap GOSSELIN, *L'Empire d'Annam*, 1904.

<sup>2</sup> *Situation de l'Indo-Chine*, Rapport de M. Doumer, p. 73.

<sup>3</sup> DE POIVOTREVILLE, *La question d'Extrême Orient*, 1900, et ap. IV. — G. CORDIER, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, 3 vol., 1901. — E. et O. RECLUS, *L'Empire du Milieu*, 1902. — G. D. LAPRADE LÉ, *La question chinoise*, *Revue générale de droit international public*, 1901, p. 272 à 310, 1902, p. 19-115, 1903, p. 742-798.

malgré nous à faire la guerre à l'Empire chinois. Le traité de paix signé à Tien-tsin par M. Patenôtre le 1885<sup>1</sup> (le premier traité, signé par M. Fournier le 1884, avait été presque immédiatement rompu à la suite du guet-apens de Bac-Lé), reconnaît les droits de la France en Indo-Chine et pose le principe des négociations ultérieures destinées à délimiter la frontière et à assurer la libre circulation du commerce entre les deux pays.

La frontière sino-annamite<sup>2</sup> paraît avoir été assez bien définie avant notre arrivée. Elle a été précisée par la convention de délimitation du 26 juin 1887, complétée par celle du 20 juin 1895. Par suite, les limites septentrionales de nos possessions indo-chinoises se trouvent désormais fixées par cette ligne qui, sur une longueur de 2.137 kilomètres, forme la frontière méridionale des trois provinces chinoises de Kouan-loung, de Kouang-si et de Yun-nan.

La convention commerciale signée à Tien-tsin le 25 juin 1886, ouvre au commerce deux villes, l'une au nord, Lang-son, l'autre au-dessus de Laokaï, dans lesquelles la Chine établira des bureaux de douane et où la France pourra avoir un consul. Elle ajoute que les Français et les Annamites pourront s'établir dans ces villes aux conditions prévues par le traité du 27 juin 1858 et règle les conditions dans lesquelles le commerce se fera entre les deux pays. La convention additionnelle du 26 juin 1887 choisit la ville de Long-tcheou au Kouang-si et celle de Mong-tsé (avec annexion à Man-hao) au Yun-nan, mais il est expliqué que les colons français dans ces villes ne pourront pas établir de concessions analogues à celles de Chang-haï (Lettre de S. M. le prince King et réponse de M. Constans, le 23 juin 1886). Une convention complémentaire du 20 juin 1895 substitue la ville de Hok'eu à celle de Man-hao, ouvre au commerce une troisième ville du Yun-nan, Sse-mao, et donne au Gouvernement français le droit d'entretenir un agent

<sup>1</sup> DE CLERCQ, t. XIV, p. 496.

<sup>2</sup> DEVERIA, *La frontière sino-annamite*, 1886.

consulaire en face de Moncay, à Tong-hing dans le Yang-toung, pour assurer la police de la frontière <sup>1</sup>.

Les questions réglées, toutes difficultés pouvaient paraître écartées quand des événements d'une portée considérable ont venus compliquer singulièrement le problème.

La force réelle de cet empire du Milieu, qui comprend le quart de la race humaine <sup>2</sup>, a donné lieu à des appréciations divergentes. Pendant quelques années, certains publicistes ont été hypnotisés par la crainte de voir les Chinois, débordant en dehors de leurs frontières, envahir pacifiquement, mais d'une manière sûre et progressive, les autres parties du globe, accaparant le commerce de détail, et leurs bras sur le marché du travail à des prix inacceptables pour l'ouvrier blanc. On a envisagé et discuté le *«il jaune»*. Puis, après les succès des Japonais et le traité de Simonasaki (octobre 1895), l'opinion européenne complètement retournée a cru trouver dans le Fils du Ciel l'*«homme blanc»* d'Extrême-Orient, et dans leur hâte à se partager

Toutes ces conventions de délimitation et de commerce, promulguées par décrets du 19 octobre 1896, ont été insérées au *Journal officiel* du 22 octobre 1896. Aj. la convention télégraphique du 1<sup>er</sup> décembre 1888.

<sup>1</sup> La population de la Chine a fait l'objet des appréciations les plus diverses. D'après l'*Almanach de Gotha* (1907), les 18 provinces de Chine contiendraient 320.500.000 habitants. Le *Statesman's year book* de 1906 donne, d'après une évaluation faite par le Gouvernement chinois pour la répartition de la charge de l'indemnité due aux puissances entre les provinces, le chiffre de 407.253.000 habitants, mais il ajoute que M. Rockhill, ministre d'Amérique à Pékin, après une enquête consciencieuse, est arrivé en 1904 à cette conclusion que toutes les évaluations officielles faites depuis 150 ans sont fort éloignées de la vérité et que le nombre des habitants de la Chine proprement dite ne doit pas dépasser à l'heure actuelle 270 millions. Pour la population de la Chine proprement dite, il faut y ajouter celle de la Mandchourie (*Gotha*, 5.530.000 h.; *Statesman's year book*, 6.000.000), de la Mongolie (*Gotha*, 1.850.000 h.; *Statesman's year book*, 2.600.000), du Thibet (*Gotha*, 2.250.000 h.; *Statesman's year book*, 6.500.000 h.), et de la province de Sin-Kiang (*Statesman's year book*, 1.200.000 h.; le *Gotha* semble par son mutisme la confondre avec les deux précédentes).

ses dépouilles, les Puissances ont provoqué ce profond mouvement de mécontentement, qui a abouti à l'insurrection des Boxers, au siège des Légations (19 juin-15 août 1900) et à l'expédition collective des puissances alliées en Chine<sup>1</sup>.

Le 5 janvier 1898, l'Allemagne obtient de la Chine la cession à bail de la baie de Kiao-Tchéou. Le 27 mars 1898 la Russie obtient dans les mêmes conditions Port-Arthur et Talienwan. Le 1<sup>er</sup> juillet suivant, Weihaivei fut cédée à l'Angleterre. L'Italie, elle-même émettait la prétention d'annexer la baie de San-mun. La France voulut elle aussi prendre pied sur la côte chinoise. Par la convention du 8 avril 1898, la Chine céda à bail à la France pour quarante ans la baie de *Kouang-tcheou*, située sur la côte orientale de la petite presqu'île de Lei-tcheou qui fait face à l'île d'Hainan. En même temps, la Chine s'engageait envers la France à ne jamais aliéner à une tierce puissance l'île d'Hainan<sup>2</sup> et les trois provinces limitrophes du Tonkin. Cela d'ailleurs ne l'a pas empêchée de céder bientôt après à l'Angleterre la presqu'île de Kounloun située en face Hong-Kong dans le Kouang-toung (Convention du 8 juin 1898). La France n'a pas protesté. Au fond, son seul désir était d'empêcher une autre puissance de prendre pied dans le golfe du Tonkin.

Les limites du territoire de Kouang-tcheou-Ouan ont été fixées par la convention de délimitation du 14 novembre 1899. Elles embrassent les petites îles (Tan-haï, Nau-chang des Aigrettes) qui ferment la baie et la partie de la côte qui leur fait face sur une profondeur moyenne de 10 à 20 kilomètres. Ce territoire, qui a environ 840 k. c., a été rattaché

<sup>1</sup> Depuis la guerre russo-japonaise et le traité de Portsmouth (5 septembre 1905), l'opinion publique européenne a été retournée à nouveau. On se demande avec inquiétude ce qui arrivera le jour où la Chine, à l'exemple du Japon, s'ouvrira à la civilisation européenne. D'Ollone, *La Chine novatrice et guerrière*, 1906.

<sup>2</sup> L'île d'Hainan (cap. Kiong-Tchéou) regardée parfois avec convoitise dans le parti colonial français, a environ 36.000 k. c. et 1.800.000 h. Voir l'étude publiée par M. MADROLLE, dans le *Bulletin de la Société de géographie*, en 1898.

ministrativement à l'Indo-Chine par un décret du 5 janvier 1900<sup>1</sup>.

**95. — Cambodge et Laos.** — Au Cambodge, le traité de 1863 était insuffisant. Le résident était le spectateur impuissant d'abus criants commis sous le couvert de l'autorité royale. M. Thomson, gouverneur de la Cochinchine, résolut de rendre l'action de la France plus efficace. Un nouveau traité de protectorat fut signé le 17 juin 1884<sup>2</sup>. Par l'art. 1 de ce traité, le roi de Cambodge « accepte toutes les réformes administratives, judiciaires, financières et commerciales, auxquelles le Gouvernement de la République française jugera à venir utile de procéder pour l'accomplissement de son protectorat ». D'après l'art. 3, « les fonctionnaires cambodgiens continueront, sous le contrôle des autorités françaises, à administrer les provinces, sauf en ce qui concerne l'établissement de la perception des impôts, les douanes, les contributions directes, les travaux publics, et en général, les services qui exigent une direction unique, ou l'emploi d'ingénieurs ou d'agents européens ». Le roi de Cambodge, qui s'interdit de contracter aucun emprunt sans l'autorisation du Gouvernement français et auquel on assure une liste civile de 300.000 piastres est un véritable roi fainéant (art. 7). L'autorité réelle appartient au résident supérieur et aux résidents placés sous ses ordres<sup>3</sup>. Le mécontentement provoqué par ce traité en fit ajourner l'exécution pendant les premières années. Les réformes annoncées ont été opérées seulement en 1891 et en 1897. Depuis lors, le protectorat très étroit auquel est soumis le Cambodge équivaut à une véritable annexion<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> J. SILVESTRE, *La France à Kouang-tcheou-Ouan*, Ann. sc. pol. 1902, p. 473-493.

<sup>2</sup> DE CLERCQ, t. XIV, p. 382.

<sup>3</sup> Une convention du 12 avril 1882 a cédé à la France, en toute propriété, la petite île de Tray-Ka (15 k. c.), elle est administrée par le résident de Kampot.

<sup>4</sup> Le roi Norodom est mort en avril 1904. Son successeur Siso-vath, le souverain actuel, a fait en France en 1906 un voyage au

La question la plus intéressante pour l'avenir de la nation française en Indo-Chine était celle de savoir jusqu'où s'étendrait notre influence dans l'intérieur des terres. Allions-nous rester cantonnés sur la côte ou, au contraire, étendre notre domination sur tout le bassin du Mékong, depuis la Chine jusqu'au Cambodge? Il y a là un pays, le *Laos*, de longtemps disputé entre le roi d'Annam et celui de Siam. La population douce et tranquille qui l'habite payait tribut tantôt à l'un, tantôt à l'autre, quelquefois aux deux en même temps. La question du Laos allait nous mettre en présence du Siam, et derrière le Siam il y avait l'Angleterre.

**96. — Difficultés avec le Siam<sup>1</sup>. Traité du 3 octobre 1893.** — La France tendait à voir dans le cours du Mékong la limite naturelle des territoires soumis à son protectorat. Mais dans les années qui suivirent la conquête française, les Siamois, profitant de l'impuissance de l'Annam, passèrent sur la rive gauche du fleuve, et s'avancèrent jusqu'au point de rencontrer avec nos troupes<sup>2</sup>. En 1893, ils étaient à 80 kilomètres de Hué, et menaçaient de couper les communications entre l'Annam et le Tonkin.

A la suite de la séance de la Chambre des députés du 2 février 1893, dans laquelle le Gouvernement promit de défendre nos droits contre ces empiétements, des colonnes expéditionnaires furent chargées du refoulement progressif et systématique des Siamois sur la rive droite. Certains incidents de cette campagne (arrestation du capitaine Thorel, assassinat de l'inspecteur Groscurin) et surtout les événements de Paknam, où deux canonnières françaises qui pétraient dans le Me-nam — l'art. 15 du traité franco-siamois

cours duquel il a été reçu avec un faste et des égards dont l'exécution a été critiquée comme étant de nature à troubler l'esprit monarchique asiatique.

<sup>1</sup> A. DE POUVOURVILLE, *L'affaire du Siam de 1886 à 1896*, 1896. — Lieutenant IBOS, *Les droits de la France au Siam* (Revue de géographie, 1899 et 1900). — J.-G. CAMPBELL, *Siam in the twentieth century*, 1902.

<sup>2</sup> *Le Temps* du 30 juillet 1893.

1856 leur en donnant le droit — furent reçues à coups de canon, amenèrent le Gouvernement français à adresser au gouvernement siamois un ultimatum 20 juin, et réclamant toute la rive gauche du Mékong. Le Siam ne l'ayant pas accepté, il refusait de reconnaître nos droits sur la rive gauche au nord 18° de latitude et notamment sur l'importante principauté de Louang-Prabang, une rupture diplomatique s'ensuivit. Le gouvernement siamois céda, mais non sans avoir accordé à la France des garanties supplémentaires pour ce retard : occupation du port de Chamlaboam, engagement de n'entretenir aucune force militaire à Battambang et à Siem-Reap et que dans un rayon de 25 kilomètres sur la rive droite du Mékong, promesse de ne faire circuler aucune embarcation armée dans les eaux du Grand-Lac et du Mekong, établissement de consulats français à M'van et à Khorat. Ces avantages considérables ont été obtenus en moins de quinze jours par l'attitude énergique et la rapidité d'action du Gouvernement français. Le traité de paix franco-siamois du 3 octobre 1893, qui les a confirmés, a été approuvé par une loi du 40 février 1894<sup>1</sup>.

**97. — Difficultés avec l'Angleterre<sup>2</sup>. Déclaration du 11 janvier 1895.** — Ces succès de la diplomatie française ont pu être sans éveiller les susceptibilités de l'Angleterre. Cette puissance, jalouse des progrès de la France en Indochine, et craignant d'être devancée par elle sur la route du Yunnan, s'était emparée de la Birmanie en 1885 dans le but de s'assurer une communication directe avec la Chine par le chemin de fer construit dans la vallée de l'Iraouaddy. Mais les monts Himalayas fermant tout passage à cet endroit, elle a songé à établir une seconde voie ferrée plus à l'est dans la direction Maulme n-Sse-mao, franchissant né-

<sup>1</sup> Voir sur le conflit franco-siamois, l'article de M. MERIGNAC dans la *Revue du droit public* n°2 mars-avril 1894 et celui de M. MARIE PAISANT dans la *Revue générale de droit international public*, t. IV, p. 234-260.

<sup>2</sup> PA. LEBAUT, *La France et l'Angleterre en Asie*, 1892.

cessairement le Mékong, et dans ce but, elle a établi en 1892 son protectorat sur les États Shans du haut fleuve<sup>1</sup>. L'un d'eux, celui de Xien-hong, s'étendant sur les deux rives, l'Angleterre protesta contre l'établissement de la domination française dans ces parages et demanda la création d'un *État-tampon* destiné à éviter les conflits entre les Anglais et les Français en Indo-Chine. Bien que ces zones neutres, champs ouverts à toutes les intrigues des influences rivales, offrent en général plus d'inconvénients que d'avantages, la France ne crut pas devoir s'y refuser en principe. Mais le désaccord éclata dès que l'on se demanda sur quelle rive du Mékong et aux dépens de qui serait établi cet État-tampon. Une commission mixte (Pavie et Scott) fut chargée de se rendre sur les lieux. Mais bientôt l'idée de l'État-tampon, à laquelle au fond personne ne tenait, fut abandonnée.

La déclaration du 15 janvier 1895 vint régler d'une manière définitive et digne de deux grands pays les questions de frontière et de zones d'influence entre la France et l'Angleterre en Indo-Chine. Deux situations différentes sont envisagées par cette déclaration.

1° Au nord de la péninsule, la Haute Birmanie et l'Indo-Chine française se rejoignent par-dessus les territoires siamois. L'art. 3 de la déclaration décide que le *thalweg* du Mékong formera la limite entre elles. L'Angleterre nous restituait ainsi Muong-sing que ses troupes avaient occupé au printemps de 1895 sur la rive gauche du Mékong. L'art. 4 ajoute que tous les avantages commerciaux ou autres accordés par le gouvernement chinois à l'un des deux pays dans les provinces du Yun-nan et du Setchouen seront communs à l'autre<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> *Le Temps* du 7 septembre 1893.

<sup>2</sup> Les limites entre la Birmanie et la Chine ont été fixées par la convention anglo-chinoise du 1<sup>er</sup> mai 1894 dont l'article 5 portait que le gouvernement chinois ne céderait à aucune autre nation le Mung-lem ni le Xieng-hung sans s'être entendu auparavant avec la Grande-Bretagne. La convention de 1895 entre la France et la Chine ayant été faite en violation de cette clause, l'Angleterre comme compen-

Au sud, la Birmanie et l'Indo-Chine française sont séparées par le Siam, véritable Etat-tampon, c'est-à-dire le théâtre naturel d'une rivalité d'influence inévitable entre Anglais et nous. Les deux gouvernements ont voulu y parer court. Ils ont distingué dans le territoire siamois trois parties : 1° le bassin du Mékong (rive droite) et la région au delà de la frontière du Cambodge jusqu'à Muong-Pase ; 2° le Siam central comprenant le bassin du Ménam et celui des petits fleuves côtiers qui se jettent dans le golfe de Siam entre Muong-Pase et Muong-bang-tapan ; 3° la région située à l'ouest du bassin du Ménam et au sud de Muong-bang-tapan dans la presqu'île de Malacca.

Quant à ce qui concerne le Siam central, les deux gouvernements ont considéré le maintien de son intégrité comme la condition essentielle de l'équilibre indo-chinois, et en conséquence ils ont voulu s'interdire mutuellement d'y acquiescer à une influence prépondérante. Sans doute, l'Angleterre et la France se sont réservé d'exercer dans cette région l'action militaire qui pourrait devenir nécessaire le cas échéant, par exemple pour protéger leurs nationaux ou pour défendre l'indépendance du royaume de Siam contre les attaques d'une puissance, mais une seule de ces deux nations ne peut faire pénétrer ses forces armées sans le consentement de l'autre. Or, si l'on songe qu'une démonstration navale à Bangkok est le moyen le plus efficace de peser sur le gouvernement siamois, on voit immédiatement toute la gêne que chaque nation prise isolément s'est imposée pour parer à l'action de l'autre. En réalité, cette clause profite surtout au Siam qui y trouve une garantie très sérieuse pour son indépendance. Mais en dehors du bassin du Ménam, la France conserve toute sa liberté d'action, l'Angleterre dans le bassin du Salouen et dans la presqu'île de Malacca, nous dans le bassin du Mékong.

La France a demandé et obtenu une rectification de frontière avantageuse et d'hui la Birmanie s'enfonce comme un coin dans le Yunnan. Déclaration de Peking du 5 juin 1897.

Est-ce à dire que ces deux puissances ont procédé à un partage partiel du territoire siamois qui aurait pour part accru de 250.000 k. c. environ l'étendue de ce domaine colonial? Ce serait aller beaucoup trop loin. En réalité, il n'y a eu ni démembrement avoué du Siam, ni démembrement déguisé sous forme de création de sphères d'influence. Aucune atteinte n'a été portée aux droits du Siam sur une partie quelconque de son territoire; aucun droit nouveau n'a été créé ni en faveur de la France, ni en faveur de l'Angleterre. En ce qui concerne les territoires siamois non garantis, la situation antérieure subsiste. Sans doute, une des deux puissances pourra être amenée à exercer isolément, en cas de difficulté avec le gouvernement siamois, une action militaire susceptible d'aboutir à l'annexion, mais n'est-ce pas là la situation dans laquelle se trouvait auparavant le Siam tout entier, comme d'ailleurs tout État qui n'a d'autres garanties d'indépendance que ses propres forces? La seule modification porte sur la situation du Siam central, et cette modification est tout à l'avantage du gouvernement siamois.

Ce traité a été très discuté de chaque côté de la Manche. Chacun des deux gouvernements a été accusé dans son pays d'avoir donné plus qu'il n'avait reçu. En réalité, chacune des deux nations a obtenu ce qu'elle pouvait raisonnablement espérer, ce qui était dans la nature des choses, ce qui était écrit sur la carte.

La déclaration du 15 janvier 1895 a été depuis lors complétée par celle du 8 avril 1904. L'Angleterre reconnaît formellement à la France sa liberté d'action dans tous les territoires siamois situés à l'ouest du bassin de la Ménam, les constituant sa *sphère d'influence*, en « écartant d'ailleurs toute idée d'annexion d'aucun territoire siamois ». Cette déclaration qui a d'ailleurs un caractère réciproque confirme la situation précédente sans la modifier, ni même sans la préciser beaucoup.

**98. — Nouvelles difficultés avec le Siam. Traité du 13 février 1904. —** L'équilibre que ce traité de 1896

ablier dans la péninsule indo-chinoise n'a malheureusement pas été obtenu en fait. Depuis 1893, le Siam, obsédé par la crainte de la France, a tout fait pour se soustraire à son influence. Pour l'exécution des réformes et des travaux projetés, le gouvernement siamois a fait appel à des étrangers anglais, belges, danois, allemands, japonais ; mais les Français étaient systématiquement tenus à l'écart. Tout ce qui avait le caractère français était vu avec défaveur. Pour mettre fin à cet état de choses dont la prolongation devenait de plus en plus défavorable à notre pays, le Gouvernement français chercha à établir des rapports amicaux avec le gouvernement siamois. Les négociations entamées aboutirent à la convention du 7 octobre 1902. Ce traité a été énergiquement combattu en France par le parti colonial qui l'a considéré comme une reculade de nature à compromettre notre situation en Extrême-Orient<sup>1</sup>. Le groupe colonial de la Chambre des députés insista pour qu'il ne fût pas soumis à la ratification du Parlement. Devant un accueil presque unanimement hostile le Gouvernement français laissa les choses traîner en longueur jusqu'au moment où la convention de 1902, n'ayant pas été ratifiée dans les délais prévus, est devenue caduque. Un nouveau traité, signé le 13 février 1904, a enfin résolu les difficultés d'une manière acceptable. En voici les dispositions essentielles. Le Cambodge obtient, entre le Grand-Lac et le Mékong, une rectification de frontière qui lui donne les provinces de Melou-prey et de Bassac (art. 1) ; il doit être procédé à une délimitation de frontières entre le Grand-Lac et la mer qui donnera Kratt au Cambodge (art. 3. Cpr. protocole du 30 juin 1904). Cette délimitation, faite sur le terrain en 1905 par le commandant Bernard et le général Domatidej Udom, donne comme limites au Cambodge le cours

<sup>1</sup> Voir la *Quinzaine coloniale* et les *Questions diplomatiques et coloniales*, les articles d'« un ancien ministre » et de M. René Millet dans la *Revue politique et parlementaire* (novembre et décembre 1902). Presque seul, *Le Temps* a pris la défense de cette convention les 9 et 24 octobre, 19, 23 et 25 novembre, 1<sup>er</sup> décembre 1902 et février 1903).

du Klong-Yai et l'estuaire de Pak-nam-Wen. Dans les provinces de Battambang, de Siem-Keap et de Siem Reap le Siam s'engage à n'entretenir que des contingents de « recrutés exclusivement sur place parmi les indigènes », c'est-à-dire parmi les Cambodgiens (art. 6), et il est stipulé que ces contingents seront commandés par des officiers français. Une voie ferrée doit relier Pnom-Penh à Battambang (art. 9). Le gouvernement siamois renonce à toute pré-tention de suzeraineté sur les territoires du Louang-Prabang situés sur la rive droite du Mékong (art. 4, et l'art. 12 sur la frontière entre ces territoires et les provinces frontalières de Muang-Plachai et de Muang-Nan. Par suite, la longueur de 500 kilomètres environ (depuis le confluent du Nam-kop jusqu'à celui du Nam-huong), la rive droite du bassin du Mekong, large à cet endroit de 50 kilomètres environ, est française comme la rive gauche. Dans la partie du bassin du Mekong qui lui reste, le gouvernement siamois doit se mettre d'accord avec la France pour l'exécution des travaux publics « qui ne pourraient être exécutés convenablement avec un personnel et des capitaux siamois » (art. 7) et il ne peut employer que des troupes de nationalité siamoise commandées par des officiers siamois (art. 6). Le Siam cède sur les bords du Mekong les terrains nécessaires à l'établissement des tronçons de voie ferrée nécessaires pour suppléer au défaut de navigabilité du fleuve (art. 8). — Par contre, la France renonce à la bande neutre de 25 kilomètres sur la rive droite et promet de protéger Chantaboum (art. 5). Les art. 10 à 13 sont relatifs aux protégés français et à la juridiction française au nord (voir plus loin, chap. IV).

**99 — L'Océanie** <sup>1</sup> — Dans la partie occidentale de l'Océanie, quelques petites acquisitions sont venues accroître la possession de la Nouvelle-Calédonie. Au nord-ouest

<sup>1</sup> PAUL DESCHANEL, *La politique française en Océanie*, 1905.  
RUSSIER, *Le partage de l'Océanie*, 1905.

ce a pris possession des îles *Huon* et *Chesterfield*. L'indemnité de la possession de ces deux groupes d'îlots réside simplement dans le guano et les tortues qu'on y trouve en abondance. Au nord-est, mais beaucoup plus loin, l'île *Ouvea* (196 k. c.) en 1886 (traité du 19 novembre), les îles *Pouébo* (115 k. c.) et *Atofi* (44 k. c.) en 1887 (déclaration du 29 septembre) ont demandé à se mettre sous le protectorat de la France.

Dans la partie orientale de l'Océanie, le protectorat français sur Tahiti et ses dépendances a été transformé en annexion par une déclaration du 29 juin 1880<sup>1</sup>. L'année suivante, les îles Gambier ont demandé leur annexion, qui leur a été accordée par le décret du 30 janvier 1882. En 1881 également, la France a pris possession de l'île *Rapa* (42 k. c.). Les îles *Rurutu* (50 k. c.) et *Rimatara* (10 k. c.) ont été mises sous notre protectorat en 1889 et annexées en 1900. En 1887, l'Angleterre ayant renoncé, par la convention précitée du 6 novembre 1887, aux droits que le traité de 1847 lui avait sur les îles sous le Vent, la France s'est trouvée en fait sur cet archipel un droit exclusif. Un soulèvement des indigènes en 1897 fut rapidement réprimé et une loi du 19 mars 1898 a déclaré les îles sous le Vent de Tahiti « partie integrante du domaine colonial de la France ».

Aux îles françaises de l'Océanie, on peut enfin ajouter le récif inhabité de *Clipperton*, sur lequel la France a des droits depuis 1858 et dont la possession deviendra peut-être un jour précieuse, à cause de sa situation à l'entrée du canal éventuel de Panama.

Malheureusement, nous avons laissé échapper l'île de *Palmyre* qui se trouve à moitié chemin de Tahiti et de l'Australie. Un Français, M. Dutrou-Bornier, qui s'y était réfugié et qui y est resté jusqu'à sa mort (1876), avait pour but de persuader aux habitants de demander notre protectorat. Son vœu n'a pas été écouté, et nous avons laissé le Chinois mettre la main sur cette île en 1888. Même négligence en ce

<sup>1</sup> Approuvée par une loi du 30 décembre 1880.

qui concerne les îles de Cook que l'Angleterre a annexées la même année, et qui cependant sont une dépendance naturelle de Tahiti. Par suite, ainsi que l'a fait remarquer M<sup>r</sup> Freppel à la Chambre des députés, le 21 janvier 1887, les navires étrangers, et en particulier les vaisseaux allemands, en faisant escale à l'île de Pâques et à Rarotonga dans le groupe de Cook, peuvent éviter le port français de Papeete.

La même faute a été commise aux îles Salomon, situées sur la route de Nouméa à Saïgon. Nous avons laissé les Allemands s'y établir en 1887. L'histoire de l'expansion de la France en Océanie est surtout l'histoire des occasions qui ont été perdues !

De toutes les puissances coloniales qui se partagent l'Océanie, la France arrive ainsi au dernier rang, bien loin de la Hollande (1.911.000 k. c. et 36 millions d'hab.), les États-Unis (348.000 k. c. et 7.800.000 h.), l'Angleterre (8.571.000 k. c. et 6.000.000 h.) et l'Allemagne (275.000 k. c. et 44.000 h.), même derrière le Portugal (31.000 k. c. et 300.000 h.) avec moins de 25.000 k. c. et de 100.000 h.

**100. — Les Nouvelles-Hébrides** <sup>1</sup>. — A notre tour d'explorer l'Océanie, nous avons toutefois cherché à ajouter l'archipel des *Nouvelles-Hébrides* que sa proximité de la Nouvelle-Calédonie peut faire considérer comme une dépendance naturelle de cette colonie. Il est formé de deux groupes dont les principales sont Anatom (197 k. c.), Tanna (400 k. c.) et Erromango (1.113 k. c.) au sud, Vaté ou Sané (1.094 k. c.), avec ses deux baies de Port-Vila et de

<sup>1</sup> IMHAUS, *Les Nouvelles-Hébrides*, 1890. — D<sup>r</sup> DAVILLÉ, *La colonisation française aux Nouvelles-Hébrides*, 1895. — JEAN (L.), *Une question franco-anglaise* (Revue de Paris, 15 janvier 1900). — LAVAGNE, *La question des Nouvelles-Hébrides* (Annales des sciences politiques, novembre 1900). — \*POLITIS, *La condition internationale des Nouvelles-Hébrides* (Revue générale de droit international public, 1901, p. 121 à 152 et 230 à 271); *La condition des Nouvelles-Hébrides d'après l'accord franco-anglais de 1904* (ibid., p. 755-765). — BERTHELLEMY, *La convention franco-anglaise relative aux Nouvelles-Hébrides* (Rev. pol. parl., février 1907).

Annah au centre, Ap 637 k. c., Ambrym 646 k. c.,  
 Ecote 845 k. c.), Aurore (547 k. c. et des Lepreux  
 k. c.) au nord, Mallico 2.539 k. c., avec le moult-  
 de Port-Sandwich et Espirita Santo 5.786 k. c. au  
 ouest. On peut même y joindre les Iles Banks et les  
 Torres situées un peu plus haut. Le tout réuni a une  
 superficie de 15.000 k. c. environ, soit deux départements  
 français. Les habitants de cet archipel ont des relations très  
 fréquentes avec la Nouvelle-Calédonie; beaucoup d'entre  
 eux sont venus s'y engager comme travailleurs. D'un autre  
 côté, plusieurs colons français venus de la Calédonie ont  
 acheté des terres dans les Nouvelles Hébrides et s'y sont  
 installés. Ces îles semblaient donc destinées à devenir fran-  
 çaises, d'autant plus que l'Allemagne s'était engagée envers  
 nous, par la convention du 24 décembre 1885, à ne rien en-  
 treprendre en Océanie, ni dans les Iles sous le Vent, ni dans  
 les Nouvelles Hébrides. La France avait même pris possession  
 des Iles Sandwich et Mallico en 1886. Mais, à la suite  
 des protestations des colons australiens dont quelques uns  
 ont également des intérêts aux Nouvelles-Hébrides,  
 l'Angleterre s'émut, et, par une convention passée entre la  
 France et la Grande-Bretagne le 16 novembre 1887, ces îles  
 ont été soumises à une sorte de *condominium*.

Après cette convention, une commission navale mixte,  
 composée d'officiers anglais et français, était chargée du  
 maintien de l'ordre et de la protection des personnes et des  
 biens dans l'archipel. Cette commission, dont la compétence  
 était trop limitée et dont la présence dans les eaux de l'ar-  
 chipel n'était qu'intermittente, ne pouvait pas rendre de  
 services réels. L'archipel était abandonné à une véritable  
 anarchie : ni autorités, ni police, ni tribunaux.

Cependant le nombre des colons augmentait, chaque  
 jour cherchant en fait à acquiescer une situation prépondé-  
 rante. Grâce surtout aux efforts de la compagnie calédonienne  
 des Nouvelles-Hébrides, fondée en 1882 par M. Higginson,  
 les colons français possèdent aujourd'hui dans cet archipel  
 plus de 900.000 hectares. De son côté, l'Australie subven-

tionnait une compagnie de navigation pour faire le de l'archipel : finalement 141 colons anglais <sup>1</sup> y possèdent aujourd'hui environ 300.000 hectares.

Les deux pays furent ainsi amenés à s'occuper isolément chacun de son côté de la protection de leurs nationaux. L'Angleterre d'abord par le *Pacific order in council* du 17 mars 1893, la France ensuite par la loi du 30 juillet 1893 et le décret du 28 février 1901. Mais ces organisations nationales n'offraient aucune ressource pour le règlement des contestations avec des indigènes ou entre personnes de nationalités différentes. Pour mettre fin à ces difficultés, les deux gouvernements convinrent, par la déclaration du 17 avril 1904, de préparer de concert un arrangement. Les négociations ont abouti à une convention en 60 articles signée à Londres le 20 octobre 1906 <sup>2</sup> qui donne à l'archipel une organisation bicéphale destinée à ménager et à concilier à la fois les droits égaux des deux puissances. Que donne-t-elle en pratique ? Quoi qu'il en soit, en voici les dispositions caractéristiques.

Art. 1<sup>er</sup>. — L'archipel des Nouvelles-Hébrides, y compris le Banks et de Torrès, formera un territoire d'influence commune à la France et à l'Angleterre sur lequel les sujets et citoyens des deux puissances signataires jouiront des droits égaux de résidence, de protection personnelle et de commerce, chacune des deux puissances demeurant souveraine à l'égard de ses nationaux, et ni l'une ni l'autre n'exerçant une autorité séparée sur l'archipel. — Les ressortissants des tierces puissances jouiront des mêmes droits et seront soumis aux mêmes obligations que les citoyens français et les sujets britanniques. Ils auront à opter dans un délai de six mois du régime applicable aux ressortissants de l'une ou de l'autre puissance. A défaut d'option de leur part, les hauts commissaires désignés par l'art. 2 ci-après, ou leurs délégués, détermineront le régime sous lequel ils devront être placés. — Pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions de la présente convention, les règlements qui seront pris pour en assurer l'exécution, les ressortissants des deux puissances signataires, ainsi que les ressortissants des tierces puissances, conserveront dans toute sa plénitude

<sup>1</sup> Missionnaires non compris. Résultats d'un recensement fait en 1906.

<sup>2</sup> Promulguée par décret du 11 janvier 1907.

personnel et rec. dans l'archipel des Nouvelles Hébrides. — Les puissances signataires s'engagent mutuellement à ne pas élever prétentions dans l'archipel et à ne pas y installer d'établissements de population ou de transportation.

2. 2. Deux hauts commissaires nommés, l'un par le Gouvernement de la République française, l'autre par le Gouvernement de la Grande-Bretagne représenteront dans l'archipel les puissances signataires. Chacun des hauts commissaires sera assisté d'un commissaire résident, auquel il déléguera, dans la mesure qu'il jugera utile, son autorité et qui le représentera dans l'archipel où il ne résidera pas.

2. 3. — Le siège, dans l'archipel, de l'un et de l'autre gouvernement et du tribunal mixte prévus à l'art. 10 de la présente convention sera établi à Port-Via, dans l'île de Vati.

**CHAPITRE I. — L'Amérique. Les territoires contestés en Amérique.** — En Amérique, le seul agrandissement territorial à signaler est l'acquisition de la petite île de *Saint-Barthélemy* (superficie 11 k. c., chef-lieu Gustavia), qui a été revendue par la Suède à la France pour une somme de 1.000 francs par le traité du 10 août 1877<sup>1</sup>. D'ailleurs, il n'y a guère place dans cette partie du monde pour de nouvelles acquisitions, tous les territoires qui la composent étant occupés par de jeunes États ou de vieilles colonies. Par une loi fatale, le nouveau monde échappe progressivement à la domination de l'ancien. La souveraineté de l'Espagne et du Portugal n'est plus qu'un souvenir historique. L'Angleterre, la Hollande et la France conservent leurs possessions des Antilles et de la Guyane, cela tient surtout principalement à leur peu d'importance relative.

Deux difficultés toutefois ont attiré l'attention de notre diplomatie sur les droits que nous possédons en Amérique. Elles sont relatives aux frontières de la Guyane et aux pêcheries de Terre-Neuve.

Les limites de la Guyane sont restées longtemps indéterminées sur tous les côtés.

À l'ouest, le cours du Maroni sépare les deux Guyanes,

<sup>1</sup> Approuvé par une loi du 2 mars 1878 qui rattache en même temps l'île de la Guadeloupe.

hollandaise et française, mais ce fleuve est lui-même formé par la réunion de deux cours d'eau, le Tapanahoni et l'Awa. Etait-ce le Tapanahoni, comme le prétendait la France, ou l'Awa, comme le soutenait la Hollande, qui devait servir de frontière? La question, laissée longtemps indécise, prit toute son importance le jour où l'on eut découvert de riches mines d'or dans la région comprise entre ces deux cours d'eau. Pour résoudre cette difficulté, les deux gouvernements eurent recours, d'un commun accord, à l'arbitrage de l'empereur de Russie. Celui-ci, par une sentence du 25 mai 1891, a tranché le différend en faveur de la Hollande. A la suite de cette décision, les autorités hollandaises ont pris possession de ce pays et les nègres Bonis qui l'habitaient, désireux de rester Français, sont passés sur la rive droite de l'Awa<sup>1</sup>.

Au sud et à l'est, la détermination de la frontière qui sépare la France et le Brésil a fait l'objet d'une longue controverse résolue seulement en 1900. C'est la célèbre question du territoire contesté<sup>2</sup>.

L'origine de cette difficulté remonte très haut. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, d'après l'aveu d'Albuquerque lui-même, toute la rive gauche de l'Amazone était considérée comme française. C'est ce qu'ont prétendu les écrivains qui ont soutenu que les limites de la Guyane devaient être reculées jusqu'aux cours de l'Amazone, du Rio Negro et du Rio Branco. Leur opinion avait prévalu, la France posséderait un immense territoire, cinq ou six fois plus grand que la colonie actuelle, et se prolongeant jusqu'au sud des Guyanes hollandaise et anglaise.

<sup>1</sup> Un projet de convention réglementant les dragages au large du Maroni, décidant que le cours de l'Itany formerait la frontière dans la Haute-Guyane, et attribuant à la France les îles de l'Agga et les îles les plus importantes du Bas-Maroni a été signé à La Haye en 1905 à la suite d'une mission dirigée par M. Luciebert. Il n'a pas encore été ratifié.

<sup>2</sup> La question du territoire contesté, laquelle n'offre plus aujourd'hui d'intérêt historique, a fait couler des flots d'encre. Voir l'article de M. ROUARD DE CARD dans la *Rev. gén. de dr. int. publ.*, 1897, p. 296.

vers la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, les Portugais ayant voulu s'établir à Macapa, sur la rive gauche de l'Amazone, des difficultés s'élevèrent. On voulut y mettre fin au traité d'Utrecht, l'art. 8, le roi de France se desista de tous droits et prétentions « sur la propriété du cap Nord et des terres comprises entre la rivière des Amazones et celle de Oyapoc ou Vincent-Pinson ». Mais ce texte, au lieu de clore le différend, l'a rendu inextricable. *Oyapoc* dans la langue indienne désigne l'embouchure d'un fleuve quelconque. Lequel est-ce? D'après les Français, ce serait le bras septentrional de l'Amazone lequel aurait été appelé autrefois rivière de Vincent-Pinson (aujourd'hui canal de Bragança). D'après les Portugais, ce serait l'Oyapoc qui vient se jeter dans la mer à la hauteur du cap Orange.

Pendant près de deux siècles, la question n'a pas fait un pas. Sans doute les traités de Madrid (29 septembre 1801), d'Amiens (25 mars 1802) l'avaient résolue dans un sens tout favorable à la France en fixant pour limite, le premier la rivière de Carapanatuba, affluent de l'Amazone, le second le ruary qui débouche au-dessus du cap Nord ; mais les traités de 1814 et 1815 ont décidé qu'il convenait de s'en référer toujours au traité d'Utrecht, sauf à se mettre d'accord sur le véritable sens. Des lors, la France et le Brésil ont maintenu dans leur intégralité leurs prétentions réciproques. Chaque fois que l'un de ces deux gouvernements voulait faire acte de souveraineté sur le territoire contesté par exemple, lorsque les Français ont établi un poste à Mapa en 1766, l'autre protestait et faisait de son côté des actes analogues.

Cet état de choses avait fini par engendrer une véritable anarchie. Le territoire contesté était devenu le refuge des bandes de partisans, des criminels et les esclaves évadés. Pour régulariser la situation, un partage amiable avait bien quelquefois été proposé, mais le Brésil voulant avoir jusqu'à la rive gauche, tandis que la France réclamait au moins le cap de Carapaporis, il avait été impossible de s'entendre. En 1886, la question faillit même recevoir une solution

inattendue. Les habitants de Counani, désireux de posséder un gouvernement régulier, voulurent se constituer en République indépendante et demandèrent à un publiciste parisien, M. Jules Gros, d'en être le président. Ce chef d'œuvre d'imprévu, qui n'avait eu que le tort de prendre son sérieux, fut destiné au bout de quelques jours par les ministres. La République de Counani et son président furent pendant quelques semaines l'objet des plaisanteries de la presse française.

Cette anarchie durerait sans doute encore, si, en 1892, on n'avait découvert de riches mines d'or dans le bassin Carsevenne. Dès lors, Français et Brésiliens envahirent le territoire contesté. Nos compatriotes ayant été molestés à Jirapari, reprises par l'aventurier brésilien Cabral, le *Benque* envoya au mois de mai 1894 une compagnie d'infanterie marine qui fut reçue à coups de fusil. Il devenait urgent de mettre fin à cette situation incertaine et troublée. Sur un commun accord, les deux gouvernements soulevèrent la difficulté qui les divisait à l'arbitrage du Gouvernement de la Confédération helvétique. Le 30 novembre 1900, l'arbitrage rendit sa sentence. Elle donne presque complètement raison au Brésil. La frontière de notre Guyane est aujourd'hui formée à l'est par l'Oyapoc et au sud par la ligne faite des monts Tumuc-Humac qui constitue la ligne de partage des eaux entre le bassin du fleuve des Amazones et ceux des cours d'eau qui se jettent directement au nord dans l'Atlantique.

**102. — La question du French-Shore<sup>1</sup>.** — La seule difficulté que la France a rencontrée en Amérique est

<sup>1</sup> En dehors des ouvrages généraux de droit international. Voir not. PRADIER-FODÉRÉ, t. V, p. 593 et s., cette question a été traitée dans de nombreux articles de revue : *Annales des politiques*, 1891, p. 479-500; *Revue du droit public*, 1902, t. I, p. 22-49; *Revue politique et parlementaire*, avril 1899; *Revue des Deux-Mondes*, 15 février 1899; *Questions diplomatiques et coloniales*, 1<sup>er</sup> avril, 15 mai et 1<sup>er</sup> juin 1903; *Revue générale de droit international public*, 1899, p. 141-168, et 1904, p. 642-654.

à son droit sur le *French-Shore* ou *Treaty Shore*. Les Français avaient sur une partie de la côte de Terre-Neuve un droit de pêche exclusif qu'ils tenaient de l'art. 13 du Traité d'Utrecht et qui avait été confirmé par tous les traités de paix signés depuis cette époque avec l'Angleterre (1763, art. 5, de 1783, art. 5, de 1802, art. 15, de 1814, art. 13). Le *French-Shore*, situé d'abord au nord de l'île (du cap de Bonavista à la Pointe-Riche) a été reporté à l'ouest en 1783 et s'étend aujourd'hui du cap Saint-Jean au cap Raye. En 1815, l'Angleterre offrit à la France de rendre l'île Maurice en échange de Saint-Pierre et Miquelon et du *French-Shore*. Les plénipotentiaires français refusèrent, partageant l'avis de Frontenac qui estimait « la côte de des pêcheries plus importante que celle des Indes où les mines s'épuisent, tandis que celles-ci sont inépuisables ».

Les difficultés inhérentes à ce véritable droit de servitude augmenté progressivement à mesure que les Terre-Neuviens sont devenus plus nombreux (de 10.000 qu'ils étaient en 1783, ils sont passés au nombre de 217.000 en 1901), et qu'ils ont obtenu une indépendance politique plus large (ils ont des institutions représentatives depuis 1832 et un gouvernement responsable depuis 1854). Ils ont envahi peu à peu le *French Shore*, à partir surtout du moment où des mines y ont été découvertes, et, jaloux de ces étrangers qu'ils voient s'approprier des produits de leurs côtes, ils ont cherché, par tous les moyens possibles à les écarter, prenant pour mot d'ordre « Terre-Neuve aux Terre-Neuviens ».

Les difficultés ont porté principalement sur trois points :

1. Le droit des Français sur le *French Shore* est-il exclusif ou bien les Anglais ont-ils le droit d'y pêcher concurremment avec eux ? Les juristes de la Couronne, saisis de la question par le gouvernement anglais en 1835, ont répondu que les Français avaient un droit exclusif, mais, invité à un examen plus approfondi, ils ont déclaré en 1837 que les Anglais pouvaient pêcher sur le *French Shore* concurremment avec les Français, à la condition de ne pas les gêner.

Depuis, la convention anglo-française du 14 janvier 1885 a décidé que les sujets français auraient le droit d'aller pêcher et de se servir du rivage pour les besoins de la pêche. Mais elle provoqua un véritable soulèvement des Terre-Neuviens qui refusèrent de s'y conformer. Depuis et malgré la bonne volonté du gouvernement anglais les négociations entre les deux pays sont venues devant leur résistance, notamment en 1887; en 1888 et 1889.

2° La seconde difficulté concerne le droit des Français d'acheter la boîte destinée à servir d'appât à la morue. Le Parlement de Terre-Neuve, dans le but d'éloigner les pêcheurs français, vota, en 1886, un bill défendant l'exportation et la vente du hareng, du capelan, de l'encornet et d'autres poissons d'appât. Cette mesure manqua son but, les pêcheurs français ayant trouvé sur les bancs mêmes un nouveau pât, le *bulot*, et les Français pouvant toujours aller acheter eux-mêmes la boîte sur le French-Shore, mais elle causa un préjudice considérable aux habitants de Terre-Neuve qui gagnaient leur vie en vendant la boîte aux étrangers.

3° La troisième difficulté est relative aux homards. Les Français ont commencé à établir en 1886, et qui se sont multipliées depuis. Les Terre-Neuviens, prétendant que le homard n'est pas un poisson; le traité d'Utrecht permet aux Français de pêcher la morue, il ne leur permet pas de pêcher les crustacés (Et cependant, on dit : la pêche aux écrevisses).

Dans le but de mettre fin à ces difficultés, les deux gouvernements se sont accordés pour les soumettre à une décision arbitrale (convention du 11 mars 1891). Mais cette convention n'a jamais pu fonctionner, les Chambres françaises ne donnant leur consentement à la promesse du gouvernement de Terre-Neuve de se soumettre à la décision des arbitres et un *modus vivendi* provisoire a fonctionné jusqu'en 1904.

En 1904, les deux pays ont enfin fini par s'entendre. La convention franco-anglaise du 8 avril 1904, dans ses articles 1 à 4, tranche les difficultés relatives au French-Shore et prévoit l'échange de certaines concessions faites par l'Angleterre.

que dans les art. 5 à 8 (n<sup>os</sup> 80, 81 et 83) la France renonce, l'art. 1, aux privilèges établis à son profit par l'art. 13 du traité d'Utrecht. Désormais les Anglais peuvent pêcher et faire sécher le poisson sur le French-Shore. Les Français ont le droit de faire sécher le poisson sur le French-Shore et une indemnité doit être accordée à ceux d'entre eux qui seront obligés soit d'abandonner les établissements qu'ils y possèdent, soit de renoncer à leur industrie (art. 3), mais ils conservent celui de pêcher dans les eaux territoriales du French-Shore et à l'embouchure des rivières « pendant la saison habituelle de pêche finissant pour tout le monde le 1<sup>er</sup> octobre », concurremment avec les Anglais et sur un pied d'égalité avec eux. Ils doivent seulement s'abstenir de faire usage « d'engins de pêche fixes », sans la permission des autorités locales. Le droit de pêcher les crustacés et la boëtte, celui d'entrer dans tout port ou havre de cette côte et de procurer des approvisionnements et de la boëtte leur sont formellement reconnus (art. 2)<sup>1</sup>.

Les pêcheurs auraient désiré obtenir en échange de ces sacrifices le droit d'acheter la boëtte sur la côte sud de Terre-Neuve, plus rapprochée de Saint-Pierre et du grand banc. L'Angleterre s'y est refusée en alléguant que les primes accordées par notre gouvernement, primes dont bénéficient non seulement les pêcheurs bretons, mais aussi ceux de Saint-Pierre depuis le décret du 17 septembre 1881, permettent aux Français de faire aux pêcheurs anglais une concurrence redoutable. Pour obtenir le retrait du boët-bul, il aurait fallu renoncer aux primes, ce qui n'était guère possible.

**103. — Observations générales sur l'expansion coloniale de la France au XIX<sup>e</sup> siècle** — Ce qui frappe tout d'abord, lorsque l'on étudie l'expansion coloniale de la France depuis 1815, c'est une marche progressivement ascen-

<sup>1</sup> Le sens de ces dispositions a été précisé, dans le but de calmer les inquiétudes manifestées par les pêcheurs français, par une lettre lord Landsdowne du 3 août 1904 (Rev. gén. dr. int. publ., 1904, p. 36).

dante qu'aucun retour en arrière n'a interrompue. La monarchie de Juillet a fait plus que la Restauration, le Second Empire a fait beaucoup plus que la monarchie de Juillet, enfin l'œuvre de la troisième République est incomparablement plus vaste que celle de tous les régimes qui l'ont précédée. Tous les débris de notre ancienne puissance coloniale que les traités de 1814 nous ont laissés, nous les avons soigneusement conservés. De toutes les nouvelles colonies que nous avons acquises depuis, nous n'en avons perdu aucune.

On a d'ailleurs remarqué que, depuis les guerres de la Révolution et de l'Empire, on ne peut citer un seul exemple d'une colonie enlevée à une puissance européenne par une autre, soit que l'enjeu de la lutte n'ait plus la même importance qu'à l'époque où les Anglais et les Français se disputaient l'empire des Indes et de l'Amérique du Nord, soit que les gouvernements ne croient plus avoir le même intérêt matériel à la possession de leurs colonies par suite de l'abandon de la politique d'assujettissement, soit que les sacrifices humains et d'argent qu'exigerait une guerre européenne se trouvent aujourd'hui hors de proportion avec les avantages qu'une nation peut retirer de ses colonies<sup>1</sup>. L'accord qui n'a cessé de régner entre les gouvernements depuis quinze ans malgré l'intensité de la fièvre coloniale prouve qu'ils sont également décidés à ne pas laisser troubler l'équilibre de l'Europe par leurs rivalités dans les autres parties du monde. L'affaire de Fachoda en fournit un exemple saisissant. Sur chaque côté du détroit, l'amour-propre national était en péril. Cependant, le Gouvernement français a eu la sagesse de céder en comparant « l'importance des efforts à la réalisation du but ». Que valait pour nous Fachoda, qu'eût valu toute l'Afrique équatoriale en présence du marché anglo-

<sup>1</sup> A. RAMBAUD, *La France coloniale*, Conclusion. La République américaine n'infirme pas en réalité la justesse de l'observation contenue dans la première édition. Une nation européenne n'aurait jamais fait la guerre à l'Espagne pour lui enlever Cuba. Cette guerre doit être envisagée comme un nouvel effort de l'Europe pour achever de se soustraire à la domination européenne.

qui achète tous les ans pour plus d'un milliard de produits français et dont les habitants viennent dépenser quelques centaines de millions à Paris ou sur la Côte d'Azur — n'est-elle pas la plus belle de nos colonies? Une guerre entre la France et l'Angleterre est heureusement devenue une impossibilité économique. De part et d'autre, on se tuerait trop de morts.

Sous ces conditions, la conservation de notre domaine colonial dans l'avenir est très probable; il est par contre vraisemblable qu'il ne s'augmentera guère<sup>1</sup>. Aujourd'hui l'occupation du globe est à peu près terminée: il n'y a plus de territoire perdu au milieu de l'Océan sur lequel un pavillon européen n'ait été planté. Il reste encore à prendre le Liban et le Maroc qui finiront sans doute par sombrer un jour ou l'autre. La France, maîtresse de l'Algérie et de la Tunisie, de la Côte d'Ivoire et du Gabon, de la Guinée et de la Côte d'Azur, de la gauche du Mékong, aura à revendiquer sa part. Mais, laissant ces extensions à venir qui ne pourront s'opérer que la suite d'un conflit dont l'arrivée n'est pas désirable, s'il vaut mieux reculer le plus possible, il ne reste aujourd'hui à la France qu'à prendre effectivement possession de sa zone d'influence africaine, et surtout à mettre en valeur les territoires qu'elle s'est attribués.

Elle en a d'ailleurs suffisamment étendus: 8 millions de k. c. en Afrique du Nord, 12 millions en Afrique occidentale, 10 millions en Afrique orientale, 600.000 k. c. dans l'Océan Indien, 700.000 k. c. en Extrême-Orient, 100.000 k. c. en Amérique et 100.000 k. c. en Océanie.

La France pourrait toutefois acquérir plus d'homogénéité par une série d'échanges avec les autres nations colonisatrices qui nous céderaient des territoires enclavés dans nos possessions africaines. L'Angleterre et la France, qui ont des intérêts enchevêtrés dans toutes les parties du monde, auraient, l'une et l'autre, tout avantage à s'entendre sur ce sujet. Raisonnablement, elles devraient le faire le plus tôt possible, avant que les liens qui les rattachent à leurs territoires ne soient devenus plus étroits. Malheureusement, la crainte d'un marché de dupes retient trop souvent les nations — comme les individus eux-mêmes — et les empêche d'agir conformément à leur intérêt. Les deux parties, cependant, gagneraient l'une et l'autre à l'échange. Voir l'article de M. Etienne dans la *National Review* du 1<sup>er</sup> juillet 1903.

25.000 k. c. en Océanie, voilà de quoi occuper une nation qui ne cultive en Europe que 536.000 k. c. Ces trois morceaux sur lesquels se concentrent aujourd'hui l'indigence offrent un aliment suffisant à notre activité.

La presque totalité du domaine colonial de la France se trouve, on le voit, en Afrique et en Asie. Nos colonies d'Amérique et d'Océanie réunies ne forment guère au point de vue superficiel que la quarantième partie de nos possessions, même en ôtant le Sahara. Notre premier empire colonial se trouvait au contraire surtout dans l'Amérique du Nord. De là une transformation profonde dans le caractère de la colonisation française. Ce ne sont plus des colonies de peuplement que nous avons, mais des colonies d'exploitation, situées presque toutes dans la zone torride. L'Algérie ou la Tunisie exceptées, il n'y a guère qu'en Nouvelle-Calédonie que l'Européen puisse s'acclimater facilement. En dehors de là, on cite, à Madagascar, en Indo-Chine et au Soudan, les points qui, par suite de leur altitude, jouissent d'un climat relativement tempéré. Il n'y a pas d'ailleurs lieu de nous en plaindre, les colonies d'exploitation étant celles qui conviennent à un pays qui a besoin de débouchés plutôt pour ses capitaux que pour sa population.

Entre les indigènes que les colons français ont trouvés autrefois et ceux qu'ils ont rencontrés aujourd'hui, il existe également une différence considérable. Il est en effet curieux d'observer que, par une loi qu'on pourrait être tenté d'appeler providentielle, les populations autochtones disparaissent là où les Européens sont susceptibles de s'acclimater (par exemple, dans l'Amérique du Nord et en Australie) tandis qu'elles résistent, au contraire, dans la zone torride (en Afrique et dans l'Asie méridionale). Sauf en Océanie nous n'avons pas trouvé, au cours de ce siècle, de ces tribus sauvages qui fondent au contact des blancs. Les peuples auxquels nous nous sommes heurtés jouissaient d'une civilisation relative quoique différente de la nôtre, et présentaient une certaine force de résistance. Les Arabes, les Peuls et les Toucouleurs, les Hovas, les Pavillons noirs

Chinois n'ont pas été des adversaires négligeables. Ils ont utilisé nos armes et nos éçons. Si un jour le monde musulman entreprend la guerre sainte pour nous chasser de l'Asie du Nord, la France, pour maintenir sa domination, sera peut-être accomplir des efforts considérables.

Telle est la cause de cette « politique coloniale à coups de millions » qui a coûté à la France tant de millions et tant de vies humaines et qui a été si amèrement reprochée à son gouvernement. Mais c'est là aussi ce qui doit nous donner du courage. Au point de vue économique, l'indigène est l'auxiliaire indispensable. C'est sur lui que nous comptons pour fournir la main-d'œuvre nécessaire aux diverses entreprises pour acheter nos produits. Plus l'indigène est élevé dans l'échelle de la civilisation, plus sa collaboration est précieuse. C'est lui qui nous aidera à mettre en valeur ces territoires immenses dont nous serons singulièrement embarrassés, si nous les avons trouvés inoccupés.

Nos colonies peuvent se distinguer en colonies insulaires et en colonies continentales. C'est là aussi la source d'une grande différence avec le passé. Les colonies insulaires semblaient autrefois les plus précieuses. Quand nos ancêtres disaient *les îles*, leur imagination se représentait un paradis où la vie était large et heureuse, où la fortune s'amassait vite et facilement. Aujourd'hui, au contraire, l'avenir dans les îles nous apparaît comme nécessairement limité. Sauf les celles qui sont suffisamment étendues, comme Madagascar et la Nouvelle-Calédonie, la tâche est fort restreinte. Les colonies continentales nous paraissent incomparablement plus importantes. Elles permettent les pensées ambitieuses et les espoirs illimités. Par elles on peut attirer le produit de tout l'intérieur d'un continent, du Soudan ou de la Chine. De plus, leurs frontières peuvent être reculées toujours plus loin et englober ainsi des territoires de plus en plus considérables. C'est sur deux continents, en Indochine et dans le nord-ouest de l'Afrique, que la France depuis un quart de siècle a concentré presque tous ses efforts.

### § 3. SITUATION ACTUELLE DES COLONIES FRANÇAISES LEUR POPULATION, LEURS RESSOURCES ET LEUR AVENIR

**104. — Antilles et Réunion**<sup>2</sup>. — L'œuvre civilisatrice dont la France a assumé la charge et la responsabilité ne peut que commencer. Plusieurs siècles s'écouleront sans doute avant que nos colonies, complètement mises en valeur, soient arrivées au même degré de maturité que la métropole. Un coup d'œil rapide jeté sur nos différentes possessions permettra de se rendre compte de leurs ressources naturelles et de leur richesse en hommes, de mesurer l'étendue de la tâche et de comparer ce qui a été fait à ce qui reste à faire.

Les Antilles et la Réunion, malgré la distance qui les sépare, se trouvent dans une situation de tous points comparable et l'on a pu, sans commettre une faute, leur appliquer une même législation.

La population dans ces îles est aussi dense qu'en France.

Un recensement fait à la Martinique le 1<sup>er</sup> janvier 1897, quelques mois avant l'éruption de la montagne Pelee, a donné 203.781 habitants, ce qui faisait plus de 200 habitants par kilomètre carré. Fort-de-France, le chef-lieu de la colonie, n'avait cependant que 22.000 habitants, et Saint-Pierre, son centre commercial le plus important de la colonie, que 12.000 habitants. Les campagnes étaient donc très peuplées. La population de la Martinique avait plus que doublé au cours du dix-neuvième siècle par suite de l'excédent des naissances sur les décès<sup>3</sup>.

Le recensement fait à la Guadeloupe le 12 juin 1897 a donné 182.112 habitants<sup>4</sup>, soit près de 100 habitants par kilomètre carré.

<sup>1</sup> HENRI LORIN, *La France puissance coloniale*, 1906.

<sup>2</sup> Guadeloupe. JULES BAIET, *La Guadeloupe*, 2 vol., 1897.

<sup>3</sup> Un nouveau recensement fait depuis l'éruption a donné 203.781 habitants. *J. O.*, 23 mai 1905.

<sup>4</sup> Dénombrement par cantons : Basse Terre, 23.068 habitants ; Grande Terre, 16.170 ; Pointe-Noire, 10.413 ; Lamentin, 21.332 ; Pointe-à-Pitre, 10.000.

omètre carré. La population, assez clairsemée à la Guadeloupe proprement dite, est très dense à la Grande-Terre. On se trouvent plusieurs agglomérations importantes. La Grande-Terre, chef-lieu de la colonie, n'avait que 7.456 habitants, mais la Pointe-à-Pitre en comptait près de 19 000. La population de la Guadeloupe, comme celle de la Martinique, a doublé dans l'espace d'un siècle.

A la Réunion, le recensement fait en octobre 1902 a donné 133.315 habitants, soit 68 habitants par kilomètre carré, densité inférieure à celle des Antilles, mais encore supérieure à celle de plus de la moitié des départements français. Saint-Denis 138.000 habitants, Saint-Pierre 27.000, Saint-Paul 19 000. La population des Antilles et de la Réunion se compose de plusieurs éléments. D'abord les habitants proprement dits qui se divisent en blancs purs, en noirs issus des anciens esclaves affranchis et en mulâtres provenant du croisement des deux races. A raison de l'égalité juridique complète qui existe aujourd'hui entre les uns et les autres, les documents officiels ne peuvent pas indiquer quelle est, dans le total de la population, la proportion respective de chacun de ces trois éléments. On sait cependant que les hommes de couleur en sont en majorité aux Antilles la presque totalité. Dans ces deux colonies, il n'y a pas 10.000 blancs purs, y compris les fonctionnaires et les soldats venus d'Europe. A la Réunion, au contraire, il y a plus de 60 000 créoles de race blanche.

Le second élément comprend les étrangers, lesquels se composent principalement de travailleurs hindous, chinois, africains, introduits dans ces îles sous le régime de l'immigration réglementée (chap. x). Ces immigrants sont de moins en moins nombreux aux Antilles. A la Réunion, où leur nombre a toujours été beaucoup plus considérable, il y en avait environ 30.000 étrangers<sup>1</sup>.

1. 41.659, Port Louis, 17 295, Moule, 23 655, Saint-François, 13.000, Grand-Bourg (Marie-Galante) 15.182; Saint-Martin, 6 345.

A la Réunion et aux Antilles, il n'y a pas d'indigènes. La Réunion était inhabitée quand les Européens sont venus s'y établir, et

Les Antilles et la Réunion sont aussi françaises que possible. Elles sont depuis longtemps mûres pour l'assimilation. Ce sont de véritables départements français qui ne demandent qu'à être traités comme les autres. Ces îles ont connu dans le passé une prospérité qui ne sera jamais dépassée dans l'avenir. On ne peut que leur demander de se maintenir et leur souhaiter que les cyclones, les tremblements de terre et les éruptions volcaniques auxquels elles sont hélas ! trop sujettes, leur soient le plus possible épargnés.

On a fait souvent la comparaison avec les colonies anglaises voisines. Si l'île Maurice, plus petite que la Réunion, est cependant plus commerçante et plus peuplée (378.195 habitants en 1901 sur lesquels on trouve, il est vrai, 206.131 Hindous), par contre, les Antilles anglaises végètent délaissées.

Il y a sans doute quelque chose à faire aux Antilles et à la Réunion. On trouve encore dans l'intérieur des terres incultes. A la culture de la canne, à laquelle les habitants sont donnés d'une manière trop exclusive et qui aujourd'hui n'a plus guère d'avenir, on pourrait substituer progressivement les cultures considérées pendant longtemps comme secondaires (café, cacao, vanille, indigo, etc.). Le progrès économique peut être cherché soit dans un emploi plus large des machines, soit dans le développement de la petite propriété. Mais ce progrès est comparable à celui qui pourrait encore être fait dans un département de la métropole.

**105. — Guyane<sup>1</sup>.** — La population de la Guyane française, peu nombreuse, est extrêmement hétérogène. Un re-

la race Caraïbe a disparu des Antilles françaises (il y a encore quelques Caraïbes aux Antilles anglaises, notamment à la Dominique).

<sup>1</sup> Communication de M. CERISIER au Congrès colonial international de 1889 (reproduite dans ses *Impressions coloniales*, p. 152-220. — VERSCHUUR, *Voyages aux trois Guyanes et aux Antilles*, 1894. — Dr CREVAUX, *Voyage d'exploration à la Guyane*, 1879. — HENRI COUDREAU, *La France équinoxiale* (1887); *Chez nos Indiens* (1893). — Aj. l'article consacré à la Guyane par M. LÉVEILLÉ dans *La France coloniale* de M. RAMBAUD.

lement du 28 octobre 1901 accuse 35.908 habitants. Dans ce total figure d'abord la population libre qui en forme la plus grande partie. Elle se compose des mêmes éléments qu'aux Antilles : blancs, negres issus des anciens esclaves affranchis et mulâtres provenant du croisement des deux races. Les uns sont nés dans la colonie, les autres viennent d'Europe ou des Antilles. Comme aux Antilles, les hommes de couleur forment l'immense majorité. Il faut ajouter aussi quelques travailleurs asiatiques introduits sous le régime de l'immigration réglementée (chap. x). D'après les résultats du recensement de 1901, cette population libre comprendrait 18.806 individus auxquels il faut ajouter 868 militaires ou marins et 2.069 chercheurs d'or partis dans les bois qui n'ont pu être recensés individuellement. Vient ensuite la population pénale, comprenant des condamnés de toutes races, transiens ou régués, qui était alors de 6.290 individus. Enfin les negres des bois et les Indiens indigènes dont 1.885 ont été recensés. Les negres des bois Boschis, Bonis, Youcas descendent d'anciens esclaves fugitifs retournés à la vie sauvage. Quant aux tribus indiennes, les unes (Galibis sur la côte, Roucouyennes dans la vallée de l'Awa) appartiennent à la race Caraïbe, les autres (Émerillons, Oyampis) appartiennent au groupe des Indiens de langue toup. Parmi les tribus, les unes sont à demi-civilisées, d'autres sont pacifiques et susceptibles de relations pacifiques, d'autres enfin sont solitaires et n'ont avec l'étranger que des relations de guerre<sup>1</sup>.

Plus de la moitié de la population libre de la Guyane est concentrée dans la ville de Cayenne (12.612 habitants, qui croît régulièrement (elle n'avait que 2.700 habitants en 1897) au détriment des communes rurales de plus en plus abandonnées<sup>2</sup>. C'est la une tendance extrêmement fâcheuse.

<sup>1</sup> Voir sur les tribus indiennes de la Guyane H. MAGER, *Cahiers de la Guyane*, p. 85 et suiv.

<sup>2</sup> Population libre au 28 octobre 1901 : Boura, 545, l'Ouragrande, 1.000, Montsinery, 343, Maloury, 250, Remire, 572; Macouria, 774,

Cette population libre, d'un autre côté, n'augmente pas le nombre des décès l'emporte régulièrement et d'une manière sensible sur celui des naissances. La densité (1 habitant par 3 k. c. est extrêmement faible. En dehors de Cayenne et des centres pénitentiaires, la Guyane française est presque un désert.

Victime des fautes commises dans le passé, de sa mauvaise réputation et d'une colonisation pénale mal conduite, ce territoire a toujours été négligé et semble devoir l'être encore longtemps. Et pourtant peu de pays au monde offrent autant de ressources naturelles. Sans parler des mines d'or qui ont été découvertes vers le milieu du xix<sup>e</sup> siècle, les terres basses alluvionnaires sont d'une fertilité exubérante, les savanes sont éminemment propres à l'élevage du bétail et les forêts qui occupent l'étage supérieur contiennent une grande variété d'arbres dont le bois est très précieux pour la menuiserie, l'ébénisterie et la construction. Or ces forêts ne sont pas exploitées, l'élevage n'existe pas, et les terres basses ne sont même pas défrichées. Pas de voies de communication. Les chiffres de la production agricole et du mouvement commercial sont aussi dérisoires que ceux de la population. Actuellement il y a à peine 3.500 hectares de terres en culture et encore sont ils uniquement consacrés à la petite culture vivrière. Les grands domaines ont été presque entièrement abandonnés; la production du sucre et des denrées coloniales est devenue insignifiante, on n'en exporte pour ainsi dire plus. Et cependant, tout à côté, les Guyanes anglaise et hollandaise sont dans une situation incomparablement plus prospère<sup>1</sup>.

Kourou, 650, Sinnamary, 1109, Iracoubo, 617, Mana, 864; Oyapok, 971, Approuague, 652, Kaw, 229; Maroni, 1,352.

<sup>1</sup> La Guyane hollandaise (129 000 k. c.) avait, à la fin de 1908, 73 512 habitants, sans compter les nègres qui vivent dans les *landes*. La population a doublé depuis cinquante ans. La capitale, Paramaribo, a 32 500 habitants. Ses exportations, consistant principalement en sucre, en cacao, en caoutchouc, bien qu'en décroissance depuis le commencement du siècle, s'élèvent à plus de 4 millions de florins. La

On se récrie sur l'insalubrité du pays ; elle a été grandement exagérée. Il y a bien eu à certaines époques des épidémies de fièvre jaune, mais elle n'existe pas à l'état endémique dans la colonie. Les maladies endémiques sont même causées par la chaleur et l'humidité du climat, la dysenterie amenée par l'absorption d'eaux trop souvent impures et la fièvre paludéenne provenant du défrichement du sol recouvert d'une épaisse couche de matières organiques en décomposition. On peut combattre l'anémie par une nourriture abondante et fortifiante et éviter la dysenterie en surveillant sa boisson et en prenant certaines précautions d'hygiène. Quant à la fièvre paludéenne, elle disparaît avec cause, une fois le défrichement accompli. Le jour où l'homme se sera rendu le maître de la nature et où le sol sera cultivé, la Guyane sera aussi salubre que les autres colonies que nous possédons sous les tropiques et pourra devenir une de nos plus riches possessions. Mais il faut des bras pour les routes.

**106. — Inde française** — Nos établissements de l'Hindoustan, quoique peu étendus, sont cependant très peuplés. Ils sont très naturels, puisque chacun d'eux consiste dans une ville et dans sa banlieue immédiate. Le recensement du 1<sup>er</sup> mars 1901 a donné 273.185 habitants qui se répartissent ainsi entre les cinq établissements : Pondichéry, 174.456 ; Karaikal, 56.595 ; Chandernagor, 26.831 ; Mahé, 10.298 ; Yanaon, 5.005. La population se compose presque entièrement d'indigènes ; on trouve seulement 962 Européens ou descendants d'eux, et 1.791 métis (*topas*).

Ces établissements sont, il faut le reconnaître, moins utiles pour la France que gênants pour l'Angleterre. En 1815, lord Castlereagh nous avait offert de nous rendre l'île de France en échange, et nos diplomates ont eu grand tort

de refuser. L'île anglaise (246 000 habitants au recensement de 1891). Sa capitale, Georgetown, est une ville de 53 000 âmes. Ses exportations, consistant surtout en sucre et en rhum, atteignent 2 millions de livres sterling.

les initiales A. O. F.) comprend toutes les colonies que la France possède dans l'ouest et le centre de l'Afrique à l'exception du Congo. Elle forme, au point de vue de l'étendue, le plus gros morceau de notre domaine colonial (2 140.000 k. c. au total<sup>1</sup>, soit quatre fois la France). Actuellement, il ne vaut pas pour nous l'Indo Chine, parce que la population y est moins dense et moins civilisée. Mais on ne peut prévoir ce que sera cette population dans un siècle ou deux. Ces régions offrent à l'activité de notre race une réserve pour ainsi dire inépuisable.

Dakar, le point de la côte le plus rapproché du continent américain, est destiné à devenir une station militaire et commerciale de premier ordre. C'est la capitale et la véritable porte de l'Afrique occidentale. Entre Dakar et Saint-Louis, la construction du chemin de fer a déjà complètement transformé le Cayor où la culture de l'arachide s'est considérablement développée. La même cause pourrait produire dans le sud du Sénégal un effet analogue et le Fouta même n'est pas le désert inutilisable que l'on croyait autrefois<sup>2</sup>. Par le Sénégal, nous entrons en contact avec les Maures qui exportent la gomme du Sahara. Ce fleuve, dont la navigation sera bientôt améliorée, et le chemin de fer de Kayes au Niger ouvrent l'accès des riches régions du Soudan. Il est de mode aujourd'hui d'appeler le Niger le *Nil français*, et la comparaison est aussi exacte que suggestive. Comme le Nil, le Niger fertilise par ses inondations les régions qu'il traverse et qui sans lui ne seraient qu'un immense désert. Le Soudan peut devenir un des principaux pays producteurs de coton du monde. L'indigène produit aujourd'hui le mil qu'il consomme. Demain, il produira le coton qu'il vendra. Grâce à la paix française, les hommes

<sup>1</sup> Chiffre donné par M. Roume, gouverneur général de l'A. O. F. dans son discours au conseil général du Sénégal, en décembre 1905. En additionnant les chiffres que nous avons adoptés, on arrive à un total un peu supérieur de 2 277 000 k. c.

<sup>2</sup> Capitaine VALLÉE, *Exploration dans le Fouta* (Bulletin du Comité de l'Afrique française, 1906, supplément).

ce pays augmenteront en nombre et en richesse, et en ce temps, l'industrie nationale cessera d'être dépendante de l'étranger pour une des matières premières les plus importantes. Le Soudan peut être réservé au plus bel avenir. Pourquoi, dans l'histoire des civilisations et du commerce mondial, l'Afrique n'aurait-elle pas son jour, et n'entre-t-elle pas dans la voie où l'Europe, puis l'Amérique ont suivi la vieille Asie ?

Les régions côtières du golfe de Guinée n'offrent pas les mêmes perspectives. Au sud du 8° latitude, c'est la grande forêt qui se prolonge jusqu'à la côte. L'humidité extrême entretenue par l'abondance des pluies rend le pays particulièrement malsain. Les fleuves, coupés de rapides, ne peuvent pas être utilisés pour la navigation. Mais les bois d'ébénisterie et de construction, le caoutchouc, l'huile de palme, sont au commerce européen un aliment important. Puis, le commerce de l'or au Fouta Djallon et dans l'arrière-pays de la Côte d'Ivoire. L'avidité des chercheurs d'or peut suffire à transformer ces pays, comme elle a transformé les déserts de l'Australie occidentale et les régions glacées de l'Alaska, et encore bien plus déshérités.

Le caractère de nos colonies de l'Afrique occidentale s'est complètement transformé depuis dix ans. Autrefois on ne les considérait guère que comme des colonies de commerce, existant sur la côte sauf à entretenir des relations d'échange

Il ne faut pas oublier Arguin, dont la possession a été ardemment revendiquée dans le passé, et dont les bancs paraissent aussi poissonneux que ceux de Terre-Neuve. La pêche dans ces parages mériterait d'être encouragée par les mêmes primes (*Congrès colonial national*, 1903, t. I, p. 273 et suiv.). Une mission a été chargée par le gouvernement général de l'A. O. F., en 1904, d'étudier sur place les possibilités d'utiliser ce poisson. La grosse question est celle de la conservation. Voir GRIVET et BOLYAT, *Les pêcheries de la côte occidentale d'Afrique*, 1906 — SABIN BERTHELOT, *La Pêche sur la côte occidentale d'Afrique*, 1840. — A. TAQUIN, *La côte occidentale d'Afrique et les pêcheries canariennes*, Bull. Soc. belge de géog., 1902, t. 350, 405-445, 502-546 et 1903, p. 37-99. — FROIDEVAUX, *Les ressources de pêche sahariennes* Q. D. C., 1<sup>er</sup> février 1905.

avec l'intérieur. Vouloir mettre en valeur et transformer par l'agriculture la boucle du Niger aurait paru une présomptueuse<sup>1</sup>. Aujourd'hui, au contraire, on vise à pénétrer au cœur du pays et à le transformer en une vaste zone d'exploitation. Ce qui autrefois eût paru folie s'agit aujourd'hui sagesse et rentre dans le domaine du possible et du réel. L'imagination d'un romancier contemporain a vu cette vision de l'avenir<sup>2</sup>.

La population de l'Afrique occidentale est assez difficile à évaluer. Elle doit atteindre et peut-être même dépasser 12 millions d'habitants en chiffres ronds (Sénégal 1 million, Haut-Sénégal et Niger 4 millions<sup>3</sup>; Territoire militaire 1 million (?); Mauritanie et partie du Sahara comprise dans la zone de l'A. O. F., quelques centaines de mille d'individus; Côte d'Ivoire, 2 millions; Dahomé 1 million). On ne saurait préciser davantage, car, si

<sup>1</sup> Voir la première édition de cet ouvrage, p. 259.

<sup>2</sup> E. ZOLA, *Fécondité*.

<sup>3</sup> Un recensement fait le 1<sup>er</sup> mai 1904, dans les territoires de l'administration directe du Sénégal dont la superficie comprenait 1.135.000 k. c. a donné 107.826 habitants (densité : 95 habitants par k. c.), se répartissant ainsi : 4.479 Européens ou assimilés (civils 3.251, militaires 1.228) dont 2.804 Européens (troupes comprises) et 1.675 civils ; 3.878 étrangers (presque tous des indigènes nés hors des villes d'origine) ; 99.409 indigènes nés au Sénégal et jouissant de la nationalité française. — La ville de *Saint-Louis* avec sa banlieue comptait 28.469 habitants, *Dakar* avec sa banlieue avait 23.462 habitants, *Rufisque*, 12.446 habitants et *Gorée* 1.560 habitants.

La population des pays de protectorat du Sénégal n'est pas comprise dans ce recensement. Elle peut atteindre à elle seule un million d'hommes.

<sup>4</sup> Un recensement de la population des 21 cercles qui composent la colonie du *Haut-Sénégal et Niger* fait en 1905 a donné 3.935.700 habitants (*Quinzaine coloniale* du 25 octobre 1905) ainsi répartis : Kayes, 60.070; Médine, 5.065; Bamako, 160.878; Kita, 65.860; Foulabé, 65.273; Satadougou, 34.194; Segou, 168.785; Djenné, 60.000; Koutiala, 223.403; Kouny, 224.266; Bougouni, 101.492; Sikasso, 164.410; Bobo-Dioulasso, 230.000; Lobi, 188.900; Ouahigouya, 2.000; Ouagadougou, 1.467.082; Bandiagara, 171.119; Nioro, 114.228; Niakhar, 67.950; Sokolo, 34.770; Issa-Ber, 59.597.

ains centres on a pu faire un recensement suffisamment exact, ailleurs on n'a pu procéder qu'à des évaluations plus ou moins approximatives.

Sur ce total, il y a environ 4.000 Européens. Les autres sont des mulâtres (signares) ou des indigènes. En dehors des quatre communes de plein exercice du Sénégal on ne rencontre pas comme Européens que des fonctionnaires ou des soldats, et il n'y a pour ainsi dire pas de mulâtres à l'exception de ceux qui sont venus des villes de la côte dans l'intérieur pour faire le commerce. On peut donc dire, d'une manière générale, que toute la population appartient aux races africaines. Mais ces races sont très diverses.

Sur la rive droite du Sénégal, ce sont, comme dans tout le Sahara occidental, des Maures (Trarzas, Bracknas, Douaichs) population d'origine berbère ou parfois arabe, mais fréquemment mêlée de sang noir. Les Maures se divisent en plusieurs catégories sociales : *guerriers* ou *hassanes*, descendants des envahisseurs arabes, *marabouts* ou *toulba*, *tributaires* ou *zenaga* = Sénégal) descendants des anciens berbères, *oufs* de race (*nan'men* ou de traite *habed*). L'esclave lui-même est appelé *aratine*. Ce nom d'*aratine* s'applique également aux *trognons*, enfants que des Maures ont eus de leurs captives arabes. A la fois pillards et commerçants, les Maures vivent aujourd'hui en paix avec nous<sup>1</sup>. Ils font le commerce des bœufs et transportent jusqu'au Haut-Niger les barres de sel Taoudeni qu'ils échangent contre les cotonnades venues de Saint Louis ou les noix de kola apportées de la Guinée. On évalue leur nombre à 80.000<sup>2</sup>.

Sur la rive gauche, ce sont des noirs appartenant à deux groupes principales :

1° *Ouolofs* et *Sérères*, dans le Bas-Sénégal et sur la côte, ce sont des hommes grands et forts, les plus beaux noirs de

<sup>1</sup> Les Trarzas viennent faire leurs échanges à l'escale de Dagana, les Bracknas à Podor et les Douaichs à Kaedi.

<sup>2</sup> Voir, sur les Maures de l'A. O. F., l'étude de G. POTLET dans la *Revue coloniale*, Nouvelle série, t. III, p. 453, 583 et 661, et t. IV, p. 186 et 335.

l'Afrique; ils ont pris depuis longtemps contact avec la civilisation et quelques-uns d'entre eux sont convertis au catholicisme. Ils sont au nombre de 600.000 environ.

2° *Mandingues*, aux cheveux crépus et au nez épala, habitent le haut fleuve et dans le bassin du Niger. Cette race forme le fond de la population du Soudan. Elle est répandue depuis le Sahara jusqu'à la grande forêt. Les Mandingues divisent eux-mêmes en Bambaras, Malinkes, Samoungues, Soninkés, Mandé-Dioulas, etc.

Il faut ajouter les Peuls et les Toucouleurs. Les *Peuls* sont une race d'un brun rougeâtre, particulièrement intelligente, qui semble originaire de l'ancienne Égypte. C'est un peuple pasteur qui s'est avancé vers l'ouest en mettant et convertissant à l'islamisme les populations rencontrées, fournissant de temps à autre des conquérants qui fondent dans le Soudan d'immenses empires éphémères, comme ceux d'Ahmadou ou de Samory. Les Peuls, en se mêlant avec les noirs, ont donné naissance à des métis de type plus ou moins foncé auxquels on a donné le nom général de *Toucouleurs* (Tacarores des Portugais). Les Toucouleurs sont en général des musulmans fanatiques, guerriers orgueilleux et énergiques. Peuls et Toucouleurs ne forment d'ailleurs qu'une minorité de 2 ou 300.000 individus au milieu des hommes de race Mandé qui sont dix fois plus nombreux qu'eux au Soudan. A ces différents éléments ethniques on peut ajouter les *Touaregs* qui errent au nord de Tombouctou<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Les *Ouolofs* au nombre de 440 000, se trouvent entre le Sénégal et Dakar dans les cercles de Dagana, Louga, Tivaouane (Cercle de Dakar-Thiès partie). Les *Ouolofs* sont en général musulmans; d'entre eux environ sont convertis au catholicisme.

Les *Sérères* environ 180 000 sont fétichistes. Ils se trouvent entre Dakar jusqu'à la Gambie (cercles de Dakar-Thiès et de Saint-Louis). Ils se divisent en deux grandes fractions, les *Nones* au nord et les *Sines* (Barbacins des Portugais) au sud. Ils sont d'un niveau intellectuel inférieur aux *Ouolofs*.

<sup>2</sup> Au Sénégal, les hommes de race Mandé se rencontrent

une manière générale d'ailleurs dans l'Afrique occidentale l'intérieur du pays est habité par des hommes de race ou mande, qui pratiquent avec plus ou moins de fermeté la religion musulmane. Dans la forêt et sur la côte au contraire, on trouve des peuplades fétichistes de races très diverses, qui vivent isolées les unes des autres et dont le degré de civilisation est en général très inférieur.

Le bassin de la Casamance contient environ 130 000 habitants. Les principales races sont les Diolas, les Ba-noumkas et les Balantes. Les *Diolas* établis dans la Basse-Casamance, sont comme les Sérères de la région de la Haute-Gambie ils n'ont aucune cohésion et se divisent en petits groupes se méprisant les uns des autres. Il en est de même des *Ba-noumkas*, autrefois puissants, aujourd'hui bien déchus, de mœurs douces. Les *Balantes*, pillards épreuvés barbares du commerce, *tati*, viennent de la Guinée portugaise et se trouvent principalement dans la Haute-Casamance.

Les bassins de la Casamance et de la Gambie Malinkés et en partie de Bakel Sarrakolés. Les *Khassonkés*, mêlés de Peuls et de Malinkés, sont établis sur la rive droite du fleuve entre Bakel et Bafoulabe. Les *Peuls* se rencontrent surtout dans la Haute-Casamance et la Haute-Gambie, ils viennent aussi faire paître leurs troupeaux dans le Fouta. Ils sont au nombre de 110 000 environ. Les *Peuls* ont des chefs *Almamys* qui nomme un *ardo* (chef politique) et un *tan-sar* (chef religieux) dans chaque district. Les *Luobes*, disséminés un peu partout au Sénégal, au nombre de 10 000 environ, travaillent le bois. Ils ont la même langue et même costume que les *Peuls*. Les *Toucouleurs*, au nombre de 100 000 environ, dominent sur la rive gauche du fleuve, entre Bakel et Dagana, principalement dans les cercles de Matam, de Kolda et de Podor. Voir Dr LASSERRE, *Une mission au Sénégal* (1906). Au Soudan, les Bambaras forment l'élément dominant depuis le Sénégal jusqu'au Niger. Le recensement fait en 1905 dans les cercles du Sénégal et Niger a donné les résultats suivants en millions d'habitants : Bambaras, 1.287, Sarrakolés, 414, Khassonkés, 73, Diolas, 36, Peuls et Toucouleurs, 336, Gourmantches 15; Bambaras 3; Mossis, 10; Maures, 10, Ouolofs, 3, indéterminés, 1 156.

La race *Songhai* qui autrefois fonda le royaume de Ghana dans le Soudan a été repoussée depuis Tombouctou, le long du x<sup>e</sup> siècle, vers le sud de Gao. Au xvi<sup>e</sup> siècle, est aujourd'hui bien déchue ses derniers représentants se rencontrent sur les bords du Niger, vers Say. Le

La Guinée française a environ 1 million  $1/2$  d'habitants (6 h. par k. c.). Le chef-lieu, Konakry, fondé en 1893, s'est développé avec une rapidité remarquable (9 000 habitants environ en 1904). Environ 400 Européens, une dizaine de marchands syriens, quelques milliers de Sénégalais et de Sierra-Léonais attirés également par le désir de faire du commerce, sont venus s'ajouter dans ce pays à la population indigène. Celle-ci, dans la région côtière, comprend les *Soussous* du côté de Konakry, et, du côté de la Guinée portugaise, quelques autres peuplades moins importantes : les *Nilous*, les *Landoumans* et les *Bagas*, ces derniers très inférieures sous le rapport intellectuel. Les indigènes dominent au Fouta-Djallon. La partie de la Guinée qui se trouve dans le bassin du Niger est habitée par des habitants de race mandés.

À la Côte d'Ivoire, il y avait 348 Européens d'après le recensement fait le 1<sup>er</sup> décembre 1901 : les négociants, les colons entraient pour moitié dans ce total; les fonctionnaires et les militaires composant l'autre moitié. Dans les parties de la colonie où on avait pu faire un recensement approximatif des indigènes, on avait trouvé 1.139.336 individus. La population des territoires non recensés était évaluée à la même date à 820.000 habitants<sup>1</sup>. Cela fait des chiffres ronds 2 millions d'habitants, soit 6,5 h. par k.

Les indigènes de la Côte d'Ivoire appartiennent à des races diverses qui peuvent être classées en quatre groupes.

<sup>1</sup> Population approximative des Cercles : Rio-Nunez, 450 000 habitants; Rio Pongo, 50 000, Conakry-Dubreka, 45 000; Canes, 40 000, Mellacorée, 35 000, Tamisso, 20 000; Farana, 175 000, Tiabo, 150 000, Labe, 200 000, N Dama, 50 000, Dinguiray, 35 000; Sigouri, 38 500, Kan, 40 000, Kouroussa, 37 700, Beyia, 60 000; Kissidougou, 60 000.

<sup>2</sup> Population recensée : cercles de Kong, 400 000 habitants; Boudoukou, 82 174, de Minien, 7 008; d'Assinie, 52 627, de Bassam, 8 317, des lagunes Poton et Ebrié avec le pays de la Côte, 359 221; de Lahou, 26 386; partie recensée du Baoulé, 142 581; cercles de Sassandra, 16 080, du Cavally, 45 000. — Population non recensée, partie sud de la région comprise entre le Nzi et le Cavally, 10 000; Morenou, 5 000, partie non recensée du Baoulé, 50 000; Interland des cercles de Sassandra et du Cavally, 300 000.

du Nord du 8°, on trouve des hommes de race mandé. Dans le Boulé et dans le bassin de la Comoe, le pays est habité par des *Agni* qui appartiennent à la même famille ethnique que les Achantis et les Apolloniens de la Côte d'Or. Le long des lagunes de la côte vivent des petites peuplades d'origine diverse, mais également arriérées<sup>1</sup> (Adoukrou, Ebré, etc., Alladian, Abbey, Abidji, M'bato, Aiz, Dila, etc.). La partie de la côte située à l'ouest du 8° long. est habitée par des populations que les Européens désignent depuis le commencement de deux siècles sous le nom de *kroumen*<sup>2</sup>. Derrière les *kroumen*, la partie de la grande forêt située entre le Mandama et le Cavally est habitée par des tribus fort sauvages, généralement anthropophages, d'ailleurs encore inconnues, et qui semblent se rattacher au moins par le langage à la race mandé : ce seraient « des Mandés restés en arrière du mouvement de civilisation qui a modifié leur aspect et qui, à l'abri de leurs forêts, nous conservent la fidélité de ce qu'étaient les Mandé Diouas il y a un millier d'années ».

La population du Dahomey comprend au moins un million d'individus (7 h. par k. c.). Le Bas-Dahomey est habité par les *Dahoméens*, les *Nagos*, les *Ouatchis*, les *Mahis*. Dans le Haut-Dahomey, le Borgou<sup>3</sup> est peuplé de *Baribas*, féroces et pillards. Plus loin, on trouve les *kotooulis* et les *Kafirs* infidèles dans le cercle de Djougou<sup>4</sup>, les *Gour-*

<sup>1</sup> Cinquante ans de relations commerciales avec les Européens, dit Clozel, n'ont rien produit chez les peuplades des lagunes qui puisse comparer à ce que les Mandé et les Agni doivent à leur civilisation originaire. « *Coutumes indigènes de la Côte d'Ivoire*, p. 56. Corruption du mot anglais *creole-men*, hommes de quai, parce que ces noirs s'engagent comme hommes de quai sur les navires européens.

<sup>2</sup> Sur le Borgou et ses habitants, voir la communication de M. BOUSSEAL, à la Société de géographie. *La Géographie*, 15 septembre 1901.

<sup>3</sup> Sur les Kafirs, voir la communication du lieutenant BRET à la Société de géographie, mars 1901. Pillards et cruels le réputation, mais en réalité de paisibles cultivateurs et des travailleurs infatigables mais jaloux de leur liberté. Leur pays a de 5 à 6 000 k. c.

*mabés* dans le cercle de Gourma. Ces peuplades sont chistes, mais en approchant du Niger, on tombe en musulman. Ce sont des pasteurs *peuls*, des commerçants *haoussas*, des cultivateurs *sonray* qui correspondent de la vallée du Niger aux Fellahs de la vallée du Nil, puis la rive gauche du fleuve, les *Zabermah* et les *Touaregs*.

**109. — Congo français<sup>1</sup>.** — Le Congo français, qu'en 1899, a été surtout une base d'opération pour les différentes missions que la France envoyait dans le centre l'Afrique. A cette époque, les capitalistes français, stimulés par les bénéfices réalisés par les entreprises belges au Congo, ont été pris d'un véritable engouement pour ce pays. De nombreuses concessions ont été sollicitées et obtenues. Quelques-unes de ces sociétés ont échoué faute d'écarter les préalables sérieuses et d'un personnel expérimenté, d'autres ont réussi, et dans l'ensemble le mouvement favorable au développement de l'activité économique du pays. Sans les grandes concessions, quel parti la France aurait-elle tiré du Congo? Aucun peut-être, du moins en quelques longues années (Voir plus bas, chap. ix).

Le Congo français peut exporter les produits riches comme l'ivoire et le caoutchouc. Situé sous l'Équateur, il est couvert d'une forêt immense où abondent les beaux arbres. Plus au nord, dans le bassin du Tchad, la forêt disparaît et le pays semble susceptible d'un certain développement agricole; malheureusement les produits n'ont pas assez de valeur pour pouvoir supporter les frais de transports considérables que comporterait l'éloignement de ces régions.

<sup>1</sup> F. ROUGET, *L'expansion coloniale au Congo français*, Cpt. Dr CUREAU, *Essai sur la psychologie des races nègres d'Afrique tropicale* (Rev. gén. des sciences, 1903, p. 638-652 et 1904, p. 695).

<sup>2</sup> La seconde mission du capitaine LENFANT à la fin de 1900 a montré l'existence d'une voie navigable entre le Tchad et l'Afrique du Nord : le Mayo-Kebbi, affluent de la Benoué, et le Logone, affluent du Chari, communiquent par la dépression du lac Toubouri. Cette découverte change complètement les conditions de la mise en

es pourront nourrir une population indigène assez dense; mais elles ne seront jamais avec l'Europe qu'un chiffre d'affaires insignifiant<sup>1</sup>.

La population du Congo français a été l'objet d'évaluations très diverses. Ce pays peut être cité comme un exemple des différences considérables d'appréciation auxquelles arrive quand on n'a pas d'autres bases que la densité approximative par kilomètre carré<sup>2</sup>. On admettait habituellement pour le Congo une densité de 4 à 5 individus par k. c., ce qui ferait au total de 8 à 10 millions d'habitants. D'après M. Bruel, administrateur du Haut-Chari, cette évaluation serait de beaucoup inférieure à la réalité dans le Haut-Chari, en particulier, il y aurait plus de 9 habitants par k. c.<sup>3</sup>. La population paraît, il est vrai, plus dense dans cette région que dans le reste de la colonie. Mais, malgré cela, il pourrait bien y avoir 15 millions d'habitants au Congo. En général, les indigènes se cachent ou se disent sur le passage des Européens, les guides qui conduisent les explorateurs leur font éviter les villages. Trom-

en Afrique centrale, le transport d'une tonne de marchandises par cette voie nouvelle, singulièrement moins onéreux (Commandant LÉNANT, *La grande route du Tchad*, 1905).

Sur la région du Tchad et ses habitants, voir les articles publiés par le lieutenant-colonel DASTENAY dans la *Revue générale des sciences*, 1904, 662 et 717-727. — Capitaine DEBOIS, *Bas-Chari, rive sud du Tchad et Bahr-el-Ghazal* (Annales de géographie, 1903, p. 339).

— D'HUART, *Le Tchad et ses habitants* (La Géographie, 15 mars 1904).

— FOURNEAU, *Deux années dans la région du Tchad* (Bull.

A. F., 1904, supplément). — Dr DECORSE, *Rapport ethnographique et zoologique sur la région du Tchad* (ibid., 1905, supplément). — Voir également : G. BRUEL, *Le Cercle du moyen Congo* (ibid., 1905, supplément).

Le bassin du Chari et les territoires situés au nord et à l'ouest du Tchad ont été parcourus de 1901 à 1904 par la mission ALEXIS CHEVALIER.

Une statistique de la population du territoire du Tchad faite en 1901, a donné 420 000 habitants (Bull. Com. A. F., 1905, 114).

G. BRUEL, *La région civile du Haut-Chari* (La Géographie, 1902, 55 et s).

pés par ces circonstances, ceux-ci donnent en général des chiffres trop faibles.

Il y avait au Congo, au début de 1900, 730 Européens dont 527 Français. La population indigène comprend des races très diverses qui peuvent être classées en deux catégories : les peuplades des forêts, sauvages, méfiantes, cruelles, et les peuplades de la brousse plus sociables, moins sanguinaires. Toutes ces peuplades sont fétichistes, vivent isolées les unes des autres et n'ont qu'une organisation politique tout à fait rudimentaire. Les principales sont : les *M'Ponjoué* au Gabon, les *M'fans* ou *Pahouins* à l'est des Monts de Cristal, les *Chakés* dans le bassin de l'Ogooué, les *Loangos* dans le sud de la colonie, les *Batéké*s sur les plateaux qui séparent les bassins du Niari-Kiliou et de l'Alima, puis dans les bassins du Congo et de l'Oubangui en remontant d'aval en amont : les *Bafourous*, les *Bondgos*, les *Banziri*, les *Sanghos*, les *N'dris*, les *Yacomas*, les *Boubous*, les *Nakaras*, les *Zandé* ou *Niams-Niams*. Dans le bassin du Tchad on arrive en pays musulman, et avec les peuples du Chad, du Baguirmi, du Ouadaï, on s'élève immédiatement dans l'échelle de la civilisation. Au Congo, comme sur toute la côte de Guinée, on marche vers la civilisation en s'avancant dans l'intérieur. Bien des explorateurs ont dit le sentiment de soulagement qu'ils avaient éprouvé lorsque, après longs mois passés parmi les tribus fétichistes de la Côte, étaient arrivés au milieu d'un peuple à demi-civilisé par l'islamisme<sup>1</sup>.

**110. — Madagascar<sup>2</sup>.** — La diversité des altitudes et des climats fait de la colonisation de Madagascar un problème

<sup>1</sup> Voir sur les peuplades rencontrées par la mission Auguste Cavallier sur son passage, la conférence faite à la Société de géographie par cet explorateur (*J. O.*, 15 mai 1904).

<sup>2</sup> Voir sur Madagascar et ses ressources : *Notes, reconnaissance et explorations* (trente-deux livraisons publiées de 1897 à 1900) ; *Bulletin économique de Madagascar* (trimestriel, depuis 1901) ; *Bulletin de l'Académie Malgache* (trimestriel, depuis 1902). — *Revue de Madagascar*, organe du comité de Madagascar (mensuel).

complexe. L'exploitation de l'or<sup>1</sup> et l'élevage du bétail surtout ont réjoui les efforts. Mais l'île se prête à de nombreux essais. Les produits de la zone tempérée peuvent prospérer à côté des produits de la zone tropicale. Madagascar offre un caractère mixte : ce peut être à la fois une île d'exploitation et une colonie de peuplement. Si le climat est parfois rigoureux pour les Européens, par contre les récoltes de la Réunion et de l'île de France s'y trouvent bien chez eux. Ils ont largement contribué à l'origine à constituer le premier noyau de population française qui se développe aujourd'hui par l'arrivée de nouveaux émigrants. L'importance que cet élément français pourra acquérir ne s'échappe à tous les calculs.

Cet élément français doit se superposer à l'élément indigène, mais non aspirer à le remplacer. L'objectif est au contraire de favoriser l'accroissement des indigènes : ils ne seront jamais assez nombreux pour mettre leur pays en valeur, pendant des siècles la main-d'œuvre manquera à Madagascar. Cette île est, en effet, sensiblement moins peuplée qu'on ne le croyait autrefois. On lui a attribué 4 millions d'habitants, puis 3. Le recensement fait en 1902 a accusé 2 millions et demi d'indigènes, soit un peu plus de 4 habitants par k. c. Or Madagascar, pays plus grand que la France, pourrait facilement porter dix millions d'habitants. Les populations de Madagascar sont d'origines très diverses. Les unes, comme les Hovas et les Betsimisarakas, sont d'origine malaise : leurs ancêtres ont été autrefois amenés volontairement ou non, dans l'île par les moussons qui en avril à septembre soufflent du N. E ; les autres, comme

<sup>1</sup> 1899. — *Guide de l'immigrant à Madagascar*, 3 vol. et 1  
1899. — PLORET, *Deux leçons à la Sorbonne sur Madagascar*.  
1898. — *Madagascar au début du xx<sup>e</sup> siècle*. 1902. — GAUTHIER,  
*Madagascar, essai de géographie physique* thèse de doctorat ès-  
scs, 1902. — Dr DANERVILLE DE LA SALLE *à Madagascar*,  
— Colonel LYAUTEY, *Dans le sud de Madagascar*, 1902.  
*Annuaire de Madagascar*.

<sup>2</sup> L'exportation de l'or a été de 1.910 kil. en 1903, de 2.480 kil. en

les peuplades disséminées sur la Côte occidentale au-  
 les on donne le nom commun de Sakalaves, sont d'ori-  
 africaine. Sur certains points, des colonies juives et  
 sont venues s'établir autrefois et se sont mêlées à la  
 population indigène (Antaisaka, Antaimorona, Antambahoaka).  
 Existait-il une population aborigène, établie à Madagascar  
 avant l'arrivée de tous ces immigrants venus d'Afrique  
 d'Asie? Les légendes hovas nous parlent d'habitants  
 tifs, les *Vasimbos*, peuplade ignorante et grossière qui  
 savait pas travailler le fer, qui aurait été vaincue et  
 éteinte. Il n'en reste que peu de traces aujourd'hui.

D'après les renseignements fournis par le Guide Annuel  
 de Madagascar pour 1905, la population indigène de  
 dépasse légèrement 2.550.000 habitants<sup>1</sup>. Les Hovas  
 nombre de plus de 800.000, en forment à eux seuls plus  
 le tiers. Établis sur le plateau central de l'Imérina, ils  
 habitent dans les provinces de Tananarive, de l'Imérina cen-  
 trale, de l'Imérina du nord, d'Iasy, de Vakinankaratra et du  
 district de l'Imérina-est (sud de la province d'Angavo-  
 gororo). Les *Betsileos*, qui forment avec les Hovas, le  
 plus grand nombre de la population, sont le plus civilisé de Madagascar, au nombre de  
 de 300 000, dominant dans les provinces de Fianarantsoa  
 et d'Ambositra. A l'est, les *Betsimisarakes*, répandus  
 long de la côte, dominant dans les trois provinces  
 auxquelles on a donné leur nom, ainsi qu'à Tamatave-  
 Andevoranto. Ils sont au nombre de 200.000 environ.  
 Les *Antsihanaka* sont cantonnés aux environs du lac Alaotra  
 dans le district qui porte leur nom, au nord de la pro-

<sup>1</sup> Population indigène des provinces et des cercles en millions  
 habitants. Tananarive ville, 60, Imérina centrale, 388, Angavo-  
 gororo-Aloatra, 134; Imérina du nord, 41, Iasy, 125; Vakinankaratra,  
 145, Ambositra, 144, Fianarantsoa, 305, Mandritsara, 27, Faga-  
 rana, 308; Mananjary, 53, Betsimisarakes du sud, 101, Andevoranto,  
 14, District de Fetrano, 12, de Beforona, 10, Tamatave-Andevoranto,  
 Betsimisarakes du centre, 8, Sainte-Marie, 5, Betsimisarakes  
 nord, 30, Vohémar, 3, Diégo-Suarez, 12; Nossi-Bé, 46, Ma-  
 53, Tananarive, 138. Cercles d'Analava, 41; de Mavatanana, 40, de  
 d'Antsirabo, 29; de Morondava, 58, de Mahafaly, 31, de Fort Dauphin,

Angavo-Mangoro-Aloatra; ils sont à peu près 30 000. Le cercle central de cette province est occupé principalement par les *Bezanozanos* qui sont au nombre de 14.000 environ. Au nord, les *Tsimihety* (30.000 environ) forment l'élément principal de la population de la province de Mandritsra, et les *Antankares* (30.000 environ) sont répandus dans les provinces de Vohémar, de Diégo-Suarez et de Nossi-bé. Au sud-est et dans le sud, la province de Mananjary comprend, en dehors d'un noyau de *Betsimisarakas*, les *Ambahoaka*, les *Antaimoro* et les *Tanales* gens de la forêt. Les *Antaifasy* et les *Antaisaka* se trouvent dans la province de Farafangana, les *Antanosy* et les *Antandroy* dans le cercle de Fort Dauphin, les *Mahafaty* dans le cercle qui porte leur nom. Les *Bares* occupent, au sud des *Betsileos*, une vaste zone qui s'étend sur les provinces de Farafangana, de Fianarantsoa et de Tuléar. Dans cette dernière province, on rencontre également dans le bassin de l'Onilahy un groupe d'*Antanosy* émigrés. Enfin, dans l'ouest, les tribus *Sakalaves* descendent depuis la province de Tuléar, jusque dans celle de Nossi-bé, occupant les cercles de Morondava, de Maintirano, de Mevatanana, d'Anavava et la province de Tuléar. On rencontre à Madagascar tous les degrés de la civilisation, les peuplades primitives et sauvages du sud de l'île occupent le bas de l'échelle au sommet de laquelle se trouvent les Européens.

Ceux-ci sont au nombre de 10 000 environ, y compris les fonctionnaires et les militaires. Un tiers habite Tamatave, un autre tiers Tananarive et ses environs, le dernier tiers, réparti dans le reste de l'île, se trouve principalement à Diégo-Suarez, à Majunga, à Nossi-bé, le long du chemin de fer et dans les provinces de la côte-est. Aux Européens et aux créoles (créoles de Bourbon et de Maurice), il faut ajouter environ trois mille Hindous, 500 Chinois, presque autant d'Arabes et environ 12.000 Africains.

**111. — Les Comores.** — Mayotte et les Comores, possessions peu importantes en elles mêmes à raison de leur exi-

guité, peuvent être considérées comme des satellites de Madagascar. Ces îles ont été peuplées autrefois par des nègres venus d'Afrique, des Malgaches et des Arabes. Les uns sont venus en conquérants (arrivée des Chiraziens au début du xvi<sup>e</sup> siècle), les autres ont été amenés par la traite. Du croisement de ces différentes races est sortie une population métisée (*Antalottes*) qui constitue aujourd'hui le fonds de la population indigène.

Celle-ci, surtout à la Grande-Comore, semble être moins nombreuse aujourd'hui qu'autrefois. Il y a environ 18.000 habitants à Mayotte, 8.000 à Mohéli, 15.000 à Anjouan et 55.000 à la Grande-Comore. Au total, un peu moins de 100.000 habitants pour tout l'archipel. C'était, paraît-il, autrefois le chiffre de la population de la Grande-Comore. Les Européens et les créoles venus des Mascareignes sont au nombre de 5 ou 600 dans l'archipel.

**112 — Côte française des Somalis<sup>1</sup>.** — Ce pays est un désert aride, sans valeur par lui-même. Sa possession offre cependant un double intérêt. Djibouti est un port d'escale et de ravitaillement pour les navires français qui se rendent à Madagascar, en Indo-Chine ou en Nouvelle-Calédonie. Ils peuvent ainsi éviter Aden et leur liberté de mouvements en temps de guerre se trouve assurée. A ce point de vue, Djibouti est une colonie nécessaire. De même que l'Inde a obligé les Anglais à s'établir à Aden, de même l'Indo-Chine et Madagascar nous forcent à conserver Djibouti. D'un autre côté, le chemin de fer de Djibouti assure à l'Abyssinie un libre accès vers la mer. Si la France n'était pas établie dans ces parages, l'Éthiopie aurait tout à craindre de l'Angleterre et de l'Italie. Notre présence est pour ce pays une garantie

<sup>1</sup> GABRIEL FERRAND, *Les Somalis*, 1903. — ANGOULVANT et VIGNERAS, *Djibouti, mer Rouge, Abyssinie*, 1902. — HUGUES LE ROUX, *Ménélik et nous* = *Rapport ethnographique*, publié dans la Revue coloniale. Nouvelle série, 1901, t. I, p. 205-235. — F. MAURELLE, *Éléments de nos connaissances sur le nord-est africain* (Annales de géographie, 1905, p. 339-364 et 433-455).

indépendance, car nous ne pouvons avoir dans cette région une visée conquérante. Notre seul objectif est d'entretenir avec l'Abyssinie des bonnes relations commerciales qui assurent le trafic du chemin de fer.

Djibouti, où est concentrée la vie de la colonie (Obock est par ainsi dire complètement abandonné), avait en 1900 2 000 habitants dont 2 000 Européens attirés pour la plupart par les travaux du chemin de fer. Population d'ailleurs très mélangée : à côté des Français, on rencontrait des négociants grecs, syriens ou arméniens, des ouvriers italiens et monténégrins. L'élément non chrétien était représenté par des Arabes, des Juifs, des Banians de l'Inde anglaise, les Soudanais et des indigènes.

L'intérieur du pays est habité par des peuplades diverses : Hamaks au nord du golfe de Tadjourah, Somalis et Gallas au sud et à l'ouest. Les Gallas sont agriculteurs et sédentaires. Les autres sont au contraire des nomades, pasteurs et guerriers, divisés en tribus. Le nombre de ces indigènes est très difficile à évaluer, même approximativement. On sait seulement qu'ils sont très clairsemés. Le chiffre de 100 000 individus qui a été proposé quelquefois est purement hypothétique et plutôt exagéré.

**113. — L'Indo-Chine française.** — L'Indo-Chine est le plus beau morceau de notre empire colonial. Sans compen-

BOUINAIS et PAULUS, *L'Indo-Chine française contemporaine*, 1 vol. 1885. — *Excursions et reconnaissances* publiées par le Gouvernement de la Cochinchine de 1879 à 1887. — *Bulletin économique de l'Indo-Chine*, publié par la Direction de l'Agriculture et du Commerce depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1898. — DE LANESSAN, *La colonisation française en Indo-Chine*, 1895. — *Situation de l'Indo-Chine, 1897-1901*, Rapport de M P. DOUMER. — L. SALAÜN, *L'Indo-Chine*, 1893. — J. MOURA, *Le royaume du Cambodge*, 2 vol. 1883. — AYMONIER, *Le Cambodge*, 3 vol., 1900-1904. — *Situation de l'Indo-Chine française au commencement de 1894*, Hanoi — CH. BÉRE, *Les cinq pays de l'Indo-Chine française*, 1899. — Capitaine ANARD, *L'Indo-Chine*, 1901. — ALBERIC NETON, *L'Indo-Chine et son avenir économique*, 1904. — Cap. GOSSELIN, *Le Laos et le protectorat français*, 1900, *L'empire d'Annam*, 1904. — TOURNIER, *Le*

ser la perte de l'Inde, son acquisition a été pour nous extrêmement précieuse. Notre établissement en Indo-Chine est tout d'abord la condition nécessaire de notre prestige et de notre influence en Extrême-Orient. C'est grâce à l'Indo-Chine que nous pouvons espérer entretenir avec la Chine méridionale un commerce de plus en plus actif. Si véritablement il existe en Extrême-Orient un homme malade, jamais sa succession ne pourra s'ouvrir sans que la puissance qui domine en Indo-Chine soit appelée à en recueillir sa part. Mais en laissant de côté des éventualités qui, il faut l'espérer à tous les points de vue, ne se produiront pas, en faisant abstraction de l'importance des vallées du Mékong et du fleuve Rouge comme voies de pénétration vers le Yun-nan, l'Indo-Chine a pour nous une valeur propre considérable. Elle doit devenir, elle est devenue déjà une magnifique colonie d'exploitation. Au point de vue agricole, elle produit en abondance et elle exporte le riz, l'aliment dont se nourrit la moitié de l'espèce humaine. La culture de l'arbre à thé peut y prendre un développement considérable : l'Indo-Chine à ce point de vue peut rivaliser avec la Chine et Ceylan. Puis il y a les produits riches : le poivre, la soie. Pays agricole, l'Indo-Chine doit aussi devenir, malgré les objections de certains Français aux vues trop étroites, un pays industriel. Là où l'on rencontre les matières premières et la main-d'œuvre à bon marché, les établissements industriels doivent pousser d'eux-mêmes. Aucune de nos colonies n'est mieux placée pour acquérir rapidement un développement commercial important.

Mais ce qui fait surtout la valeur de l'Indo-Chine c'est l'importance de la population indigène, c'est son degré de richesse et de civilisation. À ce point de vue, l'Indo-Chine tient incontestablement le premier rang parmi les possessions françaises, sans en excepter l'Algérie et la Tunisie.

*Laos*, 1901. — \*L. DE REINACH, *Le Laos*, 1902 (ouvrage donnant une bibliographie très complète, p. 521 et suiv.). — LUNET DE LAJONQUIÈRE, *Ethnographie du Tonkin septentrional*, 1906.

Il y a dans l'Indo-Chine française 20 millions d'habitants : les optimistes, 16 millions disent les pessimistes. La vérité paraît être entre les deux ; en évaluant à 18 millions au moins la population de ce pays, on ne doit pas être très étonné de la vérité. C'est déjà un chiffre très satisfaisant. Sur ce chiffre total, il y a bien 15 millions d'Annamites au Tonkin, en Annam et en Cochinchine : ils constituent le tiers de la population : quelques-uns d'entre eux se sont répandus au Cambodge, au Laos et jusque sur le territoire siamois. Douce, intelligente, docile et polie, cette race, malgré ses défauts, est la plus agréable à manier que puisse rencontrer un peuple colonisateur. Les Cambodgiens (un million d'individus) constituent ensuite le groupement ethnique le plus important. Puis viennent les *Chams*<sup>1</sup> (environ 500 000 individus), descendants de cette ancienne population d'origine malaise à laquelle les Annamites ont enlevé le royaume de Ciampa : on les rencontre en Annam dans la province de Din-thuan, en Cochinchine dans les provinces de Myinh et de Chaudoc et dans les régions limitrophes du Cambodge. Ensuite les populations *thais* qui habitent le Laos. Ces populations, qui appartiennent au même groupe ethnique que les Siamois, sont descendues autrefois du Thibet ; on les distingue en plusieurs variétés : *Laotiens*, *Phou-lis*, *Phou-eunes*, *Youns*, *Lus*, *Thos* (dans le Tonkin septentrional). Puis diverses populations sauvages ou aborigènes que les Annamites appellent *Mois*, les Tonkinois *Muong*s, les Cambodgiens *Peunongs*, les Thais *Khas*<sup>2</sup> et les Chinois *Mans*, les Mongols venus du Yuo-nan au Laos (*Hos*, *Meos*, *Yaos*). Ce n'est pas tout. De nombreux Asiatiques étrangers sont venus s'établir en Indo-Chine : Hindous, Malais, Tagals, Japonais et surtout Chinois. Ceux-ci sont au nombre de plus de trois cent mille ; aux environs de Saïgon, Cholon est

<sup>1</sup> CABATON, *Nouvelles recherches sur les Chams*, 1901.

<sup>2</sup> Dr NOËL BERNARD, *Les Khas* (notes anthropométriques et ethnographiques), Bulletin de géographie historique et descriptive, 1904, t. II, p. 283-389. Les Khas forment une soixantaine de tribus et sont disséminés dans tout le Laos français.

une ville chinoise. Des rapports des Chinois avec les annamites sont nés des métis (*Minhuongs*) qui forment un élément assez nombreux. Enfin il y a les colons, fonctionnaires ou militaires. Il y en a environ 6.000 en Cochinchine, 6.000 en Annam et au Tonkin, quelques centaines au Cambodge et au Laos.

Un recensement fait en Cochinchine le 27 décembre 1896 a donné 2.968.529 individus (y compris la population indigène)<sup>1</sup>, ce qui représente une densité de 50 personnes par k. c., comparable à celle que l'on rencontre dans les départements français. Saïgon avait 47.577 habitants. Ailleurs, il n'a pas été fait de recensement. La population de l'Annam, plus nombreuse qu'on ne le croyait, est évaluée aujourd'hui à 7 millions d'habitants. Dans la population est extrêmement dense dans le delta, on trouve plus de 200 habitants par k. c., mais dans les régions montagneuses la densité varie de 9 habitants par k. c. dans la partie orientale à 5 habitants par k. c. dans la partie occidentale. Or, comme la superficie du delta n'est que de 13.500 k. c.<sup>2</sup>, le Tonkin doit être moins peuplé qu'il l'avait cru à l'origine. Une évaluation de 6 millions d'habitants semble aujourd'hui suffisante. Hanoi est une ville de 150.000 habitants; en 1900, elle comptait 2.054 habitants, non compris la troupe. Hué, la capitale de l'Annam, comptait en 1900 une ville de 50 000 âmes. Le Cambodge, sensiblement plus peuplé, a environ 1.300.000 habitants. Quant au Laos, la population est évaluée à 470.000 habitants, savoir 300.000 pour le Bas-Laos (superficie 112.000 k. c., densité 2,7) et 170.000 pour le Haut-Laos (superficie 155.000 k. c., densité 1,1).

<sup>1</sup> Français, 4.932 habitants; métis ayant un état civil français, 398, métis ayant un état civil indigène, 2.551.986, Annamites originaires de Cochinchine, 2.551.986, Annamites originaires des pays de protectorat, 6.315, Min huang, 42.927, Cambodgiens, 231.902, Malais, 5.547; Indiens, 2.304, métis sans état civil connu, 3.537, française, 2.537, garnison indigène, 2.667.

<sup>2</sup> Capitaine BERNARD, *Revue de Paris*, 15 février 1901.

<sup>3</sup> L. DE REINACH, *Le Laos*, p. 302 arrive à un total de 470.000.

le territoire de Quang-tcheou en Chine a environ 1000 habitants<sup>1</sup>.

**14. — Nouvelle-Calédonie** — La population de la Nouvelle-Calédonie comprend trois éléments : l'élément indigène, l'élément pénal et l'élément libre.

L'élément indigène diminue régulièrement et rapidement. Le recensement du 15 avril 1906 ne donne plus que 27.833 indigènes alors qu'en 1887 on en comptait encore 41 874. La diminution est surtout sensible sur la Grande Terre où les indigènes se trouvent en contact avec les blancs. Aux îles Maré, au contraire, où il n'y a presque pas d'Européens, le niveau de la population indigène se maintient mieux. Aujourd'hui, les îles Loyalty comptent 12.000 indigènes et la Grande Terre moins de 16.000. Il faut prévoir le moment où les Canaques auront à peu près disparu de la Nouvelle-Calédonie.

L'élément pénal, qui n'avait cessé de s'accroître depuis l'ouverture jusqu'en 1898, est aussi destiné à diminuer désormais progressivement. Tout envoi de condamnés ayant cessé depuis cette époque : il comprenait encore, lors du recensement du 15 décembre 1901, 10 506 individus. Au recensement de 1906, il n'en restait plus que 7.914.

L'élément libre, déjà plus nombreux que l'élément pénal en 1891, le dépasse aujourd'hui considérablement. Chaque recensement accuse un nouveau progrès. Il y avait environ

100 000 en additionnant la population des quatorze provinces du Laos : Ngou 8000, Van-Poukha 21.986, Hui-Pann 15 000; Louang-Pang, 121 900, dont 67 500 sur la rive gauche du Mekong, Tran 35 000, Vieu-Tiane, 50 000; Cammon, 30 000, Song-Kuone 30 000; Saravale 30 000, Ban Mouang, 36 000, Attapeu, 64.600; Ng, 26 800, Stung-Treng, 60 000; Darlac, 25.200.

*Annuaire colonial*, 25 août 1906

PIERRE GARNIER, *La Nouvelle-Calédonie*, 2<sup>e</sup> éd., 1901 — A. BERTHELEMY, *L'archipel de la Nouvelle-Calédonie* thèse de doctorat es-sci., 1894 — JEAN CAROL, *La Nouvelle-Calédonie nature et développement*, 1900 — R. PINON, *La France aux Antipodes* (Revue des Mondes, 15 avril 1900)

3.000 colons libres en 1877 et 5.500 en 1887. On en a rec 9 841 en 1891, 10.595 en 1897 et 12.253 en 1901. Un verneur. M. Feillet, s'efforçait alors, il est vrai, de développer la colonisation libre en attirant en Nouvelle-Calé des petits cultivateurs français. Depuis lors, beaucoup ces colons, n'ayant pas réussi, sont retournés en Europe en même temps, la diminution de l'élément pénal a entraîné le départ de nombreux fonctionnaires. Néanmoins, ces pertes ont été plus que compensées par l'excédent des naissances sur les décès, et, au recensement de 1906, les indigènes libres de race blanche étaient au nombre de 12.966<sup>1</sup>.

Il y a en outre en Nouvelle-Calédonie 3.336 immigrants de couleur (Hindous 389, Tonkinois 534, Javanais 874, Chinois 1.539).

On arrive ainsi à un total de 52.560 habitants, ce qui est encore bien peu de chose relativement à la superficie de la colonie; cela ne fait pas 3 habitants par k. c. Encore faut-il ajouter que cette population tend à se concentrer au chef-lieu. Plus de la moitié de la population libre européenne habite Nouméa.

La Nouvelle Calédonie pourrait être pour la France, à proportions gardées d'ailleurs, ce que l'Australie est pour l'Angleterre : une magnifique colonie de peuplement. Le bétail et la culture du café peuvent y donner de grands bénéfices très sérieux. Il y a dans les vallées 4.000 hectares d'excellentes terres. Mais l'industrie extractive, plus encore que l'industrie agricole, est destinée à faire la fortune du pays essentiellement minier<sup>2</sup>. Le nickel a été découvert

<sup>1</sup> Dans ce total figure un certain nombre de métis nés des relations des blancs avec les indigènes. Ils sont élevés à l'européenne et le préjugé de couleur n'existe à leur égard.

<sup>2</sup> Voir sur les richesses minières de la Nouvelle-Calédonie : NIEL, *Essai sur la géologie et les ressources minérales de la Nouvelle-Calédonie* Annales des mines, 6<sup>e</sup> série, t. XII, p. 172, 1892. — ÉMILE HEURTEAU, *Rapport sur la constitution géologique et les richesses minérales de la Nouvelle-Calédonie* id. 7<sup>e</sup> série, t. I, p. 232-454, 1896). — LOUIS PELATAN, *Les mines de la Nouvelle-Calédonie*, 1892. — M. PROUTET, *Bull. de la Société géologique*

Nouvelle-Calédonie vers 1865 par M. Jules Garnier. Ce métal y trouve en abondance, et c'est là une richesse d'autant plus précieuse que la Nouvelle-Calédonie est avec le Canada le seul pays producteur de nickel. A côté du nickel on trouve le cobalt, le chrome et le fer dans les massifs serpentineux. Dans la vallée du Diahot, on rencontre l'or et le cuivre. Puis dans les bassins houillers de Noumea, de Moindou, de Nouvè, des gisements de manganèse (Bourail, Gomen), d'antimoine et de cinabre (Nakety). Chaque année fait découvrir dans cette île de nouvelles richesses. Mieux on la connaît, plus on voit qu'elle n'est qu'une mine immense, malheureusement isolée au milieu du Pacifique.

La Nouvelle-Calédonie est une colonie de beaucoup d'avenir. Le voisinage des forçats a malheureusement détourné nos compatriotes de se rendre dans ce pays. Mais le jour où la Calédonie comme l'Australie se sera débarrassée de ses forçats, on peut espérer qu'un fort courant d'émigration dirigera vers ce pays qui ne demande que des bras pour mettre en valeur. Il peut y avoir place pour un million de Français dans cette colonie. Une densité de 50 habitants par k. c. pour un pays minier n'a rien d'exagéré.

Dans la Nouvelle-Calédonie les colons français ont déjà commencé à essaimer aux Nouvelles-Hébrides, où nos compatriotes étaient au nombre de 404 y compris 46 missionnaires lors d'un recensement fait au mois de juin 1905. Ils sont particulièrement nombreux dans l'île Vati. Les Nouvelles-Hébrides, au point de vue agricole, sont susceptibles d'un développement intéressant et la population indigène (environ 60.000 habitants, peut fournir une main-d'œuvre pressée.

Sur les îles Wallis et Foutouna, situées sur le chemin de la Nouvelle-Calédonie à Tahiti, la population indigène a doublé au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, contrairement à ce qui se passe généralement dans les îles océaniques. Un recensement

de 1903. — GLASSER, *Rapport sur les richesses minérales de la Nouvelle-Calédonie*, 1904. Extrait des *Annales des mines*, 10<sup>e</sup> série, t. IV, p. 299-302, 397-536, t. V, p. 29-154, 503-731.

fait en 1900 a donné 4.211 indigènes pour les îles Wall 1.491 pour Foutouna<sup>1</sup>.

### 115. — Établissements français de l'Océanie

Les établissements français de l'Océanie offrent un intérêt politique et maritime qui augmenterait le jour où le canal de Panama serait ouvert à la navigation. Par contre l'intérêt économique de ces îles nombreuses mais exiguës, situées au milieu du Pacifique, est à peu près nul pour la France. Tahiti seule serait assez grande pour comporter un certain développement agricole et les denrées coloniales (coton, vanille, canne à sucre, etc.) pourraient y être cultivées avec succès, si les habitants de la *Nouvelle Calédonie* n'étaient naturellement portés à un doux et voluptueux mode de vie dont il est difficile de les faire sortir. L'exportation du coprah, la pêche des huîtres à nacre et à perles<sup>2</sup> sont qu'ici les principales ressources de cette colonie.

Au recensement de 1897, Tahiti avait 10.750 habitants (densité 10 habitants par k. c.). Cette population est entièrement concentrée sur la bande de terre très fertile qui s'étend autour de l'île, sépare de la plage les hautes montagnes de l'intérieur, sur une largeur de 2 à 3 kilomètres. Papeete, le chef-lieu, avait 4.150 habitants. Les indigènes, au nombre de 9.300, forment la grande majorité de la population. Il faut y ajouter 600 Français, 350 Européens étrangers, 200 Américains et 300 Chinois. Moorea a 1.600 habitants, Tubuai-Manu 200, Tetiaroa et Mehetia sont inhabitées.

A l'ouest de l'archipel de la Société, les îles sous le vent comptent environ 6.000 habitants ; ce sont presque toutes

<sup>1</sup> Voir le mémoire de Monseigneur FRAYSSE sur la condition matérielle et morale des Océaniens (*Congrès international de géographie coloniale*, t. II, p. 321 et suiv.).

<sup>2</sup> H. MAGER, *Le Monde polynésien*, 1902. — LEMASSON, *Les établissements français de l'Océanie*, 1900. — LEMIRE, *Les intérêts français dans le Pacifique*, 1904.

<sup>3</sup> A la suite d'une mission de M. Bouchon-Brandely, cette pêche a été réglementée par un décret du 31 mai 1890 qui a pour but de prévenir l'épuisement des lagons.

gènes convertis au protestantisme. Raiatea, où se trouve le centre de Uturoa, résidence de l'administrateur, a 2.138 habitants. Tahaa 1.100, Huahine 1.350, Bora-bora 1.260. En dehors de là, il n'y a que des îlots sans importance, parfois même inhabités.

En Nord, la population des îles Marquises est encore plus faible. Le nombre des indigènes diminue rapidement. Il n'y en a plus guère que 4 000 ; ils ont été convertis au catholicisme. Il faut y ajouter une centaine d'Européens. Taiohae, sur l'île de Nouka-hiva, est la résidence de l'administrateur. Atuana, dans l'île de Hiva-oo, est le centre le plus important.

À l'Est, il y a aux îles Tuamotu 4.000 indigènes de religion catholique<sup>1</sup>. Beaucoup de ces îles sont inhabitées. La plus peuplée est Anaa (480 h.). Rotoava, dans l'île de Parava est la résidence de l'administrateur. Les îles Gambier ont 1.400 habitants. La plus peuplée est Mangareva où se trouve Rikitea, résidence de l'administrateur<sup>2</sup>.

En Sud, Tubuai a 472 habitants ; Raivavae, 300 ; Rurutu, 150 ; Rimarata, 550 ; Rapa, 170.

En additionnant la population de toutes ces îles, on arrive au total de 30 000 habitants, ce qui est peu. Elles étaient beaucoup plus peuplées autrefois qu'aujourd'hui. La race des habitants semble destinée à une disparition progressive.

**16. — Conclusion. La politique indigène. L'avenir.** Elle est l'extrême variété de nos possessions. Elle correspond à la diversité des besoins d'un grand pays comme la France. Sans parler de nos vieilles colonies de plantation, de vieux souvenirs du passé, nous avons une magnifique

Au début de l'année 1903, les îles Tuamotu ont été ravagées par un cyclone qui a fait périr une grande partie de leur population.

Dans ces statistiques, la partie orientale des Tuamotu, comprise 24 îles, est considérée comme faisant partie des Gambier, dont elle dépend administrativement.

colonie de peuplement (la Nouvelle-Calédonie, un sement de pêche très utile à nos marins Saint-Pierre et Miquelon), d'importantes positions maritimes stratégiques (Djibouti, Diego-Suarez, Dakar), une admirable base d'exploitation qui nous permet de compter parmi les grandes puissances asiatiques (l'Indo Chine), puis Madagascar, l'Afrique occidentale, qui autorisent les longs espoirs et les vastes pensées, et qui apparaissent comme les réserves de l'avenir.

Pour apprécier l'importance de nos colonies, il faut considérer leur population plus que leur superficie. Cette population comprend cinq éléments bien distincts :

1° 200.000 individus libres, de race blanche et française, colons, soldats ou fonctionnaires. C'est l'élément essentiel, celui dont la présence dans nos colonies est la manifestation et la source de l'influence française.

2° 360 000 hommes de couleur, noirs ou mulâtres, à la Guayane, à la Réunion, complètement assimilés aux précédents et qui sont de véritables Français, non seulement au point de vue légal, mais encore, ce qui est mieux, au point de vue des sentiments.

3° Plusieurs centaines de mille d'étrangers, dont beaucoup ont été introduits dans nos colonies de plantation dans le régime de l'immigration réglementée et sont soumis à ce motif à des règles spéciales (chap. X), et dont les uns, européens ou asiatiques, sont venus d'eux-mêmes dans nos colonies pour louer leurs bras ou faire le commerce. Les Chinois établis en Indo-Chine constituent à eux seuls la majeure partie de cet élément étranger.

4° 17.000 condamnés environ (transportés, libérés, relégués) obligés de séjourner dans nos colonies pénitentiaires.

5° 43 millions d'indigènes au bas mot, dont 22 millions au Congo et dans l'Afrique occidentale, 18 millions en Indo-Chine, 2 millions et demi à Madagascar et 500.000 dans les autres colonies (Côte des Somalis, Inde, Nouvelle-Calédonie, Établissements de l'Océanie, Guyane).

Ils montrent d'une manière éclatante l'importance du problème indigène. Sauf à la Nouvelle-Calédonie, les Français ne seront jamais qu'une minorité dans nos colonies. Ce sont des nègres, des Annamites, des Indes qui constituent la grande majorité des producteurs et des consommateurs. L'avenir de nos colonies d'Asie est intimement lié à l'accroissement de la population indigène. Grâce à la paix française, cet accroissement peut être assez rapide. Si à la fin du  $xx^e$  siècle, les colonies restant les mêmes, la France pouvait gouverner 60 millions de nègres, 30 millions d'Indes et de Cambodgiens, et 10 millions de Malgaches, 40 millions d'hommes augmenteraient singulièrement la population du monde. Cet espoir n'est pas irréalisable. La population indigène de Java a bien décuplé au  $xix^e$  siècle.

La France doit avoir une politique indigène. Cette nécessité s'affirme aujourd'hui clairement. Elle s'est imposée à nos législateurs et à nos administrateurs lorsqu'ils se sont aperçus de la tâche. Elle a été proclamée en 1900 par le *Conseil colonial*, qui marque un progrès considérable dans les idées politiques de notre pays. La vieille idée de l'assimilation des indigènes, conception enfantine et égoïste, qui en 1889 était encore considérée chez nous comme l'idéal à poursuivre, a été dédaigneusement rejetée. On a affirmé la nécessité de respecter les mœurs et les coutumes des populations indigènes, d'être à la fois *justes et forts*.

La France doit être *de fer sous un gant de velours*, telle doit être la ligne de conduite dans ses rapports avec les indigènes. Toute tentative de violence doit être réprimée immédiatement et complètement. L'autorité sur les mahométans et les Orientaux doit être maintenue entière dans notre prestige, dans l'opinion qu'ils ont de la force française. Si nous temporisons, si nous laissons l'impunité, surtout si nous avons l'air de reculer, nous perdons. Les nouvelles de ce genre se répandent avec une rapidité surprenante d'un bout à l'autre du monde.

musulman. Partout, les adversaires avoués ou cachés de notre domination relèveront la tête et tout sera à recommencer. Nous en avons fait l'expérience à Madagascar et au Tonkin, où nous aurions pu facilement devenir les maîtres par une action énergique dès le début, et où toutes nos hésitations n'ont servi qu'à décupler les résistances et les sacrifices.

Mais en même temps, il est bon en général de cacher cette main de fer sous le gant de velours du protectorat. Celui-ci a le mérite de ne pas effrayer, de laisser toutes les choses en place. Ceux qui avaient antérieurement le pouvoir dans le pays le conservent : ils semblent simplement s'aider de l'expérience et des conseils des résidents français. Il n'y a rien de changé en apparence alors qu'au fond tout se transforme, que nos produits et nos idées s'infiltrent peu à peu. Ainsi un peuple qui aurait résisté à outrance à une annexion immédiate, laquelle aurait tout bouleversé et aurait eu la prétention de tout changer d'un coup de baguette, se familiarise progressivement avec l'influence éducatrice de ceux qui se présentent non en conquérants, mais en frères aînés. Qu'importe que plus tard ce protectorat se transforme ou non en annexion ? L'essentiel est d'avoir non l'apparence mais la réalité du pouvoir.

Grâce à la collaboration des indigènes, nous pourrions transformer complètement, au cours du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, les pays que nous avons entrepris de civiliser. En y multipliant les travaux publics, en y développant les cultures, en y créant des industries, nous augmenterons leur commerce, et nous pourrions les amener à un degré de civilisation comparable à celui de l'Europe. On l'a répété bien des fois depuis dix ans dans notre pays : il s'agit non plus d'accroître notre domaine colonial, mais de le mettre en valeur.

Ce n'est pas à dire qu'il faille tout entreprendre à la fois. La colonisation est une entreprise de longue haleine qui exige beaucoup de temps et de patience. C'est une œuvre de sacrifice et de dévouement. Elle demande une longue série d'efforts persévérants et de travaux pénibles dont la récom-

mise se fait longtemps attendre. Notre génération sera dis-  
parue lorsque le résultat qu'elle aura préparé s'accomplira.  
Ses arrière-neveux en profiteront. Que les ouvriers de ce  
labeur obscur qui sont aujourd'hui à la peine et qui ne seront  
pas au partage des récompenses, prennent courage en espé-  
rant avec M. Jules Ferry, qu'en fin de compte « la France  
ne sera jamais ingrate pour tous ceux qui auront travaillé  
à sa grandeur matérielle, morale ou intellectuelle ! »

---

## CHAPITRE II

DU LÉGISLATEUR COLONIAL<sup>1</sup>.

**117. — Période antérieure à 1854.** — La question de savoir à qui il appartient de légiférer en matière coloniale s'impose rationnellement à tous les rédacteurs de lois et de décisions écrites. Ils doivent dire tout au moins si les colonies seront régies par la législation en vigueur dans la métropole ou par une législation spéciale. Les premières législations n'y avaient pas manqué. La charte du 4 juin 1814 résolut également ce problème dans son art. 73 : « Les colonies seront régies par des lois ou des règlements particuliers, mais, contrairement à l'esprit de la Révolution, la législation du territoire colonial et du territoire métropolitain posant ainsi ce principe qui n'a jamais été abandonné : *les lois et règlements en vigueur dans la métropole ne sont pas applicables aux colonies*<sup>2</sup>, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le pouvoir compétent.

Mais quand une loi spéciale serait-elle nécessaire ? Dans quels cas, au contraire, une ordonnance royale se

<sup>1</sup> ISAAC, *Constitutions et sénatus-consultes*, 1887. — A. LAFAY, *Du régime législatif des colonies* (thèse de doctorat, Paris, 1891). — CHAUBRY, *La législation qui convient aux colonies* (Études de l'Institut colonial international).

<sup>2</sup> Cass., 2 mars 1893, et les arrêts antérieurs cités en sens contraire (S. 1903. 1. 273. — Cass., 15 novembre 1894, D. 1896. 1. 563 (pourvoi en cassation)). Cet arrêt décide qu'il n'y a pas lieu d'appliquer aux colonies la loi du 23 août 1883 sur la réforme de la magistrature et en conséquence la disposition de l'art. 1<sup>er</sup> de cette loi en vertu duquel les tribunaux des cours d'appel doivent délibérer en nombre impair.

sante ? La charte de 1814 négligeait de s'expliquer sur ce second point, également essentiel. Le gouvernement en fit tout pour prendre le parti le plus commode : tout régler par voie d'ordonnance. Ce sont de simples ordonnances qui, sous le règne de Charles X, ont jeté pour l'île Bourbon, les Antilles et la Guyane les bases fondamentales d'une organisation qui subsiste encore aujourd'hui. Cette manière de procéder souleva des protestations justifiées. Elle ne consistait, en effet, à rien moins qu'à supprimer tout recours au pouvoir législatif, puisqu'on se contentait d'une simple ordonnance dans les matières les plus importantes. Elle violait le sens naturel de la charte qui était évidemment celui-ci : le domaine respectif des lois et des ordonnances est le même aux colonies que dans la métropole : dans les cas où une loi serait nécessaire en France, elle le sera également aux colonies ; dans l'hypothèse contraire, une ordonnance suffira.

Pour donner satisfaction à ces critiques, une modification fut apportée à ce texte en 1830. Le mot *reglement* disparaît de l'art. 64 de la charte du 14 août 1830, ainsi conçu : « Les colonies seront régies par des lois particulières ». L'explication et le développement de ce principe furent donnés par la loi du 24 avril 1833, *concernant le régime législatif des colonies*, qui a pu être appelée alors la *charte coloniale*. L'art. 1 de cette loi remplaçait aux Antilles, à la Guyane et à l'île Bourbon les conseils généraux par des conseils coloniaux, véritables petits parlements locaux. Des *décrets coloniaux* rendus par le conseil colonial sur la proposition du gouverneur, et soumis à la sanction du roi, étaient en principe la source de la législation coloniale et réglaient toutes les matières, à moins d'exception contraire (art. 4). C'est en effet par exception que, dans certains cas particulièrement importants, il devait être statué par le pouvoir législatif du royaume, ou par ordonnance royale, « les conseils coloniaux ou leurs délégués préalablement entendus ». L'art. 2 énumérait ainsi sous cinq numéros les cas dans lesquels une loi était nécessaire (1<sup>o</sup> exercice des droits po-

litiques; 2° lois civiles et criminelles concernant les personnes libres et lois pénales portant la peine de mort pour les personnes non libres; 3° pouvoirs des gouverneurs (affaires de haute police et de sûreté générale; 4° organisation judiciaire; 5° commerce, régime douanier, répression de la traite, relations entre la métropole et les colonies), et indiquait de même sous huit numéros les matières qui étaient de la compétence des *ordonnances royales* (1° organisation administrative, sauf le régime municipal; 2° régime de la presse; 3° instruction publique; 4° milices; 5° établissements et recensements; 6° améliorations à introduire dans la condition des personnes non libres compatibles avec les droits acquis; 7° dispositions pénales applicables aux personnes non libres dans les cas n'emportant pas la peine capitale; 8° acceptation des dons et legs aux établissements publics). L'art. 11 ajoutait les *arrêtés rendus par les gouverneurs* « pour régler les matières d'administration et de police et pour l'exécution des lois, ordonnances et décrets publiés dans la colonie ». Les lois, les ordonnances royales, les décrets coloniaux et les arrêtés des gouverneurs formaient ainsi quatre sources superposées d'où sortait toute la législation coloniale.

Ce régime, en somme libéral puisqu'il impliquait une certaine autonomie législative, était spécial aux quatre grandes colonies qui seules avaient des conseils coloniaux. Pour les autres, l'art. 25 et dernier de la loi de 1833 décidait que « Les établissements français dans les Indes orientales, l'Afrique et l'établissement de pêche de Saint-Pierre et de Miquelon continueront d'être régis par ordonnance du roi ». Ne fallait-ce pas là violer la charte qui soumettait les colonies au régime des lois? A cette objection, il fut répondu, non sans quelque subtilité, que ces établissements étaient trop importants pour fixer l'attention du législateur et qu'il était plus utile qu'ils fussent moins de véritables colonies que de simples comptoirs.

Ce régime législatif subsista jusqu'en 1848. A cette époque, les commissaires généraux de la République cumulèrent

solutions qui appartenait auparavant aux gouvernements et aux conseils coloniaux également supprimés, et leurs décisions devinrent provisoirement la source principale de la législation coloniale. Mais c'était là un état purement transitoire dont le maintien était loin de la pensée des hommes politiques d'alors, qui inclinaient visiblement vers l'association législative. La constitution de 1848 n'alla pas jusqu'à placer les colonies, ainsi que le demandait Victor Schœlcher, sous l'empire de la loi métropolitaine, mais elle leur fit au moins espérer cette solution par son art. 109 ainsi conçu : « Le territoire de l'Algérie et des colonies est déclaré territoire français, et sera régi par des lois particulières *jusqu'à ce qu'une loi spéciale les place sous le régime de la présente constitution* ». C'était le retour annoncé au système de la constitution de l'an III. Mais cette loi spéciale fut jamais faite. A la suite du coup d'État, une tendance toute différente prévalut. Elle fut ainsi formulée par l'art. 27 de la constitution du 14 janvier 1852 : « Le Sénat règle par sénatus-consulte : 1<sup>o</sup> la constitution de l'Algérie et des colonies, 2<sup>o</sup> ... » C'était le retour à la tradition du premier empire.

**118. — Sénatus-consulte du 3 mai 1854.** — C'est sous l'empire de cette constitution et par application de cet art. 27 qu'ont été votés les deux sénatus-consultes du 3 mai 1854 et du 4 juillet 1866 dont les dispositions essentielles sont encore aujourd'hui en vigueur. Le premier règle d'une manière générale la constitution des Antilles et de la Réunion ; le second apporte au premier certaines modifications de ce qui concerne les attributions des conseils généraux. Le S.-C. de 1854 réglait ainsi la question du législateur colonial : il établissait une distinction très tranchée entre deux catégories de colonies : d'une part, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, de l'autre, toutes les autres colonies. Quelques maigres garanties étaient accordées aux premières ; les dernières n'en avaient aucune. Aux unes s'appliquait le titre II (art. 2 à 17), aux autres le titre III (art. 18).

l'art. 2 du S.-C. de 1866 qui donne aux conseils généraux le droit de voter leurs tarifs de douane et d'octroi de mer. Ce texte a été, il est vrai, abrogé à son tour par la loi du 1<sup>er</sup> janvier 1892, mais cette loi se suffit à elle-même et elle doit être considérée comme ayant ressuscité le texte antérieurement abrogé du S.-C. de 1854 et en particulier le droit que l'art. 5 de ce S.-C. donnait au pouvoir exécutif de statuer par décret en cas d'urgence dans l'intervalle des sessions.

Un décret rendu « *le Conseil d'État entendu* », est exigé par l'art. 6 pour les matières ci-après : « la législation en matière civile, correctionnelle et de simple police, sauf les réserves prescrites par l'art. 3; l'organisation judiciaire; l'exercice des cultes; l'instruction publique; le mode de recrutement des armées de terre et de mer; la presse; les pouvoirs extraordinaires des gouverneurs, en ce qui concerne les mesures de haute police et de sûreté générale; l'administration municipale, en ce qui n'est pas réglé par le présent S.-C.; les matières domaniales; le régime monétaire, le taux de l'intérêt et les institutions de crédit; l'organisation et les attributions des pouvoirs administratifs; le notariat, les officiers ministériels et les tarifs judiciaires; l'administration des successions vacantes ». Toutefois, même dans les cas énumérés par ce texte, un décret simple suffit, s'il s'agit simplement de transporter aux colonies, *sans aucun changement*<sup>1</sup>, la législation en vigueur dans la métropole (art. 8).

Telles sont, avec les arrêtés des gouverneurs — législation secondaire dont l'objet est d'assurer l'exécution de la législation principale et de régler les matières d'administration et de police (art. 9) — les sources actuelles du droit en Antilles et à la Réunion. Ce régime est, en somme, beaucoup moins libéral que celui de la loi de 1833. La comparaison des deux législations conduit en effet aux observations

<sup>1</sup> Cette condition doit être interprétée raisonnablement. Il ne faut pas considérer comme un changement les modifications nécessitées par la différence de dénomination des autorités coloniales, telle que conseil privé à la place de conseil de préfecture, gouverneur ou directeur de l'intérieur à la place de préfet, etc.

**Ces :** 1° les cas dans lesquels l'intervention du pouvoir législatif est exigée sont moins nombreux aujourd'hui que la monarchie de Juillet, époque à laquelle ils comprennent de plus, notamment, l'organisation judiciaire, les pouvoirs du gouverneur et la législation civile tout entière; 2° trois des décrets votés par les conseils coloniaux forment la source ordinaire de la législation coloniale, tandis qu'aujourd'hui les conseils généraux n'ont aucune attribution législative; 3° autrefois, une ordonnance royale n'était autre que dans quelques cas exceptionnels, originairement le but fort loable de soustraire à la connaissance des conseils coloniaux les questions intéressant la population (nos 3, 4, 5, 6, 7 de l'art. 3); aujourd'hui, au contraire, c'est en principe et presque toujours un acte du pouvoir législatif qui statue.

**Autres colonies.** — En ce qui les concerne l'art. 18 dit : « Elles seront régies par décret de l'empereur jusqu'à ce qu'il ait été statué à leur égard par un sénatus-consulte. Le sénatus-consulte annoncé n'est jamais intervenu. Toutefois, ces colonies sont restées soumises à un régime purement autoritaire qui peut se formuler ainsi : un décret n'est pas seulement le principe, il suffit toujours, sans l'intervention du législateur, ni même celle du Conseil d'État, n'est exigée par le sénatus-consulte. Il est vrai, par contre, qu'un arrêté du gouverneur peut être suffisant. L'art. 18 ne fait, il est vrai, que maintenir la règle antérieurement par l'art. 25 de la loi de 1833, mais cette circonstance aggrave que cette règle, qui ne date en 1833 que quelques comptons sans importance, s'applique de plus aujourd'hui à la Guyane et à toutes les colonies acquises depuis le règne de Louis-Philippe.

**19. — Modifications apportées au sénatus-consulte de 1854 par la disparition de la constitution impériale.** On a beaucoup discuté sur la valeur que peut avoir conservée depuis la chute du régime impérial le S.-C. de 1854. — Il le considérer comme une annexe de la constitution

de 1852 qui a perdu en même temps qu'elle sa force gatoire? Est ce, au contraire, une simple délégation de pouvoirs au profit de l'Exécutif qui conserve aujourd'hui toute sa force?

Voici en cette matière quelle nous paraît être la vérité. Le S. C. de 1854 est un de ces actes organiques qui forment pour les colonies le complément de la constitution sans en avoir eux-mêmes nécessairement le caractère d'une loi constitutionnelle. On peut le rapprocher à ce point de vue de la loi du 12 nivôse an VI rendue sous la constitution de l'an III et de la loi du 24 avril 1833 votée sous la charte de 1830. À vrai dire, il a le même objet et il résout, quoique d'une manière autre, les mêmes questions. Néanmoins, une différence profonde le distingue de ces deux lois. Les lois de l'an VI et de 1833 étaient des lois ordinaires : elles ne touchaient point le pouvoir législatif de qui elles émanaient, une loi ordinaire aurait pu les modifier sous l'empire de la constitution de l'an III ou de la charte de 1830, et la chute de ces deux constitutions n'a par elle-même aucunement diminué leur valeur. Il en va tout autrement du S. C. de 1854. Il suffit pour s'en rendre compte de se rappeler le rôle jouait sous le second Empire le Sénat « gardien du principe fondamental et des libertés publiques » (Const. de 1852 art. 25), chargé non seulement de faire respecter la constitution (art. 26 et 29), mais encore de la compléter, de l'interpréter (art. 27, et même de la modifier au besoin (art. 27) par des S.-C. Or l'art. 27 met sur la même ligne les S.-C. qui régissent la constitution des colonies et ceux qui complètent ou interprètent la constitution de la France. Ils ont donc par suite la même force que ces derniers. Une fois sanctionnés et promulgués par le Chef de l'État (art. 28) ils s'imposaient à la fois et au Corps législatif et au pouvoir exécutif également obligés de les respecter. Pour y apporter quelque changement, un nouveau S.-C. était nécessaire aussi est-ce à un S.-C. qu'il a fallu recourir en 1866 pour modifier le régime établi en 1854.

La chute de la constitution de 1852 a-t-elle eu pour

conséquence l'abrogation des S.-C. qui nous occupent? Au premier abord il semblerait que oui, et que tout a dû s'effondrer ensemble. Mais cette opinion est trop absolue. Si ces S.-C. avaient complètement disparu, rien ne les ayant remplacés, il n'y aurait aujourd'hui aucune règle, ce qui est inadmissible, et il faut bien admettre que le régime établi en 1854 a subsisté provisoirement et s'est maintenu jusqu'à aujourd'hui bien qu'il ait cessé d'être en harmonie avec nos lois constitutionnelles. Mais ces S.-C. ont perdu leur vertu première. Un acte émané du Sénat impérial ne peut lier une assemblée républicaine. Ils subsistent donc, mais dans les mêmes conditions qu'une loi ordinaire votée avant 1870. La chute du régime impérial les a *destitués*.

De là la conséquence suivante. Rien n'empêche aujourd'hui les Chambres de légiférer sur les points dont la solution n'a pas été placée par le S.-C. de 1854 dans les attributions du pouvoir législatif. Elles peuvent, par exemple, comme aux Antilles et à la Réunion, statuer sur des questions qui, d'après le S.-C. de 1854, devaient être réglées par décret. C'est ainsi que, bien que l'art. 6, n° 8, du S.-C. ait rangé l'administration municipale parmi les matières qui doivent être réglées par décret en Conseil d'Etat, la loi du 5 avril 1884 a pu être, par son art. 165, déclarée applicable à ces trois colonies. De même, malgré l'art. 18, les Chambres peuvent statuer quant aux autres possessions françaises. C'est ainsi que plusieurs lois ont été expressément déclarées applicables à toutes les colonies, soit d'une manière générale<sup>1</sup> soit sous certaines restrictions<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, art. 69, loi du 28 mars 1882 sur l'élection des maires, art. 3; loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes, art. 20, loi du 15 novembre 1887 sur la liberté des funérailles, art. 6, loi du 5 novembre 1894 relative à la création de sociétés de crédit agricole, art. 7, loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, art. 16, lois du 23 décembre 1904 et du 13 juillet 1905 (fêtes légales), etc.

<sup>2</sup> Loi du 15 juillet 1889, art. 81 et loi du 21 mars 1905, art. 89 et 90,

De même, la loi du 30 juin 1881 sur *la liberté de réunion* a été déclarée par son article 14 applicable « aux colonies représentées au parlement » ; la loi du 9 mars 1891 sur *droits successoraux du conjoint survivant* a été étendue son art. 3 « à toutes les colonies où le Code civil a promulgué » ; la loi du 29 décembre 1905 sur *la caisse prévoyance des marins français* a été déclarée applicable son art. 30 « à l'Algérie, à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion, à la Guyane, aux îles de Saint-Pierre et de Miquelon et toutes autres colonies où serait légalement exercée l'inscription maritime » <sup>1</sup>. Toutes ces lois ont restreint d'autant le champ d'application des décrets, le pouvoir exécutif n'ayant plus le droit de statuer relativement à une matière sur laquelle le législateur s'est une fois prononcé <sup>2</sup>.

sur le recrutement de l'armée ; loi du 11 janvier 1892 sur le régime douanier.

<sup>1</sup> Cpr. D. 14 avril 1906 et Instr. min. de la marine du 20 : 1906.

<sup>2</sup> De là cette conséquence remarquable : il peut y avoir un certain intérêt pour les Chambres à décider que telle loi ne sera applicable aux colonies. En agissant ainsi, elles lient les mains du pouvoir exécutif et l'empêchent d'étendre par décret cette loi aux colonies. C'est précisément dans ce but que, lors de la discussion de la loi sur les associations, M. Le Myre de Vilers avait proposé un article additionnel ainsi conçu : « La présente loi n'est pas applicable dans les colonies et pays de protectorat » (Chambre des députés, séance du 29 mars 1901). L'amendement fut repoussé. De ce résultat, non que la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 est applicable aux colonies, mais simplement qu'elle peut leur être étendue par décret.

L'efficacité de la précaution eût été d'ailleurs discutable. Supposons l'amendement Le Myre de Vilers adopté. Nul doute que le décret n'eût été enlevé au Gouvernement d'étendre purement et simplement par décret la loi sur les associations à toutes les colonies ou quelques-unes d'entre elles seulement. Mais le Gouvernement n'aurait pas perdu pour cela le droit de prendre un décret réglant le contrat d'association aux colonies. Parmi les dispositions contenues dans ce décret, les unes auraient pu différer de celles écrites dans la loi de 1901, les autres auraient pu leur ressembler plus ou moins, et les dernières auraient pu être plus ou moins nombreuses. Quelques différences insignifiantes de rédaction auraient suffi pour permettre au Gouvernement de dire : « Je n'applique pas la loi de 1901

Mais il ne faudrait pas en conclure que, lorsqu'une loi a été déclarée applicable aux colonies, toutes les modifications qu'il lui sont par la suite apportées doivent leur être étendues de plein droit. Le principe de la spécialité de la législation coloniale s'y oppose absolument, et, à moins d'une disposition particulière de la loi nouvelle, le texte primitif, abrogé par la métropole, reste en vigueur dans la colonie<sup>1</sup>. Ainsi les modifications apportées à la loi sur la presse par la loi du 12 décembre 1893 et par celle du 28 juillet 1894 ne doivent pas être étendues aux colonies, cette extension n'étant pas indiquée dans leur texte. Bien plus, ces deux lois ne pourraient même pas être rendues applicables aux colonies par un décret : ce décret modifierait en effet la loi à laquelle elles sont aujourd'hui soumises, ce qui est inadmissible<sup>2</sup>.

Les Chambres, ayant reconquis aujourd'hui le droit absolu de légiférer en matière coloniale, en ont quelquefois usé pour déléguer le pouvoir de statuer sur une matière déterminée à des assemblées locales. C'est ainsi qu'une loi du 14 février 1892 a délégué au conseil général de la Réunion le droit de statuer en matière forestière sur le règlement édictant des pénalités dont le maximum ne dépasserait pas celui établi par le règlement forestier métropolitain. Ce règlement, provisoirement sans autorité, devait acquiesce force de loi si, dans les trois ans,

« (c'est ce qui m'est défendu), je leur applique une législation spéciale faite spécialement pour eux, ce qui est mon droit ». Il n'y a eu plus en jeu qu'une simple question de rédaction. Pour assurer l'ajournement de la Myre de Viers au chef-lieu il aurait fallu ajouter cette phrase : « La législation actuellement en vigueur dans les colonies ne pourra être modifiée que par une loi ».

Cpr. circulaire du 13 septembre 1895. Cette circulaire, rendue sur l'avis du comité consultatif du contentieux, dit que les modifications apportées en France au tarif général des douanes de 1892 ne sont applicables aux colonies qu'après avoir été promulguées par le gouverneur.

V. l'article de M. Sauzet dans la *Tribune des colonies*, 1895. — En fait, en fait, c'est un décret du 19 octobre 1905 qui a rendu applicable à l'Indochine sans délai les lois du 16 mars 1893 et 12 décembre 1893 qui ont modifié la loi du 20 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Ce décret est sans aucun doute illégal.

une loi votée par les Chambres ne venait pas le modifier. C'est ce qui s'est produit. Aujourd'hui, ce n'est plus le conseil général qui a le droit de rien changer et que seules les Chambres peuvent modifier. Aussi, lorsque, en 1894, on a voulu lui apporter un changement, a-t-il été nécessaire de recourir à une loi (26 juillet 1894).

Il arrive assez souvent aujourd'hui que les Chambres, prévoyant les difficultés que soulèverait l'extension aux colonies d'une loi qu'elles désireraient cependant leur appliquer et n'ayant pas le loisir de les étudier et de les modifier, confient à un règlement d'administration publique le soin de dire à quelles conditions ladite loi sera applicable aux colonies. Ainsi la loi du 10 juillet 1901 sur l'assistance judiciaire porte (art. 31) : « La présente loi est applicable aux colonies par des règlements d'administration publique ». De même, la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Églises et de l'État (art. 43, al. 2) : « Des règlements d'administration publique détermineront les conditions dans lesquelles la présente loi sera applicable à l'Algérie et aux colonies ». Quel est l'effet utile des dispositions de ce genre ?

On peut en apercevoir deux : 1° Ces textes retirent au pouvoir exécutif le droit de légiférer sur la matière par la voie de décret simple ; il ne pourrait faire qu'un règlement d'administration publique. C'est là une solution acceptable, mais secondaire. 2° Le pouvoir exécutif serait tenu du moins lorsque la formule employée par la loi est impérative, comme celle qui figure dans la loi du 9 décembre 1905, de faire ce décret portant règlement d'administration publique. Mais c'est là une obligation dont on n'aperçoit pas la portée, d'autant qu'il n'est pas dit dans quel délai ce règlement devra être fait et l'expérience prouve que les vœux formulés par le législateur restent souvent stériles.

**120 — Combinaison du sénatus-consulte avec les principes généraux de notre droit pu**

Fait, les cas où les Chambres ont statué en matière coloniale sont assez rares, et les décrets forment encore aujourd'hui le droit commun et le cas ordinaire. Il y a lieu toutefois de se demander si ce régime des décrets ne souffre pas, en dehors des matières réservées à la connaissance du pouvoir législatif ou évoquées par lui, d'autres exceptions restant des principes généraux de notre droit public.

Une première restriction résulte indiscutablement de l'impossibilité d'engager les finances de l'État sans un vote du Parlement. Une subvention ou une garantie de l'État ne peut être accordée que par une loi. C'est ainsi que, pour l'exécution du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis, une loi est intervenue (29 juin 1882), parce que l'État assurait à la compagnie un revenu net de 1.154 francs par kilomètre. Au contraire, un simple décret (du 24 avril 1881), a suffi pour autoriser la construction du chemin de Saïgon à Mytho, parce que c'était non l'État mais la colonie qui garantissait à la compagnie un revenu net kilométrique de 4.025 francs. D'un autre côté, malgré l'art. 18 qui soumet complètement les colonies autres que les Antilles et la Réunion au régime des décrets, ces pays ne sauraient être cependant à discrétion absolue du pouvoir exécutif. Celui-ci ne pourrait, de sa seule autorité, les céder à une autre puissance. L'art. 8 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, portant : « Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi », s'y oppose formellement. D'une manière plus générale, la souveraineté de l'État français ne saurait être abdiquée, en tout ou en partie, sans le consentement du pouvoir législatif.

Il en est de même, dans un certain cas, de la propriété. Voir loi du 29 août 1905, article unique : « Toute vente d'îles, d'îlots, de forts, de châteaux forts ou batteries du littoral déclassés situés en France, en Algérie et en Tunisie, ne peut être autorisée que par une loi et après avis des conseils supérieurs du ministère de la Marine et du ministère de la Guerre — En ce qui concerne les colonies et les pays de protectorat (la Tunisie exceptée) l'autorisation fera également l'objet d'une loi, après avis du comité consultatif de la défense des colonies ».

Cela a cependant été contesté. Une vive discussion s'éleva autrefois sur le point de savoir si le Gouvernement pouvait par décret créer des compagnies privilégiées possédant certains attributs de la souveraineté, notamment le droit de lever des impôts, de rendre la justice, de gouverner et d'administrer le pays, d'avoir une force de police, et de conclure des traités avec les indigènes. Le conseil supérieur des colonies, dans sa considération qu'il fallait surtout *faire vite* si l'on ne voulait pas se laisser devancer en Afrique par les nations étrangères, s'était prononcé en ce sens après une vive discussion (juin 1891)<sup>1</sup>. Le Gouvernement néanmoins fut préoccupé; il estima que, la légalité fût-elle pour lui, il y avait de sa part un certain manque d'égards envers les indigènes à aller jusqu'au bout de son droit. Il adopta un terme consistant à demander aux Chambres une loi de principe l'autorisant d'une manière générale à créer des compagnies privilégiées par décrets rendus dans le cadre des règlements d'administration publique<sup>2</sup>. Ce projet a été abandonné, la question a perdu en partie son intérêt, tout au moins son actualité. A notre avis, néanmoins, le moyen terme proposé était lui-même exorbitant. En somme, un véritable *blanc-seing* que le Gouvernement demandait aux Chambres, blanc-seing lui permettant de procéder par des aliénations partielles et temporaires de la souveraineté, l'unité du territoire français. Or, cela est inadmissible. L'art. 8 de la loi constitutionnelle ne distingue pas entre le territoire colonial et le territoire métropolitain. Le Gouvernement, qui ne pourrait céder à un État étranger sans une loi spéciale, un îlot de quelques hectares au milieu du Pacifique, pourrait-il abdiquer les droits du pays sur des territoires immenses dont quelques

<sup>1</sup> Voir le compte rendu des séances du conseil supérieur des colonies (*J. off.* des 9, 14, 19, 20 et 26 novembre 1891).

<sup>2</sup> Projet de loi déposé au Sénat le 19 juillet 1891. Voir les motifs et les documents très intéressants qui y sont attachés (*J. off.*, doc. parl., Sénat, sess. ord. 1891, p. 432 à 449).

la France elle-même? — C'est que, dit-on, cette cession aurait lieu au profit, non d'un Etat étranger, mais d'une compagnie d'actionnaires français, et que, de plus, elle serait ni complète, ni définitive. — Mais le texte constitutionnel ne distingue pas non plus, ni suivant l'étendue de la cession, ni suivant la qualité du cessionnaire. Sans doute, plusieurs des lois constitutionnelles de 1875 — pas plus que ceux du S.-C. de 1854 — n'avaient point mentionné les compagnies privilégiées de colonisation. Mais pouvaient-ils songer qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, on essaierait de susciter une conception féodale de la souveraineté qui aurait définitivement disparue avec l'ancien régime et de donner à une compagnie d'actionnaires une part quelconque, si minime fût-elle, de la souveraineté de l'Etat? Croit-on, s'ils avaient prévu ce qui leur eût certainement paru monstruosité, ils auraient autorisé le pouvoir exécutif à accomplir seul? Alors que notre droit public tout entier, au cours d'un siècle, s'est inspiré jusqu'à l'excès de cette idée, *il faut pas d'Etat dans l'Etat*, alors que les Chambres ont toujours pris sans précautions les mesures susceptibles de porter atteinte, même faiblement ou éventuellement, au pouvoir exécutif, pourrait-il, sans l'assentiment formel et spécial du Parlement, y déroger d'une manière certaine et aussi grave?

Le pouvoir du chef de l'Etat a ainsi des limites, il ne peut pas, par contre, le restreindre d'une manière abusive en faisant argument contre lui de ses propres concessions. Il prend parfois l'avis du Conseil d'Etat dans une matière où son avis n'était pas nécessaire. Cela n'implique pas du tout qu'il perde pour l'avenir le droit de modifier par un décret simple le décret ainsi rendu sur l'avis du Conseil d'Etat. Parfois aussi, un décret simple exige pour certains cas le décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique. Exemple : l'art. 53 du décret simple du 2 novembre 1882 sur le service financier des colonies décide que les délibérations des conseils généraux en matière d'emprunts doivent être approuvées par un décret rendu dans la

forme des règlements d'administration publique. Cette disposition pourrait être évidemment rapportée par un arrêté ou décret simple.

**121. — Promulgation et publication des lois et décrets aux colonies**<sup>1</sup>. — Les lois et décrets relatifs aux colonies, bien qu'ils soient promulgués dans la métropole par le Président de la République et publiés dans le *Journal officiel de la République française* ou dans le *Bulletin des lois*, ne sont pas par cela seul exécutoires dans la colonie. Il faut une seconde promulgation et une publication spéciale faite par le gouverneur dans la colonie.

La promulgation par le gouverneur ne peut pas remplacer celle faite par le chef de l'État qui reste exigée; elle se borne simplement à cette première promulgation, l'autre n'étant pas moins nécessaire<sup>2</sup>. La simple insertion de la loi ou du décret au *Journal officiel* de la colonie ne saurait tenir lieu. Il faut un acte de promulgation manifestant, d'une façon indiscutable la volonté du gouverneur de rendre la loi ou le décret applicable à la colonie. Or cette volonté résulte pas nécessairement de la simple insertion au *Journal officiel* de la colonie qui a pu être faite en dehors de lui dans un autre bulletin<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> WILHELM, *Promulgation et exécution des lois coloniales*. Mémoires de l'École des sciences politiques, 1894, n° 1.

<sup>2</sup> Voir cependant note Sarrut sous Trib. sup. Papeete, 1889, D. 97, 2. 225. Que le décret du Président de la République déclarant une loi applicable aux colonies ne soit pas à proprement parler un décret de promulgation parce qu'il ne contient pas la formule indiquée dans le décret du 6 avril 1876, ce n'est pas tout, mais dire que « l'acte du gouverneur n'est pas juridiquement promulgation », cela nous paraît une opinion inadmissible en l'absence des textes organiques qui disent expressément : « le gouverneur promulgue ».

<sup>3</sup> V. Cass., 13 juillet 1898. *Dur.*, 1898, p. 134, décidant que l'arrêté du 11 janvier 1892, bien qu'il ait été publié au *Journal officiel* des établissements de l'Océanie, n'était pas applicable à la colonie, cette publication n'ayant été précédée d'aucun arrêté de promulgation spécial pris par le gouverneur. Cet arrêt confirme

loi ou le décret, à défaut de cette seconde promulgation, n'est pas applicable dans la colonie, et comme le gouverneur a, à cet effet, une très grande latitude, aucun acte lui étant imparti, il en résulte qu'il peut retarder indéfiniment la mise en vigueur de la loi ou du décret. Le droit consiste dans le droit qui appartient au ministre de l'Intérieur ou au gouverneur un ordre devant lequel ce dernier doit s'incliner. Il reste d'ailleurs bien entendu que le gouverneur n'a pas plus que le chef de l'État lui-même, le droit de modifier le texte qu'il promulgue. Il est même douteux qu'il ait le droit de rectifier une erreur matérielle qui s'y serait glissée. L'arrêté de promulgation doit être publié par le gouverneur dans le *Bulletin officiel* ou le *Journal officiel de la colonie*. Quant à la loi ou au décret promulgué lui-même, il n'est pas nécessaire d'en insérer le texte dans le journal officiel de la colonie<sup>2</sup>. C'est du moins ce que décide une jurisprudence constante à notre avis beaucoup trop facile. Le fait de la loi ou du décret est en effet beaucoup plus important à connaître pour le public que celui de l'arrêté de promulgation qui, en somme, ne lui apprend pas quelle est la législation à laquelle on le soumet. Renvoyer à la loi, ce n'est pas la publier. La Cour suprême n'a d'ai-

lors admis par le tribunal supérieur de Papeete le 18 juin 1897 D. 225, note Sarrut. — Cpr. Cass., 16 mai 1895 D. 96. Décidant que le décret du 28 février 1890, n'ayant pas été publié au Tonkin, n'est pas obligatoire dans ce pays, bien que l'arrêté ait été visé dans un décret postérieur qui, lui, a été régulièrement promulgué. A) Tananarive 25 mars 1899 Dar., 1899, Cons. d'Etat, 1<sup>er</sup> juin 1906, Dar., 1906 p. 177.

*Recueil de législation et jurisprudence coloniales* donne dans sa première partie la liste des lois et des décrets promulgués chaque année aux colonies depuis 1897 avec la date des arrêtés de promulgation et le numéro du *Journal officiel* ou la page du *Bulletin officiel* dans lequel la publication a été faite.

Il ne faut pas confondre avec le *Bulletin des lois* ni avec le *Journal officiel de la République française*.

Cass., 20 juin 1888, S. 90 1. 393, Cass., 8 novembre 1889, S. 90 1. 393, Cass., 13 mars 1893, S. 93 1. 249; Cass., 13 juillet 1898, Dar., 1898, p. 134, Cour d'appel de l'Indo-Chine, 9 novembre 1904, Dar., 1904, p. 60.

leurs sans doute pas remarqué le résultat bizarre qui pourrait conduire sa jurisprudence. Elle décide en effet que, lorsqu'un acte n'est exécutoire qu'aux colonies, il n'est pas nécessaire de l'insérer en France au *Bulletin de la Cour de Cassation* (Cass., 1<sup>er</sup> mai 1852). A plus forte raison, l'insertion au *Journal officiel* ou dans un autre recueil n'est-elle pas exigée. Prenait fantaisie à un gouverneur de promulguer un acte, en insérant simplement au *Journal officiel* de la colonie l'arrêté de promulgation sans le texte promulgué, la Cour de cassation maintiendrait-elle sa jurisprudence? Admettons qu'elle ne le fasse pas, elle que toute une population puisse être forcée d'appliquer une législation qui n'a jamais été publiée nulle part!

Quoi qu'il en soit, un certain délai doit s'écouler après la publication avant l'entrée en vigueur de la loi ou du décret. L'art. 3 du décret du 15 janvier 1853 décide à ce sujet :

Les lois, décrets et arrêtés promulgués dans la colonie sont exécutoires : 1<sup>o</sup> au chef-lieu, le jour de leur publication au *Journal officiel*; 2<sup>o</sup> pour les autres localités, dans les délais qui seront déterminés proportionnellement aux distances par des arrêtés du gouverneur.

Cette règle a été modifiée depuis pour la Nouvelle-Calédonie et les établissements de l'Océanie par les décrets constitutifs du gouvernement de ces colonies (D. du 12 décembre 1874, art. 72; D. du 28 décembre 1885, art. 59). Dans ces décrets, c'est seulement le lendemain de son insertion dans la feuille officielle que le texte promulgué est exécutoire aux chefs-lieux de ces deux colonies<sup>2</sup>. Cette s

<sup>1</sup> En ce sens : Circ. min. col. 2 mai 1906, Dar., 1906, p. 48.

<sup>2</sup> Pour les autres parties de la colonie, les délais sont fixés par l'éloignement par arrêté du gouverneur. A la Nouvelle-Calédonie ces délais sont aujourd'hui ainsi fixés par un arrêté du 18 août 1906 (Dar., 1906, p. 85) : 8 jours francs à partir de la publication au *Journal officiel* pour les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> arrondissements, 15 jours pour les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> arrondissements, 35 jours pour l'île des Pins, les îles L. Belep (art. 1). L'exception d'ignorance alléguée par les contrevenants peut être admise suivant les cas si la contravention a eu lieu dans un délai de cinq jours francs à partir de la promulgation.

déjà été admise en ce qui concerne la Cochinchine par décret du 14 janvier 1865. Mais aujourd'hui il faut appliquer à cette colonie la règle plus générale contenue dans le décret du 1<sup>er</sup> février 1902 relatif à la promulgation des lois et décrets en Indo-Chine dont l'art. 1<sup>er</sup> est ainsi conçu :

Les lois et décrets promulgués en Indo-Chine et les arrêtés des autorités locales sont exécutoires : 1<sup>o</sup> dans les villes constituées en municipalités, un jour franc après la réception au *Journal officiel de la colonie*, 2<sup>o</sup> dans les provinces, deux jours francs après la réception du *Journal officiel* au chef-lieu de la province.

Le décret de 1853 a-t-il enlevé aux gouverneurs le droit leur appartenant auparavant de rendre une loi ou un décret immédiatement exécutoire en cas d'urgence ? La Cour de cassation, par deux arrêts du 30 novembre 1864 (Dall. 65. 1. 186 et 188), s'est prononcée pour la négative. Le gouverneur doit toutefois, dans ce cas : 1<sup>o</sup> déclarer l'urgence par un arrêté spécial, 2<sup>o</sup> prescrire des mesures de publicité exceptionnelles. Voir pour l'Indo-Chine, l'art. 3 du décret du 1<sup>er</sup> février 1902 qui autorise le gouverneur général soit à régler les délais en cas d'urgence, soit à les prolonger quelque fois que les circonstances l'exigent. Cpr. pour la métropole : ordonnance du 27 novembre 1816, art. 4, et ordonnance du 18 janvier 1817.

Les ordonnances constitutives de Charles X ajoutaient aussi que le gouverneur devait faire enregistrer par la cour d'appel les textes promulgués. Cette formalité, souvenir de l'ancien régime où les ordonnances royales devaient être enregistrées aux colonies par les conseils souverains, comme elles l'étaient en France par les Parlements, est aujourd'hui tombée en désuétude.

**122. — Autres difficultés.** — En dehors des règles dessus exposées, d'autres questions viennent encore augmenter les difficultés de ce problème déjà si compliqué du régime législatif des colonies. Voici les principales :

1° N'y a-t-il pas certains cas exceptionnels dans lesquels un acte législatif ou réglementaire peut être appliqué aux colonies sans jamais y avoir été promulgué ni même s'être étendu? Oui. Tout d'abord, certaines catégories de citoyens, tels que les militaires, les marins<sup>1</sup> ou les membres de la Légion d'honneur, restent soumis de plein droit aux lois françaises et sans qu'aucune promulgation spéciale soit nécessaire à la législation spéciale au groupe dont ils font partie. D'un autre côté, la Cour de cassation a considéré les lois antérieures à 1814 qui avaient toujours été suivies aux colonies depuis cette époque ou qui avaient servi de base à des lois postérieures régulièrement promulguées<sup>2</sup>. Ces solutions, qui semblent, à la jurisprudence ordinaire de la Cour de cassation, être en contradiction avec la règle du suprême<sup>3</sup>. Pour les expliquer, il faut observer qu'il s'agit de textes datant de la période révolutionnaire et que le suprême suppose que ces textes ont dû être promulgués autrefois et que, si on ne peut pas rapporter aujourd'hui la preuve directe de la promulgation, la faute en est à la guerre civile, puis à l'occupation étrangère, et non pas permis de constater régulièrement cette promulgation qui n'est pas prouvée. La Cour de cassation arrive ainsi à concilier ces décisions exceptionnelles avec sa jurisprudence.

Dans un ordre d'idées différent, une autre exception a aussi été proposée. On s'est demandé si la loi du 6 février 1897, déclarant Madagascar colonie française, ne devait avoir pour conséquence de rendre de plein droit applicables dans ce pays les lois françaises antérieures à cette date sans que aucune promulgation spéciale fût nécessaire. L'affirmative a été

<sup>1</sup> Avis du comité du contentieux administratif de l'Inde, 22 mars 1903, Daresse, 1904, p. 117.

<sup>2</sup> Cass., 21 septembre 1856, D. 1856. 1. 335; Cass., 18 février 1878, D. 1878. 1. 129; Cass., 6 janvier 1888, *Journal de droit*, 1888, p. 155; Cass., 29 janvier 1892, *B. cr.*, n° 31, p. 46 mai, 1899, *Dar.*, 1899, p. 73.

<sup>3</sup> Voir not. Cass., 23 février 1843, S. 43. 1. 301, décidant que le rappel dans une loi réglementaire promulguée d'une loi ou d'un décret antérieur ne saurait donner à ces textes force de loi dans les colonies.

par un arrêt de la cour de Tananarive du 8 mai 1897<sup>1</sup>. Cette solution, qui rappelle celle suivie pour l'Algérie en ce qui concerne les lois françaises antérieures au 22 juillet 1893, partie, chap. V, est absolument contraire au principe de la spécialité de la législation coloniale. Une jurisprudence de cette nature devient véritablement la source de difficultés inextricables. On ne peut appliquer indistinctement toutes les lois françaises antérieures à l'annexion qui forment une masse énorme et le choix que l'on est contraint de faire entre elles est forcément arbitraire. Nous n'admettons que la législation antérieure du pays conquérant s'applique de plein droit au territoire annexe en Europe. À cette raison doit-on en être ainsi, lorsque ce territoire est situé à l'autre bout du monde. Pourquoi d'ailleurs pour Madagascar une exception qui n'a été admise pour aucune autre colonie? Est-ce parce que l'annexion de Madagascar a été consacrée par une loi? Mais l'exposé des motifs de la loi dit textuellement que « les lois françaises n'en sont en application qu'au fur et à mesure qu'elles auront l'objet d'une promulgation spéciale ». Rien n'autorise dans ce cas particulier, une dérogation aux principes de la législation en vigueur dans une colonie s'étend-elle au droit aux territoires qui y sont rattachés par suite de l'annexion ou d'un nouveau groupement administratif? Les actes postérieurs à ce rattachement s'y appliquent évidemment. Quant aux actes antérieurs, une distinction nous paraît à notre avis. Le territoire rattaché conserve le bénéfice de sa législation antérieure *s'il en possédait une*. celle-ci existe, à moins d'une disposition contraire expresse; on ne peut pas admettre, en effet, une substitution tacite d'une législation à une autre s'opérant par suite d'un changement de dénomination ou à plus forte raison comme conséquence d'une modification de l'organisation administrative. Au con-

<sup>1</sup> 1898-2-297 note Sarrut; Voir dans le même sens. Tananarive, 12 juillet 1903, Daroste, 1904, p. 117. Critique dans un article de application des lois françaises à Madagascar dans Daroste, 1904, (2e), p. 33-39.

traire, nous admettrions l'extension *ipso facto* de la loi en vigueur dans la colonie pour le cas où la loi qui lui est annexé, antérieurement vacant ou habitée par des sauvages, n'en aurait pas une à lui propre. Il y a, en effet, une nécessité pratique impérieuse : un pays ne peut pas rester sans lois. Cette distinction, croyons-nous, est le meilleur moyen de concilier des décisions de jurisprudence en apparence contradictoires<sup>1</sup>.

3° Le pouvoir exécutif peut-il légiférer par voie de décret en ce qui concerne les pays de protectorat? Il faut se bien entendre, qu'il s'agit de matières dont la réglementation est abandonnée au souverain du pays protégé par le traité de protectorat. En fait, les pays protégés sont assimilés aux colonies soumises au régime des décrets. L'art. 18 du S.-C. de 1854 est visé dans tous les textes qui y sont relatifs (voir notamment les nombreux décrets concernant l'Indo Chine). Cette pratique, dont la légalité est admise par la jurisprudence<sup>2</sup> n'a pas laissé cependant soulever des objections. Il existe une différence profonde entre le protectorat et l'annexion, et il est abusif d'étendre aux pays protégés le S.-C. de 1854 qui n'avait point été fait pour eux. La controverse n'a pas d'importance pratique, parce que, dans cette opinion, c'est à justifier le régime des décrets en le basant sur les lois par lesquelles le Président de la République a été autorisé à ratifier et à *faire exécuter* les différents traités de protectorat. Les mots « faire exécuter le traité » contiennent, au profit de l'Exécutif, une délégation sur le législatif. Le résultat étant le même dans les deux opinions, le débat est donc purement théorique. On peut d'ailleurs ajouter qu'il est assez indifférent pour l'État protégé que la souveraineté dont il a fait abandon soit exercée

<sup>1</sup> Cass., 6 septembre 1877, *Journal de droit criminel*, 1877, p. 300.

<sup>2</sup> Cour d'appel de l'Indo-Chine, 20 janvier 1899, *Dar.*, 1899, p. 150.

<sup>3</sup> WILHELM. *Théorie juridique des protectorats* *Journal de droit international privé*, 1890, p. 204 à 219, et *Annales de l'École des sciences politiques*, 1889, n° 4).

pouvoir législatif ou par le pouvoir exécutif de l'État électeur. Que ce soit l'un ou l'autre qui décide, cela revient au même pour lui.

Autres questions peuvent également se poser. On peut demander quelle force ont conservé les actes émanés d'un gouvernement étranger dans les colonies qui, après être tombées au pouvoir de l'ennemi, ont été restituées à la France. Il peut aussi y avoir lieu de rechercher quel effet la législation en vigueur dans une colonie peut produire en dehors de ses limites, soit dans la métropole, soit dans une autre colonie, et comment doivent être résolus les conflits des lois applicables à raison de la diversité de toutes ces législations locales. Il suffit d'indiquer ces difficultés fort délicates.

**23. — Critiques et projets de réforme.** — Le régime législatif de nos colonies est, en résumé, très compliqué et très difficile. Il règne en cette matière une véritablearchie, surtout depuis 1870. Ce qui frappe surtout, c'est le nombre considérable de décrets ou d'arrêtés dont la légalité est contestable. Il n'est que temps de mettre un peu d'ordre dans ce chaos. Une réforme s'impose urgente.

La nécessité est depuis longtemps reconnue. Les bases de la réforme ont été longuement discutées dans les Congrès et par les spécialistes. Plusieurs propositions de loi ont été déposées. Aucune n'a abouti jusqu'ici<sup>1</sup>. La plupart de ces propositions étaient d'ailleurs insuffisantes, visant seulement certaines colonies et précisément celles qui sont les moins traitées. Il faudrait une réforme générale.

Il conviendrait tout d'abord de supprimer la seconde pro

<sup>1</sup> Proposition Isaac et Allegre, spéciale aux Antilles et à la Réunion (*J. O.*, doc. parl., Sénat, sess. ord., 1890, p. 237). — Proposition Laroche tendant à l'Inde et à la Guyane les garanties et les droits pour les Antilles et la Réunion par le titre II du S. C. de 1854 (*J. O.*, doc. parl., Sénat, sess. extr. 1892, p. 501). — Projet de loi sur l'organisation politique des Antilles et de la Réunion déposé par le Gouvernement le 23 juin 1891 (*J. O.*, doc. parl., Sénat, sess. ord., 1891, p. 14). — Proposition Brunet, portant suppression du régime des colonies (*J. O.*, doc. parl., Chambre des députés, sess. ord., 1895, p. 365).

mulgation faite par le gouverneur qui est une complication inutile et une source de difficultés. Il y a certainement des lois dont on n'a pu retrouver aucune trace et qui n'ont pourtant été faites parce qu'on a lieu de croire qu'elles ont dû l'être<sup>1</sup>. Parfois, au contraire, certaines lois ont été promulguées deux fois : c'est ainsi que le Code de Commerce a été promulgué au Sénégal en 1805 et en 1830<sup>2</sup>. Il y a là une source d'obscurité et de confusion qu'il serait facile de faire disparaître en n'exigeant plus qu'une seule promulgation, du Président de la République pour la partie de législation coloniale faite dans la métropole et du gouverneur pour la partie de cette législation qui serait faite dans les colonies.

Il faut ensuite et surtout soustraire nos colonies au régime des décrets. Ce régime a sans doute son utilité et son mérite d'être lorsqu'il s'agit de donner à des acquisitions une organisation sommaire toute provisoire. Un décret est très vite fait ; rien n'est plus facile que de le changer si l'on s'aperçoit que l'on s'est trompé, ce qui arrive fréquemment dans les débuts. A l'origine, c'est un avantage. Mais le régime des décrets est comme un baraquement en planche : comme provisoirement, il ne doit jamais être considéré comme un abri définitif. La maison en pierre, construite sur un plan réfléchi, solide, bien close, dans laquelle on ne craint pas les intempéries des saisons, c'est la loi qui est soigneusement élaborée et longuement discutée, difficilement votée, abri sûr contre le caprice et l'arbitraire. Le régime des décrets, déjà critiqué par M. Jules Favre, a été sévèrement jugé par M. Paul Leroy-Beaulieu<sup>3</sup> : dit-il, un système déraisonnable a bien des titres ; l'un d'eux est d'être l'objet de soustraction aux représentants naturels de la nation. Le régime des décrets, en soustrayant aux représentants naturels de la nation l'examen d'affaires qui touchent gravement les intérêts présents et futurs, c'est donc un empiétement sur le pouvoir exécutif sur les attributions essentielles de la

<sup>1</sup> Cass., 25 juin 1880, *Journal de droit criminel*, 1880, p. 230.

<sup>2</sup> Bordeaux, 28 mai 1889, S. 90. 2. 230.

<sup>3</sup> *Les colonies et la politique coloniale de la France*, p. 100.

<sup>4</sup> *De la colonisation chez les peuples modernes*, 5<sup>e</sup> éd., p. 100.

du peuple ; il a pour conséquence, en outre, de faire officiellement le silence autour des questions coloniales, de les enterrer sans bruit, ou de les trancher avec le minimum possible de discussions et d'informations : il excite, par conséquent, à très juste titre, la défiance et le mécontentement des colons ». Ce régime est particulièrement injuste et odieux pour les colonies représentées au Parlement. Pour les autres, il n'est pas plus raisonnable.

Dans une législation coloniale bien faite, les décrets signés par le chef de l'Etat ne devraient occuper qu'une place insignifiante. C'est ce qui se passe en Hollande, où les décrets royaux sont peu nombreux en ce qui concerne les colonies, et en Angleterre où les *orders in councils* sont également très rares sur la matière. Cela nous amène à rechercher quel devrait être en raison le législateur colonial.

S'agit-il de fixer les principes du Gouvernement des colonies, de régler les rapports politiques des colonies entre elles ou avec la métropole, cela doit être l'œuvre du pouvoir législatif métropolitain. Une fois passées ces premières années qui correspondent à la période de tâtonnement, chaque colonie devrait obtenir sa loi organique qui serait en quelque sorte sa constitution particulière, la garantie de ses libertés et de ses droits. Pour chaque colonie, les Chambres devraient voter une loi analogue à celles que les États généraux de Hollande ont faites pour les Indes orientales et pour le Cap. Cette loi n'aurait pas besoin d'être très longue ni contenir de nombreux articles. Il suffirait de poser nettement quelques principes essentiels. Le vote de cette loi fournirait aux Chambres l'occasion de manifester l'intérêt qu'elles portent aux colonies et d'indiquer la direction générale qu'elles veulent imprimer à la politique coloniale de la France.

Cela fait, le pouvoir métropolitain ne devrait intervenir que dans les cas où un intérêt commun ou bien les finances de la métropole seraient en jeu. La législation intérieure de chaque colonie devrait être faite *sur place* par le gouverneur assisté d'une assemblée composée de magistrats, de fonctionnaires ou de notables choisis par les habitants, as-

semblées dont la composition varierait d'ailleurs suivant degré de développement de l'esprit public dans chaque colonie. Ainsi faite, la législation coloniale serait beaucoup mieux adaptée aux besoins particuliers de chaque colonie, les règles adoptées seraient édictées au moment opportun et en pleine connaissance de cause. Aujourd'hui les nombreux décrets qui composent notre législation coloniale sont le plus souvent copiés les uns sur les autres. On calque par exemple un décret concernant Madagascar sur un texte relatif au Sénégal qui est lui-même la reproduction d'une disposition concernant les Antilles. Cela n'est pas toujours bien raisonnable, mais cela est si commode et si vite fait! Des textes rédigés sur place ne présenteraient pas sans doute cette uniformité un peu servile.

Dira-t-on qu'un décret signé du Président de la République présente plus de garanties qu'un simple arrêté du gouverneur assisté ou non d'un Conseil? Ce serait être dupe des apparences. Il faut se demander sous quelle responsabilité est rendu ce décret, présenté par le ministre à la signature du chef de l'État. Parfois, c'est un gouverneur qui, convaincu de la nécessité d'une certaine mesure législative, fait le voyage de France tout exprès pour en obtenir son décret. Pendant des semaines, il use à convaincre les uns et les autres au Pavillon de Flore une tenacité qui aurait été mieux employée dans sa colonie où il fait défaut. N'aurait-il pas mieux valu lui permettre de légiférer lui-même? Parfois, au contraire, le décret est signé sans que le gouverneur ait été consulté, ou même en dépit de son avis. Il n'y a pas beaucoup de chances pour que la législation ainsi faite soit meilleure que celle qui aurait eu pour source un arrêté local, mais il y en a beaucoup pour qu'elle soit plus mauvaise. De toutes les réformes à apporter à notre législation coloniale, la *décentralisation législative* est la plus utile et la plus féconde parce qu'elle peut être la source de toutes les autres.

<sup>1</sup> A. GIBALLI, *Décentralisation coloniale* (Quinzaine coloniale 25 juillet 1897) et *Rapports politiques entre métropole et colonies* (Rapport à l'Institut colonial international, 1903).

## CHAPITRE III

## GOUVERNEMENT ET ADMINISTRATION DES COLONIES

## § 1. — MINISTÈRE DES COLONIES.

124. — **Historique.** — Jusqu'au ministère Gambetta, le service des colonies a formé une simple direction du ministère de la Marine, sauf pendant un court intervalle, du 24 juin 1858 au 24 novembre 1860. Des considérations de convenances avaient à cette époque déterminé la création d'un *ministère de l'Algérie et des colonies* dont le premier titulaire fut le prince Napoléon qui céda lui-même bientôt la place au marquis de Chasseloup-Laubat. Cette création éphémère et prématurée disparut sans laisser de regrets.

C'est en 1881 que la tendance à une séparation progressive des Colonies et de la Marine, qui devait aboutir à la création d'un ministère spécial, s'est manifestée pour la première fois. On venait à cette époque de mettre fin au règne des amiraux et de les remplacer par des gouverneurs civils. On voulait montrer nos colonies dans un esprit nouveau qui n'était plus celui des bureaux de la rue Royale. La situation d'ailleurs s'était complètement modifiée. Lorsque notre domaine colonial se réduisait à quelques îles dont la principale utilité était de servir de points d'appui à nos vaisseaux, il pouvait être considéré avec raison comme une dépendance naturelle et nécessaire de la Marine<sup>1</sup>; il n'était pas d'ailleurs assez im-

<sup>1</sup> L'union de la Marine et des Colonies avait néanmoins été dénoncée dès le début de la Restauration comme contraire aux intérêts des dernières par le comte DE HAGENBORG, *Du système colonial de France sous le rapport de la politique et du commerce*, 1817.

portant pour faire l'objet d'un ministère spécial. Mais la troisième République, les choses changèrent complètement de face. La pénétration des continents africain et asiatique devint à l'ordre du jour; on prit pour objectif le développement de nos relations commerciales avec les millions d'êtres humains qui les habitent. A mesure que l'on s'enfonçait dans l'intérieur, le rattachement à la Marine perdait de sa raison d'être, la compétence spéciale des officiers de marine s'évanouissant aussitôt que l'on s'éloignait des côtes.

Pour bien marquer l'orientation nouvelle, Gambetta détacha les colonies au département du commerce en créant un sous-secrétariat d'Etat. Mais cette mesure ne survécut pas au ministère qui l'avait inaugurée (14 novembre 1881-30 janvier 1882). Elle était trop hâtive. Tant de liens rattachaient encore les colonies à la Marine, tant de services étaient communs, que la séparation ne pouvait s'accomplir sans déchirement. Elle avait besoin d'être préparée par toute une série de mesures; il fallait rendre peu à peu à l'administration des colonies autonome avant de l'enlever au ministère de la Marine. C'est ce qui fut compris. Les colonies revinrent à la Marine après la chute du grand ministère Gambetta, mais l'institution d'un sous-secrétariat d'Etat fut maintenue. Elle a subsisté jusqu'à la création d'un ministère des colonies<sup>1</sup>. Sous l'action de ses sous-secrétaires d'Etat, l'administration des colonies est devenue de plus en plus indépendante. Les ministres de la Marine, absorbés par leur propre département, se sont peu à peu déchargés sur eux de toutes les affaires coloniales. Plusieurs services, antérieurement rattachés à la Marine et aux Colonies, ont été détachés. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1887, l'administration des colonies a son *Bulletin officiel* spécial, distinct de celui de la Marine. Aussi, lorsque pour la seconde fois elle fut rattachée au département du commerce, cette modification parut naturelle et s'opéra sans difficulté (14 mars 1889).

<sup>1</sup> Sauf deux courts intervalles pendant lesquels les sous-secrétaires d'Etat ont été remplacés par de simples directeurs : du 9 août 1883 au 22 septembre 1883, et du 10 novembre 1885 au 15 janvier 1886.

au même temps, l'autonomie du service colonial fut considérablement accrue. Les décrets des 19 et 23 mars 1889 ne firent au ministre chargé des colonies que le soin de présenter à la signature du Président de la République et de désigner les décrets : c'était la seule prérogative qu'on pouvait lui enlever parce qu'il la tenait des lois constitutives. Les derniers sous-secrétaires d'État des colonies ont donc été de véritables ministres, moins le nom.

Cette autonomie subsista tout entière, lorsque les colonies furent de nouveau et pour la dernière fois rattachées à la Marine (du 8 mars 1892 au 11 janvier 1893) pour de simples raisons de convenance personnelle. D'ailleurs l'indépendance de l'administration des colonies était telle que peu importait l'état de ce département ministériel auquel elle était rattachée sous la forme. Ce rattachement fut toutefois l'occasion d'une proposition de loi tendant à la création d'un ministère des colonies, émanée de M. Reinach. Ce n'était pas la première proposition faite en ce sens ; d'autres avaient été produites antérieurement, notamment par M. Blancsubé, député de la

Marine. Étant donné le régime des décrets, les tendances personnelles du chef qui est placé à la tête de l'administration des colonies exercent une influence immédiate sur la politique coloniale et l'organisation des colonies. Bien des revirements soudains s'expliquent ainsi par l'arrivée au pouvoir d'un homme imbu d'idées différentes de celles de son prédécesseur. Il est par suite intéressant de posséder la liste des sous-secrétaires d'État aux colonies. La voici :

FELIX FAURE, du 14 novembre 1881 au 30 janvier 1882

BERLET, du 30 janvier au 8 août 1882.

FELIX FAURE, du 22 septembre 1883 au 28 avril 1885

ARMAND ROUSSEAU, du 28 avril 1885 au 10 novembre 1885.

DE LA PORTE, du 15 janvier 1886 au 7 juin 1887.

EUGÈNE ETIENNE, du 7 juin 1887 au 5 janvier 1888

FELIX FAURE, du 5 janvier au 19 février 1888

DE LA PORTE, du 19 février 1888 au 23 février 1889

EUGÈNE ETIENNE, du 23 février 1889 au 27 février 1892

ÉMILE JAMAIS, du 8 mars 1892 au 11 janvier 1893.

DELCASSÉ, du 11 janvier au 3 décembre 1893

MAURICE LÉON, du 3 décembre 1893 au 20 mars 1894.

Cochinchine<sup>1</sup>, en 1887, mais la proposition Remacle contra un accueil beaucoup plus favorable que les précédentes, car l'idée d'un ministère spécial avait fait des progrès dans l'opinion publique. L'urgence fut repoussée (séance du 10 mars 1892), mais la grande majorité de la Chambre était acquise à cette création. Tous les inconvénients étaient évitables.

Trop d'arguments en effet militaient en sa faveur. Aux agrandissements successifs de notre domaine extérieurement les affaires coloniales étaient devenues si nombreuses et si importantes que la création d'un département spécial paraissait indispensable. Il était impossible de reproduire l'argument traditionnel consistant à dire qu'elles n'étaient pas suffisantes pour occuper un ministre, et que celui-ci pour paraître impartial serait naturellement porté à exagérer la centralisation administrative. En présence de l'importance croissante des intérêts coloniaux, comment en laisser le soin à un ministre déjà surchargé de besogne d'un autre côté, pour lequel elles ne pourraient être qu'accessoires? Comment ce ministre pourrait-il les défendre efficacement, n'ayant pas le temps de s'en occuper? Quelle attitude d'ailleurs serait la sienne en cas de conflit possible entre l'intérêt colonial d'un côté et l'intérêt maritime de l'autre? La spécialité des questions coloniales exigeait toute l'attention d'un homme qui n'était pas distrait par d'autres préoccupations et la politique internationale était assez importante pour mériter, au sein du conseil des ministres, un représentant immédiat ayant la sanction et l'autorité nécessaires pour la défendre d'une manière efficace.

On invoquait d'ailleurs l'exemple des pays voisins. En Portugal, les colonies sont rattachées à la Marine, l'Espagne avait un ministère d'*ultra mare*<sup>2</sup>, la Hollande a son ministère des Colonies depuis 1848, l'Angleterre en a depuis 1858.

<sup>1</sup> *J. off.*, doc. parl., Chambre des députés, sess. ord. 1887, p. 100, et suiv.

<sup>2</sup> L. a été supprimé lorsque, à la suite de la guerre avec l'Angleterre, l'Espagne a eu perdu la presque totalité de ses colonies. Elle a été remplacée par une simple section coloniale au ministère d'Etat.

*office* (créé en 1854) et l'*India office* (depuis 1858).  
 nous moins de souci de nos colonies que les autres  
 ces ?

À ces raisons s'ajoutait une dernière considération  
 ment impérieuse : le ministère des Colonies, depuis  
 existait déjà en fait et il était nécessaire de mettre les  
 l'accord avec les choses pour faire disparaître une  
 en pleine d'inconvénients et même inconstitutionnelle.  
 Le sous-secrétariat d'État autonome ne pouvait se compren-  
 re comme une solution provisoire, destinée à dispa-  
 avec la création d'un ministère spécial vers laquelle il  
 se acheminement. Effectivement, dans la pensée de  
 qui l'ont organisé, il avait simplement pour but de  
 de cette évolution, il correspondait à une situation  
 ment transitoire. Personne n'a jamais vu dans cette  
 tion une solution définitive du problème. Elle engen-  
 drait en effet un état de choses tout à fait irrégulier : le sous-  
 secrétaire d'État avait l'action et l'initiative sans avoir la  
 responsabilité. Les Chambres ne pouvaient point l'interpeller  
 les ne pouvaient s'attaquer qu'au ministre qui le con-  
 trolait. Celui-ci avait donc à répondre d'actes auxquels il  
 n'avait rien à voir et qu'il lui était même impossible d'empêcher.  
 La responsabilité parlementaire s'évanouissait ainsi, car le  
 Parlement raisonnablement ne pouvait pas être pris à partie.  
 Le Conseil d'État d'accueillir les pourvois introduits  
 directement auprès de lui par le sous-secrétaire d'État des  
 Colonies avait montré que l'on se heurtait à chaque pas à des  
 irrégularités légales, et une interpellation de M. Trarieux  
 le 20 juin 1892 avait signalé toute l'irrégularité de  
 la situation. Tous comprenaient qu'il y avait là une posi-  
 tionasse dont il fallait sortir. La démission du dernier  
 sous-secrétaire d'État, motivée par l'impossibilité de conti-

La création d'un ministère des colonies a été fortement agitée en  
 Allemagne où il n'y a encore qu'une section coloniale au  
 sein des affaires étrangères, et aux États-Unis où il existe sou-  
 vent un bureau des affaires insulaires au département de la guerre  
 du 15 novembre 1905

nuer à gouverner les colonies dans ces conditions, briser la solution. Un projet de loi portant création d'un ministère des Colonies fut déposé par le ministre Casimir-Périer et voté d'urgence. Adopté par la Chambre le samedi 17 mars, il ne put passer le même jour devant le Sénat, mais sur l'insistance du Gouvernement, les sénateurs revinrent siéger le lundi 19 mars et votèrent le projet. La nouvelle loi fut promulguée le 20 mars 1894. C'est le premier département ministériel, et jusqu'ici c'est le seul, qui ait été créé par une loi. Tous les autres avaient été institués par décret. Mais le Gouvernement a vu avec raison dans la création d'un ministère des Colonies un principe important engageant l'avenir de notre politique coloniale, et il a tenu à le faire consacrer par les Chambres.

Il s'agissait en effet de choisir entre plusieurs principes, et, si le Sénat s'était refusé tout d'abord à voter le projet de loi, c'est que plusieurs de ses membres, notamment les représentants des colonies désireux de ne pas accroître l'influence de l'administration centrale, étaient partisans du retour des colonies à la Marine. Le rapport fait par M. Isaac, au nom de la commission nommée le 4 avril 1888 pour élaborer une proposition de loi sur l'organisation des colonies, avait conclu en ce sens<sup>1</sup>. L'auteur, après avoir examiné et rejeté toutes les autres solutions (ministère spécial des colonies, rattachement au commerce, rattachement aux affaires étrangères), s'était prononcé pour le retour à la Marine en s'appuyant surtout sur les nombreux points de contact qui existent entre les questions maritimes et les questions coloniales, et ce rapport très étudié avait produit une impression profonde au Sénat. Mais il fallait choisir : ou bien faire marcher en arrière et détruire l'œuvre de douze années, ou bien donner à cette œuvre sa conclusion logique. C'est

<sup>1</sup> *J. off.*, doc. parl., Sénat, sess. ord. 1890, p. 210 et suiv. Cf. l'article publié par le même auteur dans la *Revue politique et parlementaire*, octobre 1894, après la création du ministère des Colonies.

mer parti qui l'a emporté; ses adversaires ont senti eux-mêmes l'impossibilité de lutter contre un courant d'opinion si puissant pour être remonté. Nous avons dit pour quels motifs la solution qui a prévalu était la bonne<sup>1</sup>.

## 25. — Organisation du ministère des Colonies<sup>2</sup>. —

L'organisation de l'administration centrale des colonies, variée plusieurs fois pendant les années qui ont suivi la création du ministère, est aujourd'hui fixée par le décret définitif du 23 mai 1896, modifié partiellement par celui du 22 janvier 1898 et du 21 avril 1900. Elle comprend, en dehors du cabinet du ministre, un secrétariat général, des directions et un bureau militaire :

*Secrétariat général.*

1<sup>er</sup> bureau : secrétariat, enregistrement, chiffre; 2<sup>e</sup> bureau : ser-

### Liste des ministres des Colonies - MM.

Boulangier, du 20 mars au 30 mai 1894

Deicassé, du 30 mai 1894 au 26 janvier 1895

Crautemps, du 26 janvier 1895 au 1<sup>er</sup> novembre 1895

Gueysson, du 4 novembre 1895 au 26 avril 1896.

Lebon André, du 29 avril 1896 au 31 mai 1898

Hanoteaux, min. aff. étr., interim du 1<sup>er</sup> au 28 juin 1898.

Trouillot, du 28 juin 1898 au 1<sup>er</sup> novembre 1898.

Guillain, du 1<sup>er</sup> novembre 1898 au 22 juin 1899.

Decrais, du 22 juin 1899 au 7 juin 1902

Dozmergue, du 7 juin 1902 au 24 janvier 1905

Clementel, du 24 janvier 1905 au 14 mars 1906.

G. Leygues, du 14 mars 1906 au 25 octobre 1906.

Millet-Lacroix, du 25 octobre 1906 au . . .

On trouvera l'histoire de ces ministères successifs dans les *Chroniques coloniales* de la *Revue de droit public et de la science politique*, t. IV, p. 127-150 (Boulangier et Deicassé); t. V, p. 89-108 (Crautemps); t. VI, p. 119-132 (Gueysson); t. VIII, p. 91-121 (Lebon fin et Trouillot); t. X, p. 451-489 (Lebon fin et Trouillot); t. XI, p. 288-314 (Guillain et Decrais, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1900); t. XV, p. 485-506 (Decrais, du 1<sup>er</sup> janvier 1900 au 1<sup>er</sup> janvier 1901); t. XVI, p. 209-126 (Decrais, du 1<sup>er</sup> janvier 1901 au 7 juin 1902).

Pour plus de détails, voir l'*Annuaire du ministère des Colonies*.

vice géographique, missions, expositions, archives, bibliothèque civil, etc.; 3° bureau : personnel de l'administration centrale, services civils autres que la magistrature, l'enseignement et l'hygiène; 4° bureau : justice, instruction publique, cultes.

*1<sup>re</sup> direction : Afrique.*

1<sup>er</sup> bureau : Afrique moins la Réunion; 2° bureau : Madagascar.

*2<sup>e</sup> direction : Asie, Amérique, Océanie.*

1<sup>er</sup> bureau : Amérique, Océanie et Réunion; 2° bureau : Indo-Chine; 3° bureau : banques et établissements de crédit foncier colonial; 4° bureau : services pénitentiaires.

*3<sup>e</sup> direction : Comptabilité.*

1<sup>er</sup> bureau : budgets et comptes; 2° bureau : approvisionnements généraux et transports, service intérieur; 3° bureau : sollicitations, secours; 4° bureau : banques et établissements de crédit.

On avait auparavant oscillé plusieurs fois entre deux systèmes dont chacun a ses avantages et ses inconvénients : celui du classement des affaires d'après leur nature, et celui de la répartition géographique d'après les colonies possédées. L'organisation actuelle tient le milieu entre les deux, tout en inclinant plutôt vers le second lequel est d'ailleurs le plus simple et le plus pratique.

Le décret du 23 mai 1896 règle ensuite les traitements, le recrutement, l'avancement et la discipline du personnel de l'administration centrale.

Le ministère des Colonies est guidé ou secondé dans sa tâche par un certain nombre de conseils et de commissions. Ce sont :

1° Le conseil supérieur des colonies et sa commission permanente.

2° Le conseil supérieur de santé des colonies.

3° La commission de surveillance des banques coloniales.

4° Le comité des travaux publics des colonies (Irrigation, 17 novembre 1895 et 20 mai 1896).

5° La commission permanente des marchés et approvisionnements.

9° Le comité consultatif du contentieux des colonies, créé par le décret du 17 juin 1894.

10° Le comité supérieur consultatif de l'instruction publique des colonies (D. 18 janvier 1895 et 19 octobre 1906).

11° La commission supérieure des archives et de la Bibliothèque (D. du 20 juin 1896).

12° Le comité consultatif de la défense des colonies (D. juillet 1892. Aj. D. 7 avril 1903).

13° Le comité consultatif de l'agriculture, du commerce et de l'industrie (arrêté du 13 juillet 1895).

14° Le conseil technique de l'agriculture coloniale (D. 28 mai 1902).

15° La commission des concessions territoriales.

16° La commission permanente du régime pénitentiaire créée par D. 15 mai 1889.

Comme annexes de l'administration centrale des colonies, nous enfin signaler :

17° L'exposition permanente des colonies, aujourd'hui remplacée par l'Office colonial.

18° Le jardin d'essai colonial de Vincennes (D. 28 janvier 1899 et D. 5 mai 1900), auquel a été ensuite annexée une école nationale supérieure d'agriculture coloniale créée par D. 20 mai 1902.

Trois décrets du 17 août 1894 ont créé au ministère des Colonies un directeur du contrôle, un inspecteur général du service de santé, et un inspecteur général des travaux publics aux colonies dans le but de centraliser et de fortifier l'inspection coloniale, le service de santé et le service des travaux publics<sup>1</sup>.

## 126. — Attributions du ministère des Colonies. —

En dehors de l'Europe, tous les territoires appartenant à la France ou protégés par elle relèvent aujourd'hui du minis-

<sup>1</sup> Le magasin central des approvisionnements coloniaux, détaché du magasin central de la marine en 1887, a été supprimé par un arrêté du ministre des Colonies du 17 mai 1905.

tère des Colonies, à l'exception de l'Algérie et de la Tunisie. Toutefois la question de savoir s'il ne conviendra pas de faire sortir des attributions de ce ministère certains territoires ou d'y faire rentrer certains autres a été assez vivement controversée<sup>1</sup>.

Dans le premier ordre d'idées, on a proposé, lors de la discussion de la loi de 1894, de soustraire les Antilles et la Réunion à l'action du ministre des Colonies, en les transformant en départements. Il faut se féliciter de ce que cet amendement ait été repoussé. Outre que cette assimilation absolue aurait eu de nombreux inconvénients, il y a trop de services généraux communs à toutes les colonies pour qu'une pareille scission soit possible : inspection, corps de santé, transports et approvisionnements, défense des colonies, immigration, banques coloniales, etc., etc. Isoler ces îles du reste de notre empire colonial, ce serait créer une source incessante de conflits, de doubles emplois et de dépenses. Il est bon d'ailleurs que les Antilles et la Réunion restent parmi nos colonies, ne fût-ce que pour leur servir d'exemples, pour maintenir sans cesse présent à l'esprit de nos ministres des Colonies l'idéal d'une assimilation libérale pour rendre enfin impossibles certains retours en arrière, — et que la suppression de la représentation coloniale, par exemple — dont pourraient être victimes les colonies qui ont été progressivement organisées à leur image. Enfin, il serait mauvais que l'administration des colonies pût croire qu'en pratiquant la politique d'assimilation elle travaille à se rendre inutile.

En sens inverse, des protectorats qui relevaient primitivement du ministère des Affaires étrangères, ont été progressivement rattachés au ministère des Colonies.

Il en a été ainsi tout d'abord du protectorat de l'Annam et du Tonkin. Le décret du 17 octobre 1887 l'a enlevé aux Affaires étrangères pour le transporter à l'administration des colonies. Il est vrai que, quelques jours après, un décret

<sup>1</sup> Challey, *Revue des Deux-Mondes*, 15 avril 1894.

le nombre est revenu en partie sur cette décision en soumettant le protectorat au contrôle simultané des deux départements ministériels, l'ancien et le nouveau, mais cette dualité de direction, source de confusion et d'incertitude, a été heureusement supprimée en 1891.

Le protectorat de Madagascar est resté plus longtemps pendan du quai d'Orsay. Il en était encore ainsi lors de la création du ministère des Colonies. Le rattachement de ce protectorat au ministère des Colonies, préconisé dans la dernière édition de cet ouvrage (n° 108), a été réalisé par un décret du 11 décembre 1895. L'annexion postérieure de la grande terre a rendu ensuite tout retour en arrière impossible.

Seul, le protectorat de la Tunisie dépend aujourd'hui du ministère des Affaires étrangères. Mais nous continuons à croire que ce serait une lourde faute que de l'attribuer au ministère des Colonies. Les représentants de la France en Tunisie ont plutôt besoin d'être familiarisés avec la politique extérieure européenne de la France qu'avec sa politique coloniale. La Tunisie — et il en est de même de l'Algérie — appartient par sa situation géographique et par son histoire au monde méditerranéen. La mer rapproche ces pays de l'Europe en offrant des moyens de communication faciles. Les sables du Sahara établissent entre eux et le reste de l'Afrique une barrière longue et difficile à franchir. Le soudure que nous avons réussi à établir entre les différents morceaux de notre domaine africain ne doit pas nous faire illusion à cet égard. Le ministère des Colonies est aujourd'hui assez chargé pour n'avoir pas besoin de ce surcroît de travail. A quoi on peut ajouter — et cette considération est décisive — que les modifications qu'entraînerait presque certainement la dépendance du Pavillon de Flore ne constitueraient pas pour la Tunisie un progrès. On peut en dire autant de l'Algérie<sup>1</sup>.

Pour le rattachement de l'Algérie et de la Tunisie au ministère des Colonies, voir A. DUCHENE, *Le ministère de l'Algérie et des Colonies*,

## § 2. — ADMINISTRATION LOCALE.

**127. — Divisions de notre empire colonial. Historique.** — Le nombre des unités administratives entre lesquelles se divise notre empire colonial a considérablement varié depuis 1815, par suite des progrès de la domination française et aussi des changements de systèmes. Il y a là une évolution nécessaire à suivre, ne fût-ce que pour savoir à quel endroit s'applique exactement la législation édictée à une certaine époque pour une colonie déterminée.

En Amérique, il y a toujours quatre colonies : 1° *Saint-Pierre et Miquelon*; 2° *la Guadeloupe et ses dépendances*; 3° *la Martinique*, 4° *la Guyane*.

Dans l'Afrique occidentale, les changements ont été nombreux. Nous n'avions d'abord dans cette partie du monde qu'une seule colonie : le *Sénégal*. A partir de 1848, le *Cabon* forme une seconde unité administrative. Les établissements de la Côte d'Ivoire et du golfe du Benin relevaient d'abord du Gabon. En 1886, ils furent rattachés au *Sénégal*.

Dans les années suivantes, les progrès de la domination française entraînèrent la création de nouvelles colonies. La séparation du *Soudan français* et du *Sénégal*, commandée par le décret du 18 août 1890 qui donna au commandant supérieur des troupes de Kayes le droit de correspondre directement avec le gouvernement français et dota le *Soudan* d'un budget spécial distinct de celui du *Sénégal*, fut achevée par le décret du 27 août 1892 qui coupa le dernier lien entre les deux pays et institua un commandant supérieur du *Soudan français* (général Archinard) ayant tous les pouvoirs dévolus aux gouverneurs des colonies. — Les rivières

Revue de Paris, 1<sup>er</sup> mars 1904, BROUILLET, *L'Algérie au ministère des Colonies*, Rev. pol. parl., septembre 1904, LE HÉRISSÉ-RAPPEL, *sur le budget des colonies pour 1905*. — CONTRA-TROUSSEAU, *L'Algérie au ministère des Colonies*, Rev. pol. parl., décembre 1904.

pendaient complètement du Sénégal avant 1889. Le 1<sup>er</sup> août 1889 commença la séparation. Réunies aux établissements de la Côte d'Ivoire et du golfe du Bénin, les colonies du Sud furent placées sous l'autorité d'un lieutenant-gouverneur correspondant directement avec le gouvernement français et dotées d'un budget distinct. Le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1891 acheva cette évolution et fit de la colonie française une colonie autonome. Le décret du 10 septembre 1893 coupa cette colonie en trois en créant deux nouvelles administrations : les établissements de la Côte d'Ivoire et la colonie du *Dahomey et dépendances* (ainsi nommée par le décret du 22 juin 1894 qui a supprimé l'antique dénomination d'établissements du golfe du Bénin). Pour favoriser le développement de ces établissements, on conduisit à donner à chacun d'eux une individualité. Leur progrès même entraîna une mesure inverse. Pour assurer l'unité à l'action politique et militaire de la France en l'Ouest africain, un *Gouvernement général de l'Occidentale française* (D. du 16 juin 1893). Cette prématurée fut d'ailleurs bientôt regrettée, et des lors, un décret du 25 septembre 1896 rendit en partie à la Guinée et à la Côte d'Ivoire leur indépendance antérieure, voir plus loin n° 151). Quant au Soudan français, colonie intérieure sans communication avec la mer, il a cessé d'exister en 1899. Un décret du 17 octobre 1899 a procédé à sa dislocation : une partie des territoires qui le composaient a été partagée entre les colonies voisines, le reste formant deux territoires militaires (Arr. du 1<sup>er</sup> novembre 1899). Un troisième territoire militaire a été créé l'année suivante (Arr. 20 décembre 1900). Cette organisation a été encore remaniée par le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1901 qui a développé le rôle du gouvernement général en considérablement l'étendue du Sénégal, en en détachant les pays de protectorat. Ces pays de protectorat du Sénégal et les « territoires du Haut-Sénégal et du Niger » (c'est ainsi que l'on appelait la partie

du Soudan rattachée au Sénégal) furent réunis en une financière et administrative nouvelle sous le nom de *territoires de la Senegambie et du Niger*. Deux ans plus tard décret du 18 octobre 1904 a encore modifié cette organisation. Aujourd'hui, le gouvernement général de l'A. O. comprend : 1° la colonie du Sénégal qui se compose de la partie des territoires d'administration directe et d'autre part des pays de protectorat de la rive gauche qui cessent de faire partie de la Sénégambie-Niger, 2° la colonie de la Guinée française, 3° la colonie de la Côte d'Ivoire, 4° la colonie du Dahomey, 5° la colonie du Haut-Sénégal et du Niger comprenant des cercles d'administration civile et un territoire militaire, 6° le territoire civil de la Mauritanie.

Le Gabon, considérablement agrandi, est devenu le *Congo français* qu'il a aussi été question de disloquer à raison de son étendue. Mais, malgré les mesures de déconcentration qui ont abouti à la création de trois colonies ayant chacune son autonomie administrative et financière (Gabon, Moyen-Congo, Oubangui Chari-Tchad), le Congo français reste toujours, au point de vue politique, placé sous la direction unique d'un commissaire général du gouvernement.

Dans l'océan Indien, *la Réunion* fut, depuis la perte de l'île de France jusqu'à la conquête de Madagascar, le centre de l'influence française. Sainte-Marie de Madagascar dépendait de la Réunion jusqu'en 1843. A cette époque une nouvelle colonie fut constituée par l'acquisition de *Mayotte* centre administratif d'où dépendirent des lors Nossi-bé et Sainte-Marie. Mais chacune de ces petites îles aspirait à rendre indépendante de Mayotte. Sainte Marie fut de nouveau rattachée à la Réunion en 1876 et, en 1877, Nossi-bé constitua une colonie distincte. L'acquisition de *Diégo-Suzaire* entraîna un nouveau remaniement. Cet établissement devint en 1888 un centre administratif d'où releverent desormais Nossi-bé et Sainte-Marie. Cette réunion un peu artificielle devint logique après la conquête de la grande île. Ces trois petits établissements furent incorporés dans la colonie de *Madagascar et dépendances*. D. du 28 jan.

Quant à Mayotte, qui est un peu plus éloignée, on a pu la comprendre dans les dépendances de Madagascar. Un décret du 23 janvier 1896 l'a placée, ainsi que le protectorat des Comores, sous l'autorité du gouverneur de la Réunion. Mais cette mesure peu rationnelle a été rapportée l'année suivante (D. 6 juillet 1897) et, aujourd'hui, elle forme une colonie distincte. La solution logique viendra plus tard à faire de Mayotte et des Comores des dépendances de Madagascar.

Entrée de la mer Rouge, le territoire d'Obock forme, dès 1884, une unité administrative devenue en 1896 la *Française des Somalis et dépendances*.

En Asie, nos cinq établissements de l'Inde ont toujours constitué une seule unité administrative. Puis est venue la Cochinchine laquelle a été incorporée dans l'Indo-Chine le jour où le protectorat de l'Annam-Tonkin a été rattaché dans les attributions du ministère des colonies (1887). Dans l'Océanie, Tahiti est le centre des *Établissements français de l'Océanie* qui comprennent, en dehors de l'archipel de la Société, les îles Marquises, Tuamotu, Gambier, Rai et Rapa. Depuis 1860, la *Nouvelle-Calédonie* constitue une colonie séparée de laquelle dépendent les îles Uvea, Wallis et Foutouna.

**128. — Discussion théorique. Concentration ou dispersion.** — Des raisons historiques suffisent à expliquer ces transformations. Elles n'en révèlent pas moins deux tendances opposées, l'une vers la *concentration*, l'autre vers la *dispersion* du gouvernement de nos colonies.

En cédant complètement à la première de ces deux tendances, on aboutirait logiquement à placer sous une autorité unique tous les territoires que la France possède dans une même partie du monde. C'est le système autrefois préconisé par M. de Lanessan dans son livre sur l'*Expansion coloniale*. D'après lui il conviendrait de diviser nos possessions en cinq groupes : colonies d'Amérique, établissements de la Côte occidentale d'Afrique, établissements de l'océan Indien et de

la mer Rouge, Asie française, Océanie française. A chaque groupe il y aurait un gouverneur général commissaire général de la République, résidant dans le plus important au point de vue politique et économique, c'est-à-dire dans l'une des Antilles, à Saint-Louis du Sénégal, à la Réunion<sup>1</sup>, à Saigon ou à Nouméa.

Les avantages de ce système sont : au point de vue politique, une largeur de vues et une unité de direction ; on ne peut pas obtenir de plusieurs gouverneurs partant ayant chacun un étroit territoire à surveiller : — au point de vue militaire, la possibilité pour chaque groupe d'avoir à lui seul les éléments d'une armée et d'une marine permettant de pourvoir lui-même à sa défense sans rien à demander à la métropole ; — au point de vue commercial, le développement des relations d'affaires et d'échanges intercoloniaux entre les possessions situées dans une même partie du monde ; — au point de vue financier, une économie budgétaire résultant de la diminution du nombre des hauts fonctionnaires coloniaux et de la possibilité pour une grande colonie jouissant d'un grand rapport avec son importance de contracter de gros emprunts pour l'exécution d'un vaste plan de travaux publics.

Les partisans de l'opinion adverse répondent que les avantages ne seraient pas aussi grands qu'on le suppose et seraient d'ailleurs compensés par des inconvénients. L'économie budgétaire ne serait guère sensible ; il faudrait toujours laisser à la place du gouverneur d'une colonie supprimé un administrateur quelconque, un lieutenant gouverneur, et l'entretien du gouverneur général avec tout son état-major serait fort dispendieux ; contre le développement de la colonisation se trouverait la fois faussé et entravé ; toute la vie serait artificiellement attirée sur le point où résiderait le gouverneur général ; les territoires éloignés du centre pourraient se plaindre

<sup>1</sup> Nous dirions aujourd'hui à *Dakar* et à *Tananarive* : M. de Lanessan a été écrit en 1884.

ligés et sacrifiés. Des territoires comme Saint-Pierre et quelcon, la Côte des Somalis ou les Marquises, par la force des choses, seraient rarement visités par le gouverneur général. Ils ne pourraient communiquer officiellement, d'un côté, avec le gouvernement métropolitain que par son intermédiaire ; tout au moins devrait-il être tenu au courant. Ce serait une nouvelle cause de formalités et de retard. L'unité de vues, enfin, est-elle bien désirable s'agissant de territoires profondément différents ? N'y aurait-il pas à craindre, au contraire, chez un gouverneur général, naturellement porté à généraliser les méthodes et les règles appliquées avec succès autour de lui, un goût de l'uniformité funeste aux établissements complètement dissemblables ?

La tendance vers la dispersion qui aboutit à faire autant d'unités distinctes qu'il y a de territoires séparés est au contraire d'accord avec des vœux formés par nos différents établissements dont chacun a le désir d'avoir une vie propre et d'être admis sur un pied d'égalité avec les autres. Elle évite les inconvénients inhérents au système de la concentration. Elle permet de doter chaque territoire des règles spéciales en rapport avec ses besoins particuliers. Elle empêche point les économies budgétaires, car on peut avoir dans chaque colonie que le nombre de fonctionnaires strictement nécessaire et même, dans une certaine mesure, confier à un seul homme plusieurs fonctions. Il n'y a guère qu'au point de vue de la défense des colonies que les avantages de la concentration soient supérieurs ; mais on ne peut l'admettre en cette matière sans la généraliser.

Tels sont les arguments invoqués de part et d'autre. Le choix à faire entre ces deux tendances opposées est une question de mesure et est dominé par des considérations à la fois géographiques et ethnologiques. L'Union indo-chinoise est tout d'abord imposée en Extrême-Orient : il y a là des terres très rapprochées les uns des autres, entre lesquels existe aucune solution de continuité, semblables à presque tous les points de vue, formant une unité naturelle. Cette union a été définitivement cimentée par l'œuvre de centrali-

sation accomplie par M. Doumer. L'unité de l'Afrique française est également une conception réelle et utile : elle a permis d'entreprendre, d'après un plan et suivant leur ordre d'importance, les travaux qui doivent préparer la mise en valeur de ce continent africain ; elle permet de faire prévaloir les intérêts généraux de la France en Afrique sur les tendances particularistes qui ne manqueraient pas de se développer dans des colonies complètement distinctes. Le rattachement du Congo à l'Afrique occidentale se comprendrait en dépit de la distance qui le sépare de Dakar, résidence du gouverneur général pour le Congo, Dakar est le chemin de la France. Le rattachement des établissements de l'Inde à l'Indo-Chine, qui en soi ne serait pas déraisonnable, se heurte à la tradition historique et à une question de principe (en Europe, nous n'avons point voulu rattacher après la guerre le territoire de Belfort à un département voisin). Rattacher la côte de Somalis et la Réunion à Madagascar, les établissements de l'Océanie à la Nouvelle-Calédonie, la Guyane aux Antilles présenterait certainement plus d'inconvénients que d'avantages.

La similitude qui existe entre l'organisation administrative des différents départements de la métropole se trouve point parmi nos colonies. Chacune d'elles a eu d'une organisation spéciale qui a sa source dans des besoins qui lui sont propres. Les ordonnances constitutives des X sur le gouvernement de l'île Bourbon et sur les Antilles ont fourni un modèle qui a été en général copié sur ses grandes lignes par les auteurs des actes postérieurs. Mais que les colonies ont relevé du ministère de la Marine, le gouvernement général de l'Indo-Chine a adopté un type différent sur lequel on a copié l'organisation administrative occidentale et celle du Congo. Nous allons donc successivement d'abord l'organisation administrative des colonies-types (Antilles et Réunion ; Indo-Chine) ; nous en suivrons ensuite celle des autres colonies.

## A. Antilles et Reunion.

129. — **Notions générales sur l'organisation administrative établie par les ordonnances de la Restauration.** — Les trois colonies de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe ont une organisation administrative unique. L'ordonnance du 9 février 1827 sur le gouvernement des Antilles est la reproduction presque littérale de l'ordonnance du 21 août 1825 sur le gouvernement de l'île Bourbon. Les modifications résultant de l'ordonnance du 22 mai 1833, qui vint mettre les ordonnances de Charles X en harmonie avec la nouvelle situation créée par la loi du 24 mai 1833, et des textes postérieurs (not. du S.-C. du 3 mai 1854) ont été également applicables à ces trois colonies, si bien que, sauf de très rares exceptions, la similitude primitive existe encore aujourd'hui.

Ces ordonnances fondamentales de 1825 et de 1827, qui ont encore la base de l'organisation administrative des colonies, établissaient, à cette époque, un nouveau système de gouvernement mûrement élaboré. Les auteurs de ces ordonnances s'attachèrent tout d'abord à supprimer définitivement l'ancienne dualité du gouverneur et de l'intendant qui avait cessé d'être en harmonie avec l'organisation administrative de la mère-patrie et, pour cela, ils firent disparaître l'intendant, ne laissant subsister que le gouverneur. Mais, en plus, ils voulurent empêcher de renaître dans l'avenir ces conflits d'autorité et ces rivalités d'influences qui avaient été funestes dans le passé; dans ce but, ils morcelèrent les anciennes attributions des intendants et les partagèrent entre deux chefs d'administration également subordonnés au gouverneur.

Voici les grandes lignes de la nouvelle organisation. Le commandement général et la haute administration de la colonie étaient confiés à un *gouverneur* « dépositaire de l'autorité du chef de l'État », O. 1827, art. 7, S.-C. 3 mai 1854 (L. 9), chargé de maintenir la souveraineté de la métropole

et secondé, dans la partie militaire de ses fonctions, *commandant militaire* qui le remplaçait au besoin. Le gouverneur devait avoir dans la colonie une situation analogue à celle du roi dans une monarchie parlementaire comme de la mère-patrie. Ce devait être en quelque sorte un d'Etat constitutionnel, couvert par la fiction de l'irresponsabilité. Il était censé étranger à l'administration intérieure de la colonie. Trois *chefs d'administration*, l'ordonnateur, le directeur de l'intérieur et le procureur général, de toutes les parties du service, proposant et contresignant ses arrêtés, étaient censés inspirer tous ses actes et lui conférer à son égard le rôle de ministres responsables. Un *conseil privé*, composé des chefs d'administration et d'un nombre égal de notables et présidé par le gouverneur, formait ainsi dire, le Conseil d'Etat de la colonie. Un *conseil colonial* (voir n° 159), chargé, comme son nom l'indiquait, d'une simple mission de surveillance, et un *conseil législatif* (voir plus bas, chap. VI), interprète des vœux des habitants, complétaient cette organisation<sup>1</sup>.

Un peu compliquée, sans doute, elle n'en constituait néanmoins un système de gouvernement complet et logique qui a assuré la tranquillité de nos colonies depuis près de quarante ans et, malgré les altérations diverses qu'elle a subies pendant cette longue période, elle subsiste encore aujourd'hui en principe.

**130. — Du gouverneur : ses pouvoirs. —** Le gouverneur avait, d'après les ordonnances de 1825 et de 1827, des pouvoirs considérables. Ces pouvoirs qui lui appartenaient encore aujourd'hui, bien qu'en partie diminués, s'exerçaient

<sup>1</sup> Voici le plan des ordonnances constitutives : titre I : Du gouvernement (art. 1 à 6), titre II : Du gouverneur (art. 7 à 10), titre III : Du commandant militaire (art. 11 à 19), titre IV : Des chefs d'administration (art. 20 à 140), titre V : Du contrôle administratif (art. 141 à 153), titre VI : Du conseil privé (art. 154 à 187), titre VII : Du conseil général (art. 188 à 205), titre VIII : De diverses dispositions (art. 206 à 210). Les n°s d'articles sont ceux de l'ordonnance de 1827.

et par la nature même de ses fonctions. Prévenir toute attaque extérieure, empêcher et réprimer le trouble intérieur, maintenir en un mot au dedans et hors la domination de la France, était son rôle après l'esprit des ordonnances. Partant de ce principe, on avait été amené à lui permettre de prendre toutes mesures qu'il jugerait nécessaires pour conserver la France, en forçant au besoin l'obéissance de

la France, qui s'expliquait par le mode de recrutement des fonctionnaires, était toutefois faite entre les attributions militaires et les attributions civiles du gouverneur, dit l'art. 7, exerce l'autorité militaire sans partage. Il exerce l'autorité civile avec la participation du conseil privé ». Cela tient à ce que jadis les gouverneurs de nos colonies étaient pris parmi les officiers de l'armée de mer. On avait alors, s'agissant de matières dans lesquelles ils étaient tellement incompétents, de les obliger dans certains cas à recueillir l'avis des fonctionnaires placés sous leur autorité, tandis qu'on pouvait, au contraire, s'en rapporter entièrement à leur compétence spéciale dans les matières militaires.

Les attributions du gouverneur ont été classées par les ordonnances de 1827 d'une manière plus ou moins logique, sous sept rubriques principales. Voici, énumérées dans cet ordre, ses principales attributions.

*Attributions militaires du gouverneur* (tit. II, chap. 2, art. 1). Le commandement supérieur des troupes de toutes armes et la direction générale des travaux de défense et du matériel de guerre lui appartiennent. Il était autrefois secondé dans cette tâche par le *commandant militaire*, mais ce poste a été supprimé par un décret du 29 août 1855 portant que les fonctions seront à l'avenir directement exercées par le gouverneur. Toutefois, en fait, ce dernier les délègue à l'officier le plus élevé en grade.

Le plus grave qui appartienne dans cet ordre

d'idées au gouverneur est celui de déclarer l'état « lorsque, des forces ennemies étant en présence, il y a danger imminent d'une attaque, ou lorsqu'une insurrection armée a éclaté dans l'île », et de le lever « lorsque les circonstances qui l'ont motivé ont cessé ». C'est là une chose de tout à fait exorbitant. D'après la loi du 3 avril 1875, l'état de siège en France ne peut être déclaré que par la loi qui en détermine la durée, et il cesse de plein droit à l'expiration de ce temps. Dans les colonies, au contraire, seul le gouverneur a le droit de déclarer et de lever l'état de siège sans autre garantie que l'avis d'un conseil de défense. Le gouverneur doit consulter, mais à l'opinion duquel il n'est tenu de se conformer.

2° *Pouvoirs administratifs du gouverneur* (titre II, art. 15 à 45<sup>1</sup>). Il a la direction supérieure de toutes les administrations et, sans entrer dans les détails, il donne les ordres généraux qui sont ensuite exécutés par les chefs d'administration. Il arrête le budget de la colonie et veille à son exécution. La police de la navigation, la police sanitaire, les cultes, l'instruction publique, sont entièrement l'objet de sa haute surveillance. Avant la loi de 1875, l'art. 69 a introduit la liberté de la presse aux colonies : aucun écrit ne pouvait être imprimé sans son autorisation. Il accorde, aux lieux et places du chef de l'Etat, les dispenses de mariage pour défaut d'âge (Civ. 145) ou pour parenté entre oncle et nièce et entre beau-frère et belle-sœur (Civ. 164). Il peut défendre l'exportation des grains et des bestiaux si une disette est à craindre. Il maintient les habitants dans la fidélité et l'obéissance, écoute leurs plaintes, leurs griefs et prend les mesures nécessaires pour les faire disparaître. Il peut mander devant lui tout individu, l'interroger et donner suivant les cas de le relâcher ou de le remettre aux mains de la justice. Ces attributions et autres se

<sup>1</sup> Un assez grand nombre de ces textes a été abrogé ou modifié par suite des transformations opérées depuis la loi de réorganisation générale de la France.

vent se resumer d'un mot : le gouverneur maintient, à tous les points de vue, l'ordre et la tranquillité dans la colonie.

*Pouvoirs du gouverneur relativement à l'administration de la justice* (tit. II, ch. 4, art. 46 à 53). Il veille à la prompte et prompte administration de la justice et se fait rendre compte des comptes periodiques par le procureur général. Il assure l'exécution des jugements et des arrêts et, en dernier lieu, il ordonne en conseil privé l'exécution des condamnations capitales, sauf à surseoir si un recours en grâce paraît jugé convenable. Il légalise les actes à transmettre hors de la colonie.

Un point délicat était de prévenir la tendance qu'aurait pu avoir le gouverneur à empiéter sur les attributions des corps judiciaires. Il y est pourvu par l'art. 48 qui lui interdit de s'immiscer dans les affaires qui sont de la compétence des tribunaux, de citer devant lui aucun des habitants de la colonie à l'occasion de leurs contestations, soit en matière civile, soit en matière criminelle, et enfin de s'opposer à une procédure civile ou criminelle ». Ce texte a été précisé et développé par une importante circulaire du 15 octobre 1853 qui décide que le gouverneur ne peut ni obliger le ministère public à poursuivre ni s'opposer aux poursuites qu'il voudrait intenter, lui refusant ainsi le droit qui appartient en France au garde des sceaux en vertu de l'art. 274 du Code d'instruction criminelle. La circulaire ajoute toutefois qu'une exception doit être apportée à cette règle en ce qui concerne les affaires intéressant le gouvernement.

*Pouvoirs du gouverneur à l'égard des fonctionnaires et agents du gouvernement* (tit. II, ch. 5, art. 54 à 64). Les fonctionnaires, sans exception, même les membres

Ce sont là les pouvoirs administratifs que les gouverneurs tiennent des ordonnances, mais il est essentiel d'ajouter que les pouvoirs des gouverneurs en matière d'administration ont été considérablement étendus par le décret du 21 mai 1898 qui transfère à ces fonctionnaires les attributions autrefois dévolues aux directeurs de l'intérieur.

de l'ordre judiciaire, sont soumis à son autorité qui s'exerce toutefois, d'une manière plus immédiate, sur ses chefs d'administration. Il fait en principe toutes les nominations à l'exception de celles qui sont réservées au chef de l'État ou au ministre ou abandonnées aux chefs d'administration et réciproquement il peut révoquer toutes les personnes nommées par lui. Autrefois même, aucun fonctionnaire ou agent salarié ne pouvait se marier dans la colonie sans autorisation. On considérait, en effet, qu'un mariage dans la colonie aurait pu donner une influence locale et une indépendance de fait à une personne qui ne devait être pour le gouvernement qu'un inférieur obéissant et respectueux. Cette disposition exorbitante, attentatoire à la liberté individuelle dans ce qu'elle a de plus intime et de plus sacré, n'a été supprimée que par un décret du 18 décembre 1887<sup>1</sup>.

5° *Rapports du gouverneur avec les gouvernements étrangers* (tit. II, ch. 6, art. 65). Le gouverneur d'une colonie a le droit considérable, qui n'appartient en France à aucun fonctionnaire, de communiquer directement avec certains gouvernements étrangers<sup>2</sup>, et de négocier avec eux, sans ratification du gouvernement français, toutes conventions commerciales ou autre dans la limite de ses instructions. Ceux des Antilles, ainsi que celui de la Guyane, ont reçu en particulier le droit de demander et d'accorder directement l'extradition des malfaiteurs (Conventions du 3 août 1868 avec les Pays Bas, du 14 août 1874 avec l'Angleterre, du 28 mars 1877 avec le Danemark).

6° *Pouvoirs du gouverneur à l'égard de la législation coloniale* (tit. II, 7, art. 66 à 69). Ils sont de deux sortes : a) il promulgue les actes législatifs ou réglementaires émanés de l'autorité métropolitaine (V. plus haut, n° 121, p. 41) et prend lui-même des arrêtés qu'il peut sanctionner par ordonnance.

<sup>1</sup> Étendu aux autres colonies par un second décret du même jour.

<sup>2</sup> Pour les gouverneurs de la Martinique et de la Guadeloupe, les gouvernements du continent et des îles de l'Amérique (pour ce dernier, de la Réunion, les gouvernements de l'Inde, du Cap, et en outre des pays au delà du Cap.

mes allant jusqu'à quinze jours de prison et 100 francs d'amende. Toutefois, lorsque ces peines excèdent cinq jours de prison ou 15 francs d'amende, l'arrêté doit, dans un délai de quatre mois passé lequel il est caduc, être converti en décret par le chef de l'État<sup>1</sup>.

3° *Pouvoirs extraordinaires du gouverneur* (tit. II, ch. 8, art. 70 à 81). En dehors des attributions ci-dessus énumérées, les ordonnances accordaient sous ce titre au gouverneur en conseil privé des droits vraiment exorbitants, tels que celui d'interdire l'entrée de la colonie aux individus jugés dangereux ou d'exclure d'un canton ou de toute la colonie ceux qui troublaient la sécurité publique. Ces pouvoirs extraordinaires ont été supprimés par un décret du 7 novembre 1879<sup>2</sup>. Ce décret a cependant maintenu, sauf quelques adoucissements secondaires, les dispositions des art. 70 à 80 qui donnent au gouverneur le droit de suspendre provisoirement, jusqu'à la décision définitive du pouvoir métropolitain, les fonctionnaires nommés par le chef de l'État ou le ministre lorsque leur conduite par trop représentable ne permet plus de les maintenir dans l'exercice de leurs fonctions. Toutefois, il ne peut prendre une mesure de ce genre à l'égard des chefs d'administration et des membres de la magistrature, que sur leur refus de passer en France pour rendre compte de leur conduite au ministre.

Tels sont les pouvoirs très étendus, plus grands à certains points de vue que ceux du chef de l'État lui-même, qui appartiennent au gouverneur dans sa colonie. Ils sont complétés et fortifiés par des règles ayant pour but d'assurer son autorité morale, d'empêcher qu'il ne soit porté atteinte à son prestige aux yeux de ses gouvernés. Il est curieux de lire à cet égard le chapitre des ordonnances sur l'administration

<sup>1</sup> Loi du 8 janvier 1877 étendant notre Code pénal aux Antilles et à la Réunion, art. 3, modifiant l'art. 137 du Code d'instruction criminelle, rendue applicable à toutes les colonies par D. 6 mars 1877.

<sup>2</sup> Cette suppression, étendue à l'Inde, à la Guyane et au Sénégal par un décret du 15 novembre 1879, a été généralisée par un décret du 26 février 1880.

de la justice aux colonies, intitulé : *Du cérémonial à observer lorsque le gouverneur se rend à la cour royale* (liv. 1<sup>er</sup>, chap. 2). La députation qui va l'attendre pour le conduire au fauteuil du roi, place au centre de l'estrade ou sur le droit de s'asseoir, ces magistrats qui se lèvent à son approche et restent découverts, cette étiquette minutieuse de sa personne et à marquer sa place, donnent l'impression frappante de l'idée que les premiers des ordonnances ont voulu que l'on se fit d'abord au gouverneur. C'est dans le même but que la loi du 8 janvier 1825 qui étend le Code pénal aux colonies, a, par son art. 2, à l'art. 121 du Code pénal un paragraphe punissant de la dégradation civique les magistrats qui auront prêté ou donné ou signé des mandats, ordonnances ou jugements contre le gouverneur et les officiers ministériels qui auront mis à exécution de pareils actes. C'est, en effet, en vertu de la loi que le gouverneur peut être actionné, et les jugements prononcés contre lui ne peuvent pas être exécutés dans la colonie.

Contre un homme ayant une situation aussi considérable, des précautions particulières étaient nécessaires. Elles consistent dans les poursuites judiciaires auxquelles il est exposé pour trahison, concussion, abus d'autorité ou désobéissance aux ordres du gouvernement (dans ces deux derniers cas, toutefois, il est couvert s'il a agi conformément aux ordres de ses chefs d'administration) et dans l'interdiction qui est faite d'acquérir aucune propriété foncière ou de contracter mariage dans la colonie sans l'autorisation du gouvernement de l'État. Cette dernière décision rappelle la prohibition faite en droit romain aux magistrats qui gouvernaient les provinces et s'inspire du même motif : empêcher les magistrats d'acquiescer, en ajoutant une nouvelle cause de puissance à celles qu'ils tiennent déjà de leurs attributions, une puissance qui pourrait devenir redoutable pour le gouvernement central.

Il fallait aussi prévenir tout conflit entre un gouverneur sortant et son successeur, et pour cela préciser le moment

Le pouvoir changerait de mains : cette translation s'opère par le fait même du débarquement du nouveau gouverneur. On le voit, la situation légale faite aux gouverneurs par les ordonnances de la Restauration subsiste encore aujourd'hui dans ses grandes lignes, bien que diminuée dans une certaine mesure par la suppression des pouvoirs extraordinaires. Mais en fait, une transformation profonde a été opérée. Et, il y a vingt-cinq ans, on a mis fin au « règne des généraux » pour recruter désormais le personnel des gouverneurs dans l'élément civil. Dès lors, l'autorité militaire, parfois toute naturelle, attribuée au gouverneur a constitué une anomalie qui pourrait devenir dangereuse, s'il lui venait fantaisie d'intervenir trop directement dans les affaires militaires. Des circulaires ministérielles (15 juin 1883, 18 août 1887) ont conseillé aux gouverneurs civils de garder une certaine réserve à cet égard et les ont invités à déléguer leurs pouvoirs militaires à l'officier le plus élevé en grade<sup>1</sup>. Par contre, ces fonctionnaires ont cédé à une tendance naturelle à intervenir plus directement dans les affaires civiles, qui rentrent davantage dans leur compétence, en substituant leur initiative à celle de leurs chefs d'administration et en particulier du directeur de l'intérieur. En suite, tout le système laborieusement échafaudé par les ordonnances a été faussé.

### 31 — Chefs d'administration et chefs de service.

Les conseils de ces circulaires ont été érigés en règle pour les colonies autres que les Antilles et la Réunion par les décrets du 2 janvier 1888 et du 3 février 1890. La question de savoir jusqu'où aller l'autorité militaire d'un gouverneur civil est néanmoins encore fort obscure. Elle s'est posée notamment au sujet d'un arrêté du 27 novembre 1891 par le gouverneur de Diégo Suarez, arrêtant le commandant des troupes à la disposition d'un missionnaire ordonnant de garder les arrets de rigueur jusqu'à son embarquement, et levant les punitions infligées par lui à deux lieutenants. (*Journal des Débats*, 23 et 26 janvier 1892)

Les rapports des gouverneurs avec les commandants supérieurs des troupes sont aujourd'hui régies par le décret du 9 novembre 1891 (voir plus loin chapitre IV. Organisation militaire).

— Les ordonnances avaient placé immédiatement au-dessous du gouverneur trois chefs d'administration, qui proposaient et contresignaient tous ses actes et dirigeaient sous sa haute surveillance toutes les branches de l'administration. Tous les fonctionnaires ou agents du gouvernement étaient subordonnés à l'un quelconque d'entre eux (V. art. 107, 111, 131, 132, 137) : il n'y avait aucun chef de service relevant directement du gouverneur. Toutes les affaires administratives passaient nécessairement par l'intermédiaire soit l'ordonnateur, soit du directeur de l'intérieur, soit du procureur général suivant le cas.

Ce système compliqué, qui avait pour but de mettre le gouverneur à couvert la responsabilité du gouverneur, a eu depuis la création des gouverneurs civils, de nombreuses atteintes. L'abîme qui séparait autrefois un chef d'administration membre du conseil privé d'un simple chef de service a été comblé peu à peu grâce aux mesures qui ont supprimé l'ordonnateur et le directeur de l'intérieur et fait passer plusieurs chefs de service sous les ordres directs du gouverneur.

Comment s'est opérée cette double transformation ?

1° *L'ordonnateur* (tit. IV, chap. I, art. 101 à 118) était un officier du commissariat, le plus élevé en grade dans la colonie, dont les attributions pouvaient se résumer en un mot : il gérait les affaires de l'État. Il avait la comptabilité générale de tous les services et la direction générale des travaux de toute nature effectués au compte du budget métropolitain (art. 101 et 102). Le démembrement de ses attributions a été commencé par un décret du 13 novembre 1880<sup>1</sup>, décidant qu'à l'avenir le service de santé (médecins, chirurgiens et pharmaciens de marine) cesserait d'être placé sous ses ordres, et que le chef de ce service relèverait immédiatement du gouverneur et correspondrait directement avec lui. Il a été achevé par le décret du 15 septembre 1882<sup>2</sup> qui supprime l'emploi d'ordonnateur et partage ses

<sup>1</sup> Étendu à toutes les colonies par décret du 28 novembre 1880.

<sup>2</sup> Étendu à toutes les colonies par décret du 3 octobre 1882.

tributions : l'administration et la comptabilité des affaires militaires et maritimes appartiennent à un *chef du service administratif de la marine* (l'officier du commissariat le plus élevé en grade), l'administration et la comptabilité des dépenses des services civils comprises dans le budget de l'État passent au directeur de l'intérieur. Enfin le *trésorier-payeur*, ayant sous ses ordres les trésoriers particuliers et les percepteurs, devient un chef de service indépendant relevant directement du gouverneur. Les anciennes attributions de l'ordonnateur se trouverent dès lors réparties entre le directeur de l'intérieur et trois chefs de service (chef du service administratif de la marine, chef du service de santé, trésorier-payeur) placés sous les ordres directs du gouverneur. En 1901, le chef du service administratif a disparu lui-même remplacé par un directeur du commissariat (directeur de l'intendance depuis 1906). A la suite de ces déchéances successives, celui qui était autrefois le premier des chefs d'administration, n'est plus aujourd'hui qu'un subordonné qui a perdu sa place au conseil (n° 171).

*Directeur de l'intérieur* (tit. IV, ch. II, art. 119 à 128) fut ensuite. Il avait autrefois des attributions administratives très étendues, analogues à celles du préfet dans la métropole. Elles étaient énumérées tout au long dans les 74 paragraphes de l'art. 120 (surveillance de l'administration communales, voirie, hygiène, etc., etc.). Elles pouvaient résumer d'un mot : le directeur de l'intérieur gérait les affaires de la colonie.

Les attributions du directeur de l'intérieur furent tout à fait démembrées, du moins à la Réunion (D. 2 mars 1882) et à la Martinique (D. 21 sept. 1882), par la création d'un *vice-recteur*, chef du service de l'instruction publique, relevant directement du gouverneur<sup>1</sup>. Mais malgré cela,

il est à remarquer que ces décrets ont placé dans le service du directeur l'enseignement à tous les degrés sans distinction, différenciable avec la métropole où le personnel de l'enseignement primaire relève non du recteur, mais du préfet. Les fonctions

la situation du directeur de l'intérieur à la fin avait grandi. Outre qu'il avait hérité d'une partie des attributions de l'ordonnateur, par suite de la suppression de ce dernier, il était devenu le second personnage de la colonie. Il ne venait à l'origine qu'au quatrième rang : le lieutenant militaire et l'ordonnateur passaient avant lui. L'autre ayant disparu, le directeur de l'intérieur venait immédiatement après le gouverneur qu'il remplaçait en son absence ou d'empêchement (D. 15 sept. 1882, art. 1).

La situation de ce fonctionnaire était devenue singulièrement fautive le jour où les gouverneurs furent d'être recrutés dans l'élément militaire. Les gouverneurs civils manifestèrent une tendance naturelle à diminuer les attributions de l'administration intérieure de la colonie. Des prérogatives des directeurs de l'intérieur devenaient ainsi ou préjudiciables à la bonne marche des services, ou si leurs titulaires suivaient docilement l'impulsion des gouverneurs étaient amenés à leur donner, prêts à user de l'indépendance relative de leurs pouvoirs propres. « Aujourd'hui, nous dans la première édition de cet ouvrage, c'est le gouverneur qui administre et le directeur de l'intérieur responsable. Il convient de faire remonter la responsabilité à celui qui, en réalité l'initiative en faisant en directeur de l'intérieur ce qu'il est déjà en fait : le lieutenant du gouverneur ». Cette réforme a été réalisée par le décret du 21 mai 1898 qui supprime les directeurs de l'intérieur, transfère leurs attributions aux gouverneurs et place auprès de ces hauts fonctionnaires un secrétaire général sans pouvoirs propres<sup>1</sup>. Voici le texte de ce décret :

« Les attributions de vice-recteur ont d'ailleurs été supprimées par un décret du 10 oct 1895, lequel décide que les attributions de ces fonctionnaires, ainsi que celles du directeur de l'intérieur de la Guadeloupe, seront exercées à l'avenir par le préfet de l'enseignement, lequel devient le *chef du service de l'instruction publique*, lequel relève désormais directement du gouverneur ».

<sup>1</sup> Il résulte de là que le secrétaire général ne peut représenter le gouverneur.

1<sup>er</sup>. — Les fonctions de directeur de l'intérieur et de secrétaire général des directions de l'intérieur sont supprimées dans les

2. — Le gouverneur exercera à l'avenir, à titre d'attributions propres, outre celles qui lui sont conférées par les textes en vigueur, celles qui sont actuellement confiées au directeur de l'in-

3. — Le gouverneur est assisté du secrétaire général. Le secrétaire général est membre du conseil privé ou du conseil d'administration et du conseil du contentieux; il les préside à défaut du gouverneur. Il représente le gouverneur au sein du conseil général de la commission coloniale. Il occupe le premier rang après le gouverneur, et le remplace de plein droit en cas de mort, d'absence ou d'empêchement, à moins d'une désignation spéciale faite par le

4 (ainsi modifié par D. 20 janvier 1906). — Les secrétaires généraux des colonies sont repartis en deux classes auxquelles correspondent les traitements ci-après, savoir : 1<sup>re</sup> classe : solde d'Europe, 9 000 francs, supplément colonial, 9 000 francs; 2<sup>e</sup> classe : solde d'Europe, 8 000 francs, supplément colonial, 8 000 francs.

Les secrétaires généraux de 2<sup>e</sup> classe sont recrutés : 1<sup>o</sup> Parmi les fonctionnaires de l'administration centrale des colonies ayant le grade de sous-chef de bureau depuis un an au moins, et ceux des administrations coloniales nommés par décret ou par arrêté ministériel jouissant, depuis un an au moins, d'une solde d'Europe de 5 000 francs. Les uns et les autres doivent être âgés de trente ans au moins et compter dix années de services, dont au moins dans une administration civile. Cette condition de dix années de services est réduite à huit ans pour les candidats justifiant de trois années de services civils aux colonies. 2<sup>o</sup> Parmi les officiers supérieurs des différents corps de troupes coloniales, et les citoyens français remplissant la condition d'âge fixée par l'article 1<sup>er</sup> et ayant effectué dans les possessions d'outre-mer une mission confiée par le ministre des Colonies, rémunérée sur le budget de l'État ou sur le budget d'une colonie, et dont la durée, non comprise, n'aura pas été inférieure à un an. Pour la nomination des secrétaires généraux de 2<sup>e</sup> classe, le conseil des directions du ministère des Colonies, auxquels sont adjoints deux gouverneurs des colonies désignés par le ministre, est appelé à donner son avis, après examen tant des notes antérieures du candidat que du mémoire rédigé par lui sur une question d'ordre colonial choisie par le ministre. Les candidats docteurs en droit sont dispensés de la rédaction du mémoire. Les secrétaires généraux ne peuvent être

nommés en justice; le gouverneur ne peut même pas lui déléguer ses fonctions à cet effet (Pondichéry, 23 janvier 1904. *Dar.*, 1905, p. 117).

nommés à la 1<sup>re</sup> classe s'ils n'ont pas deux ans de service à la 2<sup>e</sup> classe, dont un an aux colonies. Ils sont nommés et révoqués par décret. Les gouverneurs exercent, à leur égard, les mêmes pouvoirs disciplinaires qu'à l'égard des chefs d'administration. Le traitement de ces fonctionnaires est liquidé d'après le tarif prévu par le décret du 5 août 1879 pour le grade de commissaire de la marine.

Art. 5 (ainsi modifié par D. 11 octobre 1905, art. 2). — Le décret n'est pas applicable aux colonies de l'Inde, Madagascar et de Saint-Pierre et Miquelon.

Le *procureur général* (tit. III, ch. iv, art. 129 à 131) a conservé, en sa qualité de chef d'administration, les attributions spéciales énumérées dans les articles 129 et suivants à celles qui lui sont communes avec les procureurs généraux de la métropole. Il prépare et présente au conseil privé les projets de règlement et les rapports sur les affaires concernant son service, exerce directement la discipline des officiers ministériels, etc.

Telles sont les différentes modifications apportées au XIX<sup>e</sup> siècle à l'ancien système des chefs d'administration. Cette institution, que M. Sully-Brunet dénonçait en 1849 comme une source d'incertitude et d'embarras, n'est aujourd'hui à peu près disparue : les attributions plus ou moins nombreuses des procureurs généraux aux colonies en sont le seul vestige.

**132. — Conseil privé** (tit. VI, art. 154 à 187). La composition du conseil privé était ainsi fixée par les ordonnances : 1<sup>o</sup> le gouverneur, président ; 2<sup>o</sup> le commandant militaire et les trois chefs d'administration ; 3<sup>o</sup> trois conseillers privés et un nombre égal de suppléants choisis par le roi parmi les habitants notables âgés de trente ans et domiciliés depuis cinq ans au moins dans la colonie. En 1855, le commandant militaire disparaît et a réduit à deux le nombre des notables pour conseil.

<sup>1</sup> Ce délai a été porté à trois ans pour l'île de la Réunion par l'ordonnance du 29 octobre 1843.

prête aux fonctionnaires. En 1882, l'ordonnateur disparaît, et le chef du service administratif de la marine est à l'origine que voix consultative pour les affaires concernant ses attributions. Le décret du 23 novembre 1887<sup>1</sup> le fait rentrer dans le conseil privé comme membre titulaire à voix délibérative, mais au 4<sup>e</sup> rang seulement, après le gouverneur général. En 1901, le chef du service administratif devenant le directeur du commissariat, est sorti définitivement du conseil privé.

Le conseil privé est donc actuellement composé de cinq membres qui sont, dans l'ordre de préséance, 1<sup>o</sup> le gouverneur, président; 2<sup>o</sup> le secrétaire général, vice-président; 3<sup>o</sup> le gouverneur général; 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> deux notables. Un secrétaire-juriste, dont le titre indique suffisamment les attributions, complète cette assemblée. Certains chefs de service du service de l'instruction publique, chef du service de santé, directeur de l'artillerie et du génie, trésorier-payeur<sup>2</sup>, etc.), sont en outre appelés de droit au conseil avec voix consultative lorsqu'il y est traité des matières de leurs attributions.

Le conseil privé se réunit le 1<sup>er</sup> de chaque mois, le gouverneur pouvant d'ailleurs le convoquer exceptionnellement au cours du mois. Tous les membres, sauf le gouverneur, sont obligés d'y assister ou de se faire remplacer. Le chef d'administration qui se fait remplacer au conseil privé prend son suppléant dans son administration, afin que celle-ci ne cesse pas d'être représentée (Circ. min. 14 mai 1890). Chacun en entrant en fonction doit prêter serment de garder les délibérations secrètes.

Toutes ces précautions font pressentir l'importance des

Un décret du 20 octobre 1887 avait déjà appliqué cette mesure dans les autres colonies.

L'édicte rattache à la métropole de Bordeaux, par lequel le décret du 18 novembre 1850 avait remplacé à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion, l'ancien *prefet apostolique* qui, étroitement lié au pouvoir civil, ne peut plus être considéré aujourd'hui comme un chef de service.

attributions de ce conseil. D'après les ordonnances, et il n'était pas une simple assemblée consultative : il jouissait d'un pouvoir propre et statuait sur un certain nombre de matières énumérées à l'art. 175. L'art. 9 du S.-C. de 1827 portant : « Un conseil privé *consultatif* est placé auprès du gouverneur .. » a supprimé ce pouvoir propre, et d'hui ce conseil est simplement appelé à donner son avis au gouverneur. Celui-ci est obligé de le consulter sur un certain nombre d'hypothèses énumérées dans l'art. 175, mais il est libre de le faire ou non dans les autres. Mais, dans le premier cas que dans le second, le gouverneur n'est jamais tenu de suivre cet avis. Le conseil privé — peut d'ailleurs correspondre avec aucune autorité — donc qu'une assemblée purement consultative, placée auprès du gouverneur pour l'éclairer de ses avis, mais par l'avis de laquelle celui-ci n'est jamais lié.

Il existe toutefois une matière dans laquelle le conseil privé a conservé un pouvoir propre. Il juge les comptes des comptables autres que le trésorier-payeur, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, nous dit l'art. 143 du décret du 20 novembre 1882 sur le service financier des colonies, maintenant ainsi la disposition de l'art. 174 de l'ordonnance de 1827. L'art. 144 ajoute qu'on peut se pourvoir devant la Cour des comptes, ainsi qu'on peut se pourvoir dans la métropole contre les jugements rendus dans les matières analogues par les conseils de préfecture. Il est très remarquable — et c'est en quoi consiste l'anomalie — que ce soit le conseil privé — et non le conseil d'administration dont nous allons bientôt parler — qui juge les comptes.

En dehors de leurs attributions comme membres du conseil, les conseillers privés pris individuellement peuvent être chargés par le gouverneur de faire certaines inspections dans la colonie. Ces fonctions, qui n'ont plus de raison d'être en présence des attributions actuelles des conseils généraux, sont aujourd'hui tombées en désuétude.

**13. — Conseil du contentieux administratif** <sup>1</sup>. — Le conseil n'est en somme que le conseil privé lui-même, simplement modifié, statuant comme *tribunal administratif* au lieu de délibérer comme *conseil administratif*. A cet effet, le conseil d'État et les conseils de préfecture, le conseil privé ont effacé l'un et l'autre. Un important décret en 103 articles du 5 août 1881 <sup>2</sup>, règle aujourd'hui la composition et la compétence de ce conseil du contentieux administratif ainsi que la procédure à suivre devant lui.

**Composition.** — Le conseil du contentieux est composé de membres du conseil privé auxquels sont adjoints deux magistrats, choisis autrefois par le conseil tout entier, et depuis le S.-G. de 1854, art. 10 par le gouverneur; et les désigne au commencement de chaque année par arrêté. Deux autres magistrats choisis de la même manière, remplacent au besoin. Le gouverneur est président du conseil et a voix prépondérante en cas de partage. Tous les membres, à l'exception du gouverneur, doivent être présents régulièrement remplacés. Les fonctions de commissaire du gouvernement, autrefois remplies par le contrôleur colonial puis par les inspecteurs permanents n° 159, sont aujourd'hui par un fonctionnaire désigné par le gouverneur. Le secrétaire-archiviste remplit l'office de greffier (D. 5 août 1881, art. 1).

**Compétence.** — La compétence du conseil du contentieux a été restreinte par le décret de 1881 qui lui a enlevé ses attributions importantes et anormales. D'une part, en effet, il lui a ôté le droit de connaître des conflits d'attributions entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire. Le pouvoir, qui s'expliquait logiquement dans un système où le conseil privé était considéré comme le Conseil d'État d'un petit royaume dont le gouverneur était le monarque, est injustifiable depuis la loi du 24 mai 1872 qui avait

CAFFERRIÈRE, *Traité de la juridiction administrative*, 2<sup>e</sup> édition, p. 381 à 393. — G. PILLIAS, *Traité de la juridiction contentieuse administrative aux colonies*, 1903.

Étendu aux autres colonies par décret du 17 septembre 1881.

établi en France un tribunal des conflits, conséquence de la forme républicaine du gouvernement. Ce tribunal qui juge aujourd'hui les conflits d'attributions se produisent aux colonies comme ceux qui se présentent en France. Par suite de cette transformation, le droit de recours pour excès de pouvoir a été transporté des chefs d'administration au préfet (D. 5 août 1881, art. 4)<sup>1</sup>. D'un autre côté, en vertu de l'article 5, l'appel des jugements rendu par les tribunaux de première instance relativement aux contraventions aux lois et règlements sur le commerce étranger et le régime des douanes, qui était autrefois porté devant le conseil d'État, l'est aujourd'hui, ce qui est beaucoup plus naturel, devant la cour d'appel.

Sauf ces deux exceptions, la compétence du conseil d'État contentieux est restée la même et comprend les matières énumérées dans l'article 176 de l'ordonnance des Antilles (D. 1881, art. 3). Elle peut se résumer en un mot : le conseil juge tout le contentieux administratif<sup>2</sup>. La question de savoir quel est le juge de droit commun en matière administrative objet d'une grave et fondamentale controverse dans la métropole<sup>3</sup>, ne saurait en effet faire doute aux colonies. L'énumération des matières dont connaît le conseil d'État contentieux, donnée par l'art. 176, se termine par un § 1er conçu : « Et en général du contentieux administratif résulte de là sans contestation possible — et cette règle est consacrée par toute une série d'arrêts du Conseil — que toutes les difficultés qui rentrent dans la notion de contentieux administratif sont jugées en premier ressort par le conseil privé statuant au contentieux.

Il existe une matière qui, bien que ne présentant pas de caractère contentieux, rentre cependant dans les attributions de ce conseil. D'après le § 6 de l'article 176, c'est l'

<sup>1</sup> Tribunal des Conflits, 22 juillet 1899, *Dar.*, 1899, I, 121.

<sup>2</sup> Conseil d'État, 20 février 1903, *D.*, 1904, p. 8. *Quid* des recours de fournitures passés à Paris par le ministre? C. État 1<sup>er</sup> 1904, *Dar.*, 1904, p. 185).

<sup>3</sup> DUCROCQ, *Cours de droit administratif*, 7<sup>e</sup> éd., t. II, p. 1.

statue sur les demandes en concession de prises d'eau et sur les questions de répartition et de mode de jouissance qui s'y rattachent. En France, au contraire, la décision émane du chef de l'État ou du préfet, suivant certaines distinctions<sup>1</sup>, ce qui est logique, ces matières rentrant naturellement dans les attributions de l'administration active. Il n'en est pas moins curieux de rencontrer dans la législation coloniale une précaution — théoriquement excessive — contre l'arbitraire qui ne se trouve pas dans la législation métropolitaine.

c) *Procédure et voies de recours*. — Cette matière, autrefois régie par une ordonnance du 31 août 1828, est aujourd'hui réglée par les art. 6 à 105 du décret de 1881. La plupart de ces dispositions ont été depuis reproduites par la loi du 22 juillet 1889 sur la procédure à suivre devant les conseils de préfecture. C'est, en effet, le projet de loi autrefois préparé par le Conseil d'État dont M. Aucoc fut le rapporteur, projet remarquable que les événements de 1870 ont seuls empêché d'aboutir, qui a servi également de modèle au décret de 1881 et à la loi de 1889<sup>2</sup>. Par suite, sauf quelques différences de détail, la procédure et les voies de recours (opposition, tierce opposition, recours au Conseil d'État) sont les mêmes. Inutile dès lors de présenter ici des développements qui se rencontrent dans tous les traités de droit administratif.

Il faut toutefois remarquer, en ce qui concerne la forme du recours au Conseil d'État, les deux phases successives

DUCROCQ, *Cours de droit administratif*, 7<sup>e</sup> éd., t. IV, n° 1646. Sur quelques points, le décret de 1881 est même supérieur à la loi de 1889. Ainsi l'art. 46 du décret de 1881 autorise le président du conseil du contentieux, si un témoin est éloigné ou empêché, à commettre pour l'entendre le juge de paix ou le maire de la commune où il réside, et décide que les témoins défaillants pourront être condamnés aux dommages-intérêts ou même à une amende en cas de récidive. Au contraire, la loi de 1889 ne permet ni de déléguer le soin de faire l'enquête, ni de frapper les témoins défaillants. (NÉCROUX, *De l'administration de la preuve testimoniale devant les conseils de préfecture*, Revue générale d'administration, 1897, t. III, p. 8).

de la *déclaration en recours* et de la *requête en recours* : la déclaration en recours doit être faite, dans un délai d'un mois à partir de la notification de la décision, au secrétaire du conseil du contentieux de la colonie. Elle doit être la huitaine notifiée dans la forme administrative ou par voie d'huissier au défendeur. Cette notification et cette notification forme elle-même le point de départ d'un délai de trois mois dans lequel la requête en recours doit être déposée au secrétariat du contentieux du Conseil et le défendeur doit constituer avocat. Toutefois, dans les cas exceptionnels où le ministère d'un avocat au Conseil d'Etat n'est pas nécessaire, l'une des deux formalités précitées, cela du moins semble résulter du texte de l'art. 93<sup>1</sup>.

Il faut mesurer toute l'étendue du chemin parcouru par les ordonnances. Le sénatus consulte de 1854 d'abord, le décret du 5 août 1881 ensuite, ont considérablement accru le rôle et l'importance du conseil privé. La différence entre le passé et le présent peut se resumer d'un mot : le conseil privé était autrefois un Conseil d'Etat, il n'est plus d'aujourd'hui qu'un conseil de préfecture.

**134 — Projets de réforme et assimilation administrative.** — En présence de toutes ces déviations de la conception primitive, on s'est demandé s'il ne convenait pas de l'abandonner complètement et de réaliser la conception logique de toutes ces transformations en faisant de chacune de ces trois colonies un véritable département français. Il suffirait pour cela de remplacer le gouverneur par

<sup>1</sup> Cette solution, tout d'abord suivie dans la pratique, n'a été admise aujourd'hui. La jurisprudence du Conseil d'Etat exige maintenant les deux formalités (déclaration et requête), sauf pour les recours en matière d'élections municipales dans les colonies. La loi du 5 avril 1884 est en vigueur, auquel cas il suffit, conformément à l'art. 40 de ladite loi, de déposer le recours au secrétaire du gouvernement de la colonie. Conseil d'Etat, 28 décembre 1890, 11 janvier 1899 (D. 1899, 3, 4<sup>e</sup>); 22 janvier 1898 et 17 mars 1899. DARESTE, 1899, p. 65; 6 mai 1899, (DARESTE, p. 80), 24 mai 1899 DARESTE, p. 118.

et le conseil privé par un conseil de préfecture, en supprimant l'ancien système des chefs d'administration. Cette assimilation administrative, votée par le congrès colonial de 1889<sup>1</sup>, réclamée instamment par les conseils généraux et députés des Antilles, plutôt combattue par les habitants de Réunion qui semblent surtout tenir à une grande décentralisation administrative, a été longtemps envisagée en France comme un idéal dont il conviendrait de se rapprocher plus en plus. Le but à poursuivre, dit-on souvent, c'est la *constitution progressive de véritables départements français*. Il ne faudra pas cependant, croyons-nous, s'abandonner sans réserve à cette tendance, qui d'ailleurs perd de plus en plus de terrain.

Sur un point sans doute, les partisans de l'assimilation administrative avaient incontestablement raison; c'est lorsqu'ils demandaient la suppression du système des chefs d'administration et la transformation du directeur de l'intérieur en un simple secrétaire général. Sur ce point ils ont obtenu gain de cause. Restent le conseil privé et le gouver-

nant à la transformation du conseil privé en un conseil de préfecture, si ce n'est pas une simple question de nom, elle doit entraîner une transformation des règles sur la composition, la compétence, la procédure et les voies de recours. Ce seraient désormais les mêmes que pour les conseils de préfecture. Or, quant à la procédure et aux voies de recours, on peut considérer cette unification comme accomplie, et par là cette réforme, ne faisant que consacrer ce qui existe, n'aurait aucune utilité. Mais, par contre, on voit très bien qu'il y en aurait les inconvénients en ce qui concerne la compétence et la composition du conseil. Quant à la compétence, pourquoi faire du conseil privé un simple tribunal de révisions et introduire dans la législation coloniale des traverses et des difficultés qu'elle a heureusement traversées? L'unification pourrait, il est vrai, se faire par une mo-

dification de la compétence des conseils de préfecture dont on ferait les juges du droit commun du contentieux administratif en premier ressort, et auxquels on enlèverait la connaissance des matières indiquées au § 7 de l'art. 4 de la loi de pluviôse qui pourrait être rendue sans inconvénient à l'autorité judiciaire. Cela, sans doute, serait très raisonnable; mais alors ce n'est pas la législation coloniale, c'est la législation métropolitaine qu'il faut modifier. Quant à la composition du conseil, l'assimilation proposée aurait simplement pour résultat la création dans chaque département colonial de trois conseillers de préfecture<sup>1</sup>. On ferait aussi sans doute de l'arrondissement, circonscription purement judiciaire, une circonscription administrative comme en France, à la tête de laquelle on mettrait un sous-préfet. Pour des colonies qui ont déjà trop de fonctionnaires, on ne voit pas en quoi consisterait le progrès.

Malgré ces inconvénients, l'assimilation administrative prise dans son ensemble constituerait un système très acceptable, si elle n'impliquait pas une troisième transformation:

<sup>1</sup> Une modification toute autre dans la composition du Conseil privé a été quelquefois demandée. « Les conseils privés, écrivait M. de Lanessan, sont composés de façon à ne rendre que des services très insuffisants. Une partie de leurs membres sont des fonctionnaires qui ne font que passer dans chaque colonie, qui n'ont par conséquent aucun motif sérieux de s'intéresser à son avenir et n'envisagent les questions soumises à leur avis que du point de vue étroit de l'heure même où elles sont discutées ou du rapport qu'elles ont avec leurs services particuliers. Quelques-uns de ces membres, comme les commandants des troupes et de la marine, le chef des services administratifs, etc., n'ayant que deux années à passer dans une colonie où ils ne reviendront probablement jamais, ne se préoccupent que médiocrement de ce qui adviendra quand ils n'y seront plus et songent beaucoup plus à être agréables au ministre dont ils dépendent dans la métropole qu'à défendre les intérêts de la colonie ou les pouvoirs des gouverneurs. Pour que les gouverneurs trouvent auprès des conseils privés le concours et les avis utiles dont ils ont besoin il faut que la composition et les pouvoirs de ces conseils soient modifiés sur des bases tout à fait nouvelles. J'y voudrais voir figurer des personnalités compétentes, indépendantes et liées à l'avenir de la colonie ».

remplacement du gouverneur par un préfet. C'est là le point fondamental, et ici l'assimilation devient un véritable danger.

Il y a une question de forme et une question de fond. Il y a deux choses l'une, en effet : Ou bien il s'agit d'un changement purement nominal, consistant à remplacer le titre de gouverneur par celui de préfet, tout en laissant intact ce qui est l'essentiel : les pouvoirs de ce fonctionnaire. Alors, on n'aperçoit pas les avantages d'une pareille mesure, mais déjà on en voit apparaître les inconvénients. Les mots ont quelquefois plus d'importance qu'on ne pense. Le préfet de la Martinique et de la Réunion se trouverait dans une situation d'infériorité, non seulement vis-à-vis du gouverneur de la Guyane ou de l'Inde française, mais aussi vis-à-vis du gouverneur de telle ou telle colonie étrangère, comme l'île Maurice, par exemple. La diminution de son prestige, bien qu'injustifiée, n'en serait moins réelle. Si lui seul souffrait de cette blessure personnelle, en se comparant à ses collègues plus heureusement portants le titre de gouverneur, le mal ne serait pas grand. Mais vis-à-vis l'étranger, il n'aurait plus la même autorité morale pour soutenir les droits de la France, et elle qui, en définitive, se trouverait atteinte dans ses intérêts et dans son prestige. Et puis ces préfets coloniaux, même que l'assimilation soit complète, feraient sans doute partie du cadre métropolitain. Un fonctionnaire passerait des Basses-Alpes dans la Guadeloupe, ou de la Réunion dans le Cher. Il n'est pas difficile de prévoir que les lectures coloniales deviendraient des lieux d'exil, où le plus souvent du personnel préfectoral serait envoyé en disgrâce. Des fonctionnaires mécontents et mal préparés à la vie coloniale ne remplaceraient pas avantageusement les gouverneurs actuels.

Il n'est bien, au contraire — et c'est là évidemment ce que l'on désire, — on veut faire un changement portant sur le fond des choses. Les pouvoirs du gouverneur, déjà considérablement diminués, disparaîtraient, et les nouveaux préfets

auraient les mêmes attributions que ceux de la métropole. Cette réforme infiniment plus grave méconnaît les principes fondamentaux du gouvernement des colonies. Une expérience de plusieurs siècles a démontré l'impérieuse nécessité.

Le premier est le *principe de décentralisation*. Les attributions abandonnées par le pouvoir central à ses agents doivent être d'autant plus étendues que ceux-ci sont plus éloignés de la capitale. L'initiative et la responsabilité doivent croître avec la distance. Le gouverneur de la Martinique ne peut pas, comme le préfet de Seine-et-Oise, aller tous les jours à Paris pour prendre l'avis de son ministre. La transmission des dossiers à l'administration centrale entraîne des retards beaucoup plus longs, sans aucun avantage. Le fonctionnaire qui est sur les lieux voit beaucoup mieux ce qu'il y a lieu de faire que l'autorité centrale, obligée de se décider d'après des explications écrites qu'elle n'a pas la ressource de compléter par des renseignements directs. Nos colonies ont assez souffert sous l'ancien régime de l'absence de décentralisation pour qu'il soit inutile de commencer l'expérience.

Le second principe est celui d'*unité d'autorité*. L'existence de la rivalité des gouverneurs et des intendants a montré que les conflits entre fonctionnaires étaient beaucoup plus fréquents et beaucoup plus funestes aux colonies que dans la métropole. Il faut un délai assez long pour que l'autorité centrale puisse se procurer les renseignements nécessaires et pour qu'un parti se forme. Pendant ce temps, la querelle s'envenime, l'expédition régulière des affaires est entravée ; au sujet de chaque conflit irritant comme toutes les questions de personnel, des partis se forment, et ces luttes intestines peuvent aller jusqu'à compromettre l'autorité de la métropole. Pour éviter ce danger, il n'y a qu'un moyen : subordonner toutes les autorités, judiciaires, militaires, ecclésiastiques ou civiles, à l'autorité administrative.

\* Il est vrai qu'il y a le câble télégraphique sous marin. Les gouverneurs qui en abusent ne sauraient être cités comme exemples.

personnage supérieur aux autres, dans lequel s'incarne l'autorité du pouvoir métropolitain et qui puisse au besoin exiger l'obéissance de tous. Suivant la comparaison très juste de M. Jules Simon<sup>1</sup>, le gouverneur dans son île doit être comme le capitaine de vaisseau, *maître sur son navire après Dieu*. Les auteurs des ordonnances de la Restauration avaient compris que la sécurité de nos colonies est à ce prix. Une expérience de soixante-quinze ans permet aujourd'hui d'apprécier la justesse de leurs vues et la prudence de leur politique. Renoncer de gaieté de cœur à cette précaution essentielle pour courir à de nouveaux conflits entre l'autorité civile, l'autorité militaire et les corps judiciaires serait une injustifiable aberration. Déjà l'élément militaire supporte avec assez d'impatience la suprématie des gouverneurs civils. Loin d'énervier leurs pouvoirs, il faut au contraire travailler à les maintenir et à les fortifier.

### B. Indo-Chine.

**35. - Considérations générales.** La double tendance que révélait déjà en 1894 l'organisation administrative de l'Indo-Chine était ainsi décrite dans la première édition de cet ouvrage :

D'abord, une première *tendance à établir une union de plus en plus étroite entre les différentes parties de l'Indo-Chine*. Par la force des choses, nombreuses sont les dispositions prises par l'administration centrale ou par le gouverneur général pour le pays tout entier. Or, malgré les critiques qu'a soulevées cette union prématurée à certains égards et dont la Cochinchine a été un peu la dupe, il faut reconnaître que, tout bien pesé, elle a été heureuse. La Cochinchine, le Cambodge, l'Annam et le Tonkin, sont des pays voisins, jouissant d'une même civilisation. Bien que l'origine et l'étendue de notre domination soient différentes dans

<sup>1</sup> Article du *Temps* du 11 août 1892.

ces quatre pays, une même politique doit être suivie tout à l'égard de la race annamite. L'union permet l'économie de personnel et assure une unité de direction, évite beaucoup de malentendus et de conflits. Enfin, l'existence de la France en Extrême-Orient se ressent de la situation faite au gouverneur général. Il est bon que ce pays y soit représenté par un personnage comparable au gouverneur général hollandais de Batavia ou au gouverneur général (communément appelé vice-roi, bien que ce ne soit pas son titre officiel) des Indes anglaises.

— Ensuite une seconde *tendance à isoler l'Indo-Chine du reste de nos possessions* et à faire sortir en quelque sorte la Cochinchine du cercle dans lequel gravitent les autres colonies. Par suite de la grande décentralisation, le gouverneur général a transporté des bureaux de l'administration centrale au gouverneur général la solution de la plupart des questions. Les services administratifs de l'Indo-Chine sont le plus pour le plus peu près autonomes. Ce pays a été soustrait à l'influence qui pèse sur nos autres colonies. Il faut également s'occuper de cette seconde tendance. L'Indo-Chine n'a rien de commun naturellement avec le reste de nos possessions. L'importance exceptionnelle, les particularités de sa situation et de son organisation sociale exigent impérativement une politique spéciale en harmonie avec ses besoins. Il faut faire à l'Indo-Chine comme à l'Algérie une place toute particulière dans l'ensemble de notre empire colonial ».

Depuis lors, ces tendances se sont à la fois développées et précisées, surtout depuis l'arrivée de M. Doumer comme gouverneur général. Par suite de cette évolution, il est devenu nécessaire de consacrer dans cet ouvrage une partie spéciale à l'Indo-Chine, d'autant que l'organisation administrative d'un pays de vingt millions d'habitants envahit naturellement des détails plus complets que ceux des autres colonies incomparablement moins peuplées.

La nécessité d'insister tout particulièrement sur l'organisation de l'Indo-Chine s'impose d'autant plus qu'il s'agit d'un phénomène remarquable : l'organisation de

La Chine française a été considérée au début de ce siècle comme un modèle susceptible d'être imité. Alors qu'au milieu le gouvernement de nos diverses colonies avait organisé selon le type fourni par les Antilles et la Réunion, au  $xx^e$  siècle, l'A. O. F. et le Congo Français ont été organisés à l'image de l'Indo-Chine : en haut, un gouvernement général avec ses organes propres et des services nombreux rayonnant sur tout un ensemble de pays, au bas plan un nombre plus ou moins grand de colonies contentes, malgré leur subordination au gouvernement général, les progrès de la centralisation, une personnalité distincte, leur organisation particulière et une certaine autonomie administrative. Parmi ces colonies, certaines, les anciennes (Sénégal, Cochinchine), avaient été organisées autrefois à l'image des Antilles et de la Réunion ; aussi l'Indo-Chine n'a-t-elle pas toujours fonctionné sans heurts et sans grincements, les rouages n'étant pas faits pour aller tous dans les autres ; mais finalement ces divers rouages ont fini par s'adapter tant bien que mal. Aujourd'hui, la différence est très nette entre les deux types d'organisation coloniale : l'ancien et le nouveau.

Les colonies sur le modèle desquelles les autres ont été organisées devant être étudiées les premières, il est devenu nécessaire de traiter de l'Indo-Chine avant de parler des autres colonies, contrairement à l'ordre qui avait été adopté dans la précédente édition.

**36. — Organisation politique et administrative du Tonkin d'Annam avant la conquête française<sup>1</sup>. 1° Le Gouvernement central** — Pour comprendre l'organisation de l'Indo-Chine française, il est nécessaire de connaître tout d'abord les institutions politiques sur lesquelles sont venues se greffer celles que nous avons apportées dans ce pays.

<sup>1</sup> LEROY, *Le pays d'Annam*, 2<sup>e</sup> éd., 1897, chap. III à VIII. — SOMMER, *Cours de législation et d'administration annamites*, 1898. — ERD SCHREINER, *Les institutions annamites en basse-Cochine avant la conquête française*, Saigon, 1900.

Le gouvernement du pays d'Annam était une monarchie pure, sans contrepoids ni contrôle. Point de parlement comme dans l'Europe occidentale contemporaine. Point de noblesse héréditaire de naissance comme dans l'Europe d'aujourd'hui. « L'égalité entre les citoyens, dit Luro, est absolue : l'accession aux charges est ouverte à tout le monde ; on ne connaît que d'autres distinctions sociales que celles qui s'attachent aux fonctions, au mérite, à la fortune »<sup>1</sup>. D'un côté est le roi (Đông) et de l'autre le peuple (Đông).

Le monarque ne doit pas être considéré cependant comme un despote absolu au sens que nos idées occidentales attachent à ce mot. « Père et mère de son peuple », il est responsable devant le Ciel dont il est le mandataire. Il est puni de ses vices par le malheur de ses sujets et récompensé de ses vertus par leur bonheur. Emprisonné dans les formes et les cérémonies d'un culte traditionnel, il apparaît comme un monarque essentiellement *rituel*. Son titre se transmet héréditairement à l'aîné des enfants mâles de la femme du premier rang.

Le gouvernement était en réalité aux mains de hauts fonctionnaires analogues à nos ministres. On distinguait six départements ministériels (*Bo*) : l'intérieur (*bo nội*), les finances (*bo ho*), les rites (*bo lễ*), la justice ou plutôt les peines (*bo hình*), la guerre (*bo binh*), les travaux publics (*bo công*). Chaque ministère avait à sa tête un *thuong tho*, assisté de deux *than tri* et de deux *thi lang*. Ces cinq fonctionnaires délibéraient ensemble et devaient prendre leurs décisions

<sup>1</sup> Luro, *op. cit.*, p. 85. Cet auteur signale qu'il est vrai l'existence d'un ordre particulier de noblesse comportant cinq degrés, mais cette institution, qui a pour objet de récompenser des actions d'éclat ou des services civils distingués, est plutôt comparable à notre Légion d'honneur. C'est une simple distinction sociale, n'ayant aucun rapport avec le rang occupé dans la hiérarchie du mandarinat, le *thuong tho* ou aucun droit sur quelques domaines fiscaux, se transmettant de père en fils, mais diminuant chaque génération descendante, si bien qu'au bout de cinq générations au plus cette noblesse disparaît, si le mérite d'un des descendants ne lui a pas valu une distinction nouvelle.

ord. Le dissentiment d'un seul entraînait la nécessité de référer au roi, c'est-à-dire en fait au conseil aulique (*hoi-thi*) composé de quatre fonctionnaires placés près du roi et chargés d'examiner les affaires soumises à la décision du roi. Chaque ministère était divisé en directions et en bureaux. Un conseil secret (*co-mat*), composé de quatre hauts fonctionnaires pris parmi les ministres les plus importants, traitait sur les affaires les plus graves et dirigeait la politique de l'Annam. Un tribunal de censeurs, placé au-dessus des ministères, et un corps d'inspecteurs généraux (*chien-tse*) faisant des tournées dans les provinces, contrôlaient l'administration du royaume.

Cette organisation de l'administration centrale annamite a été modifiée dans le sens d'un rapprochement avec nos institutions européennes par une ordonnance royale du 22 septembre 1897. Aujourd'hui, le conseil secret, composé des ministres réunis sous la présidence du résident supérieur, est en somme un conseil des ministres. Chaque ministre est responsable de son département. Le conseil intérieur de chaque ministère est supprimé. Les mandarins, autrefois associés à la décision du ministre, ne sont plus que ses subordonnés.

**137. — Suite. 2° L'Administration provinciale. —** Le territoire de l'Annam était divisé en provinces d'importance égale et dont l'organisation variait en conséquence. Cette organisation fonctionne encore aujourd'hui en Annam et au Tonkin, sauf les remaniements apportés dans les circonscriptions administratives. Les grandes provinces sont gouvernées par un *tong doc*, mandarin d'un rang élevé. Le *tong doc*, au nom duquel tous les actes administratifs sont redigés, a la haute direction de l'administration de sa province. Ses ordres, sont placés à trois fonctionnaires : 1° le *Bo-annh*, vulgairement *quan bo*, est le chef des services administratifs. Cinq bureaux (personnel, finances, rites, guerre, travaux publics) surveillés par un secrétaire général, fonctionnent sous sa direction. On peut remarquer que chaque

ministère, sauf celui des peines, a ainsi un bureau qui correspond ; 2° l'*An-Sat*, vulgairement *quan-an*, est le chef de service de la justice, et cette justice est surtout une justice pénale (chap. V). Nous appellerions ce fonctionnaire un procureur-tenant criminel ; 3° le *doc-hoc* dirige le service de l'enseignement. Les provinces plus petites sont administrées par les fonctionnaires moins nombreux ou d'un rang moins élevé. Celles d'importance moyenne ont à leur tête un *luan-phu* assisté d'un *quan-an* et parfois aussi d'un *doc-hoc*. Dans les plus petites on trouve simplement un *quan-bo* et un *quan-an*. Le *tong-doc* d'une grande province exerce une autorité assez vague sur le fonctionnaire qui dirige une petite province voisine de la sienne. Aux deux extrémités du royaume les provinces du Tonkin et de la Basse-Cochinchine ont été placées par Tô-duc sous la surveillance d'un sous-secrétaire général (*Kinh luoc*), que nous avons considéré quelquefois, usant d'une formule qui éveille une idée trop précise, comme un vice-roi.

Chaque province est divisée en *phu* (préfectures) et en *huyen* (sous-préfectures). Ces circonscriptions administratives ont à leur tête un *tri-phu* ou un *tri-huyen* (vulgairement *quan-phu* ou *quan-huyen*). Ces magistrats cumulent les fonctions administratives et judiciaires. Parfois le service de l'enseignement est confié à un fonctionnaire qui prend le nom de *gio-thu* dans les *phu* et de *huan-dao* dans les *huyen*. Ce fonctionnaire supplée au besoin le *quan-phu* ou le *quan-huyen* en cas d'absence. Les *quan-phu* et les *quan-huyen* ont des bureaux sous leurs ordres.

Il faut remarquer que, contrairement à ce qui a lieu en France où chaque département se divise en un certain nombre d'arrondissements, le *huyen* ne nous apparaît pas comme une subdivision nécessaire du *phu*. En réalité, le *quan-huyen* remplit des fonctions identiques à celles du *quan-phu* et correspond directement avec le chef de la province, seulement il occupe un rang moins élevé que celui du *quan-phu* dans la hiérarchie. Bien que chaque *huyen* soit rattaché officiellement à un *phu*, le lien est en effet assez lâche, et

s'éloigne pas beaucoup de la vérité en disant que le *phu* est un *phu* plus petit.

Les *phu* et les *huyen* sont divisés en cantons (*tong* et les *huyen* en communes (*xa* ou *lang*), mais les personnes placées à la tête des cantons et des communes sont, non pas des fonctionnaires, mais les représentants et les défenseurs de la population<sup>1</sup>. Aussi est-ce dans le chapitre consacré aux *affaires politiques* qu'il conviendra d'étudier cette institution remarquable de la commune autonome et fortement organisée sur laquelle repose toute la vie politique du pays d'Annam.

**138. — Suite. Le mandarinat** — Un corps de fonctionnaires, unique et hiérarchiquement organisé, occupe toutes les situations qui viennent d'être énumérées. Nous appelons ces fonctionnaires des mandarins. Il y des mandarins civils (*an-van*), et des mandarins militaires (*quan-vo*), mais les premiers, choisis d'après leur degré d'instruction, sont intelligents plus encore que les seconds auxquels on demande simplement de faire preuve de certaines aptitudes physiques. Rien ne caractérise mieux cette absence complète d'esprit militaire si remarquable chez les peuples d'Extrême-Orient que la piètre estime dans laquelle ils tiennent ceux qui sont en définitive chez eux les chefs de l'armée. Les mandarins civils sont divisés en neuf degrés, chaque degré est subdivisé en deux classes. Ainsi, un grand censeur (mandarin du 1<sup>er</sup> degré, 1<sup>re</sup> ou 2<sup>e</sup> classe), un ministre (*cong-tho*), ou un gouverneur d'une grande province (*long-tho*) est mandarin du 1<sup>er</sup> degré (1<sup>re</sup> classe), un *luan-phu*, gouverneur d'une province moyenne, est mandarin du 2<sup>e</sup> degré (2<sup>e</sup> classe), un *quan-bo* est mandarin du 3<sup>e</sup> degré (1<sup>re</sup> classe), un *quan-an* est mandarin du 4<sup>e</sup> degré (1<sup>re</sup> classe), un *duc-hoc* est mandarin du 5<sup>e</sup> degré (1<sup>re</sup> classe), un *quan-buyen* est mandarin du 6<sup>e</sup> degré (2<sup>e</sup> classe), un *giao-hu* est du 7<sup>e</sup> degré (1<sup>re</sup>

<sup>1</sup> A. G. G. 18 février 1904 déterminant le mode d'élection des chefs et des sous-chefs de canton en Cochinchine (Dar., 1905, p. 162).

classe, une *huan-dao* est du 8<sup>e</sup> degré (1<sup>re</sup> classe, le bureau d'un *phu* est du 9<sup>e</sup> degré 1<sup>re</sup> classe), celui d'un *huyen* du 9<sup>e</sup> degré 2<sup>e</sup> classe) On voit que les Annamites ne connaissent pas notre système d'administrations divisées en autant de compartiments séparés. Un mandarin avance et fait sa carrière en quittant l'enseignement pour les fonctions judiciaires et les fonctions judiciaires pour les fonctions administratives.

Les mandarins sont recrutés exclusivement parmi les lettrés, ce qui ne signifie pas que tous les lettrés deviennent mandarins. Le goût de l'étude est très répandu chez les Annamites et bien des personnes passent leurs examens, restent ensuite dans leur village, mais le titre qu'ils obtiennent les dispense de certaines charges et est une source de considération. Seulement celui qui ne passe pas l'examen ne peut pas devenir mandarin. Les fonctions publiques sont ouvertes à tous, mais l'entrée et l'avancement dans la carrière sont subordonnés à la nécessité de passer avec succès une série d'examens superposés.

Au bas de l'échelle sont les examens semestriels qui ont lieu dans chaque province : ils ne confèrent aucun diplôme, mais dispensent de la corvée et de la milice ceux qui les passent avec succès. Viennent ensuite les examens régionaux (*hu'o'ng thi*). Ils ont lieu en principe tous les trois ans. Au Tonkin, ils sont subis à Nam Dinh, dans le sud des lettres. Ceux qui sont reçus avec la note *passable* ou *assez bien* sont proclamés bacheliers (*tu tai*) ; ceux qui sont reçus avec la note *très bien* sont proclamés licenciés (*cunhon*). Les derniers peuvent affronter l'examen plus élevé (*hoi thi*) qui se passe à Hué au ministère des Rites et qui a lieu également tous les trois ans. Ceux qui le passent simplement avec succès sont dits *phobang* et ne peuvent plus subir d'examen, mais ceux qui ont le mieux réussi sont proclamés docteurs (*tiên-si*) et seuls ils peuvent se présenter à l'examen de la cour (*Thi dinh*) qui a lieu dans l'enceinte même du palais. Le sujet de la composition est donné par le roi. C'est l'examen le plus élevé.

La valeur du corps de fonctionnaires ainsi recruté a donné lieu à des appréciations opposées. En réalité, les mandarins ont leurs qualités et leurs défauts et ni les uns, ni les autres ne doivent être exagérés. Sous une politesse toujours irréprochable, ils dissimulent souvent une vive antipathie à l'égard de l'Européen. Ils sont instruits, mais d'une instruction un peu vieillotte, purement littéraire ; les connaissances pratiques et scientifiques leur font presque totalement défaut. Parmi eux, beaucoup d'honnêtes gens pratiquent dignement la morale rationaliste et un peu terre à terre de Confucius, mais cela ne les empêche pas de trouver tout naturel de recevoir des cadeaux de leurs administrés et d'être ouvertement paricateurs. En somme, ils pourraient constituer de bons fonctionnaires, si l'absence de tout contrôle sérieux ne les encourageait pas à la paresse et ne facilitait pas de leur part les sortes d'abus.

Telle était l'organisation gouvernementale et administrative qui fonctionnait depuis le Tonkin jusqu'à la Cochinchine, à l'heure arrivée dans le pays. Il fallait la remplacer ou l'utiliser.

**139. — La Cochinchine française avant l'Union Indochinoise** <sup>1</sup>. — Au lendemain de la conquête, les mandarins annamites qui administraient la Cochinchine s'étaient enfuis ; il ne restait dans le pays que les chefs de canton et de village. Cette circonstance s'opposa à la réussite de la tentative faite par le premier gouverneur de la colonie, l'amiral Bonaparte (nommé au mois de novembre 1861), qui pensait pour faire administrer le pays par des fonctionnaires indigènes surveillés par des officiers français. Il ne put trouver parmi les Annamites des fonctionnaires ayant une surface et la capacité suffisantes (ceux-là étaient partis), mais les officiers qu'il nomma *inspecteurs des affaires indigènes*, et

<sup>1</sup> CHAILLEY, *Le recrutement des fonctionnaires des colonies*. Rapport Institut colonial, 1895. BIBLIOTHÈQUE COLONIALE INTERNATIONALE, *Les fonctionnaires coloniaux*, t. I.

auxquels il demanda de passer un examen sur la langue, les institutions annamites en même temps qu'il leur assura certains avantages au point de vue de la solde, de l'avancement et de la retraite, se mirent rapidement à la haute de leur tâche. Nombre d'officiers distingués, qui ont rendu de grands services par leur connaissance des annamites, sont ainsi entrés sous le second empire dans la administration locale de la Cochinchine (Gougeard, Brière l'Isle, Aubaret, Philastre, Rieunier, Paulin Vial, Harmand, Luro). L'amiral de la Grandière, qui succéda à l'amiral Duroc à la fin de 1863, remplaça peu à peu les mandarins provisoires par ces inspecteurs dont il augmenta le nombre en restreignant l'étendue de leurs circonscriptions territoriales. En même temps une organisation centrale, calquée sur celle des Antilles et de la Réunion, fut donnée à la colonie : la direction de l'intérieur fut créée par arrêté local du 15 novembre 1864. Un décret du 21 avril 1869 créa un Conseil privé.

L'administration des affaires indigènes fut réorganisée et développée quelques années plus tard par le décret du 15 février 1873 qui repose sur deux idées fondamentales différentes : l'une, au moins prématurée, consistait à séparer les différentes attributions judiciaires, administratives et financières dans le but d'opérer un rapprochement plus intime avec nos institutions ; l'autre, excellente en soi, consistait à s'assurer le concours de jeunes gens capables et en leur offrant des avantages plus considérables et en leur permettant de passer au préalable des examens pour prouver leur capacité. En conséquence, le corps des affaires indigènes fut ainsi organisé : *a*) des inspecteurs à Saïgon ; *b*) dans chaque circonscription, trois administrateurs, l'un de première classe chargé de la justice et relevant du procureur général, le deuxième de seconde classe chargé de l'administration relevant du directeur de l'intérieur, le dernier de 3<sup>e</sup> classe chargé de la perception des impôts et relevant du trésorier-payeur. C'était un corps fermé où l'avancement s'opérait hiérarchiquement. Le gouverneur choisissait, sans ex

Administrateurs stagiaires parmi les jeunes gens de 20 à 25 ans présentant un diplôme attestant une culture générale. Les jeunes gens allaient à Saigon au *Collège des stagiaires*, organisé par Laro. Là, ils suivaient des cours d'annamite, d'administration, de construction pratique, de botanique, d'économie politique, etc. Une fois reçus à l'examen final, ils étaient nommés administrateurs de 3<sup>e</sup> classe. Pour passer à la 2<sup>e</sup> classe, puis à la 1<sup>re</sup>, il fallait avoir deux ans de service et subir un nouvel examen. Les inspecteurs étaient pris au choix parmi les administrateurs de 1<sup>re</sup> classe. Parmi les avantages réservés à ces fonctionnaires figurait la création d'une *caisse d'épargne*, constituée au moyen d'un versement fait chaque année par le budget local. Les intérêts des sommes ainsi versées étaient capitalisés, et, au bout de douze ans de services effectifs dans la colonie, l'inspecteur ou l'administrateur recevait le capital ainsi constitué — ordinairement quelques dizaines de mille francs, une petite fortune. Le même capital était acquis à la veuve et aux enfants au cas de décès du fonctionnaire avant les douze ans de service. Ce système existait à la Cochinchine des fonctionnaires sensiblement supérieurs à ceux de nos autres colonies.

Il fut malheureusement désorganisé après la nomination de M. Le Myre de Vilers qui inaugura l'ère des gouverneurs civils (1879). On considéra que les administrateurs des affaires indigènes et les employés de la direction de l'intérieur collaboraient à une même tâche administrative et on fonda ces deux éléments « par l'établissement d'une communauté d'origine complète » (Décret du 4 mai 1881). En même temps, on enlevait aux administrateurs les fonctions judiciaires pour les confier à des magistrats de carrière. On reprochait aux administrateurs de se préoccuper trop de la préparation de leurs examens et pas assez de leurs fonctions administratives et, sous l'empire de cette idée, on supprima non seulement les examens de passage, mais encore le collège des stagiaires. L'égalité cherchée fut obtenue en abaissant considérablement le niveau des administrateurs des affaires indigènes, sans élever celui des fonctionnaires de la direction

de l'intérieur. Par contre, le système du compte de prévoyance fut généralisé et on en fit profiter tous les fonctionnaires européens de la colonie. L'assimilation opérée entre des fonctionnaires dont les rôles étaient loin de présenter les mêmes difficultés et d'exiger les mêmes qualifications n'est pas discutable. Le compte de prévoyance ainsi établi n'était plus qu'un privilège accordé sans raison aux fonctionnaires coloniaux servant en Cochinchine et constituait un poids pour les finances locales : il fut supprimé par un décret du 30 septembre 1887.

Après la réforme de 1881, la valeur du personnel administratif baissa en Cochinchine, mais le souvenir de cette tentative curieuse et intéressante subsista et exerça son influence sur les mesures qui ont eu pour but d'assurer à notre pays un meilleur recrutement des fonctionnaires coloniaux (n° 163).

**140. — Le Protectorat de l'Annam et du Tonkin avant l'Union Indo-Chinoise**<sup>1</sup>. — Le début de l'année 1886 peut être pris comme point de départ. A cette époque, bien que la pacification soit loin d'être complète, le gouvernement français considère la période de conquête comme terminée. Le décret du 27 janvier 1886 organise le protectorat de l'Annam-Tonkin. Paul Bert est nommé résident général et les civils succèdent aux militaires.

D'après le décret du 27 janvier 1886, un résident général, relevant du ministère des Affaires étrangères, est le dépositaire des pouvoirs de la République en Annam et au Tonkin<sup>2</sup>. Seul, il correspond avec le Gouvernement des autorités militaires lui sont subordonnées ; il organise les services, préside aux relations extérieures de l'Annam

<sup>1</sup> JOSEPH CHAILLEY, *Paul Bert au Tonkin, 1887*. — BUREAU DE LA COLOMBIA, *Le régime des protectorats*, t. I, n° 10, de M. Depincé).

<sup>2</sup> Cette haute fonction a été successivement remplie par MM. Paul Bert (avr. à nov. 1886), Paulin Vial (nov. 1886 à janv. 1887) et Ribourd (janv. à nov. 1887).

à qu'aux rapports entre les autorités annamites et les autorités françaises art. 2, 3, 6, 7 et 8). Il fait exécuter, en un mot, le traité de protectorat. Il est assisté d'un conseil de protectorat et a sous ses ordres deux résidents supérieurs, l'un à Hué, l'autre à Hanoi, et tout un personnel résidents, organisée par un décret du 3 février 1886.

Mais comment l'exercice de ce protectorat devait-il être compris? Le mot de protectorat est une expression très vague qui peut recouvrir les situations les plus diverses. On peut laisser à l'État protégé une indépendance entière en ce qui concerne son administration intérieure. L'État protecteur peut exercer sur cette administration un contrôle plus ou moins sévère. Ses agents peuvent en réalité administrer le pays, les fonctionnaires indigènes, dépouillés de toute influence, n'ayant plus qu'une ombre d'autorité. Entre les deux situations extrêmes existe une série infinie de nuances suivant l'état du pays, la force de résistance de l'État protégé, l'objectif poursuivi par l'État protecteur, le tempérament et le caractère des hommes en présence.

Les traités de 1883 et 1884 avaient également posé le principe d'une distinction fondamentale entre le Tonkin et l'Annam proprement dit. La comparaison de l'art. 3 avec les arts 6 et 7 du traité du 6 juin 1884 la fait nettement ressortir.

Art. 3. — Les fonctionnaires annamites, depuis la frontière de la Chine jusqu'à la frontière de la province de Ninh-Binh, continueront à administrer les provinces comprises dans ces limites, sauf ce qui concerne les Douanes, les travaux publics et en général les services qui exigent une direction unique ou l'emploi d'ingénieurs et d'agents européens.

Art. 6. — Au Tonkin, des résidents ou des résidents-adjoints seront nommés par le gouvernement de la République dans les chef-lieux où la présence sera jugée utile. Ils seront sous les ordres du résident général. Ils habiteront la citadelle, et, en tout cas, dans l'enceinte d'une résidence au mandarin, il leur sera donné, s'il y a lieu, une escorte française ou indigène.

Art. 7. — Les résidents éviteront de s'occuper des détails de l'administration intérieure des provinces. Les fonctionnaires indigènes

de tout ordre continueront à gouverner et à administrer sous leur contrôle; mais ils devront être révoqués sur la demande des autorités françaises.

La différence peut se résumer d'un mot : d'après le traité de Hué, les fonctionnaires indigènes sont contrôlés par des résidents français au Tonkin; en Annam, ils sont complètement indépendants des résidents.

La situation ainsi créée par le traité de 1884 a engendré deux tendances contraires qui l'ont emporté tour à tour. Tantôt le résident général s'est efforcé d'accentuer la différence entre les deux régions, d'amener le roi d'Annam à se désintéresser de ce qui se passait au Tonkin. Les résidents établis au Tonkin ont exercé sur les mandarins un contrôle plus sévère; ils se sont efforcés de mettre la main sur ces deux rouages essentiels : la police et l'impôt. Les postes administratifs ont été multipliés; les autorités françaises ont tâché d'entrer directement en rapport avec la population. Tantôt, au contraire, l'influence française s'est retirée; la barrière entre le Tonkin et l'Annam a été abaissée. On n'a plus voulu agir que par l'intermédiaire de la Cour. On a cru politique de rendre aux mandarins leur autorité et leur prestige. Les uns portaient de cette idée que le rôle de la France devait être de délivrer le peuple tonkinois du joug des mandarins annamites; ils pensaient que l'essentiel était d'asseoir solidement notre domination dans le delta, l'Annam central resserré entre le Tonkin et la Cochinchine devant être fatalement réduit à l'impuissance. Les autres voyant l'Annam et le Tonkin habités par une même race, estimaient que partout la même politique devait être suivie à l'égard de cette race. Ils pensaient que le meilleur moyen de faire accepter nos réformes et de rétablir l'ordre était de nous concilier les classes dirigeantes, autrement dit les mandarins, en leur rendant ce à quoi ils tenaient le plus : leur prestige.

De ces deux tendances la première fut celle de Paul Bert. Il obtint de la cour de Hué l'ordonnance royale du 3 juin 1886 qui autorisait le Kinh-luoc du Tonkin « à prendre désormais toutes les mesures qu'il jugera nécessaires et conven-

es ». Ainsi le roi se désintéressait des choses du Tonkin, légua ses pouvoirs à un haut mandarin subissant l'influence de la France. En même temps, pour « entrer en communication aussi directe que possible avec le peuple annamite », Paul Bert institua dans chaque province du Tonkin une commission consultative composée de notables élus par les chefs et les sous-chefs du canton (arrêté du 30 avril 1886). Par une circulaire importante du 30 août 1886, il traça aux résidents et aux vice-résidents leur mission, mission variable suivant qu'ils étaient établis en Annam ou au Tonkin. Malheureusement, Paul Bert mourut sept mois après son arrivée, le 11 novembre 1886, avant que la politique qu'il avait inaugurée ait eu le temps de porter ses fruits.

La seconde tendance prévalut plus tard après l'arrivée de Paul Lanessan (Circulaire du 6 octobre 1891 sur le rôle des résidents). Mais entre temps, une transformation considérable s'était produite, qui explique en partie ce revirement : la création de l'Union indo-chinoise.

**141. — Création de l'Union Indo-Chinoise. Le Gouvernement général de l'Indo-Chine.** — Jusqu'en 1887, les établissements en Extrême-Orient formaient deux groupes. Le premier comprenait la Cochinchine et le Cambodge, le résident français auprès du roi Norodom dépendant du gouverneur de la Cochinchine; lequel relevait lui-même du ministre chargé des colonies. Le second groupe comprenait l'Annam et le Tonkin, dirigés l'un et l'autre par un résident général, lequel relevait du ministre des Affaires étrangères.

Le décret du 17 octobre 1887 confia également l'administration supérieure de ces quatre pays à un gouverneur général de l'Indo-Chine assisté d'un conseil supérieur et ayant sous ses ordres le lieutenant-gouverneur de la Cochinchine, le résident général de l'Annam-Tonkin et le résident général du Cambodge. Par voie de conséquence, le protectorat de l'Annam et du Tonkin, fut rattaché au ministère des colonies. On alla même jusqu'à doter l'Indo-Chine d'un bud-

gel commun, institution qui, supprimée comme par l'année suivante, a été rétablie depuis sous le gouvernement de M. Doumer. Cette création, en réalité féconde organisation commune à toute l'Indo-Chine, a toujours été conservée depuis et doit être considérée comme définitive. Le décret du 9 mai 1889 a fait disparaître le résident général de l'Annam-Tonkin, en décidant que quatre hauts fonctionnaires : le lieutenant-gouverneur de la Cochinchine, trois résidents supérieurs, l'un au Cambodge, l'un à l'Annam, et le dernier au Tonkin, seraient chargés d'administrer sous les ordres du gouverneur général chaque une des quatre grandes régions de l'Indo Chine française. Les quatre fonctionnaires sont aujourd'hui placés sur un pied d'égalité absolue. La part d'autorité qui leur est attribuée par le gouverneur général est la même (A. G. O. du 17 janvier 1899, titre II). Ils ont chacun 30.000 francs de traitement colonial et 15.000 francs de frais de représentation (D. du 30 décembre 1898 relatif à la solde du résident supérieur de l'Indo-Chine). Ce même décret maintient au gouverneur général un traitement colonial de 60.000 francs auquel s'ajoutent 60.000 de frais de représentation.

Il faut donc distinguer aujourd'hui : a) l'organisation générale de l'Indo Chine française (ce sera l'objet de ce chapitre) ; b) l'organisation particulière de chacun des pays qui la composent (ce sera l'objet des n°s suivants).

Saigon est la capitale officielle de l'Indo-Chine française. Bien qu'en fait le gouverneur général, attiré par le Tonkin, soit loin d'y passer la plus grande partie de son temps. Ce haut fonctionnaire avait reçu des décrets du 17 octobre et du 12 novembre 1887 des pouvoirs plus étendus que ceux des autres gouverneurs, lesquels ont encore considérablement augmentés depuis par un décret du 21 avril 1891.

Ce dernier décret consacre une véritable abdication du pouvoir métropolitain qui abandonne au gouverneur général investi de sa confiance la direction de la politique française en Indo-Chine en lui donnant « le mandat

ter », suivant l'expression de M. Jules Ferry. Nouvelle attitude considérable. Elle impliquait une confiance absolue dans l'homme qu'on laissait agir à sa guise en attendant que l'œuvre fût accomplie pour la juger<sup>1</sup>.

Celle est la pensée qui a inspiré toutes les dispositions du décret du 21 avril 1891 dont il convient de remarquer les grandes nouvelles, très larges. Le gouverneur général est le *dépositaire des pouvoirs de la République* en Indo-Chine. Il a le droit de correspondre avec le Gouvernement. Il communique avec tous les départements ministériels sous le couvert du ministre des Colonies et correspond directement avec les agents diplomatiques et consulaires de la France en Extrême-Orient (art. 1). Il *organise les services et règle leurs attributions* : nomme en principe à tous les emplois civils et militaires et même suspendre les hauts fonctionnaires dont la nomination est exceptionnellement réservée au chef de l'État (art. 2). Il peut d'ailleurs déléguer une partie de ses attributions au lieutenant-gouverneur et aux résidents supérieurs (art. 3 et 4). Responsable de la défense intérieure et extérieure de l'Indo-Chine, il dispose des forces de terre et de mer qui y sont stationnées, décide sans pouvoir prendre toutefois le commandement direct des troupes) les opérations militaires.

Le gouvernement général de l'Indo-Chine a été successivement confié au début à MM. CONSTANS, du 3 novembre 1887 au 22 avril 1888, à RICHARD, du 22 avril 1888 au 10 mai 1889 et PIQUET, du 10 mai 1889 au 18 avril 1891. Depuis le décret du 21 avril 1891, quatre gouverneurs généraux seulement se sont succédés en Indo-Chine : M. DE BASSIGNY, rappelle le 29 décembre 1894, M. ROUSSEAU, décreté le 19 novembre 1896, M. PAUL DOUMER, nommé le 27 décembre 1896, et M. BEAUFORT, nommé le 1<sup>er</sup> juillet 1902.

Pour les premières années du gouvernement général, on peut consulter les *États coloniaux* de M. DE PÉLVOUVRIER I. *Le Tonkin* (1888-1889), II. *Deux années de lutte*, 1890-1891, III. *La politique indochinoise*, 1892-1893, et DE LAMESSAN, *La colonisation de l'Indo-Chine*, 1895. — Sur le gouvernement de M. ROUSSEAU, voir DE DARTEIN, *La vie et les travaux d'Almand Rousseau*, 1902 et celui de M. DOUMER, voir : *Situation de l'Indochine* (1897-1901), Rapport de M. Paul Doumer, Hanoi, 1902; L. SALVENDY, *L'Indochine française*, 1903, P. DOLMEZ, *L'Indochine française* (Souveraineté), 1905.

dont aucune ne peut être entreprise sans son action (art. 5); il a également la faculté d'organiser des milices (art. 6) et de créer des territoires militaires (art. 7). Sur les attributions du gouverneur général en matière de budgets et d'impôts, voir plus bas, chap. VII.

De grands chefs de service, dont l'action s'étend sur toute la Chine toute entière, sont placés immédiatement au-dessous du gouverneur général et relèvent directement de lui. La création a été en grande partie la conséquence de la politique de centralisation poursuivie sous le gouvernement Doumer. Tout service ayant une organisation uniforme rayonnant sur l'ensemble de l'Indo Chine française a en effet normalement à sa tête un chef unique relevant non plus du gouverneur de la Cochinchine ou d'un résident supérieur dont l'autorité est limitée à une partie de la Chine, mais du gouverneur général lui-même. Le *commandant en chef des troupes de l'Indo Chine* et le *commandant en chef la division navale d'Extrême Orient* se sont trouvés tout d'abord dans ce cas. Il en a été de même naturellement du *directeur du contrôle fiscal* (voir plus bas, chap. VII). Le décret du 8 août 1898 a ensuite réuni en une seule les deux cours d'appels qui étaient auparavant, un seul et même *procureur général* devenu le chef unique du service judiciaire dans toute la Chine. Puis sont venus le *directeur général des douanes et régies*<sup>1</sup>, le *directeur général des travaux publics*<sup>2</sup>, le

<sup>1</sup> Sur les pouvoirs du gouverneur général en matière de douanes et de contributions, voir les arrêts cités dans Dalloz, 1901, p. 51, note et p. 142 et s. Aj. le Livigne Sainte Suzanne, op. cit. trine, p. 41-56.

<sup>2</sup> Service unifié par D. 6 octobre 1897, et réorganisé par D. 10 juin 1905. Dareste, 1905, p. 318. Un A. G. G. du 13 mars 1905 crée dans ce service un cadre indigène. Cpr. D. 27 septembre 1905 créant un receveur principal chargé de centraliser en Indochine la comptabilité de tous les receveurs et entrepreneurs du service des douanes et régies.

<sup>3</sup> A. G. G. 9 septembre 1898. Cpr. A. G. G. 27 février 1902 créant un cadre d'agents techniques indigènes.

le général de l'agriculture, des forêts et du commerce<sup>1</sup>, le directeur général des postes et des télégraphes<sup>2</sup> et plus récemment le directeur général de l'instruction publique<sup>3</sup>.

Mais la plus grave de toutes ces créations avait été celle de la direction des affaires civiles (D. 20 janvier 1889). Ce n'était plus là, en effet, un service spécial et technique comme les précédents. La direction des affaires civiles devait collaborer à l'administration générale du pays. Créée dans le but de décharger le gouverneur général du souci de l'exécution des affaires courantes, elle devait fatalement attirer sur elle la solution d'une foule de questions. C'était, aux yeux de M. Doumer, l'instrument nécessaire et essentiel de la centralisation indo-chinoise. Mais cette institution a disparu après son départ. Un décret du 18 octobre 1902 a remplacé le directeur des affaires civiles par un simple *secrétaire général* du gouvernement général, lequel a disparu à son tour en 1906, laissant la place à un *directeur général des finances et de la comptabilité*, chargé uniquement de la préparation et de l'exécution des budgets (D. 8 décembre 1906). Le *Conseil supérieur de l'Indo-Chine*, créé en 1887, a été réorganisé par le décret du 3 juillet 1897 qui a fait entrer dans ce Conseil des représentants des intérêts de la population et par celui du 8 août 1898 instituant une commission permanente. Des décrets postérieurs<sup>4</sup> ont introduit dans son sein de nouveaux chefs de service et ont fait en même temps de place plus large aux représentants de la population.

<sup>1</sup> Service organisé par A. G. G. du 1<sup>er</sup> mars 1899 et réorganisé par lui du 28 mars 1905. Cette direction, créée par A. G. G. 1<sup>er</sup> mars 1898, publie, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1898, un *Bulletin économique de l'Indo-Chine* mensuel) où se rencontrent nombre de renseignements précieux.

<sup>2</sup> A. G. G. 14 novembre 1904. Cpr. A. G. G. 14 juin 1904, réorganisant le personnel indigène (Dareste, 1905, p. 218, et A. G. G. 31 décembre 1904, créant un cadre de commis indigènes Dareste, 1906, 87).

<sup>3</sup> A. G. G. 20 juin 1905 et D. 14 novembre 1905.

<sup>4</sup> Voir D. 8 août 1898, art. 1, 14 avril 1899, 12 novembre 1905, janvier 1906, 29 novembre 1906.

Ce Conseil est aujourd'hui composé de la manière suivante : le gouverneur général, président, le général commandant supérieur des troupes du groupe de l'Indo-Chine, le vice-amiral commandant en chef de l'escadre d'Extrême-Orient, le lieutenant-gouverneur de Cochinchine, les résidents supérieurs du Tonkin, de l'Annam, du Cambodge et du Laos, le directeur du contrôle financier, le directeur général des finances et de la comptabilité, le chef du service judiciaire, le directeur général des douanes et régies, le directeur général de l'agriculture, des forêts et du commerce, le directeur général des travaux publics, le directeur général des postes et des télégraphes, le directeur général de la santé, le directeur général de l'instruction publique, le trésorier général de l'Indo-Chine, le directeur de l'école de médecine d'Hanoï, le président du Conseil colonial de Cochinchine, les présidents des Chambres de commerce de Saïgon, Hanoï et Haiphong, les présidents des Chambres d'agriculture de la Cochinchine et du Tonkin, les présidents des Chambres mixtes de commerce et d'agriculture de l'Annam et du Cambodge, quatre notables indigènes (un pour la Cochinchine et un pour chacun des protectorats de l'Annam, du Tonkin et du Cambodge) désignés chaque année par le gouverneur général, le chef de cabinet du gouverneur général, secrétaire. Le député de la Cochinchine et les délégués élus des diverses colonies de l'Indo-Chine au Conseil supérieur des colonies ont été admis, par le décret du 12 novembre 1905, à siéger avec voix délibérative, lorsqu'ils se trouvent de passage au siège du gouvernement général.

Le fonctionnement du Conseil supérieur est réglementé par A. G. G. 27 février 1902<sup>1</sup>. Il tient chaque année au mois d'octobre une session ordinaire, soit à Saïgon, soit dans une autre ville, et peut être réuni en session extraordinaire. Les séances ne sont pas publiques. Il est appelé à donner son avis sur les questions financières ou autres énumérées par les art. 7 à 11 de cet arrêté.

<sup>1</sup> Dareste, 1903, p. 141.

L'avis du Conseil supérieur peut être d'ordinaire remplacé, si en ce qui concerne les matières prévues à l'art. 4 du décret du 8 août 1898, lesquelles offrent ce caractère commun de mettre en présence les intérêts parfois opposés des diverses fractions de l'Indo-Chine, par celui d'une *commission permanente* plus facile à réunir en ce qu'elle n'impose pas de déplacement aux représentants des régions de l'Indo-Chine autres que celle où elle siège.

Le Conseil supérieur de l'Indo-Chine n'est pas un tribunal administratif. Le contentieux administratif du gouvernement général est jugé soit par le conseil du contentieux de Cochinchine, soit par le conseil du contentieux du Tonkin, suivant l' lieu où les faits litigieux se sont passés (D. 2 septembre 1905, art. 3)<sup>2</sup>.

**142. — Cochinchine.** — La création du gouvernement général a eu pour conséquence immédiate un remaniement de l'organisation administrative de la Cochinchine. Le gouverneur est devenu le lieutenant-gouverneur placé sous les ordres du gouverneur général. En même temps, par une première application de la tendance qui a depuis prévalu partout, le décret du 29 octobre 1887 a supprimé le directeur de l'intérieur, en transférant ses attributions au lieutenant-gouverneur assisté d'un secrétaire général, lequel a d'ailleurs été supprimé par un décret du 29 septembre 1894. Les anciens bureaux de la direction de l'intérieur sont devenus

Cette commission permanente comprend : le gouverneur général, l'adjudant commandant les troupes dans le pays où la commission se réunit, le lieutenant-gouverneur de Cochinchine ou son représentant suivant le pays où siège la commission, le directeur du contentieux financier, le directeur des finances et de la comptabilité, le chef du service judiciaire, les directeurs généraux des chefs de services peuvent se faire remplacer par un fonctionnaire de leur service), le président de la chambre de commerce ou de la chambre mixte de commerce et d'agriculture de la région où siège la commission, le chef de cabinet du gouverneur général.

<sup>2</sup> Voir D. 8 août 1898, art. 2 à 4 et A. G. G. 27 février 1902, titre I, art. 12 à 19).

ceux du secrétariat général<sup>1</sup>. Le Conseil privé de la colonie subsiste<sup>2</sup>. Transformé en conseil du contentieux administratif, il connaît non seulement du contentieux de la Cochinchine mais encore du contentieux administratif du Cambodge (D. 17 septembre 1882) et du Laos (D. 2 septembre 1903, *supra*).

Une question qui se présente immédiatement à l'esprit, qui semble en théorie presque insoluble est celle de savoir dans quelle mesure les attributions qui appartenaient autrefois au gouverneur de la Cochinchine se sont trouvées réduites par suite de la subordination de ce haut fonctionnaire au gouverneur général de l'Indo-Chine française. Ce conflit n'a pas éclaté parce que, en fait, les lieutenants-gouverneurs savent bien qu'il leur faut, sous peine d'être blâmés, se soumettre au gouverneur général qui seul a aujourd'hui le droit de correspondre avec le gouvernement central. Ils apportent une certaine discrétion dans l'exercice de leurs prérogatives d'ancien. Mais, en droit, la question peut paraître épineuse. D'une manière générale on peut dire que le gouverneur de la Cochinchine a conservé toutes les attributions d'autrefois qui ne lui ont pas été enlevées par les textes (décrets ou arrêtés) qui ont organisé le gouvernement général et les services généraux de l'Indo-Chine. Comme texte de principe, il faut se reporter à l'A. O. du 13 février 1899 qui, dans son titre I, établit la distinction entre les services généraux et les services locaux et qui, dans son titre II, indique les attributions communes au lieutenant-gouverneur et aux résidents supérieurs (art. 3 à 8). Mais il y a bien des points que cet arrêté laisse dans l'ombre.

<sup>1</sup> Voir, sur le personnel de ces bureaux, le décret du 15 avril 1899.

<sup>2</sup> Il est aujourd'hui composé de la manière suivante : le lieutenant-gouverneur, président, le général commandant la division de Cochinchine, le commandant de la marine, l'avocat général le plus ancien, deux conseillers titulaires et trois suppléants nommés par décret pour quatre ans, deux notables indigènes également nommés pour quatre ans (D. 26 avril 1889, art. 2; D. 27 novembre 1892, D. 24 octobre 1893, D. 31 août 1903 et D. 4 septembre 1905). Les membres indigènes ne font pas partie du conseil du contentieux administratif.

L'ancienne division du territoire de la Basse-Cochinchine en six provinces qui existait sous la domination anglaise, par arrêté local du 5 janvier 1876 a substitué une division nouvelle en quatre circonscriptions administratives : Saigon, Vinh-Long et Bassac, en plaçant à la tête de chacune un inspecteur des affaires indigènes. Ces circonscriptions sont divisées à leur tour en arrondissements au nombre de 20.

À la tête de chaque arrondissement se trouve un *administrateur des affaires indigènes*, qui joint à ses fonctions administratives celles d'officier de l'état civil pour les Européens et même celles de notaire là où il n'y a pas de tribunal (du 4 mai 1881, titre II). Les arrondissements sont subdivisés eux-mêmes en cantons et en communes. Il y a 207 cantons et 2.425 communes. Le nom d'arrondissement a été remplacé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1900 par celui de *province* (et dans les autres parties de l'Indo-Chine, pour une raison de symétrie (A. G. G. 20 décembre 1899).

43. — **Annam et Tonkin.** — Dans chacun de ces deux pays, l'administration française est dirigée par un résident supérieur dont les pouvoirs sont déterminés par un arrêté du gouverneur général du 1<sup>er</sup> avril 1892, qui doit être aujourd'hui combiné avec celui du 13 février 1899 dont le but est de fixer les attributions communes au lieutenant gouverneur de Cochinchine et aux résidents supérieurs. L'idée générale à retenir est que, si les deux résidents supérieurs ont les mêmes attributions en matière européenne, leur rôle est différent en matière indigène. Le résident supé-

*Circonscription de Saigon*. Gia-Dinh (banlieue de Saigon), Tay  
Thu-dau-mot, Bien Hoa et Bario. — *Circonscription de*  
*Cho*. Mytho, Go-Cong, Tan-An, Cholon. — *Circonscription de*  
*A-Long*. Vinh Long, Ben-Tré, Tra Vinh, Sadec. — *Circonscrip*  
*de Bassac*. Chau-Doc, Hanoi, Long Xuyen, Rong-gia Can.  
Soc-Trang, Bac-Lieu. — Voir l'énumération des arrondisse-  
ments, des cantons et des communes de la Cochinchine dans l'at-  
las, *La colonisation de la Cochinchine*, 1898, p. 251 et suiv.

neur en Annam exerce auprès du roi d'Annam les fonctions confiées au représentant du Gouvernement de la France par le traité de 1884. Le résident supérieur exerce dans ce pays le contrôle plus étroit prévu par le traité. Il a de plus hérité aujourd'hui des attributions qui appartenaient antérieurement au *Kinh tuoc* dont les fonctions ont été supprimées par l'ordonnance royale du 1897. Cette dernière mesure, d'une gravité incontestable, marque un pas décisif dans la voie de l'administration. Les mandarins chargés de l'administration indigène du Tonkin ont aujourd'hui pour supérieur hiérarchique et pour un autre mandarin annamite comme eux, un fonctionnaire français<sup>1</sup>.

Un décret du 21 septembre 1894 avait créé un protectorat de l'Annam-Tonkin, remplissant un rôle analogue à ce que des conseils privés de nos colonies ont aujourd'hui dédoublé. Le *Conseil de protectorat du Tonkin* organisé par un décret du 8 août 1898<sup>2</sup>, délibère sur les affaires du Tonkin et donne nécessairement son avis sur un grand nombre de matières énumérées à l'article 7. Modification de deux magistrats désignés par le gouvernement viennent remplacer les deux membres indigènes. Par conséquent, il se transforme en conseil du contentieux administratif, et, chose remarquable, la compétence rationnelle de ce conseil du contentieux s'étend non seulement sur le Tonkin tout entier, mais encore sur l'Annam (D. 3 février 1899) et sur le territoire de Quang-tcheou-Ouan (D. 2 septembre 1899).

<sup>1</sup> Un tableau d'avancement du personnel des mandarins a été institué par A. G. G. 25 octobre 1901 (Daresse, 1905).

<sup>2</sup> Il comprend : le résident supérieur du Tonkin, président du conseil, le général commandant les troupes stationnées au Tonkin, le commandant de la marine, l'avocat général, le représentant du pouvoir financier, un délégué de chacune des deux chambres de justice d'Haiphong et d'Ha-phong, un délégué de la chambre d'agriculture du Tonkin, de six notables indigènes et deux indigènes suppléants. Chaque année par le gouverneur général et le chef du résident supérieur.

2)'. Le *Conseil de protection* de l'Annam et du Tonkin fut créé le 8 juin 1900, après les décisions prises par le conseil du Tonkin, sauf qu'il ne se réunissait pas et n'avait pas de contentieux administratif.

L'administration française a conservé l'ancienne division de l'Annam et du Tonkin en provinces. Dans l'Annam proprement dit, on trouve d'abord le *Ng-duc* ou *Thua-thien*. Il est divisé en deux parties, l'une à gauche, puis à droite. C'est-à-dire à gauche, on trouve le *Ng-ngai*, *Binh-dinh*, *Phu-Yen*. À droite, on trouve le *Ha-tinh*, *Nghé-han*. Dans le Tonkin, on trouve les provinces de *Haï-Duong*, *Hung-Yen*, *Nguyen-Quang*, *Thai-nguyen*, *Tuyen-Quang*, *Yên-Binh*.

7. Cette division territoriale a été modifiée par la suppression de certaines provinces et la création de nouvelles. On a supprimé les provinces de *Binh-Thuan*, et de *Binh-Dinh* (cette dernière a été rattachée au Laos) en Annam, de *Thai-binh* (détachée de *Nguyen-Quang*) en Tonkin, de *Ha-dong* ou *Can-de* (détachée de *Haï-Duong*), de *Phu-liên* (ancienne province de *Haï-Duong*, détachée de *Haï-Duong*), de *Phuc-Yen* (détachée de *Binh-Dinh*). D'un autre côté, dans la région montagneuse, quatre territoires militaires, numérotés de l'est à l'ouest, ont été créés par les anciennes provinces de *Tuyen-Quang*, de

Cette solution était déjà admise auparavant par la jurisprudence. Voir l'arrêt du conseil du contentieux du 26 décembre 1904. *Dal.*, 1905, 127.

Il est composé du résident supérieur, du directeur des travaux publics, du commandant supérieur des troupes, du chef du service des douanes et régies, d'un délégué du directeur du contrôle financier, d'un délégué de la chambre mixte de commerce et d'agriculture, de quatre membres du conseil désignés par le résident supérieur, et du directeur de cabinet du résident supérieur.

de Lang-son et de Cao-bang (A. G. G. 6 août et 2 1891). Le but de cette institution était d'établir la dans les régions insoumises et de faire la police de tière. Ces territoires relevaient exclusivement de l' militaire. Ils étaient divisés en cercles, subdivisés en mes en secteurs<sup>1</sup>. Leur étendue a d'ailleurs varié, les gres de la pacification ayant amené la soumission au civil de certaines régions primitivement comprises d territoires militaires. Un A. G. G. du 11 avril 1900 détache des territoires militaires diverses circonsc administratives. La portion détachée du 1<sup>er</sup> territoir incorporée à la province de Bac Giang, celle détachée formé la province de *Bac-Kan*, celle détachée du 3<sup>e</sup> vince de *Tuyen-Quang* et celle détachée du 4<sup>e</sup> la provi *Yen-Bay*<sup>2</sup>. Le premier territoire militaire dans son et une nouvelle fraction du 4<sup>e</sup> ont été ensuite placés régime de l'administration civile à partir du 1<sup>er</sup> juillet provinces de *Hao-binh*, de *Son-ta*, et de *Vinh-Yé* même temps, l'A. G. G. du 20 juin 1905<sup>3</sup> a décidé 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> territoires, tout en conservant à leur officier supérieur avec le titre de commandant de ter seraient placés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1906 sous l'autor résident supérieur du Tonkin et administrés d'ap règles en vigueur dans les provinces civiles (art. 1<sup>er</sup>). L'arrête conserve la division de ces territoires en cercles mais supprime les secteurs (art. 7).

Le nombre des fonctionnaires français placés dans province auprès des mandarins annamites varie sui besoins du moment et l'importance de la population

<sup>1</sup> Voir A. G. G. 5 mai 1900 Daresté, 1904, p. 245, 28 février et 20 juin et 1904 Daresté, 1905, p. 222. A la suite de ce décret, chaque territoire s'est trouvé ainsi constitué :

Premier territoire cercles de Moncay et de Langson.

Deuxième territoire cercles de That-Khé et de Cao-bang.

Troisième territoire cercles de Bao-lao et de Ha-giang.

Quatrième territoire cercles de Lao Kay et de Bao ha.

<sup>2</sup> Daresté, 1905, p. 245 et 247.

<sup>3</sup> Daresté, 1906, p. 289.

me grande province comme celle de Hai-duong gouvernée par un long-doc, on trouve en 1907 : un administrateur en chef, un administrateur de 3<sup>e</sup>, un administrateur de 5<sup>e</sup>, 2 commis de 1<sup>re</sup> classe et 3 commis de 2<sup>e</sup> classe. Dans une petite province, comme celle de Pha-liên, administrée par un tuan, on trouve simplement un administrateur de 3<sup>e</sup> classe, un administrateur de 5<sup>e</sup> et deux commis de 2<sup>e</sup> classe. Les tuns du moment exercent aussi leur influence. Le gouverneur général qui veut lâcher la main aux mandarins diminue le nombre des postes administratifs. Celui qui veut les contrôler plus près est au contraire porté à l'augmenter n° 140. La seconde tendance, qui a été celle de M. Doumer, l'a même poussé à rétablir au Tonkin les *commissions consultatives de notables indigènes* que Paul Bert avait créées et qui avaient disparu avec lui. L'arrêté du 31 mars 1898 crée dans chaque province une commission consultative dont les membres choisis par le résident et non plus élus par les habitants comme le voulait Paul Bert, se réunissent deux fois par an pour donner leur avis sur le budget provincial et sur les travaux d'utilité publique à exécuter. Entrant ainsi en rapports directs avec les représentants de la population, les fonctionnaires français en viendront à administrer complètement eux-mêmes le Tonkin en se débarrassant de l'intermédiaire des mandarins annamites qui disparaissent ? Cette évolution, souhaitée sans doute par quelques-uns, ne paraît pas désirable. Elle supprimerait le rôle jusqu'ici offert aux classes instruites de la population annamite qui cesseraient de prendre part à la gestion des affaires publiques. Ajoutons qu'elle n'est pas nécessaire, le protectorat ne doit pas être envisagé comme une simple transition conduisant par un chemin plus ou moins long ou plus ou moins détourné à l'administration directe à laquelle on verra toujours finir par arriver. C'est une solution qui, comme toutes les institutions humaines, a ses côtés faibles et ses avantages, mais qui est parfaitement susceptible de prendre un caractère définitif.

Mais les mandarins annamites n'ont de raison d'être que

dans les régions habitées par des hommes de  
Aussi est-ce avec raison que l'on a retiré ceux qui  
traient le pays muong, en rendant à ce pays le b  
ses anciennes institutions féodales<sup>1</sup>.

**144. — Cambodge<sup>2</sup>.** — Dans tout le pays  
depuis le Tonkin jusqu'à la Basse-Cochinchine, ne  
rencontré des institutions indigènes identiques.  
bodge existait une organisation politique compl  
différente. Les institutions annamites étaient essen  
égalitaires. Le Cambodge est un pays féodal. Au  
un roi entouré de grands feudataires possesseurs d  
Des rapports de client à patron s'établissant entre  
du peuple qui cherche un protecteur et son voisin  
Ces institutions étaient d'ailleurs en décadence lor  
rivée des Français.

Pour plus de détails, le roi était entouré de  
hants dignitaires possédant chacun, à titre d'apan  
sieurs provinces du royaume : l'*Obbaioureach* ou ro  
diqué, l'*Obbareach* frère du roi, la reine mère, etc.  
ministres assistés chacun d'un suppléant : le premie  
(*Akamahosena*); le ministre de la justice ou d  
(*Youmreach*); le ministre des transports par eau (*Ki*  
le ministre des transports par terre (*Châcrey*); le m  
palais et des finances (*Veang*). Chacun de ces mir  
dehors de ses attributions particulières, à sous so  
directe un certain nombre de provinces. Ces  
(*Khet*), au nombre de cinquante environ, sont un  
d'Angduong, père et prédécesseur de Norodom. Au  
pays était divisé en cinq deys gouvernés chacu

<sup>1</sup> Voir l'arrêté du 23 juin 1892 : un commissaire du gou  
établi à Cho-bu est assisté d'un conseil de douze seigne  
*lang*), choisis moitié par lui, moitié par leurs pairs, leq  
un quan-lang délégué qui centralise l'autorité sur tout le p

<sup>2</sup> A. LECLÈRE, *Recherches sur le droit public des Ca*  
1894. — MOURA, *Le royaume du Cambodge*, 1883. — AY  
*Cambodge*, 1901. — A. ROUSSEAU, *Le protectorat français*  
*bodge*, Thèse, Poitiers, 1904.

*tranh*, lequel commanda, aux chefs des *d* Terenis s composant son *d*-y. C'est pour diminuer l'autorité des personnages qu'Angduong divisa le Cambodge en *puces* nombreuses en décidant que les gouverneurs de provinces releveraient directement du roi. Chaque gouverneur de province est assisté d'un *balat* ou d'un *yoskebat*. Les provinces, suivant leur importance, sont divisées en catégories auxquelles correspondent cinq classes de gouverneurs. Chaque province contient un certain nombre de *goupes* (il ne faut pas dire commune, car il s'agit ici d'une circonscription territoriale mais d'une collectivité *viduus*). A la tête de chaque groupe, il y a un maire *mes-nommé* à l'élection et qui choisit lui-même ses adjoints (*stup*).

Aux côtés de cette organisation administrative indigène, le gouvernement français a greffé une division nouvelle en résidences. Le décret du 22 mars 1893 calqué sur celui du 1<sup>er</sup> avril 1892 et l'arrêté du 13 février 1899, exerce auprès du roi les pouvoirs qui appartiennent au représentant du gouvernement de la République. Ce résident, qui pendant de longues années

il y avait en 1901 au Cambodge onze résidences : *Phnom-Penh* ville et province, *Muk Kompul*, *Saang*, *Kien-Swai* (Ch-Kantai), *Ponhea-Lo* — *Kampot* ville et province, *Banteai Meas*, *Kompong Sam* — *Kompong Cham* ville, *Ang Khman*, *Kompon-Sienn*, *Prey Sauthor* *Kang Meas*, *Kassou-Choeung-Prey* — *Kompong Chnang* *Kompong*, *Rolea-Peer*, *Sur*, *Kompong-Leng*, *Anlong Reach*, *Lovack* — *Kompong-Speu* *Ph*, *Somrong Tong*, *Kandal-Stung* *Phnom-Sruoch*, *Kong Pissey*, *ong* — *Kompong-Thom* ville *Kompong Sao*, *Prey Kday*, *Ching*, *Stung Barai*, *Santuc*, *Promptep* — *Kratie* ville et province, *Chor*, *Kamhchor*, *Chlong*, *Stung Traug* — *Prey-Veng* ville et province, *Baphnom*, *Lova-Em*, *Sithor-Kandal*, *Sithor-Pearang* — *St* ville et province, *Krang-Krati* — *Soai Rieng* (ville, *Rom*, *Soai-Teap*, *Romeas-Eek* — *Takeo* (*Takeo*, *Treang*, *Bat*, *Prey*, *as*, *Kathom*, *Lœuck-Deck*, *Peam Caor*). — Depuis lors, la capitale ayant reçu une organisation distincte, la résidence de *Phnom* a été remplacée par celle de *Kandal*, *Stung-Treng* a été dotée de *Kratie*, et des résidents ont été installés dans les provinces les par le *Siam* en 1904 et en 1907.

a été le témoin impuissant d'abus nombreux, exerce d'hai une action beaucoup plus efficace. D'après l'ordonnance royale du 11 juillet 1897, il préside le Conseil des ministres lequel délibère hors de la présence du roi.

Pendant longtemps, l'autorité française n'avait ni tribunal administratif spécial au Cambodge. Le Laos, privé de Cochinchine en tenant lieu au besoin, sa compétence s'étendant sur ce pays. Un A. G. G. du 26 août 1896 a créé un *conseil de protectorat du Cambodge* ayant les mêmes attributions que celui qui existe en Annam<sup>1</sup>. Ce conseil ne transforme pas en conseil du contentieux administratif.

**145 — Laos. Kouang-Tcheou.** — En dehors de la Cochinchine, de l'Annam, du Tonkin et du Cambodge, les territoires excentriques ont reçu une organisation sommaire encore toute provisoire.

Au Laos, un A. G. G. du 12 juin 1895 avait institué deux commandants supérieurs, l'un à Kong pour le Bas-Laos, l'autre à Luang-Prabang pour le Haut-Laos, sous leurs ordres un personnel de commissaires de gouvernement, d'agents commerciaux et de comens. Un décret du 19 avril 1899 a réuni ces deux circonscriptions précédemment distinctes sous l'autorité d'un résident supérieur assimilé aux autres résidents supérieurs de l'Indo-Chine. Au point de vue du traitement et résidant à Savanavong, le Laos comprend actuellement douze provinces : Viang, Attapeu, Bassac, Cammon, Khong, Luang-Prabang, Nakhon, Haut-Mekong, Sam-Neua, Saravane, Savanavong, Tran ninh<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Ainsi composé : le résident supérieur, le délégué du chef de service judiciaire, le chef du service des travaux publics, l'officier commandant les troupes. A. G. G. 7 mars 1900. Le service des douanes et régres, deux délégués élus par le conseil municipal de commerce et d'agriculture, un notable indigène élu par le gouverneur général, et le chef du cabinet du résident.

<sup>2</sup> Un arrêté du 22 novembre 1904 a enlevé au Laos la province de Darlae pour la placer sous l'autorité du résident supérieur de

Le territoire de Kouang-tcheou-Ouan, placé sous l'autorité du gouverneur général de l'Indo Chine par un décret du 5 janvier 1900, a été organisé par un arrêté du 27 janvier suivant. A la tête, un administrateur relevant directement du gouverneur général (art. 1 à 4). Puis, une division en trois circonscriptions dirigées chacune par un administrateur adjoint<sup>1</sup> (art. 5 et 6). L'organisation de la commune chinoise et du conseil des notables (*Hong hu*) qui existait est maintenue sur le territoire de Kouang-tcheou.

#### 146. — Personnel des services civils de l'Indo Chine.

Jusqu'en 1899, des corps de fonctionnaires distincts administraient les diverses parties de l'Indo-Chine : personnel des affaires indigènes et du secrétariat général en Cochinchine, personnel des résidences de l'Annam, du Tonkin et du Cambodge, personnel des comptables de l'Annam et du Tonkin, personnel des comptables du Cambodge, personnel des commissariats du Laos. Tous ces fonctionnaires, soumis jadis à des règles distinctes en ce qui concerne le recrutement, l'avancement et la solde, ont été fondus par le décret du 13 septembre 1899<sup>2</sup> dans un corps unique : le *Personnel des services civils de l'Indo-Chine*, dont font également partie les administrateurs de Kouang-tcheou, ainsi que les fonctionnaires employés dans les bureaux du gouvernement général.

Ce personnel, qui comprend plus de 600 fonctionnaires, est ainsi classé au point de vue de la hiérarchie et des traitements : inspecteurs (20.000 fr.), administrateurs de 1<sup>re</sup> classe (18.000), de 2<sup>e</sup> (15.000), de 3<sup>e</sup> (13.000), de 4<sup>e</sup> (10.000) et de 5<sup>e</sup> classe (7.000), élèves administrateurs (6.000), com-

<sup>1</sup> L'administrateur-adjoint remplit les fonctions d'officier de l'état civil et de notaire en ce qui concerne les Français et assimilés.

<sup>2</sup> Les art. 3, 8, 10, 13, 14, 15, 16, 17, 21, 22, et 26 de ce décret ont été modifiés par D. 9 mars 1906.

mis de 1<sup>re</sup> (6.000), de 2<sup>e</sup> (5.000, et de 3<sup>e</sup> classe (4.000). Le décret règle ensuite minutieusement les conditions de recrutement et d'avancement<sup>1</sup>. Les inspecteurs et les administrateurs sont nommés par décret, les élèves administrateurs par arrêté du ministre des Colonies et les commis par arrêté du gouverneur général. Les élèves administrateurs sont choisis parmi les élèves sortant de l'école coloniale (section indochinoise). Ils sont placés en sous-ordre et ne peuvent, dans aucune circonstance exercer même temporairement les fonctions d'administrateur. Au bout d'un an de services effectifs en Indo-Chine, ils sont proposés par le gouverneur général pour la nomination à l'emploi d'administrateur de 5<sup>e</sup> classe, soit pour l'accomplissement d'un nouveau stage en Indo-Chine, soit exceptionnellement, en cas d'incapacité ou de notoire, pour le licenciement immédiat. Ceux proposés pour un nouveau stage sont, au bout de la seconde année, nommés administrateurs de 5<sup>e</sup> classe ou licenciés (art. 13). Les emplois d'administrateurs de 5<sup>e</sup> classe sont attribués en priorité aux élèves administrateurs ou aux commis de 1<sup>re</sup> classe (art. 14). L'avancement s'opère ensuite hiérarchiquement : le passage à une classe supérieure ne pouvant avoir lieu qu'après un bout de deux ans de service dans la classe inférieure.

Ce corps toutefois n'est pas complètement fermé aux personnes venues du dehors : des officiers, des fonctionnaires appartenant à l'administration préfectorale de la métropole ou à l'administration centrale des colonies ou à la magistrature indochinoise peuvent, sous certaines conditions, entrer dans les services civils de l'Indo-Chine. Ainsi, un conseiller préfectoral ou un lieutenant peut être nommé administrateur de 5<sup>e</sup> classe, un secrétaire général ou un capitaine de bataillon administrateur de 4<sup>e</sup>, un chef de bataillon administrateur de 3<sup>e</sup>, un colonel administrateur de 2<sup>e</sup>. Les administrateurs de 1<sup>re</sup> classe et les inspecteurs sont pris uniquement par

<sup>1</sup> Pour tous ces fonctionnaires, la solde d'Europe est augmentée du traitement colonial.

<sup>2</sup> Cf. A. G. G. 17 décembre 1903 sur le tableau d'avancement du personnel.

onnaire de la carrière. — Une règle analogue est suivie pour les commis. Pour être nommé commis de 3<sup>e</sup> classe, il faut être muni du diplôme de bachelier. Le passage de la classe inférieure à la classe supérieure ne peut ensuite avoir lieu qu'au bout de dix-huit mois. Par exception, un licencié peut être nommé directement commis de seconde classe, un licencié es-lettres ou es-sciences, un docteur en droit ou en médecine peuvent être nommés commis de 1<sup>re</sup> classe. Au bout d'un an de services effectifs, le commis de 3<sup>e</sup> classe peut être nommé administrateur de 5<sup>e</sup>.

Le personnel des services civils (administrateurs et commis) est employé dans les bureaux du gouvernement général, des services généraux, du gouvernement local de Cochinchine, des résidences supérieures ou réparti dans les divers services administratifs des provinces suivant les besoins du service (A. G. G. 21 décembre 1899)<sup>1</sup> Quant aux inspecteurs des finances auprès du gouverneur général, du lieutenant-gouverneur de Cochinchine ou des résidents supérieurs, ils sont chargés par eux d'inspecter les diverses provinces, chacune au moins une fois l'an. On leur confie en outre les enquêtes ou missions que peuvent motiver les incidents ou des questions particulières (A. G. G. 28 mars 1905)<sup>2</sup>.

### C. *Autres colonies.*

**147. — Guyane.** — L'organisation administrative de la Guyane date du règne de Charles X. A cette époque, la Guyane, considérée comme la quatrième grande colonie, reçut par ordonnance du 27 août 1828 une organisation analogue à celle des Antilles et de la Réunion. La seule différence consistait dans l'absence d'un commandant militaire jugé inutile, ce qui entraînait la réduction à deux du nombre des membres du conseil privé. La loi du 24 avril et l'ordonnance du 22 août 1833 s'appliquèrent également aux

<sup>1</sup> Daresté, 1902, p. 263.

<sup>2</sup> Daresté, 1905, p. 169.

quatre colonies. En somme, mêmes règles que les Antilles et la Réunion, jusqu'en 1854.

A cette époque, le S.-C. du 3 mai opéra le décès de la Guyane qui resta dans le *statu quo*. De là cette conséquence : d'anciennes règles des ordonnances de la Colonie, supprimées pour les Antilles et la Réunion, S.-C., sont restées en vigueur en Guyane. Ainsi le conseil privé a encore aujourd'hui un pouvoir propre et statue sur un certain nombre de cas énumérés dans l'art. 164 de l'ordonnance de 1828. De même, jusqu'en 1884, c'est le conseil qui a continué à nommer les deux magistrats membres du tribunal du contentieux. Anomalies injustifiables résultant des art. 9 et 10 du S.-C. de 1854 qui s'appliquaient par analogie à la colonie.

Depuis cette époque, la Guyane a subi le contre-poids de toutes les mesures qui ont généralisé les transformations apportées dans l'administration des Antilles. Quelques modifications spéciales dont les unes ont été abandonnées, comme la création, en 1878, d'un commandant de la colonie, supprimé dès l'année suivante — et les autres maintenues — ont été également apportées à son organisation administrative.

Le décret du 31 octobre 1897, fixant la composition du conseil privé de la Guyane, indique, par là même, la hiérarchie des principaux fonctionnaires de cette colonie. Ces membres sont, dans l'ordre hiérarchique : 1° le gouverneur, président du conseil ; 2° le secrétaire général ; 3° le procureur général, chef du service judiciaire ; 4° le directeur de l'administration ; 5° le commandant des troupes ; 6° et 7° des conseillers. Par une application de la tendance déjà signalée à relever la situation des chefs de service et à en faire des égaux des chefs d'administration, le trésorier-payeur, le chef du service de santé et le chef du service de l'instruction publique<sup>1</sup> sont appelés au Conseil avec voix délibérative.

<sup>1</sup> Le principal du collège de Cayenne est le chef du service de l'instruction publique (D. du 30 octobre 1905).

y est traité de questions concernant leurs attribu-

**188 — Inde. Sénégal, Saint Pierre et Miquelon. —**  
 Les bases de l'organisation administrative de ces trois colonies ont été posées autrefois par trois ordonnances qui sortirent de la monarchie de Juillet : ordonnance du 23 juillet 1837 sur le gouvernement des établissements français dans l'Inde ; ordonnance du 7 septembre 1840 sur le gouvernement du Sénégal et dépendances ; ordonnance du 18 septembre 1844 sur le gouvernement de Saint-Pierre et Miquelon. Les auteurs de ces ordonnances étaient partis de cette idée que, étant donné le peu d'importance de ces trois établissements, une organisation plus rudimentaire que celle des grandes colonies pouvait et devait leur suffire. Un gouverneur (commandant à Saint-Pierre) et au-dessous de lui deux chefs d'administration : un ordonnateur et un chef de service judiciaire. Ces trois personnages, avec l'adjonction de deux notables (un seul à Saint-Pierre), formaient le conseil d'administration de la colonie. Ce conseil d'administration était une sorte de conseil privé rudimentaire, avec des attributions moins étendues : il n'avait notamment aucun pouvoir propre.

Cette organisation a été profondément modifiée entre 1879 et 1885. On avait considéré à cette époque comme un moyen de donner à nos colonies une organisation administrative uniforme en même temps qu'on leur accordait des libertés locales identiques. Un directeur d'intérieur fut créé pour chacune de ces trois colonies<sup>1</sup>. On lui confia une partie des attributions de l'ordonnateur, lequel disparut lui-même

<sup>1</sup> Inde D. 24 juin 1879 créant un directeur de l'intérieur, et D. 10 août 1879 portant organisation de la direction. — Sénégal : D. 10 octobre 1882, rétablissant la direction de l'intérieur déjà créée en 1872 et supprimée en 1872, et autre décret du même jour réglant les attributions du directeur. — Saint Pierre D. 20 novembre 1882 créant un chef du service de l'intérieur auquel un décret du 23 décembre 1882 a donné le titre de directeur de l'intérieur.

bientôt pour faire place à un chef du service administratif de la marine. Le conseil d'administration fut remplacé par un conseil privé<sup>1</sup>. Par suite ces trois colonies se trouveront posséder en principe les mêmes rouages administratifs que les Antilles et la Réunion.

Elles n'ont pas eu d'ailleurs à s'en applaudir, car l'uniformité ne constitue pas nécessairement un progrès, surtout lorsqu'elle s'applique à des unités aussi dissimilaires. L'organisation administrative doit varier avec la grandeur, la configuration géographique du territoire. Là où un seul fonctionnaire peut suffire à faire le travail, il est inutile d'en mettre plusieurs pour l'amour de la symétrie. On a fini par reconnaître qu'il était absurde de donner à l'établissement de Saint-Pierre et Miquelon, qui est tout juste grand comme un canton français, une organisation aussi compliquée que celle des Antilles et de la Réunion. Par contre, la dispersion des établissements de l'Inde, l'extension de la colonie du Sénégal ont nécessité la création de rouages administratifs inconnus aux Antilles et à la Réunion. L'Inde et le Sénégal ont dû être divisés en plusieurs circonscriptions administratives à la tête desquelles on a placé des *administrateurs coloniaux* (n° 158, fonctionnaires comparables aux sous-préfets de la métropole, sauf cette différence que leur tâche est aussi utile qu'intéressante. Par suite, l'organisation administrative de ces trois colonies autrefois uniforme est ainsi devenue aujourd'hui assez dissimilable par la forme même des choses. De là la nécessité d'envisager séparément chacune d'elles.

a) *Saint Pierre et Miquelon*. — L'organisation de cette colonie, déjà profondément altérée par suite de la suppression de la direction de l'intérieur en 1896 et du Conseil général en 1897 (chap. VI), a été considérablement simplifiée par la loi du 4 février 1906. Le gouverneur et le conseil privé disparaissent. Les pouvoirs antérieurement dévolus au gouver-

<sup>1</sup> Inde : D. 24 juin 1879. Sénégal : 24 février 1885. Saint-Pierre : D. 2 avril 1885.

passent à un *administrateur*<sup>1</sup>, assisté d'un *conseil d'administration* consultatif<sup>2</sup> qui cumule les attributions qui appartiennent autrefois au conseil privé et au conseil général.

*Inde française.* - L'organisation des établissements de l'Inde n'a pas subi d'autre changement que celui qui résulte du remplacement du directeur de l'intérieur par un gouverneur général. Le conseil privé est composé comme celui des Antilles et de la Réunion, avec cette différence que les chefs de service appelés à siéger au conseil lorsqu'il s'agit de matières rentrant dans leurs attributions ont voix délibérative et non pas seulement voix consultative<sup>3</sup>. En 1820, une manifestation de cette tendance à combler le fossé existant dans l'esprit des ordonnances de la Restauration, devait donner naissance aux chefs d'administration (n° 131).

Le gouverneur colonial est placé à la tête de chacun des quatre territoires de Karikal, Chandernagor, Mahé et Pondichéry.

Budget de l'Inde, 6 000 fr., supplément colonial, 6 000 fr., frais de représentation, 2.500 fr. (Rapport approuvé le 14 mai 1906).

La composition de ce conseil d'administration est ainsi fixée par le décret du 4 février 1906, tel qu'il a été modifié par l'art. 1 du décret du 15 avril suivant. L'administrateur des îles Saint-Pierre et Michelon, président, le chef du service judiciaire, le chef du service des pêches maritimes, le trésorier-payeur, le chef du service des douanes, le maire de la ville de Saint-Pierre, le maire de la commune de Viqueux, le maire de la commune de l'Île-aux-Chiens, le président de la chambre de commerce de Saint-Pierre. — En cas d'absence ou d'empêchement, les membres du conseil appartenant à l'administration sont suppléés par le fonctionnaire le plus élevé en grade du service. Le président de la chambre de commerce est suppléé par le vice-président ou par le conseiller remplissant ses fonctions. Les maires de Saint-Pierre, de Viqueux et de l'Île-aux-Chiens sont suppléés par les adjoints ou, à défaut, de ces derniers, par un conseiller suivant l'ordre d'inscription au tableau.

Quand le conseil d'administration se constitue en conseil du gouverneur, les fonctions de ministère public sont exercées par le chef de l'inspektion maritime. D. 4 février 1906, art. 9.

Par exception, le décret du 11 mars 1898 qui fait de l'inspecteur principal le chef du service de l'instruction publique, lui donne seulement voix consultative lorsqu'il est appelé au conseil privé. C'est une pure anomalie.

c) *Sénégal*. — Avec son conseil privé et son conseil général, le Sénégal a conservé jusqu'ici son ancienne organisation administrative calquée sur celle de nos vieilles colonies. Mais, comme il est aujourd'hui englobé dans l'A. O. F., son organisation sera exposée plus utilement au n° 151.

**149. — Nouvelle-Calédonie** — L'organisation administrative de cette colonie a encore sa base dans un décret du 12 décembre 1874. La forme du gouvernement, indiquée au titre I (art. 1 à 4), est la suivante. A la tête un gouverneur (titre II, art. 5 à 89); au dessous un commandant de la colonie (titre III, art. 90 à 99), puis quatre chefs d'administration (titre IV, art. 100 à 149); un ordonnateur qui a été en 1882 à un chef du service administratif de la marine, a disparu lui-même aujourd'hui, un directeur de l'enseignement aujourd'hui remplacé par un secrétaire général<sup>2</sup>, un service judiciaire et un directeur de l'administration pénitentiaire. Ces fonctionnaires forment, avec l'adjoint du gouverneur et deux notables, le conseil privé (titre V, art. 150 à 159). Les notables, qui s'appelaient autrefois conseillers coloniaux, étaient désignés par le gouverneur, portent aujourd'hui le titre de conseillers privés et sont nommés par le chef de la colonie depuis un décret du 2 avril 1885. Ici comme dans les autres colonies les chefs de service ont voix délibérative dans les conseils et rentrent dans leurs attributions<sup>3</sup>.

La Nouvelle-Calédonie est divisée en cinq arrondissements (Nouméa, Canala, Houailou, Touho et Ouegoa). Les attributions des anciens commandants d'arrondissements ont été confiées de résidents aux îles Loyalty et Wallis sont aujourd'hui remplies par des administrateurs coloniaux.

<sup>1</sup> Conséquence du décret du 11 juin 1901 (n° 171).

<sup>2</sup> Les attributions du secrétaire général sont déterminées par des arrêtés du gouverneur du 14 octobre 1899 et du 23 mai 1900 (1904, p. 221).

<sup>3</sup> Un décret du 7 février 1900 a appelé à faire partie des conseils comme membres titulaires du conseil privé le chef du service de la santé et le chef du service des domaines.

Le gouverneur de la Nouvelle Calédonie, en qualité de *Commissaire général de la République française dans l'Océanie*, est de plus chargé de « protéger les Français qui sont ou trafiquent dans les îles de l'Océan Pacifique ne faisant pas partie du domaine colonial de la France, et appartenant à aucune puissance civilisée » (D. 28 février 1900). Cette disposition, qui vise en fait les Nouvelles-Hébrides, a été rendue en exécution de la loi du 31 juillet 1900 et eu pour but de mettre fin à l'état d'anarchie dont souffraient les Français établis dans ces îles (n° 100).

**50. — Établissements français de l'Océanie.** — Le gouvernement de cette colonie est régit par un décret du 28 novembre 1885. Ce décret, sensiblement plus récent que les précédents, a été rendu depuis que les gouverneurs se sont levés dans l'élément civil et après les premières réformes sont venues battre en brèche l'ancien système des chefs d'administration. Il est par suite intéressant de l'analyser en faisant les différences qui le séparent des anciennes ordonnances organiques.

Le titre I, *Formes du gouvernement* (art. 1 à 3), donne, comme dans les actes antérieurs, la table des matières des articles suivants.

Le gouverneur (titre II, art. 4 à 69) est le *représentant de l'autorité du président de la République*. On ne dit plus — cette nuance a sa valeur — qu'il est le *dépositaire* de l'autorité de chef de l'État. L'art. 4 ajoute : « il exerce l'autorité militaire et l'autorité civile », se gardant bien de reproduire la distinction faite dans les textes antérieurs (180) qui est devenue un contre-sens depuis que les gouverneurs se recrutent dans l'élément civil. L'énumération des pouvoirs de ce fonctionnaire est la même sauf qu'il n'est plus question de pouvoirs extraordinaires. Il faut seulement lire l'art. 11 portant que le gouverneur *civil* ne peut exercer le commandement effectif des troupes de terre ou de mer qu'il doit le déléguer à l'officier le plus élevé en grade. Le gouverneur a sous ses ordres immédiats (titre III, art.

70 à 110) deux chefs d'administration (directeur de l'administration et chef du service judiciaire) et trois chefs de service (chef du service administratif de la marine, trésorier-payeur, chef du service de santé, mais la distinction n'existe pas ainsi dire plus que dans les mots, et il suffit pour s'en convaincre de parcourir les rubriques des différents chapitres de ce titre. Les attributions de chacun des cinq chefs d'administration ou de service font l'objet d'un chapitre spécial. Un sixième chapitre contient ensuite les dispositions qui sont communes à tous sans exception (art. 99 à 110). Les chefs de service ont voix délibérative au conseil privé. Sans doute, tandis que les chefs d'administration y assistent tous les jours, les chefs de service n'y viennent que lorsqu'il s'agit d'affaires rentrant dans leurs attributions. Mais l'art. 110 ne donne que voix consultative aux chefs de service relevant pas directement du gouverneur, accentuant la responsabilité entre ceux qui sont placés sous son autorité immédiate et les chefs d'administration.

Les dispositions relatives au conseil privé (titre IV, art. 111 à 131), en harmonie avec le décret de 1881, ne présentent aucune particularité digne d'être signalée.

Enfin, l'art. 132 et dernier (titre V, *dispositions diverses*) est relatif aux établissements *secondaires* de l'Océanie, c'est-à-dire aux îles et archipels autres que Tahiti et Moorea.

L'organisation des établissements de l'Océanie a été sensiblement altérée ces dernières années. Tout d'abord, le décret du 19 mars 1903 a supprimé le conseil général et l'a remplacé par un *conseil d'administration* consultatif (chap.

<sup>1</sup> Ces établissements sont les îles Sous-le-Vent (ch. 1. Haiatea, les Quises, ch. 1. Taiohaé dans l'île de Nouta-Hiva), les Tuamotu, Raitava dans l'île du même nom et les Gambiers (ch. 1. dans l'île Mangareva). La partie orientale de l'archipel des Tuamotu (exactement 24 îles) et les îles Tubuai, Raivavae, Rapa, Rurutu, Rimatara sont rattachées administrativement aux îles Gambiers. Tubuai (Manu Maiao) a été détachée des îles Sous-le-Vent et rattachée administrativement à Tahiti et Moorea par un arrêté du gouverneur du 20 février 1904.

<sup>2</sup> Ce conseil est ainsi composé : le gouverneur, président, le

laisse d'ailleurs subsister le conseil privé. Le secrétaire général, qui a remplacé le directeur de l'intérieur en 1898, a à son tour remplacé, par mesure d'économie, par un sous-chef du service de l'intérieur D. 30 janvier 1906. Ici, comme à Saint Pierre et Miquelon la tendance actuelle est à simplifier et peut-être, si la colonie n'avait pas été aussi isolée, aurait-on supprimé le gouverneur.

**151 — Afrique occidentale française.** — Le gouvernement général de l'A. O. F., créé par le décret du 16 mai 1893, n'a été pendant les premières années qu'une institution inutile et encombrante dont la liberté d'action des gouverneurs de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey s'était d'ailleurs bientôt assez bien accommodée (D. 23 novembre 1896). A cette époque, c'était le gouverneur du Sénégal, résidant à Saint-Louis, qui était en même temps gouverneur général de l'A. O. F., cumulant ainsi les deux fonctions. Le gouvernement général n'est devenu une réalité que le jour où le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1902 les a séparés. Aujourd'hui le gouverneur général réside à Dakar dont le décret de 1902 a fait la capitale de l'A. O. F., et le gouverneur du Sénégal, qui continue à résider à Saint-Louis, est, comme les gouverneurs des autres colonies de l'A. O. F., placé sous ses ordres.

Le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1902 n'était d'ailleurs qu'une première étape qui devait être vite franchie. Ce n'était en

service judiciaire, le chef du service de l'intérieur, le chef du service de l'enregistrement, le maire de Papeete, le président de la chambre de commerce, le président de la chambre d'agriculture, le fonctionnaire chargé de l'administration des îles Sous-le-Vent, le fonctionnaire chargé de l'administration aux îles Marquises, le fonctionnaire chargé de l'administration des Tuamotu le fonctionnaire chargé de l'administration des îles Gambier, Tubuai, Raiavae, Raiatea, Pouteri et Rimatara. Le chef de cabinet du gouverneur remplit les fonctions de secrétaire art. 12. Une commission permanente, composée des sept premiers membres peut être appelée à donner son avis à la place du conseil d'administration, sauf lorsqu'il s'agit du budget (art. 3 et 4).

effet qu'une demi-mesure : il laissait au gouverneur le soin de l'administration spéciale et directe des territoires dits « de la Senégambie-Niger » et le général de l'A. O. F., dissimulé sous la forme d'une spéciale dans le budget de ces territoires, n'était qu'une velleité. Le décret du 18 octobre 1904 a achevé l'œuvre amorcée deux ans auparavant en donnant à l'A. O. F. une personnalité civile et des organes distincts de ceux des colonies qui la composent. Les territoires de la Senégambie-Niger ont disparu, pour faire place à une entité nouvelle (Haut-Sénégal et Niger) qui elle aussi a son gouvernement sur lequel le gouverneur général s'est déchargé de l'administration de ces territoires.

L'organisation générale de l'A. O. F. et les pouvoirs du gouverneur général<sup>1</sup> sont fixés par les art. 2 à 5 du décret du 18 octobre 1904 dont il convient de rapprocher le décret du même jour sur le conseil de gouvernement.

*Premier décret. Art. 2.* — Le gouverneur général de l'A. O. F. est le depositaire des pouvoirs de la République dans les territoires ci-dessus énumérés — Il a seul le droit de correspondre avec le Gouvernement.

*Art. 3.* — Le gouverneur général est assisté d'un secrétaire général du gouvernement général<sup>2</sup>, d'un conseil de gouvernement. La composition et les attributions sont déterminées par décret spécial. — Il organise les services à l'exception de ceux qui sont réservés par les lois de l'autorité métropolitaine; il régit leurs attributions. Il nomme à toutes les fonctions civiles à l'exception des emplois de lieutenants gouverneurs, de secrétaires généraux, de magistrats, de directeurs du contrôle et des services généraux, d'administrateurs de ceux dont la nomination est réservée à l'autorité métropolitaine par des actes organiques. Pour les emplois, les nominations sont faites sur sa présentation. — Le mode de nomination des comptables du Trésor reste soumis aux dispositions spéciales qui les régissent.

*Art. 4.* — Le gouverneur général peut déléguer aux lieutenants gouverneurs, par décision spéciale et limitative et sous sa responsabilité, son droit de nomination.

<sup>1</sup> Cette haute fonction a été successivement remplie par Faidherbe (1893), Brialmont (1895), Baille (1900) et Roume (1902).

<sup>2</sup> Sur l'organisation du secrétariat général, voir A. G. G. 20, 1902.

ART. 5. — Le siège du gouvernement général est Dakar. — Le gouverneur général détermine en conseil de gouvernement et sur la proposition des lieutenants-gouverneurs intéressés les circonscriptions administratives dans chacune des colonies de l'A. O. F.

Second décret. ART. 1<sup>er</sup>. — Le conseil de gouvernement de l'A. O. F. est composé comme suit. Le gouverneur général président, le général commandant supérieur des troupes; le contre-amiral commandant la division navale de l'Atlantique, le secrétaire général du gouvernement général; les lieutenants-gouverneurs du Sénégal, du Haut-Sénégal et Niger, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Cameroun, le procureur général de l'A. O. F.; le commissaire du gouvernement général pour la Mauritanie; les chefs des services généraux de l'A. O. F.; le président du conseil général du Sénégal ou un conseil délégué du Sénégal, désigné par le gouverneur général sur la proposition du lieutenant-gouverneur du Sénégal, un des notables notables, membre du conseil d'administration de chacune des colonies du Haut-Sénégal et Niger, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Cameroun, annuellement désigné par le gouverneur général sur la proposition des lieutenants-gouverneurs de ces colonies, le chef du cabinet du gouverneur général, secrétaire, avec voix délibérative.

ART. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement du gouverneur général, le secrétaire général du gouvernement général préside le conseil de gouvernement de l'A. O. F. L'inspecteur des colonies, chef de division, a le droit d'assister aux séances du conseil de gouvernement, avec voix consultative, ou de s'y faire représenter par un des inspecteurs qui l'accompagnent. Il siège en face du président.

ART. 3. — Les chefs des services civils, militaires et maritimes peuvent être appelés au conseil de gouvernement, avec voix consultative, lorsqu'il s'y traite des affaires de leur compétence.

ART. 4. — Le conseil de gouvernement de l'A. O. F. tient au moins une session par an. Il se réunit sur la convocation du gouverneur général qui fixe également le lieu de la réunion. En cas d'absence ou d'empêchement des membres titulaires du conseil de gouvernement, ils sont remplacés par les fonctionnaires et officiers hiérarchiquement appelés à les suppléer.

ART. 5. — Le gouverneur général arrête en conseil de gouvernement les budgets des colonies et territoires de l'A. O. F., il établit la nomenclature des travaux publics d'intérêt général à inscrire au

Le député du Sénégal et les délégués élus des diverses colonies de l'A. O. F. au Conseil supérieur sont admis à siéger avec voix délibérative au sein du conseil lorsqu'ils se trouveront de passage au siège du gouvernement général (D. 5 avril 1905).

Le contrôleur financier, créé en 1907, a entrée au conseil de Gouvernement et à la commission permanente (D. 22 mars 1907, art. 1.

budget général, il statue sur les emprunts et fixe les contributions et subventions afférentes aux diverses colonies, il établit le mode d'assiette, les règles de perceptions et la quotité des droits de toute nature perçus à l'entrée et à la sortie dans toute l'étendue de l'A. O. F. sur les marchandises et sur les navires. Il détermine également en conseil de gouvernement et sur le rapport des lieutenants-gouverneurs intéressés, les circonscriptions administratives dans chacune des colonies et territoires de l'A. O. F.

ART. 6. — Le conseil de gouvernement donne son avis sur toutes les questions de colonisation, de finances, de douanes, de travaux publics, d'administration générale intéressant l'A. O. F. et qui sont soumises à son examen par le gouverneur général.

ART. 7. — Il est créé une commission permanente du conseil supérieur, qui peut être appelée à donner son avis sur les affaires susceptibles d'être soumises à l'examen de ce conseil. Cet avis peut remplacer, en cas d'urgence, l'avis du conseil, sauf en ce qui concerne l'établissement du budget général et des budgets locaux.

La commission permanente est présidée par le gouverneur général et convoquée par lui; elle comprend : le gouverneur général, résident; le commandant supérieur des troupes; le secrétaire général du gouvernement général; le lieutenant gouverneur de la colonie. Elle se réunit la commission, le procureur général, les chefs des services généraux, le membre notable de la colonie où se réunit la commission; le chef du cabinet, secrétaire, avec voix délibérative.

ART. 8. — La commission permanente se réunit, soit à Dakar, soit dans toute autre ville de l'A. O. F. désignée par le gouverneur général. Dans le cas où la commission permanente ne se réunit pas au chef-lieu du gouvernement général, le commandant supérieur des troupes, le secrétaire général du gouvernement général, le procureur général et les chefs des services généraux peuvent déléguer pour le remplacer un officier ou fonctionnaire de leur service. — Les officiers et fonctionnaires ainsi désignés prennent alors rang après les membres titulaires et entre eux d'après leur grade ou leur assimilation.

ART. 9. — La commission permanente du conseil de gouvernement remplit en ce qui concerne les services dépendant du gouvernement général les attributions dévolues aux conseils d'administration des colonies de l'A. O. F. Elle est constituée en conseil de contentieux par l'adjonction de deux conseillers à la cour d'appel nommés au commencement de chaque année et pour sa durée par le gouverneur général. Le conseil du contentieux de l'A. O. F. ainsi constitué fonctionne conformément aux décrets des 5 août et 7 septembre 1881.

L'A. O. F. comprend cinq colonies (Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire, Dahomey, Haut-Sénégal-Niger) administrées cha-

sous la haute autorité du gouverneur général, par un lieutenant des colonies portant le titre de lieutenant-gouverneur et assisté d'un secrétaire général. Elle comprend en outre le territoire civil de la Mauritanie administré par un sous-secrétaire du gouvernement général (D. 18 octobre 1904, art. 1<sup>er</sup>). Dans la colonie du Sénégal, on trouve, comme dans les autres colonies, un conseil privé<sup>1</sup>; dans chacune des autres colonies il y a un conseil d'administration<sup>2</sup>. Le conseil privé du Sénégal et les conseils d'administration des autres colonies se transforment en conseil du contentieux par l'adjonction de deux magistrats ou, à défaut, de deux conseillers (de préférence licenciés en droit) désignés par le gouverneur général.

Le conseil est ainsi composé : le lieutenant gouverneur, président; le secrétaire général, le procureur de la République de Saint Louis (D. 6 mai 1904, art. 1<sup>er</sup>); le plus ancien dans le grade le plus élevé des corps de troupes le plus ancien dans le grade le plus élevé après le commandant supérieur des troupes présent dans la colonie, le directeur des travaux publics, deux notables titulaires et deux notables suppléants nommés par décret. Les directeurs des services militaires peuvent être entendus à titre consultatif sur les questions intéressant leurs services respectifs et siègent avec voix délibérative dans toutes les affaires relevant des fonctions civiles dont ils sont investis (D. 15 octobre 1902).

Les conseils d'administration de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Cameroun comprennent : le lieutenant-gouverneur, président, le secrétaire général, le chef du service judiciaire, un fonctionnaire désigné par le gouverneur, le chef du service des douanes, un chef de service ou un administrateur, trois notables titulaires et trois notables suppléants désignés par le gouverneur général sur la proposition du lieutenant-gouverneur. Les chefs de service siègent avec voix consultative et ont voix délibérative lorsqu'ils remplacent un titulaire (D. 4 mars 1903, modifié par D. 18 octobre 1904). Lorsque le conseil ne peut réunir que deux notables, le fonctionnaire choisi par le gouverneur ne siège pas (art. 4).

Le conseil d'administration du Haut-Sénégal et Niger comprend : le lieutenant gouverneur, président, le secrétaire général, l'officier des troupes le plus élevé en grade résidant au chef lieu, le directeur du chemin de fer de Kayes au Niger, le juge de paix du chef lieu, trois notables titulaires et trois notables suppléants désignés par le gouverneur général sur la proposition du lieutenant gouverneur. Les chefs de service ont voix consultative (D. 18 octobre 1904).

La colonie du *Sénégal* limitée au nord et à l'est par le *Sénégal* et par la *Falemé*, comprend deux parties bien distinctes : 1° les *territoires d'administration directe*; 2° le *pays de protectorat de la rive gauche du Sénégal*, les territoires de la *Sénégalie-Niger* en ont fait retour au *Sénégal* à la suite du D. 18 octobre 1903.

L'étendue et les limites des territoires d'administration directe sont ainsi déterminés par D. 13 février 1904 :

1° La *banlieue de Saint-Louis*, entre la Pointe-Nord, le marigot de Mambatio, le marigot de Kassack jusqu'à 18° 40' de longitude Ouest, le méridien jusqu'à sa rencontre avec la voie ferrée, la voie ferrée jusqu'à son intersection avec la ligne géographique à Leybar, cette ligne jusqu'au village de Modoumer, le village et le poste de Mout restant à l'extérieur du périmètre.

2° La *banlieue de Rufisque*, délimitée par un polygone suivant le rivage de la mer sur une longueur de 11 kilomètres environ et dans l'intérieur des terres jusqu'à six kilomètres environ, de manière à englober les constructions de la conduite d'eau de la ville et les villages de Bargny;

3° La *banlieue de Dakar*, jusqu'à une ligne droite conventionnelle coupant transversalement la presqu'île du Cap-Vert dans sa partie la plus étroite,

4° Une bande de terrain d'un kilomètre d'étendue de chaque côté de l'axe de la voie du chemin de fer de Dakar à Saint-Pierre, l'escala de Tivaouane restant toutefois délimitée telle qu'il est dans l'arrêté du 7 juin 1902,

5° Un rectangle, de deux kilomètres de base suivant le littoral et d'un kilomètre de profondeur à l'intérieur des terres, le point militaire étant pris pour centre, autour des escales de Richou, Dagana, Podor, Saldé, Matam, Bakel, sur le *Sénégal*, et de Fatick dans le *Sine-Saloum*, Sedhiou et Ziguinchor sur le *Région*;

6° Un rectangle de deux kilomètres de base suivant le littoral de la mer et d'un kilomètre de profondeur autour des escales de Portugal, Nianing et Joal, le centre de ce quadrilatère restant à terminer par la commission instituée à l'art. 3;

7° Les îlots sur lesquels sont établies les escales de Fouta-Djallou et de Carabane.

Les pays de protectorat du *Sénégal* sont divisés en cercles : Dagana, Podor, Matam, Bakel, Louga, Tivaouane, Thiès, Kaolack, Maka-Colibentan, Casamance.

La Guinée française est divisée en dix-neuf cercles : Conakry, Freetown, Boffa, Boké, Benty et Kindia dans la Basse-Guinée; Timbo, Dinguiraye, Dittou et Les Timbis dans le Fouta-Djallon; Labé, Yambering et Kade dans le Labé; Koussa, Siguiri et Faranah dans la Haute-Guinée; Kankan, Kissidougou et Beya dans le Haut-Niger.

La Côte d'Ivoire est divisée en douze cercles : Bingerville, Grand Lahou, Sassandra, Bereby, Grand-Bassam et Assou sur la côte; Zaranou et Bondoukou dans l'Est; Abidjan, Modou, dans le Baoulé, Seguela, Dabakala et Koroko dans l'Ouest de la colonie.

La colonie du Dahomey et dépendances avait été organisée par un décret du 22 juin 1894 pris lors de la nomination de M. Ballot comme gouverneur. Elle comprenait des communes annexes, des territoires protégés et des territoires réservés à la politique. Cette distinction n'a aujourd'hui perdu son importance. Il faut s'attacher plutôt à la division en cercles.

Le Bas-Dahomey comprend neuf cercles : Porto Novo, Cotonou, Ouidah, Allada, Grand Popo, Zagnanado, Abomey, Savalou. Le Haut-Dahomey comprenait en 1906 les cercles du Borgou (Parakou, de Djougou-Kouando, du Niger-Niger (Kandi), de Say et du Gourma. Ces deux derniers cercles ont été détachés du Dahomey pour être rattachés au Haut-Sénégal-Niger par un décret du 2 mars 1906 qui diminue ainsi de 60.000 k. c. environ la superficie du Dahomey, indiquée plus haut, p. 276.

La colonie du Haut-Sénégal et Niger, dont le chef-lieu est Fatick, comprend : a) des cercles d'administration civile, actuellement au nombre de 25, savoir : Kayes, Médine, Fatick, Kolda, Kita, Bamako, Segou, Djenné, Niasouké, le cercle du chemin de fer et du Niger, Nioro, Gombou, Sokolo au nord de cette ligne, Saladougou sur la Falemé; Boumba, Sikasso, Koutiala, Bobo-Dioulasso, San, Koury, Niakhar, Leo, Ouagadougou, Ouahigouya, Bandiagara dans

Voir sur l'organisation et la législation de la Côte d'Ivoire : M. L. L. ET CLEMENT, *La Côte d'Ivoire*, 1905.

la boucle du Niger, auxquels il faut ajouter maintenant de Gourma et de Say; b) un territoire militaire organisé par A. G. G. 26 décembre 1904<sup>1</sup>. Le commandant du territoire militaire est un officier supérieur du colonel qui réside à Niamey. Ce territoire est divisé en trois régions (Tombouctou, Niamey, Zinder) dont chacune a à sa tête un officier supérieur qui prend le titre de commandant de région. Chaque région est divisée en trois cercles commandés chacun par un capitaine<sup>2</sup>. Le commandant et les commandants de région sont nommés par le gouverneur général de l'A. O. F.; les commandants de cercle sont nommés par le lieutenant-gouverneur de la colonie.

Le territoire civil de la Mauritanie a été organisé par A. G. G. 26 décembre 1905<sup>3</sup>. Il se divise en cercles commandés eux-mêmes en résidences<sup>4</sup>. Ce territoire est limité au nord par la banlieue de Saint-Louis, puis par le cours du fleuve depuis le marigot de Kassak jusqu'au marigot de Koro qui le sépare du Haut Sénégal-Niger (D. G. G. 1905).

Les cercles<sup>5</sup> qui composent l'A. O. F. sont administrés pour la plupart par des fonctionnaires appartenant à l'administration des administrateurs coloniaux; quelques-uns seulement ont à leur tête un officier. Les administrateurs coloniaux sont secondés dans cette tâche par un personnel local d'indigènes formant un cadre unique aujourd'hui.

<sup>1</sup> Daresté, 1905, p. 399.

<sup>2</sup> Région de Tombouctou : 1<sup>o</sup> Tombouctou (annexes de Gao, de Haz-el-Ma, 2<sup>o</sup> Bamba, 3<sup>o</sup> Gao — Région de Niamey : 1<sup>o</sup> Niamey, 2<sup>o</sup> Dounzou, 3<sup>o</sup> Dori. — Région de Zinder : 1<sup>o</sup> Tahoua, 2<sup>o</sup> Zinder, 3<sup>o</sup> Gouré.

<sup>3</sup> Daresté 1906, p. 357.

<sup>4</sup> Cercle du Trarza (ch.-l. Kroufa), cercle du Brakna (ch.-l. Kaedi), cercle du Gorgol (ch.-l. Kaedi), cercle du Tagant (ch.-l. Tagant), résidence autonome du Gaudimaka (ch.-l. Solibaby).

<sup>5</sup> La liste des cercles de l'A. O. F. varia assez fréquemment : en avait 89 à la fin de 1904. L'énumération donnée dans ce chapitre est empruntée aux publications du Gouvernement général de l'A. O. F. à l'occasion de l'Exposition coloniale de Marseille.

D. G. 16 mai 1903<sup>1</sup>. Ce cadre comprend des commis de coloniale : 4<sup>e</sup> classe, 3.000 ; 3<sup>e</sup>, 3.200 ; 2<sup>e</sup>, 3.400 ; 1<sup>re</sup>, 3.600), des adjoints (2<sup>e</sup> classe, 4.000 ; 1<sup>re</sup>, 4.500) et des adjoints principaux (3<sup>e</sup> classe, 5.000 ; 2<sup>e</sup>, 6.000 ; 1<sup>re</sup>, 7.000 ; hors classe, 8.000). Une caisse de prévoyance, instituée par le D. 12 en faveur de ce personnel, fonctionne depuis le janvier 1904.

**132 — Congo français<sup>2</sup>.** — Il est inutile de rappeler les diverses transformations apportées à l'organisation administrative du Congo français, au fur et à mesure que l'influence de la France pénétrait plus avant dans le centre de l'Afrique<sup>3</sup>. Cette étude rétrospective serait sans intérêt. L'organisation actuelle est contenue dans le décret du 11 février 1906, complété par celui du 3 mars suivant.

À la tête du Congo français est placé un *commissaire général du gouvernement* résidant à Brazzaville. Cette appellation, imaginée autrefois pour M. de Brazza, auquel on avait voulu faire par là une situation spéciale, a survécu au sort du fondateur de la colonie. Ce commissaire général est en réalité un gouverneur général : les textes qui déterminent ses attributions sont calqués sur ceux qui définissent les attributions des gouverneurs généraux de l'Indo-Chine et de l'A. O. F. (D. 11 février 1906, art. 4, 5 et 6). Il est assisté d'un *secrétaire général* ayant rang de gouverneur qui le remplace en cas d'absence (art. 7, et art. 10 *conseil du gouvernement*<sup>4</sup>. Une *commission perma-*

<sup>1</sup> Daresse, 1904, p. 96.

<sup>2</sup> Rouget, *L'expansion coloniale au Congo français*, p. 424-479.

<sup>3</sup> Voir les décrets des 11 octobre 1888, 30 avril 1891, 13 juillet et 10 octobre 1894, 28 septembre 1897, 5 septembre 1900, 5 juillet 1902, 10 décembre 1903.

<sup>4</sup> D. 3 mars 1906. ART 1<sup>er</sup>. — Le conseil de gouvernement des missions du Congo français et dépendances est composé comme suit : le commissaire général, président, le secrétaire général du commandement général du gouvernement, le lieutenant-gouverneur du Congo ; le lieutenant gouverneur de l'Oubangui-Chari-Tchad, l'administrateur en chef chargé du gouvernement du Moyen-Congo, le

nente<sup>1</sup>, dont l'avis peut remplacer celui du conseil de l'établissement des budgets, remplit les attributions du conseil d'administration en ce qui concerne les services rattachés du commissariat général<sup>2</sup> et se constitue en conseil contentieux administratif par l'adjonction de deux mem-

bre : le chef du service judiciaire; le commandant supérieur des troupes; le commissaire spécial du gouvernement près les sociétés concessionnaires, un des habitants notables, membres du conseil d'administration de chacune des colonies du Gabon et du Moyen-Congo, désigné par le commissaire général sur la proposition du lieutenant gouverneur du Gabon et de l'administrateur en chef du Moyen-Congo; un habitant notable, membre du conseil d'administration de l'Oubangui-Chari-Tchad, annuellement désigné par le commissaire général sur la proposition du lieutenant gouverneur de l'Oubangui-Chari-Tchad; le chef de cabinet du commissaire du gouvernement, secrétaire, avec voix délibérative. Les chefs des services civils, militaires et maritimes peuvent être adjoints au conseil de gouvernement avec voix consultative lorsqu'il s'agit des affaires de leur compétence. L'inspecteur des colonies, commissaire, a le droit d'assister aux séances du conseil de gouvernement avec voix consultative ou de s'y faire représenter par un inspecteur qui l'accompagne. Il siège en face du président du conseil. Le gouverneur du Congo français au conseil supérieur des colonies a le droit de siéger avec voix délibérative au conseil de gouvernement lorsqu'il se trouve de passage au siège du gouvernement.

Art. 2. — Le conseil de gouvernement du Congo français a ses dépendances tient au moins une session par an. La session est convoquée par le commissaire général qui fixe également le lieu de la réunion. En cas d'absence ou d'empêchement des membres du conseil de gouvernement, ils sont remplacés par les fonctionnaires ou officiers appelés réglementairement à les suppléer.

<sup>1</sup> La commission permanente est ainsi composée :

Le commissaire général, président; le secrétaire général du commissariat général du gouvernement, le lieutenant-gouverneur de la colonie ou se réunit la commission, le chef du service judiciaire, le commandant supérieur des troupes, le commissaire spécial du gouvernement près les sociétés concessionnaires, le membre notable de la colonie ou se réunit la commission; le chef du cabinet, secrétaire, avec voix délibérative.

<sup>2</sup> Les services généraux communs à l'ensemble du Congo français sont aujourd'hui : le service du contrôle local près les sociétés concessionnaires, le service de la propriété foncière et le service de la culture.

gées au commencement de l'année par le commissaire général (D. 3 mars 1906, art. 4, 5 et 6).

Le Congo français est divisé en trois colonies ayant chacune son autonomie administrative et financière : 1° le Gabon, chef-lieu Libreville; 2° le Moyen-Congo, chef-lieu Brazzaville; 3° l'Oubanghi-Chari-Tchad, chef-lieux Bangui (D. 11 février 1906, art. 2 modifié par D. 11 décembre 1906). Chaque colonie est divisée à son tour en un certain nombre de régions subdivisées elles-mêmes en cercles.

Le Gabon comprend le pays limitée au nord par la frontière espagnole et le Cameroun, à l'est par la ligne de partage du bassin de l'Ogooué jusqu'à sa rencontre avec le méridien de Macabana et ensuite par ce méridien, au sud par la frontière portugaise et à l'ouest par l'Atlantique. Il est gouverné par un lieutenant-gouverneur assisté d'un conseil d'administration<sup>1</sup>. Il comprend 6 régions : 1° région de Libreville, comprenant le nord de la colonie, de la côte aux monts de Cristal; 2° région des Orongous (cap Lopez et ses environs), 3° région de l'Ogooué, embrassant tout le bassin du fleuve; 4° région de Fernand-Vaz sur la côte au sud de l'embouchure de l'Ogooué; 5° région de Nyanga-Mayumba; 6° région de Loango. Ces deux dernières régions, situées en dehors du bassin conventionnel du Congo, faisaient autrefois partie du Moyen-Congo : elles ont été rattachées au Gabon par le décret du 11 février 1906.

Le Moyen-Congo est borné à l'est et au sud par l'État indépendant du Congo et l'enclave portugaise de Cabinda, à

Le conseil d'administration du Gabon est ainsi composé : le lieutenant-gouverneur, président, trois membres choisis parmi les fonctionnaires et les magistrats désignés par le commissaire général sur la présentation du lieutenant-gouverneur, trois membres choisis parmi les habitants notables désignés par le commissaire général sur la présentation du lieutenant-gouverneur pour une période de deux années, trois habitants notables sont, en outre, désignés par le commissaire général sur la présentation du lieutenant-gouverneur comme membres suppléants pour remplacer, en cas d'absence, les trois habitants notables membres titulaires. Un secrétaire général est attaché au conseil (D. 3 mars 1906, art. 7).

l'ouest par le Gabon et le Cameroun, au nord par le partage des eaux entre le bassin du Chari et le bassin du Congo, puis par une ligne qui va rejoindre la frontière de l'État indépendant en laissant en dehors le bassin de l'ouéba et l'enclave de Bangui. Il est administré par un administrateur en chef des colonies faisant fonction de lieutenant-gouverneur, assisté d'un conseil d'administration<sup>1</sup>. Ce territoire est divisé par un arrêté du commissaire général du 10 mars 1904<sup>2</sup> en sept régions dont il ne reste plus que cinq, les premières ayant été depuis incorporées au Gabon :

- 1° la région du *Bas-Congo* (centre administratif : Brazzaville),
- 2° la région du *Bas-Oubangui-Congo* (centre Loukolele),
- 3° la région de la *Moyenne-Sangha* (centre Ouesso),
- 4° la région du *Moyen-Oubangui* (centre Imessé),
- 5° la région de la *Sangha* (centre Nola).

c) L'*Oubangui-Chari-Tchad* est administré par un lieutenant-gouverneur, assisté d'un conseil d'administration qui comprend deux territoires bien distincts :

<sup>1</sup> Le conseil d'administration du Moyen-Congo est composé : l'administrateur en chef, chargé du gouvernement du Moyen-Congo, président; le chef du service judiciaire; le commandant des troupes; un membre choisi parmi les fonctionnaires désigné par le commissaire général sur la présentation de l'administrateur en chef, trois membres choisis parmi les habitants désignés par le commissaire général sur la présentation de l'administrateur en chef pour une période de deux années; trois notables sont, en outre, désignés par le commissaire général sur la présentation de l'administrateur en chef, comme membres suppléants pour remplacer, en cas d'absence, les trois habitants notables titulaires. Un secrétaire archiviste est attaché au conseil (arrêté du 10 mars 1906, art. 8).

<sup>2</sup> Dareste, 1905, p. 501.

<sup>3</sup> Le conseil d'administration de l'Oubangui-Chari-Tchad est composé : Le lieutenant-gouverneur de l'Oubangui-Chari-Tchad, président; le commandant du territoire militaire du Tchad, vice-président; un membre choisi parmi les fonctionnaires et les magistrats désigné par le commissaire général sur la présentation du lieutenant-gouverneur, un membre choisi parmi les habitants notables, désigné par le commissaire général sur la présentation du lieutenant-gouverneur pour une période de deux années. Un habitant est en outre

*Le territoire de l'Oubangui-Chari*, comprenant les bas-  
de tous les affluents de droite de l'Oubangui en amont  
Oubangui et la partie du bassin du Chari située au sud du  
11. nord. Il est divisé en trois régions : 1° la région de  
Chari, 2° la région de Mobaye embrassant les sultanats  
Haut-Oubangui (Bangassou, Rafai, Semio), 3° la région  
Haut Chari (cercles de Fort-Sibut et de Fort-Crampel).

*Le territoire militaire du Tihad*, administré par l'officier  
commandant les troupes qui y sont stationnées. Il comprend  
3 régions : 1° une région fétichiste au sud du 10° lat.  
N (cercle du Bahr sara inférieur à l'est, ayant pour  
centre Fort-Archambault; sultanat de Snoussi ou de Dar-  
sara, à l'est, cap. N'débe; cercle du Moyen Logone, à  
l'est, ayant pour centre Lai), 2° une région musulmane  
au nord du 10° parallèle et du « bec de canard » du Ca-  
non (cercle du Bas-Chari, avec Fort Lamy, royaume de  
Guirmi, cap. Tchekna; cercle du Dekakre, avec Melfi;  
le Du Debaba avec Moito; cercle du Kanem avec Mao.  
Ouadai n'a pas encore été soumis en fait à notre in-  
fluence et reste à l'état de « chasse réservée ».

Dans l'administration régionale du Congo français les  
emplois supérieurs sont confiés à des fonctionnaires apparte-  
nant au corps des administrateurs coloniaux et les emplois  
inférieurs à des agents du cadre du *personnel des affaires  
général*. Ce personnel, organisé par arrêté du commissaire  
général du 22 octobre 1904, comprend des commis (4 classes),  
adjoints (2 classes), des adjoints principaux (3 classes)

Le commissaire général, sur la présentation du lieutenant-gou-  
verneur comme membre suppléant, peut remplacer, en cas d'absence,  
tout notable membre titulaire. Un secrétaire archiviste est  
nommé au conseil. D. 3 mars 1906, art. 9.

Les conseils d'administration du Gabon, du Moyen Congo, de l'Ou-  
bangui-Chari-Thad se constituent en conseil de contentieux admini-  
stratif par l'adjonction, à défaut de magistrats, de fonctionnaires  
en service dans la colonie et titulaires, autant que possible, du  
grade de licencié en droit art. 10.

Dar., 1906, p. 506, Modifié par Arr. comm. gén. 20 février 1905  
et 1906, p. 365

et des adjoints principaux hors classe. La solde de ces fonctionnaires varie, suivant le grade et la classe, de 3.000 et 8.000 fr. Une caisse de prévoyance, instituée par l'art 12 de cet arrêté, fonctionne depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1905. L'effectif du personnel a été fixé à 62 par arrêté du 17 mai 1905<sup>1</sup>.

Dans un pays aussi vaste que le Congo français, l'administration, avec ce personnel restreint, ne peut guère sentir d'une façon régulière que dans la région de Libreville, sur la côte, et le long des grandes voies de communication fluviales (Ogooué, Congo, Oubangui, Sangha). Mais en dehors de là, d'immenses régions lui échappent : c'est ainsi que dans le nord du Gabon, des négriers venus du Cameroun allemand ont pu s'installer en 1902, rencontrer d'obstacles sur le territoire concédé à la Compagnie de la Ngoko Sangha, causant ainsi un préjudice à la colonie privée d'une partie importante de ses ressources douannières. Il y a là une situation qui ne saurait longer sans compromettre gravement l'intérêt et la gloire de notre pays.

**153. — Madagascar et dépendances<sup>2</sup>.** — Au lendemain de la conquête, un décret du 11 décembre 1890 confia les pouvoirs du nouveau résident (M. Laroche) à un texte, qui se borne à reproduire les dispositions du décret du 1<sup>er</sup> avril 1891 relatif aux pouvoirs du gouverneur général de l'Indo-Chine, laissait à ce haut fonctionnaire la plus large initiative. Sous ses ordres étaient placés un secrétaire général et un personnel de résidents. Le 28 septembre 1891 le général Gallieni succéda à M. Laroche avec le même

<sup>1</sup> L'ancien personnel des chefs d'exploration, chefs de poste, chefs de poste organisé par D. 27 février 1889 est en voie d'extinction, et on procède à sa suppression par extinction d'emploi.

<sup>2</sup> ANDRÉ YEU, *Madagascar et dépendances*, 1905, p. 199 et 200. — YEU, *L'administrateur colonial à Madagascar, ses attributions*. — GÉNÉRAL GALLIENI, *Madagascar, 1896 à 1905*, p. 121-128. — *Annuaire de Madagascar*.

la royauté ayant été abolie en Émyrne au début de l'année suivante (28 février 1897), on supprima des dénominations qui avaient cessé d'être conformes à la réalité. Les décrets des 30 et 31 juillet 1897 donnèrent au général Gallieni le titre de gouverneur général et firent rentrer le personnel présidents de Madagascar dans le cadre des administrateurs coloniaux.

Le gouverneur général est assisté d'un secrétaire général et d'un *conseil d'administration*<sup>2</sup>. Ce conseil est aujourd'hui régi par un décret du 12 novembre 1902. Il est obligatoirement consulté sur le budget de la colonie et sur un certain nombre d'autres matières énumérées dans l'art. 22. Il se transforme en conseil du contentieux administratif par l'adjonction de deux magistrats désignés au début de l'année par le gouverneur général. Un directeur du contrôle financier a été institué par un décret du 7 août 1898 aujourd'hui remplacé par celui du 22 mars 1907.

Le gouverneur général a sous ses ordres un personnel européen et un personnel indigène qu'il utilise pour l'administration de l'île en le répartissant suivant les besoins entre la capitale et les diverses provinces.

Le personnel européen est civil ou militaire suivant les besoins. Le personnel civil est composé dans les emplois supérieurs de fonctionnaires empruntés au cadre des administrateurs coloniaux. Un personnel des affaires civiles et un personnel des comptables de Madagascar, créés par deux décrets du 31 janvier 1899, occupaient jusqu'à ces temps derniers les emplois subalternes. Ces deux personnels ont été réunies en un corps unique, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1905, par un D. 12 décembre 1904. Le nouveau personnel dit des

<sup>1</sup> D. 16 mars 1899 fixant le traitement de ce fonctionnaire

<sup>2</sup> Le conseil d'administration est ainsi composé : le gouverneur général, président, le commandant supérieur des troupes, le secrétaire général, le directeur du contrôle, le procureur général chef du service judiciaire, le directeur des travaux publics, le chef du service des mines et deux notables nommés pour une durée de deux ans par arrêté du gouverneur général.

*services civils de Madagascar*, est organisé par un arrêté du 30 octobre 1904<sup>1</sup> : il comprend des commis (3 classes), des adjoints (2 classes), des adjoints principaux (3 classes), des adjoints principaux hors classe. La solde coloniale varie suivant le grade et la classe entre 3.000 et 10.000 francs.

Le personnel indigène est de deux sortes. Il y a d'abord des fonctionnaires indigènes dépositaires d'une partie de l'autorité administrative : *gouverneurs principaux, gouverneurs, gouverneurs-adjoints, secrétaires, gouverneurs adjoints* (dans l'Imerina seulement), *chefs de cantons*. Le rôle unique sur l'organisation de ce personnel, du 1<sup>er</sup> janvier 1905<sup>2</sup>, remplace aujourd'hui les arrêtés spéciaux qui ont successivement créé ces fonctionnaires indigènes dans les diverses provinces, mais la hiérarchie et la solde varient encore suivant les régions. Il y a ensuite un corps d'*interprètes*, organisé par un arrêté du 22 décembre 1904<sup>3</sup> qui a fondé en un seul les deux corps autrefois distincts des écrivains indigènes et des interprètes indigènes.

L'île est divisée en *provinces* civiles dirigées par des administrateurs coloniaux et en *cercles* commandés par des officiers. Les provinces sont subdivisées en *districts* ou *cercles* en *secteurs*<sup>4</sup>. Cette organisation d'ailleurs extrêmement souple, le régime militaire et le régime civil se pénétrant réciproquement, un district pouvant être créé dans la partie la plus pacifiée d'un cercle alors que la partie la plus troublée d'une province forme encore un secteur. Ces divisions ont varié assez fréquemment. Au 1<sup>er</sup> janvier 1906, Madagascar comprenait 28 provinces ou cercles, 2 districts autonomes, 94 districts ou secteurs et 54 postes administratifs ou de surveillance<sup>5</sup>. Ce sont là des chiffres qui paraissent trouver excessifs et il semble bien qu'à Madagascar

<sup>1</sup> Dar., 1905, p. 445.

<sup>2</sup> Dar., 1906, p. 447.

<sup>3</sup> Dar., 1905, p. 408.

<sup>4</sup> Le secteur est l'étendue plus ou moins vaste de territoire qui peut être gardée par une compagnie.

<sup>5</sup> Voir l'énumération des provinces et des cercles, p. 356.

né dans l'excès inverse de celui que nous avons signalé à Congo où l'action administrative se fait trop peu sentir. On a donc proposé de réduire sensiblement à Madagascar le nombre des provinces et des districts<sup>1</sup>.

**154. — Mayotte et les Comores. Côte française des Somalis** — Il y a peu de choses à dire de ces deux petites îles dont l'organisation est des plus simples.

Le décret du 9 septembre 1899, qui régit actuellement l'administration de Mayotte et des Comores, place à la tête de l'archipel un gouverneur résidant à Mayotte et assisté d'un secrétaire général et d'un conseil d'administration<sup>2</sup>. La Grande Comore d'une part, Anjouan et Mohéli de l'autre sont placés sous l'autorité d'un administrateur colonial qui relève du gouverneur et conservent leur autonomie budgétaire. Les intérêts de ces îles sont discutés par le conseil d'administration de Mayotte où l'on appelle à siéger pour la circonstance l'administrateur et un habitant désigné par le ministre.

La colonie d'Obock avait été organisée d'une manière tout à fait rudimentaire par un décret du 18 juin 1884. Celui du 15 mai 1895 transféra à Djibouti le chef-lieu de cette colonie qui prit désormais le nom de « Côte française des Somalis ». Le gouverneur est assisté d'un secrétaire général et d'un conseil d'administration<sup>3</sup>, créés par un décret du 28 août 1898.

À la fin de l'année 1906, il y avait à Madagascar 148 administrateurs coloniaux, 186 fonctionnaires du cadre local, des services divers, 346 écrivains interprètes, 1.040 gouverneurs indigènes, secrétaires et chefs de canton, 100 agents européens et 2.566 agents indigènes de la garde régionale, soit un total de 4.386 fonctionnaires et agents coûtant au budget 4 561 330 fr., sans compter les petits chefs indigènes rémunérés par des remises sur les impôts. Tout cela pour un pays de deux millions et demi d'habitants<sup>4</sup> ! Il semble à dire, que dans cette colonie on se soit appliqué à développer à la fois l'administration européenne et l'administration indigène.

Le conseil d'administration est composé du gouverneur, du secrétaire général, du chef du service judiciaire et de deux notables désignés par le ministre, le receveur-payeur et le chef du service de santé ont voix délibérative dans les questions concernant leur service.

Ce conseil d'administration comprend : le gouverneur, président,

**155. — Résumé. Pouvoirs respectifs des gouverneurs généraux et des lieutenants gouverneurs.** Les colonies diverses, dont nous venons d'analyser l'organisation administrative, peuvent, après les réformes de ces dernières années, être classées en quatre catégories.

Les unes, possédant à la fois un conseil général et un conseil privé, ont conservé une organisation administrative sur celle des Antilles et de la Réunion. Ce sont : la Guinée, l'Inde et la Nouvelle-Calédonie. Dans ces trois colonies, les changements ont été peu nombreux. Pour mieux dire, les trois colonies ont simplement subi le contre-coup des modifications générales (suppression des ordonnateurs et des contrôleurs de l'intérieur, transformation du commissariat) qui affecte l'ensemble de notre organisation administrative dans ces trente dernières années. Mais, pas plus qu'aux Antilles et à la Réunion, l'organisation particulière de quelque-une de ces trois colonies n'a été l'objet d'une réforme spéciale de quelque importance. Voilà donc six colonies qui se ressemblent à peu de choses près : elles ont l'organisation perfectionnée qui convient à des pays relativement civilisés.

Les autres, ayant à leur tête un gouverneur assisté d'un conseil d'administration, n'ont qu'une organisation rudimentaire. D'une manière générale, ce sont des colonies minières où l'on cherche à réduire au minimum les rouages administratifs. Mayotte et les Comores et la Côte des Somalis, dans ce cas. Saint-Pierre et Miquelon et les établissements de l'Océanie, qui autrefois avaient une organisation sur celle des vieilles colonies, ont été rejetées dans la seconde catégorie. L'étude de l'organisation administrative de ces petites colonies est sans intérêt.

Madagascar forme à elle seule la troisième catégorie. À cause de l'importance de cette colonie, beaucoup plus grande que toutes celles dont nous venons de parler, le for-

trois membres choisis parmi les fonctionnaires désignés par le gouverneur, et trois habitants notables désignés par le gouverneur pour une période de deux ans (D. 11 octobre 1899, art. 1).

placé à sa tête a reçu le titre de gouverneur général ; cette désignation est en réalité assez impropre, car le gouverneur général de Madagascar n'a pas de lieutenants-gouverneurs sous ses ordres. Malgré la diversité des populations qui l'habitent, Madagascar est une colonie *une*. Elle n'a point été constituée par le groupement de colonies anciennement distinctes. Elle n'est pas d'une étendue telle qu'il soit nécessaire d'établir au-dessus des provinces ou des régions des circonscriptions administratives plus vastes dotées d'un personnel civil. Heureusement, il n'existe point en diverses régions de l'île une opposition d'intérêts économiques assez accentuée pour exiger rien de pareil. C'est pourquoi le problème de l'organisation administrative de Madagascar est en somme assez simple. Depuis dix ans, cette organisation s'est assise, s'est développée, elle n'a pas été déversée. Il faut ajouter aussi que cette colonie, étant d'origine récente, formait une table rase où l'on a pu construire l'édifice administratif tout neuf, sans avoir à compter avec des traditions et avec le passé. Cela a évité bien des conflits qui se sont produits ailleurs.

L'A. O. F. et le Congo forment la quatrième catégorie. Le problème était infiniment plus complexe. On était en présence de pays grands chacun comme trois ou quatre fois la France. L'A. O. F. a été constituée par la réunion de colonies préexistantes dont chacune avait ses intérêts particuliers dont il a fallu respecter l'autonomie administrative. En fait il a été autrement d'ailleurs que la force des choses aurait exigé à la diviser en plusieurs colonies, ainsi que cela s'est produit pour le Congo. Il faut ajouter qu'en A. O. F. une de ces colonies (le Sénégal), beaucoup plus ancienne que les autres, avait reçu autrefois une organisation semblable à celle de nos vieilles colonies qui allait détoner dans l'ensemble. Ainsi a-t-on longtemps tâtonné et les changements ont été nombreux depuis vingt ans. Finalement il a semblé que l'Indo-Chine, composée elle aussi de pays distincts, ayant des intérêts séparés, où l'origine de l'influence française ne remontait pas partout à la même époque, pouvait fournir un

modèle à imiter. Le gouvernement de l'A. O. F. a été mis à l'instar de celui de l'Indo-Chine et on a ensu au Congo ce qui avait été fait dans l'A. O. F.

Un gouvernement général se superposant aux gouvernements particuliers des diverses colonies qu'il englobe fait une difficulté que nous avons déjà rencontrée en l'organisation de l'Indo Chine. Comment opérer le entre les attributions du gouverneur général de l'A. O. F. (ou celle du commissaire général du gouvernement au Congo) et les attributions des lieutenants-gouverneurs? La jurisprudence admet qu'il appartient au gouverneur général de promulguer les lois<sup>1</sup>, mais les lieutenants-gouverneurs ont-ils perdu le droit d'effectuer cette promulgation? Il semble que oui. Cela résulte suffisamment à notre avis de ce que les lieutenants-gouverneurs sont placés sous l'autorité du gouverneur général et n'ont plus le droit de correspondre directement avec le gouvernement. D'un autre côté, la Cour d'appel de l'A. O. F., après avoir jugé qu'il appartient au lieutenant-gouverneur du Sénégal d'exercer les actions domaniales au nom de l'Etat (18 mars 1904, Dareste, 1904, p. 177), a décidé le 31 juillet 1905 (Dareste, 1905, p. 217) que le droit appartient au gouverneur général seul. Un décret du 1<sup>er</sup> avril 1906 a mis fin à ces hésitations en décidant que l'Etat et le gouvernement général seraient représentés par le gouverneur général et les diverses colonies par les lieutenants-gouverneurs. Bien d'autres difficultés peuvent se présenter. Une importante circulaire du gouverneur général du 24 janvier 1905<sup>2</sup> a bien cherché à préciser dans l'A. O. F. les pouvoirs des lieutenants-gouverneurs en rapport avec le gouvernement général, mais rien de semblable n'a été fait au Congo. Le principe juridique qui peut résoudre ces difficultés est celui-ci : les gouverneurs

<sup>1</sup> Cass., 13 janvier 1905, Dareste, 1905, p. 57.

<sup>2</sup> Reproduite dans la Notice sur l'A. O. F., publiée par le gouvernement général à l'occasion de l'Exposition coloniale de 1906, p. 47-74.

Les colonies qui existaient avant le gouvernement général ont conservé toutes celles de leurs attributions qui ne leur ont pas été enlevées par un texte. La subordination des lieutenants-gouverneurs au gouverneur général rend pour eux l'application de ce principe sans danger. Les difficultés sur lesquelles les tribunaux ont eu à statuer ont été résolues, non par des fonctionnaires jaloux de leurs attributions, mais par des particuliers qui avaient intérêt à plaider l'unité. Elles montrent néanmoins combien un texte de principe serait désirable.

### § 3. — PERSONNEL ADMINISTRATIF. INSPECTION COLONIALE <sup>1</sup>.

**156. — Gouverneurs et secrétaires généraux.** — Autrefois on distinguait les *gouverneurs* des grandes colonies des *commandants* des petits établissements comme Saint-Pierre, Mayotte, Nossi-be ou Obock. Cette différence de dénomination, injustifiable puisque gouverneurs et commandants avaient les mêmes attributions, a été supprimée par décret du 5 septembre 1887 qui a décidé que tous s'appelleraient désormais gouverneurs et que les classes seraient harmonisées. Cette dernière mesure, rapportée en 1888, a été rétablie par un décret du 22 février 1890 et complétée par un décret du 14 mars 1893 qui rend les classes complètement indépendantes de la résidence. Ce système est doublement avantageux. D'une part, un gouverneur peut faire toute sa carrière; cela évite des déplacements onéreux pour le budget et diminue l'instabilité du personnel. Il n'y a rien de si nuisible aux colonies que de placer à la tête des hommes qui arrivent chacun avec une idée préconçue et un système de gouvernement différent et qui s'en tâtent aussitôt que l'expérience leur a permis de les rectifier. D'un autre côté, des considérations de classes n'empêchent

<sup>1</sup> PIERRE, *Les carrières administratives dans les colonies françaises*, 1904.

plus d'envoyer dans une petite colonie tranquille un jeune de première classe affaibli par l'âge et par le climat, et d'appeler au contraire à la tête d'une colonie importante un gouverneur jeune et actif qui a encore toute sa carrière à faire. En d'autres termes, le système des classes permet de mettre ou de laisser, suivant l'expression anglaise, *the right man in the right place*.

La situation du personnel des gouverneurs est aujourd'hui régie par le décret du 6 avril 1890 :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les colonies et pays de protectorat, autres que l'Algérie, sont administrés par des gouverneurs généraux, des gouverneurs, et des résidents supérieurs. — Les gouverneurs prennent le titre de lieutenant-gouverneur lorsqu'ils sont placés en second. — Ces fonctionnaires reçoivent les traitements ci-après :

DÉSIGNATION.		TRAITEMENT en Europe.
Gouverneur général..	de l'Indo-Chine .. . . .	30 000
	de Madagascar .. . . .	30 000
	de l'Afrique occidentale française .. . . .	25 000
Gouverneur....	de 1 <sup>re</sup> classe. . . . .	16 000
	de 2 <sup>e</sup> classe .. . . .	12 500
	de 3 <sup>e</sup> classe. . . . .	10 000
Résidents supérieurs. . . . .		15 000

Art. 2. — Les frais de représentation, de premier établissement et les indemnités de déplacement dont peuvent jouir ces fonctionnaires sont déterminés par des règlements généraux sur le personnel et les indemnités de route et de séjour attribuées au personnel colonial.

Art. 3. — Les classes des gouverneurs sont personnelles et créées par décret. — Elles sont indépendantes de la résidence. La 1<sup>re</sup> classe ne pourra comprendre plus du tiers de l'effectif. La 2<sup>e</sup> classe devra comprendre un tiers au moins de l'effectif. — Un gouverneur ne peut obtenir d'avancement s'il ne compte au moins cinq ans de services effectifs aux colonies, dans la classe ou la classe inférieure.

Art. 4. — Les gouverneurs généraux, les gouverneurs et les résidents supérieurs sont, soit en activité, soit en disponibilité, soit hors cadres. — L'activité est la situation du fonctionnaire qui occupe un poste de son emploi. — La disponibilité est la situation du fonctionnaire non pourvu d'un poste de son emploi. — La situation hors cadres est celle du fonctionnaire détaché de son corps pour être employé dans un autre corps ou service.

Art. 5. — Il peut être accordé des traitements de disponibilité. Le maximum est fixé ainsi qu'il suit : gouverneurs généraux, 10 000 fr.; gouverneurs de 1<sup>re</sup> classe, 8 000 fr.; gouverneurs de 2<sup>e</sup> classe, 6 000 fr.; gouverneurs de 3<sup>e</sup> classe, 5 000 fr.; résidents supérieurs, 8 000 fr.

Art. 6. — La situation de disponibilité avec traitement ne peut être maintenue au delà de trois ans pour les gouverneurs généraux, gouverneurs et résidents supérieurs ayant plus de quinze ans de service rétribués, et ne peut excéder deux années pour ceux qui ne rempliraient pas de cette condition.

Art. 7. — Les gouverneurs généraux, gouverneurs et résidents supérieurs sont assimilés, au point de vue de la retraite, aux commandants généraux de la marine.

Les secrétaires généraux sont, comme les gouverneurs et directeurs de l'intérieur auxquels ils ont succédé, des fonctionnaires politiques que le Gouvernement nomme en principe sans qu'aucune condition d'âge ou de diplôme puisse entraver la liberté de son choix. Voir cependant le décret du 21 mai 1898 sur le personnel des secrétaires généraux (n° 131).

## 157. — Personnel des bureaux des secrétariats généraux.

Art. 1. — Les secrétaires généraux, comme les directeurs de l'intérieur, ont au dessous d'eux un personnel secondaire, composé de chefs de bureaux, de sous-chefs et de commis. Avant 1892, ce personnel formait un cadre unique, soumis à l'obligation du roulement qui faisait passer constamment les employés d'une colonie dans une autre et grevait les budgets locaux de frais de transport inutiles. Pour remédier à ces inconvénients, le décret du 11 octobre 1892 décida que chaque colonie aurait un personnel spécial et distinct, recruté sur place autant que possible. Adoptant une solution intermédiaire entre ces deux systèmes opposés, le décret

du 24 mai 1898 a posé le principe d'une distinction encore observée aujourd'hui : d'une part, un cadre commun à toutes les colonies composé de chefs et de chefs de bureaux nommés et révoqués par le ministre ; l'autre, des cadres locaux spéciaux à chaque colonie posés de commis nommés et révoqués par le gouverneur. Cette distinction a été maintenue par le décret du 6 avril 1900 qui règle actuellement la situation du personnel des secrétariats généraux. La hiérarchie et le traitement des fonctionnaires sont ainsi fixés par l'art. 2 de ce décret :

GRADES.		SOLDE d'Europe
Cadre général. . .	Chef de bureau hors classe. . . . .	5 000
	Chef de bureau de 1 <sup>re</sup> classe . . . .	4 500
	Chef de bureau de 2 <sup>e</sup> classe. . . .	3 500
	Sous-chef de bureau de 1 <sup>re</sup> classe . .	3 000
	Sous-chef de bureau de 2 <sup>e</sup> classe . .	2 500
	Sous-chef de bureau stagiaire . . . .	2 250
Cadres locaux. . .	Commis principal. . . . .	2 000
	Commis de 1 <sup>re</sup> classe . . . . .	1 750
	Commis de 2 <sup>e</sup> classe . . . . .	1 500
	Commis de 3 <sup>e</sup> classe. . . . .	1 250

(a) En ce qui concerne les cadres locaux, le supplément colonial est fixé par des arrêtés du gouverneur soumis à l'approbation du ministre des Colonies.

Le décret du 6 avril 1900 fixe ensuite pour le cadre commun les conditions d'entrée dans la carrière et d'avancement. La moitié des vacances dans les emplois de sous-chef de bureau de seconde classe est réservée aux commis principaux ; un quart est attribué aux élèves brevetés de l'école coloniale ; le dernier quart est donné au concours. Pour concourir, les jeunes gens sortis de certaines écoles possédant certains diplômes énumérés dans l'art. 5 (1<sup>er</sup> en droit, es-sciences ou es-lettres, etc.). Pour les

les règles de recrutement et d'avancement sont fixées  
étés des gouverneurs.

1. — **Administrateurs coloniaux.** — Les fonction-  
qui, sous le nom de chefs de service, de résidents,  
mandants de cercle ou d'arrondissement, adminis-  
sous les ordres du gouverneur les régions les plus  
es dans certaines colonies, ont été fondus en un corps  
par un décret du 2 septembre 1887 qui a remplacé  
iennes dénominations par celle d'administrateur co-  
Le personnel des administrateurs coloniaux est au-  
ui régi par un décret du 6 avril 1900 modifié par  
es 19 septembre 1903, 27 juin 1905 et 10 décembre  
L'art. 1 fixe ainsi la hiérarchie et la solde.

GRADES ET CLASSES.		SOLDE.
Administrateurs en chef.	1 <sup>re</sup> classe.....	16.500 à 17.000f
	2 <sup>e</sup> classe...	15.000 à 16.000
Administrateurs.....	1 <sup>re</sup> classe.....	13.000 à 14.500
	2 <sup>e</sup> classe...	11.000 à 12.500
	3 <sup>e</sup> classe.....	9.500 à 10.500
Administrateurs adjoints.	1 <sup>re</sup> classe.....	8.000 à 9.000
	2 <sup>e</sup> classe.....	6.500 à 7.500
	3 <sup>e</sup> classe.....	5.000 à 6.000
Administrateurs.....		4.000 à 4.500

A — La solde d'Europe est fixée d'une manière uniforme à la moitié  
solde coloniale.

fonctionnaires sont nommés par décret. Le ministre  
e les colonies où ils doivent servir; les gouverneurs  
l'autorité directe desquels ils sont placés disposent en-  
l'eux suivant les besoins du service (art. 2).

3 (modifié par D. 10 décembre 1905). — Les élèves adminis-  
s sont recrutés : 1<sup>o</sup> Sans concours : parmi les élèves brevetés de

l'école coloniale réunissant les conditions stipulées par les décrets qui règlent le fonctionnement de ladite école ; — 2° Après un concours dont le programme et les règles sont arrêtés par le ministre : 1° les candidats pourvus soit d'un diplôme de licencié en droit, ès-sciences ou ès-lettres ou de docteur en médecine ; soit d'un diplôme de l'école des chartes, de l'école des langues orientales vivantes, de l'école des hautes études commerciales, d'une école supérieure de commerce reconnue par l'Etat, de l'institut national agronomique, de l'école des sciences politiques, soit d'un certificat attestant qu'il a satisfait aux examens de sortie de l'école polytechnique, de l'école spéciale militaire, de l'école navale, de l'école nationale supérieure des mines, de l'école nationale des ponts et chaussées, de l'école nationale des arts et manufactures, ou de l'école des mines de Saint-Etienne et parmi les candidats pouvant justifier cinq années de services comme titulaires d'un emploi de commis ou de secrétariats généraux des colonies. Ces candidats doivent être satisfait à la loi sur le recrutement et ne pas avoir dépassé l'âge de trente ans. — Les vacances sont attribuées dans les proportions suivantes : moitié aux élèves de l'école coloniale, moitié aux candidats de la deuxième catégorie. A défaut de candidats dans l'une ou l'autre des catégories, le tour est réservé. — Les élèves administrateurs sont exclusivement employés dans une colonie dépendant d'un gouverneur général ou d'un commissaire général ; ils sont placés en sous-ordre et ne peuvent en aucune circonstance exercer, même temporairement, des fonctions d'administrateur. Les élèves administrateurs complétant une année de services effectifs aux colonies dans les conditions ci-dessus spécifiées, sont proposés par le gouverneur général ou le commissaire général, soit pour la nomination à l'emploi d'administrateur adjoint de 3<sup>e</sup> classe, soit pour l'accomplissement d'un stage d'un an aux colonies, soit exceptionnellement en cas de conduite notoire, pour le licenciement immédiat. Les élèves administrateurs ajournés sont, à l'expiration de leur seconde année de services effectifs aux colonies, proposés par le gouverneur général ou le commissaire général soit pour la nomination à l'emploi d'administrateur adjoint de 3<sup>e</sup> classe, soit pour le licenciement. L'admissibilité aux fonctions d'administrateur, l'ajournement et le licenciement sont prononcés par le ministre, sur le rapport du gouverneur général ou du commissaire général et après avis de la commission de classement prévue à l'art. 11. Les élèves administrateurs dont l'exclusion est prononcée ont droit à l'indemnité de licenciement. — La moitié des vacances dans les emplois d'administrateur adjoint de 3<sup>e</sup> classe est réservée aux élèves administrateurs.

ART. 4 (*modifié par D. 19 septembre 1903*). — La seconde des vacances dans les emplois d'administrateurs adjoints de 3<sup>e</sup> classe peut être attribuée : a) aux adjoints de 1<sup>re</sup> classe des affaires indigènes ou aux adjoints de 1<sup>re</sup> classe des affaires civiles de Ma-

, comptant au moins deux années de services effectués aux colonies et n'ayant pas dépassé l'âge de trente-cinq ans. Cette limite d'âge est prorogée d'une durée égale aux services antérieurs rendus à l'Etat et admissibles dans la liquidation d'une pension : 1° aux sous-chefs de bureau de 2<sup>e</sup> classe des secrétariats généraux des colonies ; 2° aux officiers des armées de terre et de mer en activité de service, grade de lieutenant ou assimilé, comptant au moins quatre années de service comme officier dont deux aux colonies.

L'avancement s'opère ensuite hiérarchiquement, les trois quarts des vacances dans les diverses classes d'administrateurs adjoints et d'administrateurs étant réservées aux fonctionnaires de la classe immédiatement inférieure, et l'autre quart pouvant être attribué à des chefs de bureau des secrétariats généraux des colonies ou à des officiers justifiant de certaines conditions d'ancienneté, d'âge et de séjour aux colonies (art. 5, 6, 7 et 8). Exceptionnellement, des emplois d'administrateurs ou d'administrateurs adjoints peuvent être attribués sur ce dernier quart à des fonctionnaires de l'administration centrale des colonies ou à des citoyens ayant rendu des services éclatants à la colonisation (art. 10). La totalité des emplois d'administrateur en chef de première et de seconde classe est réservée aux fonctionnaires du grade de la classe immédiatement inférieure (art. 9).

L'avancement a toujours lieu au choix, sauf pour les postes d'administrateurs adjoints dont un quart est donné à l'ancienneté (art. 11). La commission qui dresse le tableau d'avancement est chargée également d'examiner les titres des fonctionnaires et des officiers venus du dehors qui désirent entrer dans le corps des administrateurs<sup>1</sup>. Dans chaque classe, des augmentations sur le traitement de début (en fractions de 500 francs) sont accordées par arrêté du gouverneur (art. 13). Les art. 14 à 20 concernent les mesures disciplinaires (blâme, suspension, radiation du tableau d'avancement, rétrogradation, révocation).

Un décret du 6 septembre 1905 a imposé aux candidats qui ne viennent pas de l'école coloniale l'obligation d'en suivre les cours pendant une année pour que leurs titres puissent être utilement examinés par la commission.

De la valeur morale et intellectuelle du corps des administrateurs coloniaux dépendent la sécurité et le développement économique de nos colonies. Peu de fonctions publiques sont aussi intéressantes et exigent autant de qualités diverses. « Il n'en est pas qui ouvre un champ plus vaste à l'épanouissement de toutes les qualités qui distinguent l'homme véritablement digne de ce nom : l'intelligence, le travail, l'énergie et celle qui domine peut-être toutes les autres : l'initiative<sup>1</sup> ».

Lorsque les besoins du service l'exigent, les administrateurs coloniaux peuvent être assistés par un personnel local nommé par les gouverneurs, qui prend le titre de *personnel des affaires indigènes* et comprend des adjoints (deux classes) et des commis (quatre classes). Les cadres, les traitements, les conditions de recrutement et d'avancement de ce personnel sont fixés par arrêtés des gouverneurs (art. 21 à 24). Voir nos 151 et 152.

**159. — Inspection coloniale.** — Notre administration coloniale a toujours comporté un service d'inspection et de contrôle dont la mission consiste à surveiller les fonctionnaires qui ont l'action et l'initiative et à renseigner l'administration centrale sur ce qui se passe aux colonies. Cette précaution paraît d'autant plus nécessaire que l'éloignement facilite les abus et les malversations. D'ailleurs, plus les agents actifs sont loin de l'œil du maître, plus l'exactitude de leurs renseignements et de leurs affirmations a besoin d'être contrôlée.

Mais comment doit s'exercer cette surveillance ? Il y a deux systèmes possibles en présence : tous les deux ont été employés successivement ou même simultanément suivant les époques.

Le premier système est celui du *contrôle préventif permanent*. Il consiste à placer dans chaque colonie un contrôleur

<sup>1</sup> LALLIER DU COUDRAY, *Du rôle des administrateurs dans une colonie neuve* (Revue de Madagascar, juin 1902).

poste fixe chargé de vérifier au préalable la régularité de tous les actes administratifs et financiers. Ce système, établi par les ordonnances de Charles X, a subsisté jusqu'en 1873. Un officier du commissariat, le premier par ordre de grade et d'ancienneté après l'ordonnateur, remplissait les fonctions de contrôleur colonial. Ce fonctionnaire, placé dans une situation d'infériorité naturelle vis-à-vis de l'ordonnateur dont il était le remplaçant désigné, et à plus forte raison vis-à-vis du gouverneur, était sans indépendance réelle, et un décret du 15 avril 1873 supprima cette institution à laquelle on reprochait d'être sans force.

Le second système est celui de l'*inspection mobile s'exerçant a posteriori d'une manière inopinée et accidentelle*. Il consiste à envoyer, tantôt dans une colonie tantôt dans une autre, des inspecteurs qui arrivent sans prévenir et qui repartent après un séjour de quelques semaines ou de quelques mois pendant lequel ils vérifient la régularité de tous les actes antérieurement accomplis. Ce système, inauguré en 1873, fut vite reconnu insuffisant et un décret du 23 juillet 1879 rétablit, dans les principales colonies seulement, l'inspection permanente, en conservant l'inspection mobile qui s'appliquait à toutes. Les deux modes de surveillance fonctionnaient ainsi parallèlement, l'un à côté de l'autre, en se complétant mutuellement.

Ces fonctions avaient été confiées à l'origine aux inspecteurs des services administratifs de la marine. Puis, en 1887,

un dédoublement s'opéra. Les décrets du 20 juillet et du 25 décembre 1887 firent de l'inspection des colonies un corps distinct de l'inspection de la marine et créèrent un service central à l'administration des colonies, mais la coexistence des deux systèmes de surveillance fut maintenue.

Elle a été abandonnée par les décrets du 3 février 1891. Le contrôle permanent fut supprimé et l'inspection mobile subsista seule jusqu'au jour où une direction de contrôle financier a été établie dans les trois gouvernements généraux (Indo-Chine 1896, Madagascar 1898, A. O. F. 1907).

Les attributions de la direction du corps de l'inspection

sont aujourd'hui réglées par l'art. 54 de la loi de fin du 25 février 1901, complété et modifié par les art. 81 de la loi de finances du 30 mars 1903 et par l'art. 1 de la loi de finances du 22 avril 1905<sup>1</sup>. Ces textes confirment à tous les inspecteurs des colonies l'état d'officier, qui a été dénié à ceux qui étaient entrés dans ce corps après la séparation des Colonies et de la Marine (n° 171), avec toutes les conséquences qui en résultent, leur reconnaissent formellement, en ce qui concerne le contrôle des services militaires aux colonies, les droits attribués aux contrôleurs de l'administration de l'armée par les art. 25 et 26 de la loi du 16 juillet 1882<sup>2</sup>, et fixent ainsi la hiérarchie, les traitements et la pension pour la retraite :

GRADE dans l'inspection des colonies.	TRAITEMENT d'Europe.	GRADES des contrôleurs de l'armée servant de base à la fixation de la pension.
Inspecteur général de 1 <sup>re</sup> classe.	16.000f	Contrôleur général de 1 <sup>re</sup> classe.
Inspecteur général de 2 <sup>e</sup> classe.	14.000	Contrôleur général de 2 <sup>e</sup> classe.
Inspecteur de 1 <sup>re</sup> classe.....	11.000	Contrôleur de 1 <sup>re</sup> classe.
Inspecteur de 2 <sup>e</sup> classe.....	9.000	Contrôleur de 2 <sup>e</sup> classe.
Inspecteur de 3 <sup>e</sup> classe.....	7.000	Contrôleur adjoint.
Inspecteur adjoint.....	5.000	Commissaire de 1 <sup>re</sup> classe troupes coloniales.

Les fonctionnaires du corps de l'inspection ont droit, en outre, à des indemnités de résidence qui varient entre 1.000 francs et 2.000 francs par an suivant le grade et à des indemnités de mission aux colonies qui varient entre 1.000 francs et 2.000 francs par an suivant le grade.

<sup>1</sup> D'après l'alinéa final de ce dernier article, les inspecteurs des colonies sont admis dans le cadre de réserve à 65 ans ou à 62 ans s'ils sont de première ou de seconde classe. Sur le placement en cadre de réserve pour cause de santé, voir la loi du 6 août 1905.

<sup>2</sup> *J. off.*, Doc. parl., Chambre, sess. extr. 1900, p. 1895 (Rapport général sur le budget de 1901).

et 60 francs par jour suivant le grade (Voir le tableau annexé au décret du 16 avril 1905).

D'après ce même tableau, le cadre est ainsi fixé : 2 inspecteurs généraux de première classe et 3 de 2<sup>e</sup> classe, inspecteurs de 3<sup>e</sup> classe et 6 de seconde; le cadre des inspecteurs adjoints et des inspecteurs de 3<sup>e</sup> classe est fixé à 7, mais que celui des inspecteurs de 3<sup>e</sup> classe puisse dépasser 5.

Le corps de l'inspection des colonies se recrute par voie de concours entre : 1<sup>o</sup> les auditeurs au Conseil d'Etat et à la Cour des comptes, 2<sup>o</sup> les fonctionnaires civils du département des colonies ayant un traitement d'Europe d'au moins 500 francs et pourvus du grade de licencié en droit ou ayant au moins quatre ans de séjour aux colonies, 3<sup>o</sup> les officiers des troupes coloniales ayant le grade de capitaine ou assimilés (L. 31 mars 1903, art. 80) <sup>1</sup>.

Le pouvoir disciplinaire sur les fonctionnaires de l'inspection, qui appartient au ministre seul, et les honneurs auxquels ils ont droit sont fixés par un décret du 19 octobre 1906.

Les règles relatives au recrutement, à l'avancement, à l'organisation et au fonctionnement du corps des inspecteurs sont contenues dans le décret du 13 septembre 1904 modifié par celui du 16 avril 1905 <sup>2</sup>.

ART. 1<sup>er</sup>. — Le concours pour le grade d'inspecteur adjoint des colonies, prévu par l'art. 80 de la loi du 31 mars 1903, a lieu aux époques fixées par le ministre en raison des vacances prévues ou survenues dans le corps de l'inspection des colonies. Les candidats doivent être âgés de 30 ans au moins et de 37 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année pendant laquelle s'ouvre le concours. Les demandes d'inscription sont adressées au ministre des Colonies qui fixe la date extrême à laquelle elles doivent lui parvenir; elles sont accompagnées de l'acte de naissance du postulant et d'un certificat d'aptitude physique; le ministre des Colonies détermine les autorités médicales appelées à délivrer le certificat. — La liste des candidats admis à

<sup>1</sup> Les conditions et le programme du concours sont aujourd'hui terminés par l'arrêté ministériel du 13 novembre 1905 (*J. off.*, 23 nov. 1905).

<sup>2</sup> Aj. décret du 7 novembre 1905 relatif aux attributions du directeur du contrôle.

prendre part aux épreuves est définitivement arrêtée par le mi des Colonies au plus tard quatre mois avant la date fixée pour l'ouverture du concours. — L'organisation du jury, la nature et le nombre des épreuves et les matières sur lesquelles elles portent, sont déterminés par arrêté ministériel.

ART. 2. — Le nombre des candidats pouvant être reçus est déterminé par celui des vacances existant au moment de la clôture des opérations et celui des vacances qui devront se produire pendant les deux années suivantes par suite de l'application des règles relatives à la limite d'âge. — Les candidats ne peuvent se présenter plus d'une fois au concours.

ART. 3. — Les nominations dans le corps de l'inspection sont faites par décret au fur et à mesure des vacances. L'avancement a lieu par choix, après trois années au moins de service dans le grade inférieur. — Quatre années de service effectif en mission dans les colonies ou dans les pays de protectorat, dont une en qualité d'inspecteur de 1<sup>re</sup> classe, sont nécessaires pour être nommé inspecteur général. — Les attributions, le statut constitutif du corps et les indemnités de mission et de résidence sont fixées conformément au tableau annexé au présent décret.

ART. 4. — Le nombre des fonctionnaires de l'inspection placés hors cadres dans les conditions déterminées par l'art. 58 de la loi du 31 mars 1903, ne peut dépasser un cinquième de l'effectif total du corps. — Sauf en ce qui concerne les fonctionnaires de l'inspection placés hors cadres par décret dans des fonctions administratives rétribuées sur fonds publics soit aux colonies, soit dans les pays de protectorat, le temps passé hors cadres ne compte pas pour l'ancienneté et l'intéressé ne peut, pendant la durée de son détachement, être promu. — Les fonctionnaires de l'inspection placés hors cadres sont réintégrés sur leur demande, lors de la première vacance qui se présente dans le grade dont ils sont titulaires.

ART. 5. — Les fonctionnaires de l'inspection peuvent, sans être mis hors cadre, être délégués pour six mois au plus dans des missions administratives aux colonies ou dans les pays de protectorat. Cette délégation est renouvelable une seule fois.

ART. 6. — Les fonctions de directeur du contrôle ne peuvent être exercées consécutivement par le même titulaire au delà d'un délai de trois ans. — Le service de l'inspection est sous les ordres immédiats du ministre. Un inspecteur général ou un inspecteur de 1<sup>re</sup> classe qui a le titre de directeur du contrôle et est nommé par décret, en centralise les travaux ; il prépare les mesures concernant le corps de l'inspection ; il soumet au ministre les projets de règlements et les instructions relatives au fonctionnement du contrôle, tant à l'extérieur qu'à l'administration centrale. — En cas d'absence ou d'empêchement, le ministre désigne un inspecteur des colonies pour suppléer le directeur du contrôle.

ART. 7. — Le contrôle sur les services de l'administration est exercé par le directeur du contrôle.

porte l'examen des projets de décrets, des projets de cahiers charges, marchés, transactions, contrats ou engagements de toutes sortes, des projets de liquidations ou d'ordonnancement et des affaires soumises à l'inspection par arrêté ministériel. La direction du contrôle peut demander communication de tous documents administratifs. Aucun renseignement nécessaire pour l'examen des affaires qui lui sont soumises ne peut lui être refusé.

ART. 8. — Le chef de mission est le fonctionnaire le plus élevé en grade ou, à grade égal, le plus ancien. — Les chefs de mission ne relèvent que du ministre, avec lequel ils correspondent directement; les inspecteurs en sous-ordre relèvent du chef de mission, qui en fait la note à la fin des opérations.

ART. 9. — Toute instruction aux fonctionnaires de l'inspection en mission leur est adressée par les soins de la direction du contrôle après avis du service intéressé. — Le ministre des Finances est informé en temps utile des inspections projetées; il donne des instructions spéciales pour ce qui touche les services financiers. La transmission de ces instructions et des rapports d'inspection se fait par l'intermédiaire du ministre des Colonies.

ART. 10. — A son arrivée, le chef de mission fait une visite, qui est rendue dans les vingt-quatre heures, au gouverneur général, au commissaire général du Gouvernement ou au gouverneur, ainsi qu'au lieutenant-gouverneur ou au résident supérieur. — Il requiert les ordres nécessaires à l'exécution de sa mission et reçoit des autorités locales pendant la durée de l'inspection, communication de toutes les instructions, circulaires et dépêches émanant du département.

ART. 11. — Tous les bureaux, casernements, ateliers, magasins, archives, greffes, prisons, hôpitaux sont ouverts aux fonctionnaires de l'inspection en mission. Ils peuvent se faire présenter, pour les examiner sur place, les registres de comptabilité, la correspondance et généralement tous documents administratifs nécessaires à l'accomplissement de leur mission; ils peuvent également se les faire remettre sur reçu à l'exception des pièces justificatives des comptes comptables. Ils provoquent des explications qui doivent leur être fournies soit de vive voix, soit par écrit, s'ils en font la demande, sur les faits et actes qu'ils contrôlent.

ART. 12. — Les fonctionnaires de l'inspection en mission procèdent, quand ils le jugent utile, à la constatation des effectifs et au recensement du matériel et des approvisionnements de tout genre; les chefs d'administration ou de services civils ou militaires, suivant les cas, désignent les fonctionnaires, officiers ou agents chargés de les assister dans ces opérations et fournissent les moyens matériels d'exécuter les recensements. — Les fonctionnaires de l'inspection ont le droit d'assister à toutes les opérations administratives qui s'accomplissent dans les services qu'ils contrôlent. Le chef de mission est autorisé de la réunion des divers conseils administratifs constitués

auprès de l'autorité supérieure de la colonie ou pays de par où il requiert, lorsqu'il le juge nécessaire, la réunion des chefs de la mission des corps de troupe ou établissements militaires pour assister aux séances ou s'y faire représenter par un des chefs de la mission. — Le fonctionnaire de l'inspection siège en fonction. Aucun renseignement de l'ordre administratif ne peut être refusé aux inspecteurs en mission par les chefs d'administration ou de service, civils et militaires, ni par les fonctionnaires ou agents placés sous leurs ordres.

ART. 13. — Les fonctionnaires de l'inspection des comptes contrôlent spécialement la gestion des comptables publics, et vérifient qu'en matière de finances. Ils vérifient en conséquence, toutes les fois qu'ils le jugent convenable, les caisses et les écritures comptables du Trésor et des comptables locaux, ainsi que celles des comptables des communes, des hospices et des établissements publics. Ils contrôlent le fonctionnement des banques coloniales dans les conditions déterminées par les textes spéciaux sur la matière.

ART. 14. — Les fonctionnaires de l'inspection ne peuvent empêcher ou suspendre aucune opération. — Ils peuvent toutefois arrêter provisoirement les mains aux comptables dont ils constatent la situation irrégulière, sauf à aviser immédiatement de ce fait l'autorité supérieure locale et en même temps le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur ou résident supérieur, ainsi que le directeur général ou le commissaire général du Gouvernement et le directeur des finances. Ils peuvent également apposer les scellés sur les pièces en cours de vérification, à charge d'en informer aussitôt l'autorité supérieure locale qui statue, par décision écrite, sur les conclusions à prendre.

ART. 15. — Toute opération de contrôle faite par un fonctionnaire de l'inspection donne lieu de sa part à l'établissement d'un rapport qui est communiqué, pour réponse, au fonctionnaire, officier ou agent du service qui est vérifié. Le supérieur hiérarchique de ce dernier et l'autorité supérieure de la colonie formulent par écrit leurs observations et, s'il y a lieu, font connaître la suite donnée sur place aux observations faites. — Les résultats fournis par les vérifications sont consignés par le chef de mission dans un rapport définitif qui est transmis par lui directement au ministre des Colonies.

On a discuté l'efficacité et l'utilité de l'inspection des colonies<sup>1</sup>, et nous avons même adopté cette opinion dans la première édition de cet ouvrage. « Le contrôle

<sup>1</sup> Rapport de M. Isaac (*J. off.*, Doc. parl., Sénat, sess. 1890-91, p. 233 et 234).

us, est en effet condamné. Il est inadmissible que des hommes irresponsables puissent retarder ou gêner les décisions des gouverneurs et des chefs d'administration. Un gouverneur qui a de la volonté et de l'autorité ne recule pas sur sa décision et n'avouera pas son erreur en se soumettant aux observations de l'inspecteur. L'effacement de sa responsabilité s'émousse chez le premier qui a la faiblesse de céder. Le contrôle préventif est superficiel, inutile, malfaisant, et il a été abandonné. Quant au contrôle fait après coup par une inspection, son utilité est sans doute indiscutable, mais il ne vaut pas ce qu'il faut gagner à être confié, comme en France, à la direction générale des finances. Peut-être objectera-t-on que la surveillance de la gestion des comptables, en général, et le contrôle des services financiers, en particulier, sont bien faits par l'inspection des finances dans les colonies de laquelle ils rentrent naturellement, mais que les gouverneurs des colonies ont aussi une autre mission qui n'est pas dans la compétence de ce corps, celle de s'assurer du fonctionnement régulier des autres services. A cela il faut répondre que la véritable question est de savoir si le pouvoir central a confiance dans le gouverneur. Dans le premier cas, la surveillance du gouverneur suffit et ses rapports doivent être crus : l'inspection est inutile ; dans le second cas, le ministre ne doit pas laisser longtemps un gouverneur à la parole duquel il se fie.

Enfin, ce qui plus profondément a complètement modifié notre point de vue sur ce point. L'éloignement donne à un gouverneur l'impunité pour tromper pendant des années l'administration centrale sur la véritable situation de sa colonie et multiplier les abus d'autorité. A la condition de savoir en Europe des appuis puissants, il peut se maintenir indéfiniment. L'homme nouveau, que les changements ministériels amènent à la tête du département, ne connaissant pas son personnel de gouvernement, ne peut pas se rendre compte lui-même sur place

de ce qui se passe<sup>1</sup>. Des inspecteurs sont donc nécessaires et mieux vaut pour le ministre des Colonies avoir dans sa main un corps unique d'inspecteurs qui peuvent aller partout, que d'être obligé de recourir aux services partiels qui pourraient lui rendre l'inspection des finances et le corps de l'armée. En fait, d'ailleurs, la haute compétence des hommes qui appartiennent au corps de l'inspection n'a jamais été contestée. Leurs rapports abondent en avis utiles et en critiques justes, en projets de réforme précieux. Mais hélas ! malheureusement, ces rapports ne sont pas lus, et l'inspection ne voit ce qu'il y a à faire est impuissante à se faire écouter.

**160. — Solde et congés.** — La solde et les accessoires de solde du personnel colonial sont aujourd'hui réglés par un important décret en 162 articles du 23 décembre 1897 qui forme un Code complet en cette matière<sup>2</sup>.

Le titre I de ce décret distingue quatre espèces de solde : 1° la solde d'activité ; 2° la solde de disponibilité (spécialement pour les gouverneurs, lieutenants-gouverneurs et résidents supérieurs) ; 3° la solde de non-activité ; 4° la solde de retraite. La solde d'activité comprend elle-même : 1° la solde de présence (en Europe ou aux colonies) ; 2° la solde de position ; 3° la solde congé ; 4° la solde de détention ; 5° la solde de captivité ; 6° la solde de résidence libre<sup>3</sup>. Le titre II distingue les accessoires de solde lesquels se présentent sous forme de *suppléments* (de fonctions, de résidence dans les colonies, d'ancienneté de grade) ou d'*indemnités* (de rassurément, de responsabilité pour les comptables matières, frais de bureau, pour perte d'effets, pour frais de

<sup>1</sup> Un seul ministre (M. Lebon qui est allé au Sénégal) a eu l'honneur de visiter une colonie pendant son passage à la tête du département.

<sup>2</sup> Inséré au *Journal officiel* du 28 avril 1898. Ajouter le décret du 3 juillet 1897 modifié par celui du 6 juillet 1901 sur les déplacements et les passages du personnel colonial.

<sup>3</sup> Cette solde était particulière aux officiers du commissariat et du corps de santé qui, n'étant pas en congé, n'étaient pourvus de solde ni en France ni aux colonies.

d'éclairage) Le titre III concerne les privations de solde, des retenues et les délégations<sup>1</sup>. Le titre IV contient les règles relatives à la constatation des droits, à l'ordonnement et au paiement.

Les règles relatives aux congés sont contenues dans le titre V de ce décret (chap. II, section 4, art. 29 à 81). On distingue trois espèces de congés : 1° congés pour affaires personnelles, dont la durée ne peut dépasser une année; 2° congés administratifs de six mois après un certain temps de service dont la durée varie suivant les colonies<sup>2</sup>; 3° congés pour

<sup>1</sup> Délégation est l'usage fait par un officier ou le fonctionnaire préposé dans les colonies de la faculté qui lui appartient de déléguer à sa femme, à ses descendants ou à ses ascendants le droit de toucher une partie de sa solde au maximum la moitié de la solde coloniale et de tous accessoires.

<sup>2</sup> 25 février 1905, art. 1. « Le premier paragraphe de l'art. 35 du décret du 23 décembre 1897, modifié par l'art. 1<sup>er</sup> du D. 1<sup>er</sup> mars 1900, est remplacé par le texte suivant :

« Les congés administratifs de six mois donnant droit à la solde en Europe, peuvent être accordés aux fonctionnaires, employés et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux, servant dans la zone de leur pays d'origine, après un séjour consécutif dans les colonies dont la durée minimum est fixée comme suit : Vingt ans pour le Haut-Sénégal et Niger, la Guinée française, la Côte d'Ivoire, le Dahomey, la Mauritanie, la Casamance, (dec. 28 novembre 1904), ainsi que le Congo français et dépendances, deux ans pour le Gabon et la Côte française des Somalis et dépendances, trois ans pour la Guyane, Madagascar et dépendances, Mayotte et dépendances, et l'Indo-Chine, cinq ans pour les autres colonies. — Ce minimum est porté à trois ans pour le personnel né dans les colonies françaises de l'Asie française de la côte occidentale d'Afrique (Sénégal, Gambia et Niger, Guinée française, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon) et employé dans l'une quelconque de ces possessions autres que le pays d'origine. Il est fixé à cinq ans pour le personnel né dans les Antilles et la Guyane, se trouvant en service dans l'une quelconque de ces possessions autres que la colonie de naissance. Il est fixé à cinq ans également pour le personnel né dans les possessions françaises de l'Océan Indien (Indes, Réunion, Madagascar, La Réunion et Comores) et employé dans l'une quelconque de ces possessions autres que le pays d'origine. Les fonctionnaires, employés civils et militaires ou indigènes en service dans leur colonie d'origine ne sont, sous les réserves formalisées à l'art. 3 du D. 1<sup>er</sup> mars 1900,

examens; 4° congés de convalescence; 5° congés pour faire usage des eaux; 6° congés pour servir dans des entreprises commerciales ou industrielles coloniales ou auprès d'une puissance étrangère; 7° congés aux fonctionnaires métropolitains en expectative de réintégration dans leur département. Les congés n<sup>os</sup> 1, 2, 3 et 4 sont accordés par les gouverneurs, et les congés n<sup>os</sup> 5, 6 et 7 par le ministre<sup>1</sup>. Suivant les cas, le fonctionnaire en congé touche la solde entière d'Europe, la demi-solde ou n'a droit à aucune solde. Par exception, les gouverneurs<sup>2</sup> jouissent de l'intégralité de leur solde pendant toute la durée de leurs congés (art. 31).

**161. — Pensions de retraite<sup>3</sup>.** — Les pensions de retraite du personnel colonial ont donné lieu à de nombreuses difficultés devant le Conseil d'État. Il faut se rappeler ici que le fait initial est le rattachement du service colonial au département de la marine. Cette circonstance a conduit à appliquer les lois des 18 avril 1831, 26 juin 1861 et 5 août 1879 relatives aux pensions militaires de la marine non seulement au personnel militaire du commissariat, du service de santé et des surveillants militaires, mais encore à des fonctionnaires civils qui ont reçu des pensions à forme militaire. L'article 14 de la loi du 5 août 1879 portant : « Les tarifs annexés à la présente loi sont appliqués aux fonctionnaires et agents du service colonial, d'après leurs assimilations avec le personnel métropolitain, telles qu'elles sont établies d'après les décret organiques », consacre cette situation, et un décret du 21 mai 1880 est venu ensuite don-

obtenir des congés administratifs de six mois, à solde entière d'Europe, à passer dans la métropole ou dans une possession française plus rapprochée après cinq ans au moins de séjour consécutif en cette qualité dans ladite colonie.

<sup>1</sup> D. 1<sup>er</sup> novembre 1899 modifié par celui du 21 octobre 1903. Les art. 2 et suiv. de ce dernier décret autorisent les chefs de service administratif dans les ports de la métropole à payer aux fonctionnaires en congé la totalité de leur solde et non plus seulement un acompte.

<sup>2</sup> Il en était de même des évêques.

<sup>3</sup> Carrière, *Des pensions coloniales*, thèse, Paris, 1902.

une liste, qui a d'ailleurs été allongée depuis, de fonctionnaires coloniaux ayant droit à des pensions à forme militaire, en indiquant en même temps à quel grade dans le commissariat l'emploi de chacun devait être assimilé pour la détermination du taux de la pension. Il ajoutait seulement cette restriction (art. 2) que le personnel civil colonial assimilé comme le personnel militaire ne profiterait pas du bénéfice du cinquième en sus pour douze ans de service au dernier grade. Ont ainsi droit à des pensions à forme militaire : les gouverneurs, les secrétaires généraux, les administrateurs coloniaux, les chefs et sous-chefs de bureaux et secrétariats généraux<sup>1</sup>, les ministres des cultes<sup>2</sup>, les secrétaires archivistes des conseils privés ou d'administration, les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, du service de l'immigration, du service administratif des parcs et forêts, les directeurs de stations agronomiques ou de jardins botaniques et les agents de colonisation et de culture, les comptables coloniaux, les pilotes<sup>3</sup>, les infirmiers coloniaux, les chefs et ouvriers des imprimeries coloniales, les interprètes... Ces extensions diverses ont pu paraître abusives et n'ont pas été sans soulever des critiques.

Mais *quid* des autres fonctionnaires coloniaux qui n'ont pas droit aux pensions à forme militaire? Ils peuvent prendre seulement des pensions civiles payables sur fonds retenue, en vertu de la loi du 9 juin 1853 : ce qui leur fait une situation sensiblement moins avantageuse. L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 18 avril 1831 avait déjà posé ce principe que les magistrats et les fonctionnaires civils des colonies payés sur les deniers publics recevraient des pensions établies sur la parité d'office, l'après les mêmes bases et le même taux que ce les des magistrats et des fonctionnaires correspondants de France. Ce principe fut maintenu par la

<sup>1</sup> Les pensions à forme militaire étaient autrefois attribuées autrefois au personnel entier des directions à l'attachement, elles sont réservées aujourd'hui au cadre général à l'exclusion du cadre local.

<sup>2</sup> Et en particulier les évêques. Conseil d'Etat, 7 février 1901.

<sup>3</sup> Conseil d'Etat, 26 juillet 1895, et 27 décembre 1905. *Dar.* 1906 p. 737.

loi du 9 juin 1853 dont l'article 10 porte que « le supplément accordé à titre de traitement colonial n'entre pas dans le calcul du traitement moyen ».

Les pensions ainsi accordées aux fonctionnaires coloniaux se heurtent fréquemment à ce principe fondamental que *le droit à la pension n'appartient qu'aux fonctionnaires qui reçoivent leur institution de l'État et sont payés par lui*. Or, si les magistrats coloniaux, par exemple, étaient rétribués sur le budget de l'État, la plupart des autres fonctionnaires (enregistrement, douanes, postes et télégraphes, instruction publique, etc.), étaient payés sur les budgets locaux. Pour ceux qui étaient détachés d'une administration métropolitaine ou qui exerçaient aux colonies une fonction rétribuée en France par l'État, cela pouvait encore passer; mais que dire des fonctionnaires, de plus en plus nombreux, appartenant à des services institués par des arrêtés locaux et ne correspondant pas en France à une administration d'État? Fallait-il traiter les employés et les agents des colonies plus favorablement que ceux des départements et des communes de la métropole? — D'un autre côté, la distinction entre le traitement normal soumis à retenue et le supplément colonial n'était pas toujours facile à établir et donnait lieu à bien des difficultés. L'art. 22 du décret du 9 novembre 1853 pose, il est vrai, cette règle :

« Pour les fonctionnaires et employés envoyés d'Europe dans l'Algérie ou dans les colonies, le traitement normal assujéti à la retenue est fixé dans chaque grade d'après le traitement de l'emploi correspondant ou qui lui est assimilé en France. Dans les emplois qui se divisent en plusieurs classes en France et qui ne sont pas soumis à cette classification dans les colonies, le traitement normal est réglé d'après celui de la première classe du grade en France. Le surplus constitue le supplément de traitement colonial qui est exempt de la retenue ».

Mais que décider pour les emplois coloniaux non assimilés à des emplois métropolitains? L'administration des colonies s'arrêtait à un expédient consistant à considérer toujours le supplément colonial comme égal à la moitié du traitement.

La cette solution était repoussée par le Conseil d'État<sup>1</sup>. L'art. 12 de la loi de finances du 28 décembre 1895 vint mettre fin à ces difficultés. De ce texte résultent deux règles :

1° Pour les employés des services coloniaux organisés par des arrêtés locaux, entrés en fonction *avant le 1<sup>er</sup> janvier 1886*<sup>2</sup>, la pension doit être calculée en prenant pour base la moitié du traitement moyen des six dernières années. C'est la solution adoptée par le ministère des Colonies qui prévaut ainsi. Cette disposition ne modifie d'ailleurs nullement la situation des fonctionnaires assimilés par décret à ceux de la métropole au point de vue de la pension de retraite (peu importe d'ailleurs que les services auxquels ils appartiennent aient été organisés par un décret ou par un arrêté local);

2° Les fonctionnaires des services locaux organisés par des arrêtés locaux, entrés en fonction depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1886, n'ont pas droit à une pension de l'État. Il appartient à chaque colonie d'organiser une caisse de retraite en faveur de son personnel. Mais *quid* des fonctionnaires appartenant aux services organisés par décret, mais non assimilés par décret au point de vue de la retraite, qui ont été nommés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1886? La question s'est posée au sujet du instituteur de la Guyane (affaire Viennot). Ont-ils droit à une pension de l'État? Le silence de l'art. 12 laissait place à une controverse qui a été finalement tranchée dans le sens de l'affirmative par un arrêt du Conseil d'État du 6 juillet 1902.

Conseil d'État, 21 mars 1898 (D. 99 3. 84)

Antérieurement à cette date, les retenues exercées sur les traitements des fonctionnaires coloniaux étaient opérées au profit de la Caisse des invalides de la marine qui assurait le service des pensions. Depuis cette époque, et en vertu de la loi de finances du 21 mars 1885, art. 9 et 10, ces retenues sont faites au profit du Trésor auquel incombe la charge des pensions civiles coloniales. Cpr. loi du 23 mars 1885, art. 9 à 11. Ce n'est d'ailleurs là qu'un côté de la réforme plus générale qui a déchargé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1886 la Caisse des invalides du service des pensions militaires de l'armée de mer ainsi que de celles du personnel civil du département de la marine et des colonies.

Les fonctionnaires civils coloniaux ont droit à la retraite plus tôt que ceux de la métropole. Cette faveur, d'ailleurs absolument justifiée, est communément connue sous le nom de *bonification coloniale*. Elle se trouve dans l'art. 10 de la loi du 9 juin 1853 ainsi conçu :

Les services civils rendus hors d'Europe par les fonctionnaires et employés envoyés d'Europe par le Gouvernement français sont comptés pour moitié en sus de leur durée effective, sans que cette bonification puisse réduire de plus d'un cinquième le service effectif exigé pour constituer le droit à la pension. — Le supplément accordé à titre de traitement colonial n'entre pas dans le calcul du traitement moyen. — Après quinze ans de service hors d'Europe, la pension peut être liquidée à 55 ans d'âge.

Si l'on se rappelle que les fonctionnaires civils de la métropole ont droit à la pension de retraite à soixante ans d'âge et après trente ans de service, on voit que les fonctionnaires coloniaux jouissent d'une double faveur : une année passée hors d'Europe<sup>1</sup> compte en principe huit mois dans le calcul de la durée des services. La retraite peut être obtenue à l'âge de cinquante-cinq ans.

Pour jouir de cette bonification coloniale, le fonctionnaire doit être *envoyé d'Europe*. Cette condition a soulevé de nombreuses difficultés dans la pratique. Faut-il considérer comme « envoyé d'Europe » le fonctionnaire né en France, qui, au moment où il est nommé dans une colonie, a déjà accompli un voyage en Europe ? *Quid* du fonctionnaire né aux colonies ? S'il est né dans son pays d'origine ou dans une colonie voisine, il n'a pas droit à la bonification et cela quand bien même il aurait été nommé en France lors de la nomination et il y

<sup>1</sup> La durée du voyage doit être considérée comme temps de service en Europe (Conseil d'État, avis du 4 août 1896).

<sup>2</sup> La négative prévaut en principe (Conseil d'État, avis de la section de Finances du 14 février 1884 et du 28 février 1885). L'affirmative a été cependant admise dans certains cas, spécialement en faveur de fonctionnaires nommés dans une colonie où ils avaient accompli leur service militaire (avis du 14 février 1897, arrêt du 3 avril 1900).

é<sup>1</sup>. Mais il semble bien que cette solution rigoureuse ne peut pas être maintenue pour un créole nommé fonctionnaire dans une autre partie du monde<sup>2</sup>.

**62. — Caisses de retraite locales.** — En faveur des fonctionnaires des services locaux, qui ne peuvent prétendre à l'obtention de pensions payables sur le budget de l'État, des caisses de retraite des services civils locaux ont été instituées dans plusieurs colonies. La première a été créée en Indo-Chine, en exécution de l'art. 43 de la loi de finances du 13 avril 1898, par un décret du 5 mai 1898, modifié par celui du 6 décembre 1905 qui a augmenté à la fois les pensions servies par la Caisse et les ressources qui permettent d'en assurer le service.

. 6 DÉCEMBRE 1905, ART. 2. — La Caisse de retraite des services locaux de l'Indo-Chine est alimentée : 1° par une retenue de 5 0/0 opérée sur la totalité du traitement (traitement colonial, solde d'Europe et demi-solde) payé aux fonctionnaires, employés et agents désignés par l'art. 2 du décret du 5 mai 1898 suivant la position de présence ou d'absence dans laquelle ils se trouvent; — 2° par un versement de 10 0/0 sur la totalité du même traitement, effectué par le budget qui supporte ce traitement; — 3° par la retenue du douzième du traitement colonial fixé lors de la première nomination ou dans le cas de réintégration, et du douzième de toute augmentation ultérieure. Toutefois, cette prestation ne s'appliquera que du jour de la promulgation du présent décret, sans aucun rappel des sommes afférentes aux nominations ou augmentations antérieures. La retenue du premier douzième de nomination ou de réintégration est opérée au quart sur les quatre premières mensualités complètes que reçoit l'intéressé à partir du jour de sa nomination ou de sa réintégration; — 4° par les retenues exercées sur la solde d'Europe des fonctionnaires de la Caisse pour cause de congé ou sur leur traitement en mesure disciplinaire; — 5° par le versement du quantum fixé par l'art. 44 de la loi de finances du 31 mars 1903 sur le produit des amendes, saisies ou confiscations en matière de douane et de droits de consommation pour toute l'Indo-Chine; — 6° par l'intérêt des fonds placés à la Caisse; — 7° par les dons et legs faits à la Caisse. — En cas d'insuffisance des ressources énumérées ci-dessus, les divers budgets de

Conseil d'État, 6 avril 1900. *Dar.*, 1900, p. 53.

Conseil d'État, 9 juillet 1904, *Dar.*, 1904, p. 187.

l'Indo-Chine contribuent obligatoirement et proportionnellement au nombre des participants entretenus par eux, aux dépenses de la Caisse, jusqu'à concurrence du chiffre total de ces dépenses.

Cette Caisse alloue : 1° des *pensions pour ancienneté*, sans condition d'âge, à 25 ans accomplis de services effectifs, dont 20 ans au moins en Indo-Chine, congés compris. Ces pensions sont réglées à raison de 1/80<sup>e</sup> du traitement colonial moyen des trois dernières années, sans pouvoir excéder la moitié dudit traitement, être supérieures à 6.000 francs, ni inférieures à 1.000 francs (D. 6 décembre 1905, art. 3 et 4) ; 2° des *pensions proportionnelles* aux fonctionnaires réunissant 15 années de services effectifs dont 10 en Indo-Chine, obligés de cesser leurs fonctions pour raison de santé ou de suppression d'emploi. Ces pensions sont ainsi réglées : 1/90<sup>e</sup> du traitement colonial moyen des trois dernières années, sans pouvoir être inférieure à 740 francs ni dépasser 5.000 francs pour le fonctionnaire qui a vingt ans de services ou plus ; 1/100<sup>e</sup> du traitement colonial moyen des trois dernières années, sans pouvoir être inférieure à 500 francs ni dépasser 4.000 francs, pour le fonctionnaire qui a moins de vingt ans de services (D. 6 décembre 1905, art. 5 et 6) ; 3° des *pensions pour blessures ou infirmités*, quelle que soit la durée des services, dont l'importance varie suivant la gravité et la cause des infirmités (D. 5 mai 1898, art. 8 et D. 6 décembre 1905, art. 7) ; 4° des *pensions aux veuves et aux orphelins mineurs* (D. 6 décembre 1905, art. 8, 9, 10, 11 et 12).

Une autre Caisse de retraite des services civils locaux a été créée à *Madagascar* par un décret du 22 novembre 1904<sup>1</sup>. Cette caisse, alimentée à peu près comme la précédente<sup>2</sup>, alloue seulement des pensions pour ancienneté de services, des pensions pour blessures ou infirmités et des pensions de veuves et d'orphelins mineurs ; elle ne paie pas de pensions proportionnelles.

<sup>1</sup> Les art. 11 et 17 ont été modifiés par D. 5 août 1906.

<sup>2</sup> Le versement effectué par le budget local est de 5 0/0 de la totalité du traitement comme la retenue.

En dehors de l'Indo-Chine et de Madagascar, il n'a été qu'ici constitué de Caisse de retraite locale qu'en Guyane (arr. D. 20 juin 1893, mais les colonies les plus importantes finiront sans doute par suivre cet exemple.

La Caisse des retraites de l'Indo-Chine s'administre elle-même. Ses fonds disponibles sont employés 1° à l'achat de fonds publics français émis ou garantis par le Gouvernement, 2° à l'achat de fonds et effets émis en Indo-Chine sur l'autorisation du Gouvernement, 3° à des prêts sur les mêmes fonds, 4° à des prêts hypothécaires garantis par première hypothèque (D. 5 mai 1898, art. 27). Au contraire, les Caisses de retraites de Madagascar et de la Guyane sont administrées par la Caisse des Dépôts et consignations et le décret du 13 juin 1906, qui régle l'emploi par cette Caisse des fonds restés disponibles, autorise seulement les achats de rentes sur l'État français ou, jusqu'à concurrence de moitié, de certaines obligations garanties par l'État<sup>1</sup>.

**163. — Recrutement des fonctionnaires École coloniale<sup>2</sup>** — Le choix des fonctionnaires coloniaux est d'une importance capitale. Les administrateurs que l'on envoie dans les possessions d'outre-mer devraient être des fonctionnaires d'élite triés soigneusement et préparés à leur tâche par un entraînement spécial.

Ils doivent être des fonctionnaires d'élite, parce que leur tâche est particulièrement importante et délicate. Par suite de l'éloignement, le pouvoir central est obligé de leur laisser une large indépendance et d'initiative; par la même raison, la surveillance est plus difficile et, sur beaucoup de points, le Gouvernement est obligé de s'en rapporter à eux. Avec dou-

<sup>1</sup> La nomenclature, limitative, de ces obligations garanties a été déterminée par un arrêté des ministres des Finances et des Colonies du 31 juillet 1906 (Dac., 1906, p. 482).

<sup>2</sup> J. CHAILLEY, *Le recrutement des fonctionnaires des colonies* (Rapport à l'Institut colonial international — 1895 — BIBLIOTHÈQUE COLONIALE INTERNATIONALE, *Les fonctionnaires coloniaux*, 2 vol. — ÉMILE FOUTRY, *Le recrutement des administrateurs coloniaux*, 1895 — J. KENY, *L'école coloniale* (Rev. pol. et par., septembre 1898).

ble point de vue, il lui faut des hommes de confiance. D'un autre côté, il faut à un fonctionnaire beaucoup plus d'expérience et d'habileté aux colonies qu'en France. Nos vieilles sociétés sont habituées à obéir depuis des siècles ; elles ont la tradition du traditionnel de l'autorité. Les colons se recrutent ailleurs, ils ont généralement parmi les caractères indépendants, aventureux, difficiles à manier. Les mécontentements causés par la maladresse et l'inexpérience d'un fonctionnaire se manifestent beaucoup plus vifs et se manifestent avec beaucoup plus d'âpreté dans les colonies qu'en France. Ils se sont traduits parfois par une révolte brutale et des luttes sanglantes. Il ne faut pas oublier non plus que les indigènes jugent la domination et notre civilisation d'après les fonctionnaires qui les gouvernent. Un administrateur injuste, violent, égoïste, varicateur et corrompu peut compromettre le bon renom de l'autorité morale de la France. Pour tous ces motifs, il est nécessaire d'avoir aux colonies, plus que partout ailleurs, des fonctionnaires capables, honnêtes, prudents et

Il est de plus nécessaire qu'ils soient préparés à leur tâche par un entraînement spécial. Il faut à un fonctionnaire colonial des qualités particulières et un excellent préfet pourrait faire un gouverneur détestable. Il faut être robuste, résister au climat et aux fatigues physiques que doit poser un administrateur qui ne peut pas se contenter d'être un homme de cabinet. Il faut être jeune pour posséder l'énergie morale, non moins nécessaire que l'énergie physique, qui seuls permet de résister à ce découragement qui atteint si facilement le Français isolé loin de la patrie. Un savoir géographique étendu, une connaissance sérieuse des mœurs, des idées et de la langue des habitants doivent enfin compléter cet ensemble de qualités. D'où la nécessité d'une préparation spéciale pour les fonctionnaires coloniaux qui doivent former un cadre distinct du cadre métropolitain.

Malheureusement, ces vérités ont été longtemps ignorées dans notre pays. La sélection s'opérait à rebours : on envoyait un fonctionnaire aux colonies parce qu'on

ne connaissait pas des titres et des mérites suffisants pour servir dans la métropole où sa nomination aurait peut-être même pu faire scandale. Quelquefois encore on trouvait dans cet exil volontaire un moyen commode de se débarrasser d'un individu gênant ou compromettant. Ces fonctionnaires, qui s'éloignaient ainsi à contre-cœur, n'avaient aucune aptitude spéciale et n'apportaient aucun zèle dans l'accomplissement de leur tâche.

Heureusement, on a fini par comprendre la nécessité de rompre avec ces traditions déplorables. Des publicistes nous ont fait connaître par quelle sélection rigoureuse les Anglais dans l'Hindoustan, les Hollandais dans les îles de la Sonde, sont arrivés à se procurer un personnel administratif remarquable. Ils nous ont dit comment et pourquoi dans ces deux pays l'administration coloniale était une carrière non seulement avantageuse et sûre, mais encore considérée et recherchée par l'élite de la jeunesse de la nation<sup>1</sup>. En même temps, l'idée qu'il ne serait pas impossible de tenter quelque chose d'analogue dans notre pays a germé et mûri dans l'esprit d'hommes compétents et dévoués à la grandeur coloniale de France. De ce mouvement d'opinion sont sortis les décrets du 23 novembre 1889 qui ont organisé à Paris l'*École coloniale* à laquelle l'art. 26 de la loi de finances du 17 juillet 1889 avait donné la personnalité civile<sup>2</sup>. Cette institution a rapidement triomphé des critiques qu'ont soulevées au début le principe même d'une école spéciale située à Paris, le mode de recrutement des élèves et le monopole qu'on tend à leur assurer quant à l'entrée de certaines carrières<sup>3</sup>.

L'École coloniale s'est d'ailleurs perfectionnée en grandis-

<sup>1</sup> Voir not. CHAILLEY, *La colonisation de l'Indo-Chine, l'expérience anglaise*, p. 228 à 295. — SYLVESTRE, *Du recrutement des nationaux dans l'Indo-Chine française* (communication au Congrès colonial international de 1889, p. 231 à 244).

<sup>2</sup> Sur l'administration et le budget de l'École coloniale, voir les deux décrets du 4 août 1906.

<sup>3</sup> Consulter sur tous ces points les discussions qui se sont élevées au Congrès colonial national dans le Recueil des délibérations de ce Congrès (t. I, p. 82 à 93, et t. III, p. 43 à 74), Voir pour les emplois

sant <sup>1</sup>. D'après le décret du 22 février 1902 elle comprend quatre sections administratives (commissariat colonial<sup>2</sup>, carrières indo-chinoises, carrières africaines, administration pénitentiaire), une section commerciale, une division préparatoire et une section indigène. Un décret du 7 avril 1902 a ajouté une section spéciale pour la préparation à la littérature coloniale. Les jeunes gens qui désirent entrer dans les sections administratives doivent être Français, âgés de huit ans au moins et de vingt-trois ans au plus<sup>3</sup> au premier janvier de l'année de l'admission, produire un diplôme de bachelier<sup>4</sup>, justifier d'une aptitude physique suffisante pour subir les épreuves d'un concours. Une fois entrés à l'École les élèves suivent des cours généraux qui sont communs à toutes les sections et des cours spéciaux à chaque section<sup>5</sup>. La durée des études est de deux ans. Aux jeunes gens qui désirent suivre les cours de la section commerciale on ne demande ni diplôme ni concours. La durée des études est d'un an. La division préparatoire est destinée aux jeunes gens qui veulent se préparer au concours pour les sections administratives en vue de but d'entrer à l'École coloniale. C'est d'ailleurs une grande facilité qui leur est offerte ; il n'y a aucune obligation de passer par la division préparatoire. La section indigène comprend des élèves indigènes qui viennent en France pour continuer leur instruction : ils sont soumis au régime de l'internat

à réserver aux élèves de l'école, l'arrêté ministériel du 11 mai 1898 modifié par celui du 10 juin 1903 et celui du 15 mai 1904.

<sup>1</sup> Directeur, M. Aymonier, puis, à partir du 1<sup>er</sup> février 1902, M. Maurice Doubrère.

<sup>2</sup> La section du commissariat a disparu à la suite de la suppression du commissariat en intendance des troupes coloniales.

<sup>3</sup> Cette limite est prolongée d'un nombre d'années égal à celui des années passées sous les drapeaux.

<sup>4</sup> Le diplôme de bachelier peut être remplacé par un diplôme inférieur ou un certificat d'études délivré par l'École des hautes études commerciales, l'institut commercial de Paris ou les écoles supérieures de commerce reconnues par l'État, ou l'Institut agronomique ou encore par un certificat d'admissibilité dans les 150 prévisions de l'École navale.

<sup>5</sup> Voir l'arrêté du 28 mai 1902. Cpr. le décret du 9 janvier 1902 modifiant l'art. 7 du D. du 27 février 1902.

## CHAPITRE IV

### ORGANISATION MILITAIRE

---

**164. — Notions générales.** — Le régime militaire des colonies soulève deux questions bien distinctes et en principe complètement indépendantes l'une de l'autre. La première est celle de savoir quelle situation doit être faite aux Français des colonies au point de vue du service militaire. Les règles sur le recrutement de l'armée et l'inscription maritime leur seront-elles appliquées, et avec quelles modifications, ou faut-il au contraire les dispenser de tout service ? La seconde question est celle-ci : comment doit-il être pourvu à la garde et à la défense d'un empire colonial disséminé dans toutes les parties du monde ? Quelles troupes faut-il employer à cet effet ? Quel département ministériel sera chargé d'une pareille tâche, celui de la guerre, celui de la marine, ou celui des colonies ? La première question est celle des *contingents coloniaux*, la seconde celle de l'*armée coloniale*.

Ces deux questions ont été pendant bien des années à l'ordre du jour. Les habitants des colonies réclamaient par la voix de leurs représentants, avec une insistance patriotique, leur part des charges militaires qui pèsent sur leurs compatriotes d'Europe. En même temps, l'affectation des *mauvais numéros* aux troupes chargées des expéditions coloniales était la source d'une inégalité choquante et d'une situation pénible qu'il devenait urgent de faire disparaître. Par suite, ces deux questions ont été simultanément agitées dans le Parlement et dans la presse. La loi du 15 juillet 1889, titre VI, *Recrutement en Algérie et aux colonies*, art. 81

à 83) a voulu résoudre la première ; la loi du 30 juillet 1891 portant *organisation de l'armée coloniale*, devait résoudre la seconde. Mais ni l'une ni l'autre de ces deux lois ne comportait une solution définitive, ni même provisoirement acceptable, du problème qu'elle avait pour but de trancher. La discussion, en effet, a été des plus confuses : à chaque instant on se heurtait à des impossibilités imprévues ou à des contradictions flagrantes. Tous sentaient et comprenaient qu'il y avait quelque chose à faire et qu'il fallait même décider rapidement, mais personne ne savait exactement qu'il convenait de faire. Ce n'était point la bonne volonté qui manquait, mais les idées claires et précises. Aussi l'une ni l'autre de ces lois n'était pratique. La loi du 7 juillet 1900, sur l'organisation de l'armée coloniale, qui a voulu résoudre définitivement la seconde difficulté, n'a pas donné la meilleure solution et les art. 89 à 92 de la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée qui a remplacé celle du 15 juillet 1889, n'ont pas fait faire un grand pas à la première. Le problème subsiste donc tout entier, et il est extrêmement difficile.

#### § 1. — OBLIGATION DES FRANÇAIS DES COLONIES AU SERVICE MILITAIRE<sup>1</sup>.

##### **165. — Position et difficultés de la question.**

*a priori*, quatre solutions possibles se présentaient à l'esprit :

1<sup>o</sup> *Faire accomplir aux jeunes créoles leur service militaire sur place dans la colonie où ils habitent.* — C'est la solution la plus tentante. Elle économise des frais de transport et de déplacement. Elle laisse les jeunes gens dans leur pays natal au climat duquel ils sont habitués et dont ils sont naturellement destinés à défendre le sol en temps de guerre. C'est, en somme, l'application aux colonies du principe

<sup>1</sup> A. GIRAULT, *Le service militaire aux colonies* (Revue politique et parlementaire, mars 1895).

crutement régional qui tend de plus en plus en France à pénétrer dans les mœurs.

Malheureusement, ce premier système soulève des objections de plusieurs sortes. Il faudrait construire dans chaque colonie, pour loger ces contingents, des casernements qui n'existent pas : ce serait une dépense immédiate à faire avant d'expérimenter un système dont l'excellence est douteuse. Comment, en effet, encadrer et instruire ces contingents ? Il faudrait faire venir de France les régiments dans lesquels ils seraient incorporés, et alors les inconvénients que ce système flatte d'éviter se reproduiraient en sens inverse. Puis, dit-on que cette instruction militaire donnée sur place, en ville, loin de l'œil du maître, serait bien sérieuse ? On a fait de véritables gardes nationaux. Autant alors vaudrait venir purement et simplement aux anciennes milices.

2° *Envoyer les recrues coloniales dans d'autres colonies, affectant les contingents coloniaux à l'armée coloniale.* — Les jeunes gens des Antilles et de la Réunion feraient tout le service des régiments qui vont se battre en Asie ou en Afrique. Cela serait d'une rigueur par trop injuste. Alors qu'on cherche à supprimer les mauvais numéros en France, on en attribuerait un de plein droit à chaque jeune créole. Cela serait tout à fait équitable. Qu'on les traite comme les Français, d'accord, mais il n'y a aucune raison pour les traiter plus durement. C'est d'ailleurs plus long et plus coûteux de transporter au Sénégal ou au Tonkin un créole des Antilles qu'un Français d'Europe.

3° *Faire accomplir aux recrues des colonies leur service militaire en France.* — C'est en la matière la conséquence logique et extrême du principe d'assimilation. Mais qui ne voit qu'à cette égalité apparente de traitement correspond une inégalité réelle ? Ces jeunes gens nés sous le soleil des tropiques, il faudrait les transporter à mille ou deux mille lieues de leur pays natal, sous un climat plus froid auquel ils ne sont pas faits. Sans doute, on pourrait les incorporer directement dans les régiments qui tiennent garnison dans le midi de la France ou en Algérie. Mais l'inconvénient ne se-

rait qu'atténué. On peut se demander, d'ailleurs, si l'avantage qui en résulterait au point de vue de l'augmentation de l'effectif ne serait pas compensé et au delà par les frais de transport et les complications de toutes sortes que cette solution impliquerait. Pour ceux qui n'auraient qu'une année à faire, cela n'en vaudrait assurément pas la peine. Et alors, que faire de ceux-là?

*4° Les dispenser de tout service militaire.* — C'est le parti le plus simple, mais ce n'est pas une solution, car c'est précisément l'état de choses qu'ils s'agissait de supprimer. Il constituait, en effet, une inégalité injurieuse dont souffrait le patriotisme des créoles. On ne pouvait pas leur refuser de la faire cesser.

Mais un besoin contradictoire surgit. La nécessité est aujourd'hui reconnue d'accorder en temps de paix la dispense du service militaire aux jeunes gens de la métropole qui s'en vont à l'étranger, comme représentants de commerce ou en toute autre qualité, travailler à l'expansion de l'influence française. Le service militaire obligatoire, qui enlève à notre commerce extérieur ses agents à l'âge où ils pourraient s'expatrier le plus volontiers et le plus utilement, est dénoncé comme une des causes du succès de la concurrence étrangère dans la conquête des débouchés nouveaux. La même raison commande, d'une manière plus impérieuse encore, de faire les mêmes avantages aux jeunes gens qui vont dans les colonies françaises dont les négociants anglais et allemands viennent nous disputer le marché. N'y a-t-il pas dès lors contradiction à soumettre au service militaire les créoles originaires des colonies, et à en dispenser les jeunes gens de la métropole qui vont s'établir chez eux?

On comprend que, ballotté entre tant d'écueils, le législateur ait eu peine à les éviter tous et ne soit pas arrivé du premier coup à une solution satisfaisante.

**166. — Historique. Loi du 21 mars 1905.** — Le Gouvernement de la Restauration avait astreint les colons à servir dans des milices locales, mais cette institution, sans utilité

elle, tomba en désuétude. Le Gouvernement provisoire de 1848, mû par la pensée d'assimilation qui le dominait, et rendit aux colonies la loi de 1832 sur le recrutement de l'armée. L'institution de l'inscription maritime (D. du 3 mai 1848), mais cette décision ne reçut aucune suite. Deux décrets du 10 août 1856 soumettent de nouveau les colonies aux règles de l'inscription maritime en vigueur en France, mais peu de temps cessèrent d'être appliqués. Les colons se trouvant en suite exempts en fait de tout service dans la marine comme dans l'armée.

Sans doute, cela n'a pas empêché plusieurs d'entre eux de verser leur sang au service de la France. Des corps de *montagnes* se sont formés à la Réunion lors des expéditions contre Madagascar et aux Antilles lors de la guerre du Mexique, mais ils ont été licenciés une fois ces expéditions terminées. De même, aussi, que près jeunes créoles ont eu le droit que leur donnait leur qualité de Français de contracter un engagement volontaire dans l'armée, des circulaires ministérielles sont même venues faciliter ou régler en ce qui les concerne l'exercice de ce droit. Mais aucune obligation ne leur était imposée.

Les idées d'assimilation et de service obligatoire égal pour tous, qui ont triomphé avec le Gouvernement républicain, avaient amené une réaction contre cet état de choses. La loi du 15 juillet 1889, sur les réclamations pressantes les boutés des colonies, a posé le principe de l'obligation des créoles au service militaire (art. 81 et 82). Cette loi distinguait entre les Antilles, la Réunion et la Guyane où la durée du service actif devait être la même qu'en France, les autres colonies où la présence sous les drapeaux était soumise à un an ou supprimée suivant qu'il existait ou non des troupes françaises stationnées dans la colonie. Mais ces dispositions sont restées lettre morte pendant de longues années, le Gouvernement reculant devant des dépenses et des difficultés d'organisation qu'il estimait hors de proportion avec le résultat utile à obtenir. Les opérations de recrutement, du tirage au sort et de la révision n'ont été intro-

duites qu'en 1895 à la Réunion et en 1899 à la Martinique et à la Guadeloupe. Depuis lors, chacune de ces trois colonies a fourni environ un millier de conscrits par année.

La loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée, a remplacé aujourd'hui celle de 1889, prévoit comme l'établissement des tableaux de recensement (art. 13, *in fine*) et les opérations des conseils de révision (art. 16) dans les colonies comme en France, en indiquant les distinctions nécessaires résultant de la différence de l'organisation administrative. Le titre VI de cette loi, (*Recrutement en Algérie et aux colonies*, art. 89-92), est ainsi conçu :

ART. 89. — Les dispositions de la présente loi sont applicables en Algérie et en Tunisie. Elles le sont également dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion.

ART. 90. — Elles sont également applicables dans les autres colonies et pays de protectorat sous les réserves suivantes : En dehors des exceptions motivées et dont il serait fait mention dans le décret rendu prévu par l'art. 95 ci-après, les Français et naturalisés Français résidant dans l'une de ces colonies ou pays de protectorat incorporés dans les corps les plus voisins et, après une année de présence effective sous les drapeaux, au maximum, ils sont envoyés au congé s'ils ont satisfait aux conditions de conduite et d'instruction militaire déterminées par le ministre de la Guerre. — S'il n'y a pas de corps stationnés dans un rayon fixé par arrêté ministériel, ces jeunes gens sont dispensés de la présence effective sous les drapeaux. Dans le cas où cette situation viendrait à se modifier avant qu'ils aient atteint l'âge de trente ans révolus, ils seraient appelés dans le corps de troupe le plus voisin, pour y recevoir l'instruction militaire pendant un laps de temps qui ne pourrait excéder une année. — En cas de mobilisation générale, les hommes valides qui ont terminé leurs vingt-cinq ans de services sont rattachés avec la réserve de l'armée territoriale, sans cependant pouvoir être appelés à servir hors du territoire de la colonie où ils résident. — Si un Français ou naturalisé Français ayant bénéficié des dispositions du paragraphe 2 du présent article transportait son domicile en France avant l'âge de trente ans accomplis, il doit compléter, dans un corps de la métropole, le temps de service de l'armée active prescrit par l'art. 32 de la présente loi, sans toutefois pouvoir être retenu sous les drapeaux au delà de l'âge de trente ans.

ART. 91. — Les jeunes gens inscrits sur les listes de recrutement dans la métropole, résidant dans une colonie ou un pays de protectorat où il n'y aurait pas de troupes françaises stationnées, pourront

il ne peut plus être appelé ou retenu sous les drapeaux.

Inversement le jeune homme inscrit sur les listes de recensement de la métropole ou d'une colonie où les conscripts sont astreints à deux ans ou à un an de présence sous les drapeaux, peut, sur l'avis conforme du gouverneur, être dispensé de tout service s'il va se fixer dans une colonie où n'y a pas de troupe française stationnée. De même le jeune homme né en France (ou dans une colonie assimilée) et qui réside dans une colonie où les jeunes gens ne font qu'un an de service dans le corps de troupe qui y est stationné, n'est astreint qu'à un an de service. Si l'art. 91 est muet à cet égard, c'est uniquement parce que cette solution résultait déjà de l'application finale de l'art. 13 ainsi conçu :

Les jeunes gens résidant soit en Algérie, soit aux colonies, soit dans les pays de protectorat sont inscrits sur les tableaux de recensement du lieu de leur résidence. Sur la justification de cette inscription sont dans ce cas rayés des tableaux de recensement où ils auraient pu être portés en France, par application des dispositions du présent article.

En ce qui concerne le service dans l'armée de mer, la situation des habitants des colonies est aujourd'hui déterminée par l'art. 63 de la loi du 24 décembre 1896 sur l'inscription maritime ainsi conçu :

Les dispositions qui régissent l'inscription maritime dans la métropole sont applicables aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de la Guyane et de Saint-Pierre et Miquelon. — Dans les autres colonies, le régime de l'inscription maritime est institué et réglé par des décrets contresignés par les ministres chargés des services de la marine et des colonies.

Mais en fait, malgré ce texte, la levée permanente ne fonctionne pas aux colonies; il n'y a pas de casiers de mobilisation pour les inscrits et il n'existe, comme en France, ni créoles, que des engagés volontaires<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Au Sénégal (D. 25 août 1886 et 30 octobre 1887) et en Chine (D. 15 juin 1892 et 26 mai 1895) l'inscription maritime fonctionne d'une manière rudimentaire pour les engagés volontaires.

défense sur mer et l'on a réclamé avec insistance l'organisation de *points d'appui de la flotte*. La Marine les voulait à l'origine, assez nombreux et un décret du 4 octobre 1898 en a tout d'abord accordé dix. Mais on a bientôt reconnu que cela entraînerait une dépense excessive, d'une utilité d'ailleurs discutable. Finalement la Marine a dû se contenter de quelques points d'appui : *Saïgon et le cap Saint-Jacques*, où l'on fait porter le principal effort, *Diego-Suarez et Dakar* en seconde ligne, puis *Fort-de-France et Nouméa* qui n'offrent qu'un intérêt de troisième ordre et qui peut-être seront abandonnés<sup>1</sup>.

Mais la défense navale peut se trouver insuffisante. D'un autre côté, nos possessions continentales peuvent être menacées par terre. Il y a donc lieu d'organiser sur terre la défense de nos colonies.

Une première réflexion se présente immédiatement à l'esprit. On ne peut songer à défendre également toutes les colonies. Pour les plus petites, l'effort à accomplir serait hors de proportion avec le résultat. En éparpillant ainsi nos forces, nous risquerions d'arriver à cette conséquence, qu'aucune de nos colonies ne serait suffisamment défendue. Donc, concentrer nos efforts sur quelques colonies seulement ; quant aux autres, renoncer à les défendre, sauf à obtenir la restitution à la paix pour le cas où le sort des armes se déciderait en notre faveur.

Les colonies à défendre sont : l'Afrique occidentale et

<sup>1</sup> La difficulté de concilier dans ces points d'appui l'unité de direction indispensable à leur défense avec la liberté d'action requise par la marine a été diversement résolue par les décrets du 1<sup>er</sup> avril 1899, du 3 juin 1902 et du 3 novembre 1905. D'après le dernier décret du 3 novembre 1905, il y a dans chaque point d'appui un *commandant de la défense* chargé d'assurer la préparation de la défense dont la direction et la responsabilité lui incombent en temps de guerre, nommé par décret, et placé sous les ordres du commandant supérieur des troupes. Il a pour adjoint un officier de marine placé sous ses ordres. Le *commandant de la marine* qui existe dans les colonies les plus importantes cesse de relever du commandant de la défense ; bien plus, il ne dépend qu'en partie du gouvernement ayant le droit, en certaines matières, de correspondre directement avec le ministre de la Marine (second décret, art. 4).

le, l'Indo-Chine et Madagascar, c'est-à-dire les trois gros morceaux de notre empire. Ces trois pays, en supposant coupées toutes leurs communications avec la France, pourraient parfaitement en temps de guerre subsister et sauvegarder leur indépendance, à la condition de posséder, au moment de l'ouverture des hostilités, des troupes suffisantes et des approvisionnements nécessaires en armes et en munitions. L'agriculture locale offre des ressources permettant d'assurer l'alimentation des habitants. Une flotte ennemie insultant leurs côtes ne pourrait leur faire qu'un mal limité. C'est dire que, même en supposant ces colonies isolées pendant toute la durée de la guerre, il serait possible de les conserver à la France à la condition d'avoir assuré au préalable leur défense à terre.

Il ne faut pas perdre de vue, d'ailleurs, que la question de la défense des colonies contre un ennemi venu de l'extérieur ne doit pas être envisagée isolément. Que la guerre éclate ou non à cause d'elles, la métropole serait en guerre au même temps qu'elles. Dès lors, il faut, envisageant l'ensemble du territoire français, mesurer l'effort dont notre pays est capable et décider sur quel point cet effort doit porter. C'est dans le but d'assurer l'unité de vue et l'unité de décision sur ce point entre les divers départements ministériels qu'un décret du 3 avril 1906 a constitué un *Conseil supérieur de la défense nationale* composé du Président du Conseil et des ministres des Affaires étrangères, des Finances, de la Guerre, de la Marine et des Colonies.

**168. — Du ministère chargé de la défense des colonies. Historique.** — Les considérations qui précèdent peuvent fournir les idées directrices qui permettront de résoudre de la manière la plus utile la question de savoir à quel département ministériel devrait incomber la charge d'assurer la défense des colonies. Est-ce la *Guerre* ou la *Marine* qui devrait remplir ce rôle ? La question a donné lieu à de nombreux conflits et a été diversement résolue suivant les époques. Nous aurons à nous demander s'il n'y aurait pas

lieu de préférer une troisième solution : celle qui confi ce soin au département des *Colonies*.

Sous la Restauration, la garde des colonies fut assurée par des bataillons empruntés aux régiments de l'armée de terre. Depuis 1831 jusqu'à 1900, c'est la Marine qui a assuré en principe la défense des colonies avec les troupes d'infanterie et d'artillerie dont elle disposait. L'*infanterie de marine*, créée par l'ordonnance du 14 mai 1831, ne comptait d'abord que deux régiments : c'était simplement alors une fraction détachée de l'armée de terre mise à la disposition de la Marine. Mais progressivement son rôle grandit et son caractère se précisa. Le nombre des régiments qui avaient été élevé à 3 en 1838, fut porté à 4 par le décret du 30 mars 1854 (1<sup>er</sup> Cherbourg, 2<sup>e</sup> Brest, 3<sup>e</sup> Rochefort, 4<sup>e</sup> Toulon) et ce même décret décida que l'application à ces troupes des règlements de l'armée de terre serait subordonnée aux instructions du ministre de la Marine. Cette tendance du ministère de la Marine à faire lui-même les règlements applicables à des troupes qu'il considérait comme lui appartenant uniquement s'accrut encore en 1869. En 1871, le décret du 1<sup>er</sup> mars dédoublait les quatre gros régiments d'infanterie, dont chacun constituait une charge beaucoup trop lourde pour un seul colonel, et on eut ainsi dans nos armées de guerre 8 régiments d'infanterie de marine, chargés d'assurer la relève des garnisons coloniales.

L'*artillerie de marine*, créée en 1795 et organisée en 1814, a eu une destinée parallèle à celle de l'infanterie de marine. Son importance s'est accrue progressivement jusqu'à ce qu'un régiment unique qui tenait garnison à Lorient, le décret du 8 juillet 1893 substitua deux régiments.

Les troupes de la marine ont eu une histoire glorieuse, mais, même avec l'appoint des corps indigènes, elles n'ont pu suffire aux besoins des expéditions coloniales et de la défense de la France d'outre-mer. A plusieurs reprises, notamment lors des expéditions du Tonkin et de Madagascar, il fallut emprunter des troupes au département de la guerre.

Le point de savoir s'il convenait de conserver l'infanterie

l'artillerie de marine ou de rattacher ces troupes à l'armée de terre a été la grosse difficulté qui a retardé la solution du problème de l'armée coloniale. Parmi les nombreux projets et propositions de loi qui ont été présentés sur cette matière entre 1880 et 1900, les uns conservaient à la Marine la défense des colonies<sup>1</sup>, les autres la confiaient à la Guerre<sup>2</sup>. En faveur de la première solution, on invoquait les traditions historiques et la possession d'état. On ajoutait que la union intime de la Marine et des Colonies est conforme à la nature des choses et s'impose nécessairement en raison de la grandeur maritime d'un pays est intimement liée au développement de ses colonies. Le département de la Marine a donc personnellement intérêt à la conservation des colonies, laquelle apparaîtrait comme secondaire au département de la Guerre, naturellement disposé à tout sacrifier à la défense de la frontière de l'Est. C'est la Marine qui nécessairement conduit, approvisionne et rapatrie les troupes coloniales, celles-ci se trouvent par suite dans un état de dépendance inévitable vis-à-vis de leur transporteur. Si l'on confie à la Marine les troupes coloniales n'est-ce pas à l'ordre que celle-ci n'apporte plus le même zèle à l'accomplissement de cette partie de sa tâche? Qu'arrivera-t-il si, à un moment, alors qu'il y a urgence, un conflit éclate entre la guerre qui voudra faire transporter ses troupes et la Marine, pour une raison ou pour une autre, prétendra qu'il est impossible de le faire? On ajoutait enfin qu'il est impossible d'enlever à la Marine des troupes dont elle ne servait pas seulement pour la défense des colonies, et

Proposition Cabart-Danneville. *J. off.*, Doc. parl., Sénat, sess. 1896, p. 149 et sess. ord. 1899, p. 5 et suiv. Proposition de Buffet et de la Ferronnays. *J. off.*, Doc. parl., Chambre, sess. extr. 1897, p. 1407.

Proposition G. Cavaignac reposant sur la fusion des troupes d'infanterie et d'artillerie de marine et des corps indigènes avec le 19<sup>e</sup> corps d'armée. *J. off.*, Doc. parl., Chambre, sess. ord. 1895, p. 112-113. Proposition de Montaudou. *Ibid.*, sess. extr. 1898, p. 452 et suiv. Rapport de la Commission. *Ibid.*, sess. ord. 1900, p. 176 et suiv.

qu'en particulier elle ne pouvait pas se passer de son artillerie.

Les partisans du rattachement à la Guerre repoussent ces raisons, peut-être variables autrefois, ne le sont plus aujourd'hui. Il ne s'agit plus de défendre contre une invasion de débarquement de petites îles comme les Antilles ou les Mascareignes, tâche à laquelle la Marine pouvait suffire. Les troupes coloniales sont des troupes de terre, destinées à agir sur la terre d'après les mêmes règles et les mêmes méthodes que l'armée de terre. La Marine est incapable de les instruire et de les diriger. Aussi se désintéresse-t-elle d'un rôle pour lequel elle n'est pas faite. Et l'on signalait « l'incapacité d'humeur » existant entre la Marine et ses troupes, cette incapacité étant continuellement et systématiquement sacrifiée à l'ambition de la possession d'état que l'on invoque, ajoutait-on. Est-ce le titre du temps où les colonies étaient administrées par la Marine, mais aujourd'hui la Marine, ayant perdu l'administration des colonies, doit être logiquement déchargée de son rôle de leur défense. Celles-ci d'ailleurs peuvent maintenant se passer d'elle. Les communications avec les colonies peuvent s'établir sans le secours de la marine : ne possède-t-on pas des câbles sous-marins pour la transmission télégraphique des ordres ? La flotte de nos grands steamers de navigation ne peut-elle pas assurer le transport des troupes ? Au contraire, il est impossible de se passer des services du ministère de la Guerre. Pour le recrutement, pour la construction des troupes, pour l'élaboration des règlements militaires et la préparation à la guerre, pour la satisfaction des besoins en matériel, armement, équipement, l'entretien, pour l'emploi et l'utilisation des réserves, le ministère de la Guerre offre des garanties et des facilités qu'il est impossible de rencontrer ailleurs.

Cette seconde opinion l'a finalement emporté. Le décret du 10 juillet 1900 a rattaché les troupes coloniales au ministère de la Guerre.

#### 169. — Du rattachement de l'armée coloniale

**ministère des colonies**'. — Cette solution n'est pas celle que nous avions prévue et désirée.

Il est vraisemblable néanmoins, écrivions nous dans la première édition de cet ouvrage n° 142, que, par la force des choses, on arrivera peu à peu à une seconde conception toute différente. Le ministère des Colonies deviendra un troisième ministère militaire, ayant son armée à lui, l'armée coloniale, rattachée tout entière aux colonies, et n'ayant aucune attache en France. La création d'une direction militaire au ministère des Colonies est déjà un premier pas dans cette voie. La tâche sera nettement divisée : d'une part, l'armée nationale gardant et défendant seule la métropole ; d'autre part, l'armée coloniale dont le rôle sera de garder les colonies en temps de paix et de les défendre en temps de guerre. Chacune des deux armées devra suffire seule en principe à la tâche distincte qui lui sera assignée, sans avoir le droit d'escompter le concours de l'autre. Ce système aura certainement ses inconvénients. Il sera une atteinte grave à l'unité nationale et à la politique d'assimilation. La création d'un troisième ministère militaire sera une nouvelle cause de conflits. On ne saurera pas non plus d'objecter que « c'est sur les champs de bataille du continent qu'il se décide le sort des colonies », et cela sera vrai, et cependant cette solution s'imposera néanmoins : elle est dans la logique de la situation actuelle. On dira, en sa faveur, que le ministère des colonies ne peut rester dans un état de dépendance vis-à-vis de ses collègues de la Guerre ou de la Marine, et qu'étant responsable de la défense de nos possessions d'outre-mer, il doit avoir une entière liberté d'action. On ajoutera que cette scission entre les deux armées correspond à une meilleure et plus naturelle répartition des tâches ; que la guerre coloniale n'est pas la guerre européenne ; qu'en cas de conflit européen, il est illusoire de compter sur des troupes venues de l'autre bout du monde si elles ne restaient pas en route, arriveraient tout au

moins trop tard, étant donné la rapidité actuelle de la mobilisation ; que, d'ailleurs, le départ des troupes qui maintiennent les indigènes en respect serait dans plusieurs possessions le signal d'une insurrection et du massacre général des Européens ; que par conséquent il y a danger à rechercher une armée qui ne peut pas quitter les colonies. Le ministère surtout préoccupé de la défense de la métropole. On insistera enfin sur les avantages pratiques de la centralisation. L'armée coloniale n'ayant plus à faire face à une tâche restreinte et déchargée de tout service dans les colonies de France, il ne serait pas nécessaire d'avoir des effectifs aussi considérables que ceux dont on a besoin dans le nouveau système, et les engagements volontaires pourraient suffire. On pourrait aussi, en groupant nos colonies, utiliser chaque sur place et sans grands déplacements les contingents coloniaux. Bien encadrés et secondés par l'armée métropolitaine, ceux des colonies d'Amérique suffiraient à la défense des Antilles et de la Guyane. Ceux de la Réunion seraient utilisés pour la défense générale des îles de l'océan Indien. Les contingents de l'Inde française et de la Nouvelle-Calédonie pourraient concourir assez rapidement à la défense de l'Indo-Chine. On aurait ainsi, suivant l'idée de M. Lanessan<sup>2</sup>, quatre ou cinq groupes de colonies Amériques, Afrique occidentale, Océan Indien, Indo-Chine et France, dont chacun suffirait à sa propre défense. Il y a donc une solution qui, en regard d'inconvénients notables, offre de grands avantages pratiques. Elle mérite d'être nettement abordée et discutée à fond, puis ensuite d'être appliquée si elle est jugée utile. Le parlement donnerait certainement aux ministères de la Guerre et de la Marine la force de supporter le sacrifice d'amour-propre qu'ils leur imposerait la diminution de leurs attributions actuelles.

<sup>1</sup> « Les troupes coloniales sont faites pour les colonies et sont leur seule raison d'être, tout autre emploi de ces troupes doit être envisagé qu'à titre d'exception » Colonel LAFITTE, *Le Sud de Madagascar*, I, 237.

<sup>2</sup> *L'expansion coloniale*, p. 104 à 106.

« l'attente de la création d'un troisième ministère militaire ». Cet espoir ne s'est pas réalisé. Ni la Guerre ni la Marine voulaient de la création d'un troisième ministère militaire. Ils ont considéré comme intangible ce principe successivement proclamé par les lois de 1872, de 1889 et de 1905 sur le recrutement de l'armée<sup>1</sup> : « Tout corps organisé, quand il est sous les armes, est soumis aux lois militaires, fait partie de l'armée et relève *sous du ministre de la Guerre, sous du ministre de la Marine* ». Telle est la vraie raison qui a fait repousser une solution qui avait pour elle l'opinion des hommes les plus compétents, c'est-à-dire de ceux qui avaient l'expérience des choses coloniales à l'expérience des choses militaires<sup>2</sup>. Chez quelques-uns aussi existait l'acception de fonder les départements de la Guerre et de la Marine en un seul et gigantesque ministère de la défense nationale qui, par surcroît, se serait chargé aussi de la défense des colonies.

Le rattachement de l'armée coloniale au ministère des Colonies nous apparaît cependant de plus en plus comme la solution raisonnable et il est permis d'espérer qu'elle sera adoptée lorsque l'expérience aura montré les vices de celui de 1900, lorsque l'on aura bien vu que le rattachement à la Guerre ne vaut pas mieux que le rattachement à la Marine<sup>3</sup>. On a prétendu, mais sans le démontrer, que cette solution serait coûteuse et affaiblirait l'esprit militaire des troupes coloniales. Les objections, d'ailleurs discutables, ne sauraient prévaloir contre les raisons décisives que voici : « Le ministère des Colonies est le seul qui soit résolu à faire le nécessaire pour la défense de nos possessions ».

Il est à remarquer que cette règle avait été introduite dans la loi de 1872, non dans le but de faire obstacle à la création d'un troisième ministère militaire, mais dans celui de supprimer la garde nationale et d'en empêcher à l'avenir de contester la qualité de belvédère aux francs-tireurs.

C'était en particulier, croyez-nous, l'opinion du général Gallieni. En ce sens, voir le projet de résolution L. Hubert *J. off.*, Doc. Chambre, sess. extr. 1902 p. 179. Cf. proposition Messimy *J. off.*, Doc. parl., Chambre, sess. ord. 1903, p. 907.

d'outre-mer. C'est le seul qui soit susceptible d'apprécier leur juste valeur les services rendus par les troupes coloniales et qui soit disposé à faire aux officiers qui les commandent la situation morale et matérielle qu'ils méritent. Au ministère de la Guerre comme à celui de la Marine, la défense des colonies sera toujours considérée comme secondaire et l'armée coloniale sera inévitablement sacrifiée. Pour la Marine, la preuve est faite. Quant au ministère de la Guerre, il a immédiatement songé à constituer, à l'aide des troupes coloniales et de leur réserve, un corps d'armée supplémentaire susceptible de concourir à la défense de la métropole (D. 11 juin 1901, et il est résolu à tout sacrifier à ce résultat<sup>1</sup>. Ce ministère d'ailleurs a toujours traité avec un certain dédain les guerres coloniales considérées par lui comme moins sérieuses et moins savantes que les guerres européennes. De là une cause de découragement pour les officiers auxquels on persuade qu'aux colonies il s'agit tout au plus du théâtre des luttes décisives, et qui souvent ont lieu de craindre que les services rendus outre-mer ne soient pas suffisamment appréciés.

2° Le ministre des Colonies, étant seul responsable de la garde des colonies, doit disposer seul des moyens humains nécessaires pour arriver à ce résultat. Le décret du 3<sup>e</sup> mai 1890 a posé ce principe d'ailleurs reproduit par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 9 novembre 1901 : « Les gouverneurs sont responsables, sous l'autorité du ministre des Colonies, de la défense intérieure et extérieure des territoires placés sous leurs ordres ». Cette règle n'a pas seulement pour elle l'autorité qui s'attache au texte d'un décret; elle est l'application d'un principe plus général qui est fondamental, celui de l'unité d'autorité (n° 134). Des officiers qui attendent leur commandement du ministre de la Guerre ou de la Marine ont une tendance à se considérer comme indépendants des gouverneurs.

<sup>1</sup> Conception déraisonnable, d'ailleurs. La concentration de ce corps d'armée sans cohésion, dont tous les éléments sont dispersés, serait plutôt une cause de trouble au moment de la mobilisation. Rapport Noulens.

ars et a ne pas tenir un compte suffisant des ordres donnés par un fonctionnaire du ministère des Colonies. Ils obéissent volontiers aux ordres du gouverneur les instructions de leur ministre et les considérations techniques. Le décret du 9 novembre 1901, réglant les relations entre les gouverneurs et les commandants supérieurs des troupes aux colonies, s'est efforcé, il est vrai, de délimiter nettement les attributions de chacun. Mais toutes ces précautions resteront vaines tant qu'un commandant supérieur des troupes pourra croire sûr de l'appui et des bonnes grâces d'un homme qui est l'égal du supérieur de celui qui a qualité pour lui donner des ordres. De là les conflits, l'anarchie. Aux colonies un seul doit commander, le gouverneur, tous les autres doivent dépendre de lui et de lui seul. Le rattachement des Colonies ferait disparaître tous les conflits. En même temps, l'expédition des affaires courantes, qui exige aujourd'hui un échange continu de correspondances entre deux départements différents, serait considérablement simplifiée.

3° La Guerre et la Marine peuvent bien fournir une bonne tenue garnison aux colonies, mais elles sont également incapables de nous donner une armée coloniale. La véritable armée coloniale, en effet, n'a pas seulement un rôle militaire à remplir. Une tâche plus large lui incombe<sup>1</sup>. Nous ne parlons pas seulement de l'ancien commissariat (aujourd'hui intendance), et du service de santé des troupes coloniales qui ont un double rôle, à la fois civil et militaire, à remplir (n° 171). Mais l'armée proprement dite ne doit pas rester inactive aux colonies en temps de paix. Il lui appartient d'étudier le pays, de faire l'éducation de ses habitants, de collaborer à l'œuvre civilisatrice que notre pays a entreprise<sup>2</sup>. Les officiers et les hommes en général ne

Elle a été admirablement exposée dans un article retentissant publié par M. le lieutenant-colonel Lyautey dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 janvier 1900 sur le « rôle colonial de l'armée ».

<sup>1</sup> Le but poursuivi par le général Galliéni, c'est l'utilisation rationnelle de chaque homme du corps d'occupation conformément à ses aptitudes. Ce qu'il n'admet pas, c'est que la force vive que

demandent qu'à entrer dans cette voie, préférant un travail intéressant à l'ennui qui résulte de l'inaction. Mais et voilà l'autre qu'il leur soit tenu compte des services rendus à la cause de la colonisation. Or, seul, le ministère des Colonies a le pouvoir et la volonté de le faire. Un ministère exclusivement militaire, au contraire, se refusera toujours à élever des considérations de ce genre.

4° Le rattachement aux Colonies, enfin, rendrait possible le recrutement de l'armée coloniale, bien que ce point ait été soutenu. Le département des Colonies, en effet, dispose d'une foule d'emplois et de faveurs qui lui permettent de provoquer les vocations, d'attirer les engagements. Aux officiers, la perspective d'arriver à des fonctions élevées dans l'administration coloniale, aux hommes des connaissances de terre. Et ce ne serait pas le moindre avantage du système que de favoriser ainsi aux colonies l'utilisation des aptitudes acquises<sup>1</sup>.

représente un Français aux colonies reste inemployée. Du jour où le secteur assigné à une compagnie a été pacifié et où le dernier coup de fusil y a été tiré, cette compagnie ne représente plus seulement l'unité militaire, mais surtout une collectivité, un réservoir de contremaîtres, de chefs d'atelier, d'instituteurs, de jardiniers, de cultivateurs, tous portés, sans nouvelles dépenses de la métropole.

Trois des premiers cadres de la mise en valeur coloniale, les premiers initiateurs des races que nous avons la mission de civiliser, de faire vivre à la vie industrielle, agricole, économique, et aussi, au premier chef, à une plus haute vie morale, à une vie plus complète.

Et combien cela est facile avec le cher soldat français, qui, une fois dispersé par un, par deux parmi les villages algériens, le paysan de France, l'ouvrier de France, avec tout ce que ces deux comportent de qualités d'ordre, de prévoyance, d'ingéniosité, d'endurance, de cordialité, de belle humeur. L.-G. Lyautey.

Combien est facile aux colonies l'opposition des intérêts militaires, et combien il est absurde d'établir une séparation absolue entre des hommes également appelés à faire face à toutes les épreuves, quelles qu'elles soient, c'est ce que montre fort bien M. Lyautey : « Vainement on cherche la démarcation. La vérité c'est que la vie du dehors, la mise aux prises constantes avec la misère, les obstacles, les périls, la lutte quotidienne contre les hommes et les éléments plongent dans la même trépanne les différents tempéraments. De ceux qui ont été soumis à cette rude école de la

**170. — Organisation des troupes coloniales.** — La loi du 7 juillet 1900, qui a rattaché l'armée coloniale au ministère de la Guerre, a fixé en même temps les règles qui la régissent. Les principes essentiels de cette loi peuvent se résumer ainsi :

1° L'armée coloniale est une armée autonome distincte de l'armée de terre métropolitaine. La fusion des deux armées a été repoussée, non seulement à cause des abus qu'elle aurait rendus faciles, mais encore par suite de la crainte des officiers métropolitains de voir tous les hauts grades accaparés au bout de quelques années par leurs camarades plus jeunes ayant fait campagne aux colonies. Donc, séparation absolue en principe entre les deux armées. Une direction des troupes coloniales est créée au ministère de la Guerre (21 janvier 1901). L'armée coloniale a ses états-majors distincts de ceux de l'armée de terre. L'affectation d'un officier à l'une ou à l'autre des deux armées est définitive en principe, sauf permutation pour raisons de convenances personnelles (art. 13) laquelle ne peut pas s'appliquer aux autres officiers, le plus ancien prenant le rang d'ancienneté du camarade plus jeune qu'il remplace (Instruction min. Guerre, 16 juillet 1901).

Une armée coloniale ayant son esprit de corps particulier, ses traditions glorieuses, commandée uniquement par des officiers ayant l'expérience des colonies, était le résultat de l'on se promettait de l'autonomie. Lors de l'élaboration de la loi, on semble avoir attaché et non sans raison un grand prix à cette spécialisation des officiers coloniaux. Etant donné que, par ailleurs, on a pensé qu'eux seuls devraient être à l'honneur. L'art. 6 *in fine* porte que le ministre de la Guerre ne peut faire appel qu'à eux pour composer le personnel militaire des missions et explorations.

Le résultat cherché toutefois ne semble pas avoir été atteint. D'une part, la possibilité d'employer aux colonies

ne restent au premier tournant, mais des autres résulte un état spécial qui n'est plus ni le militaire ni le civil, mais tout simplement le colonial ».

certaines troupes algériennes dont les officiers font partie de l'armée métropolitaine (art. 8) ouvre une fissure par laquelle peuvent disparaître tous les avantages réservés par la loi de 1900 aux officiers des troupes coloniales. D'autre part, il existe actuellement dans l'armée métropolitaine un nombre d'officiers ayant une connaissance approfondie des colonies ou ils ont servi et du concours précieux auquel le texte de la loi oblige à se priver. L'exception faite par l'art. 9 pour les généraux que l'on peut faire passer de l'armée métropolitaine dans l'armée coloniale ou réciproquement n'est qu'un palliatif insuffisant et tardif. En fait, l'application de ce principe d'autonomie, si simple en apparence, semble devoir donner lieu à de nombreuses difficultés<sup>1</sup>.

2° L'armée coloniale est elle-même divisée en deux parties, dont l'une, stationnée en France, en Algérie ou en Tunisie, est payée sur le budget de la guerre et dont l'autre, stationnée aux colonies, est payée sur le budget des colonies. La partie qui reste en France a pour but d'assurer l'instruction et la relève de celle qui sert aux colonies. Une partie du personnel de l'artillerie coloniale est détachée au département de la Marine pour assurer les services techniques de l'artillerie de la Marine en France (D. 28 décembre 1900). Elle est payée sur le budget de la Marine.

L'effectif entretenu en France sur le budget de la guerre s'élève à 28 000 hommes environ<sup>2</sup>. Il fait l'objet de la section des dépenses du ministère de la Guerre qui se trouve au budget de 1907 à 33.848.390 francs. La composition de cet effectif est fixée par des décrets en date du 19 septembre 1903<sup>3</sup>. Il comprend 12 régiments d'infanterie coloniale

<sup>1</sup> Voir *Le Temps* du 21 février 1902.

<sup>2</sup> Effectifs des troupes coloniales stationnées dans la métropole en 1907 : officiers généraux et supérieurs, 312, officiers subalternes, 1784, sous-officiers, 3419, caporaux et soldats des cadres, 4 885. Soldats, 20 068. Total, 28 700. Sur ce total sont compris 1 132 hommes ou officiers (274) stationnés dans la métropole, mais payés sur les budgets de la Marine ou des Colonies. Rapport Noulens.

<sup>3</sup> Aj. D. 3 février 1906, portant organisation du personnel stagiaires officiers d'administration d'artillerie coloniale.

3 bataillons formant 3 divisions<sup>1</sup>, 3 régiments d'artillerie coloniale comprenant ensemble 36 batteries<sup>2</sup>, plus deux compagnies d'ouvriers d'artillerie et un détachement d'artilleurs d'artillerie<sup>3</sup>.

L'effectif stationné aux colonies est formé d'éléments plus variés. Il comprend : 1° des régiments ou unités d'infanterie d'artillerie coloniales; 2° des corps indigènes dont les chefs et les états-majors sont constitués à l'aide d'éléments empruntés à l'infanterie ou à l'artillerie coloniales (art. 7); la nature et l'importance de ces corps varient d'ailleurs fréquemment suivant les circonstances et les besoins; 3° des unités empruntées à la légion étrangère, aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique ou aux régiments de tirailleurs algériens qui appartiennent à l'armée métropolitaine (art. 8, 4°).

La répartition des troupes entre les diverses colonies a été l'objet dans ces dernières années d'importants remaniements. Un avis du Comité consultatif de défense des colo-

1° 1<sup>re</sup> div. (Paris) : 3<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> rég. à Rochefort, 21<sup>e</sup> et 23<sup>e</sup> à Paris; 2<sup>e</sup> division (Toulon) : 4<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> à Toulon, 22<sup>e</sup> à Hyères, 24<sup>e</sup> à Perpignan; 3<sup>e</sup> division (Brest) : 1<sup>er</sup> et 5<sup>e</sup> à Cherbourg, 2<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> à Brest.

2° 1<sup>er</sup> rég. : P. P. Lorient, P. S. Rochefort, 2<sup>e</sup> rég. : P. P. Cherbourg, P. S. Brest, 3<sup>e</sup> rég. : P. P. Toulon, P. S. Nîmes.

3° Ainsi modifié par D 23 mars 1907.

4° Les troupes métropolitaines fournissent actuellement 2 bataillons 1<sup>er</sup> étranger formant un régiment de marche dans les territoires militaires du Tonkin et 2 bataillons du 2<sup>e</sup> étranger formant corps dans le Delta à l'Indo-Chine et 1 bataillon du 2<sup>e</sup> étranger à Madagascar.

Un décret du 26 septembre 1902 a supprimé les *compagnies de discipline des colonies*. Les hommes qui les composaient ont été répartis, suivant leur origine, entre les compagnies de discipline métropolitaines ou coloniales et les bataillons d'infanterie légère d'Afrique. — Le corps de discipline des troupes coloniales, organisé par le décret du 19 septembre 1903, art. 6, a de même été supprimé par D 20 juillet 1905 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1906. Au Tonkin, en Cochinchine et à Madagascar, une section de discipline est organisée dans un régiment d'infanterie coloniale. Les compagnies de discipline des troupes métropolitaines reçoivent les militaires des troupes coloniales venant de France ou des autres colonies.

nies a posé en ces termes les principes nouveaux qui servent de base à notre organisation militaire outre mer :

1° Utiliser, dans l'extrême mesure possible, les éléments tirés des colonies elles-mêmes, afin de réanher progressivement l'autonomie défensive de chaque colonie, tout en réduisant autant que possible les contingents empruntés à la métropole et en laissant ainsi un plus grand nombre d'hommes disponibles pour la défense de la mère-patrie ;

2° Concentrer les efforts sur les colonies les plus importantes, tout en fournissant aux autres les moyens de se défendre contre des agressions possibles, en utilisant leurs ressources propres. Ces moyens sont des armes, des munitions, des instructeurs et une organisation appropriée ;

3° Réunir les colonies voisines en groupes, de manière à concentrer les éléments de force de toutes ces colonies et à les utiliser sur les points les plus importants, c'est-à-dire sur ceux où l'on peut obtenir des résultats positifs aussi bien dans la défensive que dans l'offensive ;

4° Rassembler, dans la mesure où les progrès de notre influence permettent, les troupes actuellement éparses dans toute l'étendue de nos possessions en une infinité de petits détachements et constituer de fortes unités bien encadrées et bien commandées, pourvus de tout le matériel et des services nécessaires, capables en un mot de résister à des armées européennes ou organisées à l'étranger.

En conséquence, il a été décidé que les troupes seraient réparties entre cinq groupes de colonies qui ont été ainsi classés par ordre d'importance : 1° groupe de l'Inde, 2° groupe de l'Afrique occidentale, 3° groupe de l'Asie orientale, 4° groupe des Antilles, 5° groupe du Pacifique. Dans chaque groupe, il existe dans la colonie principale un *commandant supérieur des troupes du groupe* et un *conseil de défense* qui centralisent tout ce qui concerne la défense du groupe. (D. 31 octobre 1902 et D. 26 mai 1903.)

Par application de ces principes, les décrets du 14 septembre 1903, modifiés en ce qui concerne l'A. O. E. par ceux du 29 mai 1906, fixent ainsi la composition des troupes coloniales aux colonies :

#### 1<sup>er</sup> décret Infanterie coloniale

Art. 4, § 2. « Les corps de troupes d'infanterie coloniale français comprennent aux colonies :

<sup>1</sup> J. off., doc. parl., Chambre, sess. ord., 1903, p. 461.

*Indo-Chine* : les 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> régiments d'infanterie coloniale à bataillons de 4 compagnies et le 12<sup>e</sup> régiment à 2 bataillons de 4 compagnies. — Chaque régiment peut, en outre, comporter éventuellement une compagnie de dépôt.

*Afrique orientale* : le 13<sup>e</sup> régiment à 3 bataillons de 4 compagnies, 1 bataillon à 2 compagnies à la Réunion.

*Afrique occidentale* : 1 bataillon à 4 compagnies.

*Antilles et Guyane* : 1 bataillon à 5 compagnies.

*Pacifique* : 1 bataillon à 3 compagnies<sup>1</sup>.

L'effectif de ces différents corps est indiqué aux tableaux 8 et 9.

Art. 5. — Les corps d'infanterie indigène comprennent :

*Indo-Chine* : 4 régiments<sup>2</sup> de tirailleurs tonkinois, dont 3, 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> à 4 bataillons et 1, 2<sup>e</sup> à 3 bataillons de 4 compagnies; 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> régiments de tirailleurs annamites à 3 bataillons de 4 compagnies; 1 bataillon de tirailleurs chinois à 2 compagnies, un bataillon de tirailleurs cambodgiens à 2 compagnies.

*Afrique orientale* : 3<sup>e</sup> régiment de tirailleurs sénégalais à 4 bataillons de 4 compagnies, 1 bataillon de tirailleurs sénégalais à 4 compagnies à Niégo Suarez, 3 régiments de tirailleurs malgaches à 3 bataillons de 4 compagnies.

*Afrique occidentale* : 1<sup>er</sup> régiment de tirailleurs sénégalais à 7 compagnies dont une montée, 2<sup>e</sup> régiment de tirailleurs sénégalais à 4 compagnies dont une montée; 4<sup>e</sup> régiment de tirailleurs sénégalais à 9 compagnies dont une montée, 1 bataillon de tirailleurs sénégalais de Tombouctou à 3 compagnies, 1 bataillon de tirailleurs sénégalais de Zinder à 4 compagnies, 1 bataillon de tirailleurs sénégalais de la Guinée française à 3 compagnies, 1 bataillon de tirailleurs sénégalais de la Côte d'Ivoire à 5 compagnies, un régiment d'infanterie indigène à 2 bataillons au Congo et au Tchéad.

L'effectif de ces unités est indiqué aux tableaux 10 et 11.

Les corps de troupes, français et indigènes, sont groupés dans les différentes colonies, suivant leur nombre, en brigades, divisions ou corps d'armée.

## 2<sup>e</sup> décret (Artillerie coloniale)

Art. 5. — Les troupes d'artillerie coloniale aux colonies et dans les pays de protectorat, comprennent :

*Indo-Chine* (modifié par D. 9 septembre 1905) : 2 régiments d'artillerie coloniale : le premier au Tonkin, le 4<sup>e</sup>, composé de 10 batteries dont 4 montées, 4 de montagne et 2 à pied, le 2<sup>e</sup> en Cochinchine.

La commission du budget de 1907 a réduit de 4 compagnies les effectifs d'infanterie coloniale du groupe des Antilles et du Pacifique, cette réduction devant être compensée par un accroissement de l'effectif de la gendarmerie coloniale laquelle est payée sur le budget local.

Aujourd'hui : 5 régiments.

le 5<sup>e</sup>, composé de 12 batteries mixtes 4 montées, 3 de montagne et 5 à pied ; 2 compagnies mixtes d'ouvriers d'artillerie coloniale, l'une au Tonkin, l'autre en Cochinchine.

*Afrique occidentale* : 1 régiment d'artillerie coloniale le 6<sup>e</sup> composé de 8 batteries mixtes 3 à pied, 2 montées affectées à la défense de Dakar, 3 montées ou de montagne affectées au corps de défense du Sénégal, 1 section mixte de montagne (dans le territoire du Tchad) et 1 compagnie de conducteurs indigènes 1 compagnie mixte ouvriers d'artillerie coloniale dans le Bas-Sénégal, et un détachement du même type dans les territoires du Haut-Sénégal et du Moyen-Niger.

*Afrique orientale* : 1 régiment d'artillerie coloniale, le 7<sup>e</sup>, composé de 8 batteries mixtes 1 montée, 3 de montagne, 4 à pied 2 compagnies mixtes d'ouvriers d'artillerie coloniale, l'une en Emyrne, l'autre à Dégou-Suarez.

*Antilles* : 1 groupe d'artillerie coloniale à 3 batteries à pied, 1 détachement d'ouvriers d'artillerie coloniale.

*Pacifique* : 1 batterie d'artillerie coloniale à pied, 1 détachement d'ouvriers d'artillerie coloniale.

Les effectifs de ces différents corps sont fixés aux tableaux 5, 6, 7 et 8<sup>2</sup>.

Les effectifs des troupes stationnées aux colonies comprennent en chiffres rond 22.000 Européens<sup>3</sup> et 38.000<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Aujourd'hui : 2 batteries.

<sup>2</sup> Aux effectifs prévus par ces décrets, il faut ajouter : 1 escadron de spahis sénégalais (D. 26 mai 1906), 1 escadron de cavalerie indigène du Congo (D. 6 octobre 1902 et D. 6 décembre 1903) 1 escadron de cavalerie indigène de l'Indo-Chine (D. 10 décembre 1903), 1 peloton de remonte en Indo-Chine (D. 10 décembre 1903), 1 section d'indigènes du génie en A. O. F. (D. 29 mai 1905), 2 compagnies d'indigènes du génie en Indo-Chine (A. G. G. 26 avril 1905).

<sup>3</sup> Officiers généraux et supérieurs 222, officiers subalternes 1.433, sous-officiers 3.931, caporaux et soldats 16.864 Total 22.472 (Rapport Noulens).

<sup>4</sup> Indo-Chine, 19.141 (infanterie 16.388, artillerie 1.719, génie 141, cavalerie 198, administration 460, infirmiers 235). Madagascar, 8.487 (infanterie 2.387 sénégalais dont 16 officiers et 5.238 malgaches, artillerie 689, administration 82, infirmiers 87). Afrique occidentale, 7.065 (infanterie 6.065 dont 43 officiers, artillerie 689, génie 48, cavalerie 106 dont 1 officier, administration 101, infirmiers 74). Congo, 1.477 (infanterie 1.274 dont 5 officiers, artillerie 87, cavalerie 122, infirmiers 13). Total 38.203. Les cadres européens ne sont pas compris dans ce total.

indigènes. Des *réserves indigènes*, dont la création a été autorisée par l'art. 18 de la loi du 7 juillet 1900, ont en outre été organisées en Indo-Chine<sup>1</sup> et dans l'A. O. F.<sup>2</sup>.

**171. — Administration, intendance et corps de santé des troupes coloniales.** — Cette matière est aujourd'hui réglée par trois décrets du 21 juin 1906. Pour comprendre toute la portée de ces décrets qui ont été la conséquence logique et pour ainsi dire le couronnement du rattachement des troupes coloniales à la Guerre, il faut se rappeler l'état de choses antérieur. L'étude de ce passé est instructive; elle montre toutes les difficultés qu'entraîne le passage d'un corps de fonctionnaires d'un département ministériel à un autre : atteintes portées aux situations acquises, froissements d'amour-propre, désorganisation des services; toute une génération en a souffert.

Au temps où les colonies dépendaient du ministère de la Marine, les officiers du commissariat de la Marine dirigeaient les services administratifs de la Marine aux colonies comme en France<sup>3</sup> et, malgré certaines différences entre le cadre colonial et le cadre métropolitain, on estimait qu'il n'y avait toujours « qu'un même corps momentanément divisé en deux sections ». Les ordonnances de Charles X faisaient à ces officiers une place importante dans l'organisation administrative des colonies. l'un d'eux était ordonnateur (n° 131), un autre était contrôleur colonial (n° 159). De même un seul corps de santé était commun à la Marine et aux Colonies : des médecins de la marine étaient détachés à tour de rôle dans les hôpitaux coloniaux, et il y avait un seul conseil supérieur de santé au ministère de la Marine. Le corps de l'inspection était également commun (n° 159).

La séparation des Colonies et de la Marine entraîna comme

<sup>1</sup> D. 1<sup>er</sup> novembre 1904, modifié par D. 21 juin 1906.

<sup>2</sup> D. 14 novembre 1904, modifié par D. 21 juin 1906 Aj. D. 27 mars 1907.

<sup>3</sup> Sur les attributions du commissariat, consulter : FOURNIER et NEVEU, *Traité d'administration de la marine*, 3 vol.

conséquence le dédoublement de ces différents corps. En 1887, l'inspection des Colonies fut séparée de l'inspection de la Marine. Un décret du 3 octobre 1889 fit du commissariat colonial un corps autonome complètement distinct du commissariat de la marine. Un décret du 7 janvier 1890 créa un corps de santé des colonies différent du corps de santé de la marine; l'administration des colonies eut son conseil supérieur de santé particulier. Des officiers qui avaient leur origine commune durent alors bifurquer. Mais une difficulté se présenta en ce qui concerne ceux qui optèrent pour les colonies. Cessant d'appartenir au département de la Marine, pouvaient-ils conserver l'état d'officier? Le ministère de la Marine le niait, et, lorsque la création du ministère des Colonies eut rendu tout retour en arrière impossible, il provoqua, en 1897, un avis du Conseil d'État qui résolut la question par une distinction. Aux termes de cet avis, auraient seuls conservé la qualité d'officier les anciens médecins de la marine ayant opté en 1890 pour le service colonial, mais cette qualité d'officier n'appartiendrait pas aux médecins entrés dans le service colonial depuis 1890. La portée de cet avis était considérable. Le même raisonnement, en effet, pouvait être appliqué *mutatis mutandis* aux inspecteurs des colonies, aux commissaires coloniaux, aux surveillants militaires et aux infirmiers coloniaux. Dès lors, surveillants et infirmiers auraient cessé d'être justiciables des conseils de guerre. Pour eux, plus de médaille militaire, plus de décoration si ce n'est au titre civil. Les arrêts des conseils de guerre ou avaient siégé des officiers du commissariat auraient dû être annulés. En présence de conséquences aussi fâcheuses et aussi peu équitables, la Cour de cassation recula. Par un arrêt du 30 décembre 1897, elle jugea que les officiers coloniaux sont justiciables des conseils de guerre.

La loi du 7 juillet 1900, en rattachant les troupes coloniales au ministère de la Guerre, mit fin à ces difficultés et donna sur ce point pleine satisfaction aux commissaires et aux médecins. Ils avaient désormais sans distinction la prérogative d'officier : cette qualité n'était plus contestable par

qu'ils dépendaient à nouveau d'un ministère militaire. Mais une autre difficulté plus grave allait surgir, menaçante pour le bien du service encore plus que pour les personnes.

Le ministère de la Guerre devait tendre naturellement à appliquer aux commissaires et aux médecins des colonies les règles suivies pour l'intendance et le corps de santé des troupes métropolitaines. Cette évolution était difficile, étant donné le double rôle, à la fois civil et militaire, que les commissaires et les médecins remplissaient aux colonies. Le commissariat, écrivait M. Bienvenu-Martin<sup>1</sup>, ne constitue pas seulement l'intendance des troupes coloniales; il est chargé en outre de la vérification et de l'ordonnancement des dépenses militaires aux colonies et il possède diverses attributions civiles. Les chefs du service administratif sont conseillers des banques coloniales, membres des conseils privés et des conseils du contentieux, ils ont la gestion des successions des fonctionnaires des services coloniaux et des services locaux délégués dans les colonies, ils sont l'office de commissaires de l'inscription maritime et à ce titre administrent les inscrits, les caisses des invalides et des gens de mer, exercent la police de la navigation et de la pêche, liquident les naufrages. Le commissariat colonial a l'entretien des dépôts de vivres et de matériel que la Marine possède dans certaines colonies et assure dans les autres, au moyen de cession ou autrement, le ravitaillement des bâtiments de passage. Ce rôle de fonctionnaires mixtes, à la fois civils et militaires, qui était ainsi dévolu aux commissaires ne cadre plus avec leur incorporation dans une armée relevant exclusivement du ministre de la Guerre... »

De même pour les médecins. Les hôpitaux coloniaux étaient destinés à la population civile aussi bien qu'aux troupes, et, dans la plupart des colonies, où il n'y a pas de médecins civils, la responsabilité de l'état sanitaire de la colonie tout entière incombe au corps de santé<sup>2</sup>. Comment

<sup>1</sup> Rapport sur la budget des colonies pour l'année 1902 (*J. O.*, Doc. parl., Chambre des députés, sess. ord. 1901, p. 1108).

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 1109.

tout cela allait-il fonctionner désormais? Il y avait là un argument considérable, ajouté à tant d'autres, en faveur du rattachement de l'armée coloniale au ministère des Colonies (n° 169).

Le ministère de la Guerre se décida très vite à passer outre sans se préoccuper des besoins du service colonial. Le décret du 11 juin 1901, sur l'administration des troupes coloniales, plaça le directeur du commissariat (c'était le nouveau poste donné à l'ancien chef du service administratif) sous les ordres immédiats du commandant supérieur des troupes, chef responsable de l'administration militaire dans l'étendue de son commandement (art. 4). L'ancien chef d'administration recevant directement du gouverneur, n'était plus désormais le subordonné du commandant supérieur des troupes. Et, par voie de conséquence, il cessait de faire partie du conseil privé ou du conseil d'administration de la colonie, il ne pouvait plus y être appelé qu'accidentellement et à titre consultatif comme le directeur de l'artillerie. L'ancien commissariat était bien déchiré. Mais il y avait quelque chose de plus grave qu'une blessure d'amour-propre. M. Bienvenu-Martin, à montré, dans le rapport dont un extrait a été cité plus haut, combien l'état de choses créé par le décret de 1901 était régulier et dangereux. « Le ministre des Colonies, dit-il, ordonnateur des crédits militaires inscrits à son budget, n'a pu d'autorité sur les agents sous-ordonnateurs de ces mêmes crédits. C'est lui qui est responsable de leur emploi devant le Parlement, mais il ne peut donner des ordres au personnel chargé de les administrer. Il n'y a pas dans notre législation d'autre exemple d'une situation aussi anormale... Si les services administratifs appelés non seulement à préparer le budget, mais à liquider et à ordonnancer les dépenses militaires aux colonies, échappent à l'action du ministre qui est le gardien et le dispensateur de ces crédits, n'y a-t-il pas lieu de craindre qu'ils ne soutiennent pas avec la même vigilance que par le passé les intérêts du Trésor toutes les fois que ces intérêts seront en opposition avec ceux des corps de troupes? Sous le régime antérieur, le commissariat pouvait

exister aux demandes du commandement puisqu'il en était indépendant; aujourd'hui qu'il est placé sous son autorité et qu'il dépend de lui pour l'avancement, aura-t-il la même liberté pour administrer avec économie les deniers dont la gestion lui est confiée? Les instructions du ministre des Colonies auront toujours moins de force à ses yeux que les ordres de ses chefs militaires ».

L'exactitude de ces critiques n'a pas arrêté une évolution qui était dans la logique de la situation. Peu à peu le commissariat a été dépouillé de ses attributions civiles. Un décret du 13 juin 1889, dans le but de décharger complètement le commissariat de la marine du service colonial, avait établi dans les principaux ports du commerce de la métropole (Le Havre, Nantes, Bordeaux, Marseille, un service spécial dirigé par des officiers du commissariat colonial. En 1905, ces officiers furent remplacés par des fonctionnaires civils détachés de l'administration centrale. Puis sont survenus les trois décrets du 21 juin 1906 qui abrogent et remplacent le décret unique du 11 juin 1904.

a) Le premier décret est relatif à l'administration des troupes coloniales. Il s'inspire des mêmes principes fondamentaux que la grande loi du 16 mars 1882 sur l'administration de l'armée. Comme cette loi, il pose tout d'abord (art. 1) comme règle essentielle la séparation entre la *direction*, la *gestion* ou *exécution*, et le *contrôle*. La direction ne participe pas aux actes de la gestion qui lui est soumise; le contrôle ne prend part ni à la direction, ni à la gestion. Ce principe une fois posé, le décret distingue entre les troupes coloniales stationnées aux colonies et celles stationnées en France, en Algérie ou en Tunisie.

Aux colonies, les troupes coloniales ont des personnels spéciaux pour diriger et assurer le service de l'artillerie, le service de l'intendance et le service de santé. Les directeurs placés à la tête de chacun de ces trois services exercent toutes les attributions conférées en France aux directeurs des services correspondants des troupes métropolitaines par la loi du 16 mars 1882. Le directeur de l'artillerie exerce de

plus les attributions confiées en France au directeur du gîte et le directeur de l'intendance est chargé en outre de l'ordonnancement de toutes les dépenses militaires (art. 241). Le contrôle est assuré par le corps de l'inspection des colonies (art. 1).

En France, au contraire, le service de l'intendance et celui de la santé restent bien assurés par le personnel propre aux troupes coloniales, mais les services de l'artillerie et le génie sont dirigés par le personnel des services correspondants des troupes métropolitaines (art. 3). Le contrôle est assuré par le corps du contrôle de l'administration de l'armée. Toutefois, dans certains établissements et services spéciaux placés sous l'autorité immédiate du ministre des Colonies<sup>1</sup> (art. 4), le contrôle reste assuré par le corps de l'inspection des colonies (art. 1).

Les art. 6 à 9 sont relatifs aux attributions et aux devoirs des commandants supérieurs des troupes aux colonies. Chef responsable de l'administration militaire dans l'étendue de son commandement, le commandant supérieur des troupes du groupe a sous ses ordres immédiats les directeurs des services, mais lui-même est placé sous l'autorité supérieure du gouverneur ou du gouverneur général, et il ne peut correspondre avec le ministre de la Guerre ou celui des Colonies que par son intermédiaire.

b) Le second décret est relatif à l'*intendance* des troupes coloniales. Il a été rendu en exécution de la loi du 14 avril 1906 qui autorise la transformation du commissariat colonial en intendance militaire des troupes coloniales. Les commissaires généraux deviennent des intendants (officiers généraux), les commissaires principaux des sous-intendants (officiers supérieurs), les commissaires de première classe

<sup>1</sup> Cette formule vise en fait le service colonial dans les ports de commerce qui, outre ses attributions à l'égard des services de la douane, pourvoit à l'embarquement des détachements envoyés outre-mer, en partie au débarquement des militaires rapatriés, à la gestion de l'établissement militaire et de munitions et à l'expédition de matériel militaire aux colonies.

deviennent des adjoints à l'intendance (capitaines). Quant aux anciens commissaires de 2<sup>e</sup> et de 3<sup>e</sup> classe, en attendant leur disparition, on leur conserve leurs fonctions avec le titre d'attachés de 1<sup>re</sup> ou de 2<sup>e</sup> classe à l'intendance. Un personnel d'*officiers d'administration* des troupes coloniales (deux catégories : *des bureaux et des magasins*) remplace l'ancien personnel des agents et des agents comptables du commissariat et une *section de commis et ouvriers d'administration*, organisée par D. 16 janvier 1907, est affectée aux travaux d'écriture et d'exploitation.

Mais que deviennent les attributions civiles des anciens commissaires ? L'art. 7, al. 3, du décret du 11 juin 1904 les leur avait formellement maintenues. L'art. 1, *in fine*, du second décret du 21 juin 1906 dit simplement : « Les attributions autres que celles qui sont ci-dessus spécifiées et qui, en vertu des dispositions légalement prises, pouvaient jusqu'à ce jour être confiées aux officiers du commissariat des troupes coloniales peuvent être également confiées aux fonctionnaires de l'intendance militaire des troupes coloniales ». Mais le désir des rédacteurs du décret est évidemment que ces fonctions soient confiées peu à peu à des fonctionnaires civils. Il est conforme à l'esprit de la législation nouvelle de confier les intendants dans leurs attributions purement militaires. On tend à leur enlever l'inscription maritime aux colonies<sup>1</sup>. On leur a déjà enlevé les fonctions de censeurs des banques coloniales. Pauvre commissariat !

c) Le 3<sup>e</sup> décret concerne le corps de santé. Les médecins et les pharmaciens des troupes coloniales ont, comme les intendants, une hiérarchie propre dont les grades correspondent à ceux de la hiérarchie militaire. Des *officiers d'administration du service de santé* (art. 5 et 6) et une *section d'infirmiers militaires* (art. 8 et 9, organisée par D. 16 janvier 1907, concourent à l'exécution du service. Les élèves des écoles indigènes de médecine peuvent être employés comme médecins auxiliaires dans les corps indigènes ou servent

<sup>1</sup> Circ. min., 19 février 1904 (Dar., 1905, p. 473).

des militaires de leur race et dans les formations sanitaires de la colonie dont ils sont originaires. Ils ont rang de sous-officiers (art. 7).

Mais, ici encore, que deviennent les autres fonctions confiées autrefois au corps de santé des colonies ? L'art. 1 *in fine*, porte : « Il n'est pas dérogé aux dispositions déjà en vigueur prises en vertu desquelles des fonctions autres que celles ci-dessus spécifiées peuvent, à défaut d'un personnel médical civil suffisant, être confiées aux officiers du corps de santé des troupes coloniales ». L'addition des mots « à défaut d'un personnel médical civil suffisant », qui ne se trouvait pas dans l'art. 14 du décret du 11 juin 1901, montre bien qu'il y a encore le vœu des auteurs du décret est que les médecins et pharmaciens des troupes coloniales soient confiés de plus en plus dans leur rôle militaire<sup>1</sup>.

Les effectifs des officiers du service de l'intendance et du service de santé sont ainsi fixés par des décrets du 8 septembre 1906 : a) intendants : intendants généraux et intendants militaires, à fixer par une loi spéciale ; sous-intendants de 1<sup>re</sup> classe 12, de 2<sup>e</sup> classe 15, de 3<sup>e</sup> classe 45 ; adjoints à l'intendance 20 ; b) officiers d'administration de l'intendance : 1<sup>o</sup> service des bureaux : officiers d'administration principaux 4, officiers d'administration de 1<sup>re</sup> classe 16, de 2<sup>e</sup> et de 3<sup>e</sup> classe 64 ; 2<sup>o</sup> service des magasins : officiers d'administration principaux 3 ; officiers d'administration de 1<sup>re</sup> classe 13, de 2<sup>e</sup> et de 3<sup>e</sup> classe 50 ; c) médecins et pharmaciens : médecins inspecteurs généraux et inspecteurs 6

■ Leur qualité d'officier n'empêche pas jusqu'ici les docteurs qui appartiennent au corps de santé des colonies d'exercer la médecine civile. Ce droit, qui leur avait été contesté par les quelques médecins civils qui existent aux colonies, leur a été formellement reconnu par une circulaire du sous-secrétaire d'État des Colonies du 1<sup>er</sup> juillet 1906. En fait, dans la plupart des colonies, le nombre des médecins militaires est absolument insuffisant, et il serait inadmissible que la population fût privée des soins médicaux que l'officier du corps de santé rendant à l'armée de elle peut facilement lui donner. Ces civils doivent seulement être tenus de payer une patente comme les médecins civils.

fixer par une loi spéciale ; médecins principaux de 1<sup>re</sup> classe 12, de 2<sup>e</sup> classe 18 ; médecins-majors de 1<sup>re</sup> classe 88, de 2<sup>e</sup> classe 175 ; aides-majors de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> classe 141 ; pharmacien principal de 1<sup>re</sup> classe 1, de 2<sup>e</sup> classe 2 ; pharmaciens-majors de 1<sup>re</sup> classe 5, de 2<sup>e</sup> classe 19 ; aides-majors de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> classe 19 ; d) officiers d'administration du service de santé : officiers d'administration principaux 2 ; officiers d'administration de 1<sup>re</sup> classe 9, de 2<sup>e</sup> et de 3<sup>e</sup> classe 27. Ces effectifs sont des maxima. La répartition de ces officiers entre la France et les colonies est faite après entente entre les ministres de la Guerre et des Colonies. Les officiers placés hors cadre ne sont pas compris dans les effectifs ci-dessus.

**172. — Solde et retraites.** — La solde des troupes coloniales payées sur le budget de la Guerre est la même que celle des troupes métropolitaines. La solde des troupes coloniales à la charge du département des Colonies est fixée par le décret du 29 décembre 1903 qui a simplifié les règles antérieurement suivies en faisant disparaître des différences injustifiées<sup>1</sup>. Pour les frais de route, les dispositions générales des décrets du 3 juillet 1897 et du 6 juillet 1904 (n° 160) doivent être complétées en ce qui concerne les militaires par l'instruction du 27 novembre 1906<sup>2</sup>. La remonte aux colonies fait l'objet de deux décrets du 3 août 1904. Une masse d'alimentation et de ravitaillement a été créée dans les corps de troupes stationnés aux colonies par un décret du 11 décembre 1906<sup>3</sup>. Une masse de casernement a été créée par D. 17 janvier 1907.

Les officiers des troupes coloniales conservent en ce qui concerne le droit à une pension de retraite le bénéfice

<sup>1</sup> Les indemnités autres que celles prévues par ce décret qui peuvent être allouées aux officiers sur les budgets locaux à titre de supplément de fonctions sont passibles de la retenue de 50 0/0 (arr. Col. 27 novembre 1906 B. O. C. 1906, p. 1204).

<sup>2</sup> B. O. C. 1906, p. 1081 et suiv.

<sup>3</sup> Voir ce décret avec l'instruction du même jour et la circulaire qui les accompagne dans B. O. C. 1906, p. 1146-1190.

de la situation antérieure au rattachement à la Guerre (L. 7 juillet 1900, art. 22 *in fine*). L'art. 18 de cette même loi prévoit également des pensions de retraite pour les militaires indigènes des troupes coloniales. En exécution de cet article, le décret du 25 septembre 1905 règle les conditions d'obtention et le taux de la pension<sup>1</sup>. Ces pensions sont liquidées et concédées par l'autorité métropolitaine et payées par imputation sur le budget métropolitain, mais la colonie d'origine de l'indigène en doit le remboursement proportionnellement à la durée des services accomplis sur son territoire, les services accomplis hors de la colonie d'origine restant seuls définitivement à la charge de la métropole (art. 7). Sur le sens du mot *colonie d'origine*, voir art. 3 *in fine*.

**173. — Relève des troupes coloniales.** — Les conditions de la relève sont fixées aujourd'hui par un décret du 30 décembre 1903 qui abroge et remplace celui du 28 décembre 1900. Le titre I concerne les officiers, le titre II les sous-officiers et le titre III les brigadiers, caporaux et soldats. Pour les officiers, les affectations à chaque colonie sont prononcées par le ministre de la Guerre. Exceptionnellement, celui-ci doit s'entendre avec son collègue des Colonies pour désigner les commandants des troupes, les commandants de place forte, les directeurs des services administratifs et les officiers employés à des services spéciaux ou occupant des situations politiques ou administratives (art. 1). Des *cycles de tour de service*, établies d'après des règles précises et publiées chaque mois au *Journal officiel*, indiquent l'ordre dans lequel les officiers doivent partir pour les colonies (art. 2 et 3). La durée du séjour réglementaire traversée (non comprise) est de trois ans pour les Antilles, la Réunion, la Nouvelle-Calédonie, Tahiti et Saint-Pierre et Michelon, de deux ans pour la Guyane, l'Indo Chine, Madagascar, les Comores, la Côte des Somalis et le Sénégal, de vingt-cinq

<sup>1</sup> Aj. instr. min. Guerre, 3 juillet 1905 (B. O. C. 1906, p. 626).

le Congo, le Dahomey, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Soudan et les territoires militaires de l'A. O. F. 1). Des congés de six mois peuvent être accordés aux soldats qui désirent retourner dans la même colonie (art. 8). Les sous-officiers, des listes de tour de service colonial également établies (art. 14); mais la durée réglementaire du premier séjour est en général plus longue : quatre ans au lieu de trois pour les Antilles et la Réunion, l'Inde, la Nouvelle-Calédonie, Tahiti et Saint-Pierre et Miquelon, six ans pour l'Indo-Chine et Madagascar, trente mois pour le Sénégal et le Soudan (art. 15). Pour les brigadiers, caporaux et soldats, quatre listes de départ *a b c d* sont dressées (art. 10); la durée réglementaire du séjour est la même que pour les sous-officiers (art. 26). Ne peuvent être inscrits sur les listes de départ que les hommes ayant au moins six mois de présence sous les drapeaux et vingt et un ans révolus (L. du 10 août 1900, art. 14).

Le relèvement des tirailleurs sénégalais en service au Maroc et au Congo français s'opère aujourd'hui conformément à des règles précises fixées par l'instruction du 22 novembre 1906<sup>1</sup>.

**4. — Recrutement de l'armée coloniale.** — Tous les corps de troupes, si divers, sont loin d'avoir la même importance. L'infanterie et l'artillerie coloniales forment l'élément essentiel et fondamental : la difficulté de leur recrutement constitue en même temps le nœud de ce problème si complexe de l'armée coloniale. Le rôle des autres troupes est secondaire. Les corps indigènes, et en particulier les tirailleurs sénégalais, ont sans doute apporté un concours précieux, mais ils ne sauraient être considérés que comme un appoint. La difficulté n'est pas de les recruter — en offrant de nombreux avantages on obtient facilement tous les engagements volontaires dont on a besoin — mais de résister à la tendance naturelle qui pousse à leur donner un développe-

1. O. C., 1900, p. 1142.

A. G. — 1.

ment et une importance exagérés. La légion étrangère, en particulier, ne peut être que d'un secours limité. Ce sont donc bien les Français servant dans l'infanterie et dans l'artillerie coloniales qui forment le fonds même de notre armée coloniale, et il dépend des pouvoirs publics de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'entier et complet recrutement de ces corps.

Autrefois, lorsqu'existait le service de cinq ans, les mauvais numéros fournissaient à ces armes un contingent annuel de 6 500 appelés : cela formait, avec les engagés volontaires, un effectif de plus de 40.000 hommes. L'art. 44 de la loi du 15 juillet 1889 affecta aux troupes coloniales 1° les contingents coloniaux provenant des colonies autres que les Antilles, la Guyane et la Réunion; 2° les engagés volontaires; 3° les jeunes gens ayant demandé à servir dans les troupes coloniales après le conseil de révision; 4° à défaut d'un nombre suffisant d'hommes compris dans les catégories précédentes, les jeunes gens dont les numéros suivent immédiatement ceux des hommes affectés à l'armée de mer ouverts par la loi. Le législateur, ne croyant pas possible de supprimer les mauvais numéros, ne voulait tout au moins y recourir qu'à la dernière extrémité. Malgré cela, l'effet immédiat de la loi nouvelle fut de les multiplier. En effet, le service réduit à trois ans, il devint nécessaire, pour conserver le même effectif, d'augmenter le nombre des appelés. Ce fut la première année : la classe 1889 fournit 11 000 hommes. Mais l'impopularité de ce mode de recrutement en rendait la continuation difficile. Une loi sur l'armée coloniale promise depuis longtemps, était à l'étude : on ne l'emmena point à chacune des classes 1890 et 1891 que 2.000 hommes. Depuis, aucun appelé des contingents n'a été enrôlé dans l'infanterie ou dans l'artillerie de marine. La loi du 30 juillet 1893 portant organisation de l'armée coloniale — loi sommaire et incomplète qui, dans les trois articles qui la composent, ne traite que du recrutement de cette armée — est venue en effet prohiber expressément ce mode de re-

alement par son art. 1 qui pose le principe suivant : *l'armée coloniale, en ce qui concerne l'élément français, se recrute exclusivement par des volontaires.*

Ce principe est absolu. Plus de mauvais numéros. D'incorporation des contingents coloniaux, pas davantage. L'art. 1 de la loi de 1889 est abrogé. Il n'y a plus que des engagements volontaires. Mais ce mode de recrutement peut-il fournir en fait le nombre d'hommes suffisant ? Toute la question est là. Les auteurs de la loi de 1893, sans trop croire peut-être au fond d'eux mêmes, ont voulu tout au moins se bercer de cette illusion qu'en multipliant les facilités et les avantages offerts aux volontaires, ils pourraient provoquer un nombre d'engagements suffisant (Voir art. 2 et 3).

Malgré ces commodités et ces avantages, la loi de 1893 n'a pas fourni les résultats espérés. Un sénateur, M. Ch. Biot, en a dénoncé l'insuffisance à la tribune<sup>1</sup>. Bien que l'on ait abaissé outre mesure la taille pour l'artillerie de marine, bien que l'on soit allé jusqu'à accepter le rengagement de certains hommes qui auraient été mieux placés dans le corps des disciplinaires coloniaux, les régiments stationnés dans nos ports se trouverent bientôt réduits à l'état de squelette. La loi de 1900 s'efforça de remédier à cet inconvénient en permettant d'incorporer dans les troupes coloniales stationnées dans la métropole des hommes du contingent métropolitain, lesquels ne sont pas astreints à servir aux colonies (art. 14). La combinaison était ingénieuse : elle permettait d'étoffer ces régiments et d'alléger ainsi le service qui leur est imposé en France, et de fournir ainsi des réservistes (voir art. 17) au corps d'armée supplémentaire que l'on avait voulu créer. Malheureusement, elle n'augmentait pas d'une unité le nombre des hommes dont on pouvait disposer pour la relève.

Survint la loi du 21 mars 1903 sur le recrutement de l'armée. L'art. 37 de cette loi porte :

<sup>1</sup> Interpellation du 10 mai 1894.

« Sont affectés aux troupes coloniales : 1° les jeunes gens provenant des contingents des colonies de la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion, et les Français astreints au service militaire dans les colonies et pays de protectorat visés à l'art. 90; 2° les hommes qui ont été admis à s'engager ou à contracter un rengagement dans lesdites troupes suivant les conditions spéciales déterminées aux art. 50 à 56 ci-après; 3° les jeunes gens qui, au moment des opérations du conseil de revision, auront demandé à entrer dans les troupes coloniales et auront été reconnus propres à ce service; 4° les omis visés à l'avant-dernier alinéa de l'art. 16 ci-dessus; 5° à défaut d'un nombre suffisant d'hommes compris dans les catégories précédentes, les jeunes gens du contingent métropolitain qui auront été affectés par le recrutement aux troupes coloniales, mais sans que ces jeunes gens puissent être envoyés aux colonies sans leur consentement.

Mais cette loi, par cela même qu'elle réduit de trois ans à deux ans la durée du service dans l'armée active, a encore aggravé en fait la situation antérieure. Le décret du 25 août 1905, relatif aux engagements et rengagements dans les troupes coloniales, modifié par celui du 21 juin 1906, offre pourtant aux jeunes gens des combinaisons qui s'adaptent aux situations les plus diverses : à côté des engagements et rengagements à terme fixe, il y a des engagements et rengagements résiliables; il y a aussi des engagements spéciaux pour une colonie déterminée ou un groupe déterminé de colonies (art. 4), des engagements de trois ans, dits de devancement d'appel pour les jeunes gens qui résident aux colonies (art. 8. Cpr. Arr. min. Guerre, 13 août 1906). Ces facilités auront-elles la vertu d'augmenter le nombre des engagements et rengagements qui était tombé à 4.856 en 1905<sup>1</sup>?

### **175 — Gendarmerie coloniale et garde indigène. —**

En dehors des troupes qui relèvent de l'autorité militaire et qui sont payées sur les fonds de l'Etat, il existe aux colonies des forces de police payées sur les budgets locaux et

<sup>1</sup> Engagements : 1.226 pour l'infanterie coloniale et 349 pour l'artillerie. Rengagements : 2.788 pour l'infanterie et 453 pour l'artillerie (Rapport Noulens).

ont les autorités civiles disposent pour le maintien de l'ordre. Elles sont de deux sortes : la gendarmerie coloniale et la garde indigène.

La *gendarmerie coloniale* est régie, comme la gendarmerie métropolitaine, par le décret du 20 mars 1903 (modifié par celui du 2 sept. 1906 qui a remplacé celui du 1<sup>er</sup> mars 1854. Elle n'existe pas dans toutes les colonies, mais seulement dans celles qui ont été acquises avant 1870 et où les autorités locales ont pris un certain développement. Les effectifs des compagnies et des détachements de gendarmerie coloniale varient dans chaque colonie suivant les besoins et les circonstances. Il y a aujourd'hui plutôt une tendance à les réduire<sup>1</sup>. Les officiers de la gendarmerie coloniale jouissent du bénéfice du décret du 29 décembre 1903 sur la solde (Déc. 15 mai 1905).

La gendarmerie coloniale est renforcée par des *auxiliaires indigènes* en Indo-Chine (D. 11 mai 1903) et au Sénégal (D. 5 mai 1904).

La création des milices indigènes est prévue par l'art. 19 de la loi du 7 juillet 1900 qui décide qu'elles doivent être organisées par décret. En exécution de cette loi, la *garde indigène* a été réorganisée en Indo-Chine par D. 31 décembre 1904 et à Madagascar par D. 8 juil. et 1906. Au Congo français, les arrêtés locaux du 1<sup>er</sup> et du 2 décembre 1902 qui ont réorganisé la *garde régionale* sont encore en vigueur. Dans l'A. O. F., l'organisation, d'ailleurs rudimentaire et insuffisante des forces de police n'a pas encore fait l'objet d'une mesure générale et varie suivant les colonies. Mais le désir de la métropole de remplacer autant que possible les troupes indigènes payées sur le budget métropolitain par des milices

<sup>1</sup> Ces effectifs sont actuellement fixés par les décrets suivants : Réunion D. 25 juin 1906, Martinique et Guyane D. 11 août 1904; Guadeloupe D. 8 mai 1905 et D. 8 mai 1906; Saint-Pierre et Michelon, D. 28 septembre 1906; Sénégal D. 10 juin 1899; Indochine D. 21 août 1899, Nouvelle-Calédonie D. 24 avril 1906, Phil. D. 9 janvier 1904 et 5 avril 1906. La compagnie de gendarmerie de Madagascar, créée en 1902, a été supprimée par D. 13 janvier 1904.

indigènes payées sur les budgets locaux forcera sans doute le gouvernement de l'A. O. F. à suivre l'exemple donné par les autres gouvernements généraux.

La garde indigène comprend partout un *personnel européen*<sup>1</sup> (inspecteurs et gardes principaux) et un *personnel indigène* (adjudants, sergents, caporaux, gardes). Elle est placée sous les ordres directs des administrateurs chefs de province et ne peut être employée qu'à des opérations de police intérieure. Toutefois en cas de mobilisation, de proclamation de l'état de siège, de troubles, de mouvements insurrectionnels ou de poursuite de malfaiteurs organisés en bandes armées, la garde indigène est mise par le gouverneur général à la disposition de l'autorité militaire : elle fait dès lors partie intégrante de l'armée avec les mêmes obligations et les mêmes droits.

---

<sup>1</sup> Indo-Chine : inspecteurs, 3 classes ; gardes principaux, 3 classes.  
Madagascar : inspecteurs principaux ; inspecteurs, 3 classes ; gardes principaux, 4 classes.

## APPENDICE

### TRAITÉ FRANCO-SIAMOIS DU 23 MARS 1907

Un nouveau traité entre la France et le Siam, signé à Bangkok le 23 mars 1907, règle définitivement les questions qui jusque-là avaient divisé les deux pays. Les dispositions de ce traité sont de deux sortes : les unes ont pour objet des échanges de territoires ; les autres concernent la situation des étrangers et en particulier celle des protégés français au Siam.

En point de vue territorial, c'est le Siam qui fait les plus grands sacrifices. Sans doute, la France lui restitue la province de *Dansai*, située sur la rive droite de Mekong, prolongeant du royaume de Louang-Prabang vers le sud que le traité de 1904 nous avait accordé ; elle restitue également le territoire de *Kratt* ainsi que toutes les îles situées au sud de *Reap Lemlong* jusques et y compris *Kokut*. Le Siam recouvre ainsi des territoires auxquels il tenait parce qu'ils étaient habités par des populations de race siamoise. De plus, la concession des quatre points situés sur la rive droite du Mekong pour l'établissement de tronçons de voies ferrées est transformée en bail emphytéotique. La France renonce ainsi à ses visées ambitieuses sur la partie du Siam située dans le bassin du Mekong (rive droite), elle renonce également à obtenir pour le Cambodge un débouché direct vers la mer. Mais, de son côté, le Siam cède à la France les trois provinces de *Battambang*, de *Siem-Reap* et de *Sisophon*. Le Cambodge recouvre ainsi « son Alsace Lorraine » ; il

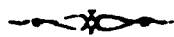
s'étend désormais sur tout le bassin du Grand Lac dont le Siam lui avait autrefois ravi la partie septentrionale. La superficie du Cambodge est accrue de 20.000 kil. car. Sa population est augmentée de 250.000 âmes. Ainsi le protégé, plus heureux que son protecteur, a recouvré ses provinces perdues.

Par contre, en ce qui concerne la condition des étrangers au Siam, c'est le gouvernement siamois qui obtient les plus grands avantages. Les étrangers asiatiques qui se réclamaient de la protection de la France et qui étaient justiciables des consuls français étaient particulièrement nombreux dans ce pays. Le gouvernement siamois désirait par dessus tout sortir de cette situation humiliante. Désireux de suivre le Japon dans la voie de la civilisation européenne, il voulait s'affranchir comme le Japon du régime de la protection et des tribunaux consulaires. La France cède sur ce point capital. Désormais elle traite le Siam comme un pays civilisé dans les tribunaux duquel les étrangers peuvent avoir confiance. Les sujets et protégés français seront justiciables d'abord des cours internationales siamoises, et plus tard, après la promulgation des Codes siamois, des tribunaux siamois ordinaires. Les concessions faites par la France vont permettre au Siam d'obtenir des autres puissances des concessions analogues. Par contre, les sujets et protégés français seront traités au Siam sur le même pied que les nationaux en ce qui concerne le droit de propriété, de libre résidence et de libre circulation.

Ce traité de 1907 marque une date décisive dans l'évolution de la politique européenne en Extrême-Orient. Autrefois, le Siam était considéré en Europe comme une proie offerte à l'ambition des nations colonisatrices. Aujourd'hui, l'Europe consent à traiter ce pays, toutes proportions gardées, comme un nouveau Japon. C'est dire que la France renonce définitivement à toute idée d'agrandissement dans la péninsule indo-chinoise. La période d'expansion territoriale est close désormais pour nous dans cette région. Et peut-être vaut-il mieux qu'il en soit ainsi.

# TABLE DES MATIÈRES

## DU TOME I



	Pages.
PRÉFACE DE LA TROISIÈME ÉDITION .....	V
PRÉFACE DE LA SECONDE ÉDITION.....	IX
PRÉFACE DE LA PREMIÈRE ÉDITION.....	XIII

## INTRODUCTION

### § 1. Théorie générale de la colonisation.

Définition de la colonisation .....	1
En quoi la colonisation se distingue de l'émigration.	
L'art de la colonisation.....	4
Vue d'ensemble sur l'histoire de la colonisation.....	8
Grandeur comparée des métropoles et des colonies....	11
De la fondation des colonies. Rôle de l'initiative privée et rôle de l'État. Compagnies privilégiées .....	14
Différents types des colonies.....	17
Légitimité des entreprises coloniales.....	21
Utilité générale des entreprises coloniales.....	29
Utilité des colonies pour la métropole. Position et état de la controverse .....	30
Avantages d'ordre économique. L'émigration des hom- mes.....	32
Avantages d'ordre économique (suite). L'émigration des capitaux....	35

12. Avantages d'ordre économique (suite). Les débouchés offerts aux produits de la métropole.....	36
13. Avantages d'ordre politique.....	41

## § 2. Théorie générale de la législation coloniale.

*(Assujettissement, Autonomie, Assimilation).*

14. Généralités. Variété nécessaire de la législation coloniale.....	46
15. A. L'assujettissement.....	52
16. B. L'autonomie.....	55
17. C. L'assimilation.....	56
18. Constitution coloniale.....	59
19. Gouvernement et administration des colonies.....	61
20. Organisation militaire et garde des colonies.....	64
21. Libertés locales et droits des colons.....	67
22. Organisation financière.....	71
23. Régime commercial.....	73
24. Résumé.....	75
25. Critique de l'assujettissement.....	77
26. Critique de l'autonomie.....	80
27. Critique de l'assimilation.....	83
28. Conclusion.....	89

## PREMIÈRE PARTIE

### LA COLONISATION FRANÇAISE AVANT 1815.

#### CHAPITRE I

#### Histoire externe de la colonisation française avant 1815.

29. Vue d'ensemble sur l'histoire de la colonisation française.....	95
30. Période des origines.....	96
31. Période de la plus grande expansion.....	100
32. Période de déclin.....	102

## TABLE DES MATIÈRES.

573

Pages.

1. Les Français dans l'Amérique du Nord. 1° L'Acadie...	107
2. 2° Le Canada.....	109
3. 3° La Louisiane ..	113
4. Les Français aux Antilles. 1° Les petites Antilles....	114
5. 2° Saint-Domingue ..	116
6. Les Français dans l'Amérique du Sud.....	119
7. Les Français sur la côte occidentale d'Afrique....	122
8. Les Français à Madagascar.....	124
9. Les Français aux îles Mascareignes et aux Sey- chelles.....	127
10. Les Français dans l'Inde....	128
11. Conclusion. ....	132

## CHAPITRE II

### La politique coloniale de l'ancien régime. Les compagnies privilégiées de colonisation.

1. Divergence des appréciations portées sur la politique coloniale de l'ancien régime. ....	139
2. Les compagnies de colonisation; notions générales....	141
3. Histoire sommaire des compagnies de colonisation fon- dées sous l'ancien régime.....	142
4. Circonstances qui expliquaient et avantages qui justi- fiaient à l'origine les compagnies privilégiées de colo- nisation.....	148
5. Comment on se procurait des actionnaires.....	152
6. Du rôle de la royauté et en particulier de l'action per- sonnelle de Louis XIV.....	153
7. Du peuplement des colonies. Les engagés.....	156
8. Politique religieuse aux colonies.....	159
9. Inconvénients que présentaient à la longue les compa- gnies privilégiées et causes de leur décadence.....	163

## CHAPITRE III

### La législation coloniale sous l'ancien régime.

1. Considérations générales.....	165
2. Du législateur colonial....	167

55. Administration centrale.....	171
56. Organisation administrative, judiciaire et militaire....	172
57. Libertés locales et représentation coloniale.....	177
58. Finances.....	190
59. Régime commercial; l'exclusif.....	181
60. Les personnes; l'esclavage.....	187
61. Régime des terres.....	194
62. Le crédit et la circulation monétaire.....	197

## CHAPITRE IV

**La Révolution et l'Empire.****Politique coloniale et législation coloniale.**

63. La Révolution; l'assimilation à outrance.....	200
64. Constitution coloniale.....	202
65. Les droits des hommes de couleur. L'abolition de l'esclavage.....	206
66. Régime commercial.....	209
67. Le Consulat et l'Empire, la politique de réaction et d'abandon.....	211

## DEUXIÈME PARTIE

**LES COLONIES FRANÇAISES DEPUIS 1815**

## CHAPITRE I

**Reconstitution progressive de l'Empire colonial de la France au XIX<sup>e</sup> siècle.****§ 1. *L'expansion de la France de 1815 à 1870.***

68. Les colonies françaises en 1815.....	22
69. L'expansion de la France sous la Restauration.....	22
70. L'expansion de la France sous la monarchie de Juillet.	23
71. L'expansion de la France sous le second Empire. Généralités. Nouvelle-Calédonie.....	23
72. Second Empire (suite). Côte occidentale d'Afrique....	23

# TABLE DES MATIÈRES.

N <sup>os</sup> .	577
	Pages.
73. Second Empire (suite). Océan indien.....	242
74. L'Indo-Chine. Notions géographiques.....	243 ✓
75. Notions sommaires sur l'histoire du peuple annamite. Premiers rapports avec les Européens.....	245 ✓
76. Conquête de la Cochinchine sous Napoléon III.....	250 ✓
77. Établissement du protectorat de la France sur le Cam- bodge.....	252
§ 2. <i>L'expansion de la France sous la Troisième République.</i>	
78. Les colonies et l'opinion. L'évolution de notre politique coloniale.....	254
79. La part de la France dans le partage du Continent africain. Généralités.....	260
80. Sénégal et Soudan.....	262
81. Guinée française.....	267
82. Côte d'Ivoire.....	269
83. Dahomey.....	271
84. Congo.....	276
85. La marche vers le Tchad. Lutte contre Rabah.....	280
86. La marche vers l'est. La mission Marchand. Fachoda.	284
87. Côte française des Somalis.....	290
88. Madagascar. Traité de protectorat du 17 décembre 1885.	294
89. Madagascar (suite). Conquête et annexion de l'île.....	297
90. Madagascar (suite). Notions géographiques.....	300
91. Les Comores et les autres îles françaises de l'Océan indien.....	301
92. L'Indo-Chine française. Premières difficultés avec l'An- nam au sujet du Tonkin. Traité du 15 mars 1874...	303
93. L'expédition du Tonkin. Traités de 1883 et de 1884 avec l'Annam.....	305
94. Rapports avec la Chine.....	309
95. Cambodge et Laos.....	313
96. Difficultés avec le Siam. Traité du 3 octobre 1893....	314
97. Difficultés avec l'Angleterre. Déclaration du 15 janvier 1895.....	315
98. Nouvelles difficultés avec le Siam. Traité du 13 février 1904.....	318

N <sup>os</sup> .	Page.
99. L'Océanie.....	320
100. Les Nouvelles-Hébrides.....	322
101. L'Amérique. Les territoires contestés en Guyane.....	325
102. La question du <i>French Shore</i> .....	328
103. Observations générales sur l'expansion coloniale de la France au XIX <sup>e</sup> siècle.....	331

**§ 3. Situation actuelle des colonies françaises.**  
*Leur population, leurs ressources et leur avenir.*

104. Antilles et Réunion.....	336
105. Guyane.....	338
106. Inde française.....	341
107. Saint-Pierre et Miquelon.....	342
108. Afrique occidentale française.....	343
109. Congo français.....	352
110. Madagascar.....	354
111. Les Comores.....	357
112. Côte française des Somalis.....	358
113. L'Indo-Chine française.....	359
114. Nouvelle-Calédonie.....	363
115. Établissements français de l'Océanie.....	366
116. Conclusion. La politique indigène. L'avenir.....	367

## CHAPITRE II

### Du Législateur colonial.

117. Période antérieure à 1854.....	372
118. Sénatus-consulte du 3 mai 1854.....	375
119. Modifications apportées au S.-C. de 1854 par la disparition de la Constitution impériale.....	379
120. Combinaison du S.-C. de 1854 avec les principes généraux de notre droit public.....	384
121. Promulgation et publication des lois et décrets aux colonies.....	388
122. Autres difficultés.....	391
123. Critiques et projets de réforme.....	395

## CHAPITRE III

**Gouvernement et administration des colonies.****§ 1. *Ministère des Colonies.***

	Pages.
4. Historique .....	399
5. Organisation du ministère des Colonies.....	405
6. Attributions du ministère des Colonies.....	407

**§ 2. *Administration locale.***

7. Divisions de notre empire colonial. Historique.....	410
8. Discussion théorique. Concentration ou dispersion.....	413

**A. Antilles et Réunion.**

9. Notions générales sur l'organisation administrative établie par les Ordonnances de la Restauration.....	417
0. Du gouverneur. Ses pouvoirs.....	418
1. Chefs d'administration et chefs de service.....	425
2. Conseil privé.....	430
3. Conseil du contentieux administratif.....	433
4. Projets de réforme et assimilation administrative.....	436

**B. Indo-Chine.**

5. Considérations générales.....	441
6. Organisation politique et administrative du pays d'Annam avant la conquête française. 1 <sup>o</sup> Le gouvernement central.....	443
7. Suite. L'administration provinciale.....	445
8. Suite. Le mandarinat.....	447
9. La Cochinchine française avant l'Union indo-chinoise.	449
0. Le protectorat de l'Annam et du Tonkin avant l'Union indo-chinoise.....	452
1. Création de l'Union indo-chinoise. Le gouvernement général de l'Indo-Chine.....	455
2. Cochinchine.....	461

N <sup>os</sup> .	Pages
143. Annam et Tonkin.....	463
144. Cambodge.....	466
145. Laos, Kouang-tcheou.....	470
146. Personnel des services civils de l'Indo-Chine.....	471

### C. Autres colonies.

147. Guyane.....	471
148. Inde, Sénégal, Saint-Pierre et Miquelon.....	471
149. Nouvelle-Calédonie.....	471
150. Établissements français de l'Océanie.....	471
151. Afrique occidentale française.....	481
152. Congo français.....	481
153. Madagascar et dépendances.....	481
154. Mayotte et les Comores. Côte française des Somalis...	481
155. Résumé. Pouvoirs respectifs des gouverneurs généraux et des lieutenants-gouverneurs.....	4

### § 3. *Personnel administratif. Inspection coloniale.*

156. Gouverneurs et secrétaires généraux.....	1
157. Personnel des bureaux des secrétariats généraux.....	1
158. Administrateurs coloniaux.....	
159. Inspection coloniale.....	
160. Solde et congés.....	
161. Pensions de retraite.....	
162. Caisses de retraite locales.....	
163. Recrutement des fonctionnaires. École coloniale.....	

## CHAPITRE IV

### Organisation militaire.

164. Notions générales.....	
-----------------------------	--

### § 1. *Obligation des Français des colonies au service militaire.*

165. Position et difficultés de la question.....	
166. Historique. Loi du 21 mars 1905.....	

§ 2. *Garde et défense des colonies.*

	Pages.
considérations générales sur la défense des colonies...	537
ministère chargé de la défense des colonies. Histoire.....	539
rattachement de l'armée coloniale au ministère des colonies.....	542
organisation des troupes coloniales.....	549
administration, intendance et corps de santé des troupes coloniales.....	555
solde et retraites.....	563
service des troupes coloniales.....	564
recrutement de l'armée coloniale.....	565
artillerie coloniale et garde indigène.....	568
Annexe. — Traité franco-siamois du 23 mars 1907.....	571

Voir les **Corrections et Additions**

**Table analytique des matières à la fin du tome II.**

UNIVERSITÉ DE PARIS, BIBLIOTHÈQUE

**MAR 28 1912**













3 9015 02268 0154



